

Le service étranger vu à travers l'étude des enfants du grand bailli Michel Dufour

Louis, Pierre-Marie, Adrien, Marguerite, Casimir, Joseph,
Frédéric et Pauline, dite aussi Henriette

Pierre-Alain PUTALLAZ

Introduction

Tout commence par un mariage: le 3 juillet 1787, à Vionnaz, Michel Dufour unit sa destinée à Marie-Marguerite Du Fay¹. L'époux – fils de Barthélemy, propriétaire terrien, métral et curial de Vionnaz, la fortune la plus considérable de la commune² – est un jeune homme plein d'avenir: après des études suivies aux collèges de Brigue et de Bellay, il a obtenu son doctorat en droit à Chambéry; il exerce ou est sur le point d'exercer la profession de notaire et d'avocat. Quant à la jeune femme, fille de Pierre-François-Louis Du Fay et de Thérèse Burgener³, elle appartient à l'une «des premières familles du pays»⁴, dont l'influence, dans le dizain de Monthey en particulier, est grande.

Tandis que la carrière publique de Michel Dufour commence, puis prend véritablement son essor, Marie-Marguerite met au monde huit enfants, six garçons et deux filles: Louis (*1788), Pierre-Marie (*1790), Adrien, né en 1791 ou en 1792, Marguerite (*1795), Casimir (*1797), Joseph (*1800), Frédéric (*1804), Pauline (*1807), dénommée aussi Henriette.

Si l'avenir des filles, vu l'époque, semble en principe tout tracé: une bonne éducation qui devrait les mener à s'unir à de jeunes hommes issus de familles estimables, nous pouvons supposer que Michel Dufour et Marie-Marguerite, au temps de leurs fiançailles déjà, souhaitent pouvoir donner aux fils qu'ils espèrent engendrer la possibilité d'entreprendre de brillantes carrières.

¹ AEV, Rz, cart. 64, fasc. 6, n° 1, p. 16.

² AC Vionnaz, P 902/1, p. 3.

³ Thérèse Burgener est fille du grand bailli François-Joseph et de sa seconde femme, Marie-Marguerite Blatter.

⁴ *Personnages du Valais*, notice *Michel Dufour*, p. 205. — Nous avons modernisé l'orthographe et la ponctuation des citations, afin d'en faciliter la lecture.

La branche de la famille Dufour, branche dite de Vionnaz, compte notamment et surtout, jusque vers la fin du XVIII^e siècle, des curiaux, des métraux et des syndics, ainsi que, pour le moins, un ecclésiastique en la personne de Nicolas Dufour (1746-1809), cousin de Michel, et un marchand dans le père de ce Nicolas. Il apparaît clairement qu'il n'y a chez elle aucune tradition qui pourrait diriger nombre de ses membres masculins vers le service étranger.

Si, chez les Du Fay et sans remonter trop loin dans le temps, l'on trouve des syndics, des châtelains et des bannerets, de même qu'un chanoine de Saint-Maurice⁵, le service mercenaire est à l'évidence plus familier. Parmi ceux qui ont embrassé la carrière des armes, Marie-Marguerite pourrait citer son père Pierre-François-Louis; Jean-Joseph Gay et Ignace de Courten, deux de ses oncles par alliance; Emmanuel-Guillaume et Louis-Hyacinthe-Joseph Du Fay, deux de ses cousins au premier degré; ses frères Pierre-Louis et François-Emmanuel; son beau-frère Gabriel-Ignace de Werra; et, plus tard, son frère Guillaume et ses neveux Joseph-Antoine et Pierre Du Fay.

Est-ce à dire que Michel Dufour et Marie-Marguerite Du Fay, fiancés, puis jeunes mariés, imaginent déjà leurs futurs fils revêtus d'un uniforme de mercenaire? Rien n'est moins sûr. Cependant, deux événements déterminants vont survenir: l'incendie qui détruit la plus grande partie du village de Vionnaz le 20 août 1800 et, ce qui en est une conséquence, l'achat de la *Tour du Mayor* à Monthey, le 8 février 1801, où la famille Dufour va vivre désormais et qu'on appellera bientôt la *Villa Dufour*⁶. Nous pensons que c'est en raison des pertes subies lors de l'incendie et en raison de cette acquisition que, pour le moins, les quatre premiers fils de Michel et de Marie-Marguerite entreprendront une carrière de mercenaire: leurs parents n'ont plus les moyens de leur payer des études dispendieuses dans une université de France, d'Italie ou d'ailleurs. Quant aux deux derniers, nous avons plutôt l'impression qu'il seront tout naturellement amenés à suivre la trace de leurs aînés, à une période qui apparaît bien moins dangereuse pour les mercenaires que celle de l'époque napoléonienne; et ce d'autant plus qu'ils ne semblent pas avoir montré un intérêt particulier pour une profession civile et que leurs parents ne souhaitent vraisemblablement pas les favoriser par rapport à leurs frères.

Quoi qu'il en soit, il ne fait aucun doute que l'avenir de sa progéniture sera l'une des préoccupations principales de Michel Dufour. Témoin ces mots que, le 3 août 1811, Claude Derville-Maléchar, le préfet du département du Simplon, écrira sur le Montheysan, alors sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Maurice: «Sa pensée la plus chère est de placer honorablement ses enfants; c'est pour eux seuls qu'il a désiré les emplois auxquels, sans ce motif, il aurait renoncé par amour du repos et pour soigner sa santé.»⁷

Il est certain que le fait que Michel Dufour sera, entre autres, député à la Diète valaisanne de 1802 à 1806, conseiller d'Etat de 1806 à 1809, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Maurice de 1811 à 1813, député à la Diète de 1815 à 1817, conseiller d'Etat – et donc, de droit, membre de la Diète – de 1817 à 1839, vice-bailli en 1821-1825, 1831-1835, 1837-1839, et grand bailli de 1829 à 1831 ainsi

⁵ Joseph-Antoine Du Fay, frère de Pierre-François-Louis qui est le père de Marie-Marguerite.

⁶ Voir PUTALLAZ II, pp. 119-125.

⁷ *Personnages du Valais*, p. 206.

que de 1835 à 1837 ne pourra qu'influer positivement, peu ou prou, sur les destinées de sa progéniture, de ses fils en particulier⁸. Seule Pauline, sur ce point, fera exception.

Dès maintenant, nous allons présenter chacun des enfants de Michel Dufour et de Marie-Marguerite Du Fay. Nous nous attarderons principalement sur Louis, Pierre-Marie et Joseph. Nous évoquerons plus sommairement Adrien, Marguerite, Frédéric et Pauline, tout simplement parce que la documentation les concernant est mince. Nous ne traiterons que peu de Casimir sur lequel nous avons l'intention de rédiger une monographie.

Cette option va nous permettre de placer le service militaire étranger au centre de l'étude qui va suivre et d'en assurer ainsi une plus grande unité.

Mais, avant de livrer le fruit de notre travail à ceux qui voudront bien lui accorder quelque intérêt, nous ne saurions omettre de remercier chaleureusement M^{me} Janine Fayard Duchêne qui a bien voulu en relire l'une des premières moutures: elle nous a permis de corriger plusieurs coquilles et nous a fait diverses remarques qui ont été utiles à l'élaboration de la version définitive. Comme cette historienne s'est attachée principalement à la forme et qu'elle n'a pas pris connaissance du texte définitif, nous tenons à préciser que nous publions celui-ci sous notre seule et entière responsabilité.

Nos vifs remerciements vont aussi à M. Hans-Robert Ammann, directeur des Archives de l'Etat du Valais, qui s'est toujours montré disponible envers nous et qui nous a ouvert toutes grandes les pages du tome LVIII de la revue *Vallesia*⁹.

Il est temps maintenant d'allumer les projecteurs de l'histoire qui vont mettre successivement sous leur lumière les huit enfants de Michel Dufour et de Marie-Marguerite Du Fay.

1. Louis Dufour (1788-1863)

Louis-Michel Dufour naît à Vionnaz le 20 janvier 1788.

Au fur et à mesure qu'il grandit, il a la possibilité de jouer souvent avec ses deux frères puînés Pierre-Marie et Adrien, quatre ans au maximum le séparant de ce dernier. Nous les imaginons insoucians et turbulents, comme la plupart des groupes d'enfants de leur âge.

Après avoir « fait de bonnes études »¹⁰ sur lesquels nous ne savons rien de précis¹¹, Louis entre dans le régiment de Preux au service d'Espagne.

⁸ PUTALLAZ III, pp. 484, 486-488. — Lorsqu'il sera élu grand bailli pour la première fois par une infime majorité de députés de la Diète, Michel Dufour acceptera cet honneur; quelque peu embarrassé d'avoir évincé son parent Charles-Emmanuel de Rivaz, il affirmera que « sa mauvaise santé lui conseillait de profiter de la bonne volonté de ses amis et adhérents pour procurer à sa famille cette décoration, surtout à ses fils [à] qui, étant tous au service des princes avec lesquels nous sommes en des relations militaires, il peut être utile de pouvoir se dire les fils du premier magistrat de la république et canton du Valais ». (ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. III, p. 50.)

⁹ Nous remercierons d'autres personnes encore au début de la partie intitulée « *Index des personnes* ».

¹⁰ *Personnages du Valais*, p. 263, notice *Louis Dufour*.

¹¹ Il est probable que ce que nous dirons sur les études de Pierre-Marie Dufour, avant qu'il entre au collège de Saint-Maurice, puisse s'appliquer à la scolarité de Louis. Voir ci-dessous, pp. 44-45.

Le 22 septembre 1805, le Valais et le roi Charles IV renouvellent la capitulation qui les lie, de telle sorte que le service d'Espagne devient encore plus attrayant pour ceux qui s'y destinent. Il n'est donc pas étonnant que Michel Dufour, alors député à la Diète qui a ratifié cet accord, espère y placer son fils aîné, en âge de voler de ses propres ailes.

Un état de service, rédigé peu après la chute définitive de Napoléon I^{er}, précise que Louis est «entré comme cadet» dans le régiment de Preux¹² «le 10 août 1805» et que, le 1^{er} janvier 1806, il y est nommé sous-lieutenant¹³. Mais ces indications, fondées sur les dates des papiers officiels, reflètent mal la réalité, comme nous allons le constater.

Dès le mois de décembre 1805, le Conseil d'Etat souhaite procurer à Louis Dufour une place d'officier dans le régiment de Preux, mais la Diète l'attribue à un autre candidat. Comme le tour du dizain de Monthey risque de ne pas revenir de si tôt, d'autres dizains devant passer avant ce dernier, Michel Dufour s'active alors à «se faire recevoir communier à Nax»¹⁴ et y parvient; c'est pourquoi le gouvernement valaisan peut décider, le 7 janvier 1806, de proposer la candidature de Louis à Joseph Caamaño, ambassadeur d'Espagne auprès de la Confédération suisse, «pour la place de sous-lieutenant porte-drapeau qui touchera prochainement le [...] dizain d'Hérémence»¹⁵. Cette nouvelle tentative sera couronnée de succès. En mars 1806, le jeune homme quitte le Valais pour l'Espagne et nous savons que, le 25 juin 1806, il n'a pas encore rempli les trois mois qu'il doit y accomplir en qualité de cadet¹⁶.

Plus tard, mais toujours en cette année 1806, Louis Dufour peut effectivement exercer comme sous-lieutenant enseigne dans le régiment de Preux. C'est vraisemblablement dans les années 1806-1807 qu'il suit un cours de mathématiques à Madrid¹⁷, avant de connaître les champs de bataille. En effet, il participe à la campagne de 1808: à la suite de l'invasion de l'Espagne par les Français, invasion qui va permettre de placer Joseph Bonaparte, frère de Napoléon I^{er}, sur le trône de ce pays, le régiment de Preux est incorporé dans l'armée du général Pierre Dupont de l'Étang, lequel est vaincu par les Espagnols à Baylen, en Andalousie, le 19 juillet 1808¹⁸. Cette défaite marque la fin du régiment de Preux¹⁹.

Durant cette campagne, Louis Dufour «a mérité par sa conduite dans différentes actions les certificats les plus honorables de ses chefs»²⁰.

¹² Par commodité, nous le dénommons ainsi à cette époque déjà. En fait, les deux premiers colonels du régiment ont été Antoine, puis Elie de Courten. Le second d'entre eux, nommé le 23 mars 1802, a obtenu sa retraite le 28 mars 1805, mais, dès la fin de 1804, c'est le lieutenant-colonel Charles de Preux qui assume les fonctions de colonel dont il ne reçoit le grade qu'en janvier 1806. Officiellement c'est donc à partir de cette date que le régiment de Courten au service d'Espagne est appelé régiment de Preux. (PUTALLAZ I, pp. 12-13.)

¹³ AEV, SE, fasc. 21/14, n° 2; *ibidem*, vol. 37, pp. 302-303.

¹⁴ AEV, M, vol. 16/17, pp. 424-425: protocole du CE, séance du 7 janv. 1806.

¹⁵ PUTALLAZ III, p. 317. Source citée: AEV, M, vol. 27, pp. 4-5: arrêté du CE, 7 janv. 1806, minute.

¹⁶ PUTALLAZ III, p. 319.

¹⁷ *Personnages du Valais*, p. 263, notice *Louis Dufour*. — Le mercenaire valaisan Pierre d'Odet suit «un cours public de mathématiques» à «l'Académie de San Fernando» à Madrid dès le 6 octobre 1807. (PUTALLAZ I, p. 28.)

¹⁸ Voir à ce sujet LOUISELLE DE RIEDMATTEN, notamment pp. 182-198.

¹⁹ Sur le régiment de Preux et sur la bataille de Baylen, voir LOUISELLE DE RIEDMATTEN et SCHALBETTER.

²⁰ AEV, S, cart. 10, fasc. 11, n° 13: *Liste alphabétique des Personnes appelées à concourir par elles-même[s] à la Composition du Régiment des gardes d'honneur en vertu du Décret Impérial du 5 avril [1813] et qui ont été reconnues susceptibles d'être désignées pour former le contingent*, un cahier de 8 p. concernant 51 jeunes gens.

Fait prisonnier par les vainqueurs, Louis Dufour – qui, comme nombre d'autres mercenaires engagés au service de l'ex-roi Charles IV, a probablement servi les envahisseurs à contrecœur – décide de passer du côté des Espagnols²¹ et se trouve dès lors dans un bataillon formé d'étrangers, sous les ordres des généraux Cuesta et Arizaga. Le 19 novembre 1809, lors de la bataille d'Ocaña remportée par les Français, il est blessé, dans des circonstances que Louis Robatel rapporte en ces termes :

[...] Mon intime ami Louis Dufour [...] avait reçu une balle au front dans un moment où il venait de porter à ses lèvres son petit flacon d'eau-de-vie, ce qui lui avait fait renverser la tête de manière à ce que la balle qui l'a frappé au front n'en a que labouré la chair, sans fortement léser l'os frontal, lequel resta heureusement intact. On comprend pourquoi l'ami Dufour avait une forte cicatrice au front.²²

Le témoignage de Louis Robatel, que nous n'avons pas retranscrit en entier, est quelque peu ambigu : si celui-ci semble ranger parmi les « fortes blessures » celle de Louis Dufour, le contexte laisse supposer que, quoique impressionnante, elle a dû être relativement légère. Ce que tendraient à confirmer les nouvelles reçues par Pierre-Louis Du Fay, président du dizain de Monthey²³, même si, lorsque Louis Dufour cherchera à relancer sa carrière de mercenaire en 1816, après la chute de Napoléon I^{er}, ses états de service mentionneront qu'il « a été grièvement blessé à la bataille d'Ocaña d'un coup de feu à la tête »²⁴. S'il est certain que le jugement porté sur une blessure peut sensiblement varier selon que l'on en est soi-même victime ou non, selon que l'on en éprouve ou non les désagréments, il n'est pas impossible que le Bas-Valaisan ait sciemment exagéré l'importance de sa blessure dont il garde une trace bien visible : mettre en évidence la robustesse de sa constitution et son courage ne peut manquer de le servir dans la carrière des armes qu'il a choisie.

Fait prisonnier comme nombre d'Espagnols et d'étrangers ayant combattu à leurs côtés à Ocaña, il est emmené au *Retiro* de Madrid où il reste jusqu'au 25 décembre 1809, puis en France *via* Oviedo et Mondragon. Le 1^{er} février 1810, il est à Bayonne avant d'être conduit à Moulins d'abord, à Mâcon ensuite où il demeure cantonné durant plusieurs mois. Ses compagnons d'infortune sont notamment les lieutenants Melchior de Montheys, Louis de Quartéry et Louis Robatel. D'après le témoignage de ce dernier, la condition des officiers valaisans s'améliore dès leur départ de Bayonne ; chacun d'eux perçoit en effet

un franc cinquante par jour compté par le chef de la nouvelle escorte, composée dorénavant d'une demi-compagnie de gardes nationaux,

²¹ « Il est à observer qu'ayant été fait prisonnier à Baylen le 19 juillet 1808 avec tout le corps de l'armée du général Dupont, il [= Louis Dufour] fut obligé par la junte [espagnole] d'entrer à son service » (AEV, SE, vol. 37, p. 303). Voilà ce que l'on peut lire sur les états de service du Valaisan rédigés en 1816. Mais, désirant reprendre à l'époque sa carrière militaire en France, celui-ci ne pouvait guère présenter une autre version de ces événements. D'ailleurs, cette citation ainsi qu'une allusion à sa captivité après la bataille d'Ocaña, à laquelle il va incessamment être fait allusion, ont été raturées comme si Louis Dufour – ou quelqu'un d'autre – avait finalement estimé que de tels renseignements pouvaient lui nuire auprès des autorités françaises.

²² ROBATEL, p. 85.

²³ « L'on vient de recevoir des nouvelles de MM. Antoine et Joseph [de] Preux, [Louis] Robatel, Louis de Quartéry, Louis Dufour et [Melchior] de Montheys qui ont été blessés légèrement et faits prisonniers à la bataille d'Ocaña. » (AEV, Rz, cart. 55, fasc. 24, n° 14 : Du Fay à Ch.-Emm. de Rivaz, Monthey, 11 fév. 1810, orig.) — En fait, Joseph de Preux n'est pas tombé aux mains des Français (ROBATEL, p. 82).

²⁴ AEV, SE, vol. 37, p. 303.

dans lesquels nous retrouvions cette urbanité toute française. Nous étions dès lors logés militairement chez les habitants aux étapes. La plupart d'eux savaient aussi bien que nous que cette guerre contre l'Espagne était des plus injustes, et ils cherchaient par tous les moyens en leur pouvoir et toutes sortes de bons procédés à nous dédommager des peines que nous avons endurées.²⁵

Le Valais ayant été annexé à l'Empire de Napoléon I^{er} en novembre 1810, Louis Dufour, considéré comme citoyen français, est bientôt libéré et peut regagner le Valais qu'il retrouve dans la seconde moitié de février 1811, ce qui est aussi le cas de ses compagnons²⁶.

Ses ennuis ne sont pas terminés cependant: sur l'ordre du préfet Derville-Malécharde et par l'intermédiaire du sous-préfet Michel Dufour, le maire de Monthey – Hyacinthe Darbellay – est avisé qu'il est dans l'obligation de mettre Louis sous «surveillance» et de «lui notifier qu'il doit se présenter à lui au moins une fois par semaine et ne pas s'absenter sans une permission spéciale»²⁷. Nous ignorons combien de temps cette mesure est restée en vigueur. Gageons, d'une part, qu'elle n'a pas dû être trop pénible, vu la filiation paternelle de Louis Dufour qui, de surcroît, est neveu de Hyacinthe Darbellay; d'autre part, qu'elle a été vraisemblablement évanescence, Derville-Malécharde ayant tout intérêt à ne pas trop indisposer le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Maurice dont il apprécie beaucoup l'esprit de collaboration et le travail consciencieux. Ajoutons enfin que Louis Dufour est un jeune homme qui a encore un bel avenir dans la carrière des armes, lui qui est considéré, en cette année 1811, comme intelligent et comme «bouillant» par l'administration du département du Simplon qui qualifie sa constitution de «très forte»²⁸.

En 1813, par un décret impérial daté du 5 avril, Napoléon I^{er} décide la levée de 10 000 gardes d'honneur qui seront répartis en quatre régiments de cavalerie. Le 17 avril, l'ex-préfet Derville-Malécharde, qui s'apprête à quitter le Valais, communique aux sous-préfets Michel Dufour et Léopold de Sépibus²⁹ une liste de trente-deux jeunes gens qui sont susceptibles de faire partie de ce corps; il leur demande de convoquer ceux qui dépendent de leur arrondissement pour le mardi 24, à 14 heures, dans le bâtiment de la préfecture³⁰ où ils doivent impérativement se trouver, aucune dispense n'étant tolérée³¹. Le 20 avril, le nouveau préfet Claude-Philibert Barthelot, comte de Rambuteau, prend un arrêté pour organiser la levée départementale qui doit fournir de cinq à dix hommes et, le 28, le *Mémorial administratif* fera état de cette décision³², à un moment où tout sera déjà quasiment réglé.

²⁵ ROBATEL, p. 91.

²⁶ Sur l'itinéraire des prisonniers, voir *ibidem*, pp. 85-103.

²⁷ AEV, Bertrand, R, n° 2, p. 6: protocole mentionnant le contenu d'une lettre écrite par le sous-préfet Michel Dufour et reçue par le maire de Monthey, vraisemblablement le 4 juillet [1811].

²⁸ *Personnages du Valais*, p. 263, notice *Louis Dufour*.

²⁹ Le département du Simplon comprend trois arrondissements: Michel Dufour est sous-préfet de celui de St-Maurice; Léopold de Sépibus, de celui de Brigue; le préfet lui-même administre l'arrondissement de Sion.

³⁰ Soit le bâtiment de Kalbermatten, sis au n° 7 de l'actuelle rue de Lausanne.

³¹ AEV, S, cart. 10, fasc. 11, n° 4, fol. 1: Derville-Malécharde aux sous-préfets, Sion, 17 avril 1813, minute. — Quant à Derville-Malécharde, il a veillé à ce que les candidats potentiels de l'arrondissement de Sion soient également convoqués au même lieu et à la même heure.

³² *Mémorial administratif*, n° 16 du 28 avril 1813, p. 110. — Curieusement, le préfet Rambuteau, dans une de ses lettres, dit avoir pris cet arrêté le 21 avril. (AEV, S, cart. 10, fasc. 11, n° 6: Rambuteau au ministre de l'Intérieur, [le comte de Montalivet,] Sion, 24 avril 1813, minute.)

En effet, le 24, trente jeunes hommes se rendent à la convocation de Derville-Malécharde et c'est Rambuteau qui les reçoit. Dix d'entre eux, «sur le dévouement desquels on peut compter», s'empressent de s'engager. «J'ai eu soin, affirme le nouveau préfet, d'exciter leur zèle et leur bonne volonté en leur représentant et l'honneur et l'avantage qui doit en résulter pour eux et pour leur famille.»³³ Après un délai de réflexion, quatre autres s'engageront également, mais deux d'entre eux seront réformés en raison de leur taille jugée trop petite³⁴.

Le comte de Rambuteau est fier du résultat obtenu et il ne manque pas de le faire savoir en haut lieu. Trois jeunes gens surtout sont l'objet de sa sollicitude: Grégoire de Riedmatten, Louis Robatel et Louis Dufour. Le premier, vu l'ancienneté de sa famille, fort illustre en Valais, voire en Suisse; le troisième, parce qu'«il est fils d'un sous-préfet très dévoué»; tous les trois, en raison de leur personnalité, de leur bonne réputation, de leurs «talents militaires» et de leur «expérience» acquise au service étranger: «ils [y] ont été plusieurs années comme officiers et dans les grades élevés»³⁵. Aussi, suivant «les instructions» du comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, le comte de Rambuteau leur a-t-il «promis [...] qu'ils seraient placés officiers à leur arrivée au corps, soit dans les gardes d'honneur, soit dans la ligne»³⁶.

Louis Robatel, dans ses *Mémoires*, affirme que le contingent valaisan devait comprendre «de préférence» des jeunes gens «qui connaissaient déjà le service militaire» et il ajoute:

Ceux qui avaient eu déjà l'honneur de porter l'épaulette d'officier, objectant qu'ils avaient l'espoir de rentrer au service avec leur ancien grade, reçurent pour réponse de M. le préfet [Rambuteau] qu'il avait des ordres qui lui prescrivaient spécialement le départ d'anciens militaires. Il ne refusa pas cependant de transmettre à Son Excellence le ministre de la Guerre les brevets que M. Dufour et moi avions reçus en Espagne.³⁷

On comprend mieux, dès lors, les demandes et les démarches du préfet Rambuteau qui cherche à complaire à Louis Dufour, à Grégoire de Riedmatten – que Louis Robatel semble ne guère connaître – et à ce futur mémorialiste, puisqu'il est de l'intérêt du comte français que ceux-ci intègrent le petit contingent valaisan. Et ce sont les promesses qu'il leur a faites qui expliquent pourquoi ils se sont décidés à s'engager, sans grande réticence malgré les dangers inhérents à la guerre.

³³ *Ibidem*.

³⁴ *Ibidem*, n° 7: Rambuteau au duc de Feltre, ministre de la Guerre, Sion, 26 avril 1813, minute.

³⁵ Voir notamment *ibidem*, n° 9: Rambuteau au préfet du département du Rhône [Pierre-Marie Taillepied de Bondy], Sion, 2 mai 1813, minute; *ibidem*, n° 6, cf. note 32.

³⁶ *Ibidem*. — Le comte de Rambuteau souhaite en fait que Grégoire de Riedmatten soit «placé officier dans les gardes d'honneur» et il ajoute: «M. Dufour, sans avoir un nom aussi distingué, serait aussi digne de la même grâce, et le zèle et le dévouement de son père dans sa place de sous-préfet de St-Maurice trouverai[en]t dans cette faveur une récompense à des travaux assidus et à une influence et [à] des talents entièrement consacrés à la France». (AEV, S, cart. 10, fasc. 11, n° 12: Rambuteau au ministre de l'Intérieur, Sion, 2 mai 1813, minute.)

³⁷ ROBATEL, p. 113.

1) **Besse Jean-Martin**, né à Bagnes en 1787, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 675. « Il a reçu de l'éducation et a terminé ses études avec succès ». Quant à « son père »³⁸, il « est un propriétaire aisé ».

2) **Bruchez Etienne-Nicolas**, né à Bagnes en 1791, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 755. Il a « de l'intelligence et du goût pour le service ». « Ses parents »³⁹ sont aisés et accrédités dans le canton. »⁴⁰

3) **de Cocatrix Maurice**, né à St-Maurice en 1792, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 725. Il a été « volontaire » pour s' enrôler « dans le bataillon valaisan »⁴¹ où il a servi pendant quatre ans comme sous-officier « au service de France » ; il a un « goût décidé », s'étant engagé l'un des premiers dans les gardes d'honneur, et « de la bonne volonté » démontrée par les « services » qu'il a déjà « rendus ». « Son père est un ancien capitaine au service d'Espagne »⁴². Sa famille est une des plus distinguées du dép[artemen]t. »

4) **Dallèves Maurice**, né à Sembrancher en 1787, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 69. « Il a terminé ses études avec un médiocre succès » ; il est « un esprit original ». « Son père », issu « d'une famille influente dans son canton », « a été banneret, député à la Diète »⁴³.

5) **Dufour Louis**, né à Vionnaz en 1788, 11^e rgt d'infanterie légère

Il mesure 1 m 71. Il a été « sous-lieutenant » au régiment de Preux au service d'Espagne et « a fait la campagne de 1808 » ; il a un « tempérament robuste » et un « goût décidé pour le militaire ». Un de ses frères [Pierre-Marie] sert au 11^e régiment ; « un autre [Adrien] est mort » lors de la campagne de Russie⁴⁴. Sa « famille » est « très distinguée par son dévouement au bien public. Le père, ci-dev[an]t inspecteur gé[nér]al des milices », ancien « conseiller d'Etat du Valais », est actuellement sous-préfet ; « c'est un des fonctionnaires les plus dévoués à l'Empereur »⁴⁵.

6) **Germanier Jean-Pierre-Joseph**, né à Conthey en 1790, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 72. « Il a terminé ses études et n'a pas encore pris d'état ». « Son père est un prop[riétaire] aisé » ; il est « membre du Collège électoral et adjoint » au « maire de Conthey »⁴⁶.

7) **de Riedmatten Grégoire**, né à Sion en 1782, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 755. Il est « entré » comme « sous-lieutenant dans le bataillon valaisan au service de France à compter de 1806 » ; devenu « lieutenant en 1809 », il a

³⁸ Jean-François Besse.

³⁹ André-Nicolas Bruchez et Bonne Copt qui se sont mariés en 1786.

⁴⁰ Sur Etienne-Nicolas Bruchez, voir BIOLEY.

⁴¹ Sur ce bataillon, voir GERN et ci-dessous, pp. 44-48.

⁴² François-Joseph de Cocatrix a été notamment capitaine dans le régiment de Courten au service d'Espagne.

⁴³ Pierre-Joseph Dallèves, banneret sous l'Ancien Régime et député à la Diète de 1805 à 1807.

⁴⁴ Sur Pierre-Marie et Adrien, voir ci-dessous, respectivement pp. 44-102 et pp. 102-105.

⁴⁵ Les revenus annuels de Michel Dufour sont estimés à 3000 francs, son traitement de sous-préfet compris.

⁴⁶ Jean-Pierre Germanier, père de Jean-Pierre-Joseph, est en effet alors adjoint de Jean-Séverin Duc, maire de Conthey. (*Annuaire du Simplon*, 1813, p. 80.) — Sur le collège électoral, voir *ibidem*, pp. 46-47.

«commandé la comp[agn]ie des grenadiers depuis le 1^{er} avril»; il «a rempli les fonctions d'adjudant-major à commencer du 1^{er} février 1810»; il «s'est trouvé» notamment «aux sièges de Gérone, de Rosas et d'Hostalrich»⁴⁷; il a été «proposé» à la place de «capitaine au ci-devant bataillon valaisan». Il «n'attendait qu'une occasion» pour reprendre du service. «Il est très recommandable par ses mœurs et ses actions»; il est «issu d'une des plus anciennes familles du Valais qui a donné à la France plusieurs officiers généraux et qui a eu six évêques de Sion dans un temps où ils avaient le titre de prince d'Empire et de grand bailli»⁴⁸.

8) de Riedmatten Maurice, né à Münster en 1783, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 695. Il a une «jolie tournure» et d'«heureuses dispositions». Il est «d'une bonne et ancienne maison».

9) Robatel Louis, né à Samoëns en 1788, 11^e rgt d'infanterie légère

Il mesure 1 m 69. Il est «entré au service d'Espagne dans le rég[imen]t de Courten en 1803», est devenu «sous-lieut[enant] en 1804», puis «lieutenant dans un bataillon suisse en 1809». Il a participé «à plusieurs combats et batailles, notamment à Baylen le 19 juillet 1808». «Prisonnier de guerre en 1811.» «Bonne conduite, de l'intelligence, beaucoup de dévouement.» Sa «famille est très considérée dans le pays» et «son père est un ancien militaire»⁴⁹.

10) Torrent Pierre, né à Monthey en 1792, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 72. Il laisse entrevoir «de bonnes dispositions». Il est «fils d'un père honnête et généralement estimé»⁵⁰.

11) de Werra Joseph-Marie, né à Loèche en 1793, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 705. «Très intelligent et excellent sujet. Issu d'une très ancienne famille militaire distinguée et influente dans le pays. Frère du capitaine de recrutement.»⁵¹

12) Willa François-Joseph, né à Loèche en 1790, 4^e rgt des gardes d'honneur

Il mesure 1 m 74. «Jeune homme d'une bonne tournure, ayant fait ses classes. Il est d'une famille influente, neveu d'un ancien capitaine au service d'Espagne»⁵², veuf sans enfant.»⁵³

Tableau 1. – Renseignements sur les douze jeunes Valaisans qui se sont engagés dans l'armée napoléonienne à la suite du décret du 5 avril 1813.

⁴⁷ Le fort d'Hostalrich en Catalogne, dont les troupes du général Augereau se sont emparées le 12 mai 1810.

⁴⁸ Sur ces six prélats, voir l'*Index des personnes* sous la notice de Riedmatten (évêques de Sion).

⁴⁹ Jacques Robatel, chirurgien-major dans le régiment de Courten, puis de Preux au service d'Espagne.

⁵⁰ Jean-Joseph Torrent.

⁵¹ Meinrad de Werra, capitaine au 11^e régiment d'infanterie légère, dirige alors le bureau de recrutement de Sion.

⁵² François-Joseph Willa est fils d'Antoine, dont l'un des frères, Eugène, a été mercenaire dans le régiment de Courten au service de France, avant de l'être dans le régiment de Courten, puis de Preux au service d'Espagne.

⁵³ AEV, S, cart. 10, fasc. 11, n° 13, cf. note 20. — Les mots «veuf sans enfant» qualifient Eugène Willa.



Le comte de Rambuteau (1781-1869) en 1838
(in *Mémoires du comte de Rambuteau*, Paris, 1905).

Le 1^{er} mai 1813, à Sion, après que le comte de Rambuteau et Etienne-Félix Hénin de Cuvillers, commandant militaire du département, ont passé en revue les douze jeunes gens⁵⁴, ceux-ci ont été conviés par le préfet à «un grand dîner» durant lequel ce dernier leur a fait «ses adieux» et auquel ont participé «les principales autorités civiles et militaires».

C'est ce que relate le *Mémorial administratif* du 5 mai dans un avis, daté du 2, qui commence par ces mots :

Les gardes d'honneur de ce département, appelés à la formation du 4^e régiment, sont partis ce matin pour Lyon au nombre de douze, tous remplis de zèle et d'enthousiasme et appartenant aux premières familles du pays. Aucune désignation n'a été nécessaire ; la voix de l'honneur et du dévouement pour le service de *Sa Majesté* a suffi pour que le maximum du Simplon, fixé à dix, fût surpassé et pour terminer cette opération en douze jours.⁵⁵

Le 2 mai donc, les jeunes gens quittent la capitale valaisanne pour se rendre à Lyon où la plupart d'entre eux doivent être «incorporés dans le 4^e régiment de hussards de la Garde d'honneur commandé par le comte de Saint-Sulpice». Arrivé

⁵⁴ Le préfet Rambuteau enjolive la réalité. En effet, le 24 avril 1813, il affirmait : «J'ai écrit au préfet du dép[ar]temen[t] du Rhône [Taillepied de Bondy] pour le prier de faire confectionner les habillements, équipements, et acheter les chevaux nécessaires à mon contingent, car il y a une impossibilité absolue de rien faire dans une localité [Sion] qui offre moins de ressources que tel village de France de 1200 âmes. Pour les chevaux, on ne pourrait se procurer en Suisse que des chevaux trop lourds et trop épais pour l'armée et plus convenables à l'artillerie qu'à la cavalerie légère.» Si bien que, le 26 avril, il avouait : «La revue du contingent de ce dép[ar]temen[t] n'aura donc pour but que de constater la réception des hommes et il passeront à Lyon celle relative à leur équipement.» (Voir, respectivement, AEV, S, cart. 10, fasc. 11, n° 6, cf. note 32; *ibidem*, n° 7, cf. note 34.)

⁵⁵ *Mémorial administratif*, n° 17 du 5 mai 1813, p. 118. – Souligné dans le périodique.

dans cette ville, chacun d'entre eux est obligé de déposer la somme de « 300 francs à l'intendance militaire » afin de « pourvoir à son équipement »⁵⁶. Louis Dufour et Robatel apprennent alors qu'ils sont incorporés dans le 11^e régiment d'infanterie légère et que le duc de Feltre, ministre de la Guerre, ne leur a délivré que « des brevets de sous-lieutenants, datés du 12 avril 1813 » ; or, ils espéraient obtenir un grade supérieur qui, estimaient-ils, devait leur revenir de droit en raison de leurs anciens états de service et des promesses que leur a faites le préfet Rambuteau dont la bonne foi ne saurait d'ailleurs être mise en cause⁵⁷.

Choqués de cette injustice, [rapporte Louis Robatel,] nous répondîmes à M. le comte de Saint-Sulpice que, puisqu'on méconnaissait nos droits à ce point de nous faire descendre d'un grade, nous n'acceptons pas ces brevets et que nous ferions cette campagne comme simples husards dans son régiment. Mais le général, homme bien-pensant, nous dit : « Messieurs, je suis reconnaissant de cette préférence. Mais, croyez-moi, acceptez ces brevets qui vous font entrer dans le 11^e régiment d'infanterie légère où vous retrouverez vos compatriotes, puisqu'on y a fait entrer le bataillon valaisan. D'ailleurs, par le temps où nous vivons, les avancements se font rapidement. Vous ne tarderez pas à y avoir les grades de lieutenant. Venez déjeuner avec moi après-demain et je vous remettrai, avec vos brevets, vos feuilles de route pour Wesel, frontière de la Hollande, où vous êtes attendus, car le Conseil d'administration est prévenu de vos nominations. »

Ayant finalement suivi les recommandations du comte de Saint-Sulpice, les deux Valaisans se mettent en route pour Wesel. Ils passent notamment par Mâcon, Dijon et Metz où Louis Dufour a la joie de rencontrer Guillaume Du Fay, son oncle, « alors capitaine quartier-maître du 1^{er} régiment suisse en garnison dans cette place forte ». Ils parviennent bientôt à Wesel et, de là, sont séparés. Tandis que Robatel doit emmener un détachement rejoindre le 3^e bataillon du 11^e régiment à Magdebourg, Dufour en conduit un autre auprès du 2^e bataillon qui se trouve en Saxe⁵⁸.

En 1813, Louis Dufour participe à la campagne d'Allemagne – sous les ordres du maréchal Victor de Bellune – durant laquelle le 11^e régiment d'infanterie légère se bat à Lützen le 2 mai, à Dresde les 26 et 27 août, à Augsbourg le 4 octobre, à Leipzig du 16 au 18 octobre, bataille durant laquelle le Valaisan est « blessé d'un coup de feu à l'oreille droite », et à Hanau, le 30 octobre. Le 15 décembre 1813,

⁵⁶ Derville-Malécharde ayant affirmé que nul « individu du département n'est en mesure pour se monter et s'équiper à ses frais » et Rambuteau ayant constaté « l'impossibilité absolue des familles de ce département d'équiper ceux de leurs enfants » qui se sont engagés, il a été fait appel aux « particuliers » et aux « communes » pour obtenir « des fonds d'équipement » (voir AEV, S, cart. 10, fasc. 11, n° 3 ; Derville-Malécharde au ministre de l'Intérieur [Montalivet], Sion, 17 avril 1813, minute ; *ibidem*, n° 6, cf. note 32 ; *ibidem*, n° 7, cf. note 34). Si de l'argent a bel et bien été réuni par ce biais, nous ignorons si les douze jeunes gens en ont finalement bénéficié, même si, le 2 mai 1813, Rambuteau précisait qu'il ferait parvenir au préfet du département du Rhône « les sommes jugées nécessaires aussitôt que tous les fonds ser[ai]ent rassemblés et que j'aurai[s] reçu de lui la note exacte du montant de la dépense totale ». (AEV, S, cart. 10, fasc. 11, n° 12, cf. note 36.)

⁵⁷ Pour Louis Robatel, le ministre n'a tenu compte que de son « brevet de sous-lieutenant donné par Charles IV [...], n'admettant pas comme tel celui de lieutenant de la junte établie à Séville et qui agissait au nom du roi Ferdinand VII retenu prisonnier en France : c'était [...] une injustice de Napoléon qui n'ignorait pas que la junte de Séville était un gouvernement légal, dans l'impossibilité où il tenait le roi légitime d'Espagne de gouverner en personne son royaume. » (ROBATEL, p. 114.)

⁵⁸ *Ibidem*, pp. 114-118.

Louis Dufour est promu lieutenant. En 1814, il participe à la campagne de Hollande avec une partie de son régiment placée « sous les ordres du chef de bataillon La Valette, commandant la place de Grave », près de Nimègue⁵⁹.

Finalement, la première abdication de Napoléon I^{er} et l'arrivée au pouvoir de Louis XVIII ayant mis un terme aux hostilités, le 11^e régiment d'infanterie reçoit l'ordre de se rendre à Rennes pour y tenir garnison. Il y est bientôt inspecté par le général Clauzel.

Ce général, [écrit Robatel,] sachant que l'intention du roi Louis XVIII était de redemander à la Suisse, sa voisine, des régiments [...], nous annonça que, devant probablement être appelés à faire partie de ces régiments, nous allions être mis en demi-solde et renvoyés dans nos foyers, en attendant la formation des régiments suisses auxquels le roi tenait d'autant plus qu'il n'a jamais oublié les preuves de fidélité de ces régiments. Nous devions percevoir cette demi-solde dans les intendances françaises les plus rapprochées de nos foyers, telles que celle de Chambéry et plus tard [celle de] Grenoble.

Louis Robatel quitte Rennes en compagnie, entre autres, de Louis Dufour et d'André Wœffray. Il s'arrête à Charolles pour soigner quelques furoncles mal situés, ce qui va l'empêcher de monter à cheval pendant trois jours, tandis que ses frères d'armes, ignorant combien de temps il restera immobilisé, continuent leur route⁶⁰.

En juin 1814, Louis Dufour obtient la décoration de la Fleur de Lys ; le 1^{er} septembre de la même année lui est attribuée une demi-solde de non-activité, soit une somme annuelle de 539 francs. Après avoir été « placé à la non-activité à Chambéry, ensuite à Grenoble », et être rentré au pays, il reste à l'écart des événements que provoque le retour de Napoléon au pouvoir durant la période que l'on appelle les *Cent-Jours*⁶¹.

Le 3 avril 1816, par l'intermédiaire du n° 14 du *Bulletin officiel et feuille d'avis*, le Conseil d'Etat valaisan, sous la rubrique *Publication officielle*, fait savoir aux militaires anciennement au service de France et aux veuves concernées qu'ils doivent adresser au grand bailli une notice : celle-ci indiquera notamment le montant de la solde de retraite, de celle de non-activité ou de la pension auquel ils ont droit, montant qui est « convenablement » enregistré et régulièrement payé « jusqu'ici par le trésor public de France » ; le Conseil d'Etat souhaite en effet pouvoir envoyer, chaque trimestre, au gouvernement français, comme celui-ci le demande, « un tableau général » des prétentions financières des ayants droit, ce qui « facilitera le travail concernant lesdites pensions et soldes de retraite, en ce qu'il présentera tous les intérêts d'un seul coup d'œil »⁶². Quelques semaines plus tard, Louis Dufour adresse sa notice au grand bailli Léopold de Sépibus et, dans sa lettre d'accompagnement, il donne une précision intéressante que voici :

Je prendrai aussi la liberté d'observer à Votre Excellence que, les voyages fréquents [un, chaque trimestre] que les officiers à demi-solde sont dans le cas de faire leur devenant très coûteux et souvent inutiles, il

⁵⁹ AEV, SE, vol. 37, pp. 302-303.

⁶⁰ ROBATEL, pp. 139-141.

⁶¹ AEV, SE, vol. 37, pp. 302-303. — En cette année 1815, Louis Dufour va se trouver mêlé à un scandale dont son frère Pierre-Marie est au centre et dont il sera question aux pp. 51-53.

⁶² *Bulletin officiel*, n° 14 du 3 avril 1816, pp. 113-115.

leur serait infiniment agréable si par les soins de Votre Excellence et du gouvernement ils pouvaient toucher leur pension sans s'expatrier.⁶³

Sa suggestion ne semble pas trouver d'écho auprès du gouvernement de Louis XVIII, car, s'il voulait «jouir de la demi-solde», il aurait dû séjourner en France pour être «toujours prêt à l'appel du service pour la patrie»⁶⁴. Cependant, Louis Dufour n'abandonne pas toutes ses prétentions pécuniaires puisque, en 1821 par exemple, il réclame encore à la France des «arriérés» en tant qu'ancien «lieutenant au 11^e régiment d'infanterie légère». Il faut dire que, comme d'autres officiers suisses, il n'a pas, en l'occurrence, respecté la marche à suivre, qu'il semble avoir ignorée. Mais gageons que l'intervention du Conseil d'Etat valaisan et l'aide du Soleurois de Tschan, chargé d'affaires de la Confédération helvétique à Paris, permettront de régler ce problème à sa grande satisfaction, d'autant plus que son engagement au service de France, au début de la Restauration, est un atout non négligeable⁶⁵.

En effet, Louis Dufour a sollicité une sous-lieutenance dans l'un des deux régiments de la Garde ou dans l'un des quatre régiments de ligne⁶⁶ que Louis XVIII a obtenus par les capitulations signées à Berne, le 31 juillet 1816, et à Zurich, le 3 août, sans compter une compagnie de gardes à pied du roi⁶⁷.

| <i>Grades</i> | <i>Fr. français</i> | <i>Grades</i> | <i>Fr. français</i> |
|----------------------------|---------------------|---------------------------------------|---------------------|
| colonel | 6000 | lieutenant d'artillerie | 2000 |
| lieutenant-colonel | 5000 | lieutenant de 1 ^{ère} classe | 1800 |
| chef de bataillon et major | 4000 | lieutenant de 2 ^e classe | 1500 |
| adjudant-major | 2400 | aumônier | 1500 |
| chirurgien-major | 2400 | sous-lieutenant | 1200 |
| capitaine | 2400 | etc. ⁶⁸ | |

Tableau 2. – Soldes annuelles en vigueur dans les régiments suisses de ligne au service de France sous la Restauration, 1816.

⁶³ AEV, SE, fasc. 17/13, n° 10: Louis Dufour au grand bailli de Sépibus, Monthey, 25 avril 1816, orig. — La demi-solde – ou traitement de non-activité – n'a pas toujours été payée systématiquement et sans difficulté à chacun de ceux à qui elle avait été promise. C'est ainsi que le Conseil d'Etat signale que cinq officiers valaisans, qui se sont pourtant rendus «à Chambéry et Grenoble», n'ont encore rien reçu, alors que l'un «a été renvoyé dans ses foyers» en septembre 1814 et les autres, en janvier 1815. (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 1, pp. 55-56, n° 48: le CE au comte de Talleyrand, ambassadeur de France en Suisse, Sion, 7 juillet 1816, minute; *ibidem*, pp. 56-57, n° 49: le même au même, s. l., 3 nov. 1816, minute.)

⁶⁴ AEV, CE, N° 1101, vol. 6, p. 240: protocole, séance du 22 avril 1818.

⁶⁵ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 17, pp. 467-469, n° 556: le CE à de Tschan, s. l., 1^{er} fév. 1821, minute. — D'après le traité de Paris de 1815 «et les conventions y annexées du 20 novembre», Louis Dufour aurait dû adresser ses «réclamations» au «commissaire liquidateur de la Confédération»; or, en 1817, il les a fait parvenir au ministère de la Guerre à Paris dont il n'a reçu aucune réponse et qui s'est contenté de remettre tardivement son dossier à de Tschan qui a renvoyé celui-ci au gouvernement valaisan en date du 13 janvier 1821. (*Ibidem*.)

⁶⁶ En principe, le 2^e, puisqu'il sera formé par des Valaisans ainsi que par des mercenaires de Soleure, d'Uri, de Schwytz, de Glaris et du demi-canton d'Obwald. (ACM, F 1265.)

⁶⁷ Il s'agit de la compagnie des Cent-Suisses: rétablie le 15 juillet 1814 et licenciée le 3 avril 1815, elle est réorganisée en mai 1817 et devient «la Garde à pied ordinaire du roi». (DE CASTELLA, p. 210.)

⁶⁸ *Ibidem*, p. 180, où il est précisé: «Il sera accordé aux trois plus anciens capitaines de chaque régiment un supplément d'appointements de quatre cents francs par an.» — Nous n'entrerons pas dans le détail des indemnités et des retenues que la capitulation mentionne. (Voir à ce sujet *ibidem*, pp. 180-181.)

Pour appuyer sa candidature, Louis Dufour présente plusieurs «certificats de ses chefs constatant sa brillante valeur dans toutes les actions où il s'est trouvé»⁶⁹. Aussi ne sera-t-on pas surpris qu'il va être engagé et obtenir un grade qui ne peut que le satisfaire: une ordonnance du 22 juillet 1816 le nomme 1^{er} lieutenant dans la 3^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e régiment suisse de ligne⁷⁰ – organisé à Besançon – qui est commandé par Gaspard de Müller et qui passera, cette même année encore, au mois d'août, sous les ordres du colonel Josse de Freuler, puis, en 1823, sous ceux de François Dériaz.

Le 13 août 1816, le vice-bailli Charles-Emmanuel de Rivaz, en l'absence du grand bailli de Sépibus, indique à Pierre-Louis Du Fay, le président du dizain de Monthey, que «le comte Auguste de Talleyrand, ministre plénipotentiaire de France près la Confédération suisse», lui a fait parvenir «l'état nominatif des officiers nommés par le roi» Louis XVIII; il lui communique le nom de ceux qui le concernent – parmi lesquels Louis Dufour – et le prie d'informer «les intéressés»⁷¹.

| Chef de bataillon : Simon Zenklusen | |
|--|--|
| Grenadiers | Compagnie n° 1 |
| - capitaine : Louis-Adrien Pignat | - capitaine : Meinrad de Werra |
| - 1 ^{er} lieutenant : Louis Robatel | - 1 ^{er} lieutenant : Melchior de Montheys |
| - 2 ^e lieutenant : Antoine de Courten | - 2 ^e lieutenant : Joseph de Nucé |
| - sous-lieutenant : Meinrad Willa | - sous-lieutenant : Pierre Du Fay |
| Compagnie n° 2 | Compagnie n° 3 |
| - capitaine : François-Joseph-André de Preux | - capitaine : François-Emmanuel Du Fay |
| - 1 ^{er} lieutenant : Jean Venetz | - 1 ^{er} lieutenant : Louis Dufour |
| - 2 ^e lieutenant : Augustin de Riedmatten | - 2 ^e lieutenant : Edouard de Quartéry |
| - sous-lieutenant : Aloys Allet | - sous-lieutenant : Louis Walker |
| Compagnie n° 4 | Voltigeurs |
| - capitaine : François Taffiner | - capitaine : Ignace de Preux |
| - 1 ^{er} lieutenant : Pierre-Joseph Kämpfen | - 1 ^{er} lieutenant : Charles de Nucé ⁷² |
| - 2 ^e lieutenant : Gaspard de Stockalper | - 2 ^e lieutenant : Charles de Nucé |
| - sous-lieutenant : Joseph-Marie de Werra | - sous-lieutenant : Antoine Du Fay ⁷³ |

Tableau 3. – Etat des officiers valaisans nommés par ordonnance royale du 22 juillet 1816 dans le 2^e bataillon du 2^e régiment suisse de ligne, dit régiment Müller.

⁶⁹ AEV, SE, vol. 37, p. 303.

⁷⁰ *Ibidem*, fasc. 21/16, n° 4: *Extrait de l'Etat des Officiers Suisses nommés par Ordonnance du 22 Juillet 1816 dans les quatre régimens Suisses capitulés au Service de France*, 2 fol., copie.

⁷¹ ACM, F 1265. En plus de Louis Dufour sont concernés «Guillaume Du Fay, officier payeur au régiment des gardes suisses», «Louis-Adrien Pignat, capitaine de grenadiers au second bataillon» du 2^e régiment de ligne, et «Antoine Du Fay, sous-lieutenant de la 3^e compagnie des voltigeurs du même bataillon». — Voir aussi MAAG I, p. 73 et p. 80.

⁷² Nous supposons que ce Charles de Nucé – vraisemblablement un homonyme du 2^e lieutenant des voltigeurs – a refusé le grade qui lui a été accordé. En tout cas, il a presque aussitôt été remplacé par Adrien de Riedmatten.

⁷³ D'après DE CASTELLA, pp. 129-130, 266, et AEV, SE, fasc. 21/16, n° 4, cf. note 70. Voir aussi MAAG I, p. 80. — Les villes de garnison pour le 2^e régiment suisse furent Dijon, puis Metz. (DE SCHALLER I, p. 101.)

Peu après, une place d'adjudant-major étant vacante, Louis Dufour espère qu'elle lui sera attribuée d'autant plus que diverses personnes interviennent en sa faveur. Vainement d'ailleurs. En effet, le 26 septembre 1816, Simon Zenklusen, chef du 2^e bataillon du 2^e régiment suisse de ligne, écrit que, si, entre autres, le major Ferdinand de Flüe «a recommandé» le capitaine Dufour «pour cette place», lui-même ne pense pas que le Bas-Valaisan «puisse être reçu» vu sa méconnaissance de la langue allemande⁷⁴.

Dès lors, les renseignements que nous avons trouvés sur la carrière du Valaisan au service de France sont assez minces.

Après la révolte de 1820 qui a contraint le roi d'Espagne Ferdinand VII à renoncé à son pouvoir absolu, les Puissances réactionnaires européennes donnent leur aval à une intervention de l'armée française qui doit rétablir le monarque dans toutes ses prérogatives. C'est la raison de l'expédition menée en 1823 par le duc d'Angoulême et à laquelle, à un moment ou à un autre, participent des troupes mercenaires helvétiques.

A ce propos, Albert de Montet écrit :

Des régiments de ligne [suisse], aucun n'assista à la campagne [d'Espagne, en 1823], mais lorsque l'ordre fut rétabli dans la péninsule hispanique, ceux de Bleuler et de [Dé]riaz (n° 1 et [n°] 2), passèrent les Pyrénées et vinrent à Madrid, en vertu du traité d'occupation signé par l'Espagne et la France le 17 février 1824, servir de garde au roi Ferdinand VII. Ils y restèrent, le 1^{er}, jusqu'en 1828 ; le 2^e, seulement jusqu'en 1827.⁷⁵

A la lumière de ce témoignage confirmé par Henri de Schaller, nous ne pouvons malheureusement pas suivre Louis Dufour dans tous ses déplacements. C'est pourquoi nous nous contenterons d'écrire, d'une part, que son régiment a pénétré en Espagne à la fin de l'hiver ou au début du printemps 1824 et a fait partie des troupes d'occupation «jusqu'au commencement de l'année 1827»⁷⁶ ; d'autre part, que, si Louis Dufour s'est bel et bien rendu dans la péninsule ibérique⁷⁷, il n'y est pas nécessairement resté tout ce temps ; en effet, il nous paraît pour le moins⁷⁸ s'être trouvé à Bayonne à une ou plusieurs reprises avec d'autres mercenaires de son bataillon.

Si les documents consultés nous éclairent peu sur ces points, ils nous permettent en revanche de dire qu'en cette période tout ne va pas pour le mieux entre les Valaisans du 2^e régiment suisse de ligne. Des extraits de deux lettres vont nous le prouver.

⁷⁴ AEV, Rz, cart. 54, fasc. 6, n° 1 : Zenklusen au vice-bailli Ch.-Emm. de Rivaz, Besançon, 26 sept. 1816, orig.

⁷⁵ DE MONTET, p. 303. — Nous savons qu'Edouard de Quartéry, mercenaire dans le 2^e régiment suisse de ligne, se trouve en Espagne de 1824 à 1827, durant la plus grande partie de cette période en tout cas. (AEV, Quartéry, cart. 2, fasc. 4, n° 3 : *Etat des Services et Campagnes de Monsieur de Quartéry Edouard Maurice Henry, lieutenant en 1^{er}*, Besançon, 5 nov. 1830, orig.)

⁷⁶ DE SCHALLER I, pp. 124-125 qui, évoquant le traité du 17 février 1824, écrit : «En vertu de ce traité, le 1^{er} et le 2^e régiments suisses de ligne (Bleuler et Dériaz) firent partie du nouveau corps d'occupation. Ils restèrent en Espagne, le premier jusqu'en 1828 [...], le second jusqu'au commencement de l'année 1827.»

⁷⁷ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 18, p. 7, n° 10 : le CE au commandement Du Coster, délégué des six anciens régiments suisses auprès du ministère de la Guerre à Paris, s. l., 5 mars 1832, minute dans laquelle il est question de Louis Dufour qui a présenté «une pièce à l'appui de ses services en Espagne».

⁷⁸ Peut-être a-t-il bénéficié d'un congé semestriel qui lui a permis de séjourner en Valais.

A la suite d'un duel qui n'a causé que des blessures superficielles à son adversaire, Hyacinthe de Nucé écrit à son oncle Charles-Emmanuel de Rivaz :

J'ai dans le commandant de⁷⁹ Zenklusen un ennemi tellement acharné à ma perte que j'ai tout à redouter de ses sourdes manières auprès du colonel [François Dériaz], lequel, j'en suis sûr, n'aurait pas fait autant de bruit d'aussi peu de chose s'il n'avait pas été poussé. J'ai la certitude, mon cher oncle, que M. de Zenklusen fera en toutes circonstances son possible pour me nuire. Si j'ai ressenti l'effet de sa malveillance sous l'ancien colonel [Josse de Freuler], je l'ai déjà éprouvé sous celui-ci qui, malheureusement, se laissera mener. Et tout cela pourquoi ? Pour avoir été placé ici en dépit de ses démarches. Il m'a donné, dans une circonstance, de si fortes preuves de son animosité que mon existence sera tôt ou tard compromise avec un chef tel que celui-là. On ne doit pas ignorer au pays la manière indigne dont cet officier s'est conduit envers le pauvre Louis Dufour qui, cependant, mérite à tous égards l'estime de ses supérieurs. La chose a dû être ébruitée au Valais et à Paris.⁸⁰

On peut admettre d'autant plus facilement que le comportement du mercenaire Louis Dufour fut effectivement digne d'éloge si l'on sait que celui-ci, sous le commandement d'Auguste de Bontemps qui a succédé à François Dériaz en 1825, est promu capitaine adjudant-major⁸¹. Quant à l'attitude particulière que Simon Zenklusen a eue envers lui, nous ignorons à quoi Hyacinthe de Nucé fait allusion. Un point est sûr cependant : beaucoup de Bas-Valaisans n'apprécient guère ou pas du tout ce concitoyen né à Simplon-Village. Le 30 avril 1827, Joseph de Nucé, cousin de Hyacinthe, n'hésite pas à se plaindre que le lieutenant-colonel Zenklusen « (l'ennemi juré des off[ici]ers du Bas-Valais et particulièrement de tout ce qui tient à la famille de Nucé) a fait tout son possible pour empêcher » son « avancement » au profit d'Aloys Allet, qui est un neveu de l'évêque de Sion Augustin Zen Ruffinen et qui a aussi bénéficié du soutien appuyé du commandant François Taffiner. « Mais, ajoute Joseph de Nucé, malgré leurs efforts réunis, le colonel [de Bontemps] s'est prononcé en ma faveur, au grand dépit de ces MM., surtout du lieut[enant]-colonel. »⁸²

Ce n'est pas la seule fois qu'au cours de cette étude nous aurons l'occasion de constater que la discorde règne entre des mercenaires valaisans. Mais, pour l'heure, revenons à Louis Dufour.

A la fin du mois de mars 1830, après un congé, il regagne son bataillon qui est à Lorient et qui est encore cantonné dans cette ville quand éclatent à Paris les fameuses journées révolutionnaires de juillet 1830, connues sous le nom des *Trois Glorieuses*. Le 3 août 1830, Léon de Riedmatten écrit à Pierre-Louis de Riedmatten, son père :

Nous nous estimons très heureux de nous être trouvés en Bretagne dans une pareille circonstance, car je ne doute nullement que, si nous

⁷⁹ On remarquera la particule dont Hyacinthe de Nucé honore le nom Zenklusen.

⁸⁰ AEV, Rz, cart. 50, fasc. 6, n° 92 : Hyacinthe de Nucé à son oncle de Rivaz, Bayonne, 5 nov. 1824, orig. — Il est vraisemblable qu'en ce début novembre 1824 Louis Dufour se trouve également à Bayonne.

⁸¹ MAAG I, p. 816.

⁸² AEV, Rz, cart. 50, fasc. 6, n° 80 : Joseph de Nucé à Ch.-Emm. de Rivaz, Bayonne, 30 avril 1827, orig. — C'est donc en 1827 que Joseph de Nucé est devenu capitaine dans le 2^e régiment suisse de ligne au service de France.

nous étions trouvés dans une grande ville ou dans tout autre pays [= région], nous aurions eu un devoir pénible à remplir. Un seul regret cependant se fait sentir chez nous tous, c'est de n'avoir pu partager le sort de nos chers frères d'armes de Paris. Nous sommes dans la plus grande inquiétude sur leur compte, car aucune nouvelle [ne] nous est arrivée de leur part et nous ne savons pas si le 7^e⁸³, qui était à Paris, en est sorti ou y a péri. Une conséquence assez certaine paraît devoir suivre de près les événements des 28, 29 et 30 juillet [...]: notre licenciement semble devoir suivre immédiatement les derniers événements [...].⁸⁴

Nous pouvons supposer que l'état d'esprit de Louis Dufour doit être alors proche de celui de Léon de Riedmatten. Et les nouvelles qui vont leur parvenir de Paris ne pourront que les atterrir: durant les journées des 28 et 29 juillet, plusieurs centaines de mercenaires suisses ont péri ou ont été blessés. Parmi eux, Guillaume Du Fay qui dirigeait la défense de la caserne *Babylone*, laquelle, attaquée par des émeutiers le 29, leur résista durant quelque six ou sept heures⁸⁵. Les assaillants ayant mis le feu aux bâtiments, le Valaisan décida de rassembler son détachement dans la cour et de tenter une sortie. A peine celle-ci entreprise, Du Fay fut blessé



Guillaume Du Fay (1775-1830)

Photo: AEV, Ph 1284.

⁸³ Il s'agit du 7^e régiment de la Garde royale, soit le 1^{er} régiment suisse de la Garde royale au service de France.

⁸⁴ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 12, n° 97: Léon de Riedmatten à son père, Lorient, 3 août 1830, orig.

⁸⁵ Du Fay est à la tête de quelque « 140 hommes dont 40 sont des recrues arrivées la veille ». (BERTRAND I, p. 43. Voir aussi DE COCATRIX, p. 53.) — Pour DE VALLIÈRE, p. 720, il y avait 50 recrues sur les 140 mercenaires.

par une ou deux balles, avant qu'un épicier lui tire «un coup de fusil à bout portant, du seuil de sa boutique». Il s'écroule. Tandis qu'il «agonise, on se précipite sur lui, on lui arrache son uniforme [...]. Une brute lui brise le crâne d'un coup de hache, d'autres piétinent son corps, lui crachent au visage et mutilent son cadavre.»

Le corps de Guillaume Du Fay, oncle de Louis Dufour, reste exposé, «dans une mare de sang», de 14 à 17 heures environ, jusqu'au moment où, grâce à M^{me} Anne-Catherine Rösselet, l'épouse du chef de bataillon Abraham Rösselet⁸⁶, il peut enfin être acheminé vers l'hospice *Necker*, avant d'être inhumé au cimetière de *Montmartre*⁸⁷.

L'abdication de Charles X, le 2 août 1830, va entraîner le licenciement des troupes helvétiques. Le 2^e régiment suisse de ligne qui, de retour d'Espagne, a séjourné à La Rochelle, puis en Bretagne, part «de Lorient et Port-Louis pour Besançon en évitant Paris»⁸⁸. La fin de cet itinéraire marque une nouvelle interruption de la carrière du mercenaire Louis Dufour dont le moral, alors, doit probablement être au plus bas, même s'il sait d'expérience que le destin aime à tracer en une courbe sinusoidale la vie des êtres humains⁸⁹.

Revenu au pays, il ne va pas tarder cependant à pouvoir se rendre utile. En effet, on est en train d'y organiser la landwehr. Dans la séance qu'elle tient le 16 décembre 1830, la Diète, à l'invitation de son président qui n'est autre que le grand bailli Michel Dufour, procède à la nomination de ses cinq officiers supérieurs. Le Conseil d'Etat ayant présenté, selon la loi, trois candidats pour chaque poste à pourvoir, les députés doivent notamment choisir le major commandant le bataillon de Saint-Maurice et Monthey : Louis Dufour obtient quarante voix, Maurice de Lavallaz, six, et André Wœffray, aucune. Comme il y avait quarante-sept députés présents, on compte un vote blanc qui ne peut être que celui du grand bailli qui, étant directement concerné en cette circonstance, s'est élégamment abstenu⁹⁰. Il n'empêche que Michel Dufour a dû certainement jouer de toute son influence pour que son fils retrouve rapidement une activité dans le domaine militaire.

Officiellement, c'est dès le 23 décembre 1830 que Louis Dufour prend le commandement, en tant que major, du bataillon de landwehr de Saint-Maurice et Monthey⁹¹. Mais, en réalité, sa mise en activité est plus tardive, puisque sa nomination n'est annoncée par le département militaire à Xavier de Cocatrix, le chef de l'arrondissement occidental, que le 1^{er} février 1831⁹².

⁸⁶ Chef de bataillon dans le 8^e régiment de la Garde royale, soit le 2^e régiment suisse de la Garde royale.

⁸⁷ DE VALLIÈRE, p. 720; BERTRAND I, p. 43. Voir aussi RÖSSELET, p. XIX.

⁸⁸ DE SCHALLER I, p. 143.

⁸⁹ A la suite de son licenciement, Louis Dufour a droit à «un traitement de réforme», mais, au début de l'année 1832, il sera obligé d'entreprendre des démarches pour tenter de le recevoir (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 18, pp. 6-7, n° 9: le CE à Du Coster, s. l., 2 mars 1832, minute; *ibidem*, p. 7, n° 10, cf. note 77). Bientôt, d'ailleurs, ce sujet perdra de son acuité (voir ci-dessous, p. 23, note 113.)

⁹⁰ AEV, Diète, N° 1001, vol. 9, pp. 115-116: protocole, séance du 16 déc. 1830.

⁹¹ ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. III, p. 110; CALPINI, p. 104, notice *Dufour, Louis*; voir aussi dans AEV, CE, N° 1101, vol. 46, l'*Etat général de tous les officiers valaisans qui servent ou qui ont servi soit à la confédération suisse soit à l'étranger avant et dès 1814 à 1847 inclus (dressé le 26 juillet 1847)*, pp. XLI et XLII notamment. — En fait, cet *Etat* contient quelques indications postérieures au 26 juillet 1847.

⁹² AEV, 3 DM, vol. 4, n° 570: le département militaire aux commandants d'arrondissement, dont Xavier de Cocatrix, s. l., 1^{er} février 1831, copie.

A la suite d'émeutes qui ont eu lieu en 1831 et en 1832 dans les Etats pontificaux et que les Autrichiens ont contribué à réprimer, le pape Grégoire XVI décide d'adjoindre à ses troupes nationales deux régiments d'infanterie composés de mercenaires. Ainsi, en 1832, deux capitulations sont signées par le Saint-Siège : l'une avec le comte François-Simon de Salis-Zizers (1^{er} régiment étranger) et l'autre, le 5 mai 1832, avec le comte Eugène de Courten (2^e régiment étranger), ces deux anciens maréchaux de camp au service de France ayant été licenciés à la suite de la révolution de 1830⁹³.

Selon la version officielle du Conseil d'Etat valaisan, le Saint-Père n'a pas cherché à traiter «directement avec les gouvernements cantonaux», car, vu l'agitation politique dans les Etats pontificaux, «la levée» de troupes de mercenaires devait se faire «avec une promptitude qui ne peut se concilier avec les formes lentes des assemblées délibérantes qui exercent l'autorité souveraine en Suisse»⁹⁴. Si nous n'avons aucune raison de mettre en doute ces propos, nous devons néanmoins les compléter : il est vraisemblable que les autorités romaines craignent que trop de députés s'opposent à ces capitulations, en un temps où le service mercenaire est de plus en plus mal perçu dans divers milieux, helvétiques notamment ; et que, même si celles-ci devaient être acceptées, elles ne le soient qu'après des débats houleux dans les assemblées législatives concernées et après maintes manœuvres dilatoires de leurs adversaires, comme ce fut le cas, par exemple, en Valais avant que le gouvernement du canton puisse signer un accord de ce type avec le roi de Naples François I^{er}⁹⁵.

Par une lettre du 2 mai 1832, le nonce Philippe de Angelis informe officiellement le Conseil d'Etat de la conclusion de la convention signée avec le comte Eugène de Courten, ainsi que de sa teneur, et il «sollicite l'appui du gouvernement du Valais» afin que le recrutement des hommes puisse se faire rapidement et avec succès⁹⁶. Le 15 mai, le pouvoir exécutif soumet cette demande à la Diète qui décide de former une commission de treize membres, un par dizain, qui devra rédiger un «préavis sur cet objet»⁹⁷. Le 21, le rapport de la commission, dont la majorité acquiesce au désir du nonce, est lu à l'assemblée⁹⁸. Le 23, l'évêque de Sion, Mgr Maurice Roten, prend la parole : avec quelque grandiloquence, il apporte son soutien à la capitulation et demande que le recrutement sur le sol valaisan soit autorisé et facilité. Comme il a péroré en allemand, plusieurs députés émettent le souhait que son discours soit traduit en français afin d'être «à la portée de tous» ; leur vœu est exaucé, ce qui entraîne l'ajournement des débats sur ce sujet jusqu'au lendemain⁹⁹. Le 24, un message du Conseil d'Etat est lu aux députés qui en ont d'ailleurs déjà pu prendre connaissance. Le pouvoir exécutif y affirme que, «quoique n'offrant pas autant d'avantages que celle conclue par le gouvernement avec la couronne de Naples, cette capitulation est cependant basée

⁹³ «Ces [deux] régiments sont qualifiés d'étrangers, car ils peuvent enrôler des catholiques de toutes les nations tout en donnant la préférence aux Suisses.» (DE COURTEN, p. 344.)

⁹⁴ AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 5, n° 11 : *Autorisation de recrutement pour le service du St. Siège*, opuscule imprimé de 8 p., juin 1832, qui porte la signature du vice-bailli Dufour, «le grand bailli [étant] empêché». — Le grand bailli Léopold de Sépibus, alors malade, décédera dans la capitale valaisanne le 5 juillet 1832.

⁹⁵ Voir ci-dessous, pp. 57-59.

⁹⁶ AEV, Diète, N° 1001, vol. 10, p. 45 : protocole, séance du 24 mai 1832.

⁹⁷ *Ibidem*, p. 21 : protocole, séance du 15 mai 1832.

⁹⁸ *Ibidem*, p. 28 : protocole, séance du 21 mai 1832.

⁹⁹ *Ibidem*, pp. 37-39 : protocole, séance du 23 mai 1832.

sur des conditions plus favorables que celles dont jouissaient les troupes de la ligne au service de France». Il ajoute notamment :

Laissera-t-on échapper une si belle occasion de [t]rouver¹⁰⁰ à quelques-uns de nos concitoyens, assez maltraités par la fortune, la possibilité de rentrer dans une carrière brusquement interrompue ? Oterait-on à une jeunesse à laquelle notre pays offre peu de ressources les moyens de se vouer à un état qui a illustré le nom suisse partout où il a été fait un appel à la valeur et à la fidélité des enfants de l'Helvétie ?¹⁰¹ En refusant l'autorisation de recruter ouvertement, on ne ferait que priver le pays des avantages offerts par M. le général de Courten, sans empêcher l'enrôlement de nos jeunes gens qui iraient contracter des engagements dans des dépôts placés à leur proximité, et nous fournirions ainsi des soldats sans avoir des officiers.

Aussi le Conseil d'Etat propose-t-il d'autoriser le recrutement pour Rome. Cependant, jugeant la capitulation peu claire ou incomplète sur certains points, il suggère simultanément d'y apporter quelques « réserves et restrictions » destinées à protéger les intérêts du Valais et de ses ressortissants. Et, habilement, il demande que, si la Diète approuve son projet, celui-ci soit soumis « aux conseils de dizain et de commune », alors même que, en l'occurrence, rien ne rend obligatoire une telle consultation.

Les députés qui s'opposent à la capitulation et, par conséquent, qui refusent que le recrutement puisse se faire sur le sol valaisan, semblent peu nombreux ; ils tentent de démontrer qu'elle est contraire à l'article 21 de la Constitution cantonale du 12 mai 1815 et à l'article 8 du Pacte fédéral du 7 août 1815 qui interdiraient qu'une telle convention soit passée entre un particulier et un Etat étranger¹⁰² ; mais leurs objections sont rapidement balayées. On remarquera que, dans un canton catholique comme le Valais, la grande majorité des députés s'abstient d'avancer en cette circonstance les arguments habituellement chers aux détracteurs du service étranger, car il leur est difficile de s'attaquer au pape, à la fois prince temporel et spirituel. L'évêque de Sion, lors de son discours, et le Conseil d'Etat, par son message, n'ont d'ailleurs pas craint d'affirmer que le « maintien de l'ordre » dans les Etats pontificaux est une condition nécessaire « au triomphe de la religion » catholique. Un seul adversaire de la capitulation, dont nous ignorons malheureusement l'identité, s'est permis de dépasser largement les bornes en lisant « une pièce offensante pour le S[ain]t-Siège, pour le Conseil d'Etat, pour le chef d'un régiment dont le Souverain Pontife désire la prompt formation ». Aussi le gouvernement se sentira-t-il obligé de rédiger une note – qui se veut une sorte de blâme – dans laquelle il déplorera les propos de ce député, les qualifiant de « virulents », d'irrespectueux et d'indécents, et dans laquelle il se dira « vivement affecté » par un « acte » qu'il veut croire irréfléchi¹⁰³.

¹⁰⁰ Il est écrit : « prouver ».

¹⁰¹ C'est exactement le contraire qu'affirment les opposants au service militaire étranger...

¹⁰² « Art. 21. Elle [= la Diète] conclut des capitulations militaires et autres traités sur des objets d'économie et de police avec les Etats étrangers. » (*Lois VS*, t. III, p. 6.) — Extrait de l'article 8 du Pacte fédéral : « Les cantons peuvent traiter en particulier avec des gouvernements étrangers pour des capitulations militaires ainsi que pour des objets économiques et de police ; mais ces conventions ne doivent blesser en rien ni le Pacte fédéral ni les droits constitutionnels des autres cantons. A cet effet, elles seront portées à la connaissance de la Diète. » (*Ibidem*, p. 22.)

¹⁰³ AEV, Marclay, P 139.

Finalement, en ce 24 mai 1832, la plupart des députés de la Diète se rangent à l'avis du pouvoir exécutif que les conseils des dizains et des communes approuveront également¹⁰⁴.

C'est ainsi qu'il a été notamment décidé ce qui suit :

1. Il ne pourra être enrôlé un nombre de recrues, ressortissant du canton du Valais, excédant la force de quatre compagnies.
2. Le nombre d'officiers que le Valais aura dans ce régiment ne sera pas moindre du tiers de celui de la totalité du corps, soit dans l'Etat-major du régiment et des bataillons, soit dans les compagnies.
3. Lorsqu'il y aura des sous-lieutenances dont la repourvue appartient au Valais, pour avoir dans les compagnies du régiment le nombre d'officiers correspondant à celui établi dans l'art[icle] 2 ci-haut, la présentation s'en fera comme suit :
 - sur trois places une appartiendra aux cadets valaisans qui se trouveraient au corps et, parmi ceux-ci, elle sera donnée au plus ancien s'il a les qualités requises ;
 - quant à la repourvue des deux autres tiers, le gouvernement du Valais fera les présentations en suivant les principes tracés dans la loi en vigueur pour ce qui concerne le service de Naples ;
 - [...].
4. L'avancement parmi les officiers aura lieu par rang d'ancienneté jusqu'au grade de capitaine inclusivement.
5. Les recruteurs qui seront envoyés en Valais devront être ressortissants de ce canton.
 - [...].
7. La Haute Diète se réserve de faire cesser le recrutement si l'expérience fait apercevoir qu'il entraîne des inconvénients ou qu'il donne lieu à des abus.¹⁰⁵

Il nous faut insister sur le fait que la capitulation signée par Eugène de Courten est une convention passée entre un particulier et un souverain et non d'Etat à Etat. En raison de sa personnalité, de son sens de l'honneur, de son aura et de ses bonnes relations avec les milieux politiques et ecclésiastiques de sa patrie, le général a donc reçu un large soutien des autorités politiques et religieuses, désireuses de complaire à leur compatriote, mais aussi, notamment, de manifester leur attachement et leur vénération au Saint-Père. Et, pour avoir facilité le recrutement des mercenaires, contrairement à d'autres cantons tels celui de Fribourg, tout en y apportant quelques « réserves et restrictions » auxquelles, c'est important de le signaler, seul Eugène de Courten a dû s'engager à se plier, le gouvernement pense que tout est pour le mieux¹⁰⁶. Ce qui sera le cas tant que cet aristocrate valaisan sera au commandement du 2^e régiment étranger. Des difficultés apparaîtront avec son successeur Théodose de Kalbermatten et, surtout, avec le colonel fribourgeois Prosper de Ræmy qui remplacera ce dernier. En effet, de Ræmy considérera que les « engagements convenus » entre le général de Courten et les autorités valaisannes cessent « d'être synallagmatiques¹⁰⁷ ». Non seulement, il ne donnera pas suite à certaines propositions du Conseil d'Etat valaisan désireux de voir quelques-uns de ses ressortissants promus à divers grades, mais le gouvernement

¹⁰⁴ AEV, Diète, N° 1001, vol. 10, pp. 44-51 : protocole, séance du 24 mai 1832.

¹⁰⁵ AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 5, n° 11, cf. note 94. — Le texte intégral et officiel de ce document est reproduit dans l'Annexe I/A.

¹⁰⁶ Voir les Annexe I/A, I/B et I/C.

¹⁰⁷ Se dit d'une convention qui comporte des obligations réciproques entre deux parties.

pontifical, l'approuvant, ignorera superbement les doléances provenant du Valais, sans même daigner parfois y répondre¹⁰⁸. Les autorités valaisannes se sentiront alors grugées et passeront aux menaces, puis des menaces à l'application de celles-ci.

Malgré tout, il faut bien le constater, l'Etat valaisan, pour n'avoir pas lui-même conclu une capitulation avec le Saint-Siège, s'est mis dans une situation de relative faiblesse : il ne pourra jouer de son influence que dans la mesure où le chef du 2^e régiment étranger au service du pape estime lui être pleinement redevable des facilités obtenues.

Mais n'anticipons pas trop et revenons à l'année 1832.

| <i>Grades</i> | <i>Fr. français</i> | <i>Grades</i> | <i>Fr. français</i> |
|--------------------------------------|---------------------|-----------------------|---------------------|
| colonel | 8000 | chirurgien-major | 2700 |
| lieutenant-colonel | 6000 | aumônier | 2700 |
| major | 4500 | lieutenant en premier | 2000 |
| capitaine de 1 ^{ère} classe | 3000 | lieutenant en second | 1700 |
| capitaine de seconde classe | | sous-lieutenant | 1400 |
| et autres ¹⁰⁹ | 2700 | etc. ¹¹⁰ | |

Tableau 4. – Soldes annuelles prévues par la capitulation de mai 1832 concernant le 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège.

Le comte de Courten, admis au service du Saint-Siège dans son grade de général de brigade, s'entoure immédiatement de collaborateurs dont le baron Théodose de Kalbermatten nommé lieutenant-colonel, le frère de ce dernier – Elie – et Edouard de Quartéry nommés capitaines recruteurs. Le 14 mai probablement, à Saint-Maurice, lieu de dépôt du 2^e régiment étranger, Louis Dufour se présente devant le baron Théodose de Kalbermatten et sollicite une place de capitaine adjudant-major. Le lendemain, il s'adresse à Eugène de Courten ; après lui avoir affirmé qu'il avait « l'intention » de se rendre à Sierre le jour même pour tenter d'obtenir « un emploi » dans « le corps » en formation, mais qu'il y avait renoncé par peur de l'importuner en se présentant à lui « dans des circonstances » où il ne peut qu'être fort occupé, il poursuit :

J'ose espérer que vous voudrez bien, Monsieur le général, prendre en considération les services d'un officier constamment victime des chances de la guerre et des événements politiques.

Il y a quelques jours que je croyais encore à la possibilité d'obtenir de la France un traitement à vie : une lettre officielle, qu'on vient de recevoir, ne me laisse plus d'espoir à cet égard.

¹⁰⁸ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 4, pp. 221-224, n° 78 : le CE au secrétariat d'Etat du pape, s. l., 4 juillet 1846, minute. — Voir également ci-dessous, p. 40, note 171.

¹⁰⁹ Capitaine trésorier, capitaine d'habillement, capitaine juge, capitaine adjudant-major.

¹¹⁰ AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 5, n° 4, p. 27 : *Capitulation militaire du deuxième Régiment étranger*, un cahier manuscrit dont 23 p. sont numérotées, copie qui mentionne que l'original a été signé par le nonce Philippe de Angelis et par le général Eugène de Courten. — Lorsque le régiment ou l'un de ses détachements change de lieu, les mercenaires recevront des indemnités ; en revanche, diverses retenues sont prévues sur la solde, notamment pour alimenter la caisse de retraite.

Vingt-six ans de service et trois blessures, deux fois prisonnier de guerre et trois fois licencié, voilà mes titres à la faveur que je sollicite¹¹¹.

La place pour laquelle je me recommande est celle que j'occupais en dernier lieu dans le 2^e [régiment] suisse. Être capitaine adjudant-major sous un chef aussi distingué est toute mon ambition. Si mon général daigne accueillir ma demande, il peut compter sur l'empressement que je mettrai à mériter la confiance dont il m'aura honoré.¹¹²

Le 18 mai, Eugène de Courten, s'adressant à Mgr Philippe de Angelis, propose d'accorder à Louis Dufour le grade qu'il sollicite. Le nonce apostolique ayant donné son accord, le Bas-Valaisan devient capitaine adjudant-major dans le 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège: il entre officiellement en activité le 23 mai 1832 et, le jour même, se met en route pour gagner la péninsule italienne, *via* Sierre – où il prend les ordres du chef du régiment –, Brigue et le Simplon¹¹³.

Le baron de Kalbermatten ne tarit pas d'éloges à son sujet lorsqu'il s'adresse au comte de Courten. De Saint-Maurice, le 14 mai 1832, il lui écrit: «Nous ferons certainement en lui l'acquisition d'un officier distingué.» Le 15 mai, il affirme:

Je suis bien charmé que vous ayez accepté M. Dufour: tout ce que j'apprends sur son compte me fait connaître combien il nous sera utile. Il est un peu sévère, c'est précisément ce qu'il faut pour un adjudant-major, surtout à une première formation, car, une fois un bon pli pris par toute notre jeunesse, cela marche sans difficulté et l'ordre est partout.

Le 27 mai 1832, d'Arona où se trouve le dépôt italien d'admission des recrues au 2^e régiment étranger, il constate: «[Louis Dufour] est un excellent officier qui, lui, me sera réellement utile.» Le 23 juin, de Ravenne où est établi le dépôt général d'organisation du régiment, il va jusqu'à écrire: «M. Dufour est le seul officier dans lequel j'ai trouvé jusqu'ici une aide réelle.»¹¹⁴

¹¹¹ Rappelons que Louis Dufour s'est engagé dans le régiment de Preux au service d'Espagne dès 1806, son brevet de cadet datant de 1805; qu'il a été fait prisonnier par les Espagnols à l'issue de la bataille de Baylen en 1808 et par les Français à la bataille d'Ocaña en 1809; qu'on peut considérer que la disparition du régiment de Preux équivaut à un licenciement, licenciement dont il a également été la victime, au service de France, en 1814 et en 1830; enfin que nous connaissons deux circonstances dans lesquelles il a été blessé (voir p. 5 et p. 11).

¹¹² AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 1, n° 67: Dufour à Eugène de Courten, Sion, 15 mai 1832, orig.

¹¹³ *Ibidem*, n° 68: le même au même, Sion, 21 mai 1832, orig. Le brevet de Louis Dufour parviendra à son régiment le 18 juin 1832. (*Ibidem*, fasc. 7.) — Comme les officiers licenciés du service de France qui se sont engagés ou s'engageront au service du St-Siège, Louis Dufour, par un «acte» signé de sa main et daté du 24 mai 1832, renonce à la pension que lui doit la France, étant «assuré» qu'il jouira de la moitié de sa solde de capitaine adjudant-major s'il devait être licencié par Rome, ce que fera aussi Edouard de Quartéry le 19 juin 1832 (*ibidem*). La capitulation conclue entre Eugène de Courten et Rome précise à l'article 16 du paragraphe 12 – ou point 16 de l'article 12 –: «Tout individu, en entrant au service du Saint-Siège, est tenu de renoncer, tant pour le présent que pour l'avenir, à toute pension ou gratification dont il jouirait déjà ou bien qui lui serait offerte ou garantie par une Puissance étrangère. Sur la considération de cette renonciation, Sa Sainteté s'engage à accorder les avantages suivants: le deuxième régiment étranger ne pourra être licencié du service avant cinq ans.» (*Ibidem*, fasc. 5, n° 4, p. 20, cf. note 110.) — Nous ignorons si Louis Dufour a touché ne serait-ce qu'une parcelle du traitement de réforme que la France lui doit depuis son licenciement de 1830 jusqu'au 24 mai 1832.

¹¹⁴ Voir, respectivement, *ibidem*, fasc. 3, n° 3: Théodose de Kalbermatten à Eugène de Courten, St-Maurice, 14 mai 1832, orig.; *ibidem*, n° 4: le même au même, St-Maurice, 15 mai 1832, orig.; *ibidem*, n° 9: le même au même, Arona, 27 mai 1832, orig.; *ibidem*, n° 14: le même au même, Ravenne, 23 juin 1832, orig.

4

| | |
|---|---|
| <p>MINISTÈRE DE LA GUERRE.</p> <p>DIRECTION DES FONDS et DE LA COMPTABILITÉ générale.</p> <p>BUREAU DES PENSIONS.</p> | <p>TRAITEMENT DE RÉFORME</p> <p>AUX OFFICIERS DES RÉGIMENS SUISSE LICENCIÉS EN 1830.</p> <p>(Ordonnances des 5 février 1823 et 8 février 1829.) (Traité du 11 avril 1831 entre la France et la Suisse.)</p> <p>EXTRAIT DU CONTRÔLE CENTRAL.</p> <p>N° <u>2811.</u> Somme <u>540^f</u></p> |
|---|---|

AU NOM DU MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE LA GUERRE,

Le Maître des requêtes, Directeur des fonds et de la Comptabilité générale, certifie que *M. de Quartéry (Maurice Henri Edouard)* né le *8 Septembre 1798 à St. Maurice (Suisse)* Lieutenant au *2^e Régiment de Ligne* admis au traitement de réforme en vertu de l'article 2 du traité du 22 avril 1831, et réunissant *14* ans, *2* mois, *9* — jours de service effectif, est inscrit au contrôle central des traitemens de réforme pour une somme annuelle de *Cinq cent quarante Francs* payable par trimestre, laquelle a été fixée ainsi qu'il suit, savoir :

| | |
|---|---------------------|
| 1. ^o Traitement du grade de <i>Lieutenant</i> (Tabl. n. ^o 2 annexé à l'ordonn. du 5 fév. 1823) .. | francs. <i>450.</i> |
| 2. ^o Cinquième en sus, comme ayant 12 ans de service dans ce grade. (Art. 2 du traité du 22 avril 1831) .. | <i>90.</i> |
| TOTAL | <i>540.</i> |

Il doit jouir de ce traitement pendant le temps ci-après déterminé, savoir :

| | |
|---|----------------|
| 1. ^o Pour <i>14</i> ans et moins de <i>16</i> ans de service effectif (Tabl. n. ^o 1 ^{er} annexé à l'ordonn. du 5 fév. 1823) .. | ans. <i>7.</i> |
| 2. ^o Prolongation de <i>1</i> année, comme ayant <i>14</i> ans de serv. effectif. (Art. 2 du traité) .. | <i>1.</i> |
| TOTAL | <i>8.</i> |

Ces *huit* années ont commencé le *1^{er} Octobre* 1830, et finiront le *30 Septembre* 1838.

A Paris, le *1^{er} Février* 1832.

VÉRIFIÉ :
Le Chef du bureau,
M. Dalmont

Le Maître des requêtes Directeur,
E. Martin

Vu pour le paiement :
L'Intendant militaire de la 1.^{re} Division,
Humbert

Domicile à Sion (Suisse)

AEV, Quartéry, cart. 2, fasc. 4, n°4, orig.
Edouard de Quartéry renoncera à son traitement de réforme le 19 juin 1832
(cf. p. 23, note 113).

Le Bas-Valaisan, comme on peut le remarquer, seconde fort bien son lieutenant-colonel: il remplit, durant quelques semaines et jusqu'à la fin du mois de juin, les fonctions de trésorier, mais il ne souhaite pas les conserver plus longtemps, ce que Théodose de Kalbermatten accepte d'autant plus facilement que, déclare-t-il, «il m'est trop nécessaire pour le service intérieur et l'instruction que je vais commencer aussitôt que j'aurai enfin de quoi couvrir mes hommes».

Si Louis Dufour se montre compétent et consciencieux, il n'oublie pas de défendre ses intérêts, comme Théodose de Kalbermatten le fait savoir au comte de Courten:

M. le capitaine Dufour réclame pour être traité comme capitaine de 1^{ère} classe. Il est certain qu'il est le plus ancien du régiment, mais, ainsi que je le lui ai dit à lui-même, d'après le paragraphe 7, titre 1^{er}, art[ic]le 2^e de la capitulation, il me paraît que c'est les quatre capitaines, commandants de compagnie, les plus anciens qui ont droit seuls à la solde de 1^{ère} classe¹¹⁵; que sa place d'adjudant-major, en y comprenant la ration de fourrage pour laquelle, selon toute vraisemblance, on n'exigera pas qu'il ait un cheval, va à 3400 francs et lui donne ainsi un traitement supérieur à celui des capitaines de 1^{ère} classe. Cependant, comme c'est une chose que vous seul pouvez décider, je vous sou mets sa réclamation et j'attendrai vos ordres pour ce qui concerne son traitement que j'ai laissé provisoirement au taux de capitaine de 2^e classe.¹¹⁶

Quand bien même nous ne pouvons nous appuyer sur aucune preuve, nous pensons que, sur ce point, Louis Dufour n'a pas obtenu gain de cause, car, dans le cas contraire, nous aurions, nous semble-t-il, trouvé un document ou l'autre attestant que sa réclamation a été prise en compte. Quoi qu'il en soit, la vie continue, avec son lot d'épreuves et de satisfactions.

Le climat de Ravenne ne paraît guère convenir aux mercenaires: plusieurs dizaines d'entre eux tombent malades, dont Louis Dufour qui n'a été pleinement opérationnel qu'un peu plus de quinze jours depuis son arrivée en ce lieu: après avoir connu des ennuis de santé au cours du mois de juin¹¹⁷, le Bas-Valaisan est également souffrant durant plusieurs semaines en juillet et en août 1832, ce qui, on l'imagine, embarrasse fort Théodose de Kalbermatten. Le 1^{er} août, s'adressant à Eugène de Courten, Louis Dufour écrit notamment:

Je sais, mon général, combien M. le [lieutenant]-colonel de Kalbermatten est occupé: son travail est grand. Aussi je regrette beaucoup de ne pouvoir encore reprendre mon service. Un mal violent, que le médecin dit être le rhumatisme, ayant été entièrement négligé le premier mois de mon arrivée à Ravenne et qui, des reins, s'est maintenant jeté sur la jambe droite, me force depuis plus de trois semaines, et bien malgré moi, à garder la chambre. Il faut espérer que cette maladie aura bientôt un terme.¹¹⁸

¹¹⁵ Le paragraphe 7, auquel de Kalbermatten se réfère, commence ainsi: «Les commandants de compagnies seront placés dans le régiment par ancienneté, selon le rang des compagnies. Dans chaque bataillon, les deux plus anciens capitaines seront de première classe, les quatre autres seront de deuxième classe.» Suit l'indication du rang des compagnies pour chacun des deux bataillons. (AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 5, n° 4, p. 4, cf. note 110.)

¹¹⁶ *Ibidem*, fasc. 3, n° 16: de Kalbermatten à Eugène de Courten, Ravenne, 30 juin 1832, orig.

¹¹⁷ *Ibidem*, n° 14, cf. note 114.

¹¹⁸ *Ibidem*, fasc. 1, n° 71: Dufour à Eugène de Courten, Ravenne, 1^{er} août 1832, orig. — «Tous les jours, j'ai des officiers malades et, entre nous, M. le major Dufour qui, depuis qu'il est ici, a à peine pu faire au-delà de quinze jours de service et qui n'est point encore rétabli», se plaint

Durant cette période, le fils aîné du comte de Courten, Louis, ayant renoncé à servir dans le régiment pour des raisons de famille et de santé alors qu'une place de major lui était réservée, Louis Dufour a la satisfaction d'être promu à ce grade, son brevet datant du 6 mai 1832¹¹⁹. Dans la lettre du 1^{er} août qu'il envoie à Eugène de Courten et dont nous avons déjà cité un extrait, il affirme encore :

Je ne sais, mon général, comment vous exprimer toute l'étendue de ma vive gratitude pour la faveur marquante qui vient de m'être accordée. Je désire que le zèle et la bonne volonté que j'apporterai à remplir les fonctions de mon nouveau grade puissent prouver combien je suis sensible à ce témoignage flatteur et bienveillant de la part d'un chef aussi distingué.

Toutefois, je le dis avec franchise à mon général, je suis peiné de devoir mon avancement à l'état maladif de M. son fils. On peut encore m'en croire : sous ses ordres, j'aurais servi avec le même goût et les mêmes sentiments que si, depuis trente ans, il eut toujours été mon chef. Oserais-je vous prier de l'en assurer ?¹²⁰

Par une lettre datée du 25 juillet 1832, le général de Courten a pris la peine d'aviser Michel Dufour, alors vice-bailli, de la promotion de son fils et, le 31 juillet, le père de Louis lui répond :

Veillez, Monsieur le comte, agréer l'expression de ma vive reconnaissance pour ce nouveau témoignage de votre bienveillance à son égard. Mon fils saura, comme moi, apprécier cette faveur. Sûr de ses principes, de son zèle et de son dévouement, j'ai la conviction que, dans toutes les circonstances, il s'efforcera par sa conduite à justifier la confiance dont vous l'avez honoré.

Je regrette beaucoup, Monsieur le général, de n'avoir pu, dans les différentes apparitions que vous avez faites ici [à Sion], avoir l'honneur de vous voir. J'espère d'être plus heureux la première [= prochaine] fois et de pouvoir vous exprimer verbalement toute ma gratitude.¹²¹

Si Louis Dufour doit, d'abord, sa promotion au fait que Louis de Courten a renoncé au service du Saint-Siège, il la doit ensuite à ses mérites passés, mais aussi probablement – est-il téméraire de le dire ? – aux responsabilités politiques qu'exerce son père.

Quoi qu'il en soit, l'ambiance du régiment va se dégrader assez rapidement et Louis Dufour n'aura guère le loisir de savourer sereinement son nouveau grade.

Primo, le lieutenant-colonel Théodose de Kalbermatten, qui va laisser apparaître de plus en plus son caractère autoritaire, susceptible et emporté, ne supporte pas la moindre critique de la part de ses subordonnés. C'est ainsi que le lieutenant Léon de Riedmatten, à la personnalité affirmée, ne tarde pas, en automne 1832, à en faire l'expérience : son supérieur lui inflige six jours d'arrêts parce qu'il a osé

Théodose de Kalbermatten qui ajoute : « [...] Ces derniers jours, j'avais 95 malades à l'hôpital [...]. Le nombre en est tombé à 75, mais on me menace d'un redoublement pour la fin de ce mois. » (*Ibidem*, fasc. 3, n° 26 : de Kalbermatten à Eugène de Courten, Ravenne, 9 août 1832, orig.)

¹¹⁹ *Ibidem*, fasc. 6, n° 26 : le nonce [de Angelis] au général de Courten, Lucerne, 19 juillet 1832, orig. — Ce brevet est parvenu au régiment le 25 juillet 1832 et Louis Dufour a commencé son activité de major le 1^{er} août suivant (*ibidem*, fasc. 7).

¹²⁰ *Ibidem*, fasc. 1, n° 71, cf. note 118.

¹²¹ *Ibidem*, n° 70 : le vice-bailli Michel Dufour à Eugène de Courten, Sion, 31 juillet 1832, orig.

contester un ordre¹²². Dans le rapport qu'il rédige à ce sujet, Théodose de Kalbermatten se justifie par ces mots qui en disent long sur son état d'esprit :

Mon opinion est que c'est surtout dans les commencements qu'il faut sévir avec rigueur contre la moindre apparition de l'esprit d'insubordination. Des punitions faibles ne font que l'encourager et, quand il est une fois infiltré dans un corps d'officiers, il est indestructible, à moins d'employer des mesures d'une rigueur extrême et qu'il est bien pénible d'employer.¹²³

Secundo, les relations entre le comte de Courten, d'une part, Théodose et Elie de Kalbermatten, d'autre part, se dégradent. Les causes en sont, semble-t-il, le caractère difficile des deux derniers cités, leur arrivisme et une cabale contre Pancrace de Courten, le frère d'Eugène, à laquelle les Kalbermatten, mais aussi d'autres officiers, ne sont pas étrangers¹²⁴. Déjà, lors de la promotion de Louis Dufour, Théodose s'est permis de faire à son général cette remarque, mi-figue, mi-raisin : « Vous avez fait un bon choix dans M. Louis Dufour ; il l'eût été également dans mon frère [Elie] et je ne puis m'empêcher de regretter qu'il n'ait pas été placé dans cette circonstance. »¹²⁵ De plus, à la suite de la cabale que nous venons de mentionner, Pancrace, nommé capitaine, n'aurait guère eu de possibilités d'avancement et se serait trouvé, vu son âge, dans une situation humiliante, comme Eugène de Courten le fait savoir à sa belle-sœur Marie-Elisabeth-Françoise :

Quelle belle chance s'ouvre pour lui de sortir honorablement du mauvais pas dans lequel son dévouement à la cause du S[ain]t-Père l'avait engagé ! Non seulement il a des droits à donner sa démission, mais c'est de plus un devoir pour lui [...]. Mon frère, à l'âge de 58 ans, menacé d'être placé le 12^e des capitaines d'un régiment où nombre d'officiers de ce grade ne comptent que de 21 à 30 ans d'âge, et plusieurs sans services antérieurs ! [...] Que d'humiliations il faut endurer !¹²⁶

Dans le courant de l'année 1833, la formation du 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège est achevée et, vers la fin de l'hiver déjà, il a gagné Forlì où il tient sa première garnison.

¹²² Sur cette affaire, voir les Annexes 1/D et 1/E.

¹²³ AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 3, n° 34 : rapport du lieutenant-colonel Théodose de Kalbermatten, probablement adressé à la Présidence des Armes à Rome, Ravenne, 2 oct. 1832, orig. — Voir l'Annexe 1/E.

¹²⁴ Le 19 novembre 1832, Eugène de Courten écrit ces mots à son frère Pancrace : « Je ne suis pas étonné de la conduite de M. [Elie] de K[albermatten] à ton égard : c'est l'homme le plus désagréable que je connaisse. Il m'a désespéré par sa conduite et son arrogance envers les officiers fribourgeois ; il n'a fait aucun cas des ordres que je lui ai envoyés à plusieurs reprises pour lui enjoindre de s'abstenir d'engager des hommes envoyés par M. le cap[it]ai[n]e [Antoine] Loffing à St-Maurice. Je désire, mon cher ami, que tu n'aies jamais plus rien à faire avec lui, car il est d'un orgueil qui le rend intraitable. » (AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 13, n° 12 : Eugène de Courten à son frère Pancrace, Ravenne, 19 nov. 1832, orig.)

¹²⁵ *Ibidem*, fasc. 3, n° 25 : Théodose de Kalbermatten à Eugène de Courten, Ravenne, 2 août 1832, orig.

¹²⁶ *Ibidem*, fasc. 13, n° 16 : de Courten à Marie-Elisabeth-Françoise de Courten, Ravenne, 3 janv. 1833, orig.

| | |
|-----------------------------------|--------------------------------|
| Le comte Eugène de Courten | général commandant le régiment |
| Le baron Théodose de Kalbermatten | lieutenant-colonel |
| Louis Dufour | major |
| Prosper de Ræmy | major |

Tableau 5. – Identité des quatre officiers les plus importants de l'état-major du 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège, fin 1832 - début 1833.

| Compagnie 1 | | Compagnie 2 | |
|----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|------------------------------------|
| <i>capitaine</i> | Edouard de Quartéry | <i>capitaine</i> | Elie de Kalbermatten |
| <i>1^{er} lieutenant</i> | Meinrad de Werra | <i>1^{er} lieutenant</i> | Louis Barman |
| <i>2^e lieutenant</i> | Joseph-Ferdinand Ducrey | <i>2^e lieutenant</i> | Lucien Cropt |
| <i>sous-lieutenant</i> | Alexandre d'Horrer | <i>sous-lieutenant</i> | Joseph Biollay |
| Compagnie 3 | | Compagnie 4 | |
| <i>capitaine</i> | Ferdinand de Stockalper | <i>capitaine</i> | Pancrace de Courten ¹²⁷ |
| <i>1^{er} lieutenant</i> | Léon de Riedmatten | <i>1^{er} lieutenant</i> | Charles de Bons |
| <i>2^e lieutenant</i> | Antoine de Stockalper | <i>2^e lieutenant</i> | Joseph-Antoine Weger |
| <i>sous-lieutenant</i> | Eugène Allet | <i>sous-lieutenant</i> | Victor de Courten ¹²⁸ |

Tableau 6. – Les principaux gradés des quatre compagnies valaisannes du 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège, fin 1832 - début 1833.

Eugène de Courten peut considérer sa mission comme remplie. Il a déjà envisagé de démissionner, car il est quelque peu valétudinaire et il est déçu de n'avoir ni son fils Louis ni son frère Pancrace à ses côtés ; car il est las des intrigues que les deux Kalbermatten mènent contre lui : à l'évidence, Théodose ambitionne de prendre sa place et Elie « appuie cette perspective dont il compte tirer aussi un profit personnel »¹²⁹. De plus, lors d'un repas qu'il a donné le 29 septembre 1833, le comte de Courten a porté un toast à la santé d'Henri V, le petit-fils du roi déchu Charles X, ce qui n'a pas manqué de créer quelques remous¹³⁰. Aussi finit-il par obtenir un congé pour rentrer au pays – il arrive à Sierre le 28 octobre 1833 –, puis sa mise à la retraite le 1^{er} avril 1834, après qu'il est resté inébranlable devant les sollicitations pressantes par lesquelles la Diète et le Conseil d'Etat valaisans, ainsi

¹²⁷ Pancrace de Courten démissionnera en 1833 (*Famille de Courten*, p. 186), vraisemblablement au cours du premier semestre de cette année.

¹²⁸ Référence qui concerne les deux tableaux successifs : AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 7.

¹²⁹ *Ibidem*, fasc. 16, p. 25.

¹³⁰ Eugène de Courten a tenu ainsi à marquer le 13^e anniversaire du duc de Bordeaux, âge de la majorité pour un roi de France. — Il faut savoir que le comte de Courten a servi les Bourbons, qu'il leur est resté fidèle et qu'il aurait été prêt à reprendre les armes pour aider Charles X à recouvrer son trône. De plus, le 9 décembre 1833, il écrit : « De service auprès de lui [= le duc de Bordeaux] à Rambouillet, lorsqu'il a été proclamé roi de France sous le titre de Henri V, je ne pouvais le désigner autrement, le duc d'Orléans n'étant alors que lieutenant-général du royaume. Si, quelques jours après, il a usurpé la couronne de France, Henri V, en perdant ses Etats, n'en a pas moins conservé son titre et ses droits. » (AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 16, p. 26 : citation d'une lettre d'Eugène de Courten à Théodose de Kalbermatten, [Sierre,] 9 déc. 1833.)

que le cardinal et secrétaire d'Etat Thomas Bernetti, lui demandaient de rester à la tête du 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège.

A la suite de cette retraite, Louis Dufour doit devenir lieutenant-colonel du régiment, mais il refuse cette promotion. L'épisode mérite qu'on s'y arrête. Eugène de Courten ayant démissionné, le régiment est désormais sous les ordres de son second, le baron Théodose de Kalbermatten qui de lieutenant-colonel a été promu colonel, et il s'agit de nommer un nouveau lieutenant-colonel. Si Louis Dufour, major, n'est pas promu, ce sera le Fribourgeois Prosper de Ræmy, major lui aussi, qui le sera; dans ce cas, quand de Kalbermatten s'en ira, c'est selon toute vraisemblance de Ræmy qui deviendra le chef du 2^e régiment étranger. Aussi le Conseil d'Etat valaisan, dont Michel Dufour fait partie, s'adresse-t-il au cardinal Bernetti et au colonel de Kalbermatten afin de leur recommander Louis Dufour pour la place vacante de lieutenant-colonel et écrit-il à ce dernier afin de l'inciter à briguer celle-ci.

Dans la lettre qu'il envoie le 12 septembre 1834 au cardinal Bernetti, le pouvoir exécutif affirme que «l'ancienneté et le mérite» du mercenaire valaisan, «fils d'un des premiers magistrats de notre République», ne peuvent que «laisser espérer» qu'il sera élevé à ce grade. Et d'ajouter:

M. Dufour est un officier distingué par ses connaissances et qui, dans sa longue carrière militaire, s'est constamment concilié l'estime, l'affection et la confiance de ses chefs, comme il jouissait de celle de son gouvernement qui l'avait nommé l'un des officiers supérieurs de ses troupes cantonales¹³¹. M. le général [Eugène] de Courten avait connu ses heureuses qualités; rentré parmi nous, il se plaît encore à en parler.

Le Conseil d'Etat ne manque pas ensuite de rappeler, d'une part, le rôle joué par le Valais dans la formation du 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège; d'autre part, la «respectueuse reconnaissance» et le «dévouement filial» que le gouvernement et les habitants du Valais «s'efforcent constamment» de manifester au pape. Et il prie le cardinal Bernetti «de placer ces vœux sous les yeux du Souverain Pontife»¹³².

Les démarches du Conseil d'Etat sont d'autant plus pressantes qu'il ne doit pas ignorer que Louis Dufour a naguère affirmé ne pas souhaiter briguer la place de lieutenant-colonel et qu'il s'agit par conséquent de tout mettre en œuvre pour lui forcer la main. C'est pourquoi, le 19 septembre, le grand bailli Maurice de Courten, au nom du pouvoir exécutif, écrit directement au mercenaire valaisan pour tenter de le convaincre de changer d'avis en le priant de prendre en compte l'intérêt supérieur de sa patrie¹³³.

Le 1^{er} octobre 1834, s'adressant au grand bailli, le colonel de Kalbermatten affirme:

Même avant ma nomination à la place de colonel du 2^e régiment étranger, Monsieur le major Dufour m'écrivit du Valais pour me solliciter avec instance de ne point le porter, dans aucun cas, pour l'emploi de lieut[enan]t-colonel qu'il était décidé à refuser, ainsi qu'il l'avait du

¹³¹ Voir ci-dessus, p. 18.

¹³² AEV, CE, N° 1110/1, vol. 2, p. 249, 3^e partie, n° 40: le CE au cardinal Bernetti, Sion, 12 sept. 1834, minute.

¹³³ AEV, SE, fasc. 3/13, n° 5: Louis Dufour à Maurice de Courten, Ravenne, 18 oct. 1834, orig.

reste ouvertement déclaré avant son départ du régiment. Une semblable déclaration ne me permettait plus de présenter Monsieur le major Dufour pour la susdite place.

Vu les démarches faites par le gouvernement valaisan, il a cependant tenté de faire revenir Louis Dufour – qui est alors détaché à Ravenne – sur sa décision, mais «sa réponse a été une confirmation formelle de celles qu'il [lui]¹³⁴ avait manifestées antérieurement»¹³⁵. Le cardinal Bernetti, le 7 octobre 1834, écrit lui aussi à Maurice de Courten et sa version recoupe totalement celle du colonel de Kalbermatten; en guise de consolation, il se dit heureux que le poste de major à repourvoir ait été confié à un Valaisan, le capitaine de Kalbermatten, à savoir le prénommé Elie, frère du colonel¹³⁶!

Enfin, le 18 octobre 1834, de Ravenne, Louis Dufour répond au grand bailli Maurice de Courten en ces termes :

La lettre dont vous m'avez honoré au nom du Conseil d'Etat m'est parvenue le 19 septembre dernier. J'allais y répondre lorsque, le 29 du même mois, M. le colonel de Kalbermatten m'apprend que je lui étais recommandé par le gouvernement du Valais, lequel avait même écrit au cardinal Bernetti qui l'en informait, le tout à l'occasion de la vacance du lieutenant-colonel.

Je suis flatté, autant qu'on doit l'être, de l'intérêt que le Conseil d'Etat daigne me porter dans cette circonstance; aussi, il m'est pénible d'avoir à annoncer à Son Excellence que mon intention de refuser la place en question est prise dès longtemps et que, m'en étant ouvert en Valais et au régiment d'une manière à ne laisser aucun doute à cet égard, je serais inconséquent si, aujourd'hui, j'appuyais les démarches qu'on a la bonté de faire pour moi.

Louis Dufour suppose que le pouvoir exécutif «ignorait probablement que, sitôt la démission de M. le général comte de Courten acceptée», il avait adressé, de Sion, une missive à Théodose de Kalbermatten pour le prier de ne pas «le proposer, par suite de cette mutation, pour de l'avancement»; c'est pourquoi le colonel valaisan

a raison de dire que toutes ces démarches ne s'accordent guère avec la demande si insistante et si décisive que je lui ai adressée de Suisse et sur laquelle il avait basé son travail de proposition. J'ai dû lui répondre que, si on s'était intéressé en ma faveur, c'est sans mon agrément et à mon insu; qu'au surplus, le temps écoulé n'avait point changé ma résolution, celle de conserver dans son régiment l'emploi de major.

Je dois croire, Excellence, qu'incessamment le Valais aura encore trois officiers supérieurs sur quatre dont le corps se compose. Outre l'avantage du nombre, notre canton a de plus celui de compter le colonel. Si j'acceptais la place vacante, il est douteux, même presque certain, qu'alors le major à nommer ne serait pas Valaisan. Rien n'annonce

¹³⁴ Au lieu de «m'».

¹³⁵ AEV, SE, fasc. 3/13, n° 2: le colonel de Kalbermatten à Maurice de Courten, Forli, 1^{er} oct. 1834, orig.

¹³⁶ *Ibidem*, n° 4: le cardinal Bernetti à Maurice de Courten, Rome, 7 oct. 1834, traduction de l'orig. qui est écrit en italien et qui se trouve en *ibidem*, n° 3.

au reste que M. le colonel de Kalbermatten, parvenu si promptement à ce grade, puisse être de longtemps appelé à un emploi plus élevé¹³⁷.

Veuillez agréer, je vous prie, l'hommage du profond respect avec lequel je suis, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.¹³⁸

Dans sa lettre, Louis Dufour ne donne pas la raison de son refus. Une explication s'impose cependant tout de suite à l'esprit : l'occasion de devenir lieutenant-colonel arrive trop tôt, car il estime n'avoir pas l'expérience nécessaire pour remplir ce poste. Mais ne peut-on imaginer d'autres motifs ? Il se pourrait qu'il désapprouve la conduite de Théodose de Kalbermatten qui est cause, au moins en partie, de la démission d'Eugène de Courten, qu'il est quelque peu aigri par la réussite du baron – « parvenu si promptement », ce sont ses termes, au grade de colonel, et dans des conditions qu'il juge inacceptables – et nous pouvons supposer qu'il ne souhaite pas devenir le second direct d'un homme au caractère difficile, avec lequel il ne s'entend plus guère. En outre, il n'est pas impossible que Théodose de Kalbermatten lui ait laissé entrevoir sa volonté de favoriser, quand il le pourrait, la promotion de son frère Elie à un poste de major au détriment d'autres officiers du régiment ; le refus de Louis Dufour serait alors également une protestation – même si celui-ci ne souhaite pas le claironner – contre ce qu'il considère comme inadmissible, Elie n'étant que « le 5^e capitaine par son ancienneté »¹³⁹.

Ces péripéties ont créé quelques tensions dans le 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège, tensions qui ne vont pas tarder à paraître au grand jour, sans qu'on puisse incriminer en quoi que ce soit Louis Dufour. Déjà, en 1834, Léon de Riedmatten, commentant les promotions décidées par Théodose de Kalbermatten, écrivait à Pierre-Louis, son père, « que ces injustices sont dégoûtantes et [que], si le gouvernement [valaisan] ne soutient pas ses droits, comme étant le seul canton capitulé¹⁴⁰, notre position ne sera plus tenable ici »¹⁴¹. Le 19 avril 1835, Léon de Riedmatten, s'adressant de nouveau à son père, surenchérit :

¹³⁷ Quant au colonel de Kalbermatten, il déclare : « [...] Comme ces vœux [du Conseil d'Etat] sont principalement dirigés en vue de l'intérêt général des ressortissants du Valais, ainsi que l'exprime la lettre de votre Excellence [Maurice de Courten], j'ai tâché de les remplir, au moins en partie, en proposant un Valaisan pour la place de major que l'avancement de Monsieur Ræmy laisserait vacante. Si ma proposition est agréée, le régiment passera, il est vrai, après moi à un Fribourgeois, mais, dès lors, la lieutenance-colonelle appartiendra au Valais et, par conséquent, au tour suivant il aura de nouveau le régiment. » (AEV, SE, fasc. 3/13, n° 2, cf. note 135.)

¹³⁸ *Ibidem*, n° 5, cf. note 133.

¹³⁹ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 14, n° 259 : Léon de Riedmatten à son père, [Forli], s. d. [1834, après la mi-octobre], orig.

¹⁴⁰ Affirmation plus ou moins contestable.

¹⁴¹ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 14, n° 259, cf. note 139. — Les jugements d'Eugène de Courten sur les frères de Kalbermatten sont également sévères (voir déjà un exemple à la p. 27, note 124). Faisant allusion à la cabale montée contre son frère Pancrace, il évoque Théodose de Kalbermatten « qui ne laisse jamais échapper l'occasion de plonger un nouveau poignard dans mon cœur », et il ajoute : « Croyez-vous, ma chère sœur [...], que je sois dupe de cette trame : non certainement, j'ai deviné facilement sa source : depuis l'arrivée du frère [Elie] de M. de K[albermatten], j'ai vu tout ce qui allait être mis sur le tapis. Il est vrai que je ne m'étais pas attendu au trait que je cite, mais il a été inventé pour d'autres projets, pour arriver à des projets plus vastes [mon éviction du régiment] », avant d'affirmer encore : « Que d'humiliations il faut endurer ! Depuis longtemps, j'en suis abreuvé jour pour jour. Cet homme m'a anéanti. Qu'il jouisse de son triomphe, je n'en ambitionnerai jamais à ce prix ! » (AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 13, n° 16, cf. note 126. — Souligné dans le document.) Le 30 mars 1833, il dépeint Théodose de Kalbermatten comme un flagorneur qui cherche à être bien considéré par l'évêque de Forli [Mgr Philippe de Angelis qui supplée Mgr Bratti] et par le cardinal Spinola. (*Ibidem*, n° 18 : Eugène de Courten à son frère Pancrace, Forli, 30 mars 1833, orig.) — Durant ce printemps 1833, un membre de la famille de Courten, après avoir déclaré que le pape souhaite ardemment conserver Eugène de Courten à son

Vous savez quels sont nos chefs, de sorte qu'il est presque inutile de vous les faire connaître par leur conduite dans ce régiment; bien entendu que je ne parle pas de M. [Louis] Dufour pour qui nous n'avons tous que des éloges à faire.

Il n'en est pas de même de MM. [Théodose et Elie] de Kalbermatten. M. le major Elie est particulièrement détesté, et ce sera vous en dire assez en vous apprenant que le moindre mot dont on se sert pour le qualifier est de le traiter de polisson. Il ne jouit d'aucune espèce de considération dans le corps d'officiers. Il est fier, emporté, insolent, injuste, peu loyal, intrigant, et je n'en finirais pas si je devais vous énumérer toutes ses délicieuses qualités.¹⁴²

Ce portait sans complaisance s'explique notamment par les circonstances que voici: au cours de l'année 1834, le colonel Théodose de Kalbermatten souhaite l'ouverture, à Forlì, d'un casino-café «où lui et les capitaines auraient en même temps leur pension» et dont le loyer serait payé par une quote-part prise proportionnellement sur les appointements de tous les officiers et sous-officiers¹⁴³; préférant des menaces plus ou moins voilées contre ceux qui s'y opposeraient, il obtient qu'une majorité accepte son projet et, de façon informelle, interdit aux officiers et sous-officiers de son régiment de fréquenter désormais les cafés de la garnison autres que le casino-café. Cette défense, quoique non officielle, suscite la grogne des subordonnés concernés qui ne manquent pas de protester contre elle et qui ne la respectent pas, sans conséquence aucune pour quiconque, dans un premier temps du moins. Le 10 avril 1835, alors que le colonel Théodose de Kalbermatten est à Rome, son frère Elie aperçoit des officiers dans un café; il s'en prend verbalement au 1^{er} lieutenant Josse Troxler qui, lui, se trouve devant la porte de l'établissement: il l'apostrophe «d'une manière très inconvenante», en lui rappelant la décision prise par le colonel et il s'en va, après avoir tenu des propos qui ne laissent guère de doute sur ses intentions. En effet, il ne va pas manquer de signaler ce dont il a été témoin au lieutenant-colonel de Ræmy qui n'hésite pas à réitérer, cette fois formellement, la défense faite aux officiers et sous-officiers de fréquenter les cafés de la garnison, défense qui leur est communiquée le 12 avril. Tous les lieutenants et sous-lieutenants se rendent alors chez Prosper de Ræmy pour tenter d'infléchir sa position, et Léon de Riedmatten d'écrire:

Mon tour de parler étant venu, j'ai dit au [lieutenant-]colonel que les [lieutenan]ts voulaient bien continuer de payer pour le casino-pension, mais qu'ils voulaient alors avoir la libre fréquentation des cafés; [que], si, par contre, on laissait subsister cette défense, nous refuserions

service, écrit à celui-ci: «Tout cela fait assez connaître combien on tient à te retenir et fait aussi présumer le peu de confiance qu'inspire celui qui devrait te remplacer, et que son crédit est bien moins fondé que tu ne le penses. Mais comment vivre avec un pareil personnage et comment insinuer que c'est le principal obstacle à ton acte de résignation, sans l'exposer à une catastrophe qu'il mériterait, mais que la charité chrétienne ne peut se résoudre à lui faire subir?» (*Ibidem*, cart. 20 B, fasc. 1, ancienne cote: lettre non signée, adressée à Eugène de Courten, s. l. n. d., [écrite vraisemblablement au printemps 1833, pas avant le mois d'avril.] orig. non numéroté.)

¹⁴² AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 127: Léon de Riedmatten à son père, Forlì, 19 avril 1835, orig.

¹⁴³ Pour ce faire, «chaque officier doit subir chaque mois sur sa solde une retenue volontaire», ce que la capitulation ne prévoit nullement dans un tel cas. (AEV, SE, fasc. 3/14, n° 3: mémoire adressé par sept officiers et sous-officiers valaisans – le 1^{er} lieutenant Eugène de Courten; les seconds lieutenants Victor de Courten, Joseph-Ferdinand Ducrey et Lucien Cropt; les sous-lieutenants Joseph Biollay, [Camille] de Werra et Eugène Allet – à la Présidence d'Armes à Rome, Forlì, 11 mai 1835, contenant douze «pièces [justificatives] à l'appui» de leur plainte, copie adressée au gouvernement valaisan.)

de contribuer à payer plus longtemps le local du casino ou de la pension des chefs et des capitaines. J'observai en outre que la personne (une ci-devant femme publique) qui tient le casino avait, peu de jours avant, dit à des officiers que, si les l[ieutenan]ts et s[ou]s-l[ieutenan]ts ne fréquentaient pas davantage son établissement, elle ne pourrait plus tenir la pension des capitaines; qu'ainsi donc nous contribuions à payer le local de leur pension et que la défense des cafés n'avait été faite que parce que les capitaines mangeaient au casino.

A quoi le lieutenant-colonel de Ræmy se contente de rétorquer qu'il a prononcé «une défense», qu'il exige que l'on s'y plie et «que les choses en resteraient là jusqu'à nouvel ordre», soit jusqu'à ce que le colonel Théodose de Kalbermatten, une fois averti de la démarche des officiers et sous-officiers, prenne position.

Le soir même, Léon de Riedmatten apprend que le major Elie de Kalbermatten lui inflige quatre jours d'arrêts pour avoir affirmé que «Messieurs les capitaines voulaient faire payer leur pension par Mess[ieurs] les l[ieutenan]ts». Le lendemain, Léon de Riedmatten rencontre le major de Kalbermatten, nie avoir tenu de tels propos, fait remarquer que le lieutenant-colonel n'a pas réagi aux paroles qu'il a réellement prononcées et que c'était à ce supérieur à prendre des sanctions si elles étaient méritées et non à un major n'ayant même pas assisté à la discussion¹⁴⁴; quinze officiers et sous-officiers, originaires de plusieurs cantons, ont beau se solidariser avec Léon de Riedmatten – qui n'a fait qu'exprimer un avis quasi unanime – dans une lettre adressée au major Elie de Kalbermatten, celui-ci demeure inflexible et obtient, dans son bras de fer inégal, le soutien du lieutenant-colonel de Ræmy: le 14 avril, le major inflige quatre jours d'arrêts à treize officiers et sous-officiers; quant au lieutenant-colonel, il condamne Josse Troxler, vu qu'il est «le plus ancien des lieutenants», à dix jours «d'arrêts forcés» et Félix Porcelet, «le second plus ancien des lieut[enan]ts», à huit. Ce jour même, seize officiers, dont tous les condamnés, envoient une lettre de protestation à Prosper de Ræmy; quant à Léon de Riedmatten, il s'adresse à Elie de Kalbermatten, lui écrivant: «Vous devez être persuadé, après les informations prises par vous hier, que la phrase pour laquelle des arrêts m'ont été infligés n'a pas été prononcée. Je désire donc connaître le motif pour lequel mes arrêts continuent.» Le 16, le major prolonge la peine de son subordonné de deux jours, considérant «le billet» qu'il a reçu de lui «peu convenable et peu militaire». Léon de Riedmatten, exaspéré, lui répond le jour même, estime que son supérieur l'a insulté et, voulant lui prouver que son «courage» est bien celui d'un «militaire», il lui écrit: «J'ai donc l'honneur d'annoncer à M. le major que je suis prêt à lui prouver le contraire avec quelle arme que ce soit.» On ne s'étonnera donc pas que, le 17 avril, le lieutenant-colonel de Ræmy condamne Léon de Riedmatten aux «arrêts de rigueur [...] jusqu'à nouvel ordre». Excédés, Léon de Riedmatten, les sous-lieutenants Eugène Allet et Joseph Biollay – qui soutiennent leur camarade jusqu'à compromettre leur

¹⁴⁴ En fait, c'est le 1^{er} lieutenant Josse Troxler, lors de la parade du 12 avril 1835 qui a eu lieu après l'entretien avec le lieutenant-colonel de Ræmy, qui a dit à l'adjudant-major Louis Barman «*que nous ne voulions plus payer la pension de Messieurs les capitaines*». Ce que deux de ses camarades ont immédiatement rectifié, disant que Troxler s'était mal exprimé, «que nous ne prétendions pas dire de payer leur pension animale, mais bien de contribuer à payer le local du casino, aussi bien les appartements occupés par Messieurs les capitaines que le reste». De là à penser que Barman s'est empressé d'aller répéter les mots de Troxler à Elie de Kalbermatten sans tenir compte du rectificatif, il y a un pas que nous franchissons sans hésiter... (AEV, SE, fasc. 3/14, n° 3, cf. note 143. – Souligné dans le mémoire.)

avenir de mercenaire – décident de démissionner, ne voulant plus servir sous les ordres d'Elie de Kalbermatten et de Prosper de Ræmy¹⁴⁵. Le 22, Léon de Riedmatten écrit au major Louis Dufour qu'il tient, comme on a déjà pu le constater, en haute estime et lui fait part des divers événements survenus.

Le 23 avril 1835, de Ravenne, Louis Dufour lui répond :

Mon cher Monsieur de Riedmatten,

J'avais appris avec bien de la peine, il y a déjà plusieurs jours, l'affaire désagréable qui s'est passée à Forlì entre Messieurs les officiers à l'occasion des cafés.

Les détails étendus que contient votre lettre d'hier, surtout votre demande formelle de quitter le service par suite de ce triste démêlé, m'affligent réellement.

Je ne puis ici, mon cher Monsieur de Riedmatten, m'empêcher de vous observer, plutôt comme camarade que comme chef, que la rédaction de votre demande en démission à la Présidence d'Armes est faite dans un style qui pourrait peut-être la blesser, à moins qu'elle ne la considère comme ayant été écrite dans un premier moment d'humeur. Je suis même étonné que le lieutenant-colonel [de Ræmy] ne vous l'ait pas observé. La lui auriez-vous envoyée cachetée ? Je crois que c'est contre l'usage. J'imagine au reste qu'il l'aura adressée avant tout au colonel [Théodose de Kalbermatten] pour la remettre lui-même à son adresse ou vous la renvoyer s'il ne la trouve pas dans les formes voulues.

Quant à la levée de vos arrêts (justes ou injustes), bien que vous ayez sollicité votre démission, je pense qu'on peut les maintenir, attendu qu'aussi longtemps qu'elle n'a pas été acceptée, vous êtes toujours officier du corps et sujet au règlement qui nous régit, etc.

Vous me demandez mon avis, mon cher Monsieur de Riedmatten ; je vous le donne avec franchise. J'y ajouterai encore que c'est avec un vif regret que je vous vois décidé à nous quitter, vous qui avez l'espérance non douteuse d'un avancement prompt et mérité.

Ce qu'il y a encore de bien fâcheux dans cette malheureuse affaire, c'est l'effet que cela ne manquera pas de produire dans le public qui est toujours disposé à voir les choses beaucoup plus graves qu'elles ne le sont effectivement, surtout dans un moment où des rixes se renouvellent entre nos soldats et [les mercenaires] autrichiens.

En définitive, mon opinion est que votre démission n'est pas encore à la veille d'arriver. De part et d'autre, il y aura, selon moi, des éclaircissements à prendre, des explications à demander et à donner.

Si, contre mon attente, on l'acceptait de suite, vous ne devez pas douter de tout le plaisir que vous me feriez de venir me dire adieu à Ravenne.

Agréez, mon cher Monsieur de Riedmatten, avec mes regrets, l'expression des sentiments particuliers avec lesquels je suis votre très humble serviteur et camarade.

Dufour¹⁴⁶

¹⁴⁵ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 128 : Léon de Riedmatten à son père, [Forlì], s. l. n. d., [mai 1835,] orig. ; AEV, CE, N° 1110/1, vol. 2, pp. 271-275, 3^e partie, n° 67 : le CE au cardinal Bernetti, [Sion,] 22 mai 1835, minute.

¹⁴⁶ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 129 : Louis Dufour à Léon de Riedmatten, Ravenne, 23 avril 1835, orig.

Dans cette lettre, on remarque un certain embarras de Louis Dufour qui souhaite mettre du baume sur les souffrances morales de Léon de Riedmatten, qui voudrait que les choses s'arrangeassent pour le bien du régiment tout entier, qui désirerait un peu plus de souplesse de la part de son compatriote, mais qui reste quelque peu circonspect, comme s'il avait peur de compromettre sa propre carrière par quelques affirmations trop tranchées qui pourraient le desservir si elles tombaient sous des yeux mal intentionnés.

L'affaire est d'ailleurs loin d'être terminée: le 28 avril 1835, vers 14 heures, Léon de Riedmatten, reçoit l'ordre de quitter, dans un délai de trois heures, Forlì pour Ravenne où il devra obtempérer aux ordres du major Dufour; il proteste violemment contre la brièveté de ce délai et obtient du lieutenant-colonel Prosper de Ræmy l'autorisation de ne partir que le lendemain, sous la condition expresse de n'avoir de communication écrite et verbale avec quiconque.

Ce jour-là, [rapporte Léon de Riedmatten,] le régiment était à l'exercice; c'est après son départ que j'ai reçu l'ordre, et je devais partir avant son retour. On voulait que mon départ reste caché ou ignoré jusqu'à ce qu'il soit exécuté. Je ne sais trop pourquoi on voulait en faire un mystère; cependant, s'il fallait en donner une raison, je crois qu'elle serait flatteuse pour moi.

Le lendemain, je me suis mis en route pour Ravenne. Ce n'est que là que j'ai appris de M. Dufour que je devais être enfermé dans une chambre de la caserne [Saint-Vital] où je suis encore¹⁴⁷. On a voulu donner cette commission à M. Dufour parce que l'on savait très bien qu'il était le seul qui pourrait me persuader de me soumettre à cet ordre, et, en cela, ils ne se sont pas trompés; ils ont seulement abusé de l'estime qu'ils me connaissent pour lui. On a voulu lui dicter des moyens de rigueur qu'il n'a pas voulu exécuter et on lui a surtout recommandé de ne permettre aucune communication des officiers avec moi.

Et Léon de Riedmatten de dénoncer la collusion de Prosper de Ræmy, d'Elie de Kalbermatten et de Théodose de Kalbermatten qui, mis au courant de l'affaire, couvre la conduite de ses deux subordonnés. Pis: ce trio a tout fait pour le déconsidérer auprès de la Présidence d'Armes à laquelle, d'ailleurs, le colonel de Kalbermatten n'a pas transmis la missive contenant les trois démissions mentionnées ci-dessus et critiquant son frère Elie.

Alors même que seize lieutenants et sous-lieutenants ont adressé une nouvelle lettre à Prosper de Ræmy pour défendre leur camarade¹⁴⁸, Léon de Riedmatten est finalement condamné, vers la mi-mai 1835, «par des autorités supérieures, sur la demande du colonel de Kalbermatten»¹⁴⁹, à «trois mois de prison», ce qui sera aussi le cas des sous-lieutenants Allet et Biollay qui, eux, demeureront à Forlì.

¹⁴⁷ «M. le lieut[enan]t de Riedmatten, ayant manqué de la manière la plus grave à la subordination envers M. le major de Kalbermatten, sera provisoirement mis en prison dans la caserne de St-Vital à Ravenne où il restera jusqu'à ce qu'il soit statué sur la punition qu'il a encourue.» (*Extrait de l'ordre du jour du 29 avril 1835*, signé par le lieutenant-colonel de Ræmy, que l'on trouve en AEV, SE, fasc. 3/14, n° 3, cf. note 143.)

¹⁴⁸ Sur l'ensemble de cette affaire et pour les citations dont les références n'ont pas été indiquées, voir AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 128, cf. note 145; *ibidem*, n° 134: Léon de Riedmatten à son père, s. l. n. d. [mai 1835], orig.; AEV, SE, fasc. 3/14, n° 3, cf. note 143.

¹⁴⁹ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 131: Léon de Riedmatten à Mgr Lucciardi, Ravenne, 16 mai 1835, minute.

Le 16 mai, Léon de Riedmatten rédige une lettre à l'intention du prolégat de la province de Ravenne, Mgr Lucciardi, pour solliciter une entrevue avec lui. Celle-ci lui est refusée en raison des « ordres donnés à M. le major Dufour par le colonel » de Kalbermatten, visant à empêcher toute communication verbale entre le mercenaire récalcitrant et quiconque. Aussi, comme l'a suggéré Mgr Lucciardi dans sa réponse du 17, Léon de Riedmatten lui narre-t-il par écrit, le 18 mai, les divers épisodes qui l'ont conduit à être condamné à trois mois de prison.

L'affaire fait grand bruit en Valais : Léon de Riedmatten écrit plusieurs lettres à son père Pierre-Louis et lui demande d'inciter le gouvernement valaisan à intervenir ; le sous-lieutenant Allet, démissionnaire et fils du conseiller d'Etat Eugène Allet, appelle à la rescousse ce dernier ; Louis Dufour s'adresse à son père Michel et l'exhorte à ne pas laisser la situation pourrir ; Pierre-Louis de Riedmatten rencontre à diverses reprises Michel Dufour et d'autres personnalités politiques ; la médiation d'Eugène de Courten, l'ancien chef du régiment, est sollicitée et obtenue ; la Diète évoque l'affaire¹⁵⁰ ; le Conseil d'Etat, auquel Léon de Riedmatten s'adresse aussi une fois au moins, écrit au cardinal Bernetti et au colonel Théodose de Kalbermatten ; et le pouvoir exécutif peut assez rapidement s'appuyer sur le mémoire que les officiers et sous-officiers valaisans ont adressé à la Présidence d'Armes le 11 mai 1835 : ils lui en ont fait parvenir une copie comme Michel Dufour en avait exprimé le désir à Pierre-Louis de Riedmatten qui s'était empressé d'en avertir son fils par lettre du 7 mai 1835¹⁵¹. Personne ou presque ne sera étonné que le Conseil d'Etat, malgré quelques précautions oratoires, donne en grande partie raison aux officiers et aux sous-officiers valaisans, tout en critiquant l'intransigeance et le manque de doigté des frères de Kalbermatten¹⁵². En revanche, ceux-ci sont soutenus par la Présidence d'Armes et, notamment, par le cardinal Bernetti, qui trouvent inacceptable l'appel qui a été fait par les mercenaires récalcitrants auprès des autorités valaisannes. Aussi les pressions n'aboutissent-elles pas à la levée des arrêts qui ont été infligés aux trois officiers.

Alors que la réputation de Théodose de Kalbermatten et celle de son frère Elie sont de plus en plus ternies dans leur pays d'origine, la démission de Léon de Riedmatten de même que celles d'Eugène Allet fils et de Joseph Biollay ne sont pas acceptées par le gouvernement pontifical : à l'évidence, ce dernier ne souhaite pas trop envenimer les relations avec les autorités valaisannes ; de plus, il n'est guère dans son intérêt de se priver de trois officiers compétents et valeureux.

Léon de Riedmatten doit par conséquent reprendre son service dans un contexte difficile et veiller à éviter toute velléité de provocation : son père lui a conseillé, le 11 juillet 1835 déjà, de ne pas omettre désormais de consulter régulièrement, entre autres, Louis Dufour « pour que rien ne se fasse qu'avec mûre réflexion »¹⁵³. Le lieutenant sédunois continue donc d'exercer son métier de mercenaire sans cesser, cependant, de dénoncer à sa famille « l'arbitraire indéfinissable de notre colonel »¹⁵⁴.

¹⁵⁰ AEV, Diète, N° 1001, vol. 11, pp. 277-279 : protocole, séance du 4 juin 1835.

¹⁵¹ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 130 : Pierre-Louis de Riedmatten à son fils Léon, Sion, 7 mai 1835, orig.

¹⁵² Voir AEV, CE, N° 1110/1, vol. 2, pp. 265-266, 3^e partie, n° 63 : le CE au cardinal Bernetti, Sion, 1^{er} mai 1835, minute ; *ibidem*, pp. 266-267, n° 64 : le CE au même, Sion, 13 mai 1835, minute ; *ibidem*, pp. 271-275, n° 67 : le CE au même, s. l., 22 mai 1835, minute. — On trouve des copies de ces documents en AEV, SE, fasc. 3/14.

¹⁵³ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 138 : Pierre-Louis de Riedmatten à son fils Léon, Sion, 11 juillet 1835, orig.

¹⁵⁴ *Ibidem*, n° 143 : Léon de Riedmatten à son père, s. l. n. d., [1835 ou 1836,] orig.

D'ailleurs, l'affaire est loin d'être terminée. Durant l'hiver 1835-1836, Théodose de Kalbermatten exige une rétractation écrite – qu'il compose lui-même – de la part de tous les lieutenants et sous-lieutenants valaisans qui ont signé diverses protestations et pétitions destinées à prendre la défense de Léon de Riedmatten et, par conséquent, de dénigrer leur colonel¹⁵⁵. Les mercenaires concernés refusent et c'est de nouveau l'effervescence dans leurs familles et parmi les autorités valaisannes, d'autant plus que le baron de Kalbermatten menace d'empêcher, autant qu'il le pourra, l'avancement futur de l'ensemble des récalcitrants¹⁵⁶. Cependant, pour tenter de complaire quelque peu au gouvernement de son canton, le colonel consent à rédiger une nouvelle rétractation au contenu écourté et plus ou moins édulcoré¹⁵⁷, sans que cette concession parvienne à fléchir l'attitude de ses subordonnés qui s'obstinent dans leur refus.

L'affaire a tendance à s'éterniser, tandis que le pouvoir exécutif valaisan continue de manifester la forte irritation qu'elle lui cause.

Parallèlement à cette crise, la volonté de Théodose de Kalbermatten de ne pas pleinement respecter les «conditions que la H[aute] Diète a mises à l'autorisation qu'elle a donnée de pouvoir librement recruter en Valais pour le 2^e rég[imen]t» étranger afin de se réserver une certaine liberté pour décider quels officiers peuvent bénéficier d'un avancement¹⁵⁸, a jeté un vif émoi parmi les membres du Conseil d'Etat et du pouvoir législatif. D'ailleurs, dans sa séance du 4 juin 1836, la Diète soutient le pouvoir exécutif dans son intention de ne pas ménager ses efforts pour «négocier directement avec la cour de Rome» et pour trouver un accord «à l'amiable», mais elle approuve également la menace qui pourrait être brandie en cas de nécessité:

[...] Dès l'instant que les conditions sous lesquelles nous avons autorisé le recrutement dans le canton ne sont plus reconnues comme obligatoires pour le chef du corps, dès lors aussi nous ne sommes plus tenus de lui continuer la faveur que nous avons accordée et nous rentrons dans le droit de défendre tout recrutement dans le pays.¹⁵⁹

Même s'il ne le montre guère ouvertement, le colonel Théodose de Kalbermatten a été ébranlé par ces affaires: sa réputation, dans le régiment et dans sa patrie, n'en sort pas grandie et la menace du gouvernement valaisan de ne plus autoriser le recrutement de mercenaires dans le canton n'a pu qu'amener finalement les autorités romaines à l'inciter à faire preuve d'une certaine souplesse dont il n'est nullement coutumier. Aussi, lors d'une rencontre qui a lieu à Sion au cours du mois d'août 1836 entre lui et les membres du Conseil d'Etat, il accepte de se contenter de recevoir «verbalement l'acte de soumission» des officiers rebelles, acte qu'il avait «d'abord exigé par écrit»¹⁶⁰. Cette solution permet aux uns et à l'autre de sauver la face et met un terme à une situation pénible qui n'a que trop duré. Preuve en est que, après avoir obtenu un congé – comme l'avait souhaité le Conseil d'Etat¹⁶¹ – lui ayant permis de séjourner en Valais, Léon de Riedmatten,

¹⁵⁵ Voir les Annexes 1/F et 1/G.

¹⁵⁶ En apprenant ces diverses péripéties, le Conseil d'Etat réagit vivement, comme le montre la lettre qu'il adresse le 4 février 1836 au cardinal Bernetti et que l'on trouvera reproduite dans l'Annexe 1/H.

¹⁵⁷ Voir l'Annexe 1/I.

¹⁵⁸ AEV, Diète, N° 1001, vol. 11, pp. 277-279: protocole, séance du 4 juin 1835.

¹⁵⁹ *Ibidem*, vol. 12, pp. 206-208: protocole, séance du 4 juin 1836.

¹⁶⁰ AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 3, n° 53: Théodose de Kalbermatten à Eugène de Courten, Sion, 11 août 1836, orig. Voir l'Annexe 1/J.

¹⁶¹ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 133: le grand bailli de Courten à Bernetti, Sion, 28 mai 1835, copie.

de retour à Forlì, écrit à sa mère, le 18 novembre 1836, afin de lui annoncer, non sans ironie, une nouvelle rassurante: «J'ai trouvé mon rég[imen]t à peu près ce qu'il était lors de mon départ, si ce n'est que nos officiers valaisans ont enfin fait la paix avec le colonel [qui vient de se marier]. C'est une espèce de bouquet de noces qu'ils lui ont donné et duquel il a semblé fort content.»¹⁶²

De plus, lors de cette même rencontre avec le Conseil d'Etat au mois d'août 1836, Théodose de Kalbermatten a finalement admis le principe de l'ancienneté pour la promotion des officiers valaisans, tout en voulant cependant que l'on tienne compte d'une exception, dans «le cas où celui qui devrait [...]»¹⁶³ être avancé aurait démerité par sa conduite militaire ou particulière»; aussi a-t-il proposé que, sur ce point, le Valais ouvre des négociations «avec la cour de Rome», ce problème devant être réglé, selon lui, par une modification du code romain «qui prévoit le cas dont il s'agit, avec la punition qui y serait attachée». Le colonel du 2^e régiment étranger s'est même engagé à soutenir les démarches du gouvernement valaisan à ce sujet¹⁶⁴.

Au cours de l'année 1836, Thomas Bernetti a été remplacé, en tant que secrétaire d'Etat, par le cardinal Louis Lambruschini, homme intransigeant et réactionnaire. Ce dernier étant tombé malade, Théodose de Kalbermatten, décidément plein de bonne volonté durant cette période, écrit le 6 mars 1837 au Conseil d'Etat pour lui donner «l'assurance que, pendant qu'il sera colonel du régiment, le canton peut être bien tranquille sur l'avancement de ses ressortissants et que le plus ou le moins de retard que souffrira la conclusion de cette affaire ne peut avoir aucune conséquence fâcheuse»¹⁶⁵.

Les tensions entre Rome et le Valais paraissent donc s'apaiser, alors même que, dans le Vieux Pays, la fièvre monte: conservateurs et libéraux s'affrontent notamment sur la question de l'application ou non de la représentation proportionnelle des dizains à la Diète, au point qu'une grave crise y éclatera en 1839 et que les autorités politiques auront alors d'autres préoccupations que le 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège.

La nature humaine étant ce qu'elle est, quelques vagues, pour le moins, troubleront encore ce corps d'armée¹⁶⁶.

¹⁶² *Ibidem*, n° 145: Léon de Riedmatten à sa mère Catherine, née de Lavallaz, Forlì, 18 nov. 1836, orig. — Louis Dufour a aussi obtenu un congé semestriel. Le 11 juillet 1835, Pierre-Louis de Riedmatten écrit avoir rencontré Michel Dufour qui «a été surpris d'apprendre que son fils le major viendrait en semestre»; le 18 février 1836, ce dernier est en Valais et semble devoir repartir bientôt pour son régiment (*ibidem*, n° 138, cf. note 153; AEV, Courten, cart. B 20, liasse 4, ancienne cote; Eugène de Courten à son frère Victor, Sion, 18 fév. 1836, orig. non numéroté.)

¹⁶³ Suppression d'un «y».

¹⁶⁴ AEV, Diète, N° 1001, vol. 13, pp. 106-109: protocole, séance du 20 déc. 1836.

¹⁶⁵ *Ibidem*, vol. 14, pp. 46-47: protocole, séance du 16 mai 1837. — Voir aussi AEV, SE, fasc. 5/23, n° 14: le colonel de Kalbermatten au grand bailli Michel Dufour, Forlì, 6 mars 1837, orig.

¹⁶⁶ En 1843, «de graves différends» opposeront de nouveau Théodose de Kalbermatten aux capitaines du 2^e régiment étranger, au point que le gouvernement valaisan s'en émouvra. (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 3, p. 278, n° 386: le CE au cardinal Lambruschini, s. l., 13 déc. 1843, minute; *ibidem*, pp. 278-279, n° 387: le CE aux capitaines du 2^e régiment étranger au service de Sa Sainteté, s. l., 14 déc. 1843, minute.) — *Le Courrier du Valais* s'en était déjà fait l'écho en août 1843, affirmant que le colonel a notifié «dernièrement à MM. les capitaines du régiment qu'il entendait pouvoir disposer à son gré des fonds destinés au recrutement, prétendant que, comme chef responsable, la perte comme le gain doivent le regarder exclusivement; c'était se raviser un peu tard, après dix ans d'un usage contraire. Les capitaines, se voyant exposés à perdre le bénéfice du recrutement, réclamèrent auprès du gouvernement, lui déclarèrent que le colonel a perdu leur confiance par suite de nombreux actes arbitraires et qu'ils ne peuvent plus servir sous ses ordres.» (*Le Courrier du Valais*, n° 63 du 5 août 1843, pp. 251-252. Voir encore *ibidem*, n° 72 du 6 sept. 1843, p. 286.)

Durant les années qui suivent, nous n'avons guère de renseignements sur les activités de Louis Dufour. Tout au plus pouvons-nous signaler que, le 29 décembre 1842, à Forli, il préside un conseil de guerre qui doit juger un fusilier de la compagnie Loffing, soupçonné d'avoir volé la bourse d'un de ses camarades¹⁶⁷.

Le 11 juillet 1844, le Bas-Valaisan devient lieutenant-colonel. Il ne fait aucun doute qu'il possède alors plus d'expérience qu'en 1834, mais il n'est pas inintéressant de savoir que ce poste est devenu vacant grâce au fait que Théodose de Kalbermatten, nommé général, préside désormais le ministère des Armes du Saint-Siège et grâce aux promotions qui s'ensuivent, dont celle de Prosper de Ræmy élevé au grade de colonel du 2^e régiment étranger. Comment ne pas penser que l'honneur qui échoit à l'acariâtre baron valaisan est, d'une part, une façon de récompenser son intransigeance qui semble particulièrement plaire au secrétaire d'Etat, le cardinal Lambruschini, dont les idées absolutistes sont de notoriété publique ; d'autre part, une façon déguisée de tenter de ramener plus de sérénité au sein du 2^e régiment étranger au service de Sa Sainteté¹⁶⁸ ?

En octobre 1845, Louis Dufour démissionne, à l'âge de quelque 57 ans, faisant valoir ses droits à la retraite.

Le gouvernement conservateur du Valais craint alors que « l'emploi » rempli par son ressortissant échappe à l'un des siens. Aussi, le 4 septembre 1845, s'adresse-t-il au cardinal Lambruschini pour soutenir la candidature du major Elie de Kalbermatten contre celle du major obwaldien Jean-Joseph Halter : le premier peut se prévaloir de son ancienneté, alors que le second n'a été promu au grade de major que l'année précédente. Le Conseil d'Etat affirme qu'il se serait abstenu

de toute démarche [...] si, par une voie qui mérite sa confiance, il ne lui fut revenu que les mêmes officiers – qui se sont déjà coalisés contre le digne colonel [Théodose de Kalbermatten] qui les commandait encore l'année dernière – cherchaient, enhardis par un premier succès, à user des mêmes moyens pour faire enlever à un chef de mérite [Elie de Kalbermatten], auquel cette promotion appartiendrait par droit d'ancienneté, l'avancement au grade de [lieutenant]-colonel et le faire ainsi retomber sur le nouveau major [Halter], dernièrement sorti de leurs rangs.

¹⁶⁷ AEV, Quartéry, cart. 2, fasc. 4, n° 7 : copie de cinq documents – dont un en italien – datés de la seconde quinzaine de déc. 1842, 2 fol. portant notamment la signature du colonel de Kalbermatten. — Nous ignorons si le fusilier a été finalement reconnu coupable de vol et, si oui, quelle peine lui a été infligée.

¹⁶⁸ En Valais, les conservateurs, revenus au pouvoir, ne peuvent que se réjouir de l'honneur qui distingue l'un des leurs. En témoigne ce texte éloquent adressé au cardinal Lambruschini : « Le gouvernement du canton du Valais a vu avec une vive satisfaction la justice que Sa Sainteté [Grégoire XVI] a daigné rendre à un de ses concitoyens distingués, le baron général de Kalbermatten, en lui accordant un avancement et d'autres avantages signalés, après les ennuis qu'il a essuyés avec quelques-uns de ses inférieurs, et il en offre à Votre Eminence l'expression de sa profonde gratitude pour la part qu'elle y a prise.

» Sans que nous soyons encore parvenu à connaître le vrai état de la difficulté qui s'était élevée entre ce chef et quelques officiers de notre canton, les insignes faveurs dont Sa Sainteté a honoré M. le colonel de Kalbermatten sont de nature à nous convaincre qu'il a eu des griefs fondés contre eux. » (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 3, p. 346, n° 496 : le CE au cardinal Lambruschini, s. l., 18 sept. 1844, minute.) — On remarquera que, aux yeux des libéraux, le différend évoqué a opposé la quasi-totalité des capitaines du 2^e régiment étranger à leur colonel, tandis que les conservateurs font mention de « quelques officiers ». Il faut dire qu'au Conseil d'Etat siège alors Guillaume de Kalbermatten, frère de Théodose et d'Elie... (Voir tableau 9, p. 67.)

Et le Conseil d'Etat de laisser planer la menace d'«entraver indéfiniment le recrutement» au service du Saint-Siège s'il n'obtenait pas satisfaction en l'occurrence¹⁶⁹. De plus, le 13 décembre 1845, pour la même raison, le gouvernement valaisan écrit directement au pape Grégoire XVI, preuve qu'il a des raisons sérieuses de penser que la candidature d'Elie de Kalbermatten ne sera probablement pas retenue¹⁷⁰. Rien n'y fait et l'irréparable – l'éviction d'Elie de Kalbermatten, laquelle, cependant, doit réjouir de nombreux mercenaires – se produit¹⁷¹. Cette décision et le refus qu'oppose Rome à diverses sollicitations pressantes des autorités exécutives valaisannes entraînent un fort mécontentement de celles-ci¹⁷². Dans le rapport qu'elles dressent sur leur gestion des affaires en 1845, rapport rédigé dans les premiers mois de 1846 et examiné par la Diète en mai 1846, elles se montrent sévères envers le colonel de Ræmy et Rome, allant jusqu'à écrire que «le ministère» auprès duquel elles étaient intervenues «passa outre même sur les premières convenances que les gouvernements ont l'usage d'observer entre eux»: «il garda le silence» durant un temps inhabituel et «l'Etat pontifical prêterita le militaire valaisan», soit Elie de Kalbermatten¹⁷³.

Le pape Grégoire XVI meurt le 1^{er} juin 1846 et, le 16, Pie IX, que le conclave a préféré à Lambruschini, lui succède, sans que le cours des événements ne soit modifié.

Soutenu par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat prend quelques mesures de rétorsion: le 4 juillet 1846, il annonce au cardinal Gizzi que l'assemblée législative demande la ratification de «la convention conclue avec le général comte de Courten», autrement dit que la capitulation devienne désormais un accord signé entre deux Etats; de plus, il exige «que de justes et correspondantes compensations soient accordées pour les torts qui résultent de l'inexécution de cette convention»¹⁷⁴, sans quoi le recrutement en faveur du Saint-Siège sera suspendu sur l'ensemble du territoire cantonal au bout d'un délai de trois mois¹⁷⁵. Le 23 août, le cardinal daigne enfin répondre au Conseil d'Etat: dans un contexte qui exprime «plein de sentiments de bienveillance et de dévouement pour le Valais», il affirme cependant «que le gouvernement pontifical, ayant traité exclusivement avec l'agent organisateur, n'a pu contracter des obligations qu'envers lui et ne saurait

¹⁶⁹ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 4, pp. 64-65, n° 83: le CE à Lambruschini, s. l., 4 sept. 1845, minute.

¹⁷⁰ *Ibidem*, pp. 112-114, n° 135: le CE au pape Grégoire XVI, s. l., 13 déc. 1845, minute.

¹⁷¹ Le Conseil d'Etat est d'autant plus fâché qu'une place de sous-lieutenant a échappé à un Valaisan à la fin de 1844 et que, cette fois comme la précédente, le gouvernement pontifical n'a même pas daigné répondre aux lettres qu'il lui a fait parvenir pour défendre l'intérêt de ses ressortissants. (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 4, pp. 221-224, n° 78, cf. note 108.) — Ce 4 juillet 1846, le pouvoir exécutif valaisan écrit notamment: «Le Conseil d'Etat éprouva une seconde fois l'amer regret de voir le ministre de S[a] S[ainteté] ne lui répondre que par le silence et M. Halter fut nommé [lieutenant]-colonel au préjudice de M. Elie de Kalbermatten. La position de ce dernier devait d'autant plus nous garantir l'exécution de la convention que cet officier avait été nommé au grade de major par le choix spécial du gouvernement pontifical et qu'il comptait neuf ans de ce dernier grade, tandis que M. Halter en comptait à peine une année.» (*Ibidem*.)

¹⁷² «Le Conseil d'Etat a pris connaissance d'une lettre du gouvernement pontifical qui refuse de reconnaître la convention passée entre le Valais et M. le général de Courten sur la répartition des places d'officiers dans le [régimen] étranger au service du St-Père.» (AEV, CE, N° 1101, vol. 43, p. 172: protocole, séance du 21 janv. 1846.)

¹⁷³ AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 28, annexe aux protocoles, session de mai 1846, sous *littéra H: Rapport sur la gestion du Conseil d'Etat pendant l'année 1845 au Grand Conseil [...]*, un cahier de 38 p., pp. 9-11.

¹⁷⁴ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 4, pp. 221-224, n° 78, cf. note 108.

¹⁷⁵ *Ibidem*, N° 1101, vol. 43, p. 223: protocole, séance du 25 mai 1846.

être lié par des engagements pris par cet agent envers des tiers»¹⁷⁶. Cette fois, c'en est trop ! Le 9 octobre 1846, le pouvoir exécutif, s'appuyant sur la volonté exprimée par le Grand Conseil, informe le cardinal Gizzi «que le recrutement en Valais pour le service de Sa Sainteté est suspendu dès aujourd'hui»¹⁷⁷; et, le 19 novembre, le parlement l'approuve en décidant de maintenir en vigueur cette décision¹⁷⁸.

Louis Dufour, quant à lui, échappe à ces nouvelles querelles et, de plus, il ne participe pas aux événements mouvementés et multiples qui vont marquer l'histoire de l'Italie dès 1848¹⁷⁹. Entre autres, la révolution éclate à Rome, ce qui a comme conséquence le licenciement des deux régiments étrangers au service du Saint-Siège. Le pape Pie IX se réfugie à Gaète où il se trouve quand la République romaine est proclamée en février 1849. L'intervention de troupes étrangères, notamment d'un corps expéditionnaire français qui s'empare de la Ville éternelle le 3 juillet 1849, va cependant permettre au Souverain Pontife de retrouver son pouvoir temporel¹⁸⁰. En 1850, Théodose de Kalbermatten, en tant que ministre des Armes, est chargé de reconstituer les deux régiments étrangers au service du Saint-Siège et il «en confie le recrutement à son frère Guillaume, l'ancien commandant en chef des milices valaisannes dans la guerre du *Sonderbund* de 1847»¹⁸¹.

L'on peut donc affirmer que la décision de Louis Dufour de quitter le service mercenaire actif se révèle des plus opportunes, même si nous ne pensons pas qu'en 1845 il ait pressenti les prochaines tribulations de celui-ci dans les Etats pontificaux.

Peu avant de quitter le service du Saint-Siège, Louis Dufour obtient des membres de sa famille de vendre à l'encan quelques biens fonciers. Dans le *Bulletin officiel du canton du Valais* du 9 mai 1845 paraît un avis qui commence par ces mots :

Monsieur Louis Dufour, lieutenant-col[onel] au service du S[ain]t-Siège, domicilié à Monthey, faisant tant pour lui-même que pour ses frères, sœur¹⁸², neveux et nièces, exposera en vente à l'enchère, le 18 mai courant, après les vêpres, chez M. l'avocat [Adrien-Félix] Potier à Martigny, les immeubles ci-après,

à savoir, «un pré marais» sur le «territoire de Collombey et Muraz, de onze seigneurs et une fraction»; «une vigne [...] de onze fossoriers et trois quarts» et «un

¹⁷⁶ AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 29, annexe aux protocoles, session de nov. 1846, sous *littera* M: message du CE au Grand Conseil, Sion, 5 nov. 1846. Voir également AEV, CE, N° 1101, vol. 44, p. 52: protocole, séance du 9 oct. 1846.

¹⁷⁷ *Ibidem*, N° 1110/1, vol. 4, pp. 261-262, n° 107: le CE au cardinal Gizzi, s. l., 9 oct. 1846, minute.

¹⁷⁸ AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 29, annexe placée à la suite de la p. 90: protocole de la session de nov. 1846, Sion, 23 p. imprimées (voir les pp. 8-9 principalement). — En novembre 1848, la suspension du recrutement sera toujours en vigueur.

¹⁷⁹ Ce contexte politique étant clairement présenté par Eugène de Courten, nous n'avons pas jugé utile de le trop développer ici, ni pour les Etats pontificaux ni pour Naples. (Voir DE COURTEN.)

¹⁸⁰ Alors, Pie IX «nomme un gouvernement provisoire et diffère son retour jusqu'au mois d'avril 1850». (*Ibidem*, pp. 332-333.)

¹⁸¹ *Ibidem*, p. 345. — C'est nous qui soulignons. Voir aussi CARLEN III, p. 98. En septembre 1870, après le siège de Rome et la prise de la ville par l'armée italienne, les troupes étrangères au service du Saint-Siège seront licenciées et ne seront plus reconstituées.

¹⁸² Il s'agit de Pauline, Marguerite étant décédée en 1843.

verger [...] d'un seiteur et demi environ», les deux parcelles étant sises sur la commune de Monthey¹⁸³.

Nous voyons deux raisons majeures à cette mise en vente qui a vraisemblablement abouti : d'une part, Louis Dufour souhaite s'assurer une retraite paisible et confortable ; d'autre part, c'est un moyen de procurer quelque argent bienvenu à son frère Casimir qui vit alors en exil dans le canton de Vaud¹⁸⁴.

Louis Dufour, qui, durant sa carrière, a obtenu la décoration de la Fleur de Lys, le 23 juin 1814, et a reçu les titres de chevalier de la Légion d'honneur, de chevalier de Saint-Ferdinand d'Espagne et de chevalier de Saint-Grégoire de Rome¹⁸⁵, meurt le 14 juin 1863 à Monthey où il est enseveli le 16.

Le 18, dans un entrefilet qui compte un peu plus de deux lignes, la *Gazette du Valais* signale sobrement le décès de «M. le lieutenant-colonel Louis Dufour, ancien officier au service de Rome»¹⁸⁶. Le 20, c'est au tour du *Walliser Wochenblatt* d'écrire que le 14 juin est mort Herr «Oberstleutenant Ludwig Dufour, gewesener Offizier in römischen Diensten»¹⁸⁷. En moins de deux lignes ! Il est déjà fort loin le temps où le Bas-Valaisan était au centre d'enjeux qui lui assurèrent une certaine notoriété dans son canton...

Si Michel Dufour a pu influé positivement sur la carrière de son fils Louis, il n'empêche que celui-ci la doit avant tout à sa vaillance, à son sérieux, à ses compétences et à sa persévérance. Il aurait pu connaître un destin plus brillant encore s'il avait fait preuve d'une ambition démesurée et si, à cause d'elle, il avait passé sur le mauvais état d'esprit qui régnait dans le 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège. Cette dernière constatation ne peut que nous le rendre plus attachant.

Un dernier mot encore. L'ambiance délétère, les jalousies et les rancunes qui ont empoisonné les relations entre divers mercenaires du 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège, de même que les problèmes ayant eu lieu dans le 2^e régiment suisse de ligne au service de France, nous permettent de faire le constat suivant : si l'image idyllique que, jadis surtout, l'on a souvent présenté des mercenaires suisses peut être justifiée à certains égards, il n'en demeure pas moins qu'une société d'hommes, quelle qu'elle soit, n'est jamais exempte des travers qui caractérisent la nature humaine. Nous aurons encore l'occasion de montrer cette réalité en évoquant la période napolitaine de la carrière du frère puîné de Louis, soit Pierre-Marie Dufour qui est au centre de la subdivision qui suit.

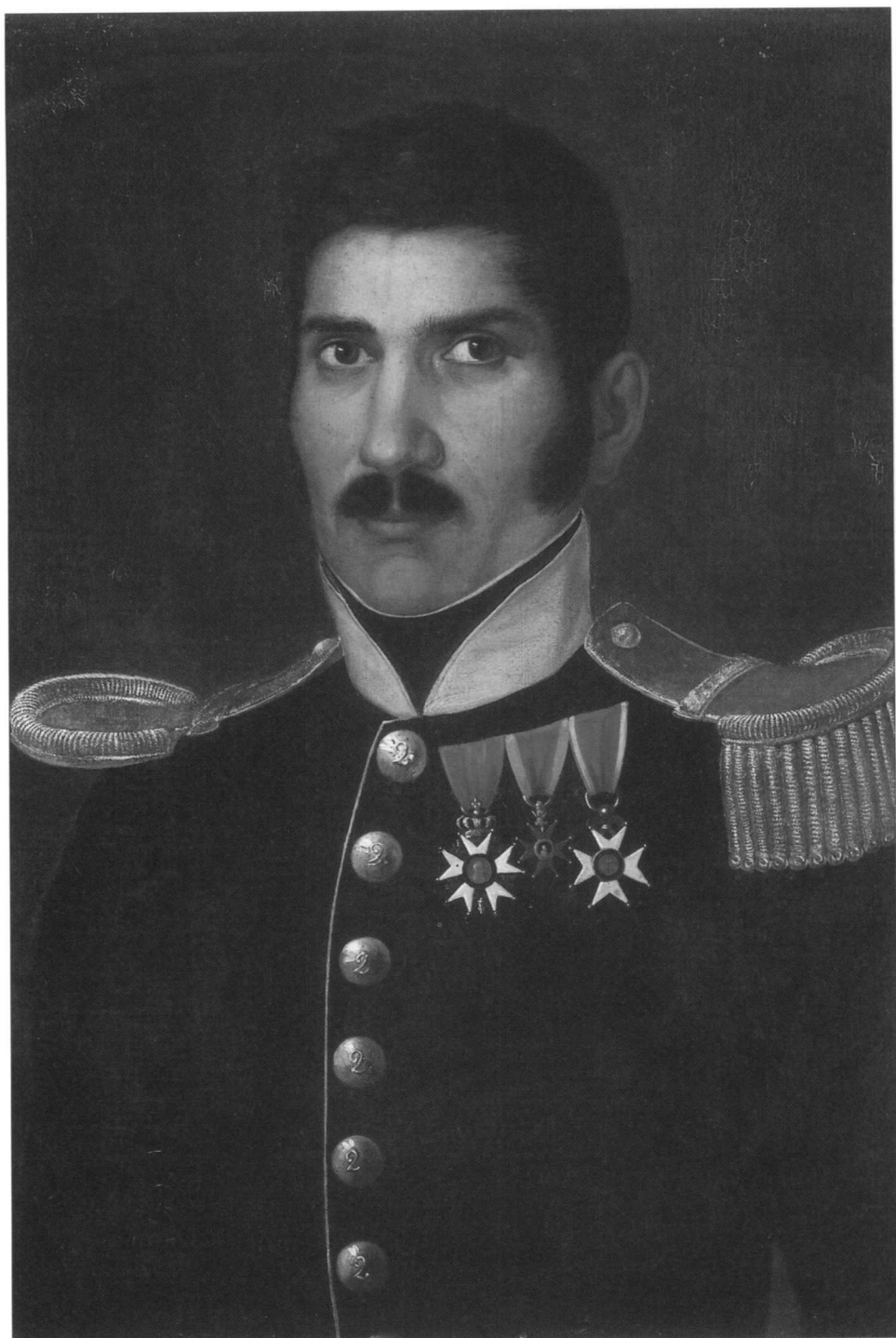
¹⁸³ *Bulletin officiel*, n° 19 du 9 mai 1845, pp. 4-5 : avis du châtelain de la commune de Monthey, Hyacinthe Darbellay, Monthey, 4 mai 1845. — En principe, dans le Valais de l'époque, un fossorial vaut quelque deux ares et demi, mais sa valeur peut varier selon les régions de 202 à 372 m². Ajoutons, sans grande certitude, qu'il faut, semble-t-il, trois seiteurs et deux-septièmes pour faire un hectare.

¹⁸⁴ Voir ci-dessous, pp. 72-73 et pp. 114-115.

¹⁸⁵ SCHALBETTER, p. 357, notice *Dufour, Louis*. — Sans omettre la médaille de Ste-Hélène (voir p. 96, note 390).

¹⁸⁶ *Gazette du Valais*, n° 49 du 18 juin 1863, p. 2.

¹⁸⁷ *Walliser Wochenblatt*, n° 25 du 20 juin 1863, p. 1.



Louis Dufour (1788-1863)

Propriété privée. – Photo: Heinz Preisig.

| | |
|---|-------------------------------|
| a) Service d'Espagne , régiment de Courten, puis de Preux | |
| – cadet | 10 août 1805 |
| – second sous-lieutenant | 1 ^{er} janvier 1806 |
| b) Service de la junte espagnole , bataillon étranger | |
| – second sous-lieutenant | 7 octobre 1809 |
| c) Armée française , 11 ^e régiment d'infanterie | |
| – 1 ^{er} sous-lieutenant | 12 avril 1813 |
| – lieutenant en second | 15 décembre 1813 |
| – admis à la demi-solde de non-activité | été (?) 1814 |
| d) Service de France , 2 ^e régiment suisse de ligne | |
| – 1 ^{er} lieutenant dans la 3 ^e compagnie du 2 ^e bataillon | 22 juillet 1816 |
| – capitaine adjudant-major, <i>idem</i> | 24 juillet 1825 |
| – licencié | après juillet 1830 |
| e) Milice valaisanne | |
| – major commandant le bataillon de la landwehr de St-Maurice et Monthey; date de sa nomination | 16 décembre 1830 |
| f) Service du Saint-Siège , 2 ^e régiment étranger | |
| – capitaine adjudant-major | mai (?) 1832 ¹⁸⁸ |
| – major | 6 mai 1832 ¹⁸⁹ |
| – lieutenant-colonel | 11 juillet 1844 |
| – retraite | 7 octobre 1845 ¹⁹⁰ |

Tableau 7. – Etats de service de Louis Dufour.

2. Pierre-Marie Dufour (1790-1862)

C'est à Vionnaz, le 11 mai 1790, que Marie-Marguerite Dufour met au monde son deuxième fils, Pierre-Marie¹⁹¹.

Où et quand l'instruction de celui-ci a-t-elle commencé hors de sa famille? Nous l'ignorons, mais il est vraisemblable que ce soit dans son village natal auprès du régent, voire auprès du curé Guérin¹⁹²; ensuite à Monthey où sa famille

¹⁸⁸ Il est proposé à ce grade le 18 mai 1832; sa mise en activité est fixée au 23 mai et son brevet envoyé le 18 juin, sans que nous connaissions la date portée par ce dernier. (AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 7.)

¹⁸⁹ Il est proposé à ce grade le 2 juillet 1832; sa mise en activité est fixée au 1^{er} août et son brevet de major, daté du 6 mai, est expédié le 25 juillet. — Rappelons qu'il remplit aussi les fonctions de trésorier jusqu'à la fin du mois de juin 1832.

¹⁹⁰ Etat établi à partir de documents divers, parmi lesquels AEV, Stockalper, cart. 1, n° 2, 1^{ère} partie, recto du fol. 12, et AEV, CE, N° 1101, vol. 46, annexes, pp. XLI et XLII, cf. note 91.

¹⁹¹ Voir, par exemple, AEV, Stockalper, cart. 1, n° 2, 2^e partie, recto du fol. 14.

¹⁹² Un fonds permet à Vionnaz de bénéficier d'un prêtre-régent (cf. VEUTHEY), mais il ne semble pas que vers 1798-1800 le poste soit occupé.

s'est installée et où il a pu bénéficier de l'enseignement du recteur Joseph-Hubert Grevat et de son successeur Alexis-Innocent Chapelet.

Dès lors, les hypothèses laissent place aux certitudes. En effet, nous savons que Pierre-Marie Dufour est un des élèves du nouveau collège de Saint-Maurice qui, officiellement, ouvre ses portes en novembre 1806¹⁹³. A la fin de l'année scolaire 1806-1807, l'adolescent termine brillamment en tête de la classe de première rhétorique ; il se distingue dans l'art de parler, en chant et en instruction religieuse, branches où il est premier, se contentant de la deuxième place en style épistolaire, y obtenant un premier accessit¹⁹⁴. Il n'est donc pas étonnant qu'en 1811 l'administration française écrira de lui qu'il s'est « distingué dans ses classes » et qu'il a « un jugement sûr » ; à quoi elle ajoutera encore qu'il est « vif et aimable »¹⁹⁵.

C'est probablement pour que Pierre-Marie puisse parfaire sa formation intellectuelle que, plutôt que celui-ci, Michel Dufour cherche, dès le mois de novembre 1806, à placer son troisième fils, Adrien, comme sous-lieutenant dans le bataillon valaisan au service de France qui est alors en formation. Mais les mois s'écoulent sans que rien de concret ne se produise.

Vraisemblablement échaudé par cette attente qui s'éternise, Michel Dufour décide bientôt de s'occuper sans tarder de l'avenir militaire de Pierre-Marie, et il saisit la première occasion qui se présente : à la mi-septembre 1807, le Conseil d'Etat, au sein duquel siège le politicien montheyan, apprend que l'empereur Napoléon I^{er} devrait gagner l'Italie en passant par le Valais et il s'empresse d'ordonner la mise sur pied d'une troupe d'honneur formée de miliciens ; le 29 septembre, il nomme Pierre-Marie Dufour 2^e sous-lieutenant dans le contingent du dizain de Monthey, place devenue vacante par la mort d'Adrien Guerraty. La satisfaction du jeune Bas-Valaisan et de son père sera mitigée : Napoléon ne viendra pas, Pierre-Marie ne pourra se faire remarquer par l'Empereur et la troupe d'honneur sera dissoute ; mais, au moins, il est intégré désormais dans la milice¹⁹⁶.

Cette fois cependant, il semble bien que le temps des études soit sur le point de s'achever pour Pierre-Marie. Le palmarès du 28 août 1808 du collège de Saint-Maurice indique en effet que l'adolescent n'a pas terminé son année de philosophie, ce qui ne l'a pas empêché de passer des examens, en logique d'une part, en éthique et en mathématiques d'autre part, et de les réussir brillamment avec la mention *cum laude*¹⁹⁷.

Adrien, quant à lui, continue d'attendre, puisque son brevet de sous-lieutenant, pour des raisons peu claires, ne sort toujours pas. Mû par une impatience légitime, Michel Dufour cherche alors une issue à cette impasse et il finit par réussir à obtenir qu'Adrien entre dans le régiment de Preux au service d'Espagne¹⁹⁸. Le 24 mars 1808, le grand bailli Léopold de Sépibus avertit de ce fait nouveau Derville-Malécharde, le résident de France en Valais, et sollicite la faveur que Pierre-Marie puisse remplacer son frère dans le bataillon valaisan. Cependant, par décret du 12 avril 1808, Napoléon I^{er} nomme Adrien sous-lieutenant dans ce corps dont le Conseil d'administration va recevoir le brevet, daté du 6 avril.

¹⁹³ LONFAT, p. 10. — Pierre-Marie a-t-il fréquenté l'ancien collège de St-Maurice ? C'est possible, mais nous n'en avons pas trouvé la preuve.

¹⁹⁴ *Nomina litteratorum*, 23 août 1807.

¹⁹⁵ *Personnages du Valais*, p. 264, notice *Pierre-Marie Dufour*.

¹⁹⁶ PUTALLAZ III, p. 457.

¹⁹⁷ *Nomina litteratorum*, 28 août 1808.

¹⁹⁸ Sur Adrien Dufour, en 1806-1808, voir ci-dessous, pp. 102-105.

Voilà Michel Dufour et ses collègues du Conseil d'Etat embarrassés. Le 6 juin 1808, de Sépibus adresse une lettre à Derville-Malécharde : il y affirme notamment qu'Adrien s'«est déjà rendu à son régiment» et qu'il a engagé «des frais considérables de voyage et d'équipement» ; aussi sollicite-t-il la faveur que Pierre-Marie soit autorisé à le remplacer¹⁹⁹.

Après ces péripéties et grâce à la compréhension du gouvernement français, Adrien peut rester dans le régiment de Preux et, par un brevet daté du 27 juillet 1808, Pierre-Marie devient sous-lieutenant dans les grenadiers du bataillon valaisan²⁰⁰.

Alors qu'il doit rejoindre ce corps qui a quitté Gênes pour gagner, *via* Perpignan, la Catalogne, Pierre-Marie Dufour est souffrant. Le 29 septembre 1808, de Sépibus écrit à Derville-Malécharde que le «père» du jeune homme «a promis d'accélérer ses préparatifs de départ autant qu'il lui serait possible, quoique M. son fils ne jouisse [pas] en ce moment d'une bien bonne santé»²⁰¹. On peut donc admettre que le jeune Valaisan n'a intégré le bataillon valaisan que durant l'automne 1808, en tout cas pas avant le mois d'octobre²⁰².

De 1808 à 1811, ce dernier participe aux campagnes de Catalogne dans le 11^e régiment d'infanterie légère du 7^e corps d'armée dirigé par le général Gouvion Saint-Cyr, puis par le général Augereau. Le 14 août 1808, au «camp de Gérone», le commandant Charles de Bons adresse une lettre au grand bailli de Sépibus : dans un style difficileux, il donne un aperçu intéressant, mais évidemment partiel du début des opérations dans lesquelles le bataillon valaisan – que Pierre-Marie Dufour n'a pas encore rejoint – a été impliqué. Ce bataillon, y affirme-t-il, «a été mis [...] sur le pied de guerre qui, depuis un mois, se borne pour nous en des marches, contre-marches forcées et à travers de[s] fusillades très soutenues depuis les bois et rocs escarpés qui servent de retraite» aux Catalans, lesquels

ne veulent rien entendre au changement de leur dynastie royale²⁰³ ; le gros de ce parti se jette dans les places et forts de Rosas et Gérone ; le reste est attroupé sur les bords des grandes routes pour inquiéter, froisser tout corps voyageant isolément ; aucun individu ne peut échapper à leur férocité : de fort loin et très bien, ils font usage de carabines. Le bataillon, jusqu'à présent, de leur façon, a eu cinq hommes tués, quinze blessés et tout autant de prisonniers qui, fâcheusement, ne pouvant suivre la marche des colonnes, sont demeurés au pouvoir de ces rénitents et seront devenus infailliblement victimes de leur rage. On [n'] en a eu aucune nouvelle.

Charles de Bons précise ensuite que l'effectif des soldats du bataillon est «réduit de moitié» en raison «des chaleurs, des fatigues, des maux de la campagne qui les mettent, par des fièvres, hors d'état de service» ; qu'il ne reste que

¹⁹⁹ PUTALLAZ III, pp. 459-460. Source citée : AEV, M, vol. 45, pp. 84-85 : le grand bailli à Derville-Malécharde, Sion, 6 juin 1808, minute.

²⁰⁰ AEV, Stockalper, cart. 1, n° 2, 2^e partie, recto du fol. 14.

²⁰¹ AEV, M, vol. 45, p. 161 : le grand bailli à Derville-Malécharde, Sion, 29 sept. 1808, minute.

²⁰² Quoique nous ayons naguère écrit : «Ce n'est en tout cas pas avant la fin du mois de décembre 1808 que le jeune Valaisan [...] rejoindra le bataillon valaisan» (PUTALLAZ III, p. 460), nous pensons aujourd'hui qu'il a probablement pu s'y rendre dès la fin octobre ou en novembre 1808.

²⁰³ A la suite d'une émeute populaire qui éclate dans la ville d'Aranjuez, le roi Charles IV abandonne le pouvoir, le 19 mars 1808, à son fils Ferdinand, mais Napoléon I^{er} refuse de reconnaître ce changement à la tête de l'Espagne. Lors des conférences de Bayonne en mai 1808, il contraint l'un et l'autre à l'abdication. Et c'est Joseph Bonaparte, frère de l'Empereur, qui devient roi d'Espagne.

six officiers encore opérationnels²⁰⁴, dont trois «sont exposés nuit et jour au feu des assiégés occupant depuis huit jours les postes les plus avancés de la place» de Gérone; que le siège de celle-ci n'a réellement commencé que le 13 août. Il ajoute, désabusé: «[...] Mais je crains bien que, faute de munitions et de troupes suffisantes, on [ne] parvienne de sitôt à la réduire. Elle aurait déjà consenti à capituler si le commandant en chef des forts qui la dominent ne l'avait menacée de la bombarder si elle entraînait dans de telles dispositions.»²⁰⁵

Le 16 août, le siège de Gérone doit être levé.

[...] Il est sûr, [écrit Charles de Bons à son beau-frère Pierre-Hyacinthe de Riedmatten le 16 novembre 1808,] que cette matinée du 16 août, que [= où] nous fîmes notre retraite de devant Gérone, fut des plus alarmantes, des plus périlleuses à toutes les autres journées et actions où nous nous étions trouvés engagés, enveloppés de toutes parts et par des forces supérieures. Le plus grand nombre ne dut son salut qu'à la fuite. Blessé²⁰⁶, hors de portée de me faire entendre, il fallut que je cède à l'exemple. Le général-chef [Gouvion Saint-Cyr] eût désiré que cent trente-quatre hommes que je commandais eussent pu tenir plus longtemps devant le principal fort le plus voisin de la place, mais, lorsque je lui ai eu déduit toutes les circonstances qui s'y opposèrent, il me dit, avec quelque bonté: «Nous serons, mon cher Monsieur, plus heureux quand nous serons plus en force», et c'est ce qu'il advient aujourd'hui par la venue de deux à trois cent mille hommes qui, journellement, entrent sur le territoire d'Espagne, soit par Pampelune, soit par Bellegarde, que l'Empereur suit de près. Le vice-connétable, le prince [Alexandre] Berthier, est déjà à Bayonne, et l'on ne doute en aucune manière que, avant le 1^{er} de l'an prochain, le roi Joseph ne soit couronné à Madrid et toute l'Espagne rangée à l'ordre.

Tandis que ces événements se produisent, Pierre-Marie Dufour est toujours en Valais...

Après être revenus en France, des dizaines de Valaisans retournent bientôt au feu sous la conduite de l'adjudant-major Pierre-Joseph Blanc²⁰⁷. Nous avons de bonnes raisons de penser que, cette fois, Pierre-Marie est l'un d'eux. Et c'est donc dans des conditions difficiles et périlleuses que sa carrière de mercenaire commence réellement.

²⁰⁴ Le nombre d'officiers est habituellement plus important, preuve en est que Charles de Bons précise que deux n'ont pas encore été remplacés, que deux autres sont malades, que deux encore se trouvent, respectivement, à Perpignan et à Figueras et que le dernier est en Valais ou sur le point d'y arriver.

²⁰⁵ AÉV, SE, fasc. 15/5/1, n° 18: Charles de Bons au grand bailli de Sépibus, Gérone, 14 août 1808, orig.

²⁰⁶ Sa blessure n'est «ni profonde ni dangereuse», la balle l'ayant «atteint obliquement». «Si le coup eut été plus direct, [écrit de Bons,] il m'eût fracassé l'anus et aurait pénétré bien avant dans les intestins.» De plus, sans être liée à cette blessure, «une rupture se déclara chez moi, c'est [ce] qui m'a astreint à porter un bandage et me condamne, suivant les avis très recommandés de notre chirurgien-major [Antoine Kämpfen], à ne plus me livrer à aucun exercice violent, soit à pied, soit à cheval; sans les circonstances présentes, j'eus insisté à obtenir ma retraite [...], mais mon bon protecteur, M. le général de division Lacombe-St-Michel m'en a détourné en m'assurant qu'il s'y emploierait de tous ses moyens dans le temps et que cela ne saurait être long.» (AÉV, Preux, P 253.)

²⁰⁷ KÄMPFEN, p. 89, précise «que le chef de bataillon de Bons, ayant demandé la retraite, ne voulait plus s'exposer à une nouvelle chance de la guerre». — Pour suivre de façon un peu plus détaillée le cheminement du bataillon valaisan durant l'année 1808, voir *ibidem*, pp. 87-90.

Dans sa lettre du 16 novembre 1808, Charles de Bons écrit encore :

[...] Deux de nos compagnies y sont rentrées depuis le 4 du courant pour y faire le siège de la place et [du] fort de Rosas cernés par 25 000 hommes de nos troupes. Je n'ai pu y envoyer que 170 hommes susceptibles de combattre, commandés par six officiers dans les personnes de MM. Dallèves, Blanc, Gay, Werra, Fumeaux et Tabin²⁰⁸. Et, conformément à mes instructions, reçues du chef de l'Etat-major de l'armée, je suis demeuré ici [à Prats-de-Mollo en Roussillon] avec l'autre moitié de mes officiers, pour électriser, donner du ton à nos convalescents, nos malades qui ne rentrent que lentement des hôpitaux externes où ils sont encore au nombre de cent soixante, indépendamment d'une soixantaine d'hommes qui ont été tués ou [sont] morts par suite de blessures ou de fièvres.²⁰⁹

Rosas capitule le 4 décembre 1808. Les troupes victorieuses y restent quelque temps en garnison avant de participer au siège de Gérone – défendue par le général Alvarez de Castro – durant lequel le bataillon valaisan se trouve sous les ordres du général Amey.

Le 4 juin 1809, la place est « totalement investie », mais elle se défend farouchement. Henri de Schaller affirme que « la population » est prête à mourir « sous les ruines plutôt que de se rendre » et que les femmes elles-mêmes se sont organisées « en compagnie de Sainte-Barbe pour porter des vivres et des munitions aux combattants et des secours aux blessés ». Parmi divers épisodes du siège, il évoque celui-ci :

Le 29 [juin], la brigade Amey attaqua avec une telle audace les redoutes qui défendaient les approches du Mont-Juich que les Espagnols les abandonnèrent avant même l'ouverture de la brèche. Le bataillon valaisan était entré au pas de charge dans la redoute Saint-Louis, la plus forte des trois.

Ce n'est cependant que le 10 décembre 1809 que Gérone finit par se rendre, après quelque six mois d'une défense héroïque²¹⁰.

Le bataillon valaisan va y demeurer en garnison, faisant de fréquentes expéditions contre ceux que l'on appelle avec mépris « les miquelets »²¹¹, se battant notamment du côté de Figueras²¹², avant de s'installer à La Junquera – ou La Jonquière – « jusqu'à la fin de février 1811 »²¹³, époque où il reçoit l'ordre de regagner son dépôt de Prats-de-Mollo.

Faute de documents, nous ne pouvons suivre Pierre-Marie Dufour pas à pas durant la période qui s'étend de 1808 à 1811.

Nous nous demanderons d'abord si son état valétudinaire, évoqué par Léopold de Sépibus le 29 septembre 1808, est une réalité ou un prétexte. En effet, nous pouvons imaginer que Michel Dufour et son épouse, informés des dangers

²⁰⁸ Il s'agit vraisemblablement des officiers suivants : Joseph-Ignace Dallèves, Pierre-Joseph Blanc, Joseph-Louis Gay, Meinrad de Werra, Pierre-Joseph Fumeaux et Ignace Tabin.

²⁰⁹ AEV, Preux, P 253.

²¹⁰ SCHALLER II, pp. 104-106. Voir aussi CLEMENSO, pp. 30-31 et TRANIÉ, pp. 120-124.

²¹¹ Le terme « miquelet » désigne un bandit espagnol et, par une extension peu amène, tout Espagnol se battant contre les troupes de l'empereur Napoléon I^{er}.

²¹² Le siège de Figueras, commencé le 1^{er} avril 1811, se terminera le 16 août, jour où cette place tombera aux mains des troupes napoléoniennes commandées par le maréchal Etienne Macdonald. (TRANIÉ, p. 249.)

qu'affronte alors le bataillon valaisan, n'aient guère eu envie d'y envoyer leur fils et aient cherché à différer son départ en évoquant sa mauvaise santé. Dans ce cas, leur position aurait été assez rapidement inconfortable et, par crainte de déplaire à Derville-Malécharde et de nuire à la carrière de Pierre-Marie, ils auraient fini par se résoudre à le laisser partir. Cependant, si rien ne s'oppose à cette hypothèse, aucun indice ne nous permet de la confirmer. Nous pensons plutôt que Pierre-Marie a réellement été malade; qu'il a été partagé entre le soulagement de n'avoir pas encore rejoint un bataillon qui connaît tant de vicissitudes et la crainte de passer pour un pleutre; et que, dès qu'il a été remis, il a rejoint son corps; ce d'autant plus qu'il n'est pas dans les habitudes de Michel Dufour de fuir ses responsabilités et que son exemple n'a pu qu'influer positivement sur son fils.

Nous dirons ensuite que les futurs états de service de Pierre-Marie Dufour confirmeront qu'il a participé aux campagnes de Catalogne dès 1808 et que, à la lumière de ce que nous avons écrit, il est donc légitime d'admettre qu'il a été présent au siège de Rosas.

Enfin, divers renseignements précis, concernant le jeune Valaisan durant cette période, sont parvenus jusqu'à nous: en 1810, Pierre-Marie est promu lieutenant, son brevet étant daté du 11 mai; il se distingue notamment au siège de Figueras, de même qu'à La Junquera, le 23 juillet de la même année, dans les circonstances que voici:

[...] Une forte colonne ennemie ayant tenté à la faveur de la nuit d'enlever les batteries qui défendaient la position occupée par les débris du bataillon valaisan réduit à 200 hommes environ, cet officier qui s'y était porté dès le commencement de l'action en prit le commandement et soutint, avec trente hommes, tout le choc de l'ennemi jusqu'à l'arrivée du bataillon; alors, suivi de douze volontaires et d'un tambour, il parvint, au milieu d'une grêle de balles, à gravir un mamelon important dont un détachement espagnol, fort de plus de cent cinquante hommes, s'était emparé et [il] réussit à le reprendre à la baïonnette. Cette conduite lui mérita de la part des généraux les éloges les plus flatteurs et il fut cité honorablement dans un ordre du jour du 7^e corps d'armée d'Espagne commandé par S[on] E[xcellence] Monseigneur le duc de Tarente [Etienne Macdonald].²¹⁴

Le 18 octobre 1810, lors d'un nouvel affrontement à La Junquera, Pierre-Marie Dufour est blessé d'un coup de baïonnette «à l'épaule [droite], dans un corps à corps terrible»²¹⁵.

Un point encore: des plaintes étant parvenues au Conseil d'Etat à l'encontre de l'adjudant-major Pierre-Joseph Blanc qui «avait fait donner des coups de bâton» à certains de ses subordonnés «et s'était [donc] permis des actes de violence arbitraires» et «intolérables» envers eux, le gouvernement demande au résident de France Derville-Malécharde quelques éclaircissements sur cette manière de sévir. Celui-ci, après enquête, répond le 10 août 1809, en affirmant en substance que,

en 1807, on a envoyé au corps les plus mauvais sujets du pays et, même, un assez grand nombre d'étrangers contre la loi et la capitulation; que

²¹³ D'AMBERT, p. 11. — Le 9 décembre, le général Alvarez de Castro, gravement malade, est remplacé par le général Bolivar, sous le commandement duquel la ville de Gérone se rend. C'est Augereau qui reçoit la capitulation officielle, le 11 décembre 1809.

²¹⁴ Cité in PAUL DE RIVAZ I, p. 329 (témoignage de plusieurs officiers).

²¹⁵ *Ibidem*, p. 326.

ces hommes ont été très indisciplinés ; que plusieurs ont mérité la peine capitale et que, si la connaissance des délits n'eût été réservée au corps, un plus grand nombre qu'on ne pense eût [été] passé par les armes ou [eût] subi les galères perpétuelles et que, du consentement des chefs du Conseil d'administration, M. Blanc a substitué un moyen intermédiaire qui a sauvé la vie à un grand nombre d'individus et a ramené la meilleure discipline.

Derville-Maléchar d joint à sa lettre «un certificat» favorable à l'adjudant-major, signé par plusieurs officiers et sous-officiers, dont Pierre-Marie Dufour. Selon eux, «ces coups de bâton», autorisés par le «chef du Conseil d'administration» ainsi que par «des généraux ayant l'inspection», ont sanctionné «des soldats reconnus mauvais sujets qui auraient mérité la mort ou la galère», tout en leur évitant «cette infamie» ; ils ont également eu un effet dissuasif, puisque, dès lors, plus «aucune désertion n'a eu lieu». Aussi les signataires louent-ils les «procédés de M. Blanc» et affirment-ils «que la manière dont il gouverne le détachement lui a mérité la bienveillance des généraux».

Le 21 août 1809, le Conseil d'Etat – dont Michel Dufour ne fait plus partie depuis la fin du mois de mai – affirme n'être guère convaincu par les justifications fournies par Derville-Maléchar d ; il s'étonne que des coups de bâton puissent être donnés sans un jugement en bonne et due forme ; il dit ne pas être surpris que les rapports qui lui sont parvenus attribuent «en partie la désertion à cette cause»²¹⁶ et demande que «cet usage cesse à l'avenir», sans quoi il se permettra «de solliciter les ordres de l'Empereur» à ce sujet²¹⁷.

Ce qui nous intéresse surtout, en cette circonstance, c'est de constater que Pierre-Marie Dufour n'hésite pas à soutenir les méthodes cavalières d'un officier, même si elles sont regardées d'un bon œil par la hiérarchie militaire. Le Valaisan est, nous aurons encore l'occasion de le constater, un homme plutôt intransigeant sur les principes auxquels il adhère, et il ne fait aucun doute que, pour lui, les manquements à la discipline, qui nuisent à la bonne réputation et à l'efficacité d'un corps d'armée, justifient des châtiments qui peuvent paraître «intolérables» à certains. Il n'est pas impossible de considérer qu'il a également soutenu l'adjudant-major Blanc par amitié ou en raison de l'estime qu'il lui porte, mais nous avons la prétention de le connaître suffisamment pour affirmer que ces sentiments seuls ne sauraient justifier sa prise de position.

Le Valais ayant été annexé à la France en novembre 1810, c'est en qualité de citoyen français que Pierre-Marie Dufour sert désormais Napoléon I^{er} : après être resté cantonné à La Junquera jusqu'à fin février 1811, après avoir ensuite rejoint son dépôt à Prats-de-Mollo, le bataillon valaisan, dans lequel se trouve aussi Adrien Dufour, est incorporé, en septembre 1811, dans le 3^e bataillon du 11^e régiment d'infanterie légère. Une lettre, que Pierre-Louis Du Fay adresse à sa sœur Patience le 2 septembre 1811, nous apprend que Pierre-Marie est «depuis peu» en Valais où «il vient en recrutement» et que «sa santé est bien délabrée»²¹⁸.

Le 11^e régiment dispose effectivement de trois bureaux de recrutement – un dans chaque chef-lieu d'arrondissement du département du Simphon – sous la res-

²¹⁶ Même si les signataires du «certificat» prétendent que plus aucune désertion n'a eu lieu grâce aux méthodes musclées de l'adjudant-major Blanc, leur affirmation nous paraît effectivement contestable.

²¹⁷ AEV, M, vol. 23, pp. 185-187 : protocole du CE, séance du 21 août 1809.

²¹⁸ AEV, Joris, P 92, n° 2 : Pierre-Louis Du Fay à sa sœur Patience Joris, Monthey, 2 sept. 1811, orig. — Du Fay ajoute que leur neveu «a laissé presque tous les officiers de son corps malades».

ponsabilité du baron Hénin de Cuvilliers. C'est ainsi que Pierre-Marie Dufour va diriger celui de Saint-Maurice jusque dans le courant de l'année 1812 en tout cas²¹⁹, voire peut-être jusqu'au début de 1813²²⁰.

Le 1^{er} mars 1813, le Valaisan devient capitaine dans une compagnie de voltigeurs du 11^e régiment d'infanterie légère. En 1813 et en 1814, il participe aux campagnes de Prusse et il se trouve notamment à Magdebourg où la garnison française, sous les ordres du général Le Marois, est bloquée par les Russes et les Prussiens qui cherchent à empêcher tout ravitaillement de la ville, ce qui oblige les Français à tenter diverses sorties. Lors de celles-ci, Pierre-Marie Dufour se distingue « par une conduite brillante » : il y montre « de la bravoure, du sang-froid et une rare intrépidité »²²¹. Louis Robatel, dans ses mémoires, relate l'une d'entre elles :

[...] Les rations devenaient de jour en jour plus exigües, au point que les généraux résolurent de tenter une nouvelle sortie pour tomber sur nos assaillants et leur prendre des vivres qu'ils avaient en abondance. Mais, loin d'avoir pour résultat un ravitaillement, on eut à déplorer la perte de plusieurs camarades. Cette sortie eut lieu le 5 janvier 1814 [...]. Cela [le fait d'être blessé] ne m'empêcha pas de remarquer l'ordre admirable de la retraite de la compagnie de voltigeurs commandée par M. Pierre-Marie Dufour, plus particulièrement serrée de près par la cavalerie prussienne sur laquelle il ne cessait de faire feu, lui faisant alternativement face par l'une ou l'autre de ses sections, ne marchant qu'au pas ordinaire. Mais, arrivés les uns et les autres à la portée des canons de gros calibre placés sur les forts remparts qui commençaient déjà à tonner sur l'ennemi, celui-ci jugea à propos de se retirer à son tour.²²²

En avril 1814, l'abdication de Napoléon I^{er} entraîne la reddition de Magdebourg. Le 4 août 1814, Pierre-Marie Dufour doit quitter le 11^e régiment et il est « admis à la solde de non-activité »²²³, soit une demi-solde qui lui est octroyée dès le 1^{er} septembre 1814 et qui se monte à 882 francs²²⁴.

Revenu dans sa patrie, Pierre-Marie, en compagnie de son frère Louis, va s'y faire remarquer d'une façon spectaculaire, ce dont leur père se serait bien passé. L'épisode est rapporté par Anne-Joseph de Rivaz dans ses *Mémoires* et nous pensons qu'il vaut la peine de retranscrire presque *in extenso* son témoignage qui est certes long, mais aussi... édifiant.

[...] Au commencement du carême [1815], [écrit le chanoine.] Monseigneur [Joseph-Xavier de Preux], voyant que, depuis le temps que la Révolution française se fut propagée dans nos contrées, le philosophisme osait s'y montrer à front découvert et que, en beaucoup de paroisses de la plaine, les mauvais catholiques justement soupçonnés d'irréligion, se voyant soutenus par les agents du gouvernement français et croyant pouvoir braver impunément l'autorité ecclésiastique, ne

²¹⁹ BIOLLAY II, p. 75, note 155.

²²⁰ *Annuaire du Simplon*, pp. 60-61.

²²¹ AEV, SE, vol. 37, p. 279.

²²² ROBATEL, pp. 126-127.

²²³ AEV, SE, vol. 37, p. 278.

²²⁴ *Ibidem*, fasc. 17/13, n° 26 : note relative à Pierre-Marie Dufour, s. l. n. d., non signée.

se gênaient pas de donner au public le scandale de ne point s'acquitter du devoir pascal, il jugea utile et nécessaire de se prévaloir de ce retour universel de la France à un meilleur ordre de choses pour arrêter et prévenir cette scandaleuse désertion de la foi et du culte de nos pères et, en sa qualité de premier pasteur, mû de sa propre sollicitude pour ses ouailles et talonné par les instances de ses plus notables coopérateurs, il autorisa par un mandement exprès les curés du diocèse de prévenir ses [*sic*] paroissiens que ceux qui, depuis plusieurs années, au mépris des censures ecclésiastiques, ne faisaient point leurs pâques seraient par son ordre et de son autorité dénoncés publiquement à l'église comme mauvais catholiques et que, si cette première mesure restait insuffisante à leur donner une salutaire confusion de leur coupable négligence et à faire cesser le scandale qu'ils donnaient au reste des fidèles et qui ne manquerait pas de devenir contagieux s'il restait impuni, il en viendrait enfin à la pleine exécution du canon du IV^e concile de Latran [1215] qui les prive de l'entrée de l'église pendant leur vie et, à leur mort, de la sépulture chrétienne²²⁵. Tous les fervents catholiques ainsi que la plupart des prêtres applaudirent à cette mesure, mais elle fut improuvée par beaucoup de «Messieurs» qui disaient que cette discipline pouvait avoir été bonne pour le temps où ce concile la décréta, mais qu'elle ne convenait point au siècle que nous vivions et que sa pratique ne ferait que des hypocrites et susciterait nombre d'ennemis aux curés. [...].

Quoi qu'il en soit de la solidité des motifs de cette ordonnance épiscopale, les curés de Monthey [Pierre Gard], de Martigny [Laurent-Joseph Murith], de Sion [Aloys Amherd] et de Loèche [Hildebrand Lorétan], etc., sans respect humain pour quelques «Messieurs» qui se flattaient peut-être qu'on ne se permettrait jamais d'en venir avec eux à cette extrémité, les dénoncèrent courageusement. Celui qui eut le plus à souffrir de ce courage fut le curé de Monthey qui, ayant dénoncé deux jeunes gens [Louis et Pierre-Marie Dufour], fils d'un des premiers magistrats du pays et nourris dès leur première adolescence dans la licence antimorale et antichrétienne des camps napoléonistes, eurent l'insolente audace de lui résister en face et de s'insurger contre lui en pleine église et *intra missarum solemnitas*²²⁶, comme, au sortir de chanter l'évangile, il était monté en chaire pour en faire au peuple la lecture en langue vulgaire et lui en faire l'explication, ce qui scandalisa toute la paroisse et ce qui, étant parvenu aux oreilles de l'évêque, l'indigna comme de raison et lui fit sentir la nécessité de ne point laisser impunie une aussi grave insulte faite au propre curé en pleine église et au beau milieu des plus sacrées fonctions du ministère pastoral, constitué d'ailleurs en dignités ecclésiastiques puisqu'il est surveillant et chanoine titulaire de la cathédrale.

²²⁵ «Tout fidèle de l'un ou l'autre sexe parvenu à l'âge de discrétion doit lui-même confesser loyalement tous ses péchés au moins une fois l'an à son curé, accomplir avec soin, dans la mesure de ses moyens, la pénitence à lui imposée, recevoir avec respect, pour le moins à Pâques, le sacrement de l'Eucharistie, sauf si, du conseil de son curé, pour raison valable, il juge devoir s'en abstenir temporairement. Sinon, qu'il soit interdit *ab ingressu ecclesiae* [Traduction : «d'entrer dans une église»] de son vivant et privé de la sépulture chrétienne après sa mort. Ce décret salutaire sera fréquemment publié dans les églises de sorte que nul ne puisse couvrir son aveuglement du voile de l'ignorance. [...]» (FOREVILLE, p. 357, début du décret – ou canon – 21 du IV^e concile du Latran.)

²²⁶ Traduction : «au milieu des solennités de la messe». — Voir des extraits de ce mandement dans l'Annexe 3.

Le père était absent, employé en ce moment pour le pays à une députation honorable et importante à la Diète générale de la Confédération helvétique²²⁷. Ses jaloux prirent occasion de l'incartade de ses fils pour l'insimuler lui-même de peu de religion, disant que, s'il en avait, il en aurait inspiré à ses fils. Mais, à son retour de Zurich, ce magistrat fit bien voir que c'était à tort qu'on l'accusait d'avoir négligé de donner à ses fils une éducation chrétienne, en observant que, entrés dès l'âge de 15 à 16 ans dans la carrière militaire, il n'avait pu les préserver de la licence des camps et de la contagion des maximes antireligieuses et des exemples scandaleux de la plupart de leurs camarades. Et, aussitôt, il vint à Sion témoigner à Monseigneur combien il désapprouvait l'insurrection de ses fils et convenir avec lui de la satisfaction qu'il était en droit d'en exiger en réparation du scandale qu'ils avaient donné à tout le pays. Pour les ménager comme officiers et par égard pour le père revêtu d'une magistrature distinguée, Monseigneur se contenta d'exiger que le plus coupable [Pierre-Marie] des deux frères écrivît à Monsieur son curé une lettre d'excuses où il avouerait son tort, prierait le curé de lui pardonner son insolence et l'autoriserait, en réparation du scandale par lui donné à toute la paroisse, de lire sa lettre au prône. Ce jeune homme marchandant longtemps avec son père sur cette dernière clause de cet accommodement comme l'exposant aux railleries de ses camarades et aux provocations en duel, Monseigneur en porta plainte au Conseil d'Etat qui engagea le père à user de toute l'autorité paternelle à contraindre son fils de subir une si légère humiliation en punition d'une si grave faute, ne pouvant se persuader qu'un jeune étourdi compromette son honneur en réparant le scandale de son insubordination par un humble désaveu de sa révolte. Reste à voir si ce jeune homme aimera mieux se perdre de réputation, de probité et de christianisme parmi ses compatriotes que de la sacrifier à un vain et faux point d'honneur humain dans la crainte d'essuyer quelques railleries de la part de quelques-uns de ses camarades aussi irréguliers que lui.

C'est précisément le parti qu'a pris ce malheureux jeune homme. Je tiens de la propre bouche de M. son père et de son oncle maternel [Pierre-Louis Du Fay] qu'il a mieux aimé quitter le pays et renoncer aux avantages du service que nous allons reprendre en France que [...] ²²⁸ de subir la moindre humiliation. Victime de son libertinage et mal conseillé par l'orgueil sous le nom de l'honneur, il est allé tenter fortune en France. Au reste, on se félicite qu'il ait vidé le pays; c'est un mauvais sujet qui ne le scandalisera plus et dont nous voilà débarrassés. ²²⁹

Cet épisode donne l'image d'un Pierre-Marie Dufour orgueilleux, « vif », volontaire et intransigeant, assumant ses convictions jusqu'à l'incivilité.

²²⁷ C'est le 4 juin 1815 que les délégués à la Diète helvétique – qui va notamment ratifier l'incorporation du canton du Valais à la Confédération suisse –, soit Gaspard-Eugène de Stockalper et Michel Dufour, ont quitté Saint-Maurice pour se rendre à Zurich. Au début septembre 1815, ils sont de retour. (ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. II, pp. 137, 139 et 151.) — Michel Dufour, chargé d'une mission par « la Commission diplomatique » de la Diète fédérale, est rentré en Valais le 13 juin 1815 et il a regagné presque aussitôt Zurich (*ibidem*, p. 140) : il est venu avertir le gouvernement de son canton qu'une armée alliée, celle du feld-maréchal autrichien Jean-Marie Frimont, allait traverser le Valais, *via* le Simplon principalement (BINER et BIOLLY, pp. 79-80) ; l'avant-garde de cette armée atteindra Sion le 19 juin et gagnera la Savoie le 21.

²²⁸ Suppression des mots « non plus ».

²²⁹ ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. II, pp. 159-162.

Cependant, son coup d'éclat est, nous semble-t-il, jugé trop sévèrement par Anne-Joseph de Rivaz qui, écrivant peu après que ces faits sont survenus, se laisse gagner par l'émotion que ceux-ci ont provoquée : l'avenir montrera que, mis à part quelques personnes, on ne tiendra guère rigueur à Pierre-Marie Dufour de ce que l'on considérera comme une erreur de jeunesse et qu'il n'est pas – ou plus ? – le mécréant scandaleux que le chanoine décrit. D'ailleurs, dans ses mémoires, celui-ci aura encore l'occasion de parler du Bas-Valaisan : il se contentera de signaler brièvement quelques étapes de sa carrière militaire, les décorations qu'il recevra, et ne se permettra plus aucune remarque désobligeante à son égard, comme si le coup d'éclat de 1815 était oublié, comme si celui-ci n'avait pas eu l'importance qu'il lui a donnée sur le moment.

Bien évidemment, lorsque la publication officielle du Conseil d'Etat, à laquelle nous avons fait allusion ci-dessus²³⁰, paraît le 3 avril 1816, Pierre-Marie Dufour n'est pas au pays. En témoigne la lettre que son frère Louis adresse au grand bailli Léopold de Sépibus à la fin du mois d'avril, où il écrit notamment :

J'aurais désiré pouvoir faire passer à Votre Excellence la note concernant mon frère, le capitaine, absent, mais, ne sachant au juste ni l'époque jusqu'à laquelle il a été soldé ni le montant de la pension correspondant à son grade, j'attendrai sa réponse pour avoir l'honneur de vous la faire parvenir.²³¹

En témoigne aussi la missive que Michel Dufour envoie au vice-bailli Charles-Emmanuel de Rivaz le 2 août 1816, qui commence par ces termes : « J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence les pièces que je viens de recevoir de mon fils Pierre-Marie. » Et Michel Dufour, en père aimant et protecteur, de « recommander » son fils à la bienveillance du haut magistrat, car Pierre-Marie désire « être placé selon son grade ou comme lieutenant dans les gardes ou comme capitaine » dans les régiments de ligne, vu les « corps qui vont se former » pour le service de France²³². Parmi les pièces adressées à de Rivaz se trouvent deux « certificats authentiques, délivrés par ses chefs, constatant sa bravoure, ses actions d'éclat et la demande faite deux fois par ses chefs pour lui obtenir la décoration de la Légion d'honneur »²³³.

Le 20 août 1816, c'est au tour de Pierre-Louis Du Fay, oncle et parrain de Pierre-Marie Dufour, d'intervenir en faveur du jeune Valaisan, également auprès du vice-bailli :

Mon neveu Pierre-Marie Dufour, [lui écrit-il,] extrêmement peiné de n'avoir pas été placé, se propose de prier le Conseil d'Etat de le recommander au gouvernement français pour avoir un des emplois de capitaine ou d'adjudant-major qui pourraient être vacants ou qui seraient susceptibles de le devenir par suite de non-acceptation de quelques-uns de nos Messieurs. Il désire que je le recommande à vos bienveillances. Je prends en conséquence la liberté de vous prier de vouloir bien accorder vos suffrages à sa demande. A part l'étourderie [sic] de l'année dernière, on peut dire à sa louange que c'est un bon militaire, qu'il a servi jusqu'ici avec honneur et bravoure, et qu'il a des talents. Il a des droits à quelque préférence, attendu qu'il est censé [être]

²³⁰ Voir ci-dessus, p. 12.

²³¹ AEV, SE, fasc. 17/13, n°10, cf. note 63.

²³² *Ibidem*, n° 16 : Michel Dufour au vice-bailli Ch.-Emm. de Rivaz, Monthey, 2 août 1816, orig.

²³³ *Ibidem*, vol. 37, p. 279.

en activité puisqu'il a la demi-solde et qu'il a servi dans le bataillon valaisan qui était un corps capitulé. A ces considérations on peut ajouter qu'il est le fils d'un père qui a bien servi son pays depuis nombre d'années, que le Bas-Valais a déjà peu d'officiers – et surtout de capitaines, en proportion du Haut²³⁴ – et que ce sera cependant cette partie du pays qui prescrira le plus de recrues. On ne peut disconvenir que les officiers à demi-solde étaient peut-être ceux qui avaient le plus de droit d'être placés, et leur sort est d'autant plus défavorable qu'ils sont obligés de fixer leur domicile en France et qu'ils ne sont pas sans inquiétude de voir supprimer par la suite cette demi-solde.

Excusez mes importunités. C'est peut-être une indiscretion de ma part, mais je n'ai pas pu me refuser à la prière d'un aussi proche parent qui est un filleul et qui, à mes yeux, avait des droits – plus que bien d'autres – de n'être pas oublié.

Veuillez bien recevoir, mon très cher et très honoré cousin, les assurances de mon inviolable et très respectueux attachement.²³⁵

Ces sollicitations, qu'en 1815 en tout cas Anne-Joseph de Rivaz aurait qualifiées de rares effronteries, ne semblent pas avoir abouti et c'est probablement pour augmenter ses chances de relancer sa carrière de mercenaire que Pierre-Marie Dufour se serait fait naturaliser Français en 1818²³⁶.

Entre-temps, le jeune Montheysan est déjà revenu au pays : la milice s'y organise et, avec le soutien actif de son père, il peut y espérer une place qui est loin d'être un simple lot de consolation. En effet, dans sa séance du 15 décembre 1817, la Diète le nomme major dans le bataillon 2 de l'arrondissement occidental, un des bataillons d'élite du contingent fédéral : il a obtenu quarante-six voix sur cinquante exprimées²³⁷.

Le 1^{er} février 1818, un membre du Conseil d'Etat, à la lettre qu'il lui adresse pour lui annoncer officiellement sa nomination, joint «un exemplaire du règlement militaire que la dernière diète fédérale a sanctionné» ; il attend en effet que Pierre-Marie Dufour et les autres «officiers supérieurs» valaisans mettent tous leurs «soins» à ce que «la troupe [...] puisse, par sa discipline ainsi que par son instruction, rivaliser honorablement avec celles» des «Confédérés»²³⁸.

Un épisode singulier serait susceptible de nous amener à penser que Pierre-Marie Dufour a bel et bien obtenu la nationalité française en 1818 : c'est seulement le 25 mars 1822 que lui sera envoyé son brevet de major²³⁹. Aussi est-il tentant de supposer que le Conseil d'Etat a décidé de ne pas le lui délivrer jusqu'à ce qu'il ait réussi à faire reconnaître officiellement par l'administration de Louis

²³⁴ Ce qui est confirmé in ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. II, pp. 182-183.

²³⁵ AEV, Rz, cart. 54, fasc. 10, n° 11 : Pierre-Louis Du Fay à Ch.-Emm. de Rivaz, Monthey, 20 août 1816, orig.

²³⁶ PAUL DE RIVAZ I, p. 329, et *Armorial valaisan*, 1946, p. 83, notice *Dufour*. — Dans ces deux ouvrages, la naturalisation de Pierre-Marie Dufour est présentée comme certaine.

²³⁷ AEV, Diète, N° 1001, vol. 3, pp. 163-164 : protocole, séance du 15 déc. 1817.

²³⁸ AEV, 3 DM, vol. 1, n° 22 bis, pp. 20-21 : lettre d'un membre du CE à divers officiers supérieurs, dont Dufour, s. l., 1^{er} fév. 1818, copie.

²³⁹ Pierre-Marie attendra d'être lieutenant-colonel pour recevoir son brevet de major, accompagné notamment de ces mots : «Cet envoi est tardif, sans doute, puisqu'au moment où il a lieu vous vous trouvez élevé en grade supérieur, mais le Conseil d'Etat a cru devoir vous faire tenir un titre, monument honorable, qui à l'avenir serve de preuve des services que vous avez rendus à la patrie.» (AEV, 3 DM, vol. 2, n° 385 bis, p. 150 : un membre du CE à Dufour, s. l., 25 mars 1822, copie.)

XVIII sa renonciation à la faveur qu'elle lui avait accordée. Les démarches ayant finalement abouti, plus personne ne se serait préoccupé dès lors de régulariser la situation du Bas-Valaisan dans la milice cantonale jusqu'au jour susdit...

A la suite du décès du lieutenant-colonel Antoine de Preux survenu en janvier 1820, le Conseil d'Etat adresse, lors de la session de mai, un message à l'assemblée législative, dans lequel «il observe qu'à teneur de l'article 116» du règlement cantonal²⁴⁰, c'est à Pierre-Marie Dufour de succéder au défunt; la Diète ayant pris connaissance de l'avis du pouvoir exécutif et ayant décidé de le suivre, le Montheysan, le 16 mai 1820, accède à ce grade²⁴¹ et fait désormais partie de l'Etat-major du bataillon 2.

En cette année 1820, sous le commandement du colonel Joseph-Arnold Gard, Pierre-Marie Dufour participe, avec d'autres, à la direction de l'école des officiers; durant l'hiver 1821, il séjourne quelque temps à Milan, en compagnie du major Adrien Zimmermann, afin d'y acheter des «armes» et des «équipements militaires» pour la milice valaisanne²⁴²; en 1822, il est chargé de parcourir les dizains «pour former une troupe [qui sera commandée par Adrien Zimmermann, devenu lieutenant-colonel] qui pût se présenter d'une manière honorable dans les rangs» confédérés²⁴³ lors du camp d'exercices de Bière qui réunit, sous les ordres du colonel Louis de Sonnenberg, des contingents des cantons de Fribourg, Vaud, Neuchâtel, Genève et du Valais; au cours du second semestre 1825, il participe à la rédaction du nouveau règlement militaire qui verra le jour en 1827²⁴⁴; enfin, secondé par le major Adrien de Riedmatten, il commande l'école militaire qui s'ouvre à Sion en avril 1826²⁴⁵.

En 1825 le Conseil d'Etat, «première autorité exécutive militaire du canton», ayant décidé de créer une Commission militaire, chargée de l'aider dans ses tâches y relatives²⁴⁶, désigne l'un de ses membres, soit Michel Dufour, pour la présider²⁴⁷; celle-ci comprendra encore le colonel Joseph-Arnold Gard, commandant de l'arrondissement occidental, ainsi que les lieutenants-colonels Pierre-Marie Dufour, Adrien Zimmermann, commandant le bataillon 1, et Pierre-Louis de

²⁴⁰ «L'avancement dans l'Etat-major a lieu par bataillon.» Ainsi commence l'article 116 de la «loi sur l'organisation militaire» de 1819. (*Lois* VS, t. III, p. 248.)

²⁴¹ AEV, Diète, N° 1001, vol. 4, p. 49: protocole, séance du 16 mai 1820.

²⁴² AEV, 3 DM, vol. 1, n° 309 bis, pp. 270-271: un membre du CE à Pierre-Marie Dufour, s. l., 25 fév. 1821, copie. — Milan n'est bien évidemment pas le seul endroit où le Valais achète le matériel nécessaire à la milice.

²⁴³ AEV, SE, fasc. 45/4, n° 15: le CE à Zimmermann, s. l., 17 avril 1823, minute.

²⁴⁴ AEV, CE, N° 1101, vol. 18, p. 396: protocole, séance du 20 oct. 1825. — Ce jour-là, il est alloué à Pierre-Marie Dufour 113 francs 60 rappes pour 27 journées passées à l'élaboration du règlement militaire.

²⁴⁵ Dès le 28 mars 1826, quelques commis d'exercice ont déjà été réunis pour être préparés «à instruire les autres» devant être présents dès le 4 avril. (AEV, 3 DM, vol. 2, n° 141, pp. 328-329: un membre du CE à Pierre-Marie Dufour, s. l., 18 fév. 1836, copie.)

²⁴⁶ «Responsable de l'état de préparation technique et matérielle, il [= le Conseil d'Etat] élabore et soumet à la ratification de la Diète les lois et les règlements dont il surveille l'application. Il lui présente les candidats aux grades d'officiers supérieurs; il nomme lui-même les officiers jusqu'au grade de capitaine, les adjudants sous-officiers, les tambours-majors, les fourriers d'Etat-major, l'inspecteur des milices, le commissaire des guerres et le directeur de l'arsenal; il fixe les dates des revues et le lieu où elles sont organisées. En cas de besoin, le Conseil d'Etat peut disposer de la force armée, quitte à informer ensuite les autorités désignées des mesures qu'il a prises.» (CALPINI, p. 11.)

²⁴⁷ Il avait été prévu, dans un premier temps, que cette Commission fût présidée par l'ancien grand bailli Léopold de Sépibus. (AEV, 3 DM, vol. 2, n° 115, p. 304: circulaire adressée par le CE à Joseph-Arnold Gard, Pierre-Marie Dufour et Adrien Zimmermann, s. l., 20 janv. 1825, copie.)

Riedmatten, directeur de l'arsenal et commissaire des guerres, faisant office de secrétaire²⁴⁸.

Est-il besoin de préciser que le lieutenant-colonel bas-valaisan est également membre de conseils de recrutement et qu'il exerce d'autres activités encore – telles que passer des troupes en revue – que nous ne détaillerons pas ?

Son canton et la Suisse ne semblant lui offrir que des perspectives relativement médiocres, Pierre-Marie Dufour s'est mis à espérer un avenir plus glorieux et plus doré du côté de Naples.

Ses projets s'étant concrétisés, le 3 mars 1827 il adresse la lettre suivante au pouvoir exécutif, dont son père est membre :

Ayant obtenu le brevet de major dans les armées de Sa Majesté le roi des Deux-Siciles [François I^{er}], je viens solliciter du Conseil d'Etat la démission du grade que j'occupe dans les troupes du canton et, en même temps, le remercier des témoignages de confiance dont il a daigné m'honorer. Je m'estimerai heureux si je pouvais encore trouver l'occasion de lui donner des preuves de mon dévouement. Je le prie de vouloir bien agréer cette assurance, ainsi que l'expression de la vive gratitude dont mon cœur est rempli et dont il restera à jamais pénétré.²⁴⁹

Le 3 mars 1827 encore, le Conseil d'Etat prend acte de la démission de Pierre-Marie Dufour de son poste de lieutenant-colonel du bataillon ²⁵⁰ et, dans sa séance du 25 mai, la Diète, sur présentation du pouvoir exécutif, désigne Adrien de Riedmatten, jusqu'alors major du bataillon 1, pour le remplacer²⁵¹.

Après les troubles du début des années 1820 qui avaient marqué le règne de Ferdinand I^{er}, le roi François I^{er}, influencé par Metternich et par des ministres réactionnaires, s'emploie à fortifier son pouvoir et décide de continuer les négociations que feu son père avait fait entreprendre avec les cantons helvétiques, négociations qui vont aboutir à la formation de quatre régiments suisses²⁵². L'un d'entre eux va nous intéresser plus particulièrement.

²⁴⁸ *Almanach portatif*, 1826 et 1827; AEV, 3 DM, vol. 2, n° 115, p. 304, cf. note 247. — La Commission militaire sera remplacée, selon la loi de 1827, par un véritable département militaire cantonal. Voir CALPINI, p. 11, ainsi que l'article 48 du règlement militaire du 10 décembre 1827. Quant à l'article 49, il a la teneur suivante: «Une commission peut être appelée temporairement par le Conseil d'Etat à gérer les affaires militaires qu'il juge à propos de lui renvoyer.» (*Lois VS*, t. V, p. 66.)

²⁴⁹ AEV, 1 DM, fasc. 5. 1: Pierre-Marie Dufour au CE, Sion, 3 mars 1827, orig.

²⁵⁰ AEV, CE, N° 1101, vol. 21, p. 76: protocole, séance du 3 mars 1827.

²⁵¹ AEV, Diète, N° 1001, vol. 7, p. 252: protocole, séance du 25 mai 1827. — Adrien de Riedmatten, qui a été capitaine aide-major de 1819 à 1822, puis major de 1822-1827 dans le bataillon 1, devient donc lieutenant-colonel commandant le bataillon 2. Il démissionnera l'année suivante, soit en 1828.

²⁵² De 1824 à 1828, diverses capitulations sont signées avec Lucerne, Uri, Unterwald et Appenzell Rhodes-Intérieures => 1^{er} régiment suisse au service de Naples; avec Fribourg et Soleure => 2^e régiment; avec Berne => 4^e régiment. (FÉLIX, p. 21. Voir encore DE COURTEN, p. 326.) — A l'époque déjà, certains hommes politiques valaisans jugeaient cette capitulation malvenue: s'ils acceptaient en règle générale le service de France qui concernait un pays voisin et ami, ils avaient peur que celui de Naples nuisît au recrutement en faveur des troupes de Louis XVIII, puis de Charles X, et à l'agriculture valaisanne qu'il allait priver de jeunes bras; de plus, ils ne voyaient pas ce qu'un accord militaire, passé avec un Etat géographiquement assez éloigné, ayant peu de relations avec le Valais, pouvait apporter à leur canton sur le plan international.

En effet, une capitulation entre le royaume de Naples – ou royaume des Deux-Siciles – et le Valais est signée le 11 avril 1826 pour trente ans et elle est ratifiée par le Conseil d'Etat valaisan le 9 septembre. «Notre canton s'engageait à former et à compléter un bataillon de ligne²⁵³, auquel devait être incessamment adjoint un second bataillon capitulé avec un ou plusieurs cantons confédérés». Ce régiment, le 3^e régiment suisse au service de Naples, sera essentiellement composé de Valaisans, de Schwytzois et de Grisons²⁵⁴.

Il est à noter que cette capitulation n'a été signée qu'après divers atermoiements, notamment de la part des autorités cantonales du Valais : dès le mois de mai 1824, elle est examinée par la Diète et les avis sont loin d'y être unanimes, malgré qu'elle soit «très avantageuse aux soldats et surtout aux officiers, [...] beaucoup plus que» celle conclue avec la France en 1816, comme le signale le chanoine Anne-Joseph de Rivaz ; ce dernier précise que le grand bailli Gaspard-Eugène de Stockalper et le conseiller d'Etat Léopold de Sépibus

qui ont l'espérance d'y voir occuper les premières places par quelqu'un des leurs engagent le Conseil d'Etat de proposer à la Diète la levée d'un bataillon entier²⁵⁵. Le préavis du Conseil d'Etat est qu'à la vérité ce service de Naples pouvait peut-être nuire au service de France, mais que, puisque les deux plus puissants amis de la Suisse, l'empereur François [I^{er}] et le roi très chrétien [Louis XVIII], s'intéressent à ce que la Suisse accorde des troupes à Ferdinand [I^{er}]²⁵⁶, il est d'une saine politique de faire, pour leur complaire, un effort en faveur de ce prince. Nos libéraux [...] emploient toutes sortes d'arguments moraux pour empêcher cette levée. [...]. On objecte que ce service épuiserait le pays d'hommes propres au travail manuel et que ce service est encore plus dangereux pour la santé et la moralité de notre jeunesse que celui de France.

[...]. L'envie, qui est le vice dominant des petits pays, entre aussi pour beaucoup dans le refus de plusieurs des dizains.

Le chanoine de Rivaz ajoute que, comme au début «les places d'officiers seront pour des enfants des meilleures familles du pays, les dizains paysans ou qui n'ont que des demi-“Messieurs” jaloussent ceux des bourgs peuplés de bonnes et anciennes familles». C'est à elles en effet qu'iront «tous les honneurs, tous les titres, toutes les décorations»²⁵⁷.

On ne s'étonnera donc pas que l'affaire traîne en longueur jusqu'à la diète de mai 1826. Lors de celle-ci, après avoir pris acte que le roi François I^{er} se réserve la première nomination des officiers, l'assemblée décide de leur future répartition par dizain.

On statue, [écrit Anne-Joseph de Rivaz,] qu'elle sera réglée d'après la population respective des dizains et, par conséquent, que les dizains les plus forts en population pourront avoir jusqu'à quatre officiers, tandis que les moins peuplés n'en auront que deux. Alors, l'Entremont tout

²⁵³ Un bataillon était composé de six compagnies et comptait 726 hommes.

²⁵⁴ Schwytz signera une capitulation le 11 août 1826 et les Grisons feront de même le 7 décembre 1828. (FÉLIX, p. 21.) — Seront également incorporés dans le 3^e régiment d'autres Confédérés, notamment «beaucoup de Vaudois» (DE VALLIÈRE, p. 724).

²⁵⁵ Même si le chanoine de Rivaz ne le dit pas, il ne fait aucun doute pour nous que les deux conseillers d'Etat qu'il nomme ont, en cette occurrence, le soutien du vice-bailli Michel Dufour.

²⁵⁶ Ferdinand I^{er} «s'était fait recommander au Corps helvétique par la France et par l'Autriche à l'effet qu'on lui accordât la levée de quelques régiments». (ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. II, p. 261.)

²⁵⁷ *Ibidem*, pp. 261-262.

entier, comme le plus peuplé des treize, accède à la levée du bataillon, sauf le *referendum*²⁵⁸ aux communes.

Les députés du dizain de Conthey les imitent. «Et c'est ainsi, conclut le chanoine valaisan, que les motifs d'intérêt local l'ont emporté sur les motifs moraux qu'on faisait tant valoir au commencement pour s'y refuser.»²⁵⁹

Ces péripéties achevées, il est vraisemblable que le goût des armes et de la gloire, mais aussi, peut-être et surtout, les avantages pécuniaires vont pousser Pierre-Marie Dufour à se faire engager dans le régiment suisse au service de Naples. En effet, «comparée aux salaires et aux traitements de l'époque, l'échelle des soldes avait de quoi tenter les amateurs»²⁶⁰.

| <i>Grades</i> | <i>Fr. français</i> | <i>Grades</i> | <i>Fr. français</i> |
|--------------------|---------------------|---------------------------------|---------------------|
| colonel | 11 014.80 | aumônier | 2514.84 |
| lieutenant-colonel | 7544.64 | 1 ^{er} lieutenant | 2419.44 |
| major | 5580.— | 1 ^{er} sous-lieutenant | 1988.40 |
| capitaine | 4047.84 | 2 ^e sous-lieutenant | 1800.— |
| chirurgien-major | 4047.84 | etc. ²⁶¹ | |

Tableau 8. – Soldes annuelles prévues par les capitulations des régiments suisses au service de Naples.

Au mois de novembre 1826, Paul Ruffo, duc de Calvello, ministre plénipotentiaire du roi François I^{er} auprès de la Confédération suisse, s'en vient à Sion pour rencontrer les membres du pouvoir exécutif et

les deux officiers d'Etat-major à qui il confie de la part du roi, son maître, le commandement du bataillon qu'on va lever au service de Naples. Ces deux officiers sont MM. Eugène [de] Stockalper et Pierre-Marie Dufour. Il leur avait envoyé leur brevet de lieutenant-colonel et de major peu avant son arrivée.

Le diplomate napolitain est fort bien reçu par le Conseil d'Etat, la ville de Sion et Mgr Augustin Zen Ruffinen. Il séjourne quelque quinze jours dans la capi-

²⁵⁸ Souligné dans le texte.

²⁵⁹ ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. II, p. 283 où l'on peut lire encore qu'«il n'y a eu que Monthey, Martigny et Viège et les deux tiers de Rarogne qui aient tenu bon pour la négative».

²⁶⁰ BERTRAND II, p. 42.

²⁶¹ Voir MAAG II, p. 627. Indications reproduites in BERTRAND II, p. 42 où il est précisé: «Les années de campagne comptaient pour double. N'oublions pas que le budget cantonal allouait alors 6240 frs pour les cinq conseillers d'Etat, soit environ 1250 frs par membre, sans la nourriture, le logement, l'habillement et la retraite. Les régents touchaient 150 à 180 frs, les domestiques et ouvriers 50 à 60 frs annuellement. En outre, il était prévu des pensions de retraite et de réforme équivalant, après vingt ans de service, à la moitié de la paie entière, après trente ans aux trois quarts et après trente-cinq ans à la totalité. Ces pensions étaient partiellement réversibles aux veuves et aux enfants des militaires.» (Voir également la note 329, p. 81.) — «En plus, un congé de huit mois, payé avec une solde complète, était compris dans chaque engagement et, à cette occasion, le voyage aller-retour entre Gênes et Naples était assuré gratuitement. [...] Il ne faut pas oublier que chaque homme des régiments suisses était nourri, logé et vêtu. Cependant, le soldat devait verser chaque jour 15 centimes pour le blanchissage de son linge.» (FÉLIX, p. 22.)

tales valaisannes avant de la quitter sans avoir rendu «publique la liste des élus aux places d'officiers»²⁶².

Officiellement, c'est le 1^{er} novembre 1826 que Pierre-Marie Dufour est incorporé, en tant que major, dans le 3^e régiment suisse, celui du colonel Jérôme de Salis-Soglio. «On comprend que, pour un corps en formation, comme l'était à cette époque le régiment [...], l'expérience d'un officier consommé et qui y apportait les bonnes traditions de l'armée française ne pouvait que lui être très profitable.»²⁶³

Nous n'avons trouvé que peu de documents qui évoquent les premiers mois de Pierre-Marie Dufour au service de Naples; leur intérêt principal réside simplement dans le fait qu'ils nous confirment la présence du Valaisan dans un environnement nouveau où il semble avoir pris rapidement ses marques. Par exemple, le 27 juillet 1827, il se trouve à Torre Annunziata et, de là, le lendemain il se rend à Castellammare, en compagnie du sergent Pierre-Benjamin Closuit, pour assister au débarquement de nouvelles recrues²⁶⁴. Il est donc inutile que nous nous attardions sur ce genre de renseignements.

A la fin du mois de janvier 1828, le colonel Jérôme de Salis-Soglio quitte le royaume des Deux-Siciles pour regagner les Grisons dont le gouvernement tarde à signer la capitulation. C'est le lieutenant-colonel Eugène de Stockalper qui le remplace provisoirement à la tête du régiment²⁶⁵. Les semaines, les mois passent sans que le colonel ne regagne Naples.

Très rapidement, les spéculations sur sa succession vont bon train: elle paraît promise au baron valaisan; mais, quand, le 26 février 1828, de Capoue, Augustin de Riedmatten s'adresse à son épouse Henriette, il affirme notamment:

Tu me conseilles la prudence et la politique. Ha! crois-tu que je ne la pratique pas? Je ne vivrais pas en bonne harmonie avec les deux chefs [de Saglis-Soglio et de Stockalper] si je m'en écartais, mais j'aime m'ouvrir à mes intimes. Je vous confierai donc [...] que le gouvernement [valaisan] a écrit une lettre au ministre de Medici pour qu'elle soit remise par lui au roi auprès duquel il devait l'appuyer. Par cette lettre (*qui potest capere capiat*²⁶⁶), on met, très adroitement] et avec toute la subtilité possible, le major Dufour en avant pour la place de colonel et, déjà ici, le bruit court parmi les initiés que cette lettre, ayant embarrassé le roi, a causé le retard de la nomination du lieutenant-colonel [de Stockalper] à celle de colonel, ce qui l'avait tellement affecté qu'il a failli faire une grave maladie d'inquiétudes et de chagrin – le tout en grand secret entre nous, parce que je ne suis pas censé d'avoir lu la copie de cette lettre que le lieutenant-colonel m'a montrée en confidence et qui lui a été communiquée par le major Dufour qui ne pouvait faire autrement; mais, en vérité, je ne reviens pas d'un tel gouvernement: il faut être monstre et demi que d'avoir le front de disputer une place à celui qui, par générosité, l'avait cédée la première fois, qui l'a donc acquise par double droit, à lui auquel on doit la réus-

²⁶² ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. II, pp. 296-297.

²⁶³ *Gazette du Valais*, n° 9 du 30 janv. 1862: *M. le général Dufour, de Monthey*. — Le fait que Dufour prenne une part active à l'organisation du régiment est confirmé in MAAG II, p. 14. Dans cet ouvrage, pp. 14-17, on trouve des précisions sur la formation des 3^e et 4^e régiments suisses au service de Naples.

²⁶⁴ AEV, Closuit, n° 20.

²⁶⁵ MAAG II, p. 15.

²⁶⁶ Traduction: «que celui qui peut comprendre comprenne».

site de ce bataillon, à un chef si vertueux et si distingué par ses sentiments et sa noblesse, lui qui, tout considéré, a bien plus de moyens et une autre présentation, etc. Non, c'est mettre au jour toute la noirceur des sentiments que l'homme soit capable de concevoir (peut-on pousser plus loin l'intrigue ?).²⁶⁷

Nous n'avons malheureusement pas trouvé trace de la lettre que le gouvernement valaisan a envoyée au ministre Louis de Medici. Même si, en cette circonstance, il n'y a guère lieu de mettre en doute la crédibilité du témoignage d'Augustin de Riedmatten, nous nous demanderons néanmoins s'il n'extrapole pas quelque peu, non sans de bonnes raisons d'ailleurs: il nous paraît vraisemblable que les autorités de son canton se sont bornées à faire l'éloge d'Eugène de Stockalper et de Pierre-Marie Dufour, en soulignant leurs mérites et en souhaitant que, en cas de vacance de la place de colonel du 3^e régiment suisse, le roi François I^{er} daigne l'attribuer à l'un de ces officiers²⁶⁸. En tout cas, les documents que nous avons consultés permettent de dire que le baron de Stockalper jouit de la confiance du pouvoir exécutif valaisan et que nous ne comprendrions pas pourquoi ce dernier chercherait à l'évincer à tout prix de la succession de Jérôme de Salis-Soglio; mais il est vrai que ne pas se prononcer ouvertement pour lui peut être interprété comme un soutien implicite à Pierre-Marie Dufour...

Le 7 décembre 1828, le canton des Grisons signe enfin une capitulation avec le royaume des Deux-Siciles. Le surlendemain, le colonel Jérôme de Salis-Soglio décède dans la ville de Coire.

Le 17, le Conseil d'Etat, qui vient d'apprendre cette dernière nouvelle, s'empresse d'écrire au duc de Calvello pour tenter d'éviter que le commandement du 3^e régiment suisse échappe à l'un de ses ressortissants. Il y affirme que, selon lui, il apparaît

qu'il doit être de la justice et de la haute bienveillance de Sa Majesté de récompenser en cette occasion les officiers supérieurs de ce régiment qui ont eu toute la responsabilité, toute [la] peine de la formation de ce régiment, de son instruction et de l'établissement de la discipline et auxquels Sa Majesté a daigné adresser cet éloge flatteur, lors de la bénédiction des drapeaux²⁶⁹; que, par sa conduite et par son instruction, ce corps rivalisait déjà avec les régiments de plus ancienne formation.²⁷⁰

Notre interprétation précédente semble se confirmer: le Conseil d'Etat défend l'intérêt des «officiers supérieurs» du canton. Il apparaît dès lors assez naturel de considérer que sa manière de procéder est une façon de laisser entendre qu'il ne lui déplairait pas que Pierre-Marie Dufour devienne colonel ou, tout au moins, qu'il ne souhaite pas donner l'impression d'imposer au roi François I^{er} l'un de ses concitoyens plutôt que l'autre. Sinon n'aurait-il pas indiqué qu'il lui semble venu le temps qu'Eugène de Stockalper soit nommé colonel et que le Bas-Valaisan lui succède au poste de lieutenant-colonel?

²⁶⁷ AEV, Aug. Riedm. II, classeur I, n° 29: lettre partielle d'Augustin à son épouse, Capoue, 26 fév. 1828, orig.

²⁶⁸ Il est à signaler que, le 13 septembre 1828 encore et contrairement à Augustin de Riedmatten, Eugène de Stockalper ne semble pas envisager que la succession du colonel de Salis-Soglio soit ouverte. Il indique simplement que, «à ce que l'on prétend», le retour de ce dernier à Naples «va être retardé de plusieurs mois» et qu'il aurait «demandé un nouveau prolong[ement] de six mois». (AEV, SE, fasc. 12/27: de Stockalper au CE, Capoue, 13 sept. 1828, orig.)

²⁶⁹ Le 31 août 1828. (MAAG II, p. 15.)

²⁷⁰ AEV, CE, N° 1110/1, vol. I, pp. 415-416, n° 255: le CE au duc de Calvello, s. l., 17 déc. 1828, minute.

Quant à Augustin de Riedmatten, en ce mois de décembre 1828, il ne craint plus guère que Pierre-Marie Dufour puisse être porté à la tête du 3^e régiment suisse, sans que, pour autant, ses sentiments aient changé à son égard. Le 18, ignorant encore la mort de Jérôme Salis-Soglio, il écrit à son épouse Henriette :

Ne savez-vous rien à quoi en est le colonel Salis[-Soglio] ? Je commence à croire qu'il y a quelque chose sous le tapis. On dit que le colonel Pflugi [!]²⁷¹, de[s] Grisons, établi à Naples et qui revient de la Suisse où il doit avoir été pour faire des démarches auprès du duc [de Calvello] pour remplacer le colonel Salis[-Soglio], et qui, en hâte, est retourné à Naples, espère de devenir notre colonel. Je pense que notre canton ne se laissera pas ainsi marcher sur les pieds ; il a déjà été assez généreux d'avoir cédé cette place une fois ; cette fois, elle appartient par double droit à notre canton²⁷². Ce serait d'ailleurs une injustice criante et une grande humiliation pour notre bon et cher l[ieutenant]t-colonel que, après avoir eu tout le mauvais et tout le difficile d'une formation, un autre, sans la moindre peine, eût l'avantage d'être nommé colonel d'un régiment à l'organisation duquel il n'a eu aucune part ; l'affront retomberait sur le canton même. Il se peut que M. D. [Pierre-Marie Dufour] n'en serait pas fâché, parce que, par la démission que prendrait ce brave chef [de Stockalper], il deviendrait l[ieutenant]t-colonel, quoi qu'il feigne d'être extrêmement indigné contre une telle machination. Ah ! ma bonne Henriette, combien de fois dans mes pensées profondes, en examinant combien les hommes sont généralement trompeurs, me suis-je souhaité d'être bien riche pour vivre seul avec toi et nos chers enfants, éloigné de ce tumulte et de ces intrigues du monde où l'on ne trouve, pour ainsi dire, plus ni sincérité ni loyauté ; il n'y a plus qu'égoïsme et intérêt personnel, et chacun, pour satisfaire son ambition, déchirerait ses meilleurs amis et, pour n'en être pas joué, il ne faut se fier à personne.

De plus, Augustin de Riedmatten se plaint que, en dressant « un faux état de service », un capitaine valaisan de son régiment²⁷³ ait obtenu un brevet antérieur au sien, ce qui lui ouvre « la plus brillante perspective » ; aussi fustige-t-il le gouvernement valaisan « qui favorise les criards et les effrontés » et qui « aux uns refuse des justes demandes et à d'autres admet un faux état de service »²⁷⁴. Peu importe que, sur ce point, il ait tort ou raison. En revanche, si l'on se souvient que Michel Dufour est alors conseiller d'Etat, si l'on ajoute qu'Augustin de Riedmatten est conservateur en politique²⁷⁵ tandis que les Dufour sont libéraux, on peut se demander dans quelle mesure les griefs que le Sédunois formule contre son com-

²⁷¹ Nous pensons qu'il s'agit en réalité de Nicolas Flugi qui fut effectivement colonel à Naples et qui, depuis 1831, est commandant d'armes d'une province des Abruzzes.

²⁷² Le 17 décembre 1828, le gouvernement valaisan faisait aussi allusion à « des bruits » laissant penser « qu'un ancien colonel suisse au service de Sa Majesté » se portait candidat « pour la place de colonel du 3^e régiment » ; tout en prétendant qu'il n'accordait guère « de foi » à ceux-ci, il admettait que c'était la raison pour laquelle il se permettait d'intervenir auprès du duc de Calvello en vue de soutenir les intérêts des « officiers supérieurs » valaisans. (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 1, pp. 415-416, n° 255, cf. note 270.)

²⁷³ Il s'agit vraisemblablement de Joseph-Marie de Werra.

²⁷⁴ AEV, Aug. Riedm. II, classeur 1, n° 32 : de Riedmatten à son épouse, Capoue, 18 déc. 1828, orig.

²⁷⁵ Evoquant les périodes politiques troublées de 1798 à 1810 et Augustin de Riedmatten, Bernard de Riedmatten écrit : « Ces bouleversements continuels le marquent. Par réaction, il fera de l'idée conservatrice poussée à l'extrême sa ligne de conduite politique, croyant avoir acquis la preuve de la vanité de toute révolution contre les pouvoirs établis. Et le profond désarroi du moment l'amènera à rechercher une idée directrice supérieure, il la trouve dans la religion catholique. Son esprit, sensible au possible, l'y poussait déjà comme d'ailleurs la faillite spirituelle qu'il

patriote sont dignes de foi. Vu qu'en règle générale une animosité devenue viscérale obscurcit le jugement, nous ne prendrons guère de risque à dire que certaines affirmations d'Augustin de Riedmatten nous sont suspectes. D'ailleurs, l'une d'entre elles est manifestement inexacte. Nous n'allons pas tarder, en effet, à constater que Pierre-Marie Dufour, selon d'autres personnes et non des moindres, a pris une part aussi importante qu'efficace à la formation du 3^e régiment suisse au service de Naples.

Le 7 janvier 1829, Eugène de Stockalper écrit au Conseil d'Etat : comme il ne semble guère douter qu'il va succéder à Jérôme Salis-Soglio, il se préoccupe du sort de Pierre-Marie Dufour qui pourrait pâtir de sa promotion, car il craint que, interprétant la capitulation, on décide que le lieutenant-colonel « ne puisse être du même canton que le colonel ». C'est pourquoi « il recommande » au pouvoir exécutif « son ami et son camarade d'armes qui l'a constamment secondé dans un service qui a été longtemps à la charge exclusive des officiers supérieurs du Valais ». Il affirme ensuite ne voir que trois solutions possibles et satisfaisantes pour son subordonné : soit la retraite lui est accordée, soit on l'affecte à l'Etat-major général, soit on le nomme lieutenant-colonel. Et de solliciter « avec confiance l'intervention active et efficace du Conseil d'Etat dans une question qui intéresse non seulement M. Dufour, mais tous les officiers qui ont la perspective d'arriver au grade de major » ; et de lui conseiller d'écrire à ce sujet au chevalier Louis de Medici, président du Conseil des ministres napolitain, et au duc de Calvello²⁷⁶.

Le fossé est grand entre les rancœurs, les rancunes d'Augustin de Riedmatten et la noble attitude d'Eugène de Stockalper. Nous avons déjà dit ce qu'il faut penser du témoignage du premier ; c'est pourquoi nous n'y reviendrons guère. En revanche, nous nous arrêterons sur l'attitude du second. Nous pensons que le conservateur Eugène de Stockalper a réellement été satisfait du travail du major bas-valaisan, qu'ils ont alors des rapports amicaux et que le baron est convaincu que, dans la mesure où des intrigues ont été menées contre lui, elles ont été fomentées par Michel Dufour et non par son fils. Conscient des responsabilités inhérentes à sa position, il se conduit en chef soucieux de l'intérêt du Valais et de celui de ses compatriotes qui sont ses subordonnés, quitte à se montrer quelque peu hypocrite quand il s'adresse au Conseil d'Etat. Mais qui pourrait lui reprocher de ménager un gouvernement qui l'a certes déçu, mais dont il cherche l'appui pour arriver à des fins autres que personnelles, puisqu'il a de bonnes raisons, semble-t-il, de croire qu'il va devenir colonel ? Cela étant dit, il est fort possible que Pierre-Marie Dufour ait pu être maladroit en certaines circonstances, que son attitude ait pu être perçue, parfois et pour le moins, comme ambiguë et que, probablement bien involontairement, il ait ainsi fourni à Augustin de Riedmatten de quoi alimenter sa grogne à son égard. Quoi qu'il en soit, il y a, durant cette période-là, trop d'aigreur chez le Sédunois pour que ses propos soient pleinement crédibles.

avait pu constater chez son père [Joseph-Augustin de Riedmatten] et son oncle [Pierre-Joseph de Riedmatten], tous deux minés par un scepticisme voltairien. Ainsi, dès son plus jeune âge, se dessinent les deux lignes de force que nous allons retrouver à la base de tout son comportement ultérieur : sur le plan politique, l'idée conservatrice ; sur le plan moral, la foi chrétienne. » Et Bernard de Riedmatten de dire encore d'Augustin, quand il se sera engagé au service de Naples : « S'il est bon militaire, Augustin de Riedmatten est un mauvais politique. Il ressent confusément le violent courant libéral qui agite les masses, mais est incapable de l'interpréter comme l'aspiration légitime d'un peuple à sa liberté. Il ne verra dans tous les mouvements dirigés contre la royauté que l'expression d'une poignée d'intrigants sans foi ni loi. Pour lui, toute opposition au pouvoir légitime est sacrilège. Malgré la victoire finale du libéralisme, de Riedmatten restera convaincu qu'il ne s'agit là que d'un triomphe passager et qu'en définitive le pouvoir légitime rentrera dans ses droits. » (BERNARD DE RIEDMATTEN.)

²⁷⁶ AEV, CE, N° 1101, vol. 23, pp. 49-50 : protocole, séance du 20 janv. 1829.

Le 21 janvier 1829, le pouvoir exécutif valaisan s'adresse à Louis de Medici, et, cédant à une évidence qui semble s'être enfin imposée à lui, met un terme à toute équivoque. «Le gouvernement, [écrit-il,] ne présume pas que les deux majors du régiment [Dufour et le Schwytzsois Aloys Jütz] portent leurs prétentions jusqu'à la place de colonel»; aussi exprime-t-il l'espoir qu'Eugène de Stockalper devienne colonel²⁷⁷. L'on peut penser que les autorités valaisannes soutiennent désormais clairement ce dernier, vu qu'elles considèrent sa future nomination comme acquise; mais, à lire entre les lignes, nous croyons percevoir aussi la crainte, si telle n'est pas le cas, de voir éventuellement le commandement échapper à l'un de leurs ressortissants et être confié, par exemple, au major schwytzsois.

Le 6 avril 1829, Augustin de Riedmatten affirme péremptoirement que Pierre-Marie Dufour ne sera pas colonel²⁷⁸, et il a raison, puisque, cette année-là encore, c'est son favori, Eugène de Stockalper, qui le devient; sa nomination sera antida-tée du 9 janvier 1829²⁷⁹.

Mais ce qui préoccupe aussi le Conseil d'Etat valaisan, c'est de permettre à Pierre-Marie Dufour d'accéder à la place de lieutenant-colonel, au détriment de l'autre major du régiment, le Schwytzsois Aloys Jütz. C'est pourquoi, il nous faut revenir à la lettre du 21 janvier 1829, envoyée au chevalier Louis de Medici, et nous référer également à une autre, qualifiée de «notice», portant la même date et adressée au duc de Calvello, ministre plénipotentiaire du roi François I^{er} près la Confédération helvétique²⁸⁰. Au premier, le pouvoir exécutif recommande Pierre-Marie Dufour,

un officier qui a plus de vingt ans de service dans des régiments de ligne, plus de quinze du grade de capitaine, qui a fait six campagnes dans lesquelles il s'est distingué par plusieurs actions d'éclat, qui a été honoré du suffrage de ses généraux et qui a obtenu de Sa Majesté très chrétienne, par ses services, les deux ordres de Saint-Louis et de la Légion d'honneur, et qui était depuis huit ans lieutenant-colonel dans le contingent de son canton à l'armée fédérale. Ce n'est donc plus une simple question de préférence entre deux officiers égaux en grade, dont l'un seulement est le plus ancien. Votre Excellence, qui connaît l'empire des sentiments de délicatesse sur les militaires, n'aura pas de peine à reconnaître combien il serait difficile à Monsieur le major Dufour de supporter toutes les chances d'infériorité auxquelles il serait exposé. Votre Excellence ne devrait donc pas être surprise si, malgré son dévouement pour le service du Roi dont il a donné tant de preuves depuis qu'il a eu l'honneur d'y être admis, il se croyait forcé de s'en éloigner et, lors même que la capitulation ne parlerait pas si hautement en sa faveur, il oserait encore compter sur la justice de Sa Majesté.

Interprétant la capitulation, le Conseil d'Etat pense que, si Pierre-Marie Dufour ne devait pas être promu, il a le droit de prendre sa retraite, une pension devant lui être accordée. D'où les remarques qui suivent:

Mais ce n'est pas uniquement dans l'intérêt de sa retraite que le gouvernement du Valais se permet de faire valoir les titres de M. le major Dufour. Cette indemnité ne lui sera certainement pas refusée,

²⁷⁷ *Ibidem*, N° 1110/1, vol. 1, pp. 418-421, n° 257: le CE à Medici, s. l., 21 janv. 1829, minute.

²⁷⁸ AEV, Aug. Riedm. II, classeur 1, n° 33: de Riedmatten à son épouse, Capoue, 6 avril 1829, orig.

²⁷⁹ MAAG II, p. 736, notice *Stockalper de la Tour, Eugen von*.

²⁸⁰ Ces lettres ont été suggérées, comme nous l'avons vu, par de Stockalper dans sa missive du 7 janvier 1829.

mais c'est la dernière chose dont il s'occupera. Si son gouvernement sollicite la bienveillance et l'appui de Votre Excellence en sa faveur, c'est particulièrement pour qu'elle veuille prendre dans sa sagesse et présenter au Roi, son Auguste Maître, les moyens de retenir honorablement au service de Sa Majesté un officier digne de ses bontés et de sa confiance et qui est encore en état de le servir longtemps avec le même zèle et la même fidélité dont il a fait preuve. Le gouvernement du Valais prend un intérêt particulier à cet officier et verra avec la plus vive reconnaissance tout ce que Votre Excellence pourra, à sa recommandation, obtenir de Sa Majesté en sa faveur.²⁸¹

Au duc de Calvello, le Conseil d'Etat indique que sa démarche en faveur de Pierre-Marie Dufour est due à la sollicitation pressante des officiers valaisans du 3^e régiment suisse, ce qui nous apparaît être une généralisation inexacte, mais compréhensible en cette circonstance. De plus, il lui communique la missive destinée à Louis de Medici et prie Son Excellence de vouloir bien appuyer les démarches entreprises en faveur d'un officier qu'elle connaît « personnellement » ; et il ajoute ces mots qui prouvent que la retraite de Pierre-Marie Dufour n'est pas vraiment envisagée, contrairement à ce que la « notice » laisse entendre :

Elle [= Votre Excellence] sait avec quel zèle et quel succès il a travaillé à l'organisation du 3^e régiment, et le gouvernement ose prier Votre Excellence de vouloir bien employer son influence pour que cet officier, vraiment précieux pour le service du Roi, y soit retenu par des avantages qui le dédommagent de la lieutenance-colonelle, s'il ne l'obtient pas.

C'est Charles Bovier, beau-frère de Pierre-Marie Dufour, président du dizain d'Hérens, député à la Diète, qui est chargé d'apporter personnellement la lettre du Conseil d'Etat au duc de Calvello, ce qui lui permettra, d'une part, de « solliciter » la « puissante intervention » du ministre plénipotentiaire « en faveur de M. Dufour » ; d'autre part, de lui fournir toutes « les informations » supplémentaires qu'il désirerait connaître²⁸².

Quelque temps plus tard, le pouvoir exécutif écrit une fois encore au duc de Calvello, en lui faisant part de son « inquiétude » de voir « différer des déterminations d'un aussi grand intérêt pour le sort des officiers de notre canton et que nous avions crues prochaines »²⁸³.

Quoi de plus naturel qu'un gouvernement cherche à défendre ses intérêts et ceux de certains de ses ressortissants, plus ou moins éminents ? Cette constatation

²⁸¹ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 1, pp. 418-421, n° 257, cf. note 277.

²⁸² *Ibidem*, p. 417, n° 256 : le grand bailli, au nom du Conseil d'Etat, au duc de Calvello, s. l., 21 janv. 1829, minute. — Les pressions ne s'arrêtent pas là. En effet, le 26 janvier 1829, Gay du Borgeal écrit au Dr Gay, son oncle : « J'ai l'honneur de vous dire que j'ai appris ces jours passés que Son Excellence Monsieur le duc de Calvello a répondu au Conseil d'Etat en faveur de Monsieur Eugène de Stockalper pour notre lieutenant-colonel et que Monsieur le major [Pierre-Marie] Dufour, comme vous me l'avez prédit par votre dernière lettre, avait donné sa démission. Vous ne saurez croire, mon cher oncle, la peine que cette nouvelle m'a faite. Veuillez, je vous prie, me donner au plus tôt quelques assurances positives à cet égard. » (AEV, AV 108, famille Gay, n° 50.) Outre le fait qu'elle montre l'estime dans laquelle Gay du Borgeal tient Pierre-Marie Dufour, cette citation pose un problème : ce dernier a-t-il véritablement démissionné ou n'est-ce là qu'une rumeur infondée ? S'il a donné sa démission, il ne fait aucun doute qu'elle a été refusée et qu'il l'a retirée. Peut-être, et plus vraisemblablement, a-t-il manifesté de façon péremptoire son intention de quitter le service de Naples s'il n'était pas nommé lieutenant-colonel et a-t-il finalement renoncé à mettre sa menace à exécution.

²⁸³ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 1, pp. 424-425, n° 261 : le CE au duc de Calvello, s. l. n. d. [plusieurs semaines avant le 13 juin 1829 très vraisemblablement,] minute.

pourrait suffire à expliquer que, en cette occasion, le Conseil d'Etat n'hésite pas à peser de tout son poids sur la décision qui doit être prise à Naples, à user sans retenue de son influence et à multiplier les moyens de pression. Il n'est pas inintéressant, cependant, de s'arrêter sur la composition du pouvoir exécutif dans les premiers mois de 1829: le grand bailli est Léopold de Sépibus; le vice-bailli, Charles-Emmanuel de Rivaz; les trois autres conseillers d'Etat sont Maurice de Courten, Eugène Allet et Michel Dufour, directeur de la Police centrale. Au mois de juin 1829, les mêmes seront toujours au gouvernement, Michel Dufour étant alors le grand bailli en exercice – il le sera jusqu'en mai 1831 – et Léopold de Sépibus, le vice-bailli. Nous savons que Dufour et de Rivaz sont cousins; qu'ils connaissent bien Léopold de Sépibus, puisqu'ils sont tous trois des acteurs de la vie politique valaisanne depuis des lustres; qu'Eugène Allet, par son épouse Geneviève Augustini, a quelques liens de parenté éloignés avec Michel Dufour et que leur fils Eugène choisira la carrière des armes; que Maurice de Courten a un enfant – Adrien – qui est mercenaire au service de France et qui sera licencié à la suite de la révolution de 1830; que cet Adrien épousera en 1835 Laurette de Rivaz, petite-fille de Charles-Emmanuel de Rivaz²⁸⁴. Et nous n'avons pas cherché à rendre exhaustives nos connaissances sur ces cinq conseillers d'Etat...

Ces remarques ont une simple valeur de constat et n'ont pas pour but de dénigrer les membres du pouvoir exécutif valaisan. Mais, tout lecteur l'admettra, la réalité dépeinte pourrait être facilement utilisée à des fins partisans et inciter certains à suggérer que les membres du Conseil d'Etat pensent plus à défendre, en l'occurrence, des intérêts particuliers que des intérêts d'ordre général. En effet, il n'est pas sûr que ce Conseil d'Etat aurait agi exactement de la même façon si Pierre-Marie Dufour n'avait pas été directement concerné.

Déjà le fait que, quand le baron Eugène de Stockalper regagne sa patrie au printemps 1830 et y séjourne plusieurs semaines, Pierre-Marie Dufour soit désigné pour le remplacer provisoirement peut être considéré comme un signe annonciateur de la prochaine promotion du major bas-valaisan. En effet, le 19 juin 1830, ce dernier est nommé lieutenant-colonel, toujours dans le 3^e régiment suisse. D'ailleurs, lui-même reconnaît que le Conseil d'Etat n'est pas étranger à sa promotion, puisque, de Naples, le 10 juillet 1830, il écrit à Leurs Excellences :

Un décret de Sa Majesté [François I^{er}] du 19 juin dernier a enfin décidé en faveur de l'ancienneté la question qui s'était élevée au sujet de la place de l[ieutenant]-colonel. En vous informant de cette décision, j'éprouve le besoin de vous exprimer la reconnaissance que je vous dois pour l'intérêt que vous avez bien voulu prendre à ma cause. Jusqu'au dernier moment de ma vie, je sentirai le prix de la bienveillance avec laquelle vous l'avez défendue. Veuillez agréer cette assurance et me permettre d'y joindre l'hommage du profond respect avec lequel je suis, Excellence et très honorés Seigneurs, votre très humble et très obéissant serviteur.²⁸⁵

Il va de soi que Pierre-Marie Dufour doit aussi sa promotion à ses qualités de meneur d'hommes et à son sens aigu de la discipline. Mais, revers de la médaille, il faut signaler qu'en tant que major il n'a pas craint de prendre des sanctions contre divers mercenaires, quand il les jugeait nécessaires, et que, par conséquent,

²⁸⁴ En 1836, Adrien de Courten deviendra le beau-frère de Pierre-Marie Dufour... Sur le mariage de ce dernier, voir ci-dessous, pp. 93-96.

²⁸⁵ AEV, SE, fasc. 8/1, n° 41 : Pierre-Marie Dufour au CE, Naples, 10 juillet 1830, orig.

il a déjà pu s'attirer des inimitiés plus ou moins fortes²⁸⁶, ce dont il faudra se souvenir.

Quelques mois plus tard, le 9 novembre 1830, Pierre-Marie Dufour s'adresse au grand bailli de Sépibus pour lui annoncer la mort de François I^{er}, survenue la veille. Il semble regretter très sincèrement la disparition du souverain napolitain, puisqu'il affirme: «Si la perte de ce vertueux monarque est grande pour ce royaume, elle est surtout irréparable pour les régiments suisses dont il était l'ami et le protecteur.» Il précise ensuite que Ferdinand II a succédé à son défunt père et il ajoute qu'«il faut espérer que ce changement de règne n'apportera aucune altération à la tranquillité dont nous jouissons»²⁸⁷.

| | |
|-------------------------|---|
| 18 mai 1840: | début de la session de printemps d'un Grand Conseil à majorité libérale |
| 30 mai 1840: | entrée en fonction d'un Conseil d'Etat à majorité libérale |
| 15 mai 1843: | début de la session de printemps d'un Grand Conseil à majorité conservatrice |
| 29 mai 1843: | entrée en fonction d'un Conseil d'Etat à majorité de droite |
| | – mai 1844: guerre civile; victoire des conservateurs sur les radicaux lors du combat du Trient le 21 mai |
| | – 29 mai 1844: élection du conservateur Guillaume de Kalbermatten au Conseil d'Etat en remplacement du libéral Pierre Torrent |
| | – 11 décembre 1845: adhésion du Valais au <i>Sonderbund</i> |
| | – novembre 1847: guerre du <i>Sonderbund</i> |
| | – 29 novembre 1847: à Bex, signature de la capitulation du Valais |
| déc. 1847 - janv. 1848: | gouvernement provisoire à majorité radicale |
| dès le 27 déc. 1847: | Grand Conseil constituant à majorité radicale (élu le 16 décembre) |
| 29 janvier 1848: | entrée en fonction d'un Conseil d'Etat à majorité radicale ²⁸⁸ |

Tableau 9. – Quelques repères concernant l'histoire du Valais.

²⁸⁶ C'est ainsi que Pierre-Benjamin Closuit s'est vu infliger deux jours d'arrêts en été 1829 pour des raisons contestables, selon lui du moins (AEV, Closuit, n° 49). Et, lorsque ce Valaisan aura imprudemment signé un bon de fournitures inexact et qu'il connaîtra de nouveaux ennuis pour cela, il ne manquera pas de protester de sa bonne foi et d'écrire à son épouse Jeannette, née Favre, que le lieutenant-colonel Dufour n'est point «l'ami des Martignerains» (*ibidem*, n° 76). Cette affirmation illustre le fait que l'on n'exerce presque jamais des responsabilités sans être exposé à des critiques, que celles-ci soient justifiées ou non, dans le militaire plus encore que dans le civil. Ce qui peut, comme dans cet exemple, donner lieu à des généralisations hâtives et donc vraisemblablement fausses.

²⁸⁷ AEV, SE, fasc. 12/23, n° 25: Pierre-Marie Dufour au CE, Naples, 9 nov. 1830, orig.

²⁸⁸ *Histoire du Valais*. t. 3, pp. 543-559 incluses dans la partie suivante: GÉRALD et SILVIA ARLETTAZ, *Les conflits de l'intégration politique 1815-1848*, pp. 505-579; ROUILLER, pp. 179-181; SALAMIN, pp. 135-165; BIOLLY I, pp. 20-32. Voir encore ARLETTAZ I, pp. 119-147; REY I, pp. 153-164; REY II, pp. 10-21; ROTEN; SEILER; etc.

Très rapidement, l'inquiétude manifestée par le Bas-Valaisan se révèle être sans fondement et l'avenir des mercenaires helvétiques au service de Naples apparaît sous d'excellents auspices. Il est vrai qu'il n'ont pas la faculté de pouvoir connaître le futur plus ou moins lointain et de se transporter quelque trois lustres au-delà, que ce soit en Suisse ou dans le royaume des Deux-Siciles...

Le 7 août 1840, le roi Ferdinand II élève le général de brigade Louis de Sonnenberg au grade de maréchal de camp, ce qui va entraîner diverses promotions : c'est ainsi que, le 7 septembre, Eugène de Stockalper devient général de brigade, tandis que le lieutenant-colonel Pierre-Marie Dufour est nommé colonel du 3^e régiment suisse au service des Deux-Siciles.

De Capoue, le 21 octobre 1840, le Montheysan annonce officiellement l'heureuse nouvelle aux autorités valaisannes – qui sont alors en majorité libérales – en ces termes :

Les bontés du roi [Ferdinand II] et sa confiance en mon dévouement m'ont appelé au commandement du 3^e régiment suisse en remplacement de Monsieur [Eugène de] Stockalper nommé brigadier.

Je dois le dire avec franchise, ce n'est pas sans crainte que j'envisage l'étendue des devoirs que j'ai à remplir, mais l'espérance d'être secondé par les officiers supérieurs que je me félicite d'avoir pour auxiliaires soutient mon courage. J'ose me flatter qu'il ne m'abandonnera pas, quelque difficile que soit la tâche qui m'est imposée.

Dans le poste honorable que je vais occuper, j'ai aussi besoin de compter sur votre bienveillance. Je la réclame non seulement pour moi, mais encore pour le régiment confié à mes soins. Je suis pénétré de l'idée qu'il s'en rendra digne. J'en ai pour garant sa conduite passée et le bon esprit dont il est animé.²⁸⁹

Le 6 novembre 1840, le Conseil d'Etat valaisan lui répond, le félicitant tout en constatant que le roi Ferdinand II a su «apprécier le zèle et le talent militaire qui vous distinguent à un éminent degré». Il ajoute : «Votre promotion nous réjouit d'autant plus que les relations que nous sommes appelés à soutenir avec le régiment par votre entremise ne sauraient être qu'agréables, fondées qu'elles seront sur la franchise, la loyauté et la confiance.»²⁹⁰

On l'aura noté, à cette époque, le régiment est en garnison à Capoue, «ville malsaine à cause de son mauvais air. La fièvre y règne toute l'année» selon

²⁸⁹ AEV, SE, fasc. 12/23, n° 73 : Pierre-Marie Dufour au CE, Capoue, 21 oct. 1840, orig.

²⁹⁰ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 3, p. 112, n° 117 : le CE à Pierre-Marie Dufour, s. l., 6 nov. 1840, minute. — De plus, le Conseil d'Etat se réjouit que Pierre-Marie Dufour ait présenté «M. le porte-drapeau [Xavier] de Nucé pour la place de sous-lieutenant de grenadier» et constate que «cet avancement amènera une vacance dont la repourvue doit avoir lieu sur la présentation d'un dizain». Aussi ajoute-t-il : «Nous allons faire des recherches pour être à même de l'attribuer à qui de droit. L'état dans lequel se trouvent les archives du canton par suite des derniers événements politiques [de 1839-1840] pourrait rendre ces recherches difficiles ; vous les faciliteriez, M. le col[on]el, si vous vouliez avoir la bonté de nous envoyer l'état nominatif des officiers valaisans au service des Deux-Siciles, avec indication du dizain pour lequel ils comptent et de la présentation qui a fixé les choix de S[a] M[ajesté] dans ces derniers temps.» (*Ibidem.*) Le 29 avril 1841, sans nouvelle du nouveau colonel du 3^e régiment suisse, supposant que la missive du 6 novembre ne lui est pas parvenue et lui en adressant «un *duplicatum*», on lui récrit : «Nous profitons de cette circonstance pour vous renouveler la demande contenue dans cette lettre, vous priant [...] de vouloir bien nous transmettre, aussitôt que faire se pourra, les renseignements que nous y réclamions de votre obligeance.» Avant de souhaiter «une prompte réponse». (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 3, p. 136, n° 169 : le CE à Pierre-Marie Dufour, s. l., 29 avril 1841, minute.)

Edouard Wolff qui prédit qu'il y aura beaucoup de morts et qui précise que, en tant que lieutenant d'artillerie, il reste à Naples²⁹¹. Le 20 janvier 1842, son épouse Marie-Louise, née de Riedmatten, écrivant à son frère Antoine, confirme les propos de son mari :

Nous sommes tout à fait isolés. On dit qu'il y a une quantité de malades dans les régiments qui se trouvent dans cette mauvaise garnison [de Capoue] où il y a un très mauvais air qui y règne à cause d'une grande étendue de marais que le roi fait dessécher dans les environs et, comme l'on dit qu'il se trouvait une quantité de plantes qui absorbaient cette humidité, on attribue à ce dessèchement les fièvres qui règnent si fortement. Il y [a] M. le colonel Dufour qui est presque toujours malade, et l'on paraissait inquiet sur son compte pendant quelque temps, mais, heureusement, sa maladie ne s'est pas aggravée et dans peu il sera rétabli.²⁹²

La dernière phrase citée laisse apparaître une certaine sympathie de la jeune femme pour Pierre-Marie Dufour, sympathie que son époux ne partage nullement. Comme nous nous refusons à y voir de la duplicité, nous pensons que Marie-Louise Wolff doit être assez proche d'Eugénie de Rivaz, l'épouse du colonel, que l'une et l'autre, ayant quelque peu la nostalgie de leur pays natal, se soutiennent moralement et qu'elles ont, par conséquent, tout intérêt à rester à l'écart de la mésintelligence qui existe entre leurs conjoints²⁹³.

De l'automne 1842 à novembre 1843, le 3^e régiment suisse est en garnison à Nocera; puis il est à Gaète d'où, à tour de rôle, des compagnies sont détachées à l'île de Pouza et, au cours de l'automne 1845, il gagne Naples²⁹⁴. Il semble bien loin des antagonismes qui déchirent le Valais. Et pourtant...

Revenu dans sa patrie durant un de ses congés, Pierre-Marie Dufour va être l'un des témoins actifs d'une scène qui se passe le 29 août 1843. Brossons brièvement le contexte dans lequel celle-ci s'insère. «[...] Dès la fin de l'année 1842, le gouvernement libéral perd progressivement le contrôle du pays et le pouvoir réel, au profit des organisations partisans.»²⁹⁵ Les élections communales de janvier 1843, puis celles des députés au Grand Conseil en avril sont favorables aux conservateurs et, «après bien des tergiversations», le 21 mai, la nomination des conseillers d'Etat atteste du changement de majorité dans l'assemblée législative. Les tensions sont particulièrement vives dans le Bas-Valais; «les violences et les troubles se multiplient», les partisans de la *Jeune Suisse*, soit des libéraux-radicaux, et ceux de la *Vieille Suisse* n'ayant pas hésité à s'équiper «en armes et en munitions»²⁹⁶. La situation tend à devenir anarchique. Dans le dizain de Monthey, entre autres, des groupes armés des deux bords se préparent à en découdre. Le 28 août 1843, Pierre Codonnet et un autre membre de la *Jeune Suisse* gardent le pont de Monthey quand deux partisans de la *Vieille Suisse* se présentent pour aller à Outre-Vièze, dans l'intention de rejoindre les leurs. On leur interdit le passage, le ton monte et la situation dégénère au point qu'un coup de feu blesse grièvement

²⁹¹ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 14, n° 234: Edouard Wolff à Antoine de Riedmatten, Naples, 9 oct. 1840, orig.

²⁹² *Ibidem*, n° 252: Marie-Louise Wolff à son frère Antoine de Riedmatten, Naples, 20 janv. 1842, orig.

²⁹³ Un indice supplémentaire des bonnes relations qu'elles entretiennent se trouve à la note 379, p. 94.

²⁹⁴ GATTLEN, p. 47.

²⁹⁵ *Histoire du Valais*, t. 3, p. 549, cf. note 288.

²⁹⁶ SALAMIN, p. 149.

Codonnet. Transporté dans une maison proche, celui-ci meurt le lendemain matin. Les jeunes Suisses sont fous de rage²⁹⁷, mais aussi inquiets des rumeurs qui font état de l'approche de groupes conservateurs armés. L'ecclésiastique Hyacinthe Carraux, dont nous ne savons s'il est l'auteur du témoignage qui suit ou s'il s'inspire d'une source que nous n'avons pas réussi à identifier, affirme qu'une quinzaine ou une vingtaine de radicaux s'attourent; qu'on s'empare de la personne du curé Samuel Dumoulin qui est insulté et placé devant «la bouche d'un canon», vers lequel on agite «une mèche allumée». Et Carraux de poursuivre:

Dans la conviction qu'on allait l'immoler d'un moment à l'autre, il [= le curé Dumoulin] se jeta aux genoux de ses bourreaux et les conjura de ne pas se souiller d'un crime qui déshonorerait à jamais la paroisse de Monthey. Les jeunes Suisses lui épargnèrent la vie, mais leur fureur ne fut point désarmée. On commanda le pas de charge et le canon fut poussé avec vitesse contre M. Dumoulin qui devait courir à toutes jambes pour n'être pas écrasé par cette pièce. En même temps, des jeunes Suisses, parmi lesquels on comptait des premiers magistrats de Monthey, étaient placés à droite et à gauche et avaient leurs baïonnettes dirigées contre lui, et quatre autres, pour le gêner [...], tenaient les leurs placées sur sa poitrine. Des cris d'enfer se firent entendre.

C'est à partir de là que le récit, rédigé ou recopié plus ou moins textuellement par Carraux, déjà intéressant par le fait qu'il illustre fort bien les passions haineuses qui se déchaînent dans le Valais de cette époque, prend tout son intérêt pour nous.

En passant devant la maison du grand bailli Dufour, [y lit-on.] M. Dumoulin vit dans la cour cet ancien magistrat qui était avec son fils Pierre-Marie, colonel à Naples, alors en congé; il se jeta à ses pieds, le priant en grâce de bien vouloir intercéder pour lui. Mais ce respectable vieillard ne put dire une seule parole; des torrents de larmes coulèrent de ses yeux. M. le colonel adressa à ces hommes dénaturés de sévères paroles: «Comment! leur dit-il, vous traitez de la sorte votre curé! Je fus longtemps en France et en Espagne; je fus dans plusieurs campagnes, mais jamais, non jamais, je n'ai vu un vaincu traité de cette manière!» Pendant ce temps, Mademoiselle Pauline Dufour, sœur du colonel, prenant par le bras son cousin, M. le grand châtelain Antoine Du Fay, lui disait du ton le plus pathétique: «Mon cousin, s'il vous plaît, ne faites pas de mal à M. le curé! Rendez-lui la liberté!» Ces paroles eurent apaisé tout autre qu'un jeune Suisse. Mais Du Fay, homme sombre et fougueux, lui répondit brusquement: «M. le curé ne reçoit que ce qu'il mérite et nous faisons ce que nous devons.» Ainsi les larmes d'un vieillard qui a occupé pendant longtemps les premières places de la République, les remontrances d'un brave officier, les tendres exhortations d'une jeune femme n'eurent aucun effet sur ces tigres à figures humaines.

Le curieux et fanatique cortège continue sa route jusqu'au moment où il rencontre François Delacoste, ancien conseiller d'Etat, qui voit avec consternation la présence de son fils aîné Adrien au milieu de «cette bande». Ce politicien

²⁹⁷ «On comprend tout ce qu'un acte aussi déloyal a causé d'irritation à Monthey où Codonnet était aimé de tout le monde» (*Le Courrier du Valais*, n° 70 du 30 août 1843, p. 278). — Quant à *L'Echo des Alpes*, dont le rédacteur est Alphonse Morand, il écrit que la mort du jeune Suisse «paraît devoir être attribuée à la balle perfide d'un défenseur de la religion» (*L'Echo des Alpes*, n° 68 du 31 août 1843, p. 2).

«estimé» intervient avec vigueur et admoneste vertement son rejeton. Il obtient la libération du curé, à condition qu'avec celui-ci il monte à Troistorrents, «où s'étaient réunis les membres de la *Vieille Suisse*, afin de les engager à ne pas descendre sur Monthey». Ce qui va être fait²⁹⁸. Il n'empêche qu'une vive effervescence, marquée par divers incidents, va se prolonger encore durant quelques jours dans la région avant que le calme s'installe dans les deux camps, du moins provisoirement. Mais ceci est une autre histoire...

Revenons en effet à la partie du récit que nous avons présentée et qui nous amène à diverses réflexions.

Primo, le lecteur l'aura compris, son auteur est du côté des conservateurs et le ton qu'il utilise s'en ressent, même s'il ne cache pas que la mort de Codonnet a été causée par un vieux Suisse. Que Carraux l'ait rédigé lui-même ou qu'il se soit contenté de retranscrire plus ou moins fidèlement un autre texte importe peu finalement²⁹⁹. En effet, l'ecclésiastique valaisan, à l'époque des faits, est curé de Troistorrents et il a pris connaissance de la scène décrite quelques heures après qu'elle a eu lieu. Par conséquent, il connaît les péripéties qu'il rapporte grâce à divers témoins, dont François Delacoste, et grâce au curé Dumoulin; il est sûr de leur exactitude et, avec lui, on peut les considérer comme avérées, même si elles sont présentées avec une parti pris certain.

Secundo, Hyacinthe Carraux évoque par cet exemple les excès passionnels d'une époque révolue, dans nos contrées du moins, mais qui y ont bel et bien marqué l'histoire du canton du Valais et dont on aura un petit aperçu dans la subdivision consacrée à Casimir Dufour.

Tertio, parlons de quelques membres de la famille Dufour. L'image du père d'abord. On retrouve un Michel Dufour vieilli, à quelques mois de sa mort – qui surviendra le 6 décembre 1843 – et, semble-t-il, dépassé par les événements: lui qui est un libéral modéré, qui fut animé le plus souvent par un esprit de tolérance et de concorde ne peut qu'assister, impuissant et chagriné, à la dégradation des luttes politiques qui le ramènent peu ou prou aux premiers temps de la République helvétique. L'image de Pauline ensuite. Elle apparaît comme l'archétype de la femme sensible qui obéit aux lois du cœur et qui est d'autant plus choquée qu'on a osé s'en prendre au curé de sa paroisse, personne sans nul doute sacrée – par son statut même – aux yeux de la croyante qu'elle est. Quant à Casimir Dufour, il n'est pas présent dans le groupe des jeunes Suisses qui s'en sont pris au curé Dumoulin,

²⁹⁸ AEV, AVL 393, pp. 611-614. C'est nous qui soulignons. — «La matinée du 29 fut le moment le plus critique: on annonça l'arrivée de la *Vieille Suisse* de Vionnaz et de Collombey [...]; aussitôt l'alerte se donne et tout ce qui restait de citoyens dévoués à la bonne cause, armés de tout ce qui se trouvait sous leurs mains, se porte en courant sur la route de Collombey, accompagné d'un obusier chargé à mitraille et de quelques artilleurs volontaires qui, heureusement, se trouvaient encore à Monthey. [...] Le curé Dumoulin, qui a si fort contribué à créer la *Vieille Suisse*, ayant été rencontré sur la route, a été sommé de marcher en tête et rendu responsable du premier coup de fusil venant de l'ennemi; il se prosterna en demandant pardon de tous les maux qu'il reconnaissait avoir faits à la *Jeune Suisse* et à la paroisse; malgré cela, il fallut marcher. M. Delacoste, président du dizain, prévenu de ce mouvement, se porta sur les lieux et s'avança comme parlementaire». (*L'Echo des Alpes*, n° 71 du 10 sept. 1843, p. 2. – Souligné par nous.) Telle est la version de l'événement donnée par le périodique radical.

²⁹⁹ Notre réticence à décerner la paternité du récit au curé Carraux s'explique par le fait qu'un texte proche du sien se trouve dans DERIVAZ, note 1 qui s'étend de la p. 37 à la p. 39. Sans indiquer sa source, celui-ci met les guillemets pour bien indiquer qu'il s'agit d'une citation; ce qui nous pose problème c'est qu'il y a quelques petites différences dans la forme – et non dans le fond – entre les deux récits. Peut-être, tout simplement, que le chanoine Derivaz a copié un passage du manuscrit de Carraux et qu'il l'a fait imprimer avec de minimes variantes de son crû... Etant dans l'incertitude, nous laisserons ce point en suspens.



Edouard Wolff (1808-1881), vers 1836
alors lieutenant d'artillerie au service de Naples.

Aquarelle de Pierre Favre, 1963. – Musée cantonal d'histoire, VS.

Photo: Jean-Yves Glassey.

sinon l'auteur du récit n'aurait pas manqué de le mentionner. Est-ce parce qu'il est occupé ailleurs ou parce qu'il n'approuve pas ce genre d'équipée ? Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'il a évité d'être confronté à trois membres de sa famille et qu'il nous empêche ainsi de savoir quelles réactions lui, son père, son frère et sa sœur auraient eues en la circonstance, l'un vis-à-vis des autres et vice versa. Enfin, on remarquera que Pierre-Marie, qui a des idées progressistes, s'est abstenu, lors de son congé, de se mêler de politique, ce qui est une preuve de sagesse vu son grade. De plus, lors de l'épisode évoqué ci-dessus, il parle en militaire, il montre qu'il a le sens des valeurs et prononce des mots qui témoignent de la noblesse de son caractère. Cette constatation est d'autant plus importante au regard de ce qui va suivre et qui nous ramène dans le sud de l'Italie.

S'il a toujours existé, dans le 3^e régiment suisse, comme partout ou presque, des incompatibilités de caractères et des jalousies, les dissensions politiques s'y accroissent dans les années quarante – voire dès la fin des années trente – entre mercenaires valaisans. Il faut dire que les tensions qui existent dans leur patrie entre conservateurs d'une part, libéraux et radicaux d'autre part, y débouchent sur des guerres civiles en 1840 et en 1844 auxquelles beaucoup d'entre eux ne sauraient rester insensibles. Par exemple, le lieutenant Edouard Wolff, lors d'un de ses congés, se voit confier par le Conseil d'Etat conservateur, en 1844, «le commandement de l'artillerie de la *Vieille Suisse*»³⁰⁰ et, le 20 mai, il contribue à la

³⁰⁰ PAUL DE RIVAZ II, p. 224. C'est nous qui soulignons. — Quelques mercenaires avaient déjà pris part à la guerre civile de 1840. C'est le cas, entre autres, de Ferdinand de Torrenté, alors lieutenant au service de Naples, qui servit dans les troupes bas-valaisannes. (*L'Echo des Alpes*, 1^{ère} p. du n° 32 du 30 avril 1840.)

prise d'Ardon³⁰¹ et à la retraite des libéraux-radicaux qui vont être défaits, le 21, au combat du Trient. Parmi les vaincus se trouve Casimir Dufour qui était à la tête de l'artillerie des insurgés et qui est obligé de s'exiler pour éviter les foudres des vainqueurs...

On peut imaginer qu'à son retour dans le royaume de Naples Edouard Wolff est félicité par les mercenaires conservateurs, aux yeux desquels il a contribué à sauver une cause qui leur est chère, tandis que d'autres, de tendance politique opposée, ne sont pas prêts à lui pardonner de sitôt un engagement qu'ils jugent inacceptable; et ce d'autant plus que le Conseil d'Etat n'hésite pas à intervenir auprès de Ferdinand II pour lui suggérer quelque promotion que le valeureux lieutenant a bien méritée selon lui³⁰², mais qu'il n'obtiendra pas, dans l'immédiat en tout cas. Fort du succès de son parti, Edouard Wolff n'hésitera pas à envoyer une lettre à la *Gazette du Simplon*, avec prière de l'insérer dans son «prochain numéro», ce qui sera fait le 19 avril 1845. Il y traite Casimir Dufour «de factieux et de rebelle» et d'«inepte ex-commandant de la ci-devant artillerie des jeunes Suisses du Valais»!³⁰³ Assurément, jeter de l'huile sur le feu ne gêne nullement le lieutenant Wolff, surtout s'il s'agit de nuire à la famille Dufour.

Le 3 mai 1845, en raison de divers chefs d'accusation, un tribunal valaisan à la botte des vainqueurs condamnera Casimir Dufour, par contumace, notamment à huit ans d'emprisonnement, jugement qui sera confirmé et rendu «exécutoire» le 2 octobre 1846³⁰⁴.

Le radicalisme du Montheysan et les ennuis qu'il connaît ne peuvent que fragiliser la position de son frère Pierre-Marie, en tant que colonel du 3^e régiment suisse, dans ses rapports avec le gouvernement de son canton. De plus, les détracteurs que Pierre-Marie compte parmi les mercenaires valaisans au service de Naples ne manquent pas de l'accuser d'être libéral, voire radical, et de souligner que ses opinions politiques ne sont guère compatibles avec la défense d'un régime conservateur, tel que celui de Ferdinand II. De là à l'accuser d'hypocrisie et de double jeu ou de considérer ses agissements et les décisions qu'il prend comme partisans, il y a un pas que d'aucuns franchiront allègrement. A tort ou à raison, c'est selon, tant il est imprudent, voire impossible, de sonder les arcanes de l'âme en se fondant sur quelques faits et sur des jugements énoncés par des personnes que les passions politiques rendent inévitablement fort partiales.

Au vu de ce qui précède, on comprend d'autant mieux que, en cette période où l'histoire du Valais est fort mouvementée, l'état d'esprit du 3^e régiment au service de Naples, déjà peu satisfaisant, se détériore plus encore.

Témoin les mémoires du capitaine conservateur Christian Gattlen, dans lesquels celui-ci se plaint que le colonel Pierre-Marie Dufour lui a souvent cherché noise et qu'il l'a fait mettre aux arrêts au cours de l'année 1842 pour une pecca-

³⁰¹ Le chanoine conservateur Joseph-Nicolas Hubert écrit que «l'avenue occidentale du pont [de la Lizerne] est bientôt balayée par l'artillerie très bien dirigée par M. Wolff». (HUBERT, p. 46.)

³⁰² Cf. l'Annexe 2/A.

³⁰³ *Gazette du Simplon*, n° 32 du 19 avril 1845, p. 2: lettre d'Edouard Wolff au «gérant» de ce périodique [Simon Zenklusen], Naples, 31 mars 1845. — Wolff réagit à une retranscription d'un article de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, article qui l'accusait d'avoir, en mai 1844, offert ses services à Casimir Dufour avant de passer du côté «des Haut-Valaisans» et dont la *Gazette du Simplon* avait pourtant déjà souligné l'ineptie. (*Gazette du Simplon*, n° 22 du 15 mars 1845, p. 1.)

³⁰⁴ Voir ci-dessous, p. 115.

dille³⁰⁵. Témoin, encore, les mots qu'il écrit, le 15 juin 1845, le lieutenant Edouard Wolff – que nous retrouvons sans surprise dans ce contexte – au capitaine Augustin de Riedmatten, alors en congé semestriel à Sion: il «accuse [...] réception des brochures» et «des journaux» qui concernent la politique valaisanne et qui sont arrivés à l'adresse prévue, soit chez Paul de Stockalper; il se plaint que, celui-ci les ayant fait parvenir «à son père» Eugène qui se trouve «à Nocera», ils n'aient «point encore été renvoyés de là pour être expédiés au régiment»; aussi demande-t-il à de Riedmatten «de ne plus rien» adresser chez Paul de Stockalper, d'autant plus que Marianne Tenchi, la femme de ce dernier, «est toute vendue à M. le colonel Dufour et à son épouse, au point de leur montrer les lettres que leur écrit le bon général [Eugène de] Stockalper»³⁰⁶.

Témoin, enfin, une missive d'Augustin de Riedmatten à l'aumônier François Ulrich, datée du 28 mai 1846, dans laquelle on lit notamment:

Vous saurez que le sergent-major [Bernard-Antoine] Puippe n'a pas encore été proposé et qu'on n'ose pas le proposer, malgré que M. le cap[itai]ne [Louis] Riche avait partout trompété qu'il le proposerait; il s'est passé par là quelque chose de mystérieux. On assure que quelqu'un de l'Etat-major a été chez le colonel [Dufour] lui déclarer qu'il se garde de proposer Puippe et autres de cette espèce. Les partisans des jeunes Suisses sont furieux, et d'autant plus qu'ils ne savent pas d'où part ce tour qu'on leur a joué; et il faut convenir que celui qui le leur a joué l'a bien joué, et il est fort heureux pour lui qu'ils l'ignorent; autrement ils pourraient bien se venger contre lui [...]. Au reste, l'affaire de Puippe fut si connue qu'il n'y a rien de plus naturel [...] ³⁰⁷ qu'elle soit parvenue aux hautes sommités. Le général [Eugène de] Stockalper l'a sue par son frère Ferdinand; l'aide de camp [François-Antoine] de Werra l'a aussi sue; le cap[itai]ne [Félix] de Specker en a aussi été parfaitement instruit. Il est même inconcevable que tant le cap[itai]ne Riche que M. le colonel n'aient pas eu plus de tact et n'aient prévu tout ce déboire. Ce parti concentre sa fureur, mais sa consternation transpire. En attendant, c'est une bonne leçon pour l'avenir; encore une autre et il est terrassé sans pouvoir s'en relever.

Et Augustin de Riedmatten, à propos d'une affaire restée obscure pour nous, de se lancer dans des considérations religieuses, à la fois oiseuses et humoristiques, d'où il ressort que les gens de «ce parti» tant honni sont des mécréants qui ne croient pas aux «miracles avérés» et qui «éprouvent» même du «plaisir» à les «réfuter»³⁰⁸.

³⁰⁵ GATTLEN, pp. 256-257. — Anton Gattlen écrit notamment: «Probleme hatte er [Christian Gattlen] nur mit dem Bataillons-Kommandanten Pierre-Marie Dufour, der ihn bei jeder Gelegenheit schikanierte und wegen Kleinigkeiten mit Arrest bestrafte. Das unfreundliche Verhältnis war vielleicht Ausdruck persönlicher Unverträglichkeit, könnte aber auch, wie Gattlen vermutete, in unterschiedlicher politischer Auffassung und damals bestehenden Spannungen zwischen Ober- und Unterwallis gewurzelt haben.» (*Ibidem*, pp. 47-48.)

³⁰⁶ AEV, Aug. Riedm. II, classeur 6, fasc. 3, n° 7: Wolff à de Riedmatten, Naples, 15 juin 1845, orig. — Dans cette même lettre, Wolff critique Charles de Rivaz qui, alors qu'il était conseiller d'Etat ayant en charge le département de l'Intérieur, n'a pas pris de mesures contre le périodique *L'Echo des Alpes* et il affirme: «[...] Pour moi, je suis convaincu que M. de Rivaz n'est qu'un jeune Suisse comme le sont la plupart des conseillers de Sion ou, au moins, un radical». — En fait, de Rivaz est un libéral modéré.

³⁰⁷ Suppression d'un «que» superfétatoire.

³⁰⁸ AEV, Aug. Riedm. II, classeur 1, n° 46: Augustin de Riedmatten à Ulrich, Naples, 28 mai 1846, orig.



Augustin de Riedmatten (1796-1867), vers 1850
alors colonel du 3^e régiment suisse au service de Naples.

Musée cantonal d'histoire, VS. – Photo: Heinz Preisig.

Signalons qu'en ce 26 mai Augustin de Riedmatten ignore les dessous de la non-présentation de Bernard-Antoine Puippe, que nous allons plus ou moins mettre au jour. Par une «dépêche» datée du 5 mars 1846, Pierre-Marie Dufour s'est empressé d'aviser le Conseil d'Etat de la mort du sous-lieutenant Pierre Blatter, survenue à Naples le 3 mars. Le 30 du même mois, le gouvernement lui a répondu que c'était au tour du dizain de Viège de repourvoir à son remplacement, dizain qui a proposé trois sujets «capables d'occuper honorablement cette place», et que sa préférence va au dénommé François Zimmermann de Visperterminen³⁰⁹. Pour des raisons que nous ne connaissons pas, mais que nous pouvons supposer, le capitaine Louis Riche souhaite cependant écarter la candidature officielle au profit d'«un homme de son choix», c'est-à-dire Bernard-Antoine Puippe: il est vraisemblable que Riche veuille avantager un de ses amis ou de ses camarades dont il apprécie tout particulièrement les compétences et qu'il désire placer un mercenaire aux idées libérales, voire radicales, au détriment d'un Haut-Valaisan jugé conservateur. Toujours est-il que, le 9 juin 1846, Pierre-Marie Dufour, dont l'attitude complaisante envers Louis Riche ne peut être que suspecte, a informé le Conseil d'Etat du choix fait par son subordonné et que le pouvoir exécutif n'a pas manqué de réagir vivement, affirmant entre autres:

Le décret du 19 décembre 1827 sur la répartition des places d'officiers dans les services étrangers doit recevoir son entière exécution et, dans la présente circonstance, il importe qu'on y mette d'autant plus de

³⁰⁹ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 4, p. 173, n° 36: le CE au colonel Dufour, s. l., 30 mars 1846, minute.

scrupules que le dizain de Viège qui subit, comme le reste du Valais, le recrutement du service de Naples, n'a compté qu'un seul officier dans le régiment depuis la formation du corps³¹⁰. Ce dernier doit y être d'autant plus sensible que, dans sa présentation, figurent des sujets doués de toutes les qualités désirables pour remplir honorablement une place d'officier.

Nous vous recommandons [...] très expressément l'application scrupuleuse du décret précité comme vous en avez pris l'engagement; et, si M. Riche y contrevient, assurez-le que la commination de la loi ne sera pas vaine.³¹¹

Dès lors, Pierre-Marie Dufour et certains de ses officiers semblent préférer adopter une attitude dilatoire plutôt que de s'opposer ouvertement à la volonté des membres du gouvernement valaisan³¹². Finalement, il se pourrait bien que ce soit Pierre-Maurice de Riedmatten, de Münster dans le dizain de Conches, qui ait remplacé Pierre Blatter. En tout cas, par brevet du 17 janvier 1847, il est nommé sous-lieutenant dans la 3^e compagnie de fusiliers du 1^{er} bataillon du 3^e régiment suisse, celle-là même que commande Louis Riche et dans laquelle le défunt était intégré³¹³. Dans le cas où notre hypothèse est exacte, nous devons admettre qu'ont eu lieu des négociations et des concessions – de part et d'autre – qui ont profité à un tiers. Ce qui n'empêchera pas que de nouvelles difficultés vont surgir lors de la future vacance de places de sous-officiers. Mais, cette fois, elles seront dues à la situation politique qui est devenue si tendue en Suisse que les autorités du Vieux Pays auront d'autres priorités et préféreront garder sur leur sol tout homme en âge de se battre. Et ne parlons ni de la guerre du *Sonderbund* ni de ses conséquences³¹⁴...

³¹⁰ Décret du 19 décembre 1827, article 1^{er}: «Il y aura toujours, dans chaque dizain, trois places d'officiers au service de France et deux places au service de Naples.» Article 3: «Ces places se donneront successivement au dizain qui, au moment de la vacance, se trouvera le plus éloigné d'avoir son contingent d'officiers.» (*Lois VS*, t. V, pp. 124-130: «Décret sur la répartition des places d'officiers aux services capitulés».)

³¹¹ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 4, p. 219, n° 76: le CE au colonel Dufour, s. l., 25 juin 1846, minute. — Décret du 19 décembre 1827, fin de l'article 13: le capitaine de la compagnie «sera tenu de proposer l'un des sujets désignés par le Conseil d'Etat, sur la présentation du conseil du dizain. S'il y manque, il sera passible d'une amende de mille francs». L'article 14 indique que la personne qui accepte «une place de sous-lieutenant», alors que le point précédent n'a pas été respecté, «sera également passible de l'amende de mille francs». Quant à l'article 15, il a la teneur suivante: «Le capitaine et le sous-lieutenant seront solidaires pour le paiement de l'une et de l'autre amende et, en cas d'insolvabilité, ils seront déchus du droit de cité.» (*Lois VS*, t. V, pp. 127-128.)

³¹² L'exception qui vient d'être mentionnée mise à part, les relations épistolaires entre le Conseil d'Etat et Pierre-Marie Dufour restent empreintes de courtoisie et, semble-t-il, de confiance. Preuve en est, par exemple, la lettre que le premier adresse au second, le 13 mars 1847, dans laquelle on lit: «Ensuite de la sollicitation que viennent de nous adresser les héritiers de Gaspard-Etienne Joris, ressortissant de notre canton mort dans votre régiment, tendant à obtenir le testament que ledit Joris doit avoir fait à Naples, de même que les avoirs y délaissés par lui, nous avons l'honneur de réclamer vos bons offices en leur faveur. Le défunt ayant été créancier d'un nommé Jean-Nicolas Joris, d'Orsières, du montant de 100 frs, vous voudrez bien aussi faire rechercher le titre de créance concernant cette dette et, en cas qu'il dût se découvrir, nous le faire parvenir afin que nous puissions le transmettre à qui de droit.» Suivent les salutations d'usage (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 4, p. 323, n° 154: le CE au colonel Dufour, s. l., 13 mars 1847, minute). Le 15 avril, Dufour répond à cette lettre: tout en signalant que Gaspard-Etienne Joris faisait «partie du second régiment» suisse, il dit s'empresse de «transmettre» au Conseil d'Etat un «extrait mortuaire» concernant ledit mercenaire, ainsi qu'«un simple acte de naissance», seul papier «qu'il a déposé au corps lors de son entrée au service.» (AEV, SE, fasc. 12/23, n° 75: Dufour au CE, Naples, 15 avril 1847, orig.)

³¹³ Nous fondons cette hypothèse sur des données qui se trouvent in MAAG II, p. 643.

³¹⁴ Voir à ce sujet l'Annexe 2/D.

Quoi qu'il en soit, les commentaires d'Augustin de Riedmatten sur le remplacement de feu Pierre Blatter n'en restent pas moins fort évocateurs : l'inimitié, la suspicion, source de malentendus, la grogne règnent bel et bien, dans une proportion difficile à établir, au sein du 3^e régiment suisse ; il est même plus que vraisemblable que certains officiers n'hésiteraient pas à rechercher le soutien des autorités conservatrices de leur canton si leur colonel leur en donnait l'occasion par une faute plus ou moins grave, dans l'espoir qu'un des leurs puisse lui succéder à la tête de leur corps d'armée.

| <i>Dizains</i> | <i>Officiers</i> | <i>Sous-officiers et soldats</i> | <i>Dizains</i> | <i>Officiers</i> | <i>Sous-officiers et soldats</i> |
|----------------|------------------|--------------------------------------|----------------|------------------|--------------------------------------|
| Conches | 1 | 17 | Sion | 6 | 22 |
| Brigue | 1 | 33 | Conthey | 3 | 26 |
| Viège | – | 16 | Entremont | 3 | 27 |
| Rarogne | 2 | 20 | Martigny | 2 | 33 |
| Loèche | 4 | 36 | St-Maurice | 6 | 29 |
| Sierre | 2 | 18 | Monthey | 3 | 77 |
| Hérens | 1 | 15 | | | |
| | | | Total | 34 | 369 ³¹⁵ |

Tableau 10. – Etat de l'effectif des officiers, sous-officiers et soldats valaisans du 3^e régiment suisse au service de Naples au 1^{er} janvier 1847.

Est-ce pour tenter d'atténuer le mauvais effet que les divers antagonismes qui divisent son régiment produisent en Valais que, le 6 avril 1847, Pierre-Marie Dufour s'empresse de faire part au Conseil d'Etat d'une nouvelle qui ne peut qu'en redorer l'image ? C'est probable, d'autant plus qu'il laisse entrevoir une apparente et touchante unanimité des officiers valaisans. Le colonel bas-valaisan écrit en effet :

Profondément touchés des maux dont les pauvres du canton sont affligés, les officiers valaisans du régiment que j'ai l'honneur de commander viennent de souscrire pour la somme de 496 francs et 25 centimes en faveur de ces malheureux.

Monsieur le lieutenant [César-Marie] Ducrey est chargé de vous remettre ce montant. Veuillez, je vous prie, veiller à ce qu'il reçoive exactement sa destination.³¹⁶

Ce geste, sans nul doute aussi motivé par un élan de compassion et de solidarité, est bien évidemment apprécié dans un Valais qui, comme d'autres régions européennes d'ailleurs, connaît alors une période difficile : en 1845, la culture des pommes de terre n'a presque rien donné ; l'année 1846 est marquée par des inondations et une maladie des pommes de terre ; en 1847, la récolte des céréales s'an-

³¹⁵ AEV, CE, N° 1101, vol. 46, annexe placée entre la p. 2 et la p. 3 : tableau dressé par Pierre-Marie Dufour, colonel commandant le régiment, Naples, 1^{er} janv. 1847, orig.

³¹⁶ AEV, SE, fasc. 12/23, n° 74 : Pierre-Marie Dufour au CE, Naples, 6 avril 1847, orig.

nonce mal dans les régions montagneuses. En prenant connaissance des résultats de la souscription, le Conseil d'Etat évoque l'intérêt que Pierre-Marie Dufour et les autres officiers valaisans du 3^e régiment suisse ne cessent « de prendre au sort des ressortissants » de leur canton, les « nobles sentiments » dont ils sont animés ; il leur exprime sa « reconnaissance au nom des malheureux que votre charité appelle à quelque soulagement dans l'état de détresse où ils se trouvent placés » et s'engage à veiller scrupuleusement à ce que l'argent arrive à ceux auxquels il est destiné³¹⁷.

Curieusement, quand, suivant la volonté du Conseil d'Etat³¹⁸, le département des Finances du Valais répartit le don des mercenaires entre les dizains au prorata de leurs populations respectives, il n'est question que de 342 francs et 41 rapses³¹⁹. Plus de 150 francs semblent s'être volatilisés, ce qui demeure inexpliqué à nos yeux, à moins que le pouvoir exécutif les ait affectés à un poste particulier.

Cependant, les mercenaires valaisans ont alors des préoccupations autres que pécuniaires. D'une part, la situation dans la Confédération helvétique est telle que la guerre du *Sonderbund* ne va pas tarder à éclater. C'est pourquoi le Conseil d'Etat valaisan souhaite pouvoir compter sur les mercenaires au service de Naples qui sont en congé dans leur canton. Il fait part de son vœu au général Eugène de Stockalper qui, le 26 octobre 1847, lui répond : il lui signale qu'un congé supplémentaire de six mois est accordé au lieutenant César-Marie Ducrey et que, « les officiers suisses en semestre n'ayant pas été rappelés³²⁰, la demande d'exception en faveur de M. le [lieutenant] d'artillerie Edouard Wolff n'est plus nécessaire ». Voilà déjà au moins deux officiers conservateurs sur lesquels le gouvernement valaisan va pouvoir compter quand la guerre dite du *Sonderbund*, qui est imminente, commencera³²¹. Quant au général Eugène de Stockalper, il y a de son petit couplet qui ne laisse aucun doute sur ses sympathies. Il écrit en effet :

³¹⁷ AEV, CE, N° 1110/1, vol. 4, p. 363, n° 174 : le CE au colonel Dufour, s. l., 17 avril 1847, minute.

³¹⁸ « Le don offert par les officiers valaisans au service [de Naples] en faveur des pauvres du canton sera réparti entre les dizains à raison de leur population, vu qu'il est destiné à tous les pauvres du canton et qu'il n'y a par conséquent pas de base plus sûre pour atteindre le but des donateurs. Le montant revenant à chaque dizain sera transmis à son président » (AEV, CE, N° 1101, vol. 46, pp. 87-88 : protocole, séance du 7 mai 1847 au matin.)

³¹⁹ AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 15, n° 343 : lettre du département des Finances signée par le conseiller d'Etat Joseph-Antoine Clemenz au président du dizain de Sion, [Pierre-Louis de Riedmatten,] Sion, 8 mai 1847, orig. — Pierre-Louis reçoit 25 francs 93 centimes qui doivent être distribués « aux pauvres » de son dizain.

³²⁰ La situation dans le royaume de Naples se dégradant, comme nous allons le voir, le Conseil d'Etat avait peur que les officiers qui étaient en Valais et qui avaient encore la possibilité d'y rester plusieurs semaines, voire plusieurs mois, fussent rappelés bien avant le terme de leur congé.

³²¹ Il n'est pas inintéressant de signaler que Guillaume de Kalbermatten, en 1845, avait chargé Augustin de Riedmatten, en congé à Sion, de superviser l'organisation d'un des bataillons de landwehr qui devaient être mis sur pied en raison de « l'état d'agitation » gagnant la Confédération et en vue de maintenir « l'ordre intérieur ». « [...] Je viens vous faire connaître, [ajoutait-il,] que le Conseil d'Etat, plein de confiance en votre patriotisme et vos connaissances militaires, a porté ses vœux sur votre personne pour lui confier le commandement de ce « bataillon [...] formé par le dizain d'Hérens ». (AEV, Aug. Riedm. II, classeur 14, n° 12 : de Kalbermatten à de Riedmatten, Sion, 18 fév. 1845, orig.) Le 16 juillet 1847, César-Marie Ducrey a été avisé que le Conseil d'Etat, par une « décision » du 11, l'a chargé de « remplir les fonctions de major dans le bataillon du dizain d'Hérens » et que, « en l'absence du commandant de ce bataillon », il en remplira « les fonctions ». (AEV, Ph 1766/j : Guillaume de Kalbermatten à Ducrey, « en permission à Sion », Sion, 16 juillet 1847, photocopie de l'orig.) — Bien que nous n'ayons pas poussé plus loin nos recherches en ce domaine, nous pouvons constater, une fois de plus, que la collaboration entre conservateurs de l'intérieur et mercenaires conservateurs est loin d'être exceptionnelle.

Je fais bien des vœux pour le triomphe de la bonne cause que les braves Valaisans vont défendre. Combien serais-je heureux de pouvoir, s'il m'était permis de m'absenter d'ici, prendre part à une lutte en faveur de l'indépendance de la Patrie et de la Religion, lutte qui ne peut avoir que l'intercession de notre Patronne, la Reine des Cieux, Auxilia-trice des Chrétiens, et, par celle-ci, la protection et la bénédiction divines. Notre peuple, religieux par naissance, paraît être pénétré de sa position et c'est avec une vive satisfaction que j'ai appris son adhésion presque unanime à la proposition du Grand Conseil et du Conseil d'Etat de repousser la force par la force pour la conservation de la souveraineté cantonale et de la religion de nos Pères, et échapper ainsi au despotisme radical qui nous prépare des chaînes d'esclavage; mais, *si Deus pro nobis, qui contra nos* ?³²²

| | | |
|----------------------|--|---|
| Régiment : | Dufour Pierre-Marie de Torrenté Ferdinand de Sépibus Gaspard Beck Charles Ulrich François Gerli Félix ³²³ | colonel capitaine quartier-maître capitaine recruteur chirurgien-major aumônier porte-drapeau |
| Bataillon : | de Werra Joseph-Marie de Preux Antoine-Ignace de Torrenté Charles-Louis Clemenso Florentin | major lieutenant aide-major lieutenant quartier-maître chirurgien en second |
| Section d'artillerie | Wolff Edouard | lieutenant ³²⁴ |

Tableau 11. – Etat nominatif des officiers valaisans qui se trouvent dans l'Etat-major du 3^e régiment suisse au service de Naples, 2 novembre 1847.

Peu importe que le général de Stockalper prenne ses désirs pour des réalités et que ceux qu'il soutient seront balayés comme des fétus de paille. L'essentiel, pour nous, est ailleurs en cette circonstance : l'appui manifeste des mercenaires conservateurs à la cause des cantons qui ont formé le *Sonderbund* ne peut qu'attiser à leur égard l'ire des mercenaires libéraux et radicaux qui ont une lecture fort différente des tensions qui caractérisent alors l'histoire de la Confédération helvétique...

D'autre part et concomitamment, parcourue depuis des lustres déjà par des mouvements contestataires divers, la péninsule italienne, le royaume des Deux-Siciles compris, entre dans une phase de grande ébullition politique³²⁵. A la fin de l'année 1847, la Sicile s'agite, ainsi que les Abruzzes et la Calabre, et le feu couve

³²² AEV, SE, fasc. 12/23, n° 52 : le général de Stockalper au CE, Naples, 26 oct. 1847, orig. — Traduction des mots soulignés par le général : « si Dieu est avec nous, qui sera contre nous ? »

³²³ Milanais ayant acquis la bourgeoisie d'une commune valaisanne.

³²⁴ AEV, SE, fasc. 8/1, n° 104 : tableau dressé par Pierre-Marie Dufour, Naples, 2 nov. 1847, 2 fol., orig.

³²⁵ Les causes en sont multiples : séparatisme sicilien, montée du libéralisme, mécontentement social notamment.

dans la ville de Naples même. Au mois de janvier 1848 la situation va devenir critique pour le pouvoir, particulièrement dans la Sicile qui se soulève au point que, à la fin du mois, seule la ville de Messine y est encore sous contrôle du gouvernement. A la suite du soulèvement qui a lieu à Naples le 27 janvier, le monarque Ferdinand II se résout, le surlendemain, à promettre à son peuple une Constitution. Préparée par le libéral modéré François-Paul Bozzelli, elle est « signée le 10 février par le roi » et « publiée le jour suivant »³²⁶. Si elle prévoit notamment une Chambre des pairs nommés par le roi et une Chambre des députés élus par le peuple au suffrage censitaire, si elle accorde quelques timides libertés, il n'en reste pas moins que les pouvoirs du souverain restent considérables. Le 24 février, Ferdinand II – ainsi que la garde nationale³²⁷ et l'armée napolitaine, mercenaires suisses compris – prête serment à la Constitution et, le 29, la loi électorale est promulguée en vue de l'élection des membres de la Chambre des députés, élection qui aura lieu en avril, le Parlement devant se réunir le 15 mai.

Court déjà la rumeur qui annonce que les capitulations, incompatibles avec un régime constitutionnel, seront tôt ou tard dénoncées.

Pierre-Marie Dufour ne manque pas d'informer régulièrement le Conseil d'Etat valaisan des événements qui marquent l'actualité napolitaine. C'est ainsi que, le 4 février 1848, il lui fait parvenir le décret du 29 janvier ; c'est ainsi que, le 12 février, il lui transmet un exemplaire de la Constitution, tout en affirmant : « Le peuple est dans l'enthousiasme et Sa Majesté paraît satisfaite de son œuvre. Quant à nous, si notre licenciement a lieu, comme c'est probable, nous sommes dans la persuasion que ce sera au terme de la capitulation. »³²⁸

Une semaine plus tard, soit le 19 février, il écrit une nouvelle fois au Conseil d'Etat valaisan et de sa lettre émane une grande inquiétude. Deux raisons à celle-ci : le possible licenciement des mercenaires au service de Naples, vu la nouvelle situation politique, et le fait que, en Suisse, après la victoire des radicaux lors de la guerre du *Sonderbund*, des voix s'élèvent vigoureusement pour dénoncer le service militaire étranger – qui trop souvent défend la cause de l'absolutisme contre le peuple opprimé – et pour demander le rappel immédiat des mercenaires helvétiques. N'oublions pas non plus que les radicaux sont alors au pouvoir en Valais, qu'ils sont majoritaires dans les instances politiques suisses et que l'on peut craindre qu'ils ne montrent guère d'empressement à soutenir les intérêts de leurs compatriotes qui se sont engagés dans le service mercenaire.

Des bruits fâcheux, [écrit Pierre-Marie Dufour,] circulent depuis quelques jours dans nos rangs sur le prochain rappel des régiments suisses. Quoique ces bruits me paraissent peu vraisemblables, j'éprouve néanmoins le besoin de vous exposer la position où nous nous trouverions si cette nouvelle allait se réaliser.

La Constitution que le roi vient d'accorder à son peuple garantit nos droits et notre avenir ; mais, comme elle dit qu'aucune troupe étrangère ne pourra être admise au service de l'Etat qu'en vertu d'une loi, il est plus que probable que notre licenciement aura lieu. En nous rappelant dans ce moment, les gouvernements cantonaux nous feraient

³²⁶ FÉLIX, p. 13. — Cette Constitution est en partie inspirée par le remaniement de la Charte française de 1814 qui a subi quelques modifications en 1830, après la révolution dite des *Trois Glorieuses*.

³²⁷ La garde nationale, dont la création trouve son origine dans la Constitution accordée en février 1848, avait pour tâche de « maintenir la tranquillité dans le royaume, participait à tous les "services de police" de la capitale, en collaboration avec les régiments suisses ». (FÉLIX, p. 16.)

³²⁸ AEV, SE, fasc. 12/23, n° 76 : Pierre-Marie Dufour au CE, Naples, 12 fév. 1848, orig.

perdre tous les avantages que la capitulation nous assure, tandis qu'en laissant agir les chambres, qui certainement prononceront notre renvoi, nous rentrerions dans nos foyers aux termes des conventions existantes. Les officiers, sous-officiers et soldats qui comptent dix ans de service recevraient à vie la solde entière comme pension de retraite; ceux qui ont moins de dix ans percevraient durant leur vie un traitement de réforme consistant en la demi-solde annuelle de chaque grade, et il leur serait en outre payé une année d'appointements à titre de gratification.³²⁹

Bien persuadé de tout l'intérêt que vous prenez à notre sort, je vous prie, au nom du régiment que j'ai l'honneur de commander, de conjurer de tout votre pouvoir une mesure aussi inique, si toutefois elle vous était proposée.³³⁰

Événement tout aussi grave et dont Pierre-Marie Dufour ne dit mot: la politique nationale et l'évolution politique du royaume des Deux-Siciles entraînent des dissensions toujours plus profondes, notamment dans le 3^e régiment suisse au service de Naples: le conflit du *Sonderbund* et le régime constitutionnel concédé par le roi de Naples ont encore accru les tensions politiques existant entre mercenaires libéraux ou radicaux et mercenaires conservateurs. Un témoignage précieux nous en est donné par le lieutenant conservateur Edouard Wolff. Le 11 avril 1848, de Naples, ville qu'il a regagnée le 8 après son congé passé à Sion, il adresse une lettre fort instructive à son beau-frère Antoine de Riedmatten, ancien châtelain de Sion, où il écrit:

Arrivé à Naples, ma première visite fut pour le colonel Dufour qui m'a reçu littéralement comme on reçoit un chien, sans me faire asseoir, et la première parole qu'il m'a dite est: «Ah! vous voilà! Vraiment vous avez montré beaucoup d'empressement à vous rendre à votre poste; vous saviez pourtant que nous étions ici dans des circonstances bien critiques!» Mais qu'après tout, ayant reçu du roi un congé de huit mois, j'avais bien fait d'en profiter... Je lui répondis que mon intention avait été de rejoindre plus tôt, et cela immédiatement après la lettre de M. Ducrey³³¹ qui m'avait conseillé de rejoindre, mais que, le jour même où je voulais partir, une seconde lettre du même M. Ducrey était arrivée pour me faire demeurer à Sion, en m'assurant que l'ordre et la tranquillité étaient rendus à la ville de Naples par la Constitution du 29 janvier, etc.; que, du reste, il eût été de son devoir à lui, M. le colonel, de me rappeler s'il l'eut jugé nécessaire et qu'alors je n'aurais pas manqué de me rendre au plus tôt à mon poste.

Après avoir relaté cet épisode, Edouard Wolff ajoute qu'au début du mois d'avril 1848, le colonel Pierre-Marie Dufour a fait mettre «aux arrêts forcés»

³²⁹ Les capitulations militaires concernant les 1^{er}, 2^e et 3^e régiments suisses au service de Naples comprennent un article XXIII intitulé *Dispositions générales* dont le paragraphe 7 est ainsi libellé: «Si des circonstances imprévues rendaient nécessaires le licenciement des régiments suisses en tout ou en partie avant l'expiration de la présente capitulation ou si à cette époque le Gouvernement royal seul se refusait à la renouveler, les officiers, sous-officiers et soldats, qui les composent, recevront un traitement de réforme consistant dans la demi-paie annuelle pour chaque grade, et il sera en outre payé à chaque individu qui aura servi pendant dix années la paie, comme paie de retraite, et, à ceux qui auront moins de dix années de service, une année d'appointements ou de solde à titre de gratification, outre le voyage gratis par eau de Naples à Gênes.» (GANTER, pp. 49-50.)

³³⁰ AEV, SE, fasc. 12/23, n° 77: Pierre-Marie Dufour au CE, Naples, 19 fév. 1848, orig.

³³¹ Il s'agit très vraisemblablement de César-Marie Ducrey.

durant six jours le major Augustin de Riedmatten qui s'était permis de dire que «les corps francs étaient de la canaille»³³². La réalité est cependant probablement plus complexe. Nous avons retrouvé notamment deux minutes écrites par Augustin de Riedmatten qui font allusion à des arrêts forcés qu'il subit; elles ne sont malheureusement pas datées, mais, par déduction, nous savons qu'elles sont postérieures à la fin du mois de février 1848 et antérieures au 15 mai de la même année; nous pouvons donc, sans grand risque de nous tromper, admettre qu'elles concernent l'affaire évoquée par Edouard Wolff. La version d'Augustin de Riedmatten – le premier concerné – est la suivante: le 30 mars, il a mal compris un ordre donné par Pierre-Marie Dufour quant à la façon de positionner sa compagnie; voyant son ordre mal exécuté, le colonel valaisan entre dans une noire colère et apostrophe durement son subordonné; celui-ci admet poliment son erreur qui consiste en une mauvaise interprétation de la volonté de son supérieur; Pierre-Marie Dufour, ne tenant pas compte de ses explications, continue sa «mercuriale» comme s'il parlait «au plus grand criminel»; Augustin de Riedmatten admet s'être alors «emporté» et lui avoir «répondu avec chaleur, sans toutefois lui dire rien de blessant, car il est bien douloureux pour un officier d'honneur de se voir traité devant ses inférieurs pire qu'un galérien. Une telle conduite est très répréhensible de la part de chefs.» Sur quoi le colonel Pierre-Marie Dufour lui inflige «les arrêts forcés jusqu'à nouvel ordre», arrêts qui seront ensuite fixés à six jours. Mais, dira-t-on alors, Edouard Wolff affabule donc et, plus grave, calomnie le colonel valaisan. Nous ne le pensons pas, car Augustin de Riedmatten ajoute que celui-ci a été «enchanté d'avoir une occasion» de pouvoir exercer «sa malveillance marquée contre» lui. Et d'affirmer: «De telles choses n'étonnent point celui qui a appris à connaître les hommes, par conséquent leurs passions, leurs faiblesses, les petites rancunes, leurs mesquines intrigues.»³³³ Il est fort possible qu'il croie que Pierre-Marie Dufour a saisi la première occasion qui se présentait à lui de se venger de son subordonné: il n'a pas manqué de lui faire payer l'animosité quasi constante, quoique voilée le plus souvent, dont il ne cesse de faire preuve à son égard ainsi que ses opinions politiques qu'il n'a pas eu la prudence de cacher en présence de libéraux et de radicaux.

Peu après, rapporte Edouard Wolff, c'est au tour de Pierre-Marie Dufour de connaître les arrêts – il y est au moment où, à peine de retour du Valais, le Séduinois se présente à lui lors de l'entrevue évoquée ci-dessus –

par ordre de M. le général [Eugène de] Stockalper pour des actes arbitraires qu'il avait commis en croyant que, sous le régime constitutionnel, tout lui serait permis et qu'il pourrait vexer et persécuter impunément tous ses ennemis. Mais, grâce à Dieu et à la Constitution, nous avons pour général inspecteur M. [de] Stockalper qui n'est pas disposé

³³² AEV, LRiedm., cart. 8, fasc. 16, n° 417: Wolff à Antoine de Riedmatten, Naples, 11 avril 1848, orig.

³³³ AEV, Aug. Riedm. II, classeur 4, n° 6: de Riedmatten à un destinataire non identifié, s. l. n. d., [Naples, 31 mars ou début avril 1848.] minute; *ibidem*, n° 7: le même à son beau-frère – ou à l'un de ses beaux-frères –, s. l. n. d., [31 mars 1848.] minute difficilement lisible. — Augustin de Riedmatten écrit encore: «Qu'on me prouve que j'aie jamais répondu avec arrogance ou que j'aie jamais refusé obéissance lorsque mes chefs, à leur tour, se sont tenus dans les limites de leurs devoirs; et qu'on se pénétre bien de l'importance qu'un officier soit considéré et respecté de ses inférieurs. Or, comment voulez-vous que cela ait lieu s'ils voient qu'il est bafoué par ses supérieurs; et reste à savoir si, ne répondant pas à de tels procédés, il ne finirait par en être méprisé, vu que les soldats tiennent aussi d'avoir un capitaine qui soit fier et sache se faire respecter, s'entend lorsqu'il a raison. Je répète donc que je n'avais aucunement pensé de manquer à la subordination; je n'ai fait, après avoir été si durement apostrophé [...], qu'alléguer une raison de justification.» (*Ibidem*, n° 7.)

à souffrir la moindre transgression du devoir de qui que ce soit, et surtout de la part de M. Dufour, et qui le mettra aux arrêts aussi souvent qu'il le jugera convenable.

M. Dufour et son parti sont furieux et, dans leur rage impuissante, ils ont fait afficher dans tous les coins de Naples une affiche anonyme portant qu'«on croyait que, par la Constitution, toutes les intrigues auraient cessé, mais qu'on s'était trompé: aussi longtemps qu'on conserverait à la tête des troupes suisses deux généraux rétrogrades, tels le brigadier [de] Stockalper et [le général Nicolas] de Buman qui, plus que jamais, se maintenaient opposés au nouvel ordre de choses et persécutaient ceux de leurs subordonnés qui étaient les plus dévoués à l'ordre de choses actuel et à la cause libérale³³⁴; que M. le colonel Dufour, un des militaires les plus distingués de l'armée et un homme plein d'honneur et de probité, avait été mis aux arrêts forcés par M. [de] Stockalper pour avoir refusé d'avancer la proposition au grade de sous-lieutenant du fils du major [Daniel de] Salis qui est un renégat (parce qu'il s'est fait catholique ici) et que ce fils est un enfant infirme et mal bâti et affecté d'épilepsie, et qu'on en appelle à la nation de l'injustice qu'on faisait au colonel Dufour.»³³⁵

Edouard Wolff, à l'en croire, a quelque raison personnelle – outre celle qui concerne la façon cavalière avec laquelle il a été reçu lors de son retour à Naples – d'en vouloir à Pierre-Marie Dufour: il estime que ce dernier, «par haine», a beaucoup tardé à le proposer au grade de capitaine, ce qui aurait dû être fait au mois de novembre 1847 déjà, et que, si, finalement, il s'y est résolu, c'est uniquement pour permettre à Charles-Louis de Torrenté, «son beau-frère»³³⁶, de devenir lieutenant d'artillerie. Aussi, alors même que le roi vient, en ce début d'avril 1848, de signer son brevet de capitaine, Edouard Wolff, jugeant que son colonel «a manqué aux clauses de la capitulation en différant si longtemps de faire cette proposition», exprime l'intention d'attaquer ce dernier «en temps et lieu par-devant les tribunaux du Valais pour les dommages et intérêts résultant de la différence de solde»³³⁷; et nul doute que les divergences politiques entre les deux mercenaires, à quoi s'ajoute peut-être une incompatibilité de caractère, expliquent leur inimitié.

Les péripéties rapportées par Edouard Wolff nous amènent à faire quelques remarques: Pierre-Marie Dufour s'est probablement engagé au service de Naples par souci d'assurer son avenir et celui des siens, et par goût de la vie militaire; mais, en revenant au mercenariat, il transige avec ses convictions: libéral, il sert une monarchie absolue; catholique de tendance anticléricale, il se retrouve dans un pays où l'Eglise est omniprésente. Il ne lui reste qu'à respecter le serment prêté et, donc, à mettre en veilleuse des idées qui lui sont chères. Et voilà que, en 1847, les radicaux dominant la majorité des cantons suisses et qu'ils imposent un régime

³³⁴ «En 1847, sur trente brigadiers napolitains, trois étaient d'origine suisse: [Eugène de] Stockalper et [Nicolas de] Buman, attachés à la garnison de Naples, et [Nicolas de] Flugi, commandant d'armes d'une province des Abruzzes. Le brigadier [de] Stockalper prit l'inspectorat des régiments suisses en février 1848 et devint ainsi responsable, entre autres charges, de l'administration, de l'instruction, de la discipline et de la tenue des troupes suisses à Naples.» (FÉLIX, p. 21.)

³³⁵ Passage souligné dans la lettre, ce qui est une façon d'indiquer une citation sans utilisation de guillemets, guillemets que nous avons rajoutés.

³³⁶ Charles-Louis de Torrenté est le mari de Constance de Rivaz, sœur d'Eugénie, épouse du colonel Dufour.

³³⁷ AEV, LRiedm., cart. 8, fasc. 16, n° 417, cf. note 332. — Edouard Wolff ne semble pas avoir mis sa menace à exécution; nous n'en avons en tout cas trouvé nulle trace. D'ailleurs, nous ne pensons pas que ce type de plainte aurait abouti à quoi que ce soit, si ce n'est à la confusion du demandeur.

politique nouveau en Valais et dans d'autres cantons, avant de transformer, en 1848, la Confédération helvétique en un Etat fédératif. Et voilà que, au début de 1848, le roi Ferdinand II paraît céder à un certain libéralisme. Pierre-Marie Dufour ne peut que se réjouir de ces changements, tandis que les mercenaires conservateurs les déplorent. Qu'importe ! Il attend d'eux la même attitude de réserve que lui-même s'est efforcé d'adopter durant de longues années. Or plusieurs s'y refusent et le Bas-Valaisan ne saurait tolérer qu'ils blâment ouvertement les régimes nouveaux qui ont supplanté les anciens. Ses vœux se sont réalisés, en grande partie du moins, et, à ses yeux, c'est être rétrograde que de critiquer les métamorphoses politiques qui ont lieu en Suisse en général, en Valais en particulier, et c'est manquer à son devoir de ne pas suivre le roi dans son évolution libérale, qui se révélera cependant, comme nous allons le constater, apparente et momentanée. Aussi ne faut-il pas s'étonner que, zélé des nouveaux régimes, il se mette à dos les tenants du conservatisme et que ceux-ci le dénigrent d'autant plus violemment qu'il s'attaque à Eugène de Stockalper, une grande et forte personnalité du service mercenaire helvétique. Et le lieutenant Wolff d'écrire, à la suite du contenu de l'affiche mentionné ci-dessus :

[...] MM. [de] Stockalper et de Buman, profondément blessés et ayant des indices certains que cette affiche partait du bureau de M. Dufour, sont allés au ministère de la Guerre pour demander le renvoi de M. Dufour. Ils voulaient aller chez le roi, mais le ministre [Pinto, prince d'Ischitella] leur a dit que cette démarche n'était pas nécessaire et qu'il se chargeait lui-même de satisfaire à leur demande. Nous attendons avec une joyeuse impatience le résultat de cette affaire qui pourrait bien finir par nous délivrer de cet odieux colonel et de ses satellites.³³⁸

Ces démarches, si elles ont eu lieu, n'auront pas de suite. En effet, en cette année 1848, la péninsule italienne connaît une grande effervescence révolutionnaire : on veut, d'une part, chasser les Autrichiens qui, depuis le Congrès de Vienne de 1815, dominent plusieurs régions, dont la Lombardie-Vénétie, et qui s'y considèrent comme les garants de l'ordre établi que Metternich souhaitait immuable ; d'autre part, tenter de renverser les régimes jugés réactionnaires ou obtenir d'eux des concessions pour le moins libérales. L'empire autrichien ayant été secoué par des révolutions qui ont affaibli le pouvoir de l'empereur Ferdinand I^{er}, la Lombardie et la Vénétie se révoltent afin de se défaire de la tutelle autrichienne. Elles sont bientôt aidées par le roi Charles-Albert de Piémont qui, après quelques hésitations, déclare la guerre à l'Autriche. Ferdinand II, le roi des Deux-Siciles, par pur opportunisme politique, souhaite prendre part au mouvement de libération qui embrase le cœur de nombreux Italiens ; il décide d'y associer un corps expéditionnaire dirigé par le général Guillaume Pepe et par Pierre-Marie Dufour qui aurait porté le grade de général en cette circonstance.

Le Bas-Valaisan a dû être flatté par la confiance que lui démontre son souverain ; de plus, sa prochaine mission cadre parfaitement avec ses idées : il va intervenir en faveur d'un peuple qui se bat pour sa libération et pour la lutte duquel il ne peut qu'éprouver une grande sympathie. Enfin, le voilà près de réaliser un de ses plus grands rêves sans doute : exercer son métier de militaire au service d'idéaux qui lui sont chers.

Malheureusement pour lui, au moment où, plein d'enthousiasme, il s'apprête à partir pour le Piémont, la situation dans le royaume de Naples s'avère si dégra-

³³⁸ AEV, LRiedm., cart. 8, fasc. 16, n° 417, cf. note 332.

dée et si volcanique³³⁹ qu'il jugera de son devoir de rester auprès de son régiment³⁴⁰ : il saura prouver sa fidélité au roi – même si ce sera en l'occurrence à contrecœur –, son sens de l'honneur et son courage, n'en déplaise à ses détracteurs. Alors que les Chambres doivent se réunir le 15 mai, des députés s'assemblent les 13 et 14 ; ils adressent diverses injonctions au roi et à son gouvernement, car ils désirent que le nouveau parlement ait le pouvoir de modifier la Constitution. Ferdinand II, se montrant finalement conciliant, repousse « la prestation de serment à la Constitution et au roi à un moment plus propice que l'ouverture des Chambres »³⁴¹ ; mais il ne parvient guère à rassurer sur ses réelles intentions, d'autant plus qu'il fait venir dans la nuit du 14 au 15 mai des troupes helvétiques et napolitaines supplémentaires dans la capitale. Durant cette même nuit et dans une ambiance de plus en plus électrique, une partie du peuple se prépare à la rébellion, des gardes nationaux passent de son côté³⁴² et les premières barricades sont dressées. Plusieurs incidents mettent le feu aux poudres et c'est dans ces circonstances que les régiments suisses interviennent en première ligne, le 15 mai, pour rétablir l'ordre.

Henri Ganter, mercenaire suisse, témoigne de ce fait et de la grande considération dont Pierre-Marie Dufour jouit auprès de ses hommes – si l'on excepte, bien évidemment, l'aigreur de conservateurs invétérés – en évoquant

notre brave colonel, Pierre-Marie Dufour de Monthey (Valais), [...], fait général par Ferdinand II pour commander les troupes en Lombardie, et qui, par amour pour son régiment, ne voulut pas l'abandonner dans un moment si critique et préféra rester au milieu de ses braves, où il trouvait tant d'affection. Il reçut une blessure au genou en donnant des ordres³⁴³.

Le 16 mai 1848, encore tout remué par l'« événement terrible » de la veille, le mercenaire valaisan François Bovier qui, quelques semaines auparavant, a définitivement quitté le service, alors qu'il était capitaine au 3^e régiment suisse, s'empresse de rassurer sa famille sur son sort, tout en mentionnant quelques faits qui ont marqué cette journée. Il écrit notamment :

[...] Des gardes nationaux tirèrent trois coups de fusil sur la Garde royale qui gardait le palais. Aussitôt une terrible fusillade a commencé

³³⁹ Ce qui ne prend pas au dépourvu nombre d'officiers suisses, comme en témoigne Edouard Wolff qui, le 11 avril 1848, écrit : « Les officiers de notre régiment qui ont auprès d'eux leur famille renvoient en grande partie leur femme et leurs enfants en Suisse, et M. le major [Pierre] de Werra, qui va bientôt partir, en escortera pour le moins huit avec les enfants. Cette mesure est des plus prudentes, car, dans la prévision de graves événements, on serait bien plus décidé à agir avec énergie et résolution en sachant ce que l'on a de plus cher au monde à l'abri de tout danger. » (AEV, LRiedm., cart. 8, fasc. 16, n° 417, cf. note 332.)

³⁴⁰ Le général Guillaume Pepe partit avec un corps d'armée dans le Nord de l'Italie. Lorsque Ferdinand II le rappela, il resta fidèle à la cause nationale italienne ; quoique abandonné par la majorité de ses soldats, il devint le général en chef des forces de la République vénitienne proclamée par Daniel Manin et se couvrit de gloire lors du siège de Venise par les Autrichiens. La ville capitula en août 1849 et Pepe se réfugia en Piémont.

³⁴¹ FÉLIX, p. 29. — Ce sont les membres des Chambres qui auraient dû prêter ce serment.

³⁴² « [...] La garde nationale ne fut jamais ni ordonnée ni instruite. N'importe quel homme ayant fait inscrire son nom sur les registres accrochait une plaque de cuivre à son chapeau et, sans autre, était garde national. [...] Chaque triste individu, chaque espion, la dernière lie d'homme prenait le fusil et était garde national ; il faisait ce qu'il voulait ; et des hommes lâches et mauvais obtinrent des grades d'officiers. Il y avait des bons et des braves individus, mais ils étaient peu nombreux. » (FÉLIX, pp. 15-16, texte en italien ; p. 86, traduction de celui-ci ; source citée : LUIGI SETTEMBRINI, *Ricordanze della mia vita*, Napoli, vol. 1, s. d., p. 184.) — Depuis leur création « jusqu'à la veille du 15 mai, soit pendant presque trois mois, les Suisses et les gardes nationaux firent le service conjointement, patrouillant ensemble, de jour comme de nuit ». (FÉLIX, p. 24.)

³⁴³ GANTER, pp. 200-201.

sur la place S[ain]t-Ferdinand. Les régiments suisses y arrivèrent au galop, à l'aide du canon prirent d'assaut les barricades ainsi qu'une partie des palais de Tolède, dans lesquels les gardes nationaux s'étaient réfugiés.

Il ajoute que les troupes suisses, auteurs de « prodiges de valeur », parvinrent « à chasser les révoltés » ; que le 1^{er} sous-lieutenant Gaspard Moret a été légèrement blessé ; qu'Antoine-Ignace de Preux a aussi été blessé et que « le major [Daniel] Salis[-Soglio] a été tué d'un coup de fusil à la tête »³⁴⁴. Quant au colonel Dufour, il fut atteint « à la jambe et mis hors de combat », mais sa blessure « n'aura pas de mauvaise suite ». En ce 16 mai 1848, précise François Bovier, tout est redevenu « tranquille [...], mais Tolède fait pitié à voir » : des cafés ont été incendiés, de même que « quelques magasins »³⁴⁵.

Augustin de Riedmatten, quant à lui, rédige une longue relation des événements du 15 mai. Après avoir évoqué diverses péripéties de cette journée, il affirme que, « par un mouvement rétrograde qui lui fut ordonné, le 3^e régiment suisse vint se placer en colonne sur la place du ministère ».

Cependant, [écrit-il,] des feux bien nourris révélaient encore des ennemis dans le voisinage. Monsieur le général de Stockalper vint en personne donner ses ordres et prit à sa disposition une partie du 1^{er} bataillon. Les 1^{ères} compagnies de voltigeurs, de grenadiers et de fusiliers³⁴⁶ furent formées sur deux rangs et entrèrent sur deux lignes ouvertes dans la rue S[ant]o Giacomo, ayant à leur tête Monsieur le major [Daniel] de Salis[-Soglio] et Monsieur le colonel Dufour.

Un feu meurtrier, provenant des balcons qui se trouvent en regard de ladite rue, arrêta³⁴⁷ un instant la marche de ces trois compagnies. En un instant, une trentaine de morts ou de blessés furent gisants sur les dalles de la rue. Les officiers blessés furent M. le colonel Dufour et MM. les sous-lieutenants Moret et [Pierre-Maurice] de Riedmatten.

Par un effort de résolution et de courage, l'on avança néanmoins et l'on fut maître de la barricade élevée à l'extrémité de ladite rue. Ce petit succès coûta au 3^e régiment suisse une vie qui lui était chère : Monsieur le major de Salis[-Soglio] tomba à deux pas de la barricade, frappé à la tête d'une balle du plus gros calibre qui, l'ayant comme foudroyé, le priva de pouvoir tourner un dernier regard sur ses soldats, sur ses frères d'armes.³⁴⁸

³⁴⁴ Daniel de Salis-Soglio aurait pris le commandement du 3^e régiment suisse si Pierre-Marie Dufour s'était rendu en Lombardie, comme prévu. (*Journal du Valais*, n° 32 du 3 juin 1848, p. 132.)

³⁴⁵ AEV, Vieux-Monthey, n° 310. — François Bovier, qui affirme que le 1^{er} régiment suisse et le 2^e n'ont eu à déplorer aucun mort, suppose que, parmi les mercenaires des deux autres corps, le nombre des morts « ne s'élèvera guère au-delà de quarante », de même que le nombre des blessés. Mais, à l'évidence, il n'a pas le recul nécessaire pour qu'on puisse considérer son témoignage comme crédible sur ce point. — « La rue de Tolède est une voie immense, principale artère où se concentre toute la vie napolitaine ; sorte de *corso* où se font toutes les manifestations politiques, religieuses ou bouffonnes du peuple de la capitale. C'est la grande artère du carnaval et des processions, ainsi que la rue populaire par excellence. » (GANTER, p. 199. — Souligné par cet auteur.)

³⁴⁶ Peut-être faut-il encore y ajouter la 2^e compagnie de fusiliers. (AEV, Aug. Riedm. II, classeur 13, n° 2 : *Quelques notes sur les mouvements du 3^{ème} Suisse dans la journée du 15. Mai 1848*, 2 fol. dont un vierge, s. d.)

³⁴⁷ Il est écrit : « arrêterent ».

³⁴⁸ AEV, Aug. Riedm. II, classeur 13, n° 1 : relation de la journée du 15 mai 1848 à Naples [par Augustin de Riedmatten], copie non datée, reproduite *in extenso* dans l'Annexe 2/C. — Voir aussi l'Annexe 2/D et le témoignage de Rodolphe de Steiger reproduit dans l'Annexe 2/B.

On remarquera que, rapportant des combats sanglants, Augustin de Riedmatten ne laisse nullement transparaître son animosité envers Pierre-Marie Dufour. Si le fait de courir les mêmes dangers, si le fait que son colonel a été blessé, après s'être conduit en chef valeureux, peuvent expliquer son apparente amnésie, nous pensons qu'il écrit, déjà et surtout, dans l'optique de défendre la cause des mercenaires suisses au service de Naples dont il pressent qu'ils seront l'objet de vives critiques. Il veut donc, avant tout, louer le courage, la cohésion, l'efficacité des troupes helvétiques et donner d'elles la meilleure image possible. De plus, il n'est pas invraisemblable qu'il ait été ébranlé par la noble attitude de Pierre-Marie Dufour: non seulement celui-ci a souhaité demeurer en cette journée de tous les dangers à la tête de son régiment, mais, de plus, fidèle au serment qu'il a prêté, il n'a pas hésité à défendre un souverain qui a ôté son masque libéral que des circonstances inopportunes l'avaient pressé de porter, à son grand déplaisir bien évidemment.

Les témoignages sur les combats du 15 mai 1848 sont nombreux et nous n'avons pas l'intention de détailler tous les événements de cette journée, d'autant plus qu'il n'est pas toujours aisé de les présenter avec précision et avec exactitude, les sources divergeant peu ou prou dès qu'elles abordent divers points, particuliers surtout³⁴⁹. C'est pourquoi, en guise de synthèse, nous laisserons la parole à Paul de Rivaz qui affirme:

Le roi Ferdinand comptait, pour se défendre, sur les gardes nationaux; mais ceux-ci avaient embrassé la cause de la population. Il était abandonné des siens, et les régiments suisses furent livrés à eux-mêmes pour le rétablissement de l'ordre. Le maréchal de Stockalper, nommé commandant en chef des armées de la province, se rendit auprès du roi pour l'assurer du dévouement absolu des Suisses et c'est au régiment Dufour qu'échut le rôle honorable de protéger les abords du Palais royal. Les rues de San Giacomo et de Tolède étaient obstruées de barricades. Dufour engagea vigoureusement, culbuta tout sur son passage et, après un combat de sept heures, la mutinerie fut réprimée. Hélas! les pertes étaient lourdes; le régiment Dufour avait perdu beaucoup d'hommes et Dufour lui-même, pendant le combat, fut grièvement blessé par une balle qui lui traversa le genou.³⁵⁰

Ferdinand II a donc été sauvé notamment par les troupes suisses – dont le régiment Dufour – qui, semble-t-il, ont eu à déplorer une trentaine de morts et 180 à 200 blessés³⁵¹. Aussi ce roi va-t-il, on le comprend, se montrer reconnaissant à l'égard des mercenaires helvétiques en accordant à chacun d'entre eux une gratification correspondant à un mois de solde, en décidant nombre de promotions, en décorant plus de cent officiers et en donnant la médaille militaire à cinq cent onze sous-officiers et soldats.

³⁴⁹ Sur cette journée vue par des historiens, cf. MAAG II, pp. 60-106; FÉLIX, pp. 27-34; DE VALLIÈRE, pp. 725-727.

³⁵⁰ PAUL DE RIVAZ I, p. 327.

³⁵¹ Le régiment Dufour a déploré, ce 15 mai 1848, deux morts et une trentaine de blessés: trente-neuf, dont dix «très légèrement», selon le colonel Augustin de Riedmatten (voir l'Annexe 2/C), trente-trois – «dont quatre officiers» – selon BERTRAND II, p. 45, qui s'inspire d'une autre source. — Il est vraisemblable cependant que le document le plus fiable soit la *Déclaration des Colonels des quatre Régiments Suisses, au service de Naples, au sujet du malheureux combat, qui, le 15 Mai 1848, a eu lieu dans les rues de Naples* que l'on trouve aux AF sous la cote D 1957. Selon celui-ci, au soir du 15 mai, on compte un mort et vingt-neuf blessés, dont deux officiers, dans le 1^{er} régiment; six morts et trente-trois blessés dans le 2^e; trois morts, dont le major Daniel de Salis-Soglio, et trente-neuf blessés, parmi lesquels quatre officiers, le colonel Dufour compris, dans le 3^e régiment; dix-huit morts, parmi lesquels six officiers, et quatre-vingt-treize

Pierre-Marie Dufour, lui, voit confirmée sa promotion au grade de général de brigade³⁵², mais il refuse celle-ci, sans doute pour marquer qu'il n'approuve pas la répression qui a été ordonnée par le roi Ferdinand II et à laquelle il a dû prendre une part active en raison du serment de fidélité qu'il a jadis prêté. De plus, il est vraisemblable que le Valaisan présage déjà que la Constitution sera supprimée, même si le 15 mai au soir les députés, qui n'ont d'ailleurs pas pu siéger officiellement et qui s'évertuent à se montrer optimistes, se sont séparés en affirmant que l'activité du parlement est simplement ajournée.

| <i>Nom et prénom</i> | <i>grade</i> | <i>décoration</i> |
|------------------------------|---------------------------------|--|
| Baron de Stockalper Eugène | brigadier | commandeur de Saint-Ferdinand |
| Dufour Pierre-Marie | colonel | commandeur de Saint-Georges blessé |
| de Riedmatten Augustin | lieutenant-colonel | croix de droit de Saint-Georges |
| Evéquoze Jean-Pierre | major | croix de droit de Saint-Georges |
| Wolff Edouard | major gradué | croix de grâce de Saint-Georges |
| de Torrenté Charles-Louis | lieutenant d'artillerie | croix de droit de Saint-Georges |
| de Preux Antoine-Ignace | capitaine | croix de droit de Saint-Georges blessé |
| Riche Louis | capitaine | croix de droit de Saint-Georges |
| Wolff Pierre | capitaine | croix de grâce de Saint-Georges |
| de Stockalper Eugène | capitaine | croix de grâce de Saint-Georges |
| Moret Gaspard | lieutenant | croix de droit de Saint-Georges blessé |
| Cropt Joseph-Antoine | lieutenant | croix de grâce de Saint-Georges |
| Ducrey César-Marie | lieutenant adjudant-major | croix de grâce de Saint-Georges |
| Moret François-Mathieu | lieutenant quartier-maître | croix de grâce de Saint-Georges |
| Perrig Grégoire | lieutenant | croix de grâce de Saint-Georges |
| de Cocatrix Joseph | 1 ^{er} sous-lieutenant | croix de grâce de Saint-Georges |
| de Stockalper Auguste | 1 ^{er} sous-lieutenant | croix de grâce de Saint-Georges |
| de Riedmatten Pierre-Maurice | 1 ^{er} sous-lieutenant | croix de droit de Saint-Georges blessé |
| Beck Charles | chirurgien-major | croix de François I ^{er} |
| Ulrich François | aumônier | croix de François I ^{er} ³⁵³ |

Tableau 12. – Officiers valaisans du 3^e régiment suisse au service de Ferdinand II décorés à la suite des combats du 15 mai 1848.

blessés, dont le colonel Henri de Gingins-La Sarraz, dans le 4^e (un extrait de ce document est cité in FÉLIX, p. 34). Il nous faut préciser cependant qu'un blessé peut mourir dans les jours suivants et qu'il est une énigme que nous ne saurions résoudre : selon quels critères est-il décidé de comptabiliser quelqu'un parmi les blessés ? Etre dans l'impossibilité physique de continuer le combat ou ne souffrir que d'une éraflure est en effet fort différent. — Quant au nombre de victimes parmi les insurgés, il est impossible d'en avoir une idée précise, tant les témoignages sont discordants sur ce point.

³⁵² A la suite de la journée du 15 mai 1848 lors de laquelle il a été blessé, le colonel vaudois Henri de Gingins-La Sarraz est promu général de brigade et obtient sa retraite à partir de la fin de ce même mois. (Voir l'Annexe 2/E.)

³⁵³ La source principale ayant permis d'élaborer ce tableau se trouve en AEV, SE, fasc. 8/1, n° 90 : liste des officiers décorés, s. l. n. d. [1848], signée par le colonel Augustin de Riedmatten, [1848], 2 fol., orig.

Dans la péninsule italienne, nombre de partisans du libéralisme et de l'unification politique sont furieux contre la Confédération helvétique et contre les régiments suisses de Naples. Ceux-ci sont accusés de tous les maux, de tous les excès ou presque : on ne leur pardonne pas d'avoir sauvé le pouvoir monarchique et d'avoir combattu les insurgés dont, bien entendu, les idéaux seraient les leurs. C'est ainsi que, dans le royaume de Naples, les mercenaires sont en butte à une sourde hostilité d'une grande partie de la population ; c'est ainsi que quelques manifestations de protestation ont lieu devant les consulats suisses à Gênes et à Livourne ; c'est ainsi que des mercenaires helvétiques, qui regagnent leur patrie après avoir obtenu un congé, préfèrent voyager en habits de bourgeois, munis de papiers civils, par peur d'être pris à parti par quelques groupes haineux. Il est même des civils helvétiques, établis dans la péninsule, qui craignent pour leur sécurité. Il faut dire que les journaux progressistes italiens ne manquent pas de critiquer les régiments suisses au service de Naples, allant jusqu'à blâmer de façon outrancière leur conduite au cours de la journée du 15 mai 1848. De Naples, le 28 mai, Georges Meuricoffre, agent général de la Confédération helvétique à Naples, écrit au Directoire fédéral :

J'ai vu avec un vif déplaisir l'animosité et la passion avec lesquelles les journaux italiens en général se sont déchaînés contre les régiments suisses au service de Naples à l'occasion de ces événements, en les chargeant de toutes sortes d'accusations. Placé comme je le suis sur les lieux et à même de connaître la réalité, il est de mon devoir d'assurer Vos Excellences que ces bruits sont faux et doivent être traités d'indignes mensonges [...].³⁵⁴

En Suisse également, divers journaux font état de la journée du 15 mai 1848 qui a ensanglanté la ville de Naples. Si certains restent sobres et ne donnent que des informations lapidaires et neutres sur les événements qui s'y sont produits, quelques-uns défendent l'honneur des mercenaires helvétiques au service de Naples, tandis que d'autres jettent l'opprobre sur ces derniers, principalement sur la conduite qu'ils ont eue, une fois les combats finis : ils se sont livrés alors, prétendent-ils, à toutes sortes d'exactions et d'atrocités³⁵⁵. Et le petit monde de la politique helvétique est aussi en ébullition, défenseurs et adversaires du mercenariat se trouvant bien entendu opposés dans leurs analyses et dans leurs commentaires³⁵⁶, jusqu'en Diète fédérale.

Nous pouvons dire que, dans cette cacophonie, la journée du 15 mai 1848 donne à tous ceux qui considèrent le service mercenaire comme une réalité devenue obsolète et insupportable l'occasion de le dénoncer avec vigueur.

³⁵⁴ Cité in FÉLIX, p. 39. Source mentionnée : AF, D 1967, Meuricoffre au Directoire fédéral, Naples, 28 mai 1848, in *Auswärtiges Handelskonsulate. Korrespondanz des Konsulats in Neapel und Palermo-Messina*, 1833-1848.

³⁵⁵ Voir à ce sujet FÉLIX, pp. 39-41.

³⁵⁶ « Pour le régiment bernois, la réprobation n'émane pas seulement de l'opinion publique, mais aussi du gouvernement de son canton d'origine. [...] Berne exige un rapport et juge déshonorante la conduite des Suisses à Naples. » (FÉLIX, p. 41.) — Quant au *Journal du Valais*, anciennement *L'Observateur* et périodique libéral, il se contente presque toujours, dans les semaines et les mois qui suivent le 15 mai 1848, de recueillir et de publier des nouvelles, des jugements contradictoires sur cette journée et ses conséquences ; il souffle donc le chaud et le froid, tout en donnant plus de place aux détracteurs qu'aux défenseurs des troupes suisses au service de Naples, sans guère se préoccuper de vérifier les informations qu'il transmet et sans guère mener une réflexion de fond qui lui soit propre. (Cf. l'Annexe 2/E. – Sur le *Journal du Valais*, cf. notamment CORDONIER, p. 78.)

On comprendra dès lors que, dans un tel contexte, les officiers supérieurs des régiments suisses éprouvent le besoin de défendre leurs troupes et eux-mêmes, ainsi que de tordre le cou à la plupart des rumeurs qu'ils jugent calomnieuses et qui attentent à leur honneur. Ils vont le faire en publiant diverses apologies, écrites en allemand, en français et en italien, destinées à les justifier aux yeux des Napolitains en particulier, des Italiens en général, ainsi qu'à ceux de leurs compatriotes, voire des autres Européens³⁵⁷. Ce qui, bien sûr, relancera la polémique...

Invité, par un arrêté du 30 mai 1848, à faire toute la lumière sur les événements du 15 mai par la Diète, le Directoire fédéral nomme deux commissaires qu'il considère comme dignes de confiance, car leur esprit semble suffisamment exempt de préjugés sur cette question, et qui vont devoir enquêter à Naples même : il s'agit de Stéphane Franscini, conseiller d'Etat tessinois, et de Marc Collin, contrôleur général du canton de Berne, qui seront accompagnés du secrétaire Emile Vogt.

La tâche des commissaires se révèle ardue ; il leur est difficile de trier le vrai du faux ; des indigènes tombent dans l'exagération ou mentent dans l'espoir d'être indemnisés et les officiers des régiments suisses se montrent méfiants à leur égard et défendent – le plus souvent – ardemment leurs hommes.

[...] Dès qu'ils eurent posé le pied sur le sol napolitain, [écrit Joëlle Félix,] les commissaires sont considérés comme des intrus, non seulement parce qu'ils sont civils, mais aussi parce qu'on leur prête, à tort ou à raison, une attitude hostile et partielle. Il faut dire que tous les trois sont connus comme des partisans des nouvelles idées répandues en Suisse comme dans le reste de l'Europe et que ce nouveau courant politique est fondamentalement opposé aux capitulations quand elles se révèlent être le soutien principal du despotisme.³⁵⁸

Durant leur enquête, les commissaires constatent que, vu les circonstances dans lesquelles se sont déroulés les combats, il était inévitable que des dommages à la propriété et des violences à l'égard de civils, dont l'attitude était suspecte ou dont la présence était malencontreuse, soient survenus. Quant aux actes réellement condamnables, il les considèrent comme peu nombreux.

Il est arrivé que des soldats helvétiques aient commis « quelques vols, principalement de montres, mais la plupart des coupables les rendirent spontanément lorsque les officiers réclamèrent les objets volés, et les autres furent punis par les arrêts de rigueur »³⁵⁹.

Il est reproché à des mercenaires suisses d'avoir enfoncé la porte du magasin de l'horloger Adolphe Mélanjoie, d'origine neuchâteloise, et d'avoir participé au pillage de sa boutique. Cette action est attribuée à des soldats du 4^e régiment et pourrait s'expliquer par le fait que le bijoutier ait des idées proches des radicaux et

³⁵⁷ FÉLIX, pp. 42-44. — Voir, entre autres, a) *Erklärung der Obersten der vier Schweizer Regimenter in Königlich. Neapolitanischen Diensten über den traurigen Kampf der um 15. Mai in den Strassen von Neapel statt fand*; b) la traduction française de ce texte : *Déclaration des Colonels des quatre Régiments Suisses, au service de Naples, au sujet du malheureux combat qui, le 15 Mai 1848, a eu lieu dans les rues de Naples*; c) la *Déclaration* reproduite ci-dessous dans l'Annexe 2/F; d) un article intitulé *Pensieri d'un soldato* dans le journal *L'Araldo*, n° 14, 1848.

³⁵⁸ FÉLIX, p. 52.

³⁵⁹ *Ibidem*, p. 54.

qu'il aurait affirmé qu'il serait le premier à tirer sur ses compatriotes mercenaires si l'occasion s'en présentait³⁶⁰.

Il est aussi avéré que, le 16 mai au matin, en fouillant le couvent de Santa Teresa de Capodimonte à la suite d'une dénonciation, des militaires du 2^e régiment suisse ont abattu un jeune tailleur du monastère qui tentait de s'enfuir par une fenêtre et qui s'écroula raide mort dans le jardin et, peu après, le Père Rodio qui portait l'habit monacal et qui se tenait tranquillement dans sa cellule. Nous devons préciser, sans que nous cherchions à justifier qui que ce soit, que, la veille, des gardes nationaux avaient pénétré dans le couvent et avaient tué deux mercenaires suisses qui se trouvaient aux abords de celui-ci³⁶¹.

Et les commissaires de constater :

Le meurtre du tailleur trouve en quelque sorte une excuse, [en] ceci que les soldats croyaient tenir en lui un insurgé au moment où il s'échappait par la fenêtre ; quant à la mort du Père Rodio, c'est un crime inexcusable, puisqu'il devait être reconnu comme moine et ne cherchait pas à fuir.³⁶²

Evoquant la mort de ce religieux, Joëlle Félix précise :

L'ironie du sort fait que la victime a été abattue parce que les Suisses l'avaient prise pour un garde national, puisqu'elle portait un mouchoir de couleur autour de la tête. Mais cette étoffe servait à panser une blessure reçue la veille par un de ces mêmes Suisses³⁶³ alors que leur régiment avait investi le couvent.³⁶⁴

Les commissaires ne pourront identifier aucun des auteurs de l'attaque de la bijouterie et des meurtres des deux Italiens. En raison de la solidarité militaire ? Probablement...

Quoi qu'il en soit, répétons que l'enquête menée va mettre en pièces une grande partie des accusations proférées contre les mercenaires suisses, même s'il y a effectivement eu des actions répréhensibles commises par certains d'entre eux, tant il est vrai qu'il y a partout des mauvais sujets et que, dans des situations tragiques où, à tout moment, on risque d'être abattu, où l'on voit plusieurs de ses camarades touchés plus ou moins sérieusement, voire mortellement, il arrive qu'on puisse perdre son sang-froid. Il n'empêche que, en règle générale et d'un point de vue que nous qualifierons de juridique, le 15 mai, les Suisses ont fait leur devoir avec bravoure, et ce n'est pas Rodolphe de Steiger, lequel, il est vrai, est juge et partie, qui nous contredirait, lui qui va jusqu'à citer divers exemples témoignant d'actes bienveillants et généreux de mercenaires suisses envers les civils napolitains qui n'ont pas pris les armes³⁶⁵. Maigre consolation ! En effet, il est

³⁶⁰ « Un horloger neuchâtelois, nommé Mélanjoie, se plaignait de ce que son magasin avait été pillé ; mais cet homme, ancien soldat du régiment bernois, avait tenu des propos infâmes contre ses anciens chefs et s'était retiré à l'approche du danger à bord du vaisseau amiral français, tandis que son frère faisait le coup de feu contre ses compatriotes. » (STEIGER, p. 88.)

³⁶¹ FÉLIX, pp. 55-58.

³⁶² Cité dans *ibidem*, p. 57. Source : *Rapport des délégués envoyés extraordinairement par la Confédération dans le but de s'enquérir sur les événements du 15 mai 1848 qui ont eu lieu à Naples, au Directoire fédéral*, 30 juillet 1848, in *Archivio storico della Svizzera italiana*, 1936, p. 105.

³⁶³ Il avait été blessé au menton par un coup de crosse.

³⁶⁴ FÉLIX, p. 57.

³⁶⁵ STEIGER, pp. 69, 78, 88.

proche le temps où il n'y aura plus de place pour ce type de militaires. Ce qui ne semble pas trop émouvoir le Conseil d'Etat valaisan – pourtant de tendance radicale – qui, en été 1848, après avoir, il est vrai, tergiversé durant de longs mois, s'occupe de la procédure qui doit amener les districts de Conches et de Viège à présenter des candidats pour des places de sous-officiers à repourvoir dans le 3^e régiment suisse au service de Naples³⁶⁶!

Au mois de septembre 1848, la Diète fédérale débat du rapport des deux commissaires, daté du 30 juillet, jugé incomplet et trop modéré, voire trop complaisant aux yeux de certains. Mais l'affaire du 15 mai 1848 en restera là: la majorité est satisfaite de celui-ci malgré tout, car l'honneur de la Suisse est redoré, vu que «les accusations furieuses» envers les troupes helvétiques au service de Naples «reposent en majeure partie sur des exagérations»³⁶⁷, voire sur des calomnies. Cependant, dans la petite Helvétie, de plus en plus de voix, y compris celles de Frasnici et de Collin, souhaitent la suppression du service étranger, la spécificité de la Garde pontificale faisant évidemment de celle-ci un cas à part.

Alors que l'histoire du royaume des Deux-Siciles va encore être marquée par quelques épisodes tragiques, la Constitution fédérale du 12 septembre 1848 mentionne, en son article onzième, qu'«il ne peut être conclu de capitulations militaires»³⁶⁸. En 1849, après l'examen d'une pétition forte de 15 000 signatures réclamant «le rappel des régiments au service de Naples», les Chambres prennent «une résolution invitant le Conseil fédéral à se conformer à ce vœu»³⁶⁹. Après quoi, un arrêté du 20 juin 1849 ordonne la suspension du «recrutement [...] sur tout le territoire de la Confédération»; cependant, les cantons ne sont pas prêts à «rompre leurs engagements», si bien que «les traités» demeureront «en vigueur jusqu'à leur extinction»³⁷⁰. Ainsi, étant donné que la capitulation conclue en 1829 avec le royaume de Naples l'avait été pour trente ans, ce n'est qu'en 1859 que les quatre régiments suisses seront licenciés³⁷¹.

Ces péripéties n'ont pas dû laisser indifférent Pierre-Marie Dufour, alors qu'il n'est plus directement concerné par elles. En effet, blessé, il a obtenu sa retraite – une retraite de général de brigade³⁷² – et a dû laisser le soin à son successeur – Augustin de Riedmatten, désormais colonel! – de rencontrer les deux commissaires fédéraux et de répondre à sa place à leurs légitimes questions. Nous ne pensons pas trop nous avancer en affirmant que, même s'il n'avait pas été blessé, le Bas-Valaisan aurait quitté le service étranger vu qu'il n'aurait eu, de toute façon, aucune envie de continuer à servir Ferdinand II dont l'attitude politique a, dans une large mesure, conduit à la déplorable journée du 15 mai 1848 et à la victoire

³⁶⁶ AEV, CE, N° 1101, vol. 45, p. 204: protocole, séance du 23 juin 1848; *ibidem*, p. 219: protocole, séance du 26 juillet 1848; voir ci-dessous, p. 116, note 474. — Sur le plan suisse, en revanche, le gouvernement valaisan n'a pas manqué d'afficher ses idées progressistes en ce domaine: en mai 1848, en Diète fédérale, le Valais s'était prononcé pour la mise sur pied d'une commission d'enquête «sur les affaires de Naples» et avait soutenu la proposition qui engageait «les cantons à résilier la capitulation par voie de négociation». (GANTER, p. 216.)

³⁶⁷ FÉLIX, pp. 59-60. Source: AF, D 195, *Recès de la Diète fédérale ordinaire de l'année 1848*, t. II, pp. 236-237.

³⁶⁸ *Lois fédérales*, t. I, p. 5. — On le constate, il n'est nullement question de supprimer les capitulations existantes ni d'empêcher l'enrôlement lié à celles-ci.

³⁶⁹ BORY, p. 186.

³⁷⁰ DE VALLIÈRE, p. 729. Voir aussi FÉLIX, pp. 73-74 notamment. — Le recrutement pour le service de Naples continue par l'intermédiaire de bureaux établis à Besançon, Bregenz et Lecco. En 1859, le mercenariat sera interdit par une loi fédérale (voir les Annexes 2/G et 2/H).

³⁷¹ Il n'empêche que «beaucoup d'officiers et de soldats restèrent au service de François II», fils et successeur de Ferdinand II. (BORY, p. 186. Voir également ci-dessous, pp. 127-128.)

³⁷² Ce qui est une manière, pour le roi Ferdinand II, de lui témoigner sa reconnaissance.

du conservatisme le plus étreiqué sur les idées progressistes. Si l'on peut louer la bravoure et le loyalisme de Pierre-Marie Dufour, on peut regretter qu'il donne l'impression que seuls des événements navrants, ainsi que la balle qui l'a touché, l'ont incité à mettre un terme à son soutien actif à un monarque dont l'apparente évolution vers le libéralisme n'a duré que quelques petites semaines. Il est vrai que peu d'hommes se montrent capables de compromettre une brillante carrière et leur sécurité matérielle, ainsi que celle de leur famille, au nom des grands principes auxquels ils adhèrent...

Quant au 3^e régiment suisse, il restera en de bonnes mains, aux yeux de Ferdinand II tout au moins: le conservateur Augustin de Riedmatten le commandera de 1848 à 1852 et le non moins conservateur Édouard Wolff, de 1852 à 1859...

| | |
|---|-------------------------------------|
| a) – 2 ^e sous-lieutenant dans la milice valaisanne | 29 septembre 1807 |
| b) – 1 ^{er} sous-lieutenant du bataillon valaisan au service de France | 27 juillet 1808 |
| – lieutenant | 11 mai 1810 |
| c) – lieutenant au 11 ^e régiment d'infanterie légère (F) | 16 janvier 1812 |
| – capitaine | 1 ^{er} mars 1813 |
| – admis à la demi-solde de non-activité | 4 août 1814 |
| d) – major dans le 2 ^e bataillon – dit de l'Ouest – du contingent valaisan | 15 décembre 1817 |
| – lieutenant-colonel commandant le bataillon susdit | 16 mai 1820 |
| – démission | 3 mars 1827 |
| e) – major dans le 3 ^e régiment suisse au service de Naples | 1 ^{er} novembre 1826 |
| – lieutenant-colonel | 19 juin 1830 |
| – colonel | 7 septembre 1840 |
| – général de brigade, promotion non acceptée | 6 mai 1848 |
| – démission et retraite avec le grade de général de brigade | après le 15 mai 1848 ³⁷³ |

Tableau 13. – Etats de service de Pierre-Marie Dufour.

Le 10 octobre 1836, le lieutenant-colonel Pierre-Marie Dufour écrit au grand bailli du Valais:

Désirant contracter mariage avec Mademoiselle Eugénie de Rivaz qui consent à unir son sort au mien, j'ai l'honneur, pour me conformer au prescrit de la capitulation³⁷⁴, d'en faire part à Votre Excellence et au Conseil d'Etat, en le priant de bien vouloir accorder son agrément à cette union.

³⁷³ Cf. AEV, Stockalper, cart. 1, n° 2, 2^e partie, recto du fol. 14; AEV, CE, N° 1101, vol. 46, annexes, pp. XLI et XLII, cf. note 91; etc.

³⁷⁴ «Les officiers, sous-officiers et soldats des régiments étrangers ne pourront contracter de mariage qu'après avoir obtenu l'autorisation exigée par les règlements pour les troupes nationales.» (AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 5, n° 4, p. 24, art. 19, point 1, cf. note 110.)

Je saisis cette circonstance pour me recommander à la continuation de la bienveillance du Conseil d'Etat et lui offrir le tribut de gratitude que je lui dois fournir pour toutes les marques d'intérêt qu'il n'a cessé de me donner.

Veillez, Monsieur le grand bailli, être auprès de lui l'interprète de mes sentiments et agréer en particulier l'hommage du profond respect avec lequel je suis de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur.³⁷⁵

Quand on est militaire, on se conforme, plus que tout autre, aux règles établies et il n'y aurait guère d'intérêt à reproduire cette lettre si le grand bailli n'était déjà au courant de ce prochain mariage et s'il n'y avait déjà donné son accord, puisqu'il s'agit de Michel Dufour, le père du lieutenant-colonel !

Cette formalité accomplie et le consentement du Conseil d'Etat obtenu, Pierre-Marie Dufour épouse, le 30 octobre 1836 à Sion, Eugénie de Rivaz (1808-1903), fille de Benjamin et de Louise Joris, petite-fille de Charles-Emmanuel de Rivaz qui fut l'une des grandes personnalités qui ont marqué l'histoire du Valais.

La veille, le contrat de mariage a été établi à Sion dans la demeure de Charles de Rivaz, oncle de la jeune femme. Nous signalerons, d'une part, que Pierre-Marie assure à Eugénie de Rivaz, «à titre de bienvenue, la somme de cent louis», ainsi que «les bijoux et habits nuptiaux suivant sa fortune et condition»; d'autre part, qu'il atteste que sa fortune se monte alors à «25 420 francs suisses, fruits de ses économies dans la carrière des armes»³⁷⁶.

Pierre-Marie Dufour et Eugénie de Rivaz auront quatre enfants :

— Eugénie, née le 27 octobre 1837, en Italie³⁷⁷; le 14 juin 1859, à Monthey, elle épousera Charles Aymon (1834-1921), d'Ayent³⁷⁸, mercenaire au service de Naples et agriculteur, commandant de la gendarmerie cantonale de 1865 à 1873, président d'Ayent de 1867 à 1875 et député au Grand Conseil de 1869 à 1877; elle mourra le 13 avril 1897 à Sion.

— Charles, né le 15 juillet 1839 et baptisé à Sion le 19, dont la marraine est Marie-Marguerite Dufour, sa grand-mère maternelle³⁷⁹; géomètre, il épousera Marie Duc (1840-1899) le 29 décembre 1870 à Sion et il décédera le 11 mai 1898 à Monthey³⁸⁰.

³⁷⁵ AEV, DI, ancien fonds, Annexes 1, n° 108, lettre D, pièce 37.

³⁷⁶ Pour en savoir plus sur ce contrat de mariage, cf. l'Annexe 2/I.

³⁷⁷ Voir AEV, (DI), n° 3090, recensement de 1870, vol. 52, fol. 70 où est indiquée cette date de naissance, date confirmée par un monument funéraire de l'ancien cimetière de Sion qui se trouve près du couvent des capucins. En AEV, (DI), n° 3090, recensement de 1880, vol. 50, fol. 332, on situe la naissance d'Eugénie en 1841, mais comme elle et son époux sont alors absents de Sion, nous pouvons supposer qu'un proche a fourni cette donnée avec une légèreté certaine.

³⁷⁸ Charles Aymon et son épouse Eugénie auront un logement à Sion et un autre à Ayent. — Deux de leurs enfants ont été identifiés par André Donnet in *MARIE DE RIEDMATTEN*, t. II, p. 421, notices *Aymon Caroline* et *Aymon Félix* (qui n'est pas né en 1854 comme indiqué par inadvertance dans l'ouvrage susmentionné, mais en 1864); à ceux-ci nous ajouterons Charles (1862-1885) auprès duquel la dépouille de sa mère sera ensevelie.

³⁷⁹ Le 16 août 1839, de Naples, Marie-Louise Wolff, née de Riedmatten, écrit à son père: «J'ai appris avec plaisir que M^{me} Dufour est accouchée heureusement d'un garçon. Veuillez lui en faire mon compliment.» (AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 13, n° 174: M^{me} Wolff à Pierre-Louis de Riedmatten, Naples, 16 août 1839, orig.)

³⁸⁰ *MARIE DE RIEDMATTEN*, t. II, p. 440, notice *Dufour, Charles, madame*.



Stèle sise au NW de l'ancien cimetière de Sion, sur laquelle on peut lire:
 «A / la mémoire chérie / de / Charles Aymon / 1862-1885 / et de /
 Sa mère bien aimée / Eugénie Aymon / née Dufour / 27 oct. 1837 - 13 avril 1897 /
 Vous / Qui nous avez tant aimés sur la terre / Priez pour nous dans le Ciel.»

Photo: Heinz Preisig.

— Marie-Louise, née en 1841 dans le royaume de Naples³⁸¹, le 22 juillet selon le recensement fédéral de 1870³⁸²; demeurée célibataire, elle mourra le 16 février 1882 à Monthey.

— Léonie, née à Monthey le 22 novembre 1843, baptisée le 24 et dont la maraine est sa tante Marguerite Bovier, née Dufour; en 1863, à Monthey, elle se mariera avec Charles Du Fay de Lavallaz (1840-1892), ingénieur; de tendance radicale, il siégera à la municipalité de cette commune comme simple conseiller en 1867-1868 et comme vice-président en 1869-1870³⁸³; en 1881, il créera, avec son frère Pierre-Marie, la *Manufacture de tabacs de Lavallaz* dans le bourg bas-valaisan³⁸⁴ où son épouse décédera le 5 juillet 1884.

Après les épisodes de 1848 mentionnés ci-dessus, Pierre-Marie Dufour, meurtri dans sa chair et dans son esprit, regagne définitivement Monthey où il arrive vraisemblablement dans le courant du mois de septembre³⁸⁵.

Le 27 janvier 1850, il y est désigné conseiller municipal par l'assemblée primaire, réunie au château du bourg, obtenant cent douze voix sur cent vingt et un suffrages et sortant le douzième des quinze conseillers choisis³⁸⁶. Ces élections ayant été annulées vu «que les formes prescrites par la loi électorale n'ont pas été observées en entier»³⁸⁷, d'autres sont organisées le 24 mars 1850: elles confirment en grande partie les premières, puisque douze des mêmes personnes qui avaient déjà été élues, dont Pierre-Marie Dufour, le sont de nouveau³⁸⁸. Ce dernier exercera sa fonction jusqu'en février ou en mars 1852.

Il passe les dernières années de sa vie auprès de sa femme Eugénie et de divers membres de sa famille, tout auréolé de sa bravoure et de sa prestigieuse carrière dont témoignent ses titres et décorations: il est chevalier du Lys, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, chevalier de la Légion d'honneur; il a reçu la croix de commandeur de l'ordre de Sainte-Anne de Russie et, à la suite de la journée du 15 mai 1848, celle de commandeur de l'ordre de Saint-Georges de Naples³⁸⁹; quant à Napoléon III, il lui décernera la médaille de Sainte-Hélène³⁹⁰. Gageons

³⁸¹ Un monument funéraire dans l'ancien cimetière de Monthey atteste que Marie-Louise est bien née en 1841.

³⁸² AEV, (DI), n° 3090, recensement de 1870, vol. 87, fol. 362.

³⁸³ *Etat du conseil municipal [...]*, p. 200 et p. 218, notice *Lavallaz, Charles (-Louis) de*.

³⁸⁴ PIGNAT, p. 96. Source citée: *Almanach du Valais*, 1942.

³⁸⁵ «M. Dufour, de Monthey, colonel du 3^e régiment suisse au service des Deux-Siciles, blessé d'une manière grave dans les rues de Naples au mois de mai dernier à l'attaque d'une barricade, a été admis à la retraite avec le grade de général de brigade. M. Dufour a définitivement quitté le service et est de retour dans sa patrie.» (*Journal du Valais*, n° 66 du 30 sept. 1848, p. 265.)

³⁸⁶ ACM, F 1686.

³⁸⁷ AEV, CE, N° 1101, vol. 45, p. 372: protocole, séance du 15 mars 1850. Voir à ce sujet le «Titre V» de la Constitution du 10 janvier 1848 (*Lois VS*, t. VIII, pp. 39-41). — Le 19 février, le Conseil d'Etat a décidé de maintenir «l'ancien Conseil municipal et l'ancien juge de Monthey», Cyprien Barlatay, dans leurs fonctions en attendant le «résultat de la plainte contre les nouvelles élections». (AEV, CE, N° 1101, vol. 45, p. 360: protocole, séance du 19 fév. 1850.)

³⁸⁸ *Etat du conseil municipal [...]*, p. 202 et p. 216, notice *Dufour, Pierre-Marie*. — Jean-Joseph Martin et Elie Detorrené, élus le 27 janvier 1850, respectivement, président et vice-président, sont reconduits dans ces mêmes fonctions le 24 mars 1850.

³⁸⁹ PAUL DE RIVAZ I, p. 329; MAAG II, p. 658. — «Sa réputation militaire [...] était européenne et, en 1845, l'empereur de Russie [Nicolas I^{er}], qui avait eu connaissance de sa bravoure et de ses talents, lui décerna la croix de commandeur de l'ordre de Ste-Anne.» (PAUL DE RIVAZ I, p. 327.)

³⁹⁰ Médaille créée le 12 août 1857 et attribuée à tous les militaires français et étrangers qui ont combattu pour la France de 1792 à 1815, de sorte que Louis Dufour l'a également reçue.

que nombre de ses anciens subordonnés valaisans lui vouent une estime comparable à celle du capitaine Joseph-Antoine Cropt. Celui-ci, le 2 mars 1849, écrit à son épouse: «J'ai été à Monthey voir mon bon colonel Dufour qui a été charmé de ma visite inattendue»; et, le 30 septembre 1849, il rapporte que, l'après-midi du vendredi 28 septembre, il est allé à Monthey, en compagnie de Joseph Biollay et de Louis Riche, «faire visite à M. le général Dufour et [à] sa dame qui nous ont reçus l'on ne pouvait pas plus gracieusement»³⁹¹.

Il nous reste à rapporter une dernière anecdote dont fait état Paul de Rivaz et qui nous renvoie au scandale dont le Bas-Valaisan a été l'un des auteurs en 1815:

Durant les dernières années de sa vie, Dufour donna le spectacle d'une piété ferme sans ostentation, d'un caractère bienveillant, d'une charité inépuisable, vertus si touchantes chez un homme qui avait passé sa vie au milieu de l'agitation des armes. Et pourtant les ennuis ne lui furent pas épargnés. Dufour était [...] d'une piété ferme et sans ostentation³⁹². Cette qualité lui valut une aventure assez bizarre³⁹³. A cette époque, c'était au lendemain du *Sonderbund*, certains prêtres avaient encore la coutume de dénoncer du haut de la chaire les personnes qui ne pratiquaient pas la religion. Bien qu'il ne fit pas de politique³⁹⁴, Dufour, dont le père [Michel] avait été un partisan des idées nouvelles et dont le frère [Casimir] venait de se battre contre la *Vieille Suisse*³⁹⁵ au Trient, fut suspect d'irréligion. Un dimanche, à la grand-messe, le curé de Monthey³⁹⁶, selon la coutume de l'époque, publia avant le sermon le nom des paroissiens impies et, parmi eux, il cita le nom du général Dufour. Or, il se trouva que le général assistait à l'office divin dans un coin reculé de l'église, car il allait à la messe par conviction et non pour se faire voir. Lorsqu'il entendit le curé prononcer son nom, il se leva de son siège et, publiquement, protesta contre les accusations du curé, en affirmant sa fidélité à la religion de ses pères. Grand émoi dans l'église et excuses du curé. Mais Dufour n'était pas un rancunier. Il s'expliqua avec le représentant de Dieu, fit la paix et tous deux vécurent dès lors en excellents termes.³⁹⁷

C'est le lot de tout être humain de passer tantôt pour ange, tantôt pour démon aux yeux de ses semblables: ceux-ci, quand ils ne sont pas ses intimes, ne peuvent connaître que partiellement et superficiellement son caractère, ses actes et les motivations qui en sont la cause et ils ont tendance à porter des jugements définitifs à partir de quelques faits particuliers. N'oublions pas que les passions politiques aveuglent trop souvent les hommes qui perdent alors tout sens de la mesure. C'est le devoir de l'historien de rechercher le plus d'informations possible, d'avoir le sens de la complexité, de la nuance et de rester prudent quand il présente une personnalité: il suffit, pour s'en persuader, de comparer le dernier texte cité et

³⁹¹ Voir AEV, G. Rz, fasc. 165, n° 7: Joseph-Antoine Cropt à son épouse Anaïs, née Bruttin, Martigny, 2 mars 1849, orig.; *ibidem*, n° 11: le même à la même, Martigny, 30 sept. 1849, orig.

³⁹² Ces lignes sont très proches d'un passage de l'article nécrologique que la *Gazette du Valais*, dans son n° 9 du 30 janv. 1862, p. 2, a consacré à Pierre-Marie Dufour.

³⁹³ Pas si «bizarre» que cela si l'on connaît l'épisode de 1815 relaté par Anne-Joseph de Rivaz.

³⁹⁴ Cette affirmation, ambiguë, ne saurait être acceptée telle quelle.

³⁹⁵ Voir ci-dessous, p. 114.

³⁹⁶ Il s'agit vraisemblablement de l'abbé Louis Benoît, un Français, administrateur de la paroisse de Monthey de 1848 à 1858, sur lequel on ne sait pas grand-chose au point qu'Hyacinthe Carraux se demande si telle était vraiment son identité. (AEV, AVL 393, p. 221.)

³⁹⁷ PAUL DE RIVAZ I, p. 328. C'est nous qui soulignons. — Passage également cité in BOISSARD, pp. 306-307.

celui d'Anne-Joseph de Rivaz présenté plus haut³⁹⁸. Pierre-Marie Dufour avait simplement sa propre vision du catholicisme et elle était en avance sur son temps : il ne voulait pas d'une religion inquisitoriale, étouffante, répressive et liée au conservatisme politique le plus étroit.

Au terme d'une existence, souvent brillante, qui fut loin d'être comparable à un long fleuve tranquille, le Bas-Valaisan rend son dernier soupir le 21 janvier 1862 à Monthey où il est enseveli le 23.

Ce 23 janvier 1862, le *Conféré du Valais* signale brièvement le décès du Bas-Valaisan et promet de revenir «sur la carrière militaire si bien remplie de cet officier distingué dont la perte excite d'universels regrets dans le canton et dans sa nombreuse famille dont plusieurs membres ont occupé, depuis longtemps, les plus hautes fonctions du pays»³⁹⁹. Le 26, la *Gazette du Valais* se contente de l'entrefilet suivant : «Mardi dernier, M. le général Pierre-Marie Dufour, ancien militaire au service de France et au service de Naples, est décédé à Monthey.»⁴⁰⁰

Quatre jours plus tard, la *Gazette* consacre une assez longue notice nécrologique à la carrière du défunt, devançant les intentions du *Confédéré*, son concurrent, dont le rédacteur, probablement vexé, décidera de ne plus consacrer une seule ligne au général bas-valaisan, contrairement à ce qui avait été annoncé.

Le 30 janvier donc, faisant allusion aux obsèques du général Pierre-Marie Dufour, la *Gazette du Valais* écrit : «Une foule considérable où, à la suite d'un clergé nombreux, on remarquait les principaux magistrats du pays et nos premières illustrations militaires des services étrangers lui a rendu les derniers devoirs.»

Après avoir encore énuméré toutes les décorations que Pierre-Marie a obtenues, le périodique en vient à rappeler sa carrière. Il évoque sa présence dans le bataillon valaisan qui, étant au service de France, combattit en Espagne où le Montheysan s'illustra :

Le jeune sous-lieutenant trouva là de fréquentes occasions de faire preuve d'une brillante valeur. Aussi son intrépidité lui mérita-t-elle bientôt l'honneur d'être mis à l'ordre du jour de l'armée française et fixa-t-elle sur lui l'attention des généraux du temps, si bons juges en pareille matière.

Puis la *Gazette du Valais* indique son entrée au «11^e régiment d'infanterie légère», dans lequel, devenu capitaine, il prit part aux «campagnes d'Allemagne et continua à se distinguer par son courage et son aptitude militaire», avant d'être incorporé dans la milice valaisanne. Mais, y est-il constaté, «nos troupes ne purent toutefois profiter longtemps de l'impulsion vigoureuse qu'il savait leur donner, car, bientôt après, il s'expatria de nouveau» et entra comme major «dans le 3^e régiment suisse au service de Naples».

C'est l'occasion pour le périodique de rappeler l'ascension de Pierre-Marie Dufour au sein de ce corps qu'il «administra avec distinction et de manière à se concilier la confiance du roi [Ferdinand II] et de ses subordonnés». Survinrent alors «les événements de 1848», durant lesquels le Bas-Valaisan contribua «à sauver la dynastie» et fut blessé à un genou. Et l'article se termine par ces mots :

³⁹⁸ Voir ci-dessus, pp. 51-53.

³⁹⁹ *Le Confédéré du Valais*, n° 7 du 23 janv. 1862, p. 2.

⁴⁰⁰ *La Gazette du Valais*, n° 8 du 26 janv. 1862, p. 2.

Il quitta alors définitivement le service et rentra dans sa patrie et son lieu natal qu'il n'a plus quittés un seul instant. Durant ses dernières années, M. Dufour [...] s'est concilié [...] l'affection de tous ses concitoyens; aussi n'a-t-on point été étonné de voir de pauvres vieux soldats qui avaient servi sous ses ordres en Espagne et en Allemagne faire, le jour de ses obsèques, plusieurs lieues à pied pour verser une larme sur sa tombe.⁴⁰¹

La *Gazette du Valais*, comme on peut le constater, ne se permet pas une once de réticence envers la carrière de Pierre-Marie Dufour. Mieux, elle évoque les «trahisons» dont Ferdinand II fut la victime et qui ont justifié l'engagement des régiments suisses à Naples le 15 mai 1848. Tout au plus, pourrions-nous remarquer que le périodique ne mentionne pas l'éventuelle présence, à l'enterrement de leur supérieur, d'anciens mercenaires au service de Naples. Vu le contexte, nous ne voyons là qu'une omission non intentionnelle. Comme il semble déjà loin le temps où le service militaire étranger était en butte à l'hostilité d'une partie des milieux politiques, de la presse et de l'opinion publique...

Mais des ressentiments d'un autre ordre subsistent. Le 29 avril 1862, Eugène de Stockalper, s'adressant à Augustin de Riedmatten qui lui a fait part du décès de Pierre-Marie Dufour, maugrée: «J'avais déjà appris la mort du brigadier Dufour. On m'assure qu'il était devenu tout à fait religieux. Tant mieux pour lui, car, actuellement, il [ne] s'en trouvera que mieux.»⁴⁰² La rancœur, que laissent transparaître ces mots, illustre cruellement l'intensité des antagonismes politiques passés et des conflits de personnes qui ont déchiré les mercenaires valaisans au service de Naples⁴⁰³...

Le 29 avril 1903, le *Walliser Bote* annonce que Madame la générale Dufour est décédée à Monthey le 26 avril dans sa 96^e année et qu'elle fut l'épouse de celui qui fut jadis général au service de Naples et sur lequel aucun autre renseignement n'est apporté. Curieusement, le périodique se permet d'indiquer que la défunte jouissait d'une pension de 6000 francs, laissant entendre ainsi qu'elle était à l'abri du besoin grâce à la brillante carrière menée par son mari, avant de terminer sa petite nécrologie par des mots assez habituels en de pareilles circonstances: l'ensevelissement a eu lieu dans le bourg bas-valaisan «unter grosser Beteiligung ihrer zahlreichen Nachkommen und Verwandten»⁴⁰⁴.

⁴⁰¹ *Ibidem*, n° 9 du 30 janv. 1862.

⁴⁰² AEV, Aug. Riedm. II, classeur 6, fasc. 2, n° 2: de Stockalper à de Riedmatten, Resina, 29 avril 1862, orig.

⁴⁰³ Louis Carlen est quelque peu optimiste quand il écrit: «Nach ihrer Rückkehr hielten die Stockalper-Offiziere den Kontakt mit anderen neapolitanischen Offizieren aus der Schweiz aufrecht, vor allem mit jenen aus dem Wallis.» Parmi ceux-ci, il énumère notamment Isidore de Chastonay, Pierre-Marie Dufour, Jean-Pierre Evéquoz, Grégoire Perrig, le général Augustin de Riedmatten, Ferdinand de Torrenté, François-Antoine de Werra, le brigadier Edouard Wolff et le général Pierre de Wolff. Et d'ajouter: «Diese Offiziere bildeten einen eigenen Club, der sich regelmässig traf. Verschiedene von ihnen taten auch als Offiziere in der eidgenössischen Armee Dienst und hatten daher auch aus diesem Grund gegenseitige Beziehungen.» (CARLEN I, p. 162.) Nous ne prétendons nullement que cet auteur a tort, mais nous pensons que son affirmation mériterait d'être quelque peu nuancée, que, si contact il y a eu, le passé n'a pas été oublié et que les rancœurs, d'ordre politique ou autre, n'ont pas été gommées comme par enchantement. De plus, il nous paraît vraisemblable que l'amicale des anciens mercenaires autour des Stockalper ait surtout été fréquentée par les officiers qu'on pourrait qualifier de conservateurs, le plus souvent issus des sept dizains qui dominèrent le Bas-Valais jusqu'au début de 1798.

⁴⁰⁴ *Walliser Bote*, n° 34 du 29 avril 1903, pp. 2-3.



Pierre-Marie Dufour (1790-1862), en 1832, lieutenant-colonel du 3^e régiment suisse au service de Naples. On remarque, sur l'épaulette gauche, deux fleurs de lys surmontées de la couronne royale, signe de son grade.

Propriété privée. – Photo: Heinz Preisig.



Pierre-Marie Dufour (1790-1862) ayant obtenu sa retraite
avec le grade de général de brigade.

Propriété privée. – Photo : Heinz Preisig.

Désormais, durant tout le XX^e siècle, ce sont quelques travaux historiques, dont, le plus souvent, il n'est nullement le personnage central, qui vont évoquer des bribes de l'existence de Pierre-Marie Dufour sans, bien évidemment, lui accorder une attention satisfaisante, si l'on excepte les pages que lui consacre Paul de Rivaz et qui paraissent dans les *Annales valaisannes* de 1934. Quant à l'article d'Yves Florell – pseudonyme de Robert Gafner – publié dans le *Journal de Sierre* du 30 mai 1929 et intitulé *Pierre-Marie Dufour en tenue d'apparat*, il n'accorde à celui-ci qu'une place fort restreinte au profit de sujets divers, traités plus ou moins sommairement, et il ne présente rien de très particulier et rien de nouveau sur le mercenaire bas-valaisan ; c'est pourquoi nous n'avons pas jugé bon de mentionner ce texte dans la bibliographie que nous avons dressée à la fin de notre étude.

Pierre-Marie Dufour, par sa personnalité et la carrière qu'il a menée, méritait mieux. Nous espérons en avoir apporté la preuve, d'autant plus que s'intéresser à lui a impliqué la nécessité de broser l'esquisse d'un contexte politique, militaire, religieux, moral, social et économique qui nous a paru digne d'intérêt.

3. Adrien Dufour (1791/1792 - 1812)

Joseph-Adrien Dufour naît à Vionnaz en 1791 ou 1792.

Mis à part le grand incendie qui ravage Vionnaz le 20 août 1800⁴⁰⁵ et l'installation de sa famille à la *Tour du Mayor* à Monthey, ainsi que le fait qu'il suit « une partie de ses classes », les trois premiers lustres de son existence nous sont restés inaccessibles.

Cette période semble cependant avoir été propice à sa formation, puisque, en 1811, l'administration française notera qu'il « a de l'intelligence » et un caractère à la fois « très vif et doux »⁴⁰⁶.

Voilà tout ce que nous pouvons dire sur lui avant d'aborder sa brève carrière militaire.

En novembre 1806, le Conseil d'Etat valaisan propose Adrien pour une place de sous-lieutenant dans le bataillon valaisan au service de France. Mais le grand bailli Léopold de Sépibus a beau multiplier les démarches auprès des autorités tricolores, celles-ci tardent à délivrer un brevet à l'adolescent⁴⁰⁷, si bien que son père finit par perdre patience et le convainc de tenter sa chance dans le régiment de

⁴⁰⁵ A la suite de ce drame, Adrien est hébergé un temps chez un ami de sa famille. (PUTALLAZ III, p. 124.)

⁴⁰⁶ *Personnage du Valais*, p. 264, notice *Adrien Dufour*.

⁴⁰⁷ Deux lettres du lieutenant-colonel Charles de Bons nous permettent d'affirmer qu'Adrien Dufour a rejoint le bataillon valaisan à Gênes. Le 27 juillet 1807, de Bons fait remarquer que la non-sortie des brevets oblige plusieurs jeunes Valaisans, dont Benjamin Bertrand, Grégoire de Riedmatten, Ignace Tabin et Adrien Dufour, « à vivre ici depuis huit mois de temps des avances que leur fait l'administration » du bataillon (AEV, SE, fasc. 15/5/1, n° 15: de Bons au grand bailli de Sépibus, Gênes, 27 juillet 1807, orig.). Le 13 décembre 1807, il affirme que, si les brevets des trois premiers lui sont enfin parvenus, celui d'Adrien Dufour n'est toujours pas arrivé, s'étonne que Bertrand, de Riedmatten et Tabin « qui, depuis une année, se sont livrés à tous les exercices et fonctions dérivant de leur état n'aient été rappelés pour leurs appointements que du 17 du mois d'octobre passé », et le contexte laisse supposer qu'Adrien est également au bataillon depuis un an environ. (*Ibidem*, n° 16: le même au même, Gênes, 13 déc. 1807, orig.)

⁴⁰⁸ PUTALLAZ III, pp. 455-461.

Preux au service d'Espagne⁴⁰⁸ : le 14 mars 1808, Michel Dufour présente à ses collègues du Conseil d'Etat la candidature de son fils⁴⁰⁹ ; le 22, le pouvoir exécutif désigne ce dernier, à l'unanimité, candidat du dizain de Monthey à une place d'officier dans le régiment de Preux⁴¹⁰ ; le 24 mars 1808, au nom du gouvernement, Léopold de Sépibus recommande Adrien Dufour – « fils de l'un de MM. les conseillers d'Etat, qui a déjà un de ses frères [Louis] sous-lieutenant au régiment de Preux » – à Joseph Caamaño, ambassadeur d'Espagne en Suisse, pour la première place de sous-lieutenant vacante devant revenir au dizain de Monthey⁴¹¹ ; le 30 mars, c'est au tour de Charles-Emmanuel de Rivaz d'intercéder auprès du diplomate espagnol en faveur du jeune Valaisan qui est l'un de ses cousins⁴¹².

Enfin, le 7 avril 1808, de Berne, Caamaño écrit au grand bailli du Valais :

Peu de jours après la réception de la lettre de Votre Excellence du 24 mars dernier, les quatre cadets nommés par le Conseil d'Etat se sont présentés à moi, savoir MM. Adrien Dufour, du dizain de Monthey, pour la première sous-lieutenance vacante au r[é]g[imen]t de Preux ; Maurice Dallèves, du dizain d'Entremont, pour la seconde ; Louis [Macognin] de la Pierre, du dizain d'Hérémenche, pour la troisième ; et Alexandre Walker, du dizain de Rarogne, pour la quatrième. Ils m'ont remis la seconde dépêche de V[otre] E[xcellence], du 29 mars, ainsi que leur acte de nomination du Conseil d'Etat [daté du 23 mars 1808].

Leurs qualités personnelles, les informations avantageuses que j'avais reçues de V[otre] E[xcellence], tant sur leurs familles que sur leurs bonnes dispositions, m'ont engagé à leur donner mon approbation avec le plus grand plaisir et, le 3 de ce mois, ayant légalisé leurs extraits baptistaires, je les ai munis de mon certificat et d'une lettre de recommandation pour leur colonel [Charles de Preux] afin qu'ils puissent se disposer à entreprendre leur voyage.⁴¹³

Telles sont les circonstances dans lesquelles Adrien Dufour est entré comme cadet dans le régiment de Preux au service d'Espagne.

Nous ne reviendrons pas sur sa nomination tardive comme sous-lieutenant dans le bataillon valaisan au service de France, nomination qu'il déclinera puisqu'il est désormais engagé ailleurs et dont bénéficiera son frère Pierre-Marie⁴¹⁴.

Adrien Dufour ne semble pas avoir quitté sa patrie avant la mi-juin 1808, époque où la situation politique et militaire est extrêmement confuse en Espagne ; si divers documents le qualifient de sous-lieutenant dans le régiment de Preux⁴¹⁵, nous savons cependant qu'il n'a jamais rejoint ce corps d'armée : preuve en sont ces mots que, à la fin du mois d'août 1809, le grand bailli de Sépibus écrit, évoquant

Adrien Dufour, fils de Monsieur l'ancien conseiller d'Etat, jeune homme d'une heureuse espérance, zélé pour le service et qui, après avoir été nommé sous-lieutenant au régiment de Preux, s'est rendu jus-

⁴⁰⁹ AEV, M, vol. 21, p. 303 : protocole du CE, 14 mars 1808.

⁴¹⁰ *Ibidem*, pp. 337-338 : protocole du CE, 22 mars 1808.

⁴¹¹ *Ibidem*, vol. 45, pp. 46-47 : de Sépibus à Caamaño, Sion, 24 mars 1808, minute.

⁴¹² Voir PUTALLAZ III, p. 461.

⁴¹³ AEV, SE, fasc. 6/4, n° 41 : Caamaño à de Sépibus, Berne, 7 avril 1808, orig.

⁴¹⁴ Voir ci-dessus, pp. 45-46.

⁴¹⁵ Selon les documents officiels, souvent ant-datés, ce qui est avantageux pour le mercenaire, Adrien Dufour est entré dans le régiment de Preux comme soldat distingué le 6 avril 1806, est devenu cadet le 1^{er} juin 1806 et sous-lieutenant le 1^{er} octobre 1806.

qu'à Barcelone pour joindre son corps et, n'ayant pu y parvenir à cause de l'insurrection [espagnole], a été obligé de revenir dans ses foyers et se trouve retardé dans la carrière militaire à laquelle il s'est voué⁴¹⁶.

A la suite de la dissolution du régiment de Preux, Michel Dufour cherche à placer son fils Adrien dans le bataillon valaisan au service de France. Sur le conseil du grand bailli de Sépibus, il est probable qu'il obtienne pour lui «un droit de communauté» dans une commune du dizain de Rarogne. Et, durant les derniers jours du mois d'août 1809, le gouvernement valaisan, sur la proposition du colonel Charles de Bons, présente la candidature d'Adrien Dufour pour occuper la première sous-lieutenance vacante du bataillon valaisan. Avec succès, puisque nous savons qu'en janvier 1810 au plus tard le jeune Montheysan y devient sous-lieutenant⁴¹⁷.

Une fois le Valais annexé à l'Empire français, Adrien est incorporé, à l'instar de son frère Pierre-Marie et comme le sera plus tard Louis, leur aîné, dans le 11^e régiment d'infanterie légère commandé par le maréchal Gouvion Saint-Cyr. Mais, la Parque Atropos ayant coupé impitoyablement le fil de sa vie, le jeune Valaisan meurt durant la campagne de Russie, à Polotsk en Biélorussie, au mois d'octobre 1812. Antoine Kämpfen en témoigne par ces mots :

Le 17 [octobre] au soir, le canon se fit entendre aux avant-postes et les Russes [commandés par le comte de Wittgenstein] s'emparèrent de quelques positions. On ne douta point d'une affaire pour le lendemain. [...]. En effet, le 18 au matin, les troupes furent mises sous les armes. Au moment où les premiers coups de canon furent tirés du côté des Russes, j'entendis M. Dufour cadet [Adrien], de Monthey, dire à son chef de bataillon : « Mon commandant, il faut que je gagne aujourd'hui la croix d'honneur. » Il fut tué quelques heures après en s'élançant à la tête de sa compagnie pour chasser les Russes d'une redoute dont ils s'étaient emparés.⁴¹⁸

Adrien Dufour n'avait que 20 ou 21 ans...

La fin tragique d'Adrien Dufour rappelle que, depuis le coup d'Etat des 18 et 19 brumaire de l'an VIII ou, si l'on préfère, des 9 et 10 novembre 1799, la fulgu-

⁴¹⁶ AEV, M, vol. 46, pp. 135-137 : de Sépibus à Derville-Malécharde, Sion, fin août – le 27 (?) – 1809, minute.

⁴¹⁷ PUTALLAZ III, pp. 462-463.

⁴¹⁸ KÄMPFEN, p. 96. — Des historiens ont prétendu que c'est Frédéric Dufour qui est décédé à Polotsk en 1812 ; mais André Donnet a définitivement fait un sort à cette erreur (voir *Personnages du Valais*, p. 264, notice *Adrien Dufour*). — Signalons, d'une part, que, par inadvertance, André Donnet indique qu'Adrien est mort le 18 août 1812, alors que, selon Antoine Kämpfen auquel, d'ailleurs, Donnet se réfère, le 18 octobre 1812 est la date exacte de son décès ; d'autre part, qu'Henri de Schaller cite Adrien Dufour parmi ceux qui ont été blessés durant « la glorieuse journée du 18 octobre » 1812 – mais il arrive qu'on meure de ses blessures ! – et lui attribue le grade de lieutenant. (DE SCHALLER II, p. 146.) — Quant à Louis Bégos, capitaine adjudant-major dans le 1^{er} bataillon du 2^e régiment suisse, il affirme que, « le 17 octobre 1812, l'ennemi s'était avancé vers nos positions et, de tous côtés, le feu avait commencé avec plus ou moins de violence. [...] Nous avions passé la plus grande partie de la nuit sous les armes, lorsque, le 18 octobre 1812 au matin, le bruit du canon se fit entendre. Notre régiment fut mis en ordre de bataille, près de la Polotska. [...] La bataille de Polotsk coûta cher à notre régiment. Après avoir quitté cette ville, je fis l'appel le lendemain. Un vide effrayant s'était fait dans nos rangs : trente-sept officiers n'y répondirent pas ; ils étaient tous blessés ou tués. Environ six cents sous-officiers et soldats, restés sur le champ de bataille, témoignaient assez des pertes cruelles que nous venions de subir. » (BÉGOS, pp. 87-89, 93-94.)

rante carrière politique de Napoléon Bonaparte, si glorieuse par certains de ses aspects, a jonché les terres européennes de millions de cadavres de nationalités diverses et que la meurtrière et malheureuse campagne de Russie sonne déjà le glas des ambitions démesurées de l'Empereur qui, malgré quelques soubresauts postérieurs, est proche de voir son hégémonie continentale s'écrouler comme un château de cartes.

La mort d'Adrien Dufour, ressentie douloureusement par les siens, ne dissuadera nullement ses frères cadets, Casimir, Joseph et Frédéric, d'embrasser eux aussi la carrière des armes, à une époque où, il est vrai, les risques de mourir sur un champ de bataille paraissent fort ténus. On peut donc supposer que leurs parents, s'ils ne les ont peut-être pas tous aiguillés impérativement sur cette voie, ne les ont en tout cas pas découragés de suivre une tradition instaurée par Louis et continuée par Adrien et Pierre-Marie. En outre, il n'est pas inconvenant d'affirmer que la mort d'Adrien survenue au combat pourra leur être une référence de poids : il est des êtres que les circonstances de leur décès hissent au rang de héros.

Il nous faut préciser cependant que, pour des raisons diverses, les carrières de mercenaire des trois fils cadets de Michel Dufour et de Marie-Marguerite Du Fay auront quelque peine à prendre leur envol et que Casimir, seul des six garçons, choisira finalement une voie différente, notamment politique, dans laquelle, en tant que radical fougueux, il se distinguera d'une manière qui n'aurait pas toujours plu à son père, si ce dernier avait été encore de ce monde.

4. Marguerite Dufour (1795-1843) et son époux Charles Bovier

C'est à Vionnaz que Marie-Marguerite Dufour vient au monde au cours de l'année 1795.

En 1811, on dit d'elle que sa « figure » est « agréable », que sa « tournure » est « jolie », qu'elle est d'une « assez bonne éducation » et d'un « caractère doux » ; on estime sa dot éventuelle à 5000 francs qui correspondent, en fait, à l'évaluation de sa part d'héritage à cette époque-là⁴¹⁹.

En 1817, Marguerite épouse le veuf Charles Bovier de Vex, âgé de 30 ans, fils d'Antoine et de Madeleine Stalder, avocat et notaire qui est à l'aube d'une carrière publique bien remplie que nous allons retracer dans les grandes lignes.

Les 30 mai et 1^{er} juin 1814, étant l'un des trois représentants élus du dizain d'Héremence pour la circonstance, il a participé à la conférence de Sion qui a décidé, à la quasi-unanimité, de l'adhésion du Valais, « en qualité de canton », à la Confédération helvétique⁴²⁰.

En février 1816, son père est devenu bourgeois de Sion, statut dont bénéficient également ses fils. Pour ce faire, il a notamment dû payer 1350 écus et verser 10 louis d'or en lieu et place du repas que les candidats reçus ont généralement à offrir aux bourgeois de la cité.

⁴¹⁹ *Personnages du Valais*, p. 302, notice *Marguerite Dufour*. — Ce montant de 5000 francs est valable pour l'année 1811 ; il ne saurait être pris en compte pour l'année 1817, au moment où Marguerite se mariera, la fortune de Michel Dufour ayant vraisemblablement augmenté.

⁴²⁰ BIOLLAY II, p. 478. Sur cette conférence, voir *ibidem*, pp. 473-474 et 478-483. — Selon le Directoire provisoire présidé par Gaspard-Eugène de Stockalper, Charles Bovier « représente ce dizain [d'Héremence] convenablement par son état et sous beaucoup d'autres rapports ». (*Ibidem*, p. 474.)

Notons qu'avec Antoine Bovier douze autres personnes sont admises au sein de la bourgeoisie sêdunoise. Parmi elles, citons le marchand Jacques-Joseph Ducrey, père de Joseph-Ferdinand auquel il a déjà été fait allusion; le tonnelier Jean-Georges Schmidt dont il sera question du fils ci-dessous; le maître boulanger François Ulrich, père du futur aumônier du 3^e régiment suisse au service de Naples. Le premier a dû verser 1240 écus; le deuxième, 1130; le troisième, 1150⁴²¹. A quoi viennent s'ajouter d'autres frais auxquels il leur a fallu encore consentir⁴²².

Mû, semble-t-il, par une forte ambition, Charles Bovier ne rechigne pas au travail. Il occupe diverses charges dans le dizain d'Hérens: il en est le receveur de 1815 à 1821; le grand châtelain de 1815 à 1817; le vice-président de 1815 à 1819; le président de 1819 à 1847. Membre du Tribunal suprême de 1817 à 1825, il est encore député à la Diète de 1817 à 1839; il participe à l'Assemblée constituante de janvier 1839, ainsi qu'à l'Assemblée constitutive de la fin du mois de février; il passe ensuite à l'ancienne Diète où il siège durant le second semestre de cette même année, avant d'être député au Grand Conseil de 1841 à 1847, dont il est le premier vice-président en 1846-1847 et le président du 5 octobre 1847 au 28 novembre 1847⁴²³. Ajoutons que, de 1819 à 1822, il est capitaine dans la cinquième compagnie de fusiliers du 1^{er} bataillon valaisan d'infanterie du contingent fédéral⁴²⁴; que, le 15 décembre 1831, il est nommé intendant des postes⁴²⁵, qu'il occupe cette charge jusqu'en 1839/1840⁴²⁶ ainsi que de 1844 à 1847⁴²⁷ et qu'il a

⁴²¹ FAYARD DUCHÊNE, p. 42 et p. 65.

⁴²² Faisant allusion à ces treize nouveaux bourgeois parmi lesquels il cite Charles Bovier au lieu de son père, le chanoine de Rivaz donne quelques indications approximatives sur les conditions de leur admission. Chacun d'eux, écrit-il, «paie un écu neuf à chaque bourgeois votant, deux écus neufs à chaque membre du Conseil, un louis d'or au bourgmestre [Joseph-Augustin de Riedmatten] et un louis d'or au secrétaire de la ville [Joseph-Marie de Torrenté], sans compter un grand repas qu'ils donneront à la bourgeoisie qui les adopte. Les uns ont été reçus pour la finance de 1000 écus bons; à d'autres, elle se monte jusqu'à 1500 écus selon la quantité d'enfants mâles qu'ils ont actuellement.» (ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. II, p. 171.) — Précisons, d'une part, que la somme à payer varie aussi en fonction de la fortune de l'impétrant, des «services» qu'il a pu rendre «à la communauté, alors qu'il n'était qu'habitant perpétuel» ou de ceux que la cité peut attendre de lui; d'autre part, que Jacques-Joseph Ducrey a dû verser dix louis «à la place du repas». (FAYARD DUCHÊNE, p. 41 et p. 65.)

⁴²³ Lors de la session du Grand Conseil qui a lieu le 5 octobre 1847, le président Maurice de Courten achève son discours d'ouverture et s'écroule; il est emmené hors de la salle des débats et mourra peu après. Charles Bovier, en tant que premier vice-président, prend sa place et c'est donc lui qui présidera toutes les séances de l'assemblée législative du 5 octobre au 28 novembre 1847.

⁴²⁴ Par une lettre datée du 22 décembre 1821, Charles Bovier prie le Conseil d'Etat «d'accepter sa démission de l'emploi de capitaine d'élite» pour deux raisons: «ses occupations» — dont la présidence du dizain d'Hérens — qui lui prennent beaucoup de temps et son âge. C'est dans sa séance du 8 janvier 1822 que le pouvoir exécutif examine cette demande (AEV, CE, N° 1101, vol. 14, p. 7: protocole), à laquelle il acquiescera. — CALPINI, p. 101, notice *Bovier*; Charles, précise que celui-ci sera nommé, en 1830, major du bataillon de réserve de l'arrondissement du Centre, mais qu'il se récusera.

⁴²⁵ AEV, Diète, N° 1001, vol. 31, p. 386: protocole, séance du 15 déc. 1831. — «L'intendant est le chef de l'administration. Il représente le Valais dans les négociations postales avec les administrations étrangères. Il tient les correspondances dans le canton pour tout ce qui concerne le service de la poste, il est le lien entre la régie et les fonctionnaires; il règle et arrête leurs comptes, surveille leur gestion et leur conduite. Chaque année, il effectue sa tournée générale dont il rend compte au Conseil d'Etat.» (DEVANTÉRY-ROH, p. 15. — Souligné par cet auteur.)

⁴²⁶ Voir ci-dessous, p. 110.

⁴²⁷ DEVANTÉRY-ROH, p. 79. — En 1839-1840, Charles Bovier rend compte de ses activités d'intendant des postes au gouvernement haut-valaisan de Sierre. L'*Annuaire VS* de 1845, p. 9, le qualifie d'«intendant des finances»; ceux de 1846 et 1847, p. 31 et p. 30 respectivement, le mentionnent simplement comme «intendant» sous la rubrique «Régie des postes». Il est aussi qualifié parfois d'intendant des postes et des diligences.

également été membre du Conseil municipal de Vex avant 1848. Enfin, lorsque le Valais sera gouverné par une majorité radicale, il siégera comme député au Grand Conseil de 1852 à 1857⁴²⁸.

Vu qu'il n'est pas dans notre intention d'étudier la personnalité de Charles Bovier, nous nous contenterons de quelques remarques d'ordre politique le concernant.

D'une part, comme député, il ne manque pas de soutenir la carrière politique de son beau-père, ce que, dans ses *Mémoires historiques*, Anne-Joseph de Rivaz met en évidence lorsqu'il évoque les diètes de mai 1823 et de mai 1825 : à chaque fois, les députés du dizain de Monthey emmenés par Pierre-Louis Du Fay, beau-frère de Michel Dufour, et ceux d'Hérens, sous la conduite de Charles Bovier, alliés à d'autres bien sûr⁴²⁹, tentent de porter le libéral montheysan au grand bailliivat et échouent d'un rien : en 1823, c'est Gaspard-Eugène de Stockalper qui est choisi pour remplir cette fonction et, en 1825, Charles-Emmanuel de Rivaz. Il n'en reste pas moins que, si Michel Dufour demeure conseiller d'Etat continuellement de 1817 à 1839, s'il est vice-bailli durant cinq périodes et grand bailli durant deux autres, il le doit à ses partisans, parmi lesquels Charles Bovier, un de ses fidèles qui ne manque pas de mettre son influence au service de son beau-père quand il s'agit d'élire les membres du pouvoir exécutif.

D'autre part, il arrive que, comme député toujours, Charles Bovier n'hésite pas à défendre ses propres idées, même si elles vont à l'encontre de celles de son beau-père. C'est ainsi que, lors de la diète de mai 1824, il s'oppose au projet d'une capitulation qui pourrait être passée avec le roi de Naples Ferdinand I^{er}⁴³⁰, projet soutenu par le Conseil d'Etat et par la commission parlementaire qui l'a examiné ; est-il besoin de préciser que Michel Dufour, alors vice-bailli, y est d'autant plus favorable qu'il espère relancer les carrières militaires de ses fils Pierre-Marie et Joseph dans le service étranger et pouvoir enfin procurer une place à Frédéric, leur cadet ? Cependant, nous devons à la vérité de dire que, finalement, pour des raisons que nous ignorons, Charles Bovier semble avoir approuvé la capitulation, durant la session de mai 1826. Il serait, bien sûr, tentant de voir dans son revirement l'influence de son beau-père, mais il est possible que d'autres motifs l'aient amené à changer d'avis, motifs qui seraient à chercher, par exemple, dans le mode de répartition des officiers entre les dizains qui favorise les plus peuplés d'entre eux et non les dizains supérieurs⁴³¹. Enfin, rappelons que l'Hérensard participera, quelques années plus tard, aux pressions destinées à obtenir du gouvernement napolitain la nomination de Pierre-Marie Dufour au grade de lieutenant-colonel⁴³². A la lumière de ce qui vient d'être dit, nous pouvons donc affirmer que, si des divergences d'opinion ont pu exister entre Charles Bovier et son beau-père, elles n'ont en tout cas nullement compromis la solidarité et l'esprit familiaux.

⁴²⁸ BINER, p. 263, notice *Bovier Charles [...]*, où il est aussi indiqué que ce dernier a épousé Henriette – ou Pauline – Dufour, alors qu'en réalité il s'est marié avec la sœur aînée de celle-ci. C'est le registre des décès de Sion *extra muros* (année 1863, mort de Charles Bovier) qui, donnant une fausse indication, est à l'origine de cette erreur.

⁴²⁹ En 1823, Michel Dufour est encore soutenu – notamment – par les voix des quatre représentants du dizain de Conthey « que lui avaient ménagées M. [Jean-Séverin] Duc, président de ce dizain, beau-frère de sa femme », et par l'évêque Augustin Zen Ruffinen, beau-frère d'Emmanuel Gay qui est un cousin du Montheysan. En 1825, Dufour aura toujours l'appui des députés de Conthey, mais les quatre voix de l'évêque – qui craint alors l'influence croissante de la faction libérale – lui feront défaut. (ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, t. II, p. 252, pp. 276-278.)

⁴³⁰ *Ibidem*, pp. 261-262.

⁴³¹ Voir ci-dessus, pp. 58-59.

⁴³² Voir ci-dessus, p. 65.

Enfin, nous nous arrêterons sur un texte anonyme⁴³³ qui évoque l'époux de Marguerite Dufour et son influence politique, en particulier dans les années où Michel Dufour est encore et toujours actif en politique.

Il y avait dans le dizain d'Hérens, [y est-il écrit,] un nommé Charles Bovier qui, par ses menées ténébreuses et sourdes cabales, s'était profondément ancré dans le peuple. Il était habile: de simple paysan de Vex, il était parvenu à mener la Diète à son gré. Il avait épousé la fille du grand bailli Dufour, dont la famille, par alliance avec les Du Fay, exerçait une influence presque exclusive. Les quatre voix de son dizain d'Hérens étaient dans toutes les affaires importantes à sa disposition, de manière que, pour avoir ces quatre voix, il suffisait de s'assurer de lui.⁴³⁴

Suivent des considérations peu amènes sur le rôle réel ou supposé du mari de Marguerite Dufour durant l'année 1839.

Pour les éclairer, il nous faut revenir un peu en arrière. Le 12 décembre 1838, la Diète accepte, par 29 voix contre 27, que chaque dizain ait désormais un nombre de députés proportionnel à sa population. Tandis que les Bas-Valaisans considèrent qu'un de leurs vœux les plus chers est ainsi réalisé, les Haut-Valaisans estiment que cette décision est non valable, car elle « n'a pas obtenu la majorité de 39 suffrages requis par la Constitution de 1815 »⁴³⁵. Lorsqu'une diète extraordinaire se réunit en janvier 1839, les cinq dizains occidentaux y envoient un nombre de représentants supérieurs à l'accoutumée, selon le nouveau critère arrêté. Devant ce qu'ils jugent être un coup de force, ceux des dizains orientaux – Conches, Brigue, Viège, Rarogne, Loèche et Sierre – quittent le parlement, alors que ceux d'Hérens et de Sion y restent. La Diète, désertée par les députés conservateurs, se proclame Assemblée constituante et le Valais est désormais divisé en deux camps⁴³⁶.

Les protocoles de l'époque indiquent que Charles Bovier siège dans cette Assemblée constituante, qu'il y est encore présent lors de sa session du 25 au 28 février 1839⁴³⁷, mais qu'il n'assiste ni aux sessions du Grand Conseil bas-valaisan des mois de mars et de mai, ni à l'Assemblée constituante qui se tient, à Sion toujours, du 29 juillet au 3 août 1839. En revanche, on le voit apparaître à l'ancienne Diète qui se réunit à Sierre du 19 juillet au 30 août 1839, puis du 28 novembre au 4 décembre de la même année⁴³⁸: il a donc décidé de siéger désormais avec les représentants du Haut-Valais. Il nous serait difficile d'expliquer son revirement, sans l'éclairage donné par le texte anonyme mentionné plus haut qui prétend que Charles Bovier a, d'abord, choisi le camp des libéraux, parce qu'il a vu dans la représentation proportionnelle un moyen d'accroître son influence, puisque le

⁴³³ L'auteur de ce texte est probablement un parent du chanoine Anne-Joseph de Rivaz, qui a continué les mémoires de celui-ci, après sa mort survenue à Sion le 3 juin 1836. (BERTRAND III, p. 198.)

⁴³⁴ Cité in *ibidem*, p. 197.

⁴³⁵ *Histoire du Valais*, t. 3, p. 539, cf. note 288. — L'article 57 de la Constitution de 1815 est ainsi libellé: « Il ne peut être fait aucun changement à la présente Constitution avant le laps de cinq ans. Ces changements n'auront lieu qu'après avoir été adoptés dans deux diètes consécutives et décrétés à la majorité de trente-neuf suffrages. » (*Lois VS*, t. III, p. 14.)

⁴³⁶ *Histoire du Valais*, t. 3, p. 539, cf. note 288.

⁴³⁷ AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 17, verso du fol. 9 et recto du fol. 56: protocoles, séances d'ouverture de l'Assemblée constituante de janv. 1839 et de l'assemblée des 25-28 fév. 1839.

⁴³⁸ AEV, Diète, N° 1001, vol. 15, recto du fol. 106 et verso du fol. 202: protocoles de la Diète haut-valaisanne, 1839.

dizain d'Hérens pouvait compter sur sept sièges au lieu de quatre⁴³⁹. Mais ses espoirs ne vont pas durer longtemps.

Une circonstance imprévue fit changer l'opinion de M. Bovier. Les communes de Savièse et d'Arbaz – qui, d'après la constitution de 1815, avaient été incorporées au dizain d'Hérens⁴⁴⁰ – demandèrent à faire partie de celui de Sion. Le Grand Conseil (dans sa session de mai 1839) prononça ce changement⁴⁴¹. Ce fut un coup de foudre pour M. Bovier. Au lieu de voir croître son influence, il la vit diminuer, Sion gagnant deux voix et Hérens restant au statut quo de quatre. Dès ce jour, Bovier vira de bord, travailla son dizain pour lui faire rejeter la nouvelle Constitution, la déclarant hostile à la religion (il avait voté celle de janvier qui lui était moins favorable)⁴⁴². Le Haut-Valais, le clergé et le Chapitre emboîtèrent le pas.

Les accusations deviennent particulièrement graves quand l'auteur anonyme évoque l'Assemblée constituante qui se réunit le 29 juillet 1839 – elle doit, selon la volonté de la Diète fédérale, doter le Valais d'une Constitution acceptable par les deux parties du canton – et à laquelle

les dizains supérieurs ne parurent pas. Le Conseil de dizain d'Hérens avait donné pleins pouvoirs à Bovier de déclarer qu'il viendrait à la Constituante. Le dizain de Loèche le savait et déclara qu'il suivrait l'exemple d'Hérens. Puis Viège déclara qu'elle [*sic*] agirait comme Loèche. Si Hérens, Viège et Loèche avaient paru à la Constituante, tous les autres dizains auraient suivi leur exemple. Mais il en fut autrement. M. Bovier déclara n'avoir aucune instruction de son dizain (qu'il menait pourtant à sa guise) et ceux de Loèche et de Viège furent obligés de faire cause commune.⁴⁴³

D'après ce témoignage, Charles Bovier aurait donc une lourde responsabilité dans la division qui déchire le Valais en 1839 et qui va le conduire à la guerre civile ! C'est à la fois lui faire trop d'honneur et le couvrir de trop d'ignominie.

Est-il nécessaire, en effet, de préciser que le texte cité a été rédigé par un adversaire politique de Charles Bovier, un adversaire dont les propos sont manifestement tendancieux et abusifs ? Malgré tout, nous nous devons de souligner que l'auteur de ce petit portait caustique et malveillant ne perdrait pas son temps à dénigrer le député du dizain d'Hérens si celui-ci n'avait pas exercé une influence certaine sur une partie non négligeable des parlementaires, en plusieurs circonstances au moins. D'où il ressort que Michel Dufour, tant qu'il a siégé au Conseil d'Etat, a eu tout intérêt à se le concilier...

⁴³⁹ Lors de l'ouverture de cette Assemblée constituante, le 15 janvier 1839, le dizain d'Hérens est représenté par quatre députés ; le 17, leur nombre passe à sept.

⁴⁴⁰ En 1815, le dizain d'Hérens retrouve les limites de l'ancien dizain d'Hérémenche – qui avait été amputé de « Nendaz, Veysonnaz et Salins » (*Lois VS*, t. I, Constitution de 1802, pp. 4-5, art. 17) – « avec les communes de Savièse, Ayent et Arbaz » (*ibidem*, t. III, Constitution de 1815, p. 2, art. 3).

⁴⁴¹ La demande officielle des communes d'Arbaz et de Savièse date du 21 mars 1839 et elle est, une première fois déjà, acceptée le jour même par l'assemblée législative bas-valaisanne. (AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 17, recto du fol. 89 ; protocole, séance du 21 mars 1839.)

⁴⁴² Cette volte-face du dizain d'Hérens est confirmée, notamment, par BERTRAND III, pp. 188-189, et par ROTEN, p. 31. — Cependant les communes d'Evolène et de Lanaz restent favorables aux idées nouvelles.

⁴⁴³ Cité in BERTRAND III, p. 198.

Enfin, ne manquons pas de souligner que le revirement de Charles Bovier a eu des conséquences sur sa fonction d'intendant des postes. En effet, de l'été 1839 au printemps 1840, il rend compte de ses activités au gouvernement de Sierre. L'on ne s'étonnera donc pas qu'en automne 1839 le Conseil d'Etat bas-valaisan l'ait destitué et qu'en novembre de cette année-là, comme par hasard, l'avocat soit la cible d'attaques provenant de *L'Echo des Alpes*. Le 10 novembre, le périodique libéral-radical s'insurge contre une possible réintégration de Charles Bovier dans sa fonction, vu qu'il est «en rébellion ouverte contre le gouvernement» bas-valaisan, et il ajoute que l'on ne saurait «prétendre que l'Etat doive continuer à payer 50 louis un homme qui ne s'est presque pas occupé de l'administration qui lui était confiée et qui se trouve dans l'état le plus déplorable», allant jusqu'à considérer l'emploi exercé par l'Hérensard comme «une sinécure»⁴⁴⁴. Le 14 novembre, *L'Echo des Alpes* publie une lettre de lecteur qui dénonce «le déplorable état dans lequel se trouve l'administration des postes dans notre canton» et qui ajoute :

On sait que le titulaire s'occupait de tout... excepté des postes. Il connaissait beaucoup mieux le Rhône que la grand-route. Il ne vérifiait même pas les états trimestriels des bureaux : des erreurs d'addition considérables et commises à dessein ont été passées inaperçues.

Le lecteur anonyme poursuit ses critiques, mettant en cause également «le président de la régie», soit le conseiller d'Etat Maurice de Courten, qui porte, selon lui, la plus lourde responsabilité dans «l'incurie de l'ancienne administration», avant de conclure : «La perte que certains hommes bien connus ont causée au pays est incalculable et, cependant, ils se croient indispensables et veulent s'imposer!»⁴⁴⁵

En politique, il n'est jamais bon de retourner sa veste, et Charles Bovier en fait la cruelle expérience. Il s'est probablement consolé en considérant ces attaques tardives comme injustifiées et en se disant que toute personne sensée ne saurait leur accorder grand crédit, puisqu'elles n'apparaissent qu'au moment où les passions politiques sont vives en Valais, alors qu'il est intendant des postes depuis 1831 et que, durant neuf ans, personne n'a songé à dénigrer ses compétences ou sa conscience professionnelle.

De son premier mariage avec Marie-Constance Dallèves (1785-1814), fille du banneret Pierre-Joseph, Charles Bovier a une fille prénommée Catherine-Josèphe, baptisée à Sembrancher le 21 mars 1812. Celle-ci, que l'on appellera Catherine-Constance en souvenir de sa mère décédée, va devenir en quelque sorte la fille aînée du couple Bovier-Dufour qui donnera naissance à sept enfants, tous nés et baptisés à Sion :

Charles, baptisé le 23 mai 1818, qui a pour marraine Marie-Marguerite Dufour, née Du Fay, sa grand-mère maternelle.

Henriette, née et baptisée le 11 janvier 1820, dont le parrain est Michel Dufour, son grand-père maternel.

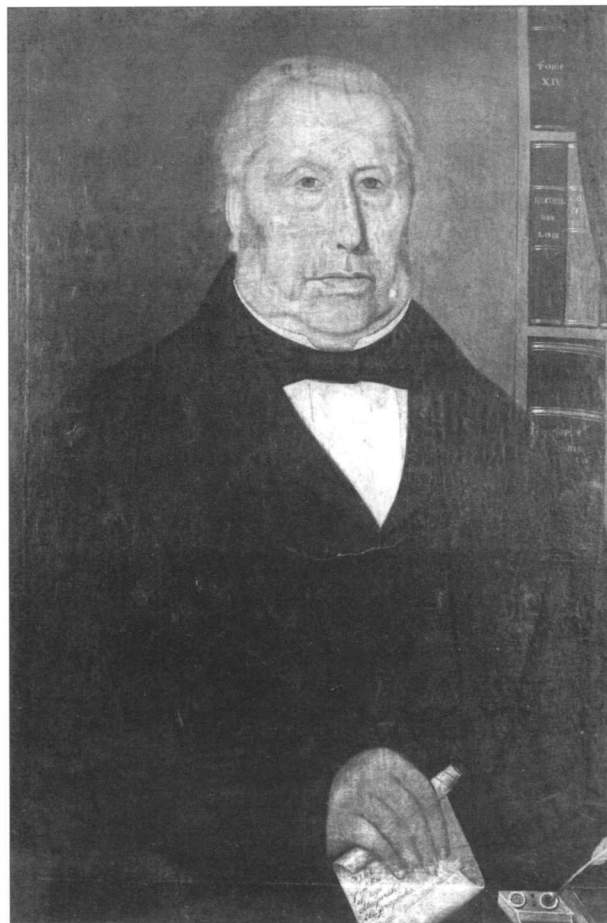
Charles-Adolphe-François, né le 16 novembre 1822, baptisé le 17 et décédé le 24 novembre de la même année.

⁴⁴⁴ *L'Echo des Alpes*, n° 54 du 10 nov. 1839, p. 1.

⁴⁴⁵ *Ibidem*, n° 55 du 14 nov. 1839, p. 3. — La lettre, adressée au rédacteur du périodique, provient du Bas-Valais, est datée du 10 nov. 1839 et n'est suivie d'aucune signature.

Elisa, baptisée le 16 juin 1823, dont le parrain est Pierre-Marie Dufour.

Hortense, née et baptisée le 10 février 1825, qui a pour parrain Casimir Dufour; elle épousera le 14 août 1854, à Sion, Gaspard-Etienne Gabioud (1830-1883), de Sembrancher, avocat et notaire⁴⁴⁶; celui-ci, de tendance conservatrice, sera notamment conseiller municipal de Sion de 1861 à 1864, député au Grand Conseil de 1869 à 1877, rapporteur substitut auprès du Tribunal d'appel de 1870 à 1877 et sous-préfet du district de Sion en 1872-1873⁴⁴⁷;



Propriété privée. – L'original porte au dos : «M. Charles Bovier, bourgeois de Sion y domicilié, âgé de 73 ans. Avocat, juriste, conseiller, ancien député et vice-président du Grand Conseil, président du dizain d'Hérens, grand châtelain du même dizain. Intendant des postes, président de la municipalité de Vex.»

Pierre-Joseph Brouchoud pinxit.

Photo: AEV, Ph 1398.

⁴⁴⁶ Deux enfants de ce couple sont identifiés par André Donnet in MARIE DE RIEDMATTEN, p. 442, notices *Gabioud Joseph* et *Gabioud Pierre*.

⁴⁴⁷ *Etat du conseil municipal [...]*, p. 277. A la p. 309, la notice *Gabioud, Gaspard* contient une erreur de date; il faut lire en effet 1864 au lieu de «1884». Voir aussi BINER, p. 301, notice *Gabioud Gaspard-Etienne* où il est mentionné que les fonctions municipales de celui-ci se terminent en 1883, ce qui est également erroné.

Adolphe, baptisé le 14 janvier 1830, dont le parrain est son oncle Joseph Dufour et la marraine, sa tante Pauline Dufour.

Alfred, baptisé le 28 avril 1833, qui a pour parrain son oncle François Bovier, capitaine au service de Naples, qui s'est fait représenter par Casimir Dufour.

Marguerite Dufour meurt le 2 décembre 1843 à Monthey où elle est ensevelie le 5. Coïncidence tragique : son père Michel décède quatre jours après elle.

Quant à Charles Bovier, il survivra presque vingt ans à son épouse, puisqu'il s'éteindra le 13 août 1863 comme l'indique un registre paroissial de Sion *extra muros*.

La plupart des renseignements donnés sur Marguerite Dufour et son époux Charles Bovier prouvent, s'il en était encore besoin, combien le clan Dufour paraît soudé, jusqu'en 1839 pour le moins, et certainement bien au-delà encore⁴⁴⁸, si l'on en excepte l'un ou l'autre membres peut-être : nous pensons d'abord à Frédéric qui, cependant, est loin d'être abandonné par les siens ; ensuite, à Casimir dont l'extrémisme politique et le caractère difficile s'accroîtront au fil des années. Mais il s'agit de rester prudent sur ces deux exemples, toute réalité affective étant mouvante et complexe.

Quant à l'influence du clan Dufour, par le mariage de Marguerite elle s'étend géographiquement dans le Valais romand, ce qui n'est plus à démontrer, mais elle est même perceptible lorsque l'on considère le 3^e régiment suisse au service de Naples : non seulement, on y trouve, à un moment ou à un autre, trois fils de Michel Dufour, à savoir Pierre-Marie, Joseph et Frédéric, mais aussi François Bovier, frère de Charles : comme par hasard, en 1839, Joseph Dufour y obtient une place de 2^e sous-lieutenant sur proposition de ce François, alors capitaine...

5. Casimir Dufour (1797-1858)

Rappelons que nous avons l'intention de consacrer une étude particulière au quatrième fils de Michel Dufour et de Marie-Marguerite Du Fay. Ce qui explique pourquoi nous allons nous contenter de présenter ici quelques indications assez sommaires à son sujet, le plus souvent du moins.

Emmanuel-Casimir – dans quelques documents, ces deux prénoms sont inversés – naît le 26 décembre 1797 à Monthey ; le lendemain, il y est baptisé : il a pour parrain son oncle Guillaume Du Fay et pour marraine sa tante Marie-Patience Du Fay, née de Chaignon.

Nous le retrouvons en 1811 : l'administration française affirme qu'il donne beaucoup d'espérances», qu'il est «très vif» et qu'il est «en cinquième» au collège de Saint-Maurice⁴⁴⁹. Quelques précisions sur ce dernier point : durant l'année scolaire 1810-1811 et durant les années précédentes, Casimir ne fréquente pas

⁴⁴⁸ Nous savons, par exemple, que le fils de Pierre-Marie, Charles Dufour, devenu géomètre, vit comme pensionnaire chez sa sœur Eugénie et son beau-frère Charles Aymon à Sion, de 1862 jusqu'en 1870 pour le moins ; voir AEV, (DI), n° 3090, recensement de 1870, vol. 52, fol. 70.

⁴⁴⁹ *Personnages du Valais*, p. 264.

ledit établissement scolaire ; il a donc étudié ailleurs, probablement à Monthey ; et c'est parce que son père est devenu sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Maurice où il a dû se procurer un logement que son fils est placé dans le collège de ce bourg. Un décret de Napoléon I^{er}, daté du 21 février 1812, donne à l'adolescent la possibilité de continuer ses études au Prytanée de La Flèche, aux frais de l'Empereur⁴⁵⁰. Flatté, Michel Dufour ne saurait refuser un tel honneur et c'est ainsi que son fils fréquente le Prytanée de 1812 à 1814, année où il le quitte dans l'intention d'intégrer l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr⁴⁵¹. A-t-il pu réaliser ce dessein ? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, il est fort vraisemblable que Casimir Dufour, à l'instar d'autres jeunes Valaisans placés dans des écoles militaires françaises, regagne ses pénates avant la fin de l'année 1814.

Sous la Restauration, Casimir Dufour sert dans la milice valaisanne où il est lieutenant d'artillerie. En 1819, il passe au service de France⁴⁵² dans le 2^e régiment suisse de ligne où, selon un brevet datant du 14 juin 1826, il reçoit la place de 1^{er} lieutenant dans la 4^e compagnie du 2^e bataillon⁴⁵³. Mais ses espoirs d'y faire carrière sont brutalement anéantis au cours de l'année 1830, en raison du licenciement des régiments suisses consécutifs à la *Révolution de Juillet*.

De retour dans sa patrie, Casimir Dufour devient, en 1831, capitaine d'artillerie dans la landwehr. En 1832, il envisage de reprendre sa carrière de mercenaire dans le 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège, qui est alors en formation et où son frère Louis a trouvé de l'emploi. Il aurait aimé avoir le poste de capitaine d'artillerie, mais il semble qu'on ne lui propose que le grade de 1^{er} lieutenant⁴⁵⁴. Est-ce la raison pour laquelle il abandonne son projet ? C'est vraisemblable. Il est possible néanmoins que ses idées soient déjà suffisamment progressistes pour être incompatibles avec la défense d'un pape et d'un régime conservateurs et que l'offre peu satisfaisante qu'on lui fait lui permette de renoncer à servir Grégoire XVI, souverain spirituel et temporel, sans trop décevoir ni son père, ni son frère Louis.

C'est donc en Valais, dans les domaines politique et militaire, que Casimir va bientôt s'illustrer.

Il intègre les rangs de l'*Arc-en-Ciel*, société – fondée le 5 octobre 1834 – qui réunit la jeunesse libérale du dizain de Monthey et qui se confondra plus tard, peu ou prou, « avec la section locale de la *Jeune Suisse* à laquelle elle fournit » certains « cadres »⁴⁵⁵, dont Casimir considéré par d'aucuns comme l'un des pionniers de ce mouvement qui apparaîtra extrémiste aux yeux des conservateurs⁴⁵⁶.

⁴⁵⁰ *Mémorial administratif*, n° XLVII du 18 mars 1812.

⁴⁵¹ Aimable communication de M. Jean-Claude Ménard, chargé des relations extérieures au Prytanée national militaire de La Flèche.

⁴⁵² AEV, CE, N° 1101, vol. 8, p. 116 : protocole, séance du 12 mars 1819.

⁴⁵³ Voir AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 8, n° 12 : liste d'officiers valaisans, un fol., minute.

⁴⁵⁴ AEV, Courten, B 21, fasc. 3, n° 6 : Théodose de Kalbermatten à Eugène de Courten, Brigue, 19 mai 1832, orig.

⁴⁵⁵ BERTRAND IV, p. 139. Voir aussi ARLETTAZ III, p. 123.

⁴⁵⁶ « César Gross, Louis Gard, puis Adrien[-Félix] Pottier adhèrent à la *Jeune Suisse*, fondée à Ville-neuve en 1835. Ils deviennent les promoteurs de la doctrine de Mazzini en Valais et créent la section valaisanne de la *Jeune Suisse*, avec pour devise « Liberté, Egalité, Humanité ». Animée par la volonté de développer les principes républicains, la société contribue à marquer la scission entre les libéraux modérés et les radicaux. Elle acquiert son importance politique lors de la lutte constitutionnelle de 1839 ; elle s'impose ensuite comme un des éléments essentiels de la politique radicale. De fait, dès 1843, les radicaux s'unissent autour de la *Jeune Suisse*. En 1844, la société compte environ un millier d'adhérents ; des sections locales sont implantées dans la plupart des localités de la plaine bas-valaisanne et de l'Entremont. Parmi ses membres influents, onze sont députés au Grand Conseil. » (*Histoire du Valais*, t. 3, p. 572, cf. note 288.)

En 1839, après une sorte de coup de force pacifique des progressistes tendant à imposer la représentation proportionnelle des dizains à la Diète, le Valais se retrouve avec deux gouvernements, l'un conservateur, l'autre libéral. La guerre civile, inévitable, éclate le 1^{er} avril 1840⁴⁵⁷. Les libéraux ont mis sur pied une armée de 7 à 8000 hommes, «aux ordres de Maurice Barman, du commandant en second Alexis Joris, des [lieutenants]-colonels Germain Ganioz et Hippolyte Pignat, des commandants Joseph Torrent, [Etienne-]Nicolas Bruchez et Casimir Dufour»⁴⁵⁸. Ce dernier, à la tête de l'artillerie, combat à Saint-Léonard, le 1^{er} avril 1840, et contribue ainsi à la victoire des libéraux sur les conservateurs commandés par Louis de Courten secondé par François Taffiner⁴⁵⁹.

A la fin de l'année suivante, Casimir Dufour retire les bénéfices de son engagement politique: le 23 novembre 1841, le Grand Conseil le promeut au grade de major et, le 1^{er} décembre 1841, le Conseil d'Etat le nomme inspecteur des milices⁴⁶⁰. Le 30 mai 1843, l'assemblée législative lui accorde le brevet de lieutenant-colonel⁴⁶¹; ce signe de reconnaissance apparente ressemble fortement, en fait, à un prix de consolation: les élections au Grand Conseil du mois d'avril 1843 ayant donné la majorité aux conservateurs, Casimir Dufour abandonne, volontairement ou non, son poste d'inspecteur des milices⁴⁶². Lui succède Eugène de Riedmatten dont la nomination date du 3 juin 1843⁴⁶³.

Le Bas-Valaisan sera de nouveau très actif durant la crise de 1843-1844, qui donnera lieu à une nouvelle guerre civile⁴⁶⁴. Lors de la bataille du Trient, le 21 mai 1844, sous les ordres de Maurice Barman et d'Alexis Joris, Casimir Dufour commande une fois encore l'artillerie; les libéraux-radicaux sont vaincus. A la suite de cette défaite, nombre d'entre eux, dont le Montheysan, quittent le Vieux Pays pour ne pas subir les foudres des vainqueurs et la plupart vont s'établir dans le canton de Vaud.

Bientôt, en Valais, un tribunal d'exception – dit Tribunal central – est créé pour réprimer «les délits de la presse» et les «délits politiques ou se rattachant à la

⁴⁵⁷ Voir *ibidem*, t. 3, pp. 539-542, cf. note 288.

⁴⁵⁸ SALAMIN, p. 136.

⁴⁵⁹ «La rencontre décisive eut lieu le 1^{er} avril 1840. En de brefs engagements, dont les principaux se déroulèrent à Bramois et à St-Léonard, les Haut-Valaisans sont battus et se retirent en désordre en direction de Sierre. Les Bas-Valaisans y arrivent le lendemain et poursuivent leur avance victorieuse jusqu'à Tourtemagne où les Haut-Valaisans font leur soumission. On licencia les troupes du Bas-Valais les 4 et 5 avril.

»Exploit militaire modeste, la victoire bas-valaisanne du 1^{er} avril 1840 constitue cependant un fait capital de l'histoire politique du pays. Pour la première fois, le Bas-Valais ne devait qu'à lui-même son émancipation, ce qui n'avait pas été le cas en 1798, en raison de l'appui, moral d'abord, puis effectif de l'armée française. Et la Confédération suisse ne joue aucun rôle dans cet acte décisif». (BIOLLAY I, p. 20.)

⁴⁶⁰ AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 20, p. 334: protocole, séance du 23 nov. 1841; AEV, CE, N° 1101, vol. 41, p. 476: protocole, séance du 1^{er} déc. 1841.

⁴⁶¹ AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 22, pp. 454-455: protocole, séance de l'après-midi du 30 mai 1843.

⁴⁶² S'il ne fait aucun doute que Casimir Dufour ne souhaite pas collaborer avec un gouvernement à majorité conservatrice, il serait intéressant de savoir si, malgré tout, l'on a exercé sur lui quelques pressions pour le pousser à démissionner au plus tôt. Dans ce cas, nous pourrions éventuellement voir dans le grade qui lui est décerné le résultat de quelques tractations. — Nous pouvons d'ailleurs nous étonner que Casimir Dufour n'ait pas été nommé lieutenant-colonel plus tôt. En effet, l'article 66 du règlement militaire de 1841 précise que «l'inspecteur des milices reçoit, en entrant en fonction, le grade de lieutenant-colonel, s'il n'en est pas déjà revêtu, et, après trois ans d'exercice, celui de colonel». (*Lois VS*, t. VI, pp. 217-218: «Règlement militaire» du 23 nov. 1841, exécutoire dès le 1^{er} mars 1842, début de l'art. 66.)

⁴⁶³ AEV, CE, N° 1101, vol. 42, p. 9: protocole, séance du 3 juin 1843.

⁴⁶⁴ *Histoire du Valais*, t. 3, pp. 550-551, cf. note 288.

politique»⁴⁶⁵. Des mandats d'arrêt sont lancés contre une dizaine de chefs libéraux-radicaux dont Casimir Dufour, lequel est appelé à comparaître devant la Commission d'enquête qui a été instaurée. Bien évidemment, il ne s'y rend pas. Mais la machine judiciaire, une fois mise en marche, ne s'arrête pas : le 3 mai 1845, le Tribunal central condamne le Bas-Valaisan, par contumace, «à huit ans de détention dans les prisons de l'Etat»; de plus, il le suspend «de la jouissance de ses droits politiques pendant dix ans à compter dès l'expiration de sa détention» et met à sa charge divers frais et dédommagements⁴⁶⁶.

Par décision du 22 août 1846 et par l'intermédiaire du *Bulletin officiel* du 28, «le ministère public, près [le] Tribunal central» s'adresse à Casimir Dufour, «ci-devant domicilié à Monthey, actuellement absent du pays»: il l'assigne de façon péremptoire, en raison du «jugement» par contumace rendu contre lui,

à paraître, par-devant la commission d'instruction, à Sion, à la maison de ville, le 14 septembre prochain, à deux heures de l'après-midi, pour y purger vos contumaces, vous relever du susdit jugement, y répondre sur des faits mis à votre charge et voir procéder selon droit, sous les peines statuées par la loi⁴⁶⁷.

En vain. Aussi, le 2 octobre 1846, le Tribunal central confirme-t-il le jugement du 3 mai 1845 et le rend-il «exécutoire»⁴⁶⁸.

La guerre du *Sonderbund* qui entraîne la déroute du gouvernement conservateur amène Casimir Dufour à prendre sa revanche. Le 30 novembre 1847, de Monthey, au nom du *Comité patriotique valaisan*, Joseph Torrent, Casimir Dufour, Joseph Abbet et Maurice-Eugène Filliez ont convoqué une assemblée populaire qui se réunit à Sion le 2 décembre⁴⁶⁹; celle-ci, après avoir pris notamment diverses mesures anticléricales, élit un gouvernement provisoire présidé par Maurice Barman et dans lequel Casimir Dufour, qui va s'occuper du département militaire, siège en tant que vice-président. Ce gouvernement, dont font encore partie Maurice-Eugène Filliez, Hippolyte Pignat, Alexandre de Torrenté, François-Gaspard Zen Ruffinen, auxquels, le 4, François-Joseph Rey est adjoint, dirige le Valais jusqu'au 28 janvier 1848⁴⁷⁰.

Le 16 décembre 1847, un Grand Conseil constituant est élu. Casimir Dufour, désigné par l'assemblée électorale du dizain de Monthey, en est l'un des députés.

⁴⁶⁵ *Lois VS*, t. VI, pp. 343-345: «Loi du 24 mai 1844 instituant un Tribunal central». Voir encore *ibidem*, t. VII, pp. 49-50: «Décret du 23 novembre 1844 fixant le nombre de voix nécessaires dans le Tribunal central pour appliquer la peine ordinaire». Ce tribunal, «par ses condamnations continuelles, maintiendra un climat de crainte. Les enquêtes sont sommaires; on condamne quelqu'un pour avoir prononcé des paroles injurieuses contre le gouvernement, pour avoir payé un pot de vin à un jeune Suisse, pour avoir publié [...] une lettre antigouvernementale, pour vol d'armes, etc.» (ROTEN, p. 62.)

⁴⁶⁶ *Bulletin officiel*, n° 20 du 16 mai 1845.

⁴⁶⁷ *Ibidem*, n° 35 du 28 août 1846, p. 2.

⁴⁶⁸ *Ibidem*, n° 43 du 23 oct. 1846, pp. 2-3.

⁴⁶⁹ Voir AEV, LRiedm., cart. 7, fasc. 12, n° 89: extrait du protocole du Conseil de la ville de Sion, 1^{er} déc. 1847. Antoine de Riedmatten estime le nombre de participants à cette assemblée populaire à «2 ou 3000 personnes». Son évaluation en est une parmi d'autres qui varient entre 200 et 4000 citoyens présents sur la place de la Planta. (Voir BORTER, p. 341; REY II, p. 164, note 20.) — Tout en laissant de côté, les estimations les plus basses dues à des conservateurs atrabilaires, nous dirons, avec prudence, que quelques milliers de personnes s'y sont vraisemblablement trouvées.

⁴⁷⁰ Dufour, Filliez, Pignat et de Torrenté sont des radicaux animés par un esprit de revanche; Barman et Rey sont des radicaux modérés; Zen Ruffinen est libéral. (REY II, p. 210.)

C'est ce Grand Conseil qui, le 11 janvier 1848, choisit les membres du Conseil d'Etat qui entreront en fonction le 29 janvier⁴⁷¹.

Nous n'évoquerons pas ici, dans leur ensemble, la politique menée par le nouveau régime et les prises de position de Casimir Dufour, nous contentant de signaler deux points.

D'une part, parlant du Grand Conseil de 85 députés, nouvellement élu, Pierre-Michel Rey y dénombre 23 conservateurs, 19 libéraux, 43 radicaux, dont 35 modérés⁴⁷². Il écrit notamment :

A gauche se trouvent les radicaux durs. Peu nombreux (huit députés), ayant tous connu l'exil, ils sont la conscience du radicalisme. Leurs leaders, [Hippolyte] Pignat et [Casimir] Dufour, défendent moins un programme précis qu'une attitude d'intransigeance et de revanche. Ils exercent une influence disproportionnée par rapport à leur force parlementaire, poussant aux mesures les plus brutales.⁴⁷³

D'autre part, lors de la séance de l'après-midi du 29 janvier 1848, Casimir Dufour se fait l'écho des préoccupations de son frère Pierre-Marie. Il affirme que «le colonel du 3^e régiment» suisse au service de Naples s'est adressé au gouvernement provisoire pour lui rappeler que «des places» sont «vacantes» dans ce corps d'armée et qu'il ne faut pas tarder à «faire des présentations» si l'on souhaite éviter que des «officiers des autres cantons» ne soient désignés au détriment de mercenaires valaisans; aussi Casimir demande-t-il que le Grand Conseil accorde au pouvoir exécutif la possibilité de «régler cette affaire, afin de ne pas la renvoyer au mois de mai», ce à quoi l'assemblée consent sur-le-champ⁴⁷⁴. On le voit donc, en cette occurrence, le Montheysan apporte son soutien à son frère et il n'attaque nullement – et pour cause – le service mercenaire. Il est vrai qu'à ce moment-là le roi de Naples vient de donner quelques gages qui semblent annoncer un régime libéral; mais nous avons vu ce qu'il adviendra des espoirs que Ferdinand II avait suscités chez les progressistes, du moins chez les plus naïfs d'entre eux...

Le 29 janvier 1848, le nouveau Conseil d'Etat désigne «à l'unanimité» Casimir Dufour «inspecteur général des milices cantonales», ce qu'il mentionne être une «haute position militaire»⁴⁷⁵, comme s'il voulait flatter le Montheysan et se ménager son appui. Le pouvoir exécutif confirmera le Bas-Valaisan dans ses fonctions d'inspecteur le 31 janvier 1850 – «à l'unanimité» toujours – ainsi que le 2 janvier 1852⁴⁷⁶.

⁴⁷¹ Ce Conseil d'Etat est composé de sept membres: deux radicaux extrémistes: Hippolyte Pignat et Alexandre de Torrenté; quatre radicaux modérés, dont Maurice Barman et François-Joseph Rey; un libéral, en la personne de François-Gaspard Zen Ruffinen. (REY II, pp. 49 et 210.)

⁴⁷² REY I, p. 164.

⁴⁷³ REY II, p. 20. — Cet auteur ajoute au nombre des radicaux purs et durs: Joseph Abbet, Pierre Duchoud, Maurice-Eugène Filliez, Louis Ribordy, Pierre-Joseph Saudan et Antoine Zumoffen (*ibidem*, p. 167, note 65).

⁴⁷⁴ *L'Observateur*, n° 9 du 9 fév. 1848, p. 4. — Le Conseil d'Etat ne montre cependant aucun empressement à répondre aux vœux de Pierre-Marie Dufour et de son frère Casimir (voir le début de l'Annexe 2/D). Ce n'est que le 23 juin 1848 qu'il attribue la repourvue de «places vacantes d'officiers au service de Naples» aux districts de Conches et de Viège, et dès lors il semble s'occuper avec plus de bonne volonté de ce genre d'objet (AEV, CE, N° 1101, vol. 45, p. 204; protocole, séance du 23 juin 1848; voir encore *ibidem*, vol. 47, p. 38; protocole, séance du 26 juillet 1848; etc.). Mais alors c'est le colonel Augustin de Riedmatten qui est à la tête du 3^e régiment suisse...

⁴⁷⁵ AEV, CE, N° 1101, vol. 45, p. 155; protocole, séance du 29 janv. 1848 au soir.

⁴⁷⁶ Voir respectivement, *ibidem*, p. 355; protocole, séance du 31 janv. 1850; *ibidem*, vol. 47, p. 259; protocole, séance du 2 janv. 1852.

Mais ce n'est pas tout: en février 1848, Casimir Dufour est «nommé commandant en chef des troupes valaisannes»⁴⁷⁷ et, le 6 décembre 1850, le Grand Conseil lui décerne «à l'unanimité» le grade de colonel⁴⁷⁸. Touché par tant de sollicitude et tant de reconnaissance, le Bas-Valaisan remercie le pouvoir législatif par une lettre qui est datée du 6 décembre encore et qui ne cache pas l'émotion qu'il éprouve. Il y écrit:

Lorsqu'en 1831 le gouvernement m'honora du grade de capitaine d'artillerie de la landwehr, je croyais avoir obtenu mon bâton de maréchal comme l'on dit; c'était tout ce que je pouvais raisonnablement désirer. La fortune me fit dès lors arriver à l'emploi de major, ensuite de [lieutenant]-colonel inspecteur des milices, honneurs inattendus, plus redoutés que désirés. Aujourd'hui, très honorés Messieurs, vous mettez le comble à ma confusion en prenant l'initiative pour me nommer colonel. Mon ambition n'est point tournée de ce côté-là; elle est toute dirigée vers le bien-être des milices, leur instruction, leur discipline et qu'elles prennent un rang honorable parmi les troupes de la Confédération. Ma sollicitude pour elles n'est point un mérite; c'est une dette que je paie à leur bon vouloir, à la patience qu'elles ont montrée, surtout à une époque où on tenait trop peu compte de [leurs] sacrifices et de [leur]⁴⁷⁹ dévouement.

Cette dette s'étend encore aux témoignages d'affection que nos troupes donnent journellement à la mémoire de mon défunt et honoré père qui a été pendant de longues années chargé de la direction des affaires militaires du canton. Pour ces faits, j'apprécie d'autant plus la haute faveur que vous venez de m'accorder que vous ne mettez sans doute à même d'être plus utile à ces braves miliciens; et le premier usage que je ferai de ma signature de colonel sera pour les recommander à votre protection toute spéciale [...].

Avant de mettre un point final à sa missive, Casimir Dufour exprime sa «vive gratitude» aux députés qu'il assure de ses «sentiments patriotiques» et de son «sincère dévouement»⁴⁸⁰.

Malgré quelques maladresses de style, cette lettre est probablement la plus belle écrite par le Bas-Valaisan. L'allusion à Michel Dufour lui donne une touche de reconnaissance filiale qui n'est d'ailleurs pas innocente: Casimir se présente en quelque sorte comme l'enfant qui marche plus ou moins sur les traces de son père et il laisse entendre, nous semble-t-il, que le libéralisme de son père est un modèle qu'il aurait pu suivre si les circonstances politiques avaient été autres. Quoi qu'il en soit, il veut marquer nettement qu'entre le libéralisme et le radicalisme valaisans il y a une sorte de continuité et que la sympathie que les miliciens portent à son défunt père peut d'une façon ou d'une autre rejaillir sur lui.

Au fil des mois qui passent le régime radical s'essouffle et les conservateurs relèvent la tête. Ceux-ci progressent nettement lors des élections communales du 15 février 1852 et le Conseil d'Etat, «pour désarmer l'opposition», propose au Grand Conseil une révision de la Constitution, d'ailleurs réclamée – depuis 1850

⁴⁷⁷ PAUL DE RIVAZ III, p. 39.

⁴⁷⁸ AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 39, p. 79: protocole du Grand Conseil, séance du 6 déc. 1850.

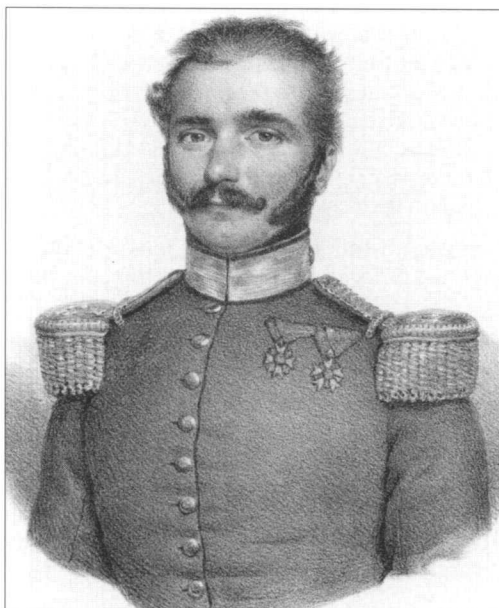
⁴⁷⁹ A la place de l'adjectif possessif «son» et du mot «ses» (crochets précédents).

⁴⁸⁰ AEV, Grand Conseil, N° 1001, vol. 39, annexe, sous *littera* L: Casimir Dufour au Grand Conseil, Sion, 6 déc. 1850, orig. Voir aussi *Le Courrier du Valais*, n° 101 du 14 déc. 1850, p. 411.

surtout – par une partie non négligeable des citoyens. Consultés, le pouvoir législatif, puis le peuple en acceptent le principe, de telle sorte que, le 3 octobre 1852, est élu un Grand Conseil constituant qui se réunit le 9 décembre et d'où «les radicaux intransigeants» ont été «éliminés en tant que formation politique». S'ensuit une nouvelle Constitution qui est adoptée en votation populaire, le 9 janvier 1853, par 8233 voix contre 832. Dès lors,

le régime radical proprement dit est terminé. Ce qui survit n'est plus qu'un gouvernement d'opportunistes, résolu à toutes les compromissions pour garder le pouvoir. Ces radicaux-là ne quitteront le Conseil d'Etat que lorsque leurs adversaires seront assez forts pour les en expulser.⁴⁸¹

Il n'est donc pas étonnant que l'année 1852 marque pratiquement la fin des fonctions publiques de Casimir Dufour: celui-ci n'est pas membre du Grand Conseil constituant et abandonne son poste d'inspecteur des milices au profit du major Louis Closuit⁴⁸². Il consentira cependant à travailler encore durant les premiers mois de 1853 pour le département militaire: le 26 juillet 1853, le pouvoir exécutif lui allouera en effet une somme de 200 francs pour les services qu'il a rendus «depuis l'entrée en fonction du Conseil d'Etat actuel»⁴⁸³, c'est-à-dire depuis la seconde quinzaine de janvier 1853⁴⁸⁴.



Le colonel Casimir Dufour (1797-1858)

Propriété privée. – Photo: Heinz Preisig.

⁴⁸¹ REY II, pp. 39-48.

⁴⁸² Dufour ne conserve que son grade de colonel. (CALPINI, p. 104, notice *Dufour, Casimir*.) — L'Annuaire VS, 1853, p. 47, mentionne que le colonel Dufour est encore inspecteur des milices, mais cela est dû au fait que cet opuscule est nécessairement rédigé avant le début de l'année où il paraît. (Cf., d'ailleurs, CALPINI, p. 103, notice *Closuit, Louis*.)

⁴⁸³ AEV, CE, N° 1101, vol. 48, p. 148: protocole, séance du 26 juillet 1853.

⁴⁸⁴ La Constitution du 23 décembre 1852 a ramené à cinq le nombre des conseillers d'Etat.

Même si nous n'avons présenté que sommairement la carrière que Casimir Dufour a menée de décembre 1847 à 1852, nous pouvons dire qu'elle ne peut que lui avoir laissé beaucoup d'amertume. Nous voyons à cela deux causes principales.

D'une part, faisant partie de l'aile dure du courant radical, il rêve d'une sorte de révolution valaisanne qui n'aura pas lieu. Il voit les modérés escamoter ses espoirs et se contenter d'une Constitution, celle du 10 janvier 1848, qui «est en recul sur l'esprit du 2 décembre» 1847⁴⁸⁵, et d'un Conseil d'Etat, élu le 11 janvier, dont la composition ne saurait le satisfaire⁴⁸⁶ et dont il a peut-être espéré faire partie, lui qui avait trouvé place dans le gouvernement provisoire. Au début, il s'efforce néanmoins de voir les aspects positifs du nouveau régime et pense que celui-ci ne tardera pas à évoluer dans le sens qu'il souhaite. Mais, bien vite, il doit déchanter. Alors qu'en Europe éclatent ou vont éclater des révolutions qui annoncent pour diverses régions une probable ère nouvelle, Casimir Dufour ne cache pas sa déception à Louis-Henri Delarageaz⁴⁸⁷, en lui écrivant, le 30 mars 1848: «Le calme qui règne dans notre pays, les progrès de la mitoulerie⁴⁸⁸ fédérale et cantonale m'effraient»⁴⁸⁹. D'ailleurs, après avoir évoqué l'opportunisme et les ambiguïtés du courant majoritaire des radicaux valaisans d'alors, Pierre-Michel Rey pose une question qui en dit long sur l'amertume qu'a pu ressentir Casimir Dufour: «Qui voudrait encore mourir pour ce radicalisme-là?»⁴⁹⁰ Il n'y a donc pas à être surpris que, ruminant ses déceptions, le Bas-Valaisan devienne de plus en plus ombrageux, susceptible et imprévisible, au point de se retrouver fort isolé.

D'autre part, sa sensibilité est si exacerbée qu'il a de la peine à prendre un quelconque recul face aux événements et qu'il n'a guère le sens de la mesure. Cyclothymique, il passe par des périodes où son enthousiasme s'enflamme et par des moments où il sombre dans une noire mélancolie; orgueilleux et susceptible à l'excès, il s'emporte pour un rien; et, sa période d'exil ayant vraisemblablement encore accentué ce trait, il paraît souffrir d'une sorte de manie de la persécution.

Comparable à Jean-Jacques Rousseau par certains aspects de son caractère qui se sont amplifiés, voire révélés au fil des déceptions et la quarantaine passée, il est incapable d'approcher ne serait-ce qu'un semblant de sérénité et il s'enfonce lentement, mais sûrement dans les vases mouvants de la solitude.

Telles sont les caractéristiques de la personnalité de Casimir Dufour qui ressortent de l'étude que nous lui préparons et que le bref survol de sa carrière, qui a été présenté ci-dessus, n'aurait guère permis, à lui seul, de faire ressortir.

Casimir Dufour se trouve à Monthey lorsqu'il décède le 17 mai 1858; il y est enterré le 19. Nous ne pensons pas nous avancer beaucoup en affirmant qu'il a fini ses jours dans l'amertume, une amertume qui s'explique par divers facteurs dont

⁴⁸⁵ REY I, p. 158.

⁴⁸⁶ Sur la composition de ce Conseil d'Etat, voir ci-dessus, p. 116, note 471.

⁴⁸⁷ Le Vaudois Louis-Henri Delarageaz fut l'un des trois commissaires envoyés par la Diète fédérale en Valais après la guerre du *Sonderbund*. Il fut nommé le 2 décembre 1847 et sa mission prit fin le 1^{er} mars 1848.

⁴⁸⁸ Nom dérivé du terme «mitou» (mi-tout) qui désigne un homme sans idées bien arrêtées, adepte des compromis et voulant plaire à tout le monde.

⁴⁸⁹ Cité in REY I, p. 159.

⁴⁹⁰ *Ibidem*.

les principaux sont les suivants : les dures années d'exil, l'évolution vers la modération, puis l'échec du mouvement radical en Valais – les élections législatives du 2 mars 1857 marquent en effet le renversement du régime radical par une majorité conservatrice –, des soucis financiers, des démêlés interminables avec diverses personnes ; le tout ayant, bien évidemment, aigri son caractère et l'ayant conduit à la psychopathie.

Des circonstances de vie autres – par exemple, une carrière de mercenaire ou une victoire des radicaux en 1844, appliquant dès lors, trois lustres durant, les idées politiques de Casimir Dufour – auraient-elles contribué à rendre les dernières années de celui-ci plus paisibles ? C'est peu plausible, car le caractère bouillant du Bas-Valaisan, sa sensibilité exacerbée lui auraient causé, croyons-nous, en toutes occasions des problèmes relationnels.

Casimir Dufour, par son intransigeance et par sa fougue même, fut un personnage haut en couleur. Son destin, pathétique à bien des égards, nous rappelle que, dans notre beau pays, être modéré est une vertu et un gage de tranquillité, donc de sérénité.

Casimir Dufour laisse pour le moins un enfant illégitime auquel la jeune Marie-Pétronille Morand a donné naissance à Monthey le 21 mars 1842 et qu'il a, selon toute vraisemblance, reconnu tôt ou tard. Ce descendant épousera, le 11 décembre 1864 à Saint-Maurice, Elie Coquoz, veuve de Pierre-Justin Massard, et c'est dans ce bourg qu'il décédera le 8 octobre 1900. Quant à sa mère, elle se maria en 1850 avec Hyacinthe Berrut-Maréchal, de Troistorrents.

6. Joseph Dufour (1800 - après le début janvier 1865)

C'est le 19 mai 1800 qu'Emmanuel-Joseph Dufour naît à Vionnaz.

En automne 1811, il est en « cinquième » année, soit en classe d'humanité, au collège de Saint-Maurice, de même que son frère Casimir. Ses facultés sont jugées « ordinaires » et son caractère, « doux » ; quant à sa constitution, elle est « délicate ». Aucune de ces dernières constatations ne saurait justifier que Derville-Maléchar, à la même époque, suggère à sa hiérarchie que Joseph soit admis gratuitement « dans une école militaire »⁴⁹¹. C'est pourquoi nous affirmerons que le préfet tricolore entreprend sa démarche sans grande conviction, tout en cherchant – en apparence du moins – à complaire au sous-préfet Michel Dufour dont il ne cesse de louer le travail efficace et consciencieux.

Nous n'avons trouvé aucun document qui atteste que le timide souhait du préfet ait été exaucé et, vu ce que nous venons de dire, vu l'âge du jeune adolescent, vu les événements qui vont bientôt survenir du côté de la Russie et qui vont mettre à mal le pouvoir napoléonien, nous pensons que Joseph Dufour n'a jamais pu bénéficier de la faveur demandée.

Celui-ci commence sa carrière militaire au service de France à l'époque de la Restauration. Le 14 juin 1820, il est sous-lieutenant dans le 2^e régiment suisse de ligne commandé par le colonel Josse de Freuler. En 1823 déjà, il quitte définitivement ce corps. Dans une lettre adressée à Charles-Emmanuel de Rivaz et datée du

⁴⁹¹ *Personnages du Valais*, pp. 264-265, notice *Joseph Dufour*.

3 juillet, Marie-Cécile de Werra, née Macognin de la Pierre, affirme avoir reçu la veille une lettre de son époux qui lui signale «qu'une décision ministérielle vient de mettre à la réforme» six officiers et sous-officiers, parmi lesquels Joseph Dufour⁴⁹². Officiellement, ce dernier rentre «dans ses foyers le 23 juillet 1823»⁴⁹³. Même si nous ignorons les raisons qui ont entraîné ce retour prématuré à la vie civile, nous conjecturons qu'elles pourraient être liées à un état de santé dont la déficience est récurrente.

Nous ne savons rien des activités du Bas-Valaisan durant les années suivantes, jusqu'au moment où il décide de relancer sa carrière militaire du côté du royaume de Naples.

Deux documents nous laissent à penser qu'il y a pris du service quelque temps après la formation du 3^e régiment suisse, peut-être dès 1827-1828: le premier le mentionne comme candidat à une place de mercenaire⁴⁹⁴; le second – un volume du recensement de 1829 concernant, entre autres, la commune de Vionnaz – précise qu'il est alors au service des Deux-Siciles.

Le 11 mars 1830, Charles Bovier, beau-frère de Joseph Dufour, communique au Conseil d'Etat une liste de sept personnes qui aspirent «à la place de sous-lieutenant au service de Naples, dont la repourvue appartient» au dizain d'Hérens qu'il préside. Le Bas-Valaisan, «communier» de Nax⁴⁹⁵ et «adjudant sous-officier», est le seul des candidats à ne pas avoir élu domicile dans le dizain, ce qui explique vraisemblablement qu'il ne soit placé qu'en septième position⁴⁹⁶. Il n'est donc pas étonnant que le grade qu'il convoite ne lui soit pas octroyé.

Est-ce cet échec qui a poussé Joseph Dufour à donner sa démission? Est-il de nouveau valétudinaire? Nous laisserons ces questions pendantes, puisque seul est avéré le fait que sa carrière connaît une nouvelle interruption, sans que nous puissions, malheureusement, dater avec précision le début de celle-ci.

Nous retrouvons Joseph Dufour en 1837, année où, par un brevet daté du 27 juillet, il est incorporé – ou réincorporé – dans le 2^e bataillon du 3^e régiment suisse. Le 6 octobre 1839, il devient 2^e sous-lieutenant, sur la proposition du capitaine François Bovier, frère de Charles.

Nous ne savons pas grand-chose sur le Bas-Valaisan dans les années qui suivent. Un document atteste de sa présence à Capoue le 18 février 1842; deux autres, d'un séjour en Valais jusque dans le courant de la seconde quinzaine de mai 1844: il bénéficie alors d'un congé qu'il met notamment à profit pour s'occuper de quelques affaires concernant la veuve d'Alphonse de Quartéry, mercenaire dans le 3^e régiment suisse au service de Naples, décédé à Capoue en septembre 1840⁴⁹⁷.

⁴⁹² AEV, Rz, cart. 50, fasc. 6, n° 126: M^{me} Meinrad de Werra à de Rivaz, St-Maurice, 3 juillet 1823, orig.

⁴⁹³ AEV, SE, fasc. 8/1, n° 72, verso du fol. 11: un cahier de 26 fol. contenant une liste de candidats au service de Naples. — Un autre Joseph Dufour, un homonyme de Vionnaz, se trouve en août 1823 dans le 2^e régiment suisse de ligne au service de France; en 1830, alors adjudant-major, il sera licencié comme les autres mercenaires helvétiques à la suite de l'abdication de Charles X.

⁴⁹⁴ AEV, SE, fasc. 8/1, n° 3, p. 2: *Registre des aspirans à l'emploi d'officier aux Services capitulés avec la France & Naples [...] ouvert le 4 septembre 1826*, un cahier de 22 p. + un fol. portant le titre.

⁴⁹⁵ Voir ci-dessus, p. 4.

⁴⁹⁶ AEV, SE, fasc. 8/1, n° 37: [Charles] Bovier au CE, Sion, 11 mars 1830, orig.

⁴⁹⁷ Fonds Marclay, FQ 1515, P 130 et FB 851. — Il est possible que Joseph Dufour s'occupe, déjà alors, d'obtenir les accords nécessaires à la vente aux enchères dont nous avons parlé ci-dessus, pp. 41-42.

Le 19 avril 1846, Joseph Dufour est promu 1^{er} sous-lieutenant⁴⁹⁸.

Quand la tourmente révolutionnaire ébranle l'Europe en 1848, le Bas-Valaisan se distingue durant les combats qui ont lieu à Naples, le 15 mai⁴⁹⁹. Rappelons qu'alors le régiment auquel il appartient est commandé par son frère Pierre-Marie Dufour qui va être blessé lors de cette terrible journée.

Après que les troupes ont également maté l'insurrection qui avait éclaté en Calabre, il reste à soumettre la Sicile.

Sous le haut commandement du général Charles Filangieri, prince de Satriano, une expédition est organisée contre l'île rebelle où les troupes royales ne contrôlent plus que le fort San Salvatore et la citadelle de Messine, expédition destinée dans un premier temps à s'emparer de cette ville⁵⁰⁰. Tandis que le 2^e bataillon du 3^e régiment suisse, dirigé par le lieutenant-colonel Aloys Hédiger et dont Joseph Dufour, promu 1^{er} lieutenant, est l'un des officiers, reste en réserve à Reggio en Calabre, le 1^{er} bataillon débarque en Sicile le 1^{er} septembre 1848 et entre dans la citadelle de Messine. Il est suivi de troupes napolitaines et mercenaires – y compris le régiment de Muralt, soit le 4^e régiment suisse – et, dès le 3, une grande offensive commence. Le 6 septembre, le 2^e bataillon du 3^e régiment suisse débarque à son tour en Sicile; le 7, Messine va tomber après divers faits d'armes dont ceux-ci, rapportés par le lieutenant-colonel Aloys Hédiger:

Une partie de la 8^e compagnie du 4^e régiment suisse conduite par le [...] ⁵⁰¹ lieutenant [Auguste] de Stürler se dirigea, à travers les jardins, vers l'hospice des pauvres situé à l'entrée de la ville et s'empara de vive force de cet édifice malgré le feu acharné qu'il nourrissait.

Ce fait d'armes sauva la droite de mon bataillon qui, plus brave que prudent, voulait attaquer de front la batterie placée près de l'hospice.

Le combat s'engagea dans ce but. Il était 11 heures du matin. Un peloton de grenadiers commandé par le lieutenant [Cyprien] Fischer, un autre de la 6^e compagnie par le [sous-]lieutenant [Jean] Buchli et un peloton de la 7^e [compagnie de fusiliers] par le lieutenant [Joseph] Dufour se portèrent avec impétuosité dans cette direction, prirent quatre pièces de canon qu'ils trouvèrent sur la route et arrivèrent enfin à la batterie de l'hospice où il pénétrèrent sans peine, étonnés d'avoir rencontré si peu de résistance; mais leur étonnement se dissipa quand ils virent que l'hospice était occupé par les gens du 4^e régiment suisse et les canonniers ennemis mis en fuite par eux.

A midi les troupes composant l'avant-garde de la colonne entrèrent dans Messine par la Porta Imperiale.⁵⁰²

⁴⁹⁸ AEV, Stockalper, cart. 1, n° 2, 2^e partie, verso du fol. 13. — Pour la date du 6 octobre 1839, voir AEV, SE, fasc. 8/1, n° 89: *3^e Régiment Suisse. Etat nominatif des officiers [...]*, dressé par le colonel Pierre-Marie Dufour, Capoue, 14 janv. 1842, orig.

⁴⁹⁹ PAUL DE RIVAZ I, p. 326.

⁵⁰⁰ «Le roi Ferdinand II [...] réunit près de 14 000 hommes sous les ordres du lieutenant-général Filangieri, prince de Satriano, répartis dans les divisions des généraux Pronio et Nunziante. Dans la division de Nunziante, la première brigade est commandée par le général Lanza qui choisit le capitaine François-Antoine de Werra comme adjudant-major; la deuxième est commandée par le général Busacca et comprend dans ses rangs les régiments suisses de Riedmatten et de Muralt (3^e et 4^e suisses).» (DE COURTEN, pp. 330-331.)

⁵⁰¹ Suppression d'un «M.» curieusement placé.

⁵⁰² HÉDIGER et DE RIEDMATTEN, pp. 22-23; passage cité in GANTER, p. 244. — Cette expédition aurait fait 47 morts et 201 blessés dans le 3^e régiment; à lui seul le 1^{er} bataillon de ce régiment aurait compté 35 morts et 101 blessés (STEIGER, pp. 134-135; GANTER, p. 241; BERTRAND II, p. 46). Le 4^e régiment, lui, aurait eu 48 morts et 125 blessés (STEIGER, pp. 134-135).

Durant cette journée, Joseph Dufour, qui a fait preuve de beaucoup d'énergie et de courage⁵⁰³, est blessé, légèrement semble-t-il.

Le 8 septembre 1848, la bourgade de Melazzo se soumet à son tour.

Dès lors, le 3^e régiment suisse est cantonné à Messine où il séjournera jusqu'aux premiers mois de 1849: il est logé, de même que le 4^e régiment suisse, dans le couvent des bénédictins⁵⁰⁴.

Cette première partie de l'expédition sicilienne a fortement marqué le major Edouard Wolff, qui en détaille les réalités horribles dans une lettre adressée à son épouse Marie-Louise, née de Riedmatten. Même si nous admettons qu'il n'a guère de recul et qu'il faut considérer son témoignage avec quelque prudence, nous pensons intéressant d'en citer un passage.

Le peuple que nous combattons, [écrit-il,] n'a d'hommes que la forme et le nom; pour tout le reste, ce sont des bêtes sauvages, des tigres enragés et altérés de sang. Nous savons de bonne source que les malheureux blessés – et même les corps morts – qui tombèrent entre les mains des Siciliens furent impitoyablement massacrés, leurs membres déchirés, leurs chairs mises en lambeaux que les mécréants se disputaient entre eux, les têtes portées sur leurs baïonnettes et promenées par les rues illuminées, et leur chair vendue aux habitants pour en faire un abominable repas. La chair d'un Napolitain se vendait un grain le rotolo⁵⁰⁵, la chair d'un Suisse deux grains. Le 7, à notre seconde sortie, nous avons trouvé des corps mutilés, des oreilles, des nez attachés aux feuilles des figuiers avec des épingles. Ce qui rend encore notre situation plus critique, c'est que nous n'avons que très peu de concours et d'assistance à attendre des Napolitains qui ont une frayeur extrême des Siciliens. Leurs soldats seraient encore bons, mais les officiers ne sont pas tous aussi courageux et, au moment du plus grand danger, quittent leurs soldats, nous abandonnent et se sauvent. Mais, actuellement, par la protection incontestable que Dieu accorde au roi Ferdinand [II] et par la valeur surhumaine des Suisses, Messine est prise, car ce sont les Suisses (3^e et 4^e régiments) qui ont réellement pris Messine à l'assaut à la baïonnette; actuellement, dis-je, Messieurs les Napolitains veulent s'en attribuer la gloire.⁵⁰⁶

Rivalités entre mercenaires helvétiques et militaires napolitains, atrocités commises par les Siciliens, bravoure des Suisses, cet extrait d'une longue lettre illustre bien l'état d'esprit d'Edouard Wolff et, vraisemblablement, de nombre de ses compatriotes. Que son contenu soit exagéré ou non, il illustre combien cette expédition en Sicile a dû être éprouvante pour les mercenaires suisses, dont Joseph Dufour, et combien ils ont dû souffrir moralement et physiquement.

⁵⁰³ AEV, Aug. Riedm. II, classeur 13, n° 4, verso du fol. 1: *Etato nominativo degli individui del reggimento che si sono distinti i giorni 6 e 7 settembre 1848*, un cahier de 8 fol., copie.

⁵⁰⁴ Faisant allusion à cette campagne, Edouard Wolff écrit: « Notre perte sur tout le régiment est jusqu'à ce jour de trente-trois morts et deux cents blessés. Les blessés vont beaucoup mieux, à quelques exceptions près. Nous ne savons ce que sont devenus dix de nos hommes manquants; ils ont probablement péri isolément loin de leurs camarades, assassinés ou brûlés. » (Cité in PAUL DE RIVAZ II, p. 228.)

⁵⁰⁵ Un grain ou grano vaut 4,4 centimes et le rotolo ou rottolo, 30 onces. (GANTER, p. 202 et p. 284.)

⁵⁰⁶ Cité in PAUL DE RIVAZ II, pp. 226-227.

| <i>Nom et prénom</i> | <i>grade</i> | <i>décoration</i> |
|-------------------------|----------------------------------|--|
| de Riedmatten Augustin | colonel | commandeur de François I ^{er} |
| Evéquoze Jean-Pierre | major | chevalier de St-Ferdinand + pension de St-Georges |
| de Torrenté Ferdinand | capitaine quartier-maître | chevalier de grâce de Saint-Georges |
| Wolff Pierre | capitaine | chevalier de droit de Saint-Georges |
| de Stockalper Eugène | capitaine | chevalier de droit de Saint-Georges + pension |
| Wolff Edouard | capitaine | chevalier de François I ^{er} + pension de St-Georges |
| de Chastonay Isidore | capitaine | chevalier de grâce de Saint-Georges |
| Ducrey César-Marie | lieutenant adjudant-major | chevalier de droit de Saint-Georges |
| de Stockalper Paul | 1 ^{er} lieutenant | chevalier de droit de Saint-Georges + pension |
| Dufour Joseph | 1^{er} lieutenant | chevalier de grâce de Saint-Georges |
| de Stockalper Charles | 1 ^{er} lieutenant | chevalier de droit de Saint-Georges |
| Duc Emmanuel | 1 ^{er} lieutenant | chevalier de grâce de Saint-Georges |
| de Cocatrix Joseph | 1 ^{er} lieutenant | chevalier de droit de Saint-Georges |
| de Stockalper Auguste | 1 ^{er} lieutenant | chevalier de droit de Saint-Georges |
| de Stockalper Joseph | lieutenant en 2 ^e | chevalier de grâce de Saint-Georges |
| Ducrey Eugène | lieutenant en 2 ^e | chevalier de grâce de Saint-Georges |
| de Cocatrix Oscar-Louis | lieutenant en 2 ^e | chevalier de grâce de Saint-Georges |
| Clemenso Florentin | chirurgien | chevalier de François I ^{er} ⁵⁰⁷ |

Tableau 14. – Liste des officiers valaisans du 3^e régiment suisse au service de Naples qui ont été décorés à la suite de la campagne de 1848 contre Messine.

| | |
|--------------------------|---|
| de Preux Antoine-Ignace | capitaine |
| Dufour Joseph | 1^{er} lieutenant |
| de Cocatrix Oscar-Louis | 1 ^{er} sous-lieutenant |
| de Preux Constant-Eugène | 2 ^e sous-lieutenant ⁵⁰⁸ |

Tableau 15. – Officiers de la 7^e compagnie de fusiliers du 2^e bataillon du 3^e régiment suisse à la veille de la campagne de Sicile d'avril - mai 1849.

⁵⁰⁷ D'après AEV, Aug. Riedm. II, classeur 11, n° 4, pp. 29-30. Voir aussi MAAG II, pp. 665-666. — Ce sont en tout 305 officiers et soldats du 3^e régiment suisses au service de Naples qui ont été récompensés en cette fin de l'année 1849.

⁵⁰⁸ Nous avons recoupé les renseignements donnés par DE TORRENTÉ, dépliant, et MAAG II, pp. 667-668. Entre ces deux auteurs une seule différence existe : le premier indique qu'Auguste [en fait, Augustin] Blum est alors 1^{er} sous-lieutenant de la 7^e compagnie. En réalité, ce ne peut être le cas, puisque celui-ci est alors 2^e sous-lieutenant dans la 8^e compagnie et qu'il ne deviendra 1^{er} sous-lieutenant qu'en décembre 1849. (MAAG II, pp. 668 et 697.)

Même si le conservateur Edouard Wolff écrit à son épouse une fois que les combats les plus acharnés ont cessé, nous pouvons nous étonner des détails horribles qu'il semble se complaire à communiquer à son épouse. Est-ce une façon de conjurer rétroactivement sa peur ? Peut-être. C'est en tout cas, d'une part, un moyen de défendre la cause des mercenaires suisses, à une époque où, nous l'avons déjà dit, le service étranger est fortement contesté dans l'Etat fédératif helvétique et où le gouvernement valaisan est aux mains des radicaux ; d'autre part, un procédé pour se façonner une image de héros et pour rappeler aux siens toute la gratitude qu'ils lui doivent puisqu'il n'a pas hésité à choisir un métier des plus dangereux afin d'assurer leur sécurité matérielle.

Durant l'année 1849 encore, l'armistice conclu avec les rebelles est rompu et les hostilités reprennent.

Le 3^e régiment suisse est engagé dans les sièges victorieux de Catane qui se rend le 7 avril, puis de Palerme qui se soumet le 15 mai. Il est à noter que, selon Jules-Bernard Bertrand qui s'inspire avec quelque désinvolture de Rodolphe de Steiger, cette expédition de six semaines a été « plutôt pour le régiment valaisan une promenade militaire sur la côte » de la mer Tyrrhénienne : « placé comme réserve en queue de l'armée », il ne participe « qu'à des escarmouches sans importance ».⁵⁰⁹ En revanche, Ferdinand de Torrenté, qui sait de quoi il parle, signale, quant à lui, que « les morts et les blessés » – qu'a eu à déplorer, les 8 et 9 mai 1849, le 3^e régiment suisse qui s'est alors battu sur les hauteurs environnant Palerme – « arrivent à peu de différence près au nombre de ceux qu'avait le 4^e [régiment] suisse à Catane »⁵¹⁰, nombre qu'il évalue à huit morts et trente-quatre blessés pour ce dernier corps d'armée⁵¹¹.

La reddition de Palerme obtenue,

les chasseurs napolitains, [écrit Ferdinand de Torrenté,] occupèrent [...] les petits forts que les Siciliens avaient construits, depuis leur révolution, à l'entrée de la ville et près de la mer.

Les deux régiments suisses furent les seules troupes qui entrèrent dans la ville ; ils furent casernés près du Palais royal dont ils fournirent la garde.

Les troupes napolitaines prirent possession du fort Castellammare et furent logées près du port. Tous les postes de la ville étaient couverts par la garde nationale [...].

⁵⁰⁹ BERTRAND II, p. 46.

⁵¹⁰ C'est en effet après avoir lu le témoignage de Rodolphe de Steiger que de Torrenté s'est résolu à publier, en 1855, son texte sur les « étapes et faits d'armes » du 3^e régiment suisse lors de la campagne de Sicile. Il a été fâché que de Steiger minimise le rôle du 3^e régiment suisse et, « dès ce moment, [écrit-il à Augustin de Riedmatten,] je résolu, pour témoignage de la vérité et pour l'honneur du 3^e régiment suisse, de faire aussi imprimer ce que ce régiment a fait, car je trouve que garder le silence, lorsqu'il y va de l'honneur, serait montrer par trop de bonhomie ». Le Valaisan nous paraît d'autant plus sincère qu'il donne des exemplaires de sa brochure à Augustin de Riedmatten, aux officiers du 3^e régiment suisse qui ont participé à cette campagne et qu'il demande à de Riedmatten de remettre encore 180 exemplaires « aux sous-officiers et soldats et, de préférence, à ceux qui ont fait ladite campagne ». Oserait-il ce geste s'il n'avait pas la conviction de dire la vérité ? (AEV, Aug. Riedm. II, classeur 4, n° 13 : de Torrenté à de Riedmatten, s. l. n. d. [1855, probablement], orig.) — Il faut cependant se garder de blâmer Rodolphe de Steiger. Si celui-ci écrit que, lors de la prise de Palerme, l'un des bataillons « du colonel [de] Riedmatten ne compta que huit blessés », il affirme en note : « Faute de renseignements suffisants, l'auteur, à son regret, n'a pu détailler davantage la part que le régiment [de] Riedmatten a prise dans ces deux dernières affaires », soit celles de Catane et de Palerme. (STEIGER, p. 201, note 1 comprise.)

⁵¹¹ DE TORRENTÉ, p. 14, note 1.

76. 16225



COMANDO IN CAPO
DEL CORPO DI ESERCITO E DELLA SQUADRA
DESTINATI ALLA SPEDIZIONE DI SICILIA

FOGLIO DI PARTECIPAZIONE

Per la **MEDAGLIA D'ORO** concessa a' distinti di 1^a CLASSE, dal Re (S. N.) pel valore mostrato durante la Campagna di Sicilia nel 1849.

MINISTERO

e Real Segreteria di Stato della Guerra e Marina

ORDINE DEL GIORNO

Alla Reale Armata di Mare e di Terra

1^o CORPO D'ESERCITO DI SPEDIZIONE

» Affinchè tutti i Militari di Terra e di Mare che àn fatto parte del 1^o Corpo di Esercito e della Squadra destinati alla spedizione di Sicilia compia nell' anno 1849 si abbiano, secondo il rispettivo merito, un durevole e pubblico attestato del Sovrano gradimento, Sua Maestà il Re nostro Augusto Signore, si è degnata istituire un' apposita medaglia la quale

» presenta in quattro Classi distinte il diverso merito di coloro che ànno militato in questa gloriosa Campagna sotto gli ordini del prode Tenente Generale Duca di Taormina.

» I vari combattimenti colà sostenuti e specialmente quelli di ALI', di FIUME DI NISI, di S. ALESSIO, di TAORMINA,

» la PRESA DI CATANIA, la OCCUPAZIONE DI AUGUSTA e di SIRACUSA, e la ostinata opposizione incon-

» trata e valorosamente superata su' monti che sono all' Oriente di Palermo nei giorni 7, 8 e 9 MAGGIO, furono le

» principali vicende della Guerra ch' ebbe termine il dì 15 coll' ingresso delle Reali Truppe in quella Città, e che diedero

» al supremo Duce la opportunità di scorgere e di valutare la fermezza, la disciplina ed il valore dell' Esercito ch' Egli

» comandava, de' varî Corpi che lo componevano, e fin degl' Individui di ogni Corpo.

» Con sì fatta propria cognizione, e con gli elementi somministrati dai Generali Comandanti delle Divisioni e delle

» Brigate, e dai Capi dei Corpi Egli à potuto formare, e rassegnare al Real Trono un lavoro completo ed esatto in

» cui i nomi dei distinti sono classificati categoricamente; lavoro sul quale la Maestà Sua con grato animo à impartita

» la Sua Sovrana approvazione. — Napoli 1849. Il Ministro Segretario di Stato della Guerra e Marina **PRINCIPE**

» **DI ISCHITELLA.** »

Voi *D. Cesare Maria Ducrey. Tenente Uditore Maggiore del 5^o Reggimento Granatieri*
che, in virtù delle menovate occasioni avete dato, prove irrefragabili di sommo coraggio, pugnando da bravo nelle diverse fazioni di guerra combattute con successo compiuto nel corso della campagna medesima, avete meritata la onorevole caratteristica di **DISTINTO DI 1^a CLASSE**, e perciò S. M. il RE (N. S.) vi à insignito della **MEDAGLIA D'ORO**, che io con mia particolare soddisfazione è il piacere trasmettervi di unita alla presente ed accompagnata dal nastro corrispondente, qual duraluro pegno della Sovrana munificenza per la valorosa condotta militare da voi tenuta nei gloriosi fatti che nel periodo degli universali politici rivolgimenti, ànno eminentemente onorato le Armi Napoletane.

Fatto pel Registro

Palermo

Il Generale in Capo
Luogotenente Generale interino

Document attestant que la médaille d'or est décernée à César-Marie Ducrey (1811-1897), lieutenant adjudant-major dans le 3^e régiment suisse au service de Naples, qui a participé à la campagne sicilienne de 1849. (AEV, Ph 1766/j.)

Ferdinand de Torrenté précise qu'au début de l'occupation «une partie de la populace» ne se gênait pas de déambuler dans les rues en affichant une «contenance hautaine» et en exhibant ses armes, mais que, bientôt, celles-ci lui furent enlevées. Et d'ajouter :

La bonne intelligence qui régna entre la troupe et la garde nationale et, surtout, les mesures sages du général Filangieri, prince de Satriano, ramenèrent le calme dans Palermo; l'ordre y fut complètement rétabli.

Le 4^e suisse s'embarqua pour Naples à la fin du mois de mai. Le 3^e suisse, dont les quatre compagnies d'élite logeaient au Palais royal, fournit alors à lui seul cette garde jusqu'à la veille de son départ pour Naples [...].⁵¹²

Tandis que de Torrenté situe curieusement la date de ce départ au 19 novembre 1849, il apparaît en fait que celui-ci n'a eu lieu qu'au mois de février 1850, le 3^e régiment suisse étant, à cette époque-là, relevé par le 2^e.⁵¹³

A la suite de sa blessure du 7 juillet 1848 et comme le tableau 14 l'atteste⁵¹⁴, Joseph Dufour a reçu, par décret royal du 24 novembre 1848, la médaille de Saint-Georges; puis, ayant participé à la campagne de Sicile contre Catane et Palerme, il se voit décerné, le 20 décembre 1849, la médaille d'argent de 2^e classe⁵¹⁵.

Le 31 août 1850, après avoir démissionné, il obtient sa mise à la retraite. Tant mieux pour lui: en effet, le service mercenaire ne sera plus ce qu'il était, pour des raisons diverses, mais notamment à cause des réticences, voire de l'hostilité qui se développe en Suisse à l'égard du service étranger.

[...] La composition et l'esprit des quatre régiments suisses de Naples, [écrit Eugène de Courten,] se détériorent insensiblement. En raison de formalités tracassières qui entravent les enrôlements, l'on accepte des sujets de valeur douteuse et de provenance étrangère. De son côté, Ferdinand II se désintéresse peu à peu de son armée dont la discipline, énervée par les idées nouvelles de liberté, va se relâchant. De 1850 à 1859, les régiments suisses ne font plus qu'un service de garnison qui est funeste au maintien des vertus militaires.⁵¹⁶

En juillet 1859, «à l'expiration des traités existants», suivant les instructions de l'Etat fédéral helvétique, les commandants ordonneront de supprimer des drapeaux les armoiries cantonales et la croix fédérale; en résultera une mutinerie dans les régiments suisses qui «comptaient dans leurs rangs une forte proportion d'étrangers»⁵¹⁷; elle sera matée par les mercenaires restés fidèles à leur devoir⁵¹⁸.

Cette même année, le 30 juillet, les Chambres fédérales interdiront «aux citoyens suisses de prendre du service militaire à l'étranger [...] sans l'autorisation du Conseil fédéral» et prévoiront des punitions contre les contrevenants: un à trois mois de prison, ainsi que «la privation» des «droits politiques pour un temps

⁵¹² DE TORRENTÉ, pp. 35-36. — Les passages cités, ainsi que d'autres, sont repris textuellement in GANTER, pp. 274-275.

⁵¹³ DE COURTEN, p. 332, qui se réfère à MAAG II, pp. 248 et suivantes; GANTER, p. 280.

⁵¹⁴ Voir ci-dessus, p. 123.

⁵¹⁵ MAAG II, pp. 667 et 669.

⁵¹⁶ DE COURTEN, p. 333.

⁵¹⁷ FÉLIX, p. 84.

⁵¹⁸ «Près de 400 soldats exaspérés s'emparèrent de force des drapeaux et se retranchèrent sur le Champ de Mars. L'ordre fut vite rétabli; la répression fit 20 morts, 75 blessés graves et 260 prisonniers du côté des insurgés.» (KREIS, p. 132. Voir aussi BERTRAND II, pp. 46-47; DE COURTEN, pp. 333-334.)

qui ne pourra excéder cinq ans»⁵¹⁹. Le service étranger sera donc supprimé. Quant au gouvernement napolitain, c'est par un décret du 13 août 1859 qu'il licenciera les régiments suisses. Ces décisions n'empêcheront pas d'ailleurs d'ex-mercenaires suisses au service de Naples d'être intégrés dans les bataillons étrangers formés par cet Etat ou de passer au service du Saint-Siège⁵²⁰.

| | |
|---|-------------------------|
| a) – sous-lieutenant dans le 2 ^e régiment suisse de ligne au service de France | 14 juin 1820 |
| – réformé | été 1823 |
| b) – engagé dans le 3 ^e régiment suisse au service de Naples | vers 1827/1828 (?) |
| – démission | pas avant mars 1830 |
| – réintégré dans ce même régiment, au 2 ^e bataillon | 27 juillet 1837 |
| – 2 ^e sous-lieutenant | 6 octobre 1839 |
| – 1 ^{er} sous-lieutenant | 19 avril 1846 |
| – 1 ^{er} lieutenant | été 1848 ⁵²¹ |
| – démission avec mise à la retraite | 31 août 1850 |

Tableau 16. – Etats de service de Joseph Dufour.

Qu'est devenu Joseph Dufour à partir du 31 août 1850? Pour n'avoir pas entrepris de recherches en Italie, recherches qui restent donc à faire, nous ignorons presque tout de sa vie dès lors, même si nous avons trouvé deux textes où il est encore question de lui.

Le 17 novembre 1863, de Vouvry, le capitaine Louis Pignat écrit qu'il est «depuis quelques jours occupé à Monthey» pour représenter Joseph Dufour lors des «partages des successions» de Michel Dufour et de son épouse ainsi que de leurs enfants Casimir et Louis, partages «qui n'ont pas eu lieu jusqu'à la mort de ce dernier»⁵²², survenue, nous l'avons vu, le 14 juin 1863; Pignat ajoute sur un ton

⁵¹⁹ *Lois fédérales*, t. VI, pp. 300-301: «Loi fédérale concernant les enrôlements pour un service militaire étranger», 30 juillet 1859, art. 1 et 2. L'article deuxième précise que les contrevenants sont, de plus, soumis «aux dispositions pénales particulières que les lois fédérales ou cantonales statuent contre les citoyens qui, astreints au service militaire, quittent le pays sans permission ou ne répondent pas à l'appel de la patrie».

⁵²⁰ «800 Suisses passèrent au service du pape; 1200 se réengagèrent à Naples lors de la formation des trois bataillons étrangers (octobre 1859); les débris du 3^e régiment entrèrent dans le 2^e bataillon.» (BERTRAND II, p. 47.) — «La majorité des soldats retournèrent dans leur pays. Cependant, il en resta un nombre appréciable dans l'Italie méridionale où certains chefs, notamment les généraux Augustin de Riedmatten, Charles de Sury et Jean-Charles-Albert de Wytenbach s'occupèrent de créer de nouvelles unités. Ce fut là l'origine des deux bataillons étrangers. Le 13^e bataillon de chasseurs, commandé par le colonel Lukas de Mechel, ne fut pas dissous et, après la réorganisation des bataillons de chasseurs napolitains, il devint le troisième bataillon étranger. On lui rattacha la batterie étrangère n° 15, armée de six bouches à feu sous le commandement du capitaine Henri Févot, de Lausanne. Les Suisses formaient toujours le noyau de ces unités où servaient également des soldats originaires d'autres pays. Dans les combats contre Garibaldi, ce sont ces troupes-là, réunies en brigade et commandées par le général de Mechel, qui allèrent le plus souvent au feu.» Elles s'illustrèrent encore et notamment dans la défense de la ville de Gaète – contre les troupes sardes – qui capitula le 13 février 1861, après un siège d'une centaine de jours. Cette année-là marqua aussi la suppression du service mercenaire dans le royaume de Naples qui fut intégré dans le tout nouvel Etat italien. (SCHNEIDER; BERTRAND II, pp. 47-48.)

⁵²¹ Après le 15 mai 1848 et avant le 1^{er} septembre de la même année.

⁵²² A l'exception de quelques terrains mis en vente en 1845. Voir ci-dessus, pp. 41-42.

persifleur: «Les représentants des ayants droit à ces successions ont déjà éprouvé les péripéties acariâtres de M^{me} la générale Dufour, mais l'on est peu disposé à lui céder.»⁵²³

Ces partages achevés, Joseph Dufour souhaite liquider ses avoirs en Valais et nous pouvons affirmer que, vers la fin de 1864 et au tout début de 1865, il est toujours à Naples. C'est le *Bulletin officiel du canton du Valais*, dans le n° 2 du 13 janvier 1865, qui l'indique, car le capitaine Pignat est chargé de vendre aux enchères «divers meubles» ainsi que plusieurs biens immobiliers «situés sur Monthey, Vionnaz et Vouvry» appartenant à Joseph Dufour; la vente se fera au *café du Pont* à Monthey, le samedi 28 janvier 1865 et, «à défaut de vente ledit jour, l'enchère sera reprise le 29 janvier et [le] 1^{er} février, même lieu»⁵²⁴.

Nul doute que le climat de l'Italie méridionale qui a dû paraître finalement propice à sa santé, la mentalité des gens, le cercle de connaissances et d'amis qu'il s'y est créé ont déterminé Joseph Dufour à finir ses jours à Naples ou dans la région avoisinant cette ville, entouré de la famille qu'il a fondée. Il s'y est en effet marié et a eu, pour le moins, deux enfants⁵²⁵.

Même si nous n'avons pas réussi à mettre au jour la psychologie de Joseph Dufour, nous pouvons penser que, dès qu'il s'est rendu à Naples, la présence de son frère Pierre-Marie a facilité son intégration, non seulement dans le régiment et dans les milieux fréquentés par les officiers suisses, mais aussi dans la vie locale. Il serait intéressant de savoir où il a séjourné après avoir quitté une première fois son corps d'armée. Est-il resté à Naples? A-t-il regagné le Valais pour s'y fixer quelques années? A-t-il séjourné tantôt dans la capitale des Deux-Siciles, tantôt dans sa patrie? Quelles que soient les réponses à ces questions, un fait demeure: tôt ou tard, Joseph Dufour a su trouver «un équilibre entre sa culture d'origine et la culture hôte»⁵²⁶, ayant eu le désir de s'intégrer le mieux possible dans son pays d'accueil. Lentement, mais sûrement, à partir de 1837 en tout cas, il s'est assimilé au point de ne plus envisager de revenir en Valais. Et l'on peut admettre que son épouse a dû jouer un rôle certain dans ce processus.

Pour l'heure, nous devons malheureusement nous borner à ces quelques constatations et conjectures...

7. Frédéric Dufour (1804-1839)

C'est à Monthey, lieu de résidence principale de la famille de Michel Dufour depuis l'incendie de Vionnaz du 20 août 1800, que Frédéric-Guillaume-Stanislas naît le 8 mars 1804; il y est baptisé le lendemain: il a pour parrain son oncle Guillaume Du Fay et pour marraine sa tante Louise Du Fay, épouse d'Isaac de Rivaz.

⁵²³ AEV, Aug. Riedm. II, classeur 7, fasc. 1, n° 114: Pignat à Aug. de Riedmatten, Vouvry, 17 nov. 1863, orig.

⁵²⁴ *Bulletin officiel*, n° 2 du 13 janv. 1865, p. 14. — L'avis se termine par ces mots: «On peut s'entendre à l'avance pour traiter à l'amiable avec le soussigné Pignat, capitaine en retraite, Vouvry.»

⁵²⁵ Cette union a vraisemblablement eu lieu en 1849 ou en 1850; en tout cas pas avant la mi-novembre 1849. (AEV, CE, N° 1101, vol. 45, p. 329: protocole, séance du 9 nov. 1849, dans laquelle le CE autorise Joseph Dufour «à contracter mariage».) — Dans PUTALLAZ III, nous avons marié Joseph Dufour avec une certaine Elise ou Elisa Peter. C'est une erreur. Elisa et Peter seraient en fait les prénoms des enfants du mercenaire valaisan si nous nous fions à des indications que nous avons retrouvées dans des photocopies de papiers personnels — que feu M. le Dr Michel Dufour nous avaient aimablement transmises — et que nous avons mal interprétées.

⁵²⁶ FURRER, p. 304.

Ses études au collège de Saint-Maurice apparaissent quelque peu chaotiques : au cours des années scolaires 1818-1819 et 1819-1820, il est en *principes* ; la première année, il termine onzième sur quatorze élèves⁵²⁷ ; la seconde, il est classé deuxième sur dix⁵²⁸ ; en 1820-1821, il est en *rudiments*, mais il quitte l'établissement durant l'année scolaire ; à la rentrée suivante, il se retrouve néanmoins en *grammaire*, classe qu'il abandonne au cours de la période 1821-1822⁵²⁹.

Nous ignorons à quoi est dû ce curieux parcours scolaire. Manque de moyens intellectuels ? Maladie ? Autres causes encore ? Il serait tentant de retenir la première hypothèse comme vraie en considérant les résultats de l'année scolaire 1818-1819, mais ceux obtenus en 1819-1820 et le fait qu'il puisse passer de *rudiments* en *grammaire*, sans avoir achevé l'année scolaire 1820-1821, ne confirment nullement cette conjecture. À la lumière de ce qui va suivre, nous pensons plutôt qu'il s'agit d'un manque fréquent de motivation, même s'il n'est pas impossible qu'une ou plusieurs autres raisons s'y soient ajoutées.

Malgré le peu de documents que nous avons trouvé à son sujet, nous croyons être dans le vrai en affirmant que Frédéric Dufour est un jeune homme qui se complaît dans un certain mal de vivre et qui n'attend pas grand-chose de l'avenir, même si sa famille envisage pour lui une carrière de mercenaire qui, espère-t-elle, lui permettra de quitter une oisiveté qui paraît lui peser et à laquelle, de lui-même, il ne cherche pourtant pas à mettre fin. Autant qu'on puisse juger un individu à partir de copies de cinq courtes lettres écrites dans les années 1822-1826 à un cousin et ami dont l'identité vraisemblable est Casimir Franc, on peut dire qu'il semble avoir principalement deux passe-temps qui, d'ailleurs, ne trompent guère son ennui. D'une part, la chasse, comme en témoignent notamment ces quelques mots qu'il écrit le 17 janvier 1823, alors qu'il séjourne à Sion :

Je suis allé à la chasse le même jour que mon petit fusil fut arrangé. Je fus étonné de la manière dont il tire bien ; à quarante pas, j'ai tiré une grive et deux fauvettes d'un coup. [...] J'ai encore tiré deux grives et un merle hier ; tu sais que les grives ne se laissent [pas] approcher. [...] Je ne sais rien que faire dans ce diable de recoin. Je m'ennuie à la mort.⁵³⁰

D'autre part, l'absorption d'alcool. Trois lettres de lui nous semblent peu équivoques sur ce point : dans la première, il affirme qu'il a vainement attendu la venue de son ami « pour avoir le plaisir de boire une bouteille » en sa compagnie ; dans la deuxième, il souhaite le rencontrer « pour boire quelques bouteilles » avec lui ; la troisième nous apprend qu'ils ont consommé nombre de « verres de liqueur » qu'ils n'ont pas encore payés en totalité à l'aubergiste qui les a servis, vraisemblablement parce qu'ils n'avaient pas assez d'argent sur eux ; enfin, dans l'une d'entre elles – la première –, il signale s'être attardé jusqu'à trois heures du matin dans une pinte⁵³¹.

⁵²⁷ Auxquels s'ajoutent un élève qui a quitté l'établissement pendant l'année scolaire et un autre qui n'a pas pu suivre normalement les cours en raison de sa mauvaise santé.

⁵²⁸ L'année appelée *principes* était destinée à donner aux élèves les connaissances nécessaires pour qu'ils puissent passer au collège, puis au gymnase proprement dits. On peut donc penser que Frédéric, comme certains de ses camarades d'ailleurs, n'a pas été jugé apte à passer en *rudiments* à la fin de l'année scolaire 1818-1819.

⁵²⁹ *Nomina litteratorum*, 15 août 1819, 16 août 1820, 19 août 1821, 18 août 1822.

⁵³⁰ AEV, Marclay, FB 275, p. 3 : Frédéric Dufour à un ami et cousin, [Casimir Franc,] Sion, 17 janv. 1823, copie.

⁵³¹ *Ibidem*, p. 1 : le même au même, Sion, 10 déc. 1825, copie ; *ibidem*, p. 4 : le même [au même], Sion, s. d. (il est uniquement indiqué « dimanche »), copie ; *ibidem*, p. 6 : [le même] au même, Sion, 23 juin (sans indication d'année), copie.

On comprend, dès lors, que les parents de Frédéric aient de plus en plus hâte de le voir partir sous d'autres cieus, dans un encadrement militaire qui, pensent-ils, lui imposera une discipline qui ne saurait que lui être salutaire. Encore faut-il qu'une occasion intéressante s'offre à lui et que sa réputation, peu flatteuse, ne compromette pas ses chances de devenir mercenaire.

En avril 1823, le Conseil du dizain de Monthey dresse une liste de cinq personnes qui aspirent à la prochaine place de sous-lieutenant qui, devant être attribuée à ce dizain, deviendra vacante dans le régiment de Freuler au service de France. Parmi les candidats, on note la présence de Frédéric Dufour qui est même cité en premier. Le tour du dizain de Monthey étant arrivé, par une lettre du 6 août 1823 le grand bailli Gaspard-Eugène de Stockalper en avise le président Pierre-Louis Du Fay qui s'empresse de lui communiquer la liste arrêtée en avril. Malheureusement, Frédéric Dufour ne sera pas retenu. En 1825, une place de sous-lieutenant étant vacante dans la compagnie Taffiner du même régiment, le jeune Bas-Valaisan se porte de nouveau candidat, mais sans plus de succès⁵³². Pour une fois, dans de telles occurrences, l'influence politique de son père paraît inefficace et il n'est pas besoin d'être grand clerc pour en supposer les motifs...



François Bovier (1796-1870),
capitaine au service de Naples.

Photo: AEV, Ph 1172.

⁵³² AEV, SE, fasc. 21/13, n° 32: *Etat des aspirants de la place de Sous-Lieutenant vacante dans le reg[imen]t Suisse de Freuler [...] arrêté à Monthey le 13 avril 1823 par le Conseil de dizain de Monthey, copie signée par le président Pierre-Louis Du Fay et datée du mois d'août 1823; ibidem, n° 35: extrait du registre des délibérations du même Conseil, séance du 6 juillet 1825, copie du 10 juillet 1825 signée par Du Fay. Voir aussi AEV, Stockalper, cart. 1, n° 2, recto du fol. 15.*

Alors que le 3^e régiment suisse au service de Naples est encore en formation, Frédéric l'intègre comme 2^e sous-lieutenant: son brevet est daté du 25 janvier 1827⁵³³. Non seulement, il est à remarquer qu'il a été proposé par le capitaine François Bovier, frère de Charles, sans que soit respecté le tour arrêté entre les dizains⁵³⁴; mais, de plus, nous voyons dans le fait que son aîné Pierre-Marie y a déjà obtenu une place de major plus qu'une coïncidence: celui-ci aura certainement joué de son influence pour faire accepter la candidature de son cadet et c'est la raison pour laquelle, après des années d'attente difficiles, Frédéric Dufour peut amorcer une carrière de mercenaire, sous des auspices qui ne sont cependant pas des meilleurs.

Il sert d'abord sous les ordres du colonel Jérôme de Salis-Soglio, puis, dès 1829, du colonel Eugène de Stockalper. Le 10 janvier 1832, il est promu 1^{er} sous-lieutenant dans la 1^{ère} compagnie de fusiliers de son régiment⁵³⁵, ce qui tendrait à prouver qu'il s'est quelque peu assagi. Quelque peu seulement, puisqu'il restera cantonné dans ce grade pendant plus de sept ans, soit jusqu'à sa mort survenue à Naples le 23 août 1839⁵³⁶, environ douze mois avant que son frère Pierre-Marie devienne colonel.

Ces renseignements tenus sont les seuls que nous ayons trouvés sur la carrière de ce Valaisan qui paraît avoir vécu dans l'ombre de ses frères⁵³⁷. Seule la découverte de nouveaux documents évoquant celui-ci permettra peut-être de dire si notre esquisse de son existence et de sa personnalité est proche de la réalité ou si nous nous sommes montré trop sévère envers un être qui est peut-être la victime d'un jugement plus ou moins faussé par la rareté des textes qui le concernent et que nous avons consultés.

Pour l'heure, nous restons persuadé, d'une part, que Frédéric Dufour n'a guère eu de chance et qu'il est décédé trop tôt pour faire éventuellement et enfin ses preuves; d'autre part, que, loin d'avoir eu un tempérament fort, il a été ballotté par la vie sans avoir eu de véritable emprise sur elle. Qu'il ait fait partie de la race des velléitaires et des marginaux, qu'il ait été la proie de troubles morbides et qu'il ait été de ceux desquels une famille évite, dans la mesure du possible, de parler hors de son sein ne nous étonnerait pas.

8. Pauline ou Henriette Dufour (1807-1887)

Marie-Julie-Pauline-Henriette Dufour naît le 10 novembre 1807 à Monthey où elle est baptisée le 13. Son frère Pierre-Marie est son parrain et Marie-Julie Delasoie, née Du Fay, sa marraine.

Deux de ses prénoms vont servir à la désigner tout au long de sa vie: Henriette et Pauline, chacun d'eux étant utilisé séparément. Si le premier se rencontre dans quelques documents et travaux historiques, il semble que le second soit le plus

⁵³³ AEV, SE, fasc. 8/1, n° 27: *Etat nominatif des Officiers du 3^e Régiment Suisse par ordre d'ancienneté, d'après la date de leurs Brevets*, un fol., minute; AEV, Stockalper, cart. 1, n° 2, recto du fol. 15.

⁵³⁴ AEV, SE, fasc. 8/1, n° 71: «Note» sur «les officiers valaisans au service de Naples nommés après la 1^{ère} formation», 6 fol. dont trois numérotés, s. l. n. d.

⁵³⁵ *Ibidem*, n° 56: *3^e Régiment Suisse de Stockalper de la Tour. Etat nominatif des [sic] Messieurs les Officiers [...] avec l'effectif de la Troupe au 1^{er} Juillet 1834*, Nocera, 4 juillet 1834, signé par Eugène de Stockalper, 3 fol., orig.

⁵³⁶ MAAG II, p. 640.

⁵³⁷ Il est, par exemple, frappant que jamais il n'ait été parrain de baptême d'un de ses neveux ou nièces.

usité, notamment par l'administration, de telle sorte que nous pensons judicieux que l'on se conforme désormais à cette habitude.

Nous avons très peu de renseignements sur la benjamine des enfants Dufour, comme si elle avait mené une vie effacée, sans relief particulier.

Ce sont essentiellement les recensements – dès 1829 – qui attestent de son existence, mais ils ne nous en livrent que quelques bribes.

Nous savons que Pauline est restée célibataire, qu'elle a vécu avec ses parents, Michel et Marie-Marguerite, les accompagnant lors de séjours qu'ils pouvaient faire à Morgins⁵³⁸, à Sion ou à Vionnaz notamment⁵³⁹. Elle semble avoir passé l'essentiel de sa vie dans la *Villa Dufour* à Monthey, devant laquelle nous l'avons trouvée, le 29 août 1843, prenant la défense du curé Samuel Dumoulin avec une touchante candeur⁵⁴⁰. Après la mort de son père en 1843, après celle de sa mère en 1852, elle a dû ressentir un grand vide, que la présence de son frère Pierre-Marie – définitivement de retour à Monthey en 1848⁵⁴¹ – et de la famille de celui-ci n'a pu combler que partiellement.

Le recensement fédéral du 1^{er} décembre 1870 nous donne les renseignements suivants : Pauline Dufour est « propriétaire », elle vit dans un appartement de quatre pièces habitables et elle a une domestique savoyarde à son service, Madeleine Délétraz ; dans le même bâtiment vivent notamment sa belle-sœur Eugénie Dufour, née de Rivaz, et la célibataire Marie-Louise, une des filles de celle-ci, lesquelles ont aussi engagé une servante – Joséphine Revet – pour s'épargner certains travaux plus ou moins ingrats et pour être secondées dans diverses tâches⁵⁴².

Le recensement fédéral du 1^{er} décembre 1880 répète que Pauline est « propriétaire », indique qu'elle a une domestique de nationalité française en la personne de Rose Bron et que sa belle-sœur et sa nièce vivent toujours dans la villa⁵⁴³. Est-il téméraire d'imaginer que Pauline, Eugénie et Marie-Louise passent ensemble de longs moments parsemés de conversations banales, parfois nostalgiques, que viennent égayer de temps à autre les visites de parents ou d'amies ? et, que, grâce à elles, grâce à leurs pensées, à leur souvenirs et à leurs propos, grâce aux papiers et aux objets passés, pieusement conservés, c'est un peu la famille de Michel Dufour tout entière qui survit au-delà des disparitions successives qui l'ont décimée ?

Pauline décède à Monthey le 11 mai 1887.

Avec elle s'éteint le dernier membre de la fratrie issue du mariage de Michel Dufour et de Marie-Marguerite Du Fay.

⁵³⁸ Voir PUTALLAZ III, p. 469, note 549.

⁵³⁹ La famille Dufour a aussi habité, au moins de temps à autre, à St-Maurice, quand Michel, le père, était sous-préfet du département du Simplon de 1811 à 1813.

⁵⁴⁰ Voir ci-dessus, pp. 69-71.

⁵⁴¹ Voir ci-dessus, p. 96.

⁵⁴² AEV, (DI), n° 3090, recensement de 1870, vol. 87, fol. 362-363.

⁵⁴³ *Ibidem*, recensement de 1880, vol. 82, fol. 151-150. — Dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre 1880, chez Eugénie Dufour loge sa sœur Léonie de Werra, née de Rivaz, en séjour à Monthey. Quant à la domestique qui est alors au service de M^{me} la générale Dufour, elle s'appelle Marie Coutaz.



La Villa Dufour à Monthey

Photo OMAH: Marco Barman, Monthey.

Quelques considérations en guise d'épilogue

Dans deux études successives consacrées à la carrière publique de Michel Dufour jusqu'en 1810, nous avons eu l'occasion de souligner l'importance du clan Du Fay dans le Valais en général et dans le dizain de Monthey en particulier, à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle⁵⁴⁴. C'est pourquoi nous n'y reviendrons pas : ce qui vaut pour cette période peut aisément être étendu aux lustres suivants, à quelques nuances près.

Cette fois, en revanche, nous préférons mettre en lumière le clan Dufour dont Michel Dufour et son épouse sont à l'origine. Avoir huit enfants implique en effet une extension d'influence, au fur et à mesure que ceux-ci atteignent l'âge adulte.

S'il apparaît que les fils ont vu, en partie au moins, leur carrière facilitée par le grand crédit dont jouit leur père, peu à peu certains d'entre eux ont à leur tour pu être de quelque utilité pour celle de leurs frères. L'exemple le plus indiscutable nous est fourni par Pierre-Marie Dufour. L'engagement de Joseph et de Frédéric comme mercenaires au service de Naples ne doit pas grand-chose au hasard, mais beaucoup à Pierre-Marie, leur aîné. Par exemple, alors que nous avons constaté que la carrière militaire de Frédéric tarde à se dessiner, qu'il n'a pas réussi à obtenir une place au service de France, il semble être entré facilement dans le 3^e régiment suisse en formation où son frère, major, a la pleine confiance de ses supérieurs qui, de plus, ont tout intérêt à complaire à Michel Dufour qui est à cette époque-là conseiller d'Etat. En outre, le fait de savoir que l'on peut compter sur

⁵⁴⁴ Voir PUTALLAZ II, pp. 6-13, ainsi que PUTALLAZ III, p. 483, entre autres.

l'attention bienveillante et constante d'un intime au grade élevé, de fréquenter quelques cercles d'amis et de connaissances qu'il s'est créés, de rendre visite à Eugénie de Rivaz, devenue son épouse en 1836, procure un sentiment de sécurité et rend moins pénible le relatif isolement que l'on ressent habituellement en terre étrangère, surtout dans les premiers temps. Ce sont là des avantages d'importance, même s'il ne faut pas oublier que Frédéric et Joseph se retrouvent dans des compagnies où servent des Valaisans – qui leur sont parfois apparentés – et qu'une fraternité, souvent de circonstance, unit assez rapidement certains d'entre eux pour le moins.

Quant aux mariages ils permettent de consolider les liens existant entre deux familles ou d'étendre le réseau d'influence déjà en place.

L'union de Pierre-Marie avec Eugénie de Rivaz ne fait que rapprocher encore plus les familles Dufour et de Rivaz et chacune de celles-ci ne peut qu'en tirer profit. Trois des quatre enfants auxquels les époux donneront naissance contribueront plus tard à intégrer les familles Aymon, Duc et Du Fay de Lavallaz dans un cercle de notables qui s'élargit, même si les décès qui surviennent au fil du temps l'empêchent de s'agrandir démesurément.

Fait également partie de ce cercle Charles Bovier qui a épousé Marguerite Dufour, fille de Michel, et qui a mené une carrière politique digne d'intérêt. Sa fille Hortense y implantera Gaspard-Etienne Gabioud, avocat et notaire, également actif en politique comme conservateur. Quant à François Bovier, frère de Charles, après avoir été mercenaire dans le 3^e régiment suisse au service de Naples où il est devenu 1^{er} lieutenant, il sera notamment, en tant que radical bon teint, député au Grand Conseil en 1851-1852, où siègent alors Casimir Dufour⁵⁴⁵; et, comme par hasard, son épouse Marguerite Joris est sœur du célèbre Alexis Joris...

Grâce aux unions contractées par les sœurs de sa femme Eugénie, Pierre-Marie Dufour deviendra notamment le beau-frère du conservateur Adrien de Courten qui sera, entre autres, délégué à la Diète fédérale de 1844 à 1847 et qui est fils de Maurice, conseiller d'Etat, puis député au Grand Conseil; des frères Meinrad et Alfred de Werra; enfin de Charles-Louis de Torrenté, mercenaire dans le 3^e régiment suisse au service de Naples où il était entré en 1831 comme 2^e sous-lieutenant et où il sera promu lieutenant d'artillerie avant la journée du 15 mai 1848. Arrêtons-nous-en là.

Il faudrait une étude plus détaillée sur ce réseau familial afin de savoir précisément dans quelle mesure ces liens de parenté ont pu influencer sur la carrière et les prises de position politiques des uns et des autres. Ce qui n'est pas une sinécure... Contentons-nous d'affirmer que, si tous ne sont pas du même bord politique, il est souvent agréable, entre gens de bonne compagnie qui ont le sens de la famille, de se rendre de petits ou de grands services qui peuvent aller jusqu'à un soutien de poids, que ce soit au niveau communal, désénal ou cantonal. Nous pourrions dire, nous inspirant d'un auteur d'aujourd'hui, que ces personnes, dont les chemins se croisent, «pratique une entraide à la manière de la franc-maçonnerie, mais sans rites ni contraintes»⁵⁴⁶.

Les fils de Michel Dufour nous ont permis d'évoquer le service mercenaire d'Espagne, ceux de France, de Naples et du Saint-Siège. Outre quelques hauts

⁵⁴⁵ En 1852-1857 notamment siègent au Grand Conseil le conservateur Germain Aymon, père de Charles, et Charles Bovier, tous deux députés du district d'Hérens.

⁵⁴⁶ BOISSARD, p. 311, qui évoque les alliances des enfants de Pierre-François-Louis Du Fay.

faits d'armes, nous avons pu présenter nombre de réalités moins glorieuses de la vie militaire : de petites lâchetés et de graves indisciplines ; des relations humaines parfois difficiles, pour des raisons diverses : incompatibilité de caractères, ambitions démesurées de certains, népotisme, jalousies, injustices mal vécues, antagonismes entre Haut et Bas-Valaisans, entre Valaisans et Confédérés ou étrangers. Même les luttes politiques qui s'enveniment à l'intérieur de notre pays entre conservateurs et libéraux ou radicaux dépassent les frontières pour empoisonner l'ambiance dans des corps mercenaires helvétiques, tel le 3^e régiment suisse au service de Naples. Le tableau dépeint est parfois – voire souvent – fort éloigné des images d'Epinal que l'on trouve dans certains ouvrages et qui ont contribué à créer l'aura entourant les Suisses qui ont servi des princes étrangers. Il est juste de dire cependant que celles-ci magnifient de hauts faits d'armes ayant bel et bien existé et ayant mis en valeur les qualités de la majorité des mercenaires de notre pays et qu'elles ont délaissé des événements ou des aspects plus terre à terre.

Nous avons ainsi pu montrer le revers de la réalité, mais aussi son avers frappé des mots « Honneur et Fidélité ».

L'avers, c'est aussi le sérieux de mercenaires qui accomplissent du mieux qu'ils peuvent le métier qu'ils exercent, la haute idée qu'ils en ont, le courage de ceux qui se battent au péril de leur vie pour respecter le serment prêté à un souverain étranger, quelles que soient par ailleurs leurs idées politiques, parfois opposées aux vues de celui-ci.

Une fois encore, une fois de plus, une étude, telle la présente, fait la part belle aux officiers, car le sujet choisi nous y a contraint. Il ne faut pas oublier cependant que toutes les troupes comptent plus de soldats que de gradés et que, s'il arrive que l'on ait quelques documents émanant de ceux-là, leurs témoignages peuvent être quelque peu différents de ceux que nous avons consultés et permettraient d'avoir une vision plus complète du service mercenaire.

C'est ce que Thomas Antonietti démontre dans son étude intitulée *La classe sociale dans les souvenirs historiques : l'exemple des services étrangers*. Il y affirme notamment que, « pour les officiers, le renom, la gloire⁵⁴⁷, la carrière sont primordiaux » et que, « pour les soldats, ce sont le gagne-pain, la survie et le retour en bonne santé qui comptent ». Et cet auteur, se référant à l'un des rares témoignages autobiographiques laissé par un simple soldat, à savoir le Valaisan Jean-Georges Schmidt qui fut mercenaire dans le 3^e régiment valaisan au service de Naples de 1827 à 1831, écrit :

Le destin de ses camarades préoccupe bien plus Schmidt que la mission de son régiment. La consommation d'alcool, la violence entre les soldats, les désertions, les suicides, les sanctions cruelles et les exécutions l'incitent à écrire des commentaires qui nous révèlent le côté tragique de la vie des mercenaires. Il ne commente que rarement les événements militaires et ne parle jamais de la politique italienne ou de la guerre.⁵⁴⁸

⁵⁴⁷ Mme Fayard Duchêne, parlant du service étranger sous l'Ancien Régime, évoque la « possibilité offerte de se couvrir de gloire sur les champs de bataille et d'obtenir ainsi des distinctions honorifiques », ce qui est évidemment encore le cas au XIX^e siècle. (*Histoire du Valais*, t. 2, p. 408 incluse in JANINE FAYARD DUCHÊNE, *L'Etat patricien XVI^e-XVIII^e siècles*, pp. 337-435.)

⁵⁴⁸ ANTONIETTI, pp. 70 et 76. — Source citée à la p. 74, note 6 : JOHANN GEORG SCHMIDT, *Tag-Buch von meiner Abreise nach Neapel und werendem Aufenthalte der 4 Jahren beim 3. Schweizer Regiment; was ich beobachtet habe und sich ereignet hat; wie auch über ihre Agricultur, Gewerbe und Character, 1827-1831*, in AEV, SE, fasc. 12 bis, n° 1.

Il nous faut préciser, d'une part, que le dépaysement, l'adaptation à un nouveau climat, la vie de garnison sont souvent pénibles aux néophytes, quels qu'ils soient, et que l'alcool, la passion du jeu, les femmes plus ou moins vénales sont des plaisirs et des dangers potentiels auxquels résistent d'autant moins certains soldats et sous-officiers qu'ils n'ont pas, comme plusieurs officiers, la chance d'avoir auprès d'eux leur épouse et leurs enfants⁵⁴⁹.

Il nous faut préciser, d'autre part, que la présentation de la carrière d'un gradé et l'étude du témoignage d'un simple soldat sont deux approches distinctes d'une même réalité, qui se complètent, même si, bien sûr, il peut y avoir entre elles divers points de convergence⁵⁵⁰. Si, à l'évidence, les sujets qui préoccupent l'un et l'autre, les problèmes auxquels ils sont confrontés ne sont pas toujours identiques, il n'empêche que nous affinerions certains des propos de M. Antonietti, que nous avons cités : gagner correctement, voire confortablement sa vie est bel et bien un objectif de la plupart des officiers et des sous-officiers et, si le fait d'être promu à quelque grade flatte leur orgueil, c'est aussi, et parfois surtout, un moyen d'améliorer l'ordinaire ; dès lors, ils ont tout intérêt à mener aussi loin et aussi longtemps que possible leur carrière, afin de pouvoir toucher une pension de retraite fort satisfaisante. Il va de soi qu'eux aussi, comme quasiment toute personne, souhaitent pouvoir vivre, au milieu des leurs, une vieillesse paisible, exempte de soucis pécuniaires, ce que leur réussite dans la carrière des armes leur permet d'espérer. C'est pourquoi ils sont souvent pris dans un engrenage auquel, la plupart du temps, ils ne désirent pas échapper : ils ont financièrement beaucoup à perdre tant qu'ils n'ont pas effectué suffisamment d'années de service. Rares sont les personnes qui, à l'époque évoquée notamment, préfèrent abandonner leur emploi militaire de gradé, surtout si elles n'ont pas un avenir matériel assuré.

Ajoutons que, au fil des lustres qui succèdent à 1815, non seulement le service mercenaire perd de son aura, mais aussi son principe même est de plus en plus critiqué, notamment par des radicaux. Il n'est pas nécessaire d'attendre les combats du 15 mai 1848 à Naples pour assister à des prises de position violentes contre lui. Par exemple, le 9 avril 1836, dans le journal *La jeune Suisse*⁵⁵¹, le Valaisan Louis Gard, qui a été quelque temps mercenaire au service de Naples⁵⁵², dénonce le fait que la Constitution valaisanne de 1815 « confère à la Diète le droit de conclure des capitulations militaires avec les rois et les papes », alors qu'un Etat, même prétendument démocratique, devrait « les prohiber comme le plus honteux trafic qui soit au monde », sauf si elles contribuent à venir en aide à « des républiques en danger ». Et d'ajouter notamment :

⁵⁴⁹ Voir notamment PUTALLAZ I, pp. 13-14.

⁵⁵⁰ N'oublions pas cependant que les simples soldats ont, en règle générale, peu d'instruction et que, dans leur majorité, ils ne restent en moyenne que quelques années au service étranger. Il est donc inévitable que peu d'entre eux aient laissé des témoignages sur leur vie de militaire et sur son contexte, contrairement aux officiers par exemple.

⁵⁵¹ Pour avoir une vision synthétique de la presse en Valais à l'époque, cf. *Histoire valaisanne*, t. 3, pp. 564-571, cf. note 288.

⁵⁵² Si Louis Gard semble s'être fait discret lors de ses débuts comme mercenaire, son caractère rebelle a rapidement pris le dessus. S'abandonnant à « son goût pour la satire, il compose contre le monarque une chanson qui est malheureusement perdue, mais qui ne doit pas être un modèle de respect si l'on en juge par les deux seuls vers qui nous soient parvenus : "Tu veux jouer au Napoléon/Mais tu n'es qu'un polisson." » Il aurait même placardé « cette chanson sur les murs du Palais ». (TROILLET, p. 259.) — Est-ce à François I^{er} ou à Ferdinand II que Louis Gard adresse ses sarcasmes ? Nous l'ignorons, mais il est probable que ce soit le premier nommé qui soit visé. (*Ibidem.*)

Que font nos soldats dans la Romagne sinon se liguer avec l’Autriche, éternelle ennemie de la Suisse, pour protéger de leurs baïonnettes un gouvernement despotique qui autorise les 30 000 prêtres, moines et nonnes que Rome renferme dans son sein à vivre des sueurs d’une population de 150 000 âmes, et des cardinaux opulents, disciples d’un Dieu qui vécut dans la pauvreté et l’obéissance, à dicter des lois à une nation comme ministres de la Guerre et de la Justice et gouverneurs des provinces et des cités ?

Louis Gard revient ensuite à des considérations plus générales, affirmant entre autres :

Un homme né sur la terre libre de l’Helvétie devrait-il y manquer du nécessaire au point de préférer le pain des tyrans à la liberté nationale ? Est-ce dans l’apostasie de tout sentiment patriotique qu’un Suisse pauvre doit trouver son existence et sa sécurité ? Le pain est le premier droit de l’homme. Qu’importe l’égalité des droits politiques et tous les progrès de la civilisation bourgeoise à l’Heimatlose [*sic*] ou au prolétaire qui meurt de faim ?

Une république démocratique doit pourvoir à ce que chacun de ses membres puisse vivre en travaillant et que le travail et le pain lui soient également assurés.⁵⁵³

Certes, le service mercenaire a toujours eu ses détracteurs, mais, en ce deuxième quart du XIX^e siècle, la conscience politique s’est développée dans nos contrées, les antagonismes des doctrinaires se sont accrues et le service militaire étranger est devenu un enjeu de philosophie politico-sociale, que la presse répercute de plus en plus. Il ne s’agit pas de prétendre que tous les mercenaires suisses se préoccupent de ces débats, mais d’indiquer simplement que l’aura qui les entourait tend à s’estomper et qu’ils ont bien dû, à un moment ou à un autre, se rendre compte que, dans leur pays, le service étranger suscite des oppositions virulentes, pour des motifs divers d’ailleurs ; nombre d’entre eux, officiers et sous-officiers surtout, nous l’avons vu, n’échappent pas aux courants politiques qui agitent la Confédération. Il ne fait donc aucun doute qu’être mercenaire alors et ensuite n’est pas toujours facile à assumer, si l’on excepte certains qui, consciemment, désirent participer à la défense du conservatisme en Europe ou d’autres qui

⁵⁵³ Cité in ARLETTAZ II, pp. 73-74, où l’on trouve encore d’autres extraits de cet article. — Il est intéressant de comparer ce texte avec celui qu’a publié en juin 1832, au nom du Conseil d’Etat, Michel Dufour pour justifier l’autorisation – accordée par les autorités valaisannes à Eugène de Courten – de recruter sur le territoire cantonal des hommes destinés à former le 2^e régiment étranger au service du St-Siège. Il y est question de donner une « marque de dévouement » au Souverain Pontife qui « désirait avoir sous ses drapeaux des fils d’une fidélité éprouvée, non pour servir à des vues de conquête, mais pour concourir au maintien de l’ordre et de la tranquillité dans les Etats de l’Eglise, afin qu’après avoir comprimé l’audace des ennemis de la société il puisse vouer exclusivement ses veilles au triomphe de la religion ». Puis on y insiste sur « les avantages » de cette capitulation, qui sont certes moins importants que ceux prévus par celle conclue « avec la couronne de Naples », mais qui sont supérieurs à ceux « dont jouissaient les troupes de la ligne au service de France ». Enfin, citons encore ce passage : « Cette nouvelle carrière s’ouvre d’ailleurs pour notre jeunesse sous les auspices les plus favorables. [...] En refusant d’adhérer à la demande de la cour de Rome et d’autoriser le recrutement en Valais, on aurait à regretter de laisser échapper cette occasion de procurer à quelques-uns de nos concitoyens, assez maltraités par la fortune, la possibilité de rentrer dans une carrière honorable que les événements politiques les ont forcés d’interrompre [en France, en 1830] ; on priverait le pays de l’avantage d’avoir des officiers, sans empêcher l’enrôlement de nos jeunes gens qui pourraient aller contracter des engagements dans des dépôts placés sur la frontière. » (AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 5, n° 11, pp. 2-4, cf. note 94.)

ont choisi cette voie par nécessité matérielle, sans aucune préoccupation d'ordre politique.

Regrettons enfin que les correspondances privées des fils de Michel Dufour ne semblent pas avoir été conservées, alors qu'elles nous auraient probablement permis de décrire, dans une certaine mesure au moins, leur vie de mercenaire dans sa quotidienneté. Heureusement, sur ce point, il existe des témoignages fort intéressants auxquels il est possible de se référer et, parmi lesquels certains n'ont pas encore été exploités; nous pensons, entre autres, à ceux de Pierre-Benjamin Closuit et de Jean-Georges Schmidt qui le seront peut-être un jour⁵⁵⁴.

Si nous passons maintenant aux destins individuels des fils de Michel Dufour qui sont devenus mercenaires, plusieurs remarques s'imposent.

Louis apparaît comme un homme assez inflexible qui met les principes avant toutes autres considérations, ce qui a pu retarder quelque peu son avancement. Il est de ceux qui font honneur à l'histoire des mercenaires suisses.

Pierre-Marie, par sa carrière, reflète bien le cursus des mercenaires issus d'un milieu favorisé. A lire ses états de service, on ne peut que constater qu'il a fort bien réussi. Mais sa biographie laisse entrevoir que le service militaire étranger, après 1815 – et plus encore après 1830 – n'a pas échappé aux courants politiques qui s'entre-déchirent en Suisse et montre combien ambiguë est la situation d'un offi-

⁵⁵⁴ Nous avons choisi trois extraits de la correspondance de Pierre-Benjamin Closuit avec son épouse pour illustrer le genre de renseignements que l'on peut trouver dans des lettres d'ordre privé. Dans le premier, du 25 juillet 1827, après avoir affirmé que le service militaire étranger est plus avantageux à Naples qu'en France sous la Restauration, que «tous les vivres» sont meilleur «marché» et que «la solde» est «beaucoup plus forte», il écrit, maladroitement souvent: «Je ne parlerai ici que du soldat. Tous, en général, sont contents. Ils sont très bien habillés et tout à double, bien nourris de très bon pain [de] munition [...]. Chaque soldat mange dans sa gamelle de fer blanc; il ne met pour son ordinaire que six grains et demi; le matin, [il] a une très bonne soupe grasse à la viande, une bonne ration de viande et des légumes; le soir, une ratatouille tout épaisse de fidè, soit de macarons avec du riz; il reçoit tous les cinq jours, après sa masse et ordinaire, [...] 22 grains qui valent presque autant que 22 demi-batz chez nous. [...] Chaque soldat couche seul et [nous] avons aussi chacun un lit complet; le lit est composé de deux tréteaux en fer, trois planches passées en couleur à l'huile, paillasse, matelas, draps, traversin et couverture blanche de Catalogne et somm[i]er exempt de vermine. Voilà sa situation qui n'est pas mauvaise. Le soldat, de tous ses habillements il ne paie que la chemise un ducat qui vaut 29 batz 1/3; on [n']en paie que quatre carlins, aussi bonne qu'au magasin pour dix; il ne paie non plus rien de masse de propreté, ceci est au compte du roi» (AEV, Closuit, n° 20. – Pierre-Benjamin précise qu'un carlin vaut 44 centimes de France ou trois batz moins un centime en monnaie du Valais). Dans le second extrait, du 11 juin 1830, il affirme: «[...] Il y a peu de s[ous]-officiers au régiment à qui l'on puisse raconter ses affaires sans être trahi. Je fréquente maintenant le plus ordinairement un serg[en]t de voltigeurs, nommé [Jean-Pierre] Fumeaux, de Conthey. Hors celui-ci, je ne fréquente que des bourgeois avec lesquels j'ai le plaisir de passer quelques moments de gaieté dans leur famille» (*ibidem*, n° 70). Enfin, dans le troisième extrait, daté du 16 août 1830, on lit: «Je te donne pour nouvelle que j'ai vu le dey (roi) d'Alger [Hussein ibn el-Hussein], sa famille, une grande partie de ses ministres; compris 52 femmes, ils sont au nombre de 109 personnes, tous nègres que blancs; les femmes, quand on les a débarquées, elles étaient toutes voilées. Le dey est d'une belle taille, une grande barbe – son fils aussi –, âgé de 60 ans environ, un air vif et qui démontre le caractère de sa nation. On dit qu'il a débarqué en numéraire 30 millions de francs; on ne connaît pas la valeur de ses billets de banque. Il paraît qu'il veut faire sa résidence absolue et définitive dans cette capitale», Naples en l'occurrence (*ibidem*, n° 73). Quand bien même ces citations mériteraient quelques vérifications et explications, le lecteur comprendra que nous nous contentons de les présenter à l'état brut, d'autant plus qu'il s'agit pour nous de démontrer que des correspondances entretenues par certains mercenaires avec leurs proches peuvent contenir de multiples renseignements de tous ordres. — Une autre réalité – liée au service étranger et abordée notamment par Louis Carlen – qui concerne les emplois et fonctions qu'occupent les mercenaires une fois de retour dans leur patrie n'entre guère dans le cadre de notre étude, même si Louis, Pierre-Marie et Casimir Dufour pourraient l'illustrer dans une faible mesure (voir CARLEN II).

cier aux idées libérales-radicales, qui est au service d'une royauté fondamentalement conservatrice⁵⁵⁵.

Adrien, qui trouve la mort lors de la campagne de Russie, abattu à l'aube de sa vie d'adulte, rappelle les dangers de la vie militaire, surtout à l'époque napoléonienne qui a vu tant d'hommes mourir pour assouvir la soif de gloire et de puissance d'un Empereur grisé par ses succès jusqu'à tout perdre finalement.

Casimir symbolise le jeune homme entré dans la carrière de mercenaire plus par obligation, voire mimétisme avec ses aînés, que par passion. En raison de son licenciement à la suite de l'abdication de Charles X et vu l'évolution de ses idées politiques, il a préféré quitté ce milieu, après quelque hésitation il est vrai, pour se battre sur le terrain politique dans lequel, d'ailleurs, il n'a pas été capable de trouver la sérénité, alors même que son camp a triomphé en Valais à la fin de l'année 1847.

Joseph, après une carrière interrompue à deux reprises pour des motifs qui sont, vraisemblablement et avant tout, liés à un état de santé déficient, rejoint la liste des mercenaires qui ont fini par être si bien assimilés au pays dont ils ont servi les souverains qu'ils s'y sont définitivement établis.

Quant à Frédéric enfin, il témoigne de ceux qui ont eu de la peine à trouver un engagement et qui ont mené une carrière de mercenaire assez modeste, avant de mourir loin des champs de bataille, dans le quasi-anonymat. Ce type de personne, jusqu'à un passé récent, n'intéressait guère les historiens. Il faut dire qu'en règle générale ce ne sont pas des gens comme lui qui ont laissé suffisamment de documents ou de souvenirs pour qu'ils puissent revivre, avec quelque consistance, sous la plume de quiconque.

De tous les enfants de Michel Dufour et de son épouse Marie-Marguerite, quand bien même Pierre-Marie a rempli un mandat de conseiller communal à Monthey durant quatre ans, on peut néanmoins affirmer qu'un seul s'est véritablement engagé corps et âme en politique: il s'agit de Casimir qui a ainsi suivi l'exemple de son père, tout en se démarquant de la modération de celui-ci.

Rappelons que les quelques pages que nous avons consacrées au quatrième fils de Michel Dufour sont à dessein superficielles, puisque nous souhaitons lui consacrer une monographie. Mais ce n'est là qu'un projet parmi d'autres, les Dufour originaires de Vionnaz n'étant pas près de nous avoir dévoilé toutes les richesses de leur passé.

⁵⁵⁵ Ce qui lui vaudra cette diatribe, parue récemment, soit en 1998: «[...] Pierre-Marie Dufour [...] alla mettre son épée au service des Bourbons de Naples régnant en despotes sur leur royaume des Deux-Siciles voué à la corruption et au désordre. Tout ce qu'on savait de ce régime aurait dû l'en retenir, à commencer par le milieu familial et son éducation libérale. Les Suisses, contre argent comptant, s'en allaient défendre une conception du pouvoir aux antipodes de leur nature. Par esprit de métier, ils s'en firent les soutiens aveugles. Destins de mercenaires. En somme peu reluisant.» (BOISSARD, p. 310.) — Il va sans dire que, dans la présente étude, nous espérons avoir réussi à décrire une réalité qui soit plus complexe et qui tienne compte du véritable rôle joué par Michel Dufour dans la carrière militaire de ses fils, de Pierre-Marie en particulier.

très obéissant serviteur

A cursive signature of Pierre-Marie Dufour, featuring a large, ornate initial 'P' and the name 'Dufour' followed by a smaller signature.

Signature de Pierre-Marie Dufour

très très humble serviteur
Hammond
Dufour

Signature de Louis Dufour

très serviteur bien humble

A cursive signature of Casimir Dufour, featuring a large, ornate initial 'C' and the name 'Dufour' followed by a long, sweeping horizontal stroke.

Signature de Casimir Dufour

très très humble et
très obéissant serviteur

A cursive signature of Joseph Dufour, featuring a large, ornate initial 'J' and the name 'Dufour' followed by a smaller signature.

Signature de Joseph Dufour

Annexes

1/A

«Autorisation de recrutement pour le service de Rome», promulguée le 9 juin 1832.

Sous la date du 24 mai 1832⁵⁵⁶, la Diète a pris la délibération suivante :

La Diète déclare accorder son autorisation à ce que le 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège puisse avoir un recrutement ouvert en Valais, sous les réserves et restrictions ci-après :

1. Il ne pourra être enrôlé un nombre de recrues, ressortissants du canton du Valais, excédant la force de quatre compagnies⁵⁵⁷.

2. Le nombre d'officiers que le Valais aura dans ce régiment ne sera pas moindre du tiers de celui de la totalité du corps, soit dans l'Etat-major du régiment et des bataillons, soit dans les compagnies.

3. Lorsqu'il y aura des sous-lieutenances dont la repourvue appartient au Valais, pour avoir dans les compagnies du régiment le nombre d'officiers correspondant à celui établi dans l'art. 2 ci-haut, la présentation s'en fera comme suit :

— sur trois places une appartiendra aux cadets valaisans qui se trouveraient au corps et, parmi ceux-ci, elle sera donnée au plus ancien s'il a les qualités requises ;

— quant à la repourvue des deux autres tiers, le gouvernement du Valais fera les présentations en suivant les principes tracés dans la loi en vigueur pour ce qui concerne le service de Naples ;

— pour établir l'époque où le Valais pourra avoir droit, ainsi qu'il est dit ci-haut, à la repourvue de sous-lieutenances, soit par les cadets ressortissants du canton, soit sur la présentation du gouvernement, le chef du régiment, lorsque la formation en sera close, transmettra au Conseil d'Etat la liste des officiers valaisans qui font partie des cadres de ce corps. Dès que leur nombre, par suite de retraites ou d'autres circonstances, sera réduit en son tiers de la totalité des officiers du régiment, l'art. 3 commencera à recevoir son exécution sans qu'on puisse compter, dans le tiers exigé par l'art. 2, les officiers valaisans qui auraient été nommés postérieurement à la formation. Et, dès lors, aucuns autres officiers que ceux de la formation et ceux qui, ensuite, seront nommés en conformité de l'art. 3 [ne] pourront être censés faire partie du tiers des places d'officiers revenant au Valais.

4. L'avancement parmi les officiers aura lieu par rang d'ancienneté jusqu'au grade de capitaine inclusivement.

5. Les recruteurs qui seront envoyés en Valais devront être ressortissants de ce canton.

6. Les militaires, appartenant à nos contingents d'élite et de réserve, qui s'enrôleraient sans avoir satisfait aux obligations que leur impose la loi pour pouvoir s'engager au service étranger devront être renvoyés du corps.

⁵⁵⁶ Et du 28 mai 1832, semble-t-il. Voir ci-dessous, p. 144, début de l'Annexe 1/C.

⁵⁵⁷ Une compagnie compte 118 hommes. (GANTER, pp. 28-29.)

Si ces militaires s'enrôlaient pour des compagnies qui ne sont pas commandées par un capitaine ressortissant du Valais, il pourra y avoir recours contre eux, non seulement pour l'argent qu'ils auraient reçu, mais encore pour tous les frais quelconques auxquels ils auraient donné lieu.

7. La Haute Diète se réserve de faire cesser le recrutement si l'expérience fait apercevoir qu'il entraîne des inconvénients ou qu'il donne lieu à des abus.

8. Les présentes dispositions seront soumises à la sanction des LL. [= Louables] Conseils de dizain et de commune.

La Haute Diète donne de plus son assentiment à ce qu'il s'établisse un dépôt de recrues à S[ain]t-Maurice et à Brigue.

Donné au Conseil d'Etat pour être transmis aux Conseils de dizain et de commune.

Sion, 9 juin 1832

Le Grand Bailli⁵⁵⁸

En son absence: le Vice-Bailli [Michel] Dufour⁵⁵⁹

(Lois VS, t. V, pp. 361-364.)

1/B

Déclaration officielle du général Eugène de Courten, datée de Sierre, le 29 juin 1832, par laquelle il s'engage à respecter les «réserves et restrictions» émises par la Diète valaisanne, le 24 mai 1832, sur le recrutement en faveur du service du Saint-Siège⁵⁶⁰.

Je soussigné, général commandant le 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège, ayant pris connaissance des réserves mises par mon canton à l'autorisation de recrutement pour ce corps, quoique voyant avec peine des restrictions qui n'ont été imposées par aucun autre canton suisse, désireux toutefois de donner à mon gouvernement une nouvelle preuve de mon empressement à concourir à tout ce qui peut lui être agréable et faciliter à mes compatriotes l'occasion de manifester leurs sentiments de vénération, d'affection et de dévouement envers le chef suprême de l'Eglise;

Par ces motifs et en retour de l'autorisation accordée, je déclare m'engager à me conformer exactement, en ce qui est de mes attributions de chef du corps, aux réserves ci-haut spécifiées, que j'ai déjà prévenues en partie par le nombre d'emplois d'officiers dont j'ai disposé en faveur de ressortissants du Valais, en sus de ceux qui seront attachés aux quatre compagnies, ne doutant point de la protection constante que mon gouvernement accordera au recrutement du régiment que je suis appelé à commander et que je recommande à sa haute bienveillance.

(AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 5, n° 13, copie ou minute non signée.)

⁵⁵⁸ Rappelons que le grand bailli Léopold de Sépibus décédera le 5 juillet 1832 à Sion.

⁵⁵⁹ Le 7 février 1844, le lieutenant-colonel de Ræmy, s'adressant à Antoine Du Fay de Lavallaz, écrira: « Vous n'ignorez probablement pas, Monsieur, qu'il y a un appendice d'articles secrets à la capitulation qui, du reste, ne m'ont jamais été confiés, en vertu desquels les sous-lieutenances pour le Valais sont données aux dizains à tour de rôle. » (AEV, Lavallaz, P 1125.)

⁵⁶⁰ Voir l'Annexe 1/A.

Lettre adressée, «au nom du Conseil d'Etat», par le vice-bailli Michel Dufour au comte Eugène de Courten, Sion, 10 juillet 1832.

Monsieur le général,

Le Conseil d'Etat a donné à la Haute Diète, par circulaire, connaissance de l'acte par lequel, comme chef du 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège, vous vous engagez à vous conformer exactement, en ce qui est de vos attributions, aux réserves mises à l'autorisation du recrutement dans ce canton. Ensuite du vote qu'elle a émis sur le préavis que nous lui avons présenté à ce sujet, nous sommes autorisé à vous annoncer, Monsieur le comte, que vous pouvez ouvrir votre recrutement aux termes des délibérations de la Diète des 24 et 28 mai dernier, qui vous ont été communiquées, et en vous conformant pour la police du recrutement à l'arrêté du [6] juin 1827⁵⁶¹ et au décret additionnel du 12 mai 1832⁵⁶². Nous avons l'honneur de vous transmettre des exemplaires de l'une et l'autre de ces ordonnances. Vous y verrez que ceux qui sont chargés du recrutement ont, avant tout, différentes formalités à remplir, telles que celles de la patente, du cautionnement, etc., et nous aimons à croire que l'ordre et la police la plus parfaite présideront toujours à ces enrôlements.

Nous sentons, Monsieur le général, tout ce qu'a d'honorable et de flatteur pour notre canton le choix que le Souverain Pontife a fait du chef du second régiment étranger à son service. Il y a appelé un de nos concitoyens que distinguent et le souvenir de ses ancêtres et ses faits, ses qualités personnelles.

En différents temps et en différents lieux, nos ressortissants ont déjà pu apprécier l'avantage d'être sous vos ordres, Monsieur le comte ; toujours vous leur avez prodigué des témoignages d'affection et de bonté. Nous n'avons pas besoin d'en appeler aujourd'hui à votre bienveillance pour nos jeunes gens qui se placeront dans les rangs du nouveau régiment dont le commandement vous est confié. Nous nous persuadons qu'ils s'efforceront de répondre à de si généreux sentiments, tout comme nous ne doutons point que cette circonstance ne soit pour les habitants du Valais une occasion qu'ils saisiront de donner une nouvelle preuve du dévouement respectueux et filial dont notre pays a constamment été animé envers le Père commun des fidèles.

Veillez agréer, Monsieur le général, avec les vœux que nous formons pour vous, les assurances de la considération très distinguée que nous avons l'honneur de vous offrir au nom du Conseil d'Etat.

(AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 1, n° 69, orig.)

⁵⁶¹ Il est écrit : « 27 juin 1827 ». Le jour indiqué étant inexact, nous en avons rectifié la mention. Il y a bien un arrêté sur le sujet qui date d'un 27, mais il s'agit du 27 décembre 1827, d'où, vraisemblablement, l'erreur survenue. (Voir *Lois VS*, t. IV, pp. 150-154 : « Arrêté sur le recrutement pour les services capitulés », promulgué par le CE le 27 déc. 1826.)

⁵⁶² *Ibidem*, t. V, pp. 26-33 : « Arrêté sur le recrutement pour les services capitulés », promulgué par le CE le 6 juin 1827 ; *ibidem*, pp. 354-360 : « Décret concernant les militaires des contingents qui s'absentent ou s'enrôlent au service étranger », promulgué par le CE le 12 mai 1832.

1/D

Lettre de Léon de Riedmatten au général Eugène de Courten, Ravenne, 1^{er} octobre 1832.

Mon général,

Je croyais avoir été suffisamment justifié hier, après les explications que j'avais cru devoir vous donner sur la scène désagréable qui s'est passée entre Monsieur le lieutenant-colonel [Théodose] de Kalbermatten et moi. Un billet d'arrêts forcés est venu me prouver que l'on me donne tous les torts. Croyant, cependant, de ne pas en avoir qui méritent une punition de ce genre, je me suis décidé de vous demander par la présente lettre ma démission du grade que j'ai l'honneur d'occuper dans votre régiment, en vous disant en même temps le motif qui me la fait demander.

Ce motif est mon honneur particulier, gravement compromis par l'emportement extraordinaire et les paroles plus qu'inconvenantes que Monsieur le lieutenant-colonel de Kalbermatten m'a adressées devant tout le régiment assemblé, lequel peut croire que j'ai mérité un pareil traitement, puisqu'il s'apercevra par ma disparition que des arrêts forcés m'ont été infligés.

D'après cela, vous serez trop persuadé, mon général, de la nécessité de ma demande pour la taxer d'irréflexion : le point d'honneur est tout pour un militaire, et l'insulter a été assez grave, ce me semble, pour que la réparation le soit un peu.

En attendant ce que j'ai l'honneur de vous demander, recevez, mon général, l'expression des sentiments très distingués avec lesquels j'ai l'honneur d'être, de vous, mon général, le très humble et obéissant serviteur.

[Léon] de Riedmatten
l[ieutenant]

(AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 3, n° 33, orig.)

1/E

Rapport du lieutenant-colonel Théodose de Kalbermatten, probablement adressé à la Présidence d'Armes, Ravenne, 2 octobre 1832.

Le 1^{er} octobre courant⁵⁶³, ayant fait connaître à MM. les officiers l'ordre du général [Eugène de Courten] commandant le régiment, pour qu'ils eussent à laisser chez le trésorier le montant de leur indemnité pour tous ceux qui étaient logés chez l'habitant par billet de logement, laquelle indemnité devait être remise à la municipalité, M. le lieutenant [Léon] de Riedmatten, avec un ton qui ajoutait encore à l'inconvenance de ses observations, se permit, entre autres, de dire qu'il était bien singulier que l'on donnât un tel ordre et, le taxant d'arbitraire, ajouta que les officiers n'étaient pas tenus de s'y soumettre. A ce propos, exprimé d'une manière provocante au milieu du corps d'officiers, je l'ai renvoyé du terrain d'exercices aux arrêts chez lui et, d'après l'autorisation qui m'a été donnée, je l'ai mis pour six jours aux arrêts forcés. Une conduite aussi répréhensible, surtout devant les officiers et la troupe, en méritait au moins quinze ; mais, par égard pour les désirs du général, je l'ai bornée à ce petit nombre.

⁵⁶³ L'affaire a-t-elle commencé le 30 septembre ou le 1^{er} octobre 1832 ? Il nous est difficile de trancher, mais soit Léon de Riedmatten, soit Théodose de Kalbermatten se trompe d'un jour.

Mon opinion est que c'est surtout dans les commencements qu'il faut sévir avec rigueur contre la moindre apparition de l'esprit d'insubordination. Des punitions faibles ne font que l'encourager et, quand il est une fois infiltré dans un corps d'officiers, il est indestructible, à moins d'employer des mesures d'une rigueur extrême et qu'il est bien pénible d'employer. Le général a eu à cet égard une expérience que, pour ma part, je n'oublierai jamais⁵⁶⁴.

Le lieut[enan]t-colonel
baron de Kalbermatten

(AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 3, n° 34, copie.)

1/F

Vraisemblablement, première version de la déclaration censée être signée par les officiers et sous-officiers qui ont soutenu Léon de Riedmatten contre Théodose de Kalbermatten. Ce projet a été rédigé par le colonel lui-même au début de 1836 et refusé par les subordonnés concernés⁵⁶⁵.

Colonel,

Il y a bientôt un an que des discussions, dont le fâcheux souvenir se perpétue, ont eu lieu au régiment. Nous sentons trop la peine d'avoir perdu votre affection que nous ambitionnons pour ne pas tout tenter afin de la reconquérir. Nous nous adressons à cet effet aujourd'hui à votre bienveillance, et ce ne sera pas en vain.

Si, dans l'intérêt que nous avons pris à M. le l[ieutenant]t [Léon] de Riedmatten, l'amitié nous a entraînés au point de ne plus nous laisser suffisamment peser nos démarches, vous nous excuserez, nous en sommes assurés, en faveur du sentiment dont nous étions émus.

Nos devoirs militaires, nous le savons, doivent toujours être en première ligne, c'est ce que nous professerons constamment.

⁵⁶⁴ Nous ignorons à quoi cette phrase fait allusion.

⁵⁶⁵ Il faut dire que ceux-ci se sentent d'autant plus forts qu'ils ne doutent pas que leur attitude a suscité bien des sympathies en Valais, jusque dans les rangs des plus hautes autorités. Prenons un exemple fort instructif: quand il est reproché au lieutenant de Riedmatten d'avoir émis le souhait de provoquer en duel le major de Kalbermatten, le pouvoir exécutif, écrivant au cardinal Bernetti le 22 mai 1835, fait remarquer qu'Elie de Kalbermatten a reproché au jeune Valaisan de lui avoir adressé un billet «*peu convenable et peu militaire*». Ces termes, affirme le Conseil d'Etat, «blesseront les sentiments d'honneur de M. de Riedmatten et il crut voir dans les mots *peu militaire* une atteinte portée à son caractère militaire et un doute insultant sur son courage; et, ne voulant pas laisser dans l'opinion de M. le major un pareil doute, il lui écrivit *qu'il était prêt à lui prouver le contraire avec quelle arme que ce soit*. Voilà les expressions dans lesquelles on a vu une provocation au duel, une insubordination grave, et qui ont attiré à M. de Riedmatten la punition qu'il subit dans ce moment.

»Cependant, en examinant avec réflexion cette affaire, il nous a paru qu'il a été donné aux expressions de cet officier une interprétation trop rigoureuse. En effet, le sens du billet qu'il a adressé à M. de Kalbermatten est celui-ci: «Si l'intention de M. le major est de révoquer en doute mon courage comme militaire, je suis prêt à lui prouver qu'il est dans l'erreur à mon égard.» Peut-on voir dans ce langage une menace, une proposition de duel ou une insubordination? N'est-ce pas plutôt l'expression du désir de M. de Riedmatten de se réhabiliter dans l'esprit de M. le major, s'il devait avoir conçu une opinion défavorable du courage de M. de Riedmatten qui n'y fait d'ailleurs aucune observation contre la prolongation des arrêts?» (AEV, CE, N° 1110/1, vol. 2, pp. 271-275, 3^e partie, n° 67, cf. note 145. – Souligné dans la minute.) — Sans commentaires...

Aussi étions-nous loin de penser que ce serait y manquer en prenant part à une réclamation collective. Autrement, qui de nous ne se fût pas abstenu de cette démarche ? Trop tard avons-nous eu le chagrin d'apprendre que nous avions été dans l'erreur.

Nous en avons essayé davantage encore en apprenant que vous aviez trouvé dans notre mémoire des expressions qui vous avaient profondément affecté.

C'eût été encore bien plus éloigné de notre intention et contraire à notre caractère ; nous en appelons à la connaissance que vous en avez.

Mais, en s'apitoyant au sort d'un ami, ne voit-on pas souvent l'homme perdre le calme et le sang-froid, et ne plus sentir toute la force de ses expressions ?

Nous ne doutons point ainsi, colonel, que, à ce titre, vous ne nous excusiez les termes qui auraient pu vous affecter et qui ont été tracés dans un moment où, de la meilleure foi, nous nous faisons de notre réclamation une idée qui, ensuite, nous a été démontrée manquée d'exactitude.

Nous avons l'honneur d'être, avec un profond respect, colonel, vos très humbles et obéissants serviteurs.

(AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 3, n° 34 b, s. l. n. d. [1836].)

1/G

Lettre dont l'auteur nous est inconnu et qui est vraisemblablement adressée au comte Eugène de Courten : le père d'un des officiers et sous-officiers valaisans qui ont soutenu Léon de Riedmatten donne son avis sur le projet de déclaration que l'on trouve dans l'Annexe précédente.

Vous avez bien raison de dire que l'honneur d'un corps d'officiers doit être cher à son chef. Je partage votre opinion au point que je vous avouerai franchement que ni moi ni mon frère ne permettront à nos enfants, s'ils nous consultent, de signer le projet que vous avez bien voulu me communiquer.

Le paragraphe commençant par « nos devoirs militaires » me paraît conforme à ce que la subordination exige des officiers envers leurs chefs ; toute cette phrase ne compromet point leur honneur, non plus que celle où il est dit que c'était « y manquer » que d'avoir pris « part à une réclamation collective »⁵⁶⁶.

Il n'y a donc que ces deux phrases qui nous sembleraient ne point compromettre la délicatesse de nos enfants. Toutes les autres feraient considérer les signataires comme une coalition de jeunes gens inconsiderés qui n'avaient parmi eux aucune tête capable de leur représenter l'odieux de leur démarche, si effectivement elle eut manqué de calme et d'exactitude, et de leur faire sentir la force de leur expression. Ce serait supposer à des officiers un caractère de jeunes écoliers siégeant dans une classe et non celui qui convient à un militaire qui doit aussi savoir dire, comme François I^{er}, quand son honneur est compromis : tout est perdu, fors l'honneur, en y ajoutant le quand même.

(AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 3, n° 34 c, s. l. n. d., minute.)

⁵⁶⁶ Les guillemets se trouvant dans ce paragraphe sont de notre initiative.

**Lettre du Conseil d'Etat valaisan au cardinal Thomas Bernetti, Sion,
4 février 1836.**

Monseigneur,

Le Valais s'était empressé en 1832 de répondre au désir du Souverain Pontife [Grégoire XVI] en facilitant de son mieux la levée d'un corps de troupes que des circonstances pénibles faisaient souhaiter au Père commun des fidèles de voir promptement organisé. Nous avons saisi cette occasion de donner à Sa Sainteté une nouvelle preuve que les sentiments de dévouement et de piété filiale de nos aïeux envers le chef suprême de l'Eglise faisaient une part précieuse d'un héritage que nous voulions conserver intact et, à notre tour, transmettre entier à nos neveux.

Non seulement nous avons accordé la faculté de recruter librement dans toute l'étendue du canton, mais encore nous avons autorisé l'établissement de dépôts pour y recevoir les recrues qui arrivaient des autres Etats⁵⁶⁷.

Il n'existait aucune capitulation directe avec le gouvernement pontifical; mais une convention conclue avec le chef du second régiment étranger, Monsieur le général [Eugène] de Courten, réglait, d'un côté, la liberté des enrôlements et, de l'autre, quelque correspectif qui y avait mis le Valais⁵⁶⁸, comme il l'a constamment fait en pareilles occurrences.

Cette convention ne faisait que répéter ce qui avait été stipulé pour le service de France, pour celui d'Espagne et, en dernier lieu, pour celui de Naples. Elle était même plus restrictive pour le Valais, puisqu'il n'y était nullement question d'avancement cantonal: l'ancienneté, roulant indistinctement entre tous les officiers subalternes du corps, était le titre exclusif pour les promotions jusqu'à l'emploi de capitaine.

Il y était assuré à notre canton, pour la durée du service, un nombre déterminé de places d'officiers: le tout se bornait à l'abandon d'une prérogative que la capitulation accorde au colonel qui, en retour, reçoit la garantie qu'il trouvera chez nous les mêmes avantages que si son corps fut avoué par une capitulation formelle.

Nous avons l'honneur de placer sous les yeux de Votre Eminence une copie de cet acte pour vous mettre à même, Monseigneur, de juger de la question que soulève le nouveau chef du régiment.

Ressortissant du Valais comme le général de Courten, nous ne doutions point de trouver chez M. le baron [Théodose] de Kalbermatten les mêmes dispositions envers la même patrie. Nous avons le regret de voir cette attente déçue.

Nous savons bien que le premier de ces chefs ne pouvait stipuler que pour la durée de son commandement, qu'il ne pouvait point imposer d'obligations à son successeur. Aussi, dans la stipulation de l'engagement qu'il a pris, s'est-il tenu dans le cercle de ses pouvoirs.

⁵⁶⁷ «[...] Les gouvernements de Berne et de Fribourg ne voient pas d'un œil favorable cette levée en faveur du Saint-Siège et y mettent des entraves. Les capitaines recruteurs n'en continuent pas moins leur travail et, par des voies détournées où la gendarmerie est moins vigilante, ils font partir les hommes engagés sur *St-Maurice*, en Valais, où se trouve le premier dépôt du 2^e régiment.» (AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 16, p. 4. – Souligné dans le texte.)

⁵⁶⁸ Voir l'Annexe 1/A.

Mais l'obligation pour le successeur naît ici du décret même de la Diète, des conditions mises à la liberté du recrutement, des réserves sous lesquelles il a été permis. Ces obligations passent ainsi d'un chef à l'autre par la nature même de la chose.

Elles sont indifférentes au gouvernement pontifical ; elles ne sont que l'abandon, demandé au chef du corps, d'une de ses prérogatives, sans qu'il puisse en résulter la moindre défaveur pour le bien du service.

C'est ainsi une affaire qui lui est personnelle.

Si, aujourd'hui, nous venons nous adresser au gouvernement pontifical, c'est par suite de l'opposition que nous rencontrons chez le nouveau chef, qu'une longue correspondance n'a pu amener à suivre l'exemple de son prédécesseur. Il désire d'ailleurs lui-même qu'on embrasse cette voie ; nous l'adoptons en toute confiance et d'autant plus volontiers que nous verrons mettre un terme à une instabilité qu'il est de la dignité du gouvernement et des intérêts du canton de faire cesser.

Le Valais, en autorisant le 2^e régiment à ouvrir un recrutement dans le canton, s'est réservé d'avoir dans le corps le tiers des places d'officiers, de pouvoir présenter trois sujets pour la repourvue des sous-lieutenances dont le tour lui appartiendrait et que l'avancement se fasse d'après l'ancienneté jusqu'à l'emploi de capitaine.

La principale objection – et, pour ainsi dire, la seule – que fasse aujourd'hui M. de Kalbermatten porte sur la dernière réserve.

Il se refuse à reconnaître l'ancienneté comme titre absolu à l'avancement jusqu'à la place de capitaine ; il ne veut y voir qu'une règle générale dont le colonel puisse dévier s'il n'est point satisfait de la conduite de l'individu ou de ses capacités. Dès lors, c'est se réserver toute l'étendue du choix dont parle la capitulation et, déjà, il déclare vouloir en faire usage au préjudice des jeunes officiers qui ont pris quelque part à la fâcheuse affaire de M. [Léon] de Riedmatten dont nous avons été dans le cas d'entretenir Votre Eminence⁵⁶⁹.

Nous avons observé à M. de Kalbermatten que cette latitude dans la présentation à l'avancement pourrait donner lieu à un arbitraire que notre Diète a voulu écarter, que cela pouvait, ainsi qu'il l'a lui-même observé, altérer l'union entre les officiers, y semer la jalousie et faire perdre le respect dû au grade si, d'après la volonté du chef, le plus jeune venait à être préféré à son ancien, ce qui ne saurait que nuire à la discipline militaire.

Dans quel état, plus que dans celui des armes, voit-on la susceptibilité s'irriter facilement si l'on s'éloigne de l'ordre de la hiérarchie ? L'aîné, blessé, saisit avec empressement l'occasion où il peut faire remarquer le passe-droit qu'on lui a fait et qu'il regardera toujours comme une injustice.

Le zèle du service ne peut que se ralentir quand l'on doit craindre que des affections de famille, des relations d'amitié, peut-être des obligations contractées peuvent devenir autant de motifs d'avancer un officier en le faisant passer sur son ancien.

Ce sont là les considérations qui ont fait établir dans presque toutes les armées le titre de l'ancienneté comme principe absolu pour l'avancement jusqu'à la place, au moins, de capitaine.

⁵⁶⁹ Voir ci-dessus, p. 36 et p. 146, note 565.

Jusqu'à ce grade, les capacités qui vous rendent aptes à une place sont pour l'ordinaire suffisantes pour pouvoir occuper l'autre.

Si un officier venait à manquer gravement à ses devoirs, il est une voie tracée pour l'y rappeler, mais alors l'on n'est pas en présence de l'unique bon plaisir du chef : c'est une réunion d'officiers qui connaît de la faute et qui prononce.

Ce qui se passe en ce moment à Forlì est bien propre à éveiller notre attention.

L'Excellentissime Présidence d'Armes avait conféré à M. le baron de Kalbermatten le pouvoir de punir disciplinairement les signataires du mémoire adressé le 12 mai à cette autorité supérieure. Des arrêts plus ou moins sévères avaient été prononcés et l'on croyait cette affaire terminée.

Il en était autrement : le colonel voulait avoir une rétractation écrite de quelques expressions échappées à ces jeunes officiers dans un moment où le sentiment de la peine de voir un camarade d'armes, leur compatriote, leur parent et leur ami, relégué à Ravenne dans la prison de S[ain]t-Vital, dominait chez eux toute autre pensée. Ces officiers étaient prêts à donner une déclaration qui, à ce qu'il pensaient, devait satisfaire M. le colonel, mais il crurent ne pouvoir la signer telle qu'elle était proposée. Leurs parents, de qui ils prirent conseil, leur dirent de faire tout ce qui était compatible avec l'honneur, mais de bien se garder de blesser cette délicatesse que, dans la carrière qu'ils couraient, il fallait conserver aussi intacte et même plus que dans toute autre que ce fût et que, si le chef n'observait pas pour leur avancement l'ancienneté, tel que, conformément au décret de la Diète, l'avait fait M. le général de Courten, ils devaient du moment demander leur démission, ne pouvant alors plus rester dans un régiment où un passe-droit leur ferait perdre une considération dont ils doivent être jaloux.

Ces conseils n'étaient-ils pas sages, étant ceux de parents qui veulent imprimer dans les cœurs de leurs enfants le respect et la soumission, mais qui veulent aussi que ces cœurs ne cessent jamais de battre pour l'honneur ?

Pas moins, M. le baron de Kalbermatten nous déclare que, dans l'état actuel des choses, il ne proposerait aucun de ces officiers dans les deux tours qu'on peut accorder au mérite et qu'il regarde être ainsi entièrement à son choix, et il appelle encore faveur la présentation au troisième tour, tandis que c'est une obligation expresse que lui impose la capitulation même.

Nous n'avons pu nous abstenir de lui exprimer notre étonnement et de lui annoncer que ne pas respecter les dispositions de la Diète, ce serait provoquer le Valais à résilier aussi de son côté, que ce serait forcer son gouvernement, blessé dans sa dignité, à retirer une autorisation dont les conditions de l'acte de 1832 sont un corrélatif ; nous ajoutions que nous serions extrêmement affectés d'un pareil résultat, mais que les sentiments du Valais envers le Saint-Siège, sentiments que les siècles ne peuvent altérer, nous justifieraient tant auprès du S[ain]t-Père, bien informé, qu'auprès du public.

Nous aimons à croire qu'il ne donnera pas suite à la résolution qu'il a annoncée et nous lui avons dit que nous en écrivions directement à Votre Eminence.

M. de Kalbermatten objectera peut-être que le gouvernement pontifical ne peut le priver d'une prérogative que lui donne la capitulation qui, dès le jour de sa nomination à la place de colonel, l'a investi de tous les droits qui y sont attribués au chef du corps.

Cependant, nous ne doutons point qu'une parole que lui ferait adresser Sa Sainteté ne prévienne les désagréments que nous sommes à la veille d'éprouver.

Un traité d'Etat à Etat préviendrait ensuite tout retour d'une discussion aussi pénible qui, sans cela, pourrait se renouveler aux diverses mutations de chefs.

Nous vous prions, Monseigneur, de placer notre vœu aux pieds de Sa Sainteté. En l'accueillant, Elle donnera une nouvelle preuve de Sa bienveillance à un pays qui Lui est sincèrement attaché, dont les magistrats sont pénétrés pour le Père commun des fidèles de la plus profonde vénération, du plus respectueux dévouement et qui peuvent L'assurer que Ses enfants, confiés temporellement à leur administration, se distingueront toujours par leur zèle, par leur amour, par leur piété filiale envers le Grand Pontife que le Ciel, dans sa bonté, a donné à son Eglise pour la régir dans des jours difficiles.

Veuillez, Monseigneur, agréer les assurances, que nous avons l'honneur de vous renouveler, des sentiments de notre profonde vénération et de notre haute considération.

(AEV, CE, N° 1110/1, vol. 2, pp. 290-295, 3^e partie, n° 85, minute.)

1/I

Seconde version de la déclaration exigée par le colonel Théodose de Kalbermatten de la part des officiers et sous-officiers qui ont soutenu Léon de Riedmatten contre lui et qui refuseront de la signer, tout comme le premier projet⁵⁷⁰. Cette version date du début du printemps 1836, du 2 avril au plus tard.

Nous, les soussignés, reconnaissons que, dans une pétition collective contraire aux règlements militaires, nous avons eu le tort de réclamer contre la punition d'un de nos camarades, qui ne nous concernait en aucune manière, et de nous y être servis contre nos chefs d'expressions irrespectueuses et peu convenables, ce que nous regrettons sincèrement.

Nous prions notre colonel d'oublier un moment d'entraînement [et d'agréer⁵⁷¹] l'assurance qu'il trouvera toujours en nous des officiers aussi subordonnés que zélés pour le service⁵⁷².

(AEV, SE, fasc. 3/14, n° 12, minute.)

⁵⁷⁰ Voir l'Annexe 1/F.

⁵⁷¹ Un ou plusieurs mots manquant, nous proposons cette formulation, sans pouvoir assurer qu'elle corresponde exactement au texte original.

⁵⁷² Le 14 avril 1836, Théodose de Kalbermatten écrit au grand bailli Dufour: «Ma lettre du 2 courant a fait connaître au Conseil d'Etat la condescendance avec laquelle je me suis prêté à ses désirs, en modifiant la première déclaration que j'avais demandée aux officiers valaisans signataires des deux pétitions ou mémoires adressés à la Présidence d'Armes et au gouvernement du Valais. Pour qu'il puisse encore mieux juger que je me suis borné à ne leur demander qu'une simple reconnaissance de leurs torts sous le rapport militaire, je transmets textuellement à Votre Excellence cette dernière déclaration.» Le colonel se plaint ensuite de l'attitude dilatoire de certains récalcitrants et du refus d'Eugène Allet et de Joseph Biollay de signer cette seconde version. Par égard pour le gouvernement du Valais, affirme-t-il, il a renoncé pour l'instant à prendre de nouvelles sanctions contre eux. Et il ajoute: «Si, comme je crois l'avoir exprimé à Votre Excellence dans une de mes précédentes lettres, ces officiers s'étaient bornés à réclamer seulement à la Présidence d'Armes, comme celle-ci m'a rendu leur réclamation avec une improbation bien prononcée de leur conduite et qu'ils en ont été punis, tout en serait resté là; mais, dès qu'ils ont envoyé un second mémoire au gouvernement du Valais, que des rapports ont été faits à la Diète et que toute cette affaire a laissé des traces, j'ai eu le choix de leur demander pour ce second fait un acte de soumission envers leurs chefs. Après cela, si, malgré une trop grande condescendance de ma part, à laquelle je n'ai été entraîné que par mon désir de complaire au Conseil d'Etat et dont j'ai déjà à me repentir d'après les résultats qu'elle a amenés jusqu'ici, le

Lettre de Théodose de Kalbermatten au général Eugène de Courten, Sion, 11 août 1836.

Mon cher général,

J'étais trop désireux d'arranger l'affaire, dont nous nous sommes entretenus, de manière à vous satisfaire sur un objet qui vous tenait tant à cœur, pour ne m'en être pas occupé aussitôt après mon arrivée à Sion. J'en ai parlé d'abord à quelques-uns de ses membres; et puis j'ai annoncé au Conseil d'Etat réuni que le sincère et profond attachement que je conservais pour un ancien général m'avait décidé à accéder à ses désirs en recevant verbalement l'acte de soumission que j'avais d'abord exigé par écrit des sept officiers valaisans qui avaient signé une pétition contre leurs chefs⁵⁷³. Je n'y ai mis d'autres conditions que celles que le Conseil d'Etat voulut bien m'écrire pour me témoigner qu'il reconnaissait l'impartialité avec laquelle avaient agi les chefs et [pour] faire savoir à ces Messieurs qu'ils eussent à se présenter à moi pour reconnaître d'une manière explicite les torts de leur conduite envers leurs chefs, m'exprimer leurs regrets d'en avoir agi comme ils l'ont fait et me donner l'assurance de se montrer à l'avenir en officiers soumis, comme c'est leur devoir.

M. le conseiller [d'Etat] Allet, qui m'a exprimé ses regrets que son fils eût pris une part dans ces affaires, m'a annoncé qu'il allait lui écrire pour qu'il fit sa soumission. Vous pouvez aussi écrire, de votre côté, à Eugène⁵⁷⁴ qui, je l'espère, saura montrer assez de caractère pour faire, comme le plus ancien, la démarche d'une manière franche, loyale et sans retenue, de sorte que tout se trouve ainsi bien terminé.

Le Conseil d'Etat me fait, aujourd'hui, l'honneur de me donner à dîner. J'ai été extrêmement sensible à cette distinction et j'espère que, pour l'avenir et dans l'intérêt général, nous marcherons toujours d'un parfait accord.

Je pars ce soir pour S[ain]t-Maurice où je resterai cinq à six jours avec mon frère [Elie], après lesquels je prendrai une vallée⁵⁷⁵ par-dessus les Alpes, et j'essayerai, à travers la chaleur et les quarantaines⁵⁷⁶, d'arriver le plus tôt possible à mon régiment.

gouvernement du Valais voulait, ce dont je me plais encore à douter, appuyer la conduite insubordonnée de ces officiers par des actes hostiles au service de Sa Sainteté, je le verrais avec le plus vif regret, mais les conséquences qui en seraient la suite et qui pourraient peut-être avoir une tout autre portée que quelques obstacles apportés à notre recrutement dans le canton ne pourraient jamais m'être imputées et retomberaient sur ceux qui, tôt ou tard, seront reconnus en être la cause.» (AEV, SE, fasc. 3/14, n° 16: de Kalbermatten à Michel Dufour, Forli, 14 avril 1836, orig. – Voir encore *ibidem*, n° 14: le même au même, Forli, 2 avril 1836, orig.)

⁵⁷³ On notera qu'il n'est pas question des mercenaires des autres cantons qui ont aussi signé la pétition en question. Il faut dire qu'ils n'ont pas le soutien actif de leurs gouvernements respectifs et que Théodose pourrait bien avoir l'intention de les traiter plus durement, même si, finalement, semble-t-il, tel ne fut pas le cas.

⁵⁷⁴ Probablement Joseph-Eugène de Courten, né en 1783, fils du général auquel Théodose de Kalbermatten s'adresse, mercenaire au 2^e régiment étranger au service du Saint-Siège dont la mise en activité, en tant que 2^e lieutenant, date du 6 juillet 1832. (AEV, Courten B 21, fasc. 7.)

⁵⁷⁵ La lecture de ce mot et du précédent est incertaine.

⁵⁷⁶ En cette année 1836, une «épouvantable épidémie» touche gravement la Sicile, avant de s'étendre aux autres régions du royaume de Naples (GANTER, p. 166) et de se propager plus au nord. — Il s'agit du choléra que Ganter ne nomme pas et qui est encore endémique dans une grande partie de l'Europe du XIX^e siècle.

Veillez bien, mon cher général, agréer l'expression des sentiments tout dévoués avec lesquels j'ai l'honneur d'être votre très humble et très obéissant serviteur.

B[aro]n de Kalbermatten
(AEV, Courten, cart. B 21, fasc. 3, n° 53, orig.)

2/A

Lettre du Conseil d'Etat valaisan à Ferdinand II, roi des Deux-Siciles, où il est question d'Edouard Wolff, capitaine au 3^e régiment suisse au service de Naples, lequel, alors qu'il était en congé, a défendu la cause des conservateurs valaisans au printemps 1844.

Sire,

L'arrivée en Valais de M. Edouard Wolff, lieutenant d'artillerie du 3^e régiment suisse au service de Sa Majesté, fut pour nous un événement providentiel. L'anarchie de l'esprit révolutionnaire, une société liberticide, la *Jeune Suisse*, commençaient à lever une tête audacieuse et menaçante; il fallut recourir à des moyens sévères de correction, une guerre civile était imminente et les officiers de notre artillerie comptaient lâchement dans les rangs de ceux que nous allions combattre.

M. le lieutenant Wolff se rendit à notre réquisition et commanda l'artillerie en homme habile et courageux.

Ses services sont grands et notre reconnaissance l'est aussi, mais comment la lui témoigner sans la participation du Roi aux drapeaux duquel il est attaché, comment le faire dans une république où la bravoure militaire n'est qu'un simple devoir?

Quelque insolite que puisse paraître notre demande, nous sentons la force de la présenter. Monsieur Wolff est un brave que nous prions Sa Majesté de bien vouloir reconnaître. C'est au canton du Valais que Sa Majesté aura accordé cette faveur.

Nous avons l'honneur, Sire, de Vous offrir l'hommage du plus profond respect avec lequel nous sommes, de Votre Majesté, les très humbles, obéissants et dévoués serviteurs.

Au nom du Conseil d'Etat
le président: Ign[ace] Zen Ruffinen⁵⁷⁷

(Cité in PAUL DE RIVAZ II, pp. 224-225. – C'est nous qui soulignons.)

2/B

Extraits de la relation des combats du 15 mai 1848 rédigée par Rodolphe de Steiger.

Conduit par le général [Eugène de] Stockalper [inspecteur général des troupes suisses], son ancien colonel, le régiment Dufour avait dû faire, à cause des barri-

⁵⁷⁷ Dans la présente étude, ce Zen Ruffinen est constamment prénommé François-Gaspard, selon l'usage qui paraît être le plus courant à l'époque. Ignace est le quatrième prénom qui lui a été donné à sa naissance et qu'il utilise, parfois également associé à François ou à Gaspard => François-Ignace ou Gaspard-Ignace.

cales de la rue de Tolède, un grand détour pour arriver promptement au Palais. Il avait traversé le Largo delle Pigne jusqu'à la porte San Gennaro, descendu la rue d'Orticelli et suivi la même route où les régiments Brunner et de Gingins l'avaient précédé d'une demi-heure.

Arrivé au Môle, il était entré dans la Darsène où un officier d'Etat-major vint dire au général que le roi lui confiait le commandement des quatre régiments suisses et qu'il se reposait entièrement sur lui et sur eux. Après avoir doublé les postes du pont de l'Immacolatella, du Môle et de la Darsène, le régiment Dufour déboucha sur la place du Palais et adossa à la basilique de San Francesco di Paola ses deux bataillons serrés en masse. Le général [de] Stockalper rentrait avec une compagnie de chasseurs d'une reconnaissance du côté de Chiaja⁵⁷⁸, quand le régiment reçut l'ordre de se porter en avant. Passant derrière le régiment Sigrist [soit le 1^{er} régiment suisse], encore sur la place de San Ferdinando, il traversa la rue San Carlo où sa gauche répondit à quelques coups de fusil. Trouvant le Largo Castello déjà occupé, il alla se placer en bataille sur la place Medina. Pendant qu'il passait devant le Palais de Serignano, il en partit quelques coups de fusil qui blessèrent le lieutenant adjudant-major [Antoine-Ignace de] Preux et plusieurs soldats. La porte cochère du Palais fut enfoncée et une demi-compagnie monta pour faire des arrestations [...].

Le général [de] Stockalper voulait gagner la rue de Tolède par celle de Montoliveto et mettre ainsi l'insurrection entre deux feux ; mais, voyant les maisons de cette dernière fortement occupées par la garde nationale, il craignit que cette opération ne coûtât trop de sang. Il y renonça [...]. Il ramena le régiment Dufour sur le Largo Castello et le plaça en colonne serrée devant le Palais des Finances. Alors il se concerta avec le colonel [de] Brunner [commandant du 2^e régiment suisse] pour déboucher à Tolède par les rues Concezione, de San Giacomo et des Fiorentini. Les deux premières de ces rues, séparées par le bâtiment des Finances, offraient ainsi un flanc que les insurgés n'avaient pas en leur pouvoir.

Une partie de la 5^e compagnie du régiment [de] Brunner, réunie à la 4^e, sous les ordres du capitaine [Jean-Baptiste] Ackermann, venait de parcourir en colonne la rue de San Giacomo jusqu'à la hauteur du portail des Finances. Fusillée par devant et par derrière du haut des maisons, cette compagnie combinée s'était retirée, se sentant trop faible pour tenter un effort sérieux contre la barricade de cette rue. Pour faciliter une nouvelle attaque, le général [de] Stockalper obtint du capitaine [Emmanuel-Auguste] Jongh l'autorisation de faire occuper par cette compagnie les balcons et les croisées du Palais des Finances qui font face aux rues de Tolède et de San Giacomo.

Après une perte de temps d'une demi-heure, le général conduisit, jusqu'à la moitié de la rue San Giacomo et à la hauteur du portail du Palais des Finances, les trois premières compagnies et les chasseurs du 1^{er} bataillon du régiment Dufour, en leur faisant longer les maisons. Faute d'espace pour agir, deux compagnies restèrent en réserve sur le Largo Castello. Tandis que le général faisait avancer les deux pièces du régiment, le colonel [Pierre-Marie] Dufour, impatienté, lança la tête de colonne sur la barricade, mais il eut à l'instant même le genou traversé par un coup de feu. Il était à la veille d'aller prendre le commandement d'une brigade napolitaine dans la Haute-Italie. Dans cette attaque, les grenadiers eurent une vingtaine de blessés, parmi lesquels le premier sous-lieutenant Gaspard Moret. Le major Daniel de Salis-Soglio, un des trois frères du général en chef de l'armée du

⁵⁷⁸ Ou mieux : « Chiaia ». — Cette remarque ne sera plus reproduite ci-dessous.

*Sonderbund*⁵⁷⁹, monta sur la barricade et eut la tête traversée par une balle au moment où il se penchait en avant pour voir s'il y avait du monde derrière elle; il expira sur-le-champ. [...].

Une dizaine de coups de canon ébranlèrent la barricade et réduisirent au silence le feu des maisons. Alors, le capitaine adjudant-major [Adolphe de] Rascher, prenant le commandement du bataillon, reçut du général [de] Stockalper l'ordre de retirer de la rue les quatre compagnies engagées. Un second assaut, donné par quatre compagnies du 2^e bataillon sous le major [Augustin de] Riedmatten, emporta l'obstacle qui, cette fois, ne fut pas aussi chèrement acheté.⁵⁸⁰

(STEIGER, pp. 59-61.)

2/C

Relation des combats qui ont lieu à Naples le 15 mai 1848 par Augustin de Riedmatten.

La nuit du 14 au 15 mai 1848 fut remarquable, à Naples, par cette agitation sinistre qui est toujours le prélude des journées sanglantes.

Le 3^e régiment suisse, dans le cours de cette nuit, sortit deux fois de ses divers quartiers et vint se réunir et se former en colonne sur la place dite le Largo [del] Mercatello. Plusieurs de ses officiers s'avancèrent de là jusqu'à la barricade élevée, pendant la nuit, à l'un des angles de ladite place et précisément à l'entrée de la rue Tolède. Ils s'abouchèrent avec quelques gardes nationaux de bons grades qui s'y trouvaient sous les armes; ceux-ci émirent des espérances de neutralité et même de concours de la part des troupes suisses, dans le cas que, le jour suivant, il y eut conflit; ceux-là manifestèrent hautement leurs sentiments par des assurances de fidélité au trône, au devoir, aux serments.

A sa première sortie, qui s'opéra vers minuit, le régiment expédia des patrouilles et l'une d'entre elles arrêta un individu sans uniforme, mais armé d'un fusil de chasse à deux coups, qui brisait les becs d'éclairage placés à l'entrée du collège des jésuites et arrachait les ornements d'apparat placés, la veille, sur le fronton dudit bâtiment. Il fut conduit dans le corps de garde du quartier S[ant]o Domenico Soriano⁵⁸¹ où il resta prisonnier jusqu'à l'arrivée de quelques officiers de la garde nationale, sur l'intercession desquels il fut mis en liberté. Ce tutelage, de la part d'hommes commis au maintien de l'ordre public, manifesté en faveur d'un individu pris en flagrant délit, fit croire, avec raison, qu'il était leur agent et soupçonner avec fondement que la capitale allait être le théâtre de quelque grand désordre suivi de quelque grand désastre; immédiatement, le régiment, en ayant reçu l'ordre, rentra dans ses quartiers.

Vers les trois heures du matin, le régiment sortit pour la deuxième fois de ses casernes et vint également, sous les ordres de M. le major [Daniel] de Salis, se réunir et se former sur la même place où il resta de pied ferme jusque vers les huit heures du matin. Cette fois, les neuf compagnies, commandées par M. le major [Augustin] de Riedmatten pendant leur trajet de S[an]to Polito au Largo [del] Mercatello, rencontrèrent deux barricades: l'une près du musée Bourbon et l'autre

⁵⁷⁹ Jean-Ulrich de Salis-Soglio. — C'est nous qui soulignons.

⁵⁸⁰ Et les combats de continuer encore, y compris dans les rues de San Giacomo et de Tolède, jusqu'au soir où la situation est enfin maîtrisée par les troupes fidèles au roi et surtout par les régiments suisses qui ont été presque constamment en première ligne.

⁵⁸¹ Ou San Domenico Soriano.

à l'extrémité de l'établissement vulgairement dit Fosse del Grano; à cette dernière, les sapeurs ayant enlevé quelques matériaux pour s'ouvrir un passage, des gardes nationaux firent quelques observations sur un ton hargneux, mais on n'en tint aucun compte et l'on continua la marche du même pas et dans la même attitude. Après les huit heures, le régiment rentra derechef dans ses quartiers.

Vers les onze heures du matin du jour 15 mai, des décharges de mousqueterie sur les troupes du roi furent le signal de la guerre déclarée par l'anarchie à l'ordre de la légalité. Le 3^e régiment suisse sortit alors pour la troisième fois et, s'étant réuni devant l'entrée principale du musée Bourbon, il se mit aussitôt en marche, presque au pas de course. Ayant reçu l'ordre de se porter à l'arsenal de la marine, il s'y rendit en passant par les boulevards extérieurs, par la rue dite Marinella et le port marchand. Les compagnies, casernées au quartier S[ant]o Domenico Soriano, pendant leur trajet de ce local au musée royal, rencontrèrent au Fosse del Grano un demi-bataillon de garde nationale formé en bataille devant cet établissement. Quoique le feu fût déjà engagé dans la rue Tolède entre les troupes de cette arme et celles du roi, l'on se rendit réciproquement les honneurs et deux partis ennemis se tendirent, pour ainsi dire, la main au moment de se battre.

M. le major de Salis n'ayant pu joindre son corps à cause des nombreuses barricades élevées sur la route qu'il avait à parcourir pour se rendre de son logis au lieu de réunion, Monsieur le major de Riedmatten eut le commandement du régiment depuis le lieu de départ jusqu'à l'arsenal. Mais, à peine fut-on arrivé à ce dernier emplacement que Monsieur le major de Salis arriva, tout haletant, et se plaça à la tête de sa troupe. Bientôt on reçut l'ordre de se porter et de se placer en colonne sur la place du Palais royal. Là, la 1^{ère} compagnie de voltigeurs fut détachée; le 1^{er} peloton fut placé en double haie sur les deux flancs de la rue de Chiaja et le 2^e fut formé en bataille, comme une barricade vivante, à l'entrée de la rue S[ant]o Francesco di Paola. Après avoir gardé cette position une demi-heure, cette compagnie rejoignit le régiment qui se dirigeait, par la rue S[ain]t-Charles, vers la place Médine⁵⁸², ayant à sa tête Monsieur le major de Salis et M. le colonel [Pierre-Marie] Dufour qui, destiné pour une autre mission⁵⁸³, avait, depuis quelques jours, laissé le commandement, mais qui, ayant rencontré son corps, voulut, en ce moment critique, partager ses dangers. Le régiment brûla ses premières cartouches dans la rue S[ain]t-Charles et, en passant devant la direction d'artillerie, quelques pelotons firent feu sur les jalousies des maisons qui lui sont parallèles et principalement sur celles de la résidence du consul suisse⁵⁸⁴ d'où, par erreur, il fut divulgué qu'il était parti des coups de fusil. Le régiment continua sa marche et vint se placer en bataille sur la place Médine, appuyant son aile droite à l'hôtel de Genève. Pendant le trajet, l'on essuya plusieurs coups de feu et l'adjudant-major du 1^{er} bataillon [Antoine-Ignace de Preux] fut gravement blessé. Quelques coups de canon ouvrirent les portes du Palais où se trouvaient embusqués les insurgés et, la baïonnette croisée, des fractions de la 5^e et [de la] 6^e fusiliers s'introduisirent dans les corridors, dans les appartements⁵⁸⁵. Cette audace, un peu aveugle, produisit le meilleur effet et tous feux cessèrent dans les environs de la place Médine.

⁵⁸² Traduction du mot « Medina ».

⁵⁸³ Voir ci-dessus, notamment pp. 84-85.

⁵⁸⁴ Soit le Palazzo Montuori ou Palais Meuricoffre.

⁵⁸⁵ « Le major du 2^e bataillon, par le secours des canons, fit enfoncer la porte du Palais, dite Merignane, pour s'en emparer et faire prisonnier tout ce qui s'y trouva en y envoyant officiers et sous-officiers afin qu'il ne s'y commît aucune brutalité et qu'aucun innocent n'en fût victime », précise Augustin de Riedmatten. (AEV, Aug. Riedm. II, classeur 13, n° 2, cf. note 346.)

Quelques instants après, par un mouvement rétrograde qui lui fut ordonné, le 3^e régiment suisse vint se placer en colonne sur la place du ministère et, précisément, devant la grand-garde.

Cependant, des feux bien nourris révélaient encore des ennemis dans le voisinage. Monsieur le général [Eugène] de Stockalper vint en personne donner ses ordres et prit à sa disposition une partie du 1^{er} bataillon. Les 1^{ères} compagnies de voltigeurs, de grenadiers et de fusiliers furent formées sur deux rangs et entrèrent sur deux lignes ouvertes dans la rue S[ant]o Giacomo⁵⁸⁶, ayant à leur tête Monsieur le major de Salis et Monsieur le colonel Dufour.

Un feu meurtrier, provenant des balcons qui se trouvent en regard de ladite rue, arrêta⁵⁸⁷ un instant la marche de ces trois compagnies. En un instant, une trentaine de morts ou de blessés furent gisant sur les dalles de la rue. Les officiers blessés furent M. le colonel Dufour et MM. les lieutenants [Gaspard] Moret et [Pierre-Maurice] de Riedmatten⁵⁸⁸.

Par un effort de résolution et de courage, l'on avança néanmoins et l'on fut maître de la barricade élevée à l'extrémité de ladite rue. Ce petit succès coûta au 3^e régiment suisse une vie qui lui était chère : Monsieur le major de Salis tomba à deux pas de la barricade, frappé à la tête d'une balle du plus gros calibre qui, l'ayant comme foudroyé, le priva de pouvoir tourner un dernier regard sur ses soldats, sur ses frères d'armes.

Après avoir essuyé de nouveaux feux et souffert de nouvelles pertes, les tirailleurs, maîtres de la barricade, voyant que leurs coups étaient presque inutiles, tirés sur des ennemis cachés derrière un triple rempart de matelas, se retirèrent en épuisant leurs dernières munitions, dans le vico S[ant]o Giacomo où ils furent soutenus et protégés par l'artillerie qui fait partie du 3^e régiment suisse. Ce fut alors que, au commandement de M. le capitaine [Edouard] Wolff et [du] lieutenant [Charles-Louis] de Torrenté, retentirent ces terribles coups de canon qui débussèrent ces lâches braconniers à l'affût qui, à l'abri de tout danger, tiraient à bout portant sur des braves à découvert sur le pavé des rues, sur des preux qui se battaient en plein champ.

Le nombre d'officiers morts ou blessés dans la rue S[ant]o Giacomo fit remarquer, par son chiffre comparé à celui de la troupe, que les coups étaient plus obstinément dirigés contre les chefs et que l'on choisissait, pour ainsi dire, les victimes.

Pendant que l'artillerie continuait son feu, le 2^e bataillon fut appelé à entrer en scène et la 2^e comp[agn]ie de grenadiers et [la] 5^e [compagnie de] fusiliers, ayant à leur tête Monsieur le major [Augustin] de Riedmatten, s'avancèrent, au pas de charge, dans la même rue S[ant]o Giacomo, s'emparèrent de la barricade, s'y ouvrirent un passage et enfilèrent la rue Tolède. Aidées par l'artillerie, elles forcèrent les portes de plusieurs maisons qui servaient de repaires aux insurgés, les forcèrent à la fuite ou leur donnèrent la mort⁵⁸⁹. Sous des feux obstinés, elles parvinrent à la dernière barricade de ladite rue et, répondant à chaque coup porté et se montrant résolues à brûler leur dernière amorce, à ne pas lâcher un pied de terrain, elles virent cesser toute démonstration offensive⁵⁹⁰.

⁵⁸⁶ Ou San Giacomo.

⁵⁸⁷ Il est écrit : « arrêtaient ».

⁵⁸⁸ Les deux derniers cités n'ont été que légèrement blessés. (MAAG II, p. 98.)

⁵⁸⁹ On envoie dans les maisons des « officiers et sous-officiers afin d'éviter tout acte de barbarie et de vandalisme ». (AEV, Aug. Riedm. II, classeur 13, n° 2, cf. note 346.)

⁵⁹⁰ « [...] Et, après un feu nourri à la place de Charité où, ainsi qu'à Tolède, on eut des blessés et [des] tués, on arriva victorieux sur la place dite Mercatello où ledit régiment s'est formé en colonne face à la route et n'est rentré que tard dans son quartier. » (*Ibidem.*)

Elles fermèrent alors leur marche et retournèrent joindre le régiment en parcourant des rues mornes et silencieuses qui, naguère, grouillaient de conspirateurs qui, sans talent et sans courage, avaient néanmoins eu l'impudence de concevoir la pensée de la déchéance d'un monarque entouré de soldats fidèles; de conspirateurs sans énergie qui, mus seulement par le fil de l'ambition, avaient un peu remué bras et jambes, croyant qu'il suffisait de cette manœuvre de saltimbanque pour faire crouler un trône immuable dont, dans leur folle espérance, ils s'étaient déjà partagés les débris⁵⁹¹.

(AEV, Aug. Riedm. II, classeur 13, n° 1, cf. note 338.)

2/D

Lettre du colonel Augustin de Riedmatten, commandant le 3^e régiment suisse au service de Naples, adressée au Conseil d'Etat valaisan, de Naples, juin 1848⁵⁹².

Monsieur le président⁵⁹³ et très honorés Messieurs,

J'ai l'honneur de vous annoncer que S[a] M[ajesté] le roi des Deux-Siciles m'a nommé colonel du 3^e régiment suisse en remplacement de Monsieur le colonel [Pierre-Marie] Dufour promu au grade de général de brigade.

Je vous annonce en même temps qu'il y a deux places de seconds sous-lieutenants vacantes, l'une dans la 1^{ère} et l'autre dans la 3^e compagnie. Je vous prie de m'envoyer le plus tôt possible les candidats pour la repourvue de ces places, Sa Majesté ayant ordonné qu'elles fussent remplacées sans délai. Je dois d'ailleurs vous observer que, par le retard de l'envoi de la liste des candidats, les Valaisans sont continuellement préjudiciés dans l'ancienneté, vu que les capitaines des autres cantons n'étant point soumis à cette présentation par tour de dizain proposent immédiatement les aspirants aux places d'officiers. Il serait donc bien à désirer que, pour obvier à ce tort qui arrive aux Valaisans, le gouvernement du Valais eût la bonté de me communiquer par anticipation et les candidats et les dizains auxquels échoit la prochaine vacance des seconds sous-lieutenants; ce serait même le moyen pour obtenir plus sûrement l'exécution de cette loi. En effet, Monsieur le capitaine [Jean-Pierre] Evéquoz, passé major⁵⁹⁴, fut fermement résolu de proposer un candidat de ceux que le dizain présenterait, mais, nonobstant que Monsieur le général Dufour, alors colonel, a écrit plusieurs lettres, [les] 19 novembre 1847, 4 février, 9, 15 et 21 mars 1848⁵⁹⁵, il n'a reçu aucune réponse de sorte que Monsieur Evéquoz fut forcé, en ayant reçu l'ordre supérieur, de proposer un sous-lieutenant; il a fait ce choix dans la personne de Monsieur Joseph, fils du bourgmestre Ferdinand [de] Stockalper, sans savoir s'il est du dizain auquel le tour échoit⁵⁹⁶.

⁵⁹¹ A propos de la journée du 15 mai 1848 présentée par des historiens, voir les références à la note 349 de la p. 87.

⁵⁹² L'indication du jour a été omise par inadvertance. — Vu que de Riedmatten a été promu colonel le 18 mai 1848 et qu'il en a été informé officiellement le 24 mai, nous présumons que sa lettre au Conseil d'Etat date du tout début juin 1848. (AEV, Aug. Riedm. II, classeur 14, n° 14: Ischitella, ministre de la Guerre, à Augustin de Riedmatten, Naples, 24 mai 1848, orig.)

⁵⁹³ Il s'agit de Maurice Barman.

⁵⁹⁴ Son brevet de major date du 18 mai 1848. (MAAG II, p. 704, notice *Evequoz Pierre*.)

⁵⁹⁵ Auxquelles nous pourrions ajouter une lettre supplémentaire dont il a été question à la p. 116.

⁵⁹⁶ Au 15 mai 1848, cinq places de 2^e sous-lieutenants étaient vacantes dans le 3^e régiment suisse (MAAG II, p. 645), toutes n'étant, bien évidemment, pas réservées à des Valaisans. Joseph de Stockalper a été désigné 2^e sous-lieutenant le 18 mai 1848.

Monsieur le docteur [Charles] Beck venant de demander sa retraite⁵⁹⁷ et étant vraisemblable que ce sera Monsieur le docteur aide-chirurgien [Florentin] Clemenso qui le remplacera, il touchera au Valais une place d'aide-chirurgien. Veuillez, je vous prie, me communiquer au plus tôt s'il se présente en Valais un bon et habile aide-chirurgien.

Je pense qu'il vous sera agréable que je saisisse cette occasion pour vous faire une relation succincte, mais exacte des tristes événements qui ont eu lieu dans cette capitale le 15 mai et que des journaux étrangers dénaturent d'une manière si horrible qu'ils excitent vraiment la pitié.

Sa Majesté, fidèle à la Constitution qu'elle avait donnée et jurée, avait déjà fixé le jour de l'ouverture des Chambres au 15 mai et toutes les dispositions furent déjà données pour rendre cette cérémonie solennelle et imposante, mais une poignée de factieux, parmi lesquels des gardes nationaux, quelques députés et employés – et qui avaient aussi juré la Constitution donnée le 29 janvier [1848] – voulut la bouleverser de fond en comble; ces têtes exaltées eurent la folie de se considérer, quoique sans mission, les représentants du peuple; ils s'établirent le 14 mai au soir en gouvernement provisoire et se déclarèrent constitués en permanence. Il ne fut rien moins question dans ce club que de déclarer la déchéance du roi et [de]⁵⁹⁸ lui substituer la république. Vers minuit, on construisit des barricades dans la rue de Toledo et dans d'autres rues principales; le roi, en étant informé, ordonna au brigadier Gabriel Pepe, chef de la garde nationale, de faire enlever par cette garde celles déjà faites et d'empêcher qu'on en fit d'autres; mais cette mission échoua, Monsieur Pepe fut repoussé avec des menaces et [des] injures, et cette garde [elle-même] recommença de plus belle à en construire, se servant pour cet effet des voitures, des chars, des tonneaux, etc., etc. Quelques pairs se rendirent au Palais, suppliant Sa Majesté de mettre fin à cet état des choses et de les faire abattre par la troupe.

Le roi, ignorant encore le mauvais succès du général Pepe, s'y refusa; en attendant [le]dit général fit battre la générale et réunir la garde nationale, laquelle se divisa en deux opinions. A l'aube du jour, les rues principales furent encombrées de ces barricades. Le roi, l'ayant appris, réunit son Conseil et, informé qu'elles étaient couvertes par des gardes nationales elles-mêmes⁵⁹⁹, vit la nécessité de faire occuper par sa troupe les positions principales. Dans le même temps, il chargea le ministère de s'employer pour concilier les esprits et pour défaire ces barricades sans qu'il soit contraint de recourir à la force. Le ministère promit que les barricades seraient détruites à condition que les troupes se retirassent, mais, les troupes retirées, les députés déclarèrent que les barricades ne pouvaient pas être enlevées, parce que les gens étaient fatigués; sur quoi le roi ordonna que deux capitaines de l'Etat-major avec des soldats sans armes les ôtassent; mais, à peine ceux-ci s'approchèrent qu'on les mit en joue et qu'on les insulta. Malgré cette audace, le roi n'eut pas encore recours à la force; une partie de la troupe, réunie par pur moyen de la sûreté publique sur la place de S[ain]t-Ferdinand, s'y reposa; quelques soldats fatigués se couchèrent même à terre, ne soupçonnant [...] ⁶⁰⁰rien. Le Conseil des ministres s'est dissous vers les 11 heures du 15 et, peu d'instant après, vers 12 heures 19 minutes, partit un coup de fusil; un second coup tua une sentinelle des grenadiers de la Garde; un troisième, dirigé contre un capitaine de

⁵⁹⁷ La retraite de Charles Beck sera effective dès le 18 avril 1850. (MAAG II, p. 695, notice *Beck Charles-Jacques-François*.)

⁵⁹⁸ A la place de la préposition «à».

⁵⁹⁹ On notera l'emploi du féminin, alors qu'on attendrait plutôt le masculin, vu le pluriel.

⁶⁰⁰ Suppression d'un «de».

la Garde royale, le blessa, puis [d']autres fusillades, parties de la barricade S[ain]t-Ferdinand et du Palais Cir[e]lla⁶⁰¹, qui blessèrent plusieurs soldats, furent le signal de l'attaque, vu qu'il ne fut plus possible de contenir la fureur des soldats indignés.

Les quatre régiments suisses reçurent sur ces entrefaites l'ordre d'aller enlever les barricades dans les rues désignées et, certes, si les gardes nationales les avaient laissé enlever sans faire feu sur eux, les Suisses auraient été loin d'engager un feu si meurtrier comme ils l'ont fait. Mais, quand ils ont vu qu'on voulait violer une Constitution solennellement jurée, quand ils se sont vus inopinément attaqués et qu'ils virent [...] ⁶⁰² de leurs chefs et de leurs camarades blessés ou tombés morts l'un après l'autre, alors leur fureur n'eut plus de bornes et ils enfoncèrent les portes des maisons d'où on tirait sur eux et les prirent d'assaut une à une; car on peut dire que, à Toledo, autant de maisons, autant de petits forts. L'ennemi a eu surtout soin d'occuper les angles des maisons. Une fois le combat commencé, il ne se montra ni sur les rues, ni derrière les barricades; ce ne fut que depuis les maisons et à travers les jalousies, derrière les matelas, depuis les terrasses et les soupiraux des caves qu'il ajusta la troupe. Les Suisses, par contre, ont prouvé, par les prodiges de valeur qu'ils ont faits, qu'ils sont les dignes et vrais descendants des héros de Sempach, Saint-Jacques et de Morgarten, car c'est à cette victoire éclatante qu'on doit que ce royaume a été sauvé d'une complète destruction d'un pendant de [17]93 de Paris⁶⁰³. Oui, c'est à ces braves Suisses qu'on doit que l'immense majorité de la nation n'a pas été sacrifiée par cette poignée de parjures et audacieux rebelles; c'est à eux qu'on doit que le droit, la légalité et la foi jurée l'ont emporté sur les parjures, sur la mauvaise foi, sur l'illégalité et sur le vandalisme. Certes, les Suisses ont joué un grand rôle dans la journée du 15 mai: autant de soldats, autant de héros. Quant à la plupart des vols qu'on leur attribue, ils sont ou faux ou exagérés, et ce sont les soi-disant lazzaroni⁶⁰⁴ qui, trouvant les maisons ouvertes, y ont mis main basse; puis on a l'infamie de les imputer, avec un raffinement de méchanceté, aux Suisses!

Pour ma part, je leur avais recommandé d'épargner les femmes, les enfants et même les hommes qu'on ne trouverait pas les armes à la main; je leur avais inculqué qu'ils se pénétrèrent bien qu'ils ne faisaient pas la guerre à la nation, mais aux ennemis du roi et de la nation.

Après ce tableau véridique, je vous laisse juger vous-mêmes si les Suisses avaient pu se conduire différemment à moins d'être parjures à leur serment ou [de] se laisser tuer comme des moutons.

Nous avons eu le général Dufour, alors colonel, blessé, ainsi que l'adjudant-major [Antoine-Ignace] de Preux, Monsieur le lieutenant Gaspard Moret et Monsieur [Pierre-]Maurice de Riedmatten; ce dernier a été sauvé par une pièce de cinq grani. Monsieur le major [Daniel] de Salis-Soglio a été tué. Parmi les soldats, nous avons eu deux tués et trente-neuf blessés; de ceux-ci, dix ne l'ont été que très légè-

⁶⁰¹ Il est écrit: «Cirilla».

⁶⁰² Suppression d'un «que».

⁶⁰³ Augustin de Riedmatten veut vraisemblablement faire allusion au massacre des gardes suisses, survenu aux Tuileries le 10 août 1792 et non en 1793, à moins qu'il pense à l'exécution de Louis XVI qui eut lieu à Paris le 21 janvier 1793.

⁶⁰⁴ «Les lazzaroni étaient un peuple à part au milieu du peuple. C'étaient les sans toit ni abri et, surtout, les "sans foi ni loi". C'était la "fange" sur laquelle s'appuyait la royauté pour maintenir le reste de la population dans la crainte du pouvoir établi; mais c'était aussi une populace imprévisible dont le pouvoir craignait les émeutes sauvages agitant périodiquement la plèbe napolitaine. Durant celles-ci, le bas peuple des gueux, va-nu-pieds, coquins et autres drôles donnait libre cours à sa furie et se laissait aller au pillage le plus sauvage.» (FÉLIX, p. 11.)

rement. Le 4^e régiment suisse est celui qui a le plus souffert. La perte du 1^{er} et du 2^e [régiment] suisse était par contre insignifiante.

J'ai l'honneur de vous joindre ci-inclus un état nominatif des officiers décorés à cette occasion⁶⁰⁵.

Agréez, Monsieur le président et très honorés Messieurs, l'expression de mes sentiments les plus respectueux et les plus distingués, avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur le président et très honorés Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

Augustin de Riedmatten
colonel

(AEV, SE, fasc. 8/1, n° 119, orig.)

2/E

Choix de textes parus dans le *Journal du Valais* et concernant la journée du 15 mai 1848 à Naples, ainsi que ses conséquences. Mai - août 1848.

2/E/a

ITALIE. – Voici un extrait des récentes correspondances de Naples que nous trouvons dans le journal la *Suisse*.

Naples, 19 mai. Ce sont les Suisses qui ont commencé le pillage; les autres soldats et les *lazzaroni* ne sont venus qu'après eux. Le pillage, c'est le moindre des crimes. Il y a quatre jours que le massacre a cessé; néanmoins on apprend à chaque heure de nouveaux détails sur l'horrible carnage. Les gendarmes se sont conduits honnêtement; ils ont favorisé, autant qu'ils l'ont pu, la fuite des gardes nationaux et empêché le pillage; cependant, beaucoup de ceux-ci ont été pris; dix-neuf ont déjà été fusillés. Trois palais ont été incendiés, dont le plus beau de Naples (le Palais Gravina) où habitait le consul sarde. La Chancellerie a été détruite, les archives dispersées; on dit que cela a été fait par ordre du gouvernement... Le 16, à midi, le cimetière avait déjà reçu 1777 cadavres, dont 450 soldats.

21 mai. De fortes patrouilles parcourent la ville. L'insolence des soldats est extrême; les officiers ne sont pas respectés. Le gouvernement multiplie ses décrets. La Chambre des députés est dissoute; on ordonne des élections que l'on fera à l'aide des baïonnettes si les choses ne vont pas mieux. On ne sait rien encore des provinces, car le télégraphe a été détruit. Pour reconnaître les bons et loyaux services des troupes, le roi leur a fait donner un mois de paie. Je sais positivement que le nombre connu de morts jusqu'ici va au-delà de 1900.

[...]. La désolation et la terreur sont partout.

[...].

Tout a été l'œuvre de Ferdinand [II]: c'est lui qui a fait construire les barricades pour prévenir la révolution qui allait éclater de concert avec les provinces qui étaient sous les armes.

(*Journal du Valais*, n° 31 du 31 mai 1848, p. 128. – Souligné dans le périodique.)

⁶⁰⁵ Voir AEV, SE, fasc. 8/1, n° 90, cf. note 353.

2/E/b

Nous reproduisons l'article suivant du *Confédéré* de Fribourg. Il répond avec beaucoup de justesse à ceux qui, à tort et à travers, cherchent à justifier les scènes sanglantes qui ont eu lieu à Naples le 15 mai. Chaque jour dévoile un fil de la trame abominable ourdie en secret et des projets – habilement calculés – de réaction à Naples. Le temps fera justice du despotisme odieux qui ne peut marcher que les pieds dans le sang. Les peuples se lèveront plus formidables et plus courroucés, et nul ne sait où s'arrêtera leur vengeance. La protestation, que les députés de Naples viennent de publier, annonce bien positivement que le peuple n'a pas dit son dernier mot et, quoique vaincu un moment, il ne renonce pas à la conquête de ses droits.

«Un cri est parti d'Italie, cri d'un peuple qui se débat sous une étreinte de fer et qui nous reproche notre coopération à son asservissement. Ce cri, il y a longtemps que les vrais Suisses l'ont entendu, et plus d'une fois le peuple dans ses assemblées, la presse suisse, les gouvernements suisses se sont énergiquement exprimés sur les services étrangers et ont cherché à ramener les cantons qui ont des capitulations dans une voie plus conforme à leurs intérêts et à l'honneur de la patrie entière. Le sentiment de la pudeur nationale se manifeste de jour en jour davantage ; il se traduit aujourd'hui en indignation au récit des événements de Naples qui donnent le droit à l'Europe libérale, à l'Italie surtout, d'accuser d'égoïsme la politique actuelle de la Suisse et de suspecter la sincérité de nos principes.

» Encore une fois des Suisses se sont battus pour le despotisme le plus brutal et contre la liberté. Peu importe au principe qu'ils aient été attaqués ou agresseurs. Leur conduite, croyons-le, a été le résultat fatal de leur position ; mais c'est cette position même qui est une conséquence inqualifiable, un opprobre. *A celui qui ne sent pas cela, nous ne chercherons pas de le prouver.*

» On a dit que les capitulations sont utiles pour le pays. Il n'est pas nécessaire d'être un fort penseur pour comprendre qu'un pays a peu à gagner, en général, de se défaire d'une partie de sa population, surtout lorsque cette partie ne se compose que d'hommes robustes et dans la force de l'âge, qui presque tous pourraient s'adonner aux travaux de l'agriculture. Ou bien croira-t-on que ces dix à douze mille hommes valides, en travaillant dans leur pays, n'y trouveraient pas, aussi bien que d'autres, les moyens de gagner honorablement leur vie ? Grâce à Dieu, la Suisse n'est pas tellement surchargée d'habitants que son territoire ne suffise plus à les nourrir. Et quand le cas se présenterait, il lui restera une autre ressource, celle de la colonisation, méthode infiniment plus efficace, plus morale et plus avantageuse pour se défaire d'un surcroît de population, surtout lorsque l'émigration serait encouragée et organisée par l'autorité. Des colonies établiraient avec le temps des relations commerciales avec la mère-patrie, ouvriraient des débouchés pour nos produits et nos manufactures. A la vérité, cela demanderait du temps, mais que sont cinquante et même cent ans dans la vie d'un peuple ? Et ne vaudrait-il pas mieux fonder petit à petit la prospérité de nos descendants que de savoir que nous avons à Rome et à Naples douze mille compatriotes qui gagnent de quatre à cinq batz par jour dans l'oisiveté de la vie de soldat et les mangent au fur et à mesure ? A-t-on bien pensé à l'influence fatale que cette vie exerce sur le moral de ces militaires à gages ? Une longue expérience est là pour démontrer si la généralité de ceux qui reviennent au pays ont [*sic*] beaucoup gagné sous aucun rapport. Quant aux économies qu'ils y rapportent, fussent-elles vingt fois plus considérables qu'elles ne le sont en effet, elles seraient loin de compenser les belles années de leur jeunesse passée à ne rien faire, soit sur les bords du Tibre, soit au pied du Vésuve. De ces soldats, [*de*] ceux que le climat et les excès n'emportent

pas, la plupart rentrent dans leurs villages avant d'avoir obtenu la faible pension qui est promise à ceux qui servent vingt et vingt-cinq ans. On sait en général quelle est leur existence après leur retour.

» Ainsi, ni le soldat ni le pays ne gagnent aux capitulations étrangères, mais les officiers y gagnent des pensions assez respectables et se font un heureux sort de rentier au bout d'un certain nombre d'années de service, d'exploitation d'enrôlement. Ces nobles messieurs ont, sous ce rapport, autant de motifs pour y tenir que le peuple en a pour n'en plus vouloir.

» Il y en a qui disent qu'au moins le service étranger nous forme de bons officiers. Sans vouloir en rien rabaisser leur mérite, nous le demandons : est-ce bien à l'âge où ils reviennent qu'ils peuvent encore être utiles à leur pays ?

» Comparons, au reste, les cantons qui depuis longtemps ont renoncé à cette espèce de traite avec ceux qui la font encore : est-ce que Zurich, Schaffhouse, Thurgovie ont lieu d'envier Fribourg, Lucerne et Valais, *l'honneur et l'immense avantage pécuniaire* que ceux-ci retirent de leurs traités avec les cours de Rome et de Naples ? – Les galions qui autrefois apportaient chaque année en Espagne des monceaux de piastres n'ont pas enrichi ce pays ; les sommes que les capitulations étrangères déversent dans certains cantons ne les enrichissent pas non plus. Pourquoi ? Parce que l'argent qui tombe ainsi est stérile ; il se dissipe ou s'entasse stupidement.

» Encore un mot sur la question prise sous le point de vue de convenance politique. Dans l'état actuel des choses en Europe, tout se lie et, dans la lutte entamée entre l'absolutisme et le libéralisme, entre la cause des privilégiés et la cause sainte des peuples, ceux-ci deviennent tous solidaires entre eux, et une défaite sous l'Apennin se ferait sentir par contrecoup jusqu'aux bords de la Vistule ; nous n'en voulons pour preuve que l'immense joie qu'ont témoignée les peuples en apprenant la victoire du principe libéral en Suisse et le réveil qui l'a suivie. C'est que ces peuples sentent désormais que notre cause est la leur et que, si le despotisme triomphe d'un côté, il dispose par là même de plus de forces pour écraser l'autre, car il est uni. Il est donc clair qu'en empêchant les Napolitains de faire leur révolution, de se constituer selon leurs vœux et d'entrer dans le concert des peuples libres, la Suisse libérale travaille contre ses idées, contre ses intérêts les plus évidents.

» Par quelle étrange fatalité, nous, hommes libres et si fiers de l'être, avons-nous été conduits à nous faire, sur différents points de l'Europe, les suppôts des despotes ? Est-ce bien le peuple suisse qui a créé ces capitulations qui font notre honte ? Non, ce sont les anciens gouvernements aristocratiques, nos patriciens, qui en profitaient et en profitent encore. De quel droit se sont-ils faits ainsi les marchands de leurs sujets ? De quel droit surtout auraient-ils lié des gouvernements démocratiques à des engagements de cette nature ? – Nous ne parlerons pas des moyens indignes dont se servent le plus souvent les sergents recruteurs pour enrôler des jeunes gens simples et sans expérience qui vont se repentir pendant des années d'un engagement pris dans un moment d'ivresse et d'exaltation. – Vraiment, les gouvernements qui tolèrent ces vilenies assument par là une grande et triste responsabilité devant l'humanité et devant la morale !

» Oui, que des gouvernements vendent par des traités leurs subordonnés pour les envoyer croupir dans une garnison quelconque et dans le but de soutenir des trônes chancelants, pour s'entre-tuer peut-être, pour procurer surtout avancement et profit à quelques privilégiés, cela est mauvais, immoral, honteux ! Laissons à nos aristocrates le soin de leur fortune et aux rois celui de leur couronne.

» Que la Suisse se hâte de retirer nos régiments des services de l'Italie où les plus grands malheurs sont à craindre. Car, de même qu'aux mugissements souterrains qu'il entend l'habitant des Calabres⁶⁰⁶ pressent une éruption du Vésuve, de même à l'agitation actuelle de la Péninsule nous pouvons présager une révolution et une vengeance terrible. Et, si bientôt nous apprenions que les scènes terribles de 1792 et 1830 se sont renouvelées pour nos compatriotes⁶⁰⁷, que des milliers d'entre eux ont été massacrés ou si, par un plus grand malheur encore, la patrie devait apprendre de nouveau de ces horribles victoires remportées sur le peuple, sur qui en retomberait la responsabilité ?

» Le canton de Fribourg, en particulier, a fait presque tout ce qu'il pouvait faire en décrétant dernièrement qu'il ne conclurait plus de capitulations étranges ; il ne pouvait, on le comprend, rompre seul des traités où il se trouve avec d'autres en quelque sorte partie solidaire. Dans ce sens, une mesure isolée de sa part eût été sans doute un hommage au principe, mais elle lui eût créé des difficultés sans [...] ⁶⁰⁸ atteindre le but proposé. Mais la Confédération est dans une position différente. La Diète peut rompre immédiatement un traité existant entre les cantons particuliers et un *ennemi* extérieur. Espérons qu'elle adhérera à la proposition qu'annonce Genève à ce sujet, laquelle tend à faire décréter que "les cantons qui ont conclu des capitulations militaires avec Naples seront invités à retirer leurs troupes" ⁶⁰⁹.

» C'est là la mesure la plus pressée. »

(*Journal du Valais*, n° 32 du 3 juin 1848, pp. 129-130. – Souligné dans le périodique.)

2/E/c

BERNE. D'après les renseignements obtenus jusqu'ici, les officiers suisses au service de Naples, morts et blessés dans les derniers massacres, sont les suivants : MM. [Bernard] de Muralt et [Gabriel-Rodolphe-Charles] Stürler, capitaines de Berne ; [Edouard-Louis-Charles] de Goumoens, de Berne ; [Samuel-Guillaume] Stämpfli, sous-lieutenant de Berne ; [Ferdinand] Schaffter, lieutenant de Delémont ; [Ferdinand-Paul] Grand et [Jacques-Gabriel] Eymann. MM. [Henri] de Gingins et [Louis-Frédéric] de Wattenwyl ont été blessés. Ils appartenaient tous au 4^e régiment. Le major du 3^e régiment, M. [Daniel] de Salis, a été tué⁶¹⁰.

[...].

Le 4^e régiment bernois avait pour mission d'emporter la rue de Brigitta⁶¹¹, fortement barricadée. Arrivés près de la première barricade, les Suisses furent assaillis par un feu des plus meurtriers ; n'obéissant qu'à son devoir, M. [Bernard] de Muralt se précipite sur la barricade et est aussitôt frappé par une balle à la main qui lui emporte trois doigts. « Ce n'est rien », s'écrie-t-il et à peine a-t-il dit qu'une seconde balle le frappe à l'épaule. « Ce n'est rien, s'écrie-t-il encore, camarades en

⁶⁰⁶ Cette région du sud-ouest du royaume des Deux-Siciles était divisée en trois provinces : la Calabre citérieure, la Calabre ultérieure I et la Calabre ultérieure II.

⁶⁰⁷ Allusion au massacre des gardes suisses lors de l'attaque des Tuileries par des insurgés parisiens en août 1792 et aux journées révolutionnaires qui eurent lieu dans la capitale française en juillet 1830.

⁶⁰⁸ Suppression du mot « sans » répété par inadvertance.

⁶⁰⁹ Confirmé in GANTER, pp. 209-211.

⁶¹⁰ Curieusement, l'article ne mentionne pas que le colonel Pierre-Marie Dufour a été blessé.

⁶¹¹ Ou rue San Brigida.

avant!» Quelques moments après, deux autres balles l'atteignent, dont une au front l'étend mort sur le terrain.

D'après un rapport très détaillé indiquant les noms des hommes tués et blessés, que le colonel [Henri] de Gingins vient d'adresser au gouvernement bernois, le 4^e régiment a eu à déplorer la mort de six officiers et quatorze soldats; six officiers et quatre-vingt-quatre soldats ont été blessés. – Le colonel de Gingins, chef du 4^e régiment et qui, comme nous l'avons dit, a été blessé à la tête, a été admis à la retraite avec rang de général; M. le lieut[enant]-colonel [Bernard] de Muralt a été nommé colonel du régiment.

Les lettres de Naples qui sont arrivées ici démontrent de la manière la plus certaine que les Suisses n'ont pénétré que dans les maisons d'où l'on tirait sur eux; que, là, ils se sont montrés impitoyables, comme il arrive toujours dans l'ardeur de la lutte et quand la troupe se voit décimée par un ennemi invisible. Quant au reproche de pillage fait aux Suisses, rien ne prouve jusqu'à présent qu'il soit fondé.

(*Journal du Valais*, n° 32 du 3 juin 1848, p. 132.)

2/E/d

BERNE. – *Séance de la Diète. 30 mai.* La proposition de Genève est à l'ordre du jour. On sait qu'elle conclut à ce que les cantons qui ont contracté des capitulations avec Naples soient invités à rappeler leurs troupes.

[Est rapportée ensuite l'intervention du Genevois James Fazy et d'autres délégués de divers cantons.]

(*Journal du Valais*, n° 32 du 3 juin 1848, p. 130. – Souligné par le périodique.)

2/E/e

NAPLES. [...]. Lorsque des officiers suisses entrent dans un café, tout le monde s'en va; ils ne sont reçus nulle part. [...].

(*Journal du Valais*, n° 37 du 21 juin 1848, p. 150.)

2/E/f

BERNE. Les colonels des quatre régiments suisses au service des Deux-Siciles ont adressé le manifeste suivant à la population de la ville de Naples sur les événements du 15 mai.

[Suit le texte du manifeste qui est cité *in extenso* et qui n'est l'objet d'aucun commentaire. Ce texte, s'il diffère dans la forme de la « Déclaration » qui est l'objet de l'Annexe 2/F, n'en diffère nullement par son contenu.]

(*Journal du Valais*, n° 37 du 21 juin 1848, pp. 151-152.)

2/E/g

BERNE. [...]. Les commissaires, envoyés à Naples pour faire une enquête sur les événements du 15 mai et en particulier sur la conduite des régiments suisses dans cette journée, n'ont pu constater que peu de chose en général. Celui qui

connaît le peuple napolitain et, surtout, la situation du pays dans ce moment où le roi jouit d'un pouvoir absolu et où la Chambre des députés ose à peine souffler un mot de peur des baïonnettes, celui-là ne serait point étonné que les commissaires fédéraux n'aient pu apprendre à connaître même les faits réels. Pour autant est-il certain que les reproches faits par les feuilles italiennes aux troupes capitulées pour crimes commis dans cette journée sont en grande partie dénués de fondement. Les Suisses se sont emparés des barricades et ont emporté d'assaut, sous un feu continu, les maisons occupées par les insurgés, tandis que les troupes napolitaines, qui avaient attaqué les premières et s'étaient lâchement retirées, marchaient plus tard derrière les Suisses avec les lazzaroni, entraient dans les maisons déjà prises, y pillaient et y massacraient. Les Suisses ont fait prisonniers ceux que l'on suspectait avoir fait résistance et les ont conduits à la grande Garde; là, ce sont des soldats de marine napolitains, n'ayant pas pris part eux-mêmes au combat, qui ont massacré plusieurs prisonniers de la manière la plus barbare. La presse italienne a été, à la vérité, unanime pour charger les Suisses de toutes les infamies de ce jour, mais faut-il s'en étonner quand, dans ces pays libres et civilisés comme la Suisse et la France, il est passé de mode de mettre sans autre à la charge des étrangers tout événement malheureux ?

On a constaté sans doute quelques délits ordinaires commis par des soldats suisses, et l'assassinat du Père Rodio, qui a eu lieu le 16 mai, le lendemain de combat, est assez épouvantable; mais ces délits sont proportionnellement en très petit nombre et, en général, on ne peut donner aux troupes que le témoignage d'une conduite exemplaire. Qu'ils se soient battus très courageusement, il n'y a à cet égard qu'une voix dans toute l'Italie. Une fois que le voile du passé aura été jeté sur ces événements, les Italiens conviendront eux-mêmes que les Suisses à Naples ont commis peu d'excès.

(Journal du Valais, n° 57 du 30 août 1848, p. 231.)

2/F

«Déclaration au Public Napolitain de la part des chefs des quatre Régiments Suisses, au service de S[a] M[ajesté] Sicilienne, au sujet des événements dans cette Capitale le 15 Mai 1848».

Depuis les tristes événements du 15 mai, où les troupes de la garnison de Naples se sont trouvées dans la pénible nécessité de réprimer par la force des armes un attentat criminel contre l'ordre public, d'odieuses accusations de tout genre ont été répandues contre ces troupes sur leur conduite dans cette déplorable circonstance.

On comprend que les auteurs de la conspiration, leurs amis, les partisans de leur opinion politique aient dû éprouver un vif ressentiment contre les troupes qui ont eu le dessus et que ce ressentiment ait dû encore être partagé par ceux des habitants de Naples qui, par suite de cette lutte engagée avec ou sans leur participation, ont cependant éprouvé des pertes et des malheurs. Mais l'expression de ce ressentiment s'est traduite en imputations infamantes et les quatre régiments suisses surtout en sont devenus le point de mire. Aussi ne doit-on point être surpris si les chefs de ces corps, jaloux de sauvegarder leur honneur outragé, rompent le silence qu'ils ont gardé jusqu'ici. C'est là un rigoureux devoir qu'ils remplissent envers eux-mêmes, envers leurs subordonnés et envers la nation tout entière à laquelle ils appartiennent.

Les attaques dirigées contre nous peuvent se réduire à deux points principaux.

Le premier concerne spécialement les Suisses, car nous sommes accusés de trahison : des officiers suisses auraient donné l'assurance que les troupes suisses sympathisaient avec les plans des conjurés et qu'elles ne mettraient point d'obstacles à leur exécution.

A cela nous répondons brièvement :

Qu'on nous désigne les officiers suisses qui ont pu tenir de tels propos, on les verra bientôt traduits devant les tribunaux compétents et, s'ils sont coupables, ils n'échapperont certainement point à la peine et à l'ignominie qu'ils auront méritées ; aussi longtemps qu'on ne nous révélera pas leurs noms, nous nous croyons autorisés à déclarer cette imputation fausse, mensongère et calomnieuse. Mais, même en admettant (ce que, d'avance, nous repoussons avec indignation comme une impossibilité) que des officiers suisses aient méconnu leurs devoirs, oublié leurs serments et l'honneur jusqu'à tenir des propos de cette nature, ces propos portent tellement en eux-mêmes le cachet de la perfidie et de la lâcheté que personne n'aurait pu les accepter comme l'expression des sentiments des troupes suisses.

Le second point reproche à la troupe en général, mais surtout aux Suisses, de la déloyauté et des actes de barbarie dans le combat.

Nous devons vraiment nous estimer heureux qu'on ne prétende pas que nous n'avions qu'à être spectateurs indifférents et même victimes de la rébellion qui venait d'éclater, au lieu de la combattre par la force des armes. Aucun de nos détracteurs, que nous sachions, n'a osé faire allusion à une semblable prétention, et c'est là du moins une preuve qu'ils ont encore assez de sentiment de pudeur pour ne pas nous faire un reproche qui renverserait les plus simples notions du devoir militaire et de la fidélité au serment.

Cependant, nous dit-on, vous avez combattu d'une manière déloyale et barbare ; vous avez forcé et parcouru les habitations ; vous y avez commis le meurtre ; vous y avez apporté le pillage et la dévastation.

Quant à la déloyauté et à la cruauté du combat, c'est à juste titre que nous renvoyons directement ce reproche à ceux qui, au lieu d'oser nous attaquer en face et en pleine rue, se sont retranchés et renfermés dans des maisons afin de pouvoir, protégés par cet abri, diriger en sûreté un feu meurtrier sur la troupe qui était à découvert dans les rues. Nous ne faisons du reste pas mention de la plupart des blessures reçues par les militaires et dont l'extrême gravité offre un témoignage qui n'est pas trop en rapport avec le siècle de la civilisation et de l'humanité. On va jusqu'à prétendre que, dans une lutte qui offrait des conditions si inégales, les troupes n'auraient point dû prendre d'assaut les maisons changées en forteresses ; ni y chercher leurs adversaires et ne point rendre ceux-ci incapables de nuire, soit en les tuant, soit en les faisant prisonniers.

Parler de l'inviolabilité du domicile dans de semblables conjonctures semble vraiment une plaisanterie. Une fois que le combat eut été établi par les rebelles eux-mêmes sur un pareil terrain, sans doute des désordres de divers genres ont dû se commettre, des personnes innocentes ont pu être maltraitées, tuées même ; on aura dévasté sans nécessité, dérobé beaucoup d'objets. Les soussignés, leurs officiers de même que les soldats sous leurs ordres déplorent tous bien sincèrement de pareils excès commis par des individus des régiments suisses. Toutefois, les hommes bien-pensants, équitables et justes, ne voudront pas appliquer à la généralité de ces corps la responsabilité de ces actes. Ils n'ignorent pas que le plus brave

soldat, une fois dans l'échauffement du combat (et qui ne le comprendrait pas en un jour comme celui-là ?), lorsqu'il a vu couler le sang de ses camarades, prend un caractère sombre, dépasse facilement les limites de la modération et du ménagement, et que l'effroi et les malheurs de tout genre qui atteignent les innocents comme les coupables sont les suites inséparables de toute collision à main armée et même des guerres qui sont conduites d'après toutes les règles⁶¹².

Pour ce qui concerne le pillage qui eut lieu pendant ou après le combat, tout en convenant, nous ne pouvons cependant porter un jugement sur sa nature ni sur son étendue, mais nous osons assurer qu'il serait injuste d'en attribuer une trop large part aux soldats, car il est de notoriété publique qu'une troupe nombreuse de pillards, profitant de l'occasion, entrèrent [*sic*] dans les maisons restées ouvertes, forcèrent les magasins et les vidèrent. A qui appartenait-il d'empêcher ou de faire cesser ces désordres ? Ce n'était certainement pas à la troupe dont la mission était de réprimer la révolte, mais bien à d'autres forces qui, chacun le sait, ne se trouvèrent pas sur les lieux.

Nous ne devons point laisser ignorer au public que les régiments suisses, aussitôt après être rentrés dans leurs quartiers respectifs (dans l'intervalle ils bivouaquèrent, comme on le sait, dans la rue d'où personne ne pouvait s'éloigner), furent soumis par ordre de leurs chefs à une perquisition exacte et que tous les objets n'étant pas de leur propriété (ce qu'on trouva était de peu de valeur) furent remis aux autorités pour être restitués à qui de droit⁶¹³. Les coupables ont été sévèrement punis.

Napolitains ! il y aura bientôt vingt-trois ans que nous vivons au milieu de vous et que nous avons partagé votre sort. Pendant cette longue période de temps, rien n'avait altéré ni troublé la bonne intelligence et l'harmonie parfaite qui régnaient entre nous. Un nouveau lien, la Constitution que vous reçûtes avec tant d'enthousiasme de votre noble Monarque, nous unit encore davantage les uns aux autres. Nous nous réjouîmes de ce don, comme si nous l'avions reçu nous-mêmes. Depuis ce jour-là, nous avons consacré avec zèle et joie tous nos services au maintien de vos nouvelles institutions et à la conservation de l'ordre et de la tranquillité dans votre ville. Ces sentiments, de la sincérité desquels vous ne douterez point, doivent vous faire comprendre la douleur vive et profonde que nous avons ressentie en nous voyant dans la nécessité de comparaître comme combattants au milieu de vos rues. La seule consolation qui nous reste, c'est la conscience d'avoir fait ce

⁶¹² Rodolphe de Steiger, évoquant « les individus » trouvés « dans les maisons, les armes à la main », écrit : « Tout ce qui résista fut passé par les armes ; le désespoir fournit peut-être plus d'une victime innocente à la fureur du soldat. Si quelques femmes et quelques enfants périrent aussi, ce fut plutôt par accident et par exception. » (STEIGER, p. 67.)

⁶¹³ « Le pillage suivit l'occupation des maisons, mais les Suisses n'eurent pas le temps de s'y livrer. En arrêtant des insurgés, ils brisèrent en passant quelques meubles, s'emparèrent de quelques armes et consommèrent quelques aliments. Depuis le matin, ils n'avaient ni bu ni mangé. [...] A l'aube [du 16 mai], les Suisses passèrent une inspection de leurs sacs. Les armes dont ils s'étaient emparés furent remises au commandement de la place et à la salle du Fort neuf. Le petit nombre d'objets enlevés dans les maisons fut déposé à la préfecture de police ou restitué aux propriétaires eux-mêmes. » (STEIGER, pp. 68 et 73.) — Rodolphe de Steiger accuse principalement les « lazzaroni » d'être les auteurs des pillages et affirme que ce sont des mercenaires suisses qui « mirent eux-mêmes un frein » aux actes délictueux de ces gens de sac et de corde. (*Ibidem*, p. 69.)

que notre devoir et nos serments exigeaient de nous. Que désormais la paix et la prospérité renaissent parmi vous et vous fassent oublier la journée faste du 15 mai !

Naples, 7 juin 1848

(Signé) Joseph Sigrist, Colonel du 1^{er} Régiment Suisse
(Signé) Victor Brunner, Colonel du 2^e Régiment Suisse
(Signé) Augustin de Riedmatten, Colonel du 3^e Régiment Suisse
(Signé) Charles de Muralt, Colonel du 4^e Régiment Suisse⁶¹⁴

(AEV, SE, fasc. 12/27, n° 5 :
déclaration imprimée à Paris chez Alexandre Lebon.)

2/G

Arrêté fédéral du 20 juin 1849 concernant «les capitulations militaires existantes».

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

Considérant que l'existence ultérieure des capitulations est incompatible avec les principes politiques de la Suisse comme République démocratique,

décète :

1. Le Conseil fédéral est invité à ouvrir sans délai les négociations nécessaires en vue d'obtenir la résiliation des capitulations militaires encore existantes et à faire un rapport sur les résultats obtenus, ainsi qu'à soumettre à l'Assemblée fédérale des propositions y relatives.

2. Tout recrutement pour service militaire étranger est interdit pour le moment dans toute l'étendue de la Confédération.

[...].

Berne, le 20 juin 1849.

[...].

(*Bulletin officiel*, n° 27, 7 juillet 1849, p. 343.⁶¹⁵)

2/H

Arrêté du Conseil d'Etat valaisan du 2 juillet 1849 «qui interdit l'enrôlement pour le service militaire étranger».

Le Conseil d'Etat du canton du Valais,

Vu l'arrêté fédéral du 20 juin 1849 qui interdit, pour le moment, tout recrutement pour le service militaire étranger dans toute l'étendue de la Confédération ;

⁶¹⁴ Une autre version de ce texte – similaire dans le fond, quelque peu différente dans la forme et datée du 2 juin 1848 – est publiée in GANTER, pp. 220-222.

⁶¹⁵ Souligné dans le *Bulletin officiel*. – Ce texte est aussi reproduit in *Lois fédérales*, t. I, p. 432, sous l'en-tête «Affaires des capitulations militaires».

Vu la circulaire du Haut Conseil fédéral, datée du 27 juin dernier, ordonnant de publier immédiatement l'interdiction des enrôlements et la fermeture des bureaux de recrutement pour le service étranger ;

arrête :

Art. 1. Tout enrôlement pour le service étranger est interdit pour le moment.

Art. 2. Les bureaux de recrutement pour ce service seront fermés immédiatement.

Art. 3. Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera punie d'une amende de 100 à 400 francs.

Art. 4. Les autorités de districts et des communes, ainsi que la gendarmerie et tous les autres agents de police, sont spécialement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné en Conseil d'Etat à Sion, le 2 juillet 1849, pour être publié et affiché dans toutes les communes du canton.

Le président du Conseil d'Etat
F[rançois]-G[aspard] Zen Ruffinen
Le secrétaire d'Etat adjoint
D^r B[onaventure] Bonvin

(Lois VS, t. VIII, pp. 131-132.)

2/I

Contrat de mariage entre Pierre-Marie Dufour et Eugénie de Rivaz, Sion, 29 octobre 1836.

Notaire soit que, le 29 octobre mille huit cent trente-six, il aurait été traité de mariage entre les époux ci-après nommés, savoir

— Monsieur Pierre-Marie Dufour, chevalier des ordres royaux de S[ain]t-Louis et de la Légion d'honneur, lieutenant-colonel du 3^e régiment suisse au service de Sa Majesté le roi des Deux-Siciles, fils de Son Excellence Monsieur Michel Dufour, grand bailli en office de la République et canton du Valais, et de noble dame [Marie-]Marguerite Du Fay, son épouse ; accompagné de ses dits père et mère, de Monsieur Casimir Dufour, ci-devant officier au service de France, actuellement capitaine d'artillerie dans les troupes cantonales, son frère, de Monsieur Charles Bovier, président du louable dizain d'Hérens, intendant des postes et diligences du canton du Valais, son beau-frère, de noble Monsieur Emmanuel Du Fay, ancien capitaine au service de S[a] M[ajesté] très chrétienne, son oncle ; et de l'agrément des parents ci-après nommés, quoique absents, savoir Monsieur Louis Dufour, chevalier des ordres de la Légion d'honneur et de S[ain]t-Ferdinand d'Espagne et de celui de S[ain]t-Grégoire de Rome, major dans le 2^e régiment étranger au service du S[ain]t-Siège, noble Monsieur Pierre-Louis Du Fay, président du louable dizain de Monthey, Monsieur Hyacinthe Darbellay, ancien vice-président du dizain et ci-devant président du Conseil de Monthey, Monsieur l'avocat Pierre Torrent, vice-président dudit dizain et ancien président de la bourgeoisie de Monthey, et Monsieur Joseph Torrent, major dans les contingents du Valais à l'armée fédérale, ses oncles, d'une part ;

— et Mademoiselle Eugénie-Eléonore-Adelaïde-Marie, fille de feu Monsieur le comte Benjamin de Rivaz, en son vivant officier aux gardes du corps à cheval de

Son Altesse l'Electeur de Saxe [Frédéric-Auguste I^{er}], vice-président de la ville de S[ain]t-Maurice, et de feu dame Louise Joris, son épouse; accompagnée de son oncle et curateur Monsieur le comte Charles de Rivaz, chevalier de l'ordre militaire de S[ain]t-Ferdinand d'Espagne, conseiller de la ville de Sion, lieu de son domicile; de Monsieur le comte Adrien de Courten, capitaine à l'Etat-major fédéral, vice-président du louable dizain de Sierre; de nobles Messieurs Charles-Louis de Bons, conseiller de la ville de S[ain]t-Maurice, et Alfred de Werra, officier dans le contingent militaire du Valais à l'armée fédérale, ses beaux-frères; et de l'agrément de ses parents absents, ci-après nommés, savoir noble Monsieur Meinrad de Werra, capitaine au service du S[ain]t-Siège, son beau-frère⁶¹⁶, et de nobles Messieurs Charles de Bons, chevalier de S[ain]t-Louis, ancien lieutenant-colonel au service de France, Charles-Louis-Michel de Nucé, ancien officier en Piémont, et Anne-Louis Tousard d'Olbec, ancien secrétaire d'Etat de la République du Valais, ses oncles⁶¹⁷, d'autre part;

lesquels époux, du consentement de leurs parents, se sont mutuellement promis de s'unir par les liens du mariage, aussitôt que l'une des parties en requerra l'autre, et ont arrêté de la manière suivante les clauses et conditions civiles de l'union projetée entre eux:

1° Le futur époux donne et assure à sa chère future épouse, à titre de bienvenue, la somme de cent louis, soit mille et six cents francs suisses et, en outre, les bijoux et habits nuptiaux suivant sa fortune et condition.

2° Il rend sa dite future épouse participante par moitié des acquêts qu'ils pourront faire pendant la durée de leur union, tant dans le pays que dans l'étranger.

Afin de pouvoir déterminer, cas échéant, d'une manière précise ce qui devra être considéré comme acquêts faits pendant le mariage, le futur époux déclare posséder déjà actuellement, tant en immeubles qu'en fonds placés, une fortune de soixante-trois mille cinq cent et cinquante florins, soit 25 420 francs suisses, fruits de ses économies dans la carrière des armes et dont il a présenté un état détaillé⁶¹⁸.

3° Tant la somme de bienvenue que les acquêts ci-dessus donnés seront transmis aux enfants à naître de cette union et, à leur défaut, aux héritiers légitimes de l'épouse.

4° En vue de ce mariage et pour témoigner aux époux toute la satisfaction qu'ils en éprouvent, les père et mère de l'époux déclarent, en mariant leur dit fils Pierre-Marie, vouloir le traiter aussi favorablement qu'ils traiteront aucun de leurs autres enfants.

Le père se réserve toutefois la libre disposition d'une somme de trois mille francs et la mère, celle de mille francs au profit de celui ou de ceux de ses enfants en faveur desquels ils croiront devoir en disposer.

En invoquant la divine Providence pour qu'elle daigne répandre sur cette union ses plus précieuses et ses plus abondantes bénédictions, les époux, ainsi que

⁶¹⁶ Meinrad de Werra, fils de Meinrad et de Marie-Cécile Macognin de la Pierre, a épousé, le 2 septembre 1835 à Saint-Maurice, Joséphine de Rivaz, sœur d'Eugénie de Rivaz.

⁶¹⁷ En fait, Charles-Louis-Michel de Nucé et Anne-Louis Tousard d'Olbec sont des grands-oncles d'Eugénie de Rivaz.

⁶¹⁸ Pierre-Marie Dufour possède deux prés, deux vergers et un terrain dont nous ignorons la nature, le tout valant un peu plus de 41 000 florins. A quoi s'ajoutent des «fonds placés» pour 11 770 florins, ainsi que 10 730 florins en «argent comptant». (AEV, Rz, cart. 14, fasc. 5, n° 13 bis: *Etat des avoirs du lieutenant-colonel Dufour au 29 octobre 1836*, orig.)

les parents qui les ont accompagnés et autorisés, ont signé le présent acte passé sous promesses, obligations et autres clauses de droit et fait à double à Sion dans le domicile de Monsieur le comte Charles de Rivaz, oncle de l'épouse, les jour et an que dessus⁶¹⁹.

(AEV, Rz, cart. 14, fasc. 5, n° 13, orig.)

3

Extraits du «Mandement ou Lettre pastorale» publié par Mgr Joseph-Xavier de Preux, évêque de Sion, 28 février 1815.

[...].

C'est dans l'amertume de notre cœur que nous nous voyons obligé d'exposer aux fidèles de notre diocèse que, depuis notre avènement au siège épiscopal, nous n'avons cessé de recevoir de nombre de MM. nos curés des plaintes très sensibles portant que, malgré leurs insinuations douces et charitables, exhortations pathétiques, menaces sérieuses, ils ne parvenaient pas à ramener certaines brebis égarées à l'accomplissement du devoir pascal prescrit par l'Eglise; que, tout au contraire, le nombre de désobéissants à cette loi grossissait d'année en année, lesquels, loin de l'observer et d'y satisfaire, payaient bien souvent toutes les remontrances du pasteur d'un dédain et mépris formels, d'une dérision la plus outrée, au point que, ne sachant plus quel remède opposer au progrès de ce mal, ils désiraient et demandaient d'apprendre de nous la conduite à tenir et la marche à suivre à l'égard de cette sorte de réfractaires.

[...].

[...] Nous recourons à la disposition – énoncée à ce sujet et pour cet effet – du quatrième Concile de Latran et le douzième des conciles œcuméniques ou généraux célébré l'an du Seigneur 1215 et dont le canon vingt [et] unième est conçu comme suit:

«Tout fidèle de deux sexes, après qu'il sera parvenu à l'âge de discrétion, est tenu de confesser fidèlement, au moins une fois dans l'année, tous ses péchés à un prêtre approuvé et [de] tâcher, selon ses forces, d'accomplir la pénitence qui lui aura été enjointe, comme aussi de recevoir avec dévotion, au moins à Pâques, le Saint Sacrement de l'Eucharistie, sous peine d'être exclu pendant sa vie de l'entrée de l'église et d'être privé après sa mort de la sépulture des chrétiens.» *Con. lateran. 4. Canon. 21*⁶²⁰.

En citant ce canon dudit Concile, nous observons et déclarons:

1° Que rien ne pouvant déroger à son importance, celle-ci s'annonce d'elle-même et se fait sentir vivement, non seulement par la précision avec laquelle il est exprimé, mais encore et surtout par le précepte qu'il établit et par les peines dont il menace les contrevenants.

2° Qu'il détermine et fixe clairement le temps auquel on doit remplir le précepte divin de la confession et communion, sans préjudicier en rien à la pratique constante des confessions et communions privées qui, depuis le commencement

⁶¹⁹ Suivent les signatures olographes: à gauche, celles d'Eugénie de Rivaz, de Charles de Rivaz, d'A[drien] de Courten, d'Alfred de Werra; à droite, celles de Pierre-Marie Dufour, de Michel Dufour, de [Marie-]Marguerite Dufour, née Du Fay, de Cas[imir] Dufour et de Charles Bovier.

⁶²⁰ Voir ci-dessus, p. 52, note 225.

de l'Eglise, c'est-à-dire depuis le temps des apôtres inclusivement, ont toujours été en usage et vigueur parmi les fidèles.

3° Que l'indispensabilité du précepte de la confession et communion pascales se prouve chez nous d'une manière toute particulière par la raison que ceux qui n'y satisfont pas encourent un cas réservé au siège épiscopal de ce diocèse dont les confesseurs ordinaires ne peuvent absoudre, mais seulement ceux qui sont nantis d'une faculté spéciale à cet effet.

4° Qu'on ne satisfait point à ce précepte par une confession et communion volontairement indignes et sacrilèges.

De là, passant à envisager ce canon sous l'aspect des peines qu'il décerne contre ceux qui ne veulent pas se soumettre à son ordonnance, nous observons

5° Qu'il en intente contre eux une double, dont la première comporte l'exclusion des réfractaires du temple du Seigneur pendant leur vie et la seconde renferme la privation de la sépulture ecclésiastique après leur décès. Or, quant à ce qui concerne la première, il nous paraît superflu et même inutile de leur interdire l'entrée de l'église, vu qu'ils s'en donnent eux-mêmes l'exclusion par leur coupable omission de s'y rendre, nous ne disons pas aux jours d'œuvres, mais aux dimanches et fêtes de commandement, par leur négligence répréhensible d'assister en ces jours à la Sainte Messe et offices de la paroisse, par une aversion marquante de toute pratique de piété qu'ils méprisent, dédaignent et osent tourner bien souvent en ridicule; ou, s'il arrive qu'ils se présentent et se font apercevoir dans la maison du Seigneur, c'est par des motifs purement mondains, par raison politique d'une certaine bienséance à laquelle ils ont grand soin de ne pas manquer, par hypocrisie – et nullement par des vues de religion et de vraie dévotion dont ils ne laissent entrevoir la moindre marque.

Non, non, il n'est point nécessaire de fermer l'entrée de l'église à cette espèce des chrétiens qui préviennent eux-mêmes le dispositif du canon, en s'éloignant à leur gré du temple du Seigneur.

Tout au contraire, et loin de vouloir les en détourner, nous les invitons plutôt à s'y rapprocher, à se réunir à l'assemblée des fidèles, à assister à la célébration de nos augustes et redoutables mystères et autres offices divins, à participer aux fruits salutaires de saintes prières qu'adresse le prêtre dans le S[aint] Sacrifice de la Messe au Très-Haut, entre autres pour tous les assistants; à se prosterner aux pieds des autels; [à] solliciter auprès du Seigneur l'esprit d'une vraie componction, un cœur contrit et humilié, la grâce d'une conversion sincère, la force de faire de dignes fruits de pénitence, de pratiquer les vertus chrétiennes et le don de la persévérance finale dans le bien.

Tel est le rappel, telle la seconde invitation que nous adressons à ceux qui se refusent de remplir le devoir pascal, au lieu de leur annoncer l'exclusion de nos lieux saints.

Mais aussi, si contre toute attente ils devaient se montrer sourds à nos cris, nous les prévenons que la seconde peine statuée par le susdit canon du Concile de Latran contre les désobéissants, savoir la privation de la sépulture ecclésiastique après leur décès aura lieu et sera scrupuleusement observée.

A quelle fin nous mandons et ordonnons à tous MM. les curés de notre diocèse (malgré qu'il en coûte à notre cœur paternel):

1° Qu'au préalable, et avant tout, d'abord après le temps pascal écoulé qui est un terme préfixé non pour finir, mais pour presser l'accomplissement du comman-

dement de l'Eglise, et lorsqu'ils auront pris les informations nécessaires pour découvrir les défaillants, ils aient à dénoncer nominativement et publiquement dans l'église, à un dimanche au prône de la paroisse, toutes les personnes qui, dans le temps prescrit, n'auraient pas rempli le devoir pascal; excepté cependant, bien entendu, celles auxquelles, pour des raisons fondées, MM. les pasteurs auraient prorogé le terme, suivant la réserve expresse dudit canon. *Eodem*.

2° Faisons défense expresse à tous MM. nos curés de les recevoir pour parains et marraines au baptême des enfants, tandis qu'ils ne reviendront pas à la résipiscence, les regardant comme indignes, incompetents, inhabiles à remplir les obligations qu'ils contractent en se prêtant à ces fonctions, et de s'acquitter de la responsabilité qu'ils s'imposent par ce pacte solennel.

Précautions et mesures qui nous paraissent d'autant plus nécessaires qu'elles sont de nature non seulement de faire sentir aux défaillants leur grand tort et de les ramener par là au sentier du devoir; mais encore pour prévenir toute critique déplacée et détourner toute inconduite que pourrait se permettre la malignité contre MM. les pasteurs, lorsqu'ils voudront donner suite à nos intentions et exécuter, en cas échéant, nos ordres consignés ci-après; c'est-à-dire:

3° Que si, nonobstant ces justes humiliations préliminaires, les personnes publiquement dénoncées devaient continuer de se montrer rebelles à l'Eglise, persévérant dans leur obstination jusqu'à la fin de leurs jours, et venaient à mourir dans l'état d'impénitence finale, nous mandons et ordonnons de plus que, dans ce cas, la sépulture ecclésiastique soit refusée à telles personnes, de quel rang, grade, condition, état, caractère, distinction, dignité, sexe, elles puissent être.

Défendons aussi toutes prières et suffrages à faire pour cette sorte de décédés, les regardant hors d'état d'en ressentir les fruits et l'Eglise dédaignant à son tour de [les] reconnaître après la mort pour ses enfants et de les recevoir comme tels – des personnes qui, pendant leur vie jusqu'à l'extinction, l'ont constamment méconnue pour mère – et les taxant de païens et publicains pour n'avoir pas voulu écouter sa voix. *Math. 18. 17*⁶²¹. Elle se refuse de les suivre de ses prières au-delà du tombeau, bien convaincue que celui n'aura pas Dieu pour Père qui n'a pas voulu avoir l'Eglise pour Mère. *Cyprianus, De unitate Ecclesiae*⁶²².

[...].

Déclarant finalement que, si malgré nos efforts ni MM. nos curés en élevant leur voix, ni nous, en donnant ce mandement, ne venons à bout d'amollir leurs

⁶²¹ Parlant à ses disciples, Jésus-Christ leur dit: ¹⁵«Si ton frère vient à pécher, va le trouver et fais-lui tes reproches seul à seul. S'il t'écoute, tu auras gagné ton frère. ¹⁶S'il ne t'écoute pas, prends encore avec toi une ou deux personnes pour que *toute affaire soit décidée sur la parole de deux ou trois témoins*. ¹⁷S'il refuse de les écouter, dis-le à l'Eglise et, s'il refuse d'écouter même l'Eglise, qu'il soit pour toi comme le païen et le collecteur d'impôt. ¹⁸En vérité, je vous le déclare: tout ce que vous lierez sur la terre sera lié au ciel, et tout ce que vous délierez sur la terre sera délié au ciel.» (*Bible*, p. 2353: MATTHIEU, chapitre 18, versets 15 à 18. – Souligné dans le texte.)

⁶²² SAINT CYPRIEN (sanctus CYPRIANUS), *De Ecclesiae catholicae unitate* ou *De catholica Ecclesiae unitate*. — Le chapitre 6, que l'on peut intituler «*Hors de l'Eglise, point de salut*», contient notamment le passage suivant: «L'épouse du Christ ne saurait consentir à l'adultère: elle est incorruptible et pudique. Elle ne connaît qu'une maison, elle garde avec une chaste pudeur la sainteté d'un lit unique. C'est elle qui nous conserve à Dieu, c'est elle qui remet au Royaume les fils qu'elle a engendrés. Quiconque, se séparant de l'Eglise, s'unit à un adultère se frustre des promesses de l'Eglise; s'il abandonne l'Eglise du Christ, il n'aura pas accès aux récompenses du Christ; il est un étranger, un profane, un ennemi. On ne peut avoir Dieu pour Père quand on n'a pas l'Eglise pour Mère.» (SAINT CYPRIEN, p. 13.)

cœurs endurcis et que toute notre sollicitude à l'égard de ces obstinés devait tomber au rebut, nous protestons solennellement d'avoir la moindre part à la damnation éternelle de ces faux chrétiens et qu'avisant aux mesures consignées ici, qui paraîtront peut-être aux uns trop sévères – mais lesquelles sont indispensablement exigées et réclamées par l'inflexibilité des rénitents et le danger de la contagion –, nous ne cherchons et n'avons d'autre but qu'à ramener les brebis égarées et à les faire rentrer dans la voie du salut, ainsi que de remplir en cela notre devoir pastoral.

Enjoignons en conséquence à tous MM. les curés de notre diocèse de publier en chaire ce présent mandement, soit lettre pastorale, au prône de la paroisse pendant l'office solennel, le dimanche de ce carême qui précédera immédiatement l'ouverture du devoir pascal, c'est-à-dire l'obligation des confessions et communions, et d'en faire lecture aux fins que personne ne puisse prétexter cause d'ignorance ou s'excuser de surprise ou, enfin, se plaindre de rigueur au cas échéant que la présente disposition et déclaration devait sortir son effet, dont nous les chargeons encore de l'exécution ponctuelle pour le cas exposé et de la responsabilité pour les contrevenants.

Voulons aussi que le présent mandement soit proclamé tous les ans, à l'époque marquée, dans les paroisses où besoin sera. Dans ces vues, nous donnons notre bénédiction épiscopale au v[énérable] clergé et aux fidèles de notre diocèse.

Sion, ce 28 février 1815

✠ Jos[eph] François Xavier
Evêque de Sion

P[ierre]-Ant[oine] de Preux, chan[celier] de la Cath[édrale]
Secrétaire épiscopal

(DE PREUX. – Souligné dans la brochure.)

Principales abréviations

| | |
|---|--|
| AF = Archives fédérales | pp. = pages |
| <i>Ann. val.</i> = <i>Annales valaisannes</i> | publ. = publié |
| art. = article | rgt (s) = régiment (s) |
| cart. = carton | Rp = registre paroissial |
| Coll. = Collection | S = Seite, Seiten |
| éd. = édition | s. d. = sans indication de date |
| fasc. = fascicule | s. l. = sans indication de lieu |
| fol. = folio | s. l. n. d. = sans indication de lieu ni de date |
| orig. = original | t. = tome |
| p. = page | vol. = volume |

Sources et Bibliographie

I. SOURCES MANUSCRITES

Sion, Archives de l'Etat du Valais (AEV)

1. Fonds de la Médiation (M)

- M, vol. 16/17: protocoles des délibérations du Conseil d'Etat (CE), 1^{er} juillet 1805 - 6 fév. 1806, un vol., 557 p. numérotées + un répertoire annexé.
- M, vol. 21: protocoles du CE, 5 oct. 1807 - 31 juillet 1808, 560 p. numérotées + un répertoire annexé.
- M, vol. 23: protocoles du CE, 1^{er} mai 1809 - 31 oct. 1809, 350 p. numérotées.
- M, vol. 27: arrêtés et correspondance du CE, 1806, 279 p., minutes.
- M, vol. 45: correspondance du CE, signée par le grand bailli, extérieur, 11 janv. 1808 - 25 déc. 1808, 245 p. numérotées, minutes.
- M, vol. 46: correspondance du CE, signée par le grand bailli, extérieur, 2 janv. 1809 - 31 déc. 1809, 207 p. numérotées, minutes.

2. Fonds du département du Simplon (S)

S, cart. 10, fasc. 11: gardes d'honneur, avril - mai 1813, 13 pièces.

3. Fonds du Conseil d'Etat (CE)

- CE, N° 1101, vol. 6, vol. 18, vol. 21, vol. 23, vol. 41-48: protocoles des séances du CE, 12 vol., le premier commençant en janv. 1818 et le dernier s'achevant en sept. 1855.
- CE, N° 1110/1, vol. 1 à 4: lettres du CE, extérieur, 1814-1847, 4 vol., minutes.
- CE, N° 1110/1, vol. 17: lettres du CE à des particuliers de l'extérieur, 1815-1829, minutes, 671 p. suivies d'un index, XXII fol. + quelques pages vierges.

CE, N° 1110/1, vol. 18: lettres du CE à divers particuliers de l'extérieur, 1831-1839, minutes, 150 p. suivies d'une annexe de 28 p. + diverses pages blanches non numérotées.

Si, en règle générale, les lettres adressées à l'extérieur sont signées par le grand bailli au nom du pouvoir exécutif, nous ne pouvons exclure qu'il soit parfois absent pour des raisons diverses, d'où notre prudence dans les références indiquées dans les notes de bas de page où nous nous contentons de mentionner le plus souvent «le CE» comme expéditeur, afin d'éviter toute erreur. De même, s'il est vraisemblable que la quasi-totalité des lettres soient datées de Sion, nous avons préféré l'abréviation «s. l.» quand les minutes ne donnaient aucune indication à ce sujet.

4. Fonds de la Diète, puis du Grand Conseil (Diète ou Grand Conseil)

N° 1001, vol. 1 à 43: protocoles, 1814-1852, 43 vol.

5. Département de l'Intérieur, ancien fonds (DI, ancien fonds)

DI, ancien fonds, Annexes 1, n° 108, lettre D, pièce 37: lettre de Pierre-Marie Dufour au grand bailli du Valais [Michel Dufour], Sion, 10 oct. 1836, orig.

6. Recensements fédéraux

Fonds intégré jadis dans l'ancien fonds du DI => (DI)

(DI), fonds n° 3090, recensement fédéral de 1870, vol. 52, Sion/Pratibori, 162 fol.

(DI), fonds n° 3090, recensement fédéral de 1870, vol. 87, Monthey, t. 1, 466 fol.

(DI), fonds n° 3090, recensement fédéral de 1880, vol. 50, Sion, t. 1, 491 fol.

(DI), fonds n° 3090, recensement fédéral de 1880, vol. 82, Monthey, 498 fol.

7. Ancien fonds du Département militaire (DM)

1 DM, fasc. 5. 1: nominations et démissions d'officiers, brevets, 1817-1838, pièces non numérotées.

3 DM, vol. 1: protocoles des lettres écrites par le CE et concernant le domaine militaire, 1817-1821, trois répertoires + 284 p. + quelques pages non numérotées dont l'une contient un extrait du protocole de la séance du CE du 29 mai 1817.

3 DM, vol. 2: protocoles des lettres écrites par le CE et concernant le domaine militaire, 1821-1826, un répertoire non paginé + pages numérotées de 97 à 361 + quelques pages vierges.

3 DM, vol. 4: protocoles des lettres écrites par le département militaire, 1829-1831, un vol. non paginé (les lettres sont numérotées de 434 à 767).

8. Fonds du Service étranger (SE)

SE, fasc. 3/13: service du St-Siège; lettres concernant principalement la démission du colonel Eugène de Courten et le refus de Louis Dufour de devenir major, 1834-1837, 6 pièces.

- SE, fasc. 3/14: service du St-Siège; documents liés au conflit qui oppose, d'une part, le colonel de Kalbermatten, le lieutenant-colonel Prosper de Ræmy, le major Elie de Kalbermatten et, d'autre part, des officiers et sous-officiers du 2^e régiment étranger, 1835-1836, 18 pièces.
- SE, fasc. 5/23: service du St-Siège; lettres du baron Théodose de Kalbermatten, 1832-1839, 15 pièces.
- SE, fasc. 6/4: service d'Espagne; presque exclusivement: lettres de Joseph Caa-maño, ambassadeur d'Espagne en Suisse, et de son secrétaire Joseph Ferreira, 1799-1808, 44 pièces.
- SE, fasc. 8/1: service de Naples; état des officiers, candidats officiers et sous-officiers, promotions et correspondance y relative, 1824-1849, 122 pièces.
- SE, fasc. 12/23: service de Naples, entre autres; essentiellement: lettres écrites par des officiers, dont Pierre-Marie Dufour, Augustin de Riedmatten et Eugène de Stockalper, 1814-1849, 78 pièces.
- SE, fasc. 12/27: service de Naples entre autres; documents divers dont la déclaration adressée au peuple napolitain par les colonels des régiments suisses le 7 juin 1848, 1828-1862, 20 pièces.
- SE, fasc. 15/5/1: bataillon valaisan au service de France; lettres écrites par le commandant Charles de Bons, ainsi que quelques autres documents concernant ce corps d'armée, 1806-1809, 24 pièces.
- SE, fasc. 17/13: service de France; réclamations des militaires pensionnés, district de Monthey, 1794-1833, 45 pièces.
- SE, fasc. 21/13: service de France; officiers candidats, district de Monthey, 1815-1835, 53 pièces.
- SE, fasc. 21/14: service de France; états sommaires des officiers valaisans qui désirent continuer à servir dans les armées françaises, 1816-1820, deux cahiers et trois annexes.
- SE, fasc. 21/16: service de France; nominations d'officiers, 1810-1817, 9 pièces.
- SE, vol. 37: *Places d'Officiers*, 1803-1827, nombreuses pièces réunies dans un vol de 696 p.
- SE, fasc. 45/4: correspondance relative à des pensions d'invalides et à des réclamations d'ordre pécuniaire, 1805-1823, 15 pièces.

9. Libri (L)

AVL 393: chronique manuscrite du chanoine Hyacinthe Carraux, un vol., 854 p.

10. Photocopies (Ph)

Ph 1766/j: états de service de César-Marie Ducrey, 1832-1860, une vingtaine de pièces non numérotées.

11. Fonds des familles valaisannes

AV 108, famille Gay, n° 50: [Elie] Gay du Borgeal à son oncle, le Dr [Emmanuel] Gay, Saint-Nicolas, 26 janv. 1829, orig.

12. Fonds Jules-Bernard Bertrand (Bertrand)

Bertrand, R, n° 2: *Journal, soit protocole de la mairie [de Monthey], dès le 20 mai 1811 au 23 décembre 1813 [...]*, un registre, 230 p.

13. Fonds de la famille Closuit déposé par M. Léonard-Pierre Closuit (Closuit)

Closuit, n° 20: lettre de Pierre-Benjamin Closuit à son épouse Jeannette, née Favre, Torre [...] Annunziata, 29 juillet 1827, orig.

Closuit, n° 49: lettre du même à la même, Capoue, 12 sept. 1829, orig.

Closuit, n° 70: lettre du même à la même, Naples, 11 juin 1830, orig.

Closuit, n° 73: lettre du même à la même, Naples, 16 août 1830, orig.

Closuit, n° 76: lettre du même à la même, Naples, 4 fév. 1831, orig.

14. Fonds de Courten (Courten)

Ce fonds nous a posé quelques problèmes, car il a commencé à être remanié, sans cependant que le travail ait été achevé. Nous n'indiquerons ici que les nouvelles cotes et, quand l'un ou l'autre document auquel nous nous référons, n'a pas encore été inventorié et numéroté, nous indiquerons en note l'ancienne cote qui n'est cependant pas mentionnée ci-dessous.

Courten, cart. B 21, fasc. 1: service du St-Siège; lettres adressées au comte Eugène de Courten principalement, 1831-1833, 140 pièces.

Courten, cart. B 21, fasc. 3: service du St-Siège; lettres que des membres de la famille de Kalbermatten ont adressées au comte Eugène de Courten principalement, 1831-1838, 58 pièces.

Courten, cart. B 21, fasc. 5: projets de capitulation, capitulation et conventions pour la formation d'un régiment au service du St-Siège, 1832, 13 pièces.

Courten, cart. B 21, fasc. 6: service du St-Siège; correspondance adressée par Philippe de Angelis, nonce apostolique auprès de la CH, au comte Eugène de Courten + documents sur la démission de celui-ci, 1832-1834, 74 pièces.

Courten, cart. B 21, fasc. 7: service du St-Siège; un vol. de 98 p. non numérotées dont de nombreuses sont vierges et auxquelles s'ajoutaient encore d'autres qui ont été arrachées; ce document contient divers renseignements sur le 2^e régiment étranger à ses débuts (1832-1833), dont des états nominatifs de mercenaires.

Courten, cart. B 21, fasc. 8: service du St-Siège; ordres du jour, tableaux d'officiers, notes diverses, etc., 1832-1833, 20 pièces.

Courten, cart. B 21, fasc. 13: service du St-Siège; correspondance privée du comte Eugène de Courten adressée le plus souvent à son frère Pancrace, 1832-1833, 18 pièces.

Courten, cart. B 21, fasc. 16: E[UGÈNE] DE C[COURTEN], *Le comte Eugène de Courten au service du Saint-Siège, 1832-1834*, un cahier dactylographié, 1949, 33 p.

15. Fonds Joris (Joris)

Joris, P 92: lettres écrites à M^{me} François-Emmanuel Joris, née Patience Du Fay, par ses frères Pierre-Louis et Guillaume Du Fay, 1799-1832, 33 pièces.

16. Hoirie Joseph de Lavallaz (Lavallaz)

Lavallaz, P 1125: lettre du colonel de Ræmy, commandant le 2^e régiment étranger au service de Rome, à Antoine Du Fay de Lavallaz, chevalier des saints Maurice et Lazare, Forlì, 7 fév. 1844, orig.

17. Fonds Jean Marclay (Marclay)

Marclay, FB 275: cahier de copies par une personne anonyme – lettres de Frédéric Dufour, articles de journaux, nécrologie de Charles-Emmanuel de Rivaz – contenant des textes datant de 1802 à 1833, 38 p.

Marclay, FB 851: lettre de Joseph Dufour à Joseph Barman, Monthey, 16 avril 1844, orig.

Marclay, FQ 1515: reçu daté de Capoue, 18 fév. 1842, et signé par Joseph Dufour qui atteste le remboursement de neuf ducats et dix-sept grani par le capitaine Charles de Bons pour le compte de la famille de feu le lieutenant Alphonse de Quartéry, orig.

Marclay, P 130: reçu daté de St-Maurice, 8 fév. 1844, et signé par Joseph Dufour qui atteste le paiement de 500 francs de Suisse destinés à la veuve d'Alphonse de Quartéry, orig.

Marclay, P 139: note du Conseil d'Etat reprouvant l'intervention virulente d'un député de la Diète opposé à tout recrutement de mercenaires pour le service du St-Siège, s. l. n. d. [pas avant le 24 mai 1832], copie.

18. Fonds René de Preux (Preux)

Preux, P 253: lettre de Charles de Bons à Pierre-Hyacinthe de Riedmatten, Prats-de-Mollo en Roussillon, 16 nov. 1808, orig.

19. Fonds de Quartéry (Quartéry)

Quartéry, cart. 2, fasc. 4: Edouard de Quartéry, service militaire étranger, 1826-1871, 18 pièces, français et italien.

20. Fonds Augustin de Riedmatten (Aug. Riedm.)

Aug. Riedm. II, classeur 1: lettres écrites par Augustin de Riedmatten à diverses personnes, essentiellement de sa parenté, 1815-1861, 59 pièces.

Aug. Riedm. II, classeur 4: minutes de lettres écrites par Augustin de Riedmatten à diverses personnes, 1836-1866, 44 pièces.

Aug. Riedm. II, classeur 6, fasc. 2: lettres écrites par des fils d'Eugène de Stokkalper – Auguste, François, Jules et Paul – à Augustin de Riedmatten, 1848-1865, 15 pièces.

Aug. Riedm. II, classeur 6, fasc. 3: lettres d'Edouard Wolff à Augustin de Riedmatten, 1841-1859, 17 pièces.

Aug. Riedm. II, classeur 7, fasc. 1: lettres de diverses personnes adressées à Augustin de Riedmatten, 1828-1867, 134 pièces (cinq manquent).

Aug. Riedm. II, classeur 9: lettres écrites par Antoine de Riedmatten à Augustin de Riedmatten, 1841-1859, 43 pièces.

Aug. Riedm. II, classeur 11, n° 4: brochure contenant des décrets et des nominations militaires, à Naples, du 17 janv. au 31 janv. 1849, 43 p. imprimées.

Aug. Riedm. II, classeur 13: relations et rapports militaires, etc., 1848-1860, 60 pièces.

Aug. Riedm. II, classeur 14: documents concernant la carrière militaire d'Augustin de Riedmatten, 1813-1861, 28 pièces.

21. Fonds Louis de Riedmatten (LRiedm.)

LRiedm., cart. 7, fasc. 12: divers, 1800-1835, n° 1 à n° 104; le n° 100, qui concerne l'insurrection de Martigny en mai 1831, comprend 18 pièces et le n° 104, qui contient une correspondance entretenue entre Charles-Louis de Bons et Antoine de Riedmatten, comprend 46 pièces.

LRiedm., cart. 7, fasc. 13: divers, 1832-1840, n° 105 à n° 196.

LRiedm., cart. 7, fasc. 14: divers, 1840-1843, n° 197 à n° 304.

LRiedm., cart. 7, fasc. 15: divers, 1844-1847, n° 305 à n° 397.

LRiedm., cart. 8, fasc. 16: divers, n° 398 à n° 481.

22. Fonds de Rivaz (Rz)

Rz, cart. 14, fasc. 5: contrats de mariage, 1702-1849, 15 pièces + quelques divers.

Rz, cart. 50, fasc. 6: lettres écrites à Charles-Emmanuel de Rivaz par des membres de sa famille, 1767-1830, 206 pièces (le n° 67 et le n° 110 manquent).

Rz, cart. 54, fasc. 6: lettres adressées à Charles-Emmanuel de Rivaz par Simon Zenklusen, 1816-1818, 8 pièces.

Rz, cart. 54, fasc. 10: lettres écrites à Charles-Emmanuel de Rivaz par Emmanuel, Guillaume et Pierre-Louis Du Fay, 1812-1826, 39 pièces.

Rz, cart. 55, fasc. 24: lettres écrites à Charles-Emmanuel de Rivaz par Pierre-Louis Du Fay, 1791-1811, 20 pièces réunies en un cahier.

Rz, cart. 64, fasc. 6, n° 1: généalogie de la famille Du Fay dressée par le banneret Jean Devantéry, copie faite par l'un de ses fils, un cahier de 28 p.

23. Fonds Germaine de Rivaz (G. Rz)

G. Rz, fasc. 165: lettres de Joseph-Antoine Crompt à son épouse Anaïs, née Bruttin, 1847/1848 - 1850, 28 pièces.

24. Fonds Gaspard de Stockalper (Stockalper)

Stockalper, cart. 1, n° 2: état des officiers valaisans qui ont fait carrière au service du St-Siège, de Naples et de Sardaigne, trois cahiers réunis en un, le troisième étant quasiment dépourvu de renseignements, 30 fol. + 57 fol. + 69 fol.

25. Fonds du Vieux-Monthey (Vieux-Monthey)

Vieux-Monthey, n° 310: lettre du mercenaire [François] Bovier à son épouse [Marguerite, née Joris], dite Guitton, Naples, 16 mai [1848], orig.

26. Archives communales de Vionnaz (AC Vionnaz)

AC Vionnaz, P 902 / 1 : « Notes nécessaires pour la distribution du produit des collectes » destinées aux victimes de l'incendie de Vionnaz du 20 août 1800, s. l. n. d., non signées, un cahier contenant 10 p. écrites.

Archives communales de Monthey (ACM)

ACM, F 1265: lettre de Charles-Emmanuel de Rivaz, vice-bailli, au président du dizain de Monthey [Pierre-Louis Du Fay], Sion, 13 août 1816, orig.

ACM, F 1686: procès-verbal de l'assemblée primaire de la commune de Monthey, tenue le 27 janv. 1850.

II. SOURCES IMPRIMÉES

Publications officielles et journaux

Almanach portatif = *Almanach portatif du Valais* [...].

Annuaire VS = *Annuaire de la République et canton du Valais* [...], 1845-1847, 3 vol. ; puis *Annuaire officiel du canton du Valais* [...], 1853, un vol.

Annuaire du Simplon = *Annuaire de la préfecture du département du Simplon*, Sion, 1813, un vol., 96 p.

Bulletin officiel = *Bulletin officiel; Bulletin officiel et feuille d'avis [du Valais]*.

Le Confédéré du Valais.

Le Courrier du Valais, nouveau titre du *Journal du Valais*.

L'Echo des Alpes.

La Gazette du Simplon.

Gazette du Valais.

Journal du Valais, périodique fondé en 1846 sous le titre *L'Observateur*.

Lois fédérales = *Recueil officiel des pièces concernant le droit public de la Suisse, des lois fédérales, traités, décrets et arrêtés depuis l'introduction de la nouvelle constitution fédérale du 12 Septembre 1848*, [t. I,] Berne, 1964, 447 p. ; *Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse*, t. VI, Berne, 1860, LXXVIII + 642 p.

Lois VS = Constitution et lois de la République du Valais, t. I, Sion, 1844, 291 p.; *Lois et décrets de la République du Valais*, t. II, Sion, 1844, 306 p.; *Recueil des lois, décrets et arrêtés de la République et canton du Valais depuis 1815*, t. III (t. I dès 1815), 2^e éd., Sion, 1890, VI + 320 p; *Recueil des lois, décrets et arrêtés de la République et canton du Valais dès 1827 à 1838*, t. V (t. III dès 1815), 2^e éd., Sion, 1886, VIII + 533 p.; *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais dès 1839 à 1844*, t. VI (t. IV dès 1815), 2^e éd., Sion, 1889, VII + 385 p. + un tableau; *Recueil des lois, décrets et arrêtés de la République et canton du Valais dès 1844 à 1847*, t. VII (t. V dès 1815), Sion, 1847, 358 p. + un tableau; *Recueil des lois, décrets et arrêtés du canton du Valais dès 1847 à 1852*, t. VIII (t. VI dès 1815), 2^e éd., Sion, 1884, VIII + 478 p.

Mémorial administratif = *Mémorial administratif de la préfecture du département du Simplon*, 1813.

Nomina litteratorum = *Nomina literatorum, qui in lycæo et gymnasio agaunensi Intra annum eminuerunt [...]*, 1806-1822, période durant laquelle l'en-tête est modifié à plusieurs reprises, les quatre premiers mots restant identiques.

L'Observateur = *L'Observateur, journal valaisan*, futur *Journal du Valais*.

Walliser Bote.

Walliser Wochenblatt, titre pris par le *Walliser Bote* de 1858 à 1869.

Divers

Bible = *La Bible*, traduction œcuménique, édition intégrale, 5^e éd., Paris, Villiers-le-Bel, 1994, 3096 p. suivies de quelques cartes.

Saint CYPRIEN = *Saint CYPRIEN, De l'unité de l'Eglise catholique*, introduction, traduction française – avec texte latin en regard – et notes par PIERRE DE LABRIOLLE, Paris, 1942, XXXII + 55 p. (Coll. *Unam Sanctam*, n° 9).

BÉGOS = LOUIS BÉGOS, *Souvenirs des campagnes du lieutenant-colonel Louis Bégos, ancien capitaine-adjutant-major au deuxième régiment suisse au service de France*, Lausanne, 1859, 191 p.

Ce témoignage est reproduit in *Soldats Suisses au Service Etranger*, t. II, Genève, 1909, pp. 111-233.

BINER et BIOLLAY = *Nouvelles d'il y a cent cinquante ans. Les événements du Valais, du 25 décembre 1813 au 10 septembre 1815, d'après la « Gazette de Lausanne » et le « Journal Suisse »*, extraits recueillis par JEAN-MARC BINER et présentés par EMILE BIOLLAY, in *Ann. val.*, 1965, pp. 53-92.

CLEMENSO = *Souvenirs d'un officier valaisan au service de France: le capitaine Hyacinthe Clemenso*, avant-propos, notes et conclusion de LÉON DUPONT LACHENAL et de LÉON IMHOFF, in *Ann. val.*, 1957, pp. 1-110.

DERIVAZ = [ANDRÉ DERIVAZ,] *Événements du Valais en 1843*, Genève, 1843, 55 p.

A noter que l'attribution de ce pamphlet au chanoine Derivaz, quoique fort vraisemblable, n'est pas absolument prouvée.

GATTLEN = *Hauptmann CHRISTIAN GATTLEN, Lebenserinnerungen, mit biographischer Enleitung und kritischen Anmerkungen von ANTON GATTLEN*, in *Beihefte zu Vallesia / Cahiers de Vallesia*, n° 5, Sion, 1996, 303 S.

- HÉDIGER et DE RIEDMATTEN = [ALOYS] HÉDIGER et [AUGUSTIN] DE RIEDMATTEN, *Relation historique des opérations du 3.^{ème} régiment suisse à la prise de la Ville de Messine, Naples*, 1849, 26 p.
- HUBERT = JOSEPH-NICOLAS HUBERT (1809-1864) chanoine du Saint-Bernard. *Précis historique des événements d'Entremont arrivés en mai 1844*, publ. par ANDRÉ DONNET, in *Vallesia*, t. XXIV, 1969, pp. 1-94.
- KÆMPFEN = *Deux cahiers des «Souvenirs» du Dr Antoine Kaempfen (1784-1856), de Brigue, chirurgien-major au service de France*, publ. par GEORGES FOËX, in *Vallesia*, t. XVII, 1962, pp. 1-120.
- Personnages du Valais = Personnages du Valais fichés par l'administration française du département du Simplon (1811). Trois exemples de la «Statistique morale et personnelle» de l'Empire*, publ. par ANDRÉ DONNET, in *Vallesia*, t. XLI, 1986, pp. 193-308.
- DE PREUX = *Mandement ou Lettre pastorale de Monseigneur Joseph François Xavier Evêque de Sion Addressée à tous MM. les Curés de son Diocèse pour être lue aux Fidèles au prône ou offices de la paroisse du Dimanche, qui précèdera immédiatement le tems de l'obligation des Confessions et Communions paschales*, daté de Sion, le 28 fév. 1815, Sion, 1815, 12 p. imprimées.
- MARIE DE RIEDMATTEN = MARIE DE RIEDMATTEN, *Journal intime (1882-1896)*, texte établi, annoté et présenté par ANDRÉ DONNET, 1975, 2 vol. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 14 et 15).
- ANNE-JOSEPH DE RIVAZ = ANNE-JOSEPH DE RIVAZ, *Mémoires historiques sur le Valais (1798-1834)*, publ. par ANDRÉ DONNET, Lausanne, 1961, 3 vol. (Coll. *Mémoires et Documents* publ. par la Société d'Histoire de la Suisse romande, 3^e série, t. V-VII).
- ROBATEL = *Mémoires de Louis Robatel (1788-1877), officier valaisan au service d'Espagne, puis de France*, publ. par ANDRÉ DONNET, 1966, 294 p. (Coll. *Bibliotheca Vallesiana*, t. 3).
- RÖSSELET = *Souvenirs de Abraham Rösselet, lieutenant-colonel en retraite du service de France, chevalier de l'ordre pour le mérite militaire, officier de la Légion d'honneur, décoré de la Fleur-de-lys et de la médaille d'honneur suisse, bourgeois de Berne et de Douanne*, publ. par R[ODOLPHE] DE STEIGER, Neuchâtel, 1857, XXI + 5 p. + 323 p.
- SCHALLER I = *Souvenirs d'un officier fribourgeois 1798-1848* par H[ENRI] DE SCHALLER, 2^e éd., Fribourg, 1890, 229 p.
 Pour rédiger cet ouvrage, Henri de Schaller s'est inspiré notamment des notes, de la correspondance et des états de service de Jean (-François-Joseph-Pierre-Damien) de Schaller, né à Fribourg en 1784 et décédé à Corminbœuf en 1863.
- STEIGER = [RODOLPHE DE STEIGER], *Les Régiments suisses de Naples dans les années 1848 & 1849 par un officier du régiment bernois*, Neuchâtel, 1851, 274 p.
- DE TORRENTÉ = F[ERDINAND] DE TORRENTÉ, *Journal des étapes et faits d'armes du 3.^{me} régiment suisse de Riedmatten pendant la campagne de Sicile de 1849*, Naples, 1853, 36 p. + un dépliant.

III. BIBLIOGRAPHIE

Publications diverses

DHBS = *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921-1934, 7 vol. et un supplément.

FOREVILLE = RAYMONDE FOREVILLE, *Latran I, II, III et Latran IV*, Paris, 1965, 445 p. (Coll. *Histoire des conciles œcuméniques*, publ. sous la direction de GERVAIS DUMEIGE, t. 6).

KREIS = GEORG KREIS, *Le siècle où la Suisse bougea. Un nouveau regard sur le XIX^e*, adaptation française par MARTINE TIERCY, Lausanne, 1986, 248 p.

TRANIÉ = JEAN TRANIÉ et J[UAN] C[ARLOS] CARMIGNIANI, *Napoléon 1807-1814. La campagne d'Espagne*, Paris, 1998, 255 p.

Service militaire étranger et mercenaires

ANTONIETTI = THOMAS ANTONIETTI, *La classe sociale dans les souvenirs historiques : l'exemple des services étrangers*, in *Folklore suisse / Folclore svizzero*, 1991, fascicule 5/6, pp. 68-79.

D'AMBERT = G. D'AMBERT, *Le Bataillon valaisan 1805-1811*, in *Le Briquet*, Circulaire de l'Amicale des collectionneurs de figurines historiques du Centre-Loire, 1967, n° 3, pp. 11-12.

BERTRAND I = [JULES-BERNARD] B[ERTRAND], *Nos centenaires 1830-1930: Charles-Emmanuel de Rivaz 1753-1830; Guillaume-Antoine Dufay 1767-1830*, in *Almanach du Valais*, 1931, pp. 41-44.

BERTRAND II = J[ULES]-B[ERNARD] B[ERTRAND], *Les Valaisans au service de Naples*, in *Almanach du Valais*, 1920, pp. 41-48.

BIOLEY = P[IERRE] B[IOLEY], *Grandeur et décadence d'un officier valaisan [Etienne-Nicolas Bruchez]*, in *Ann. val.*, 1917, pp. 65-75.

BORY = JEAN-RENÉ BORY, *Les Suisses au service étranger et leur musée / Die Schweizer in fremden Diensten und ihr Museum / The Swiss of the foreign service and their museum*, Nyon, 1965, 197 p.

CARLEN I = LOUIS CARLEN, *Die Familie von Stockalper und die Fremden Dienste*, tiré-à-part de *Gente ferocissima: Mercenariat et société en Suisse (XV^e-XIX^e siècle) / Solddienst und Gesellschaft in der Schweiz (15.-19. Jahrhundert)*, ouvrage offert au professeur Alain Dubois, Lausanne et Zürich, 1997, pp. 149-163.

CARLEN II = LOUIS CARLEN, *Vom Fremdendienst in die Behörde Walliser Offiziere in Ämtern um 19. Jahrhundert*, in *Blätter aus der Walliser Geschichte*, XXXII. Bd, 2000, S. 209-216.

DE CASTELLA = R[ODOLPHE] DE CASTELLA DE DELLEY, *Garde royale 1815-1830: 6 régiments suisses au service de France*, [Courtepin], 1980, 352 p. dactylographiées ou photocopiées.

DE COCATRIX = [EUGÈNE] DE COCATRIX, *A propos d'un centenaire: Guillaume du Fay et ses Suisses à la révolution de juillet*, in *Petites Ann. val.*, n° 4, déc. 1930, pp. 49-56.

DE COURTEN = EUGÈNE DE COURTEN, *Valaisans au service des causes perdues: Naples 1861 - Rome 1870*, in *Ann. val.*, 1965, pp. 325-372.

- Famille de Courten* = JOSEPH et EUGÈNE DE COURTEN, *Famille de Courten. Généalogie et services militaires*, Metz, 1885, XIV + 259 p.
- FÉLIX = JOËLLE FÉLIX, *De l'honneur à la honte : les régiments suisses de Naples le 15 mai 1848*, Genève, 1987, 103 p. + 3 planches (Mémoire de licence, Faculté des Lettres, Genève).
- FURRER = NORBERT FURRER, *Paroles de mercenaire. Aspects sociolinguistiques du service étranger*, in *Gente ferocissima. Mercenariat et société en Suisse (XV^e-XIX^e siècle)* / *Solddienst und Gesellschaft in der Schweiz (15.-19. Jahrhundert)*, Lausanne et Zürich, 1997, pp. 289-315.
- GANTER = HENRI GANTER, *Histoire du service militaire des régiments suisses à la solde de l'Angleterre, de Naples et de Rome*, Genève, [1906,] 500 p.
- GERN = PHILIPPE GERN, *Le recrutement d'un bataillon valaisan au service de Napoléon (1804-1807)*, in *Vallesia*, t. XVIII, 1963, pp. 163-175.
- MAAG I = ALBERT MAAG, *Geschichte der Schweizertruppen in französischen Diensten während der Restauration und Julirevolution (1816-1830)*, Biel, 1899, XV + 864 S.
- MAAG II = ALBERT MAAG, *Geschichte der Schweizertruppen in neapolitanischen Diensten 1825-1861*, Zürich, 1909, XVIII + 791 S.
- DE MONTET = ALBERT DE MONTET, *Les troupes suisses au service de France depuis les derniers temps de l'ancienne monarchie jusqu'à aujourd'hui*, in *Revue historique vaudoise*, 1893, pp. 257-273 et pp. 289-305.
- PUTALLAZ I = PIERRE-ALAIN PUTALLAZ, *Le tragique destin de Pierre d'Odet (1781-1808), mercenaire dans le régiment valaisan au service d'Espagne*, in *Ann. val.*, 1989, pp. 7-42.
- BERNARD DE RIEDMATTEN = BERNARD DE RIEDMATTEN, *En marge du centenaire de l'exposition de l'unité italienne : le Lt.-Gén. Augustin de Riedmatten, un Valaisan au service des Bourbons de Naples*, in *le Nouvelliste du Rhône*, du vendredi 9 juin 1961, NR magazine, p. I.
- LOUISELLE DE RIEDMATTEN = LOUISELLE DE RIEDMATTEN, *Les régiments suisses et la bataille de Baylen 19 juillet 1808*, in *Vallesia*, t. LI, 1996, pp. 163-216.
- PAUL DE RIVAZ I = PAUL DE RIVAZ, *Le Général Pierre-Marie Dufour*, in *Ann. val.*, 1934, pp. 324-329.
- PAUL DE RIVAZ II = PAUL DE RIVAZ, *Silhouettes de généraux valaisans. [Partie] I. Le Général Wolff*, in *Ann. val.*, 1933, pp. 224-229.
- SCHALBETTER = JACQUES SCHALBETTER, *Le régiment valaisan au service de l'Espagne 1796-1808*, in *Ann. val.*, 1969, pp. 283-369.
- DE SCHALLER II = H[ENRI] DE SCHALLER, *Histoire des troupes suisses au service de France sous le règne de Napoléon I^{er}*, Lausanne, 1883, 236 p.
- SCHNEIDER = H. SCHNEIDER, *Les troupes suisses au service de Naples*, in *Calendrier historique pour 1950*, édité par *La Suisse*, Sociétés d'assurances sur la vie et contre les accidents à Lausanne.
- DE VALLIÈRE = P[AUL] DE VALLIÈRE, *Honneur et Fidélité. Histoire des Suisses au Service étranger*, Lausanne, 2^e éd., 1940, 774 p.

Valais

Armorial valaisan, 1946 = *Armorial valaisan/Walliser Wappenbuch*, fac-similé de l'édition de 1946, Sierre, Sion, 1997, 304 p. + 40 planches.

Histoire du Valais = *Histoire du Valais*, *Ann. val.*, 2000-2001, 4 vol. publiés par la *Société d'Histoire du Valais romand*, Sierre, 2002.

ROUILLER = JEAN-LUC ROUILLER, *Le Valais par les dates. Une chronologie des origines à nos jours*, in *Ann. val.*, 1999, pp. 91-263.

ARLETTAZ I = GÉRALD ARLETTAZ, *Les conflits idéologiques*, in *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, 1979, pp. 93-147 (Coll. *Société et culture du Valais contemporain*, t. I).

ARLETTAZ II = GÉRALD ARLETTAZ, « République, Démocratie, Progrès ». *Le discours libéral-radical et la société valaisanne de 1824 à 1848*, pp. 45-116, in *Idéologies et populations*, 1985 (Coll. *Société et culture du Valais contemporain*, t. IV).

ARLETTAZ III = GÉRALD ARLETTAZ, *Les tendances libérales en Valais (1825-1839)*, Fribourg, 1971, II + 242 p. dactylographiées (Mémoire de licence, Faculté des Lettres, Fribourg; Coll. *Etudes et recherches d'histoire contemporaine*, t. 11).

BERTRAND III = J[ULES]-B[ERNARD] BERTRAND, *1839-1840: La Régénération valaisanne. Le Centenaire du Grand Conseil*, in *Ann. val.*, 1941, pp. 169-220.

BERTRAND IV = J[ULES]-B[ERNARD] BERTRAND, *La Jeune Suisse et ses débuts en Valais 1835-1840*, in *Ann. val.*, 1936, pp. 134-153.

BINER = JEAN-MARC BINER, *Autorités valaisannes 1848 - 1977/79, Canton et Confédération/Walliser Behörden 1848 - 1977/79, Kanton und Bund*, in *Vallesia*, t. XXXVII, 1982, 408 p.

BIOLLAY I = EMILE BIOLLAY, *Le Valais de 1815 à 1965*, Sion, 1966, 45 p.

BIOLLAY II = EMILE BIOLLAY, *Le Valais en 1813-1814 et sa politique d'indépendance. La libération et l'occupation d'un département réuni*, 1970, 551 p. (*Bibliotheca Vallesiana*, t. 7).

BOISSARD = CHARLES BOISSARD, *Histoire de Monthey suivie de Souvenirs choisis et d'un appendice sur l'histoire de Choëx: Choëx, un îlot de paix. Avec un aperçu de préhistoire régionale: Chronique d'un lointain passé* par PIERRE-ALAIN BEZAT, Monthey, 1998, 561 p.

BORTER = LEOPOLD BORTER, *L'Eglise, le clergé et l'Etat du Valais 1839-1849*, traduit de l'allemand par GRÉGOIRE GHICA, in *Ann. val.*, 1964, pp. 241-420.

CALPINI = JACQUES CALPINI, *L'organisation des milices valaisannes de 1815 à 1875*, *Vallesia*, t. XVIII, 1963, pp. 1-118.

CARLEN III = LOUIS CARLEN, *Walliser in Rom*, Brig, 1992, 143 S.

CORDONIER = ALAIN CORDONIER, *Presse et révolutions en Valais (1798-1848)*, 2^e partie, pp. 71-83: *Les premiers journaux valaisans (1839-1848)*, in *Presse et Révolutions en Valais 1780-1848*, catalogue, Martigny, 1989, 128 p.

- DEVANTÉRY-ROH = JOCELYNE DEVANTÉRY-ROH, *La Régie des Postes en Valais 1831-1848*, s. I., 1986, 144 p. dactylographiées (Mémoire de licence, Faculté des Lettres, Genève).
- Etat du conseil municipal [...] = Etat du conseil municipal et du conseil bourgeois des chefs-lieux de district du Valais Romand (1848-1965)*, établi par PIERRE DEVANTHEY, RAPHAËL BERRA, etc., in *Ann. val.*, 1966, pp. 181-351.
- FAYARD DUCHÊNE = JANINE FAYARD DUCHÊNE, *Les origines de la population de Sion à la fin du XVIII^e siècle: Bourgeois, habitants per[p]étuels et tolérés*, Sion, 1994, XXVI + 528 p. + ill. et un plan (Coll. *Cahiers de Vallesia*, t. 4).
- LONFAT = JEAN-PHILIPPE LONFAT, *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice: la tradition dans la vie, la vie dans la tradition*, Charrat, 1996, 422 p. (Mémoire de licence, Faculté des Lettres, Fribourg).
- PIGNAT = RAOUL PIGNAT, *Le tabac dans la vallée du Rhône de 1700 à 1981*, Vouvry, 1981, 147 p.
- PUTALLAZ II = PIERRE-ALAIN PUTALLAZ, *La carrière publique de Michel Dufour (1768-1843) jusqu'en 1810. Première partie (1768 - août 1802)*, in *Ann. val.*, 1994, pp. 3-160.
- PUTALLAZ III = PIERRE-ALAIN PUTALLAZ, *La carrière publique de Michel Dufour (1767/1768 - 1843) jusqu'en 1810. Seconde partie (août 1802 - novembre 1810)*, in *Vallesia*, t. LV, 2000, pp. 313-608.
- REY I = [PIERRE-]MICHEL REY, *La démocratie radicale*, in *Histoire de la démocratie en Valais (1798-1914)*, 1979, pp. 149-188 (Coll. *Société et culture du Valais contemporain*, t. III).
- REY II = PIERRE-MICHEL REY, *Le régime radical en Valais 1847-1857*, 1971, Fribourg, 229 p. dactylographiées (Mémoire de licence, Faculté des Lettres, Fribourg; Coll. *Etudes et recherches d'histoire contemporaine*, t. 13).
- PAUL DE RIVAZ III = PAUL DE RIVAZ, *Histoire contemporaine du Valais*, [t. I,] Sion, 1946, 142 p.
- ROTEN = ROSEMARIE ROTEN, *Les Débuts du radicalisme en Valais, 1840-1848*, Fribourg, 1971, 181 p. dactylographiées (Mémoire de licence, Faculté des Lettres, Fribourg; Coll. *Etudes et recherches d'histoire contemporaine*, t. 12).
- SALAMIN = MICHEL SALAMIN, *Le Valais de 1798 à 1940*, Sierre, 1978, 328 p.
- SEILER = ANDREAS SEILER, *Histoire politique du Valais 1815-1844*, trad. de l'allemand par GRÉGOIRE GHICA, Saint-Maurice, 1951, 131 p.
- TROILLET = EDMOND TROILLET, *Un chansonnier politique de la Régénération: Louis Gard 1799-1854*, in *Ann. val.*, 1952, pp. 255-267.
- VEUTHEY = GUY-ANDRÉ VEUTHEY, *Une fondation scolaire valaisanne au XVIII^e siècle*, in *Pages Monthesysannes*, n° 8, déc. 1966, pp. 529-550 (*Bulletin du « Vieux Monthey »*).

Index des personnes

Les prénoms en caractères gras sont les plus usuels ; ceux en italique sont moins souvent usités ; les autres ne sont en principe pas utilisés. Exemple : **de Bons** Charles-Joseph-Marie-*Louis* => **Charles de Bons**, voire **Charles-Louis de Bons**.

Le lieu de baptême désigne la paroisse qui peut englober, par exemple, plusieurs villages et hameaux. Une exception : Châlons-sur-Marne qui indique la ville et non la paroisse qui porte un autre nom. Lorsque nous mentionnons Naples comme lieu de décès, il peut s'agir soit de la cité, soit de la région.

La date qui suit l'obtention d'un grade dans la milice est, en principe, celle de la nomination.

La tendance politique, que nous signalons pour certaines personnalités valaisannes, concerne principalement la nouvelle période qui s'ouvre dès le début décembre 1847 ; nous n'avons donc pas précisé que nombre d'entre elles ont été libérales avant de devenir radicales. Il nous faut ajouter qu'un conseiller d'Etat valaisan siège, de droit, à la Diète dont il est automatiquement un député ; cette dernière remarque concerne les années 1802-1810 et 1815-1839. De plus, il peut arriver que des hommes publics aient continué à remplir les fonctions qu'ils occupaient en 1843 durant une partie de l'année suivante au moins, mais, quand nous n'en avons pas la certitude, nous avons opté pour l'indication suivante : 1843/1844.

L'astérisque qui suit un numéro de page (par exemple 21*) signale que le nom de la personne ne se trouve que dans une ou plusieurs des notes de la page mentionnée.

Afin d'identifier le maximum de gens ayant vécu en Valais, nous avons essentiellement consulté les registres paroissiaux ainsi que les recensements du XIX^e siècle et diverses études portant sur l'histoire valaisanne et contenant un index des personnes. Nous avons aussi recouru à la *Société valaisanne de généalogie* dont nous tenons à remercier plusieurs membres, en particulier MM. Guy-Bernard Meyer, Gabriel Antonin, Jean-Charles Fellay ; à M. Hubert Færster, directeur des Archives de l'Etat de Fribourg ; à M. Gilbert Coutaz, directeur des Archives cantonales vaudoises. Toutes ces personnes sont assurées de notre reconnaissance. Des dictionnaires biographiques ou non, tels que le *DHBS*, ainsi que l'ouvrage de Maag sur le service de Naples (MAAG II), nous ont été utiles ; à quoi il faut ajouter le site web du *Dictionnaire historique de la Suisse* (<http://www.dhs.ch>), ainsi que les deux premiers volumes de ce nouveau dictionnaire qui ont été publiés en 2002 et en 2003.

Que soient aussi remerciés tous ceux qui ont bien voulu nous fournir une précision ou l'autre, parmi lesquels M. le révérend prieur Olivier Roduit de l'Abbaye de Saint-Maurice, M. le révérend Josef Lambrigger, curé de Münster, MM. Nicolas Barras, Vincent Callet-Molin, M. le Dr Louis Carlen, MM. Anton Gattlen et Stefan Jæggi, ainsi que divers membres du personnel de la Médiathèque Valais, des Archives cantonales de Genève, de Sion et de plusieurs cantons alémaniques. Que les personnes que nous avons sollicitées et que nous aurions omis de mentionner veuillent bien nous pardonner les possibles défaillances de notre mémoire.

Liste des abréviations utilisées

| | |
|---|-------------------|
| bapt. = baptisé (e) | AG = Argovie |
| CA = Chambre administrative, RH | BE = Berne |
| CH = Confédération helvétique | FR = Fribourg |
| E = Espagne | GE = Genève |
| F = France | GL = Glaris |
| gouv. = gouvernement | GR = Grisons |
| I = Italie | LU = Lucerne |
| P = Portugal | SO = Soleure |
| RH = République helvétique dont le Valais fit partie de 1798 à 1802 | VD = Vaud |
| RI = République «indépendante» du Valais (1802-1810) | VS = Valais |
| Rp = registre paroissial | ZH = Zurich |
| val = valaisan (s), valaisanne (s) | ☛ = voir à ce nom |

A

- Abbet Joseph-Marie (1814-1853)**, bapt. à Fully ; avocat et notaire. Dans la milice : 1^{er} sous-lieutenant, 1837 ; lieutenant instructeur d'artillerie, 1842-1844 ; capitaine, directeur de l'arsenal cantonal, 1849-1856. Député à l'Assemblée constituante de janv. 1839 et à l'Assemblée constitutive de fév. 1839 ; succédant à Alexandre de Torrenté ☛, il fut président de la section val. des *Jeunes Suisses*, 1843-1844 ; député au Grand Conseil, 1843-1844 ; en exil dès 1844 ; le Tribunal central le condamna par contumace à quinze ans de détention et à la privation à vie de ses droits politiques ; membre du *Comité patriotique valaisan* créé à Bex le 1^{er} nov. 1847 ; député au Grand Conseil, 1847-1852 ; radical ; ∞ en 1842 Marie-Louise-Emérentienne Mermoud (1815-1895) : 115, 116*.
- Ackermann Jean-Baptiste (1792-1871)**, SO ; au service de Naples, dans le 2^e rgt suisse : lieutenant, 1825 ; capitaine, 1843 ; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de droit de St-Georges ; retraite, 1850 : 154.
- Allet Aloys-Joseph-Ladislas (1793-1845)**, bapt. à Loèche ; frère du suivant ; neveu de Mgr *Sulpice-Augustin Zen Ruffinen* ☛ ; a) 2^e sous-lieutenant, puis 1^{er} sous-lieutenant dans le bataillon 1 du VS au service de la CH, 1815 ; b) dans la 2^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne au service de France : 2^e sous-lieutenant, 1816 ; 1^{er} sous-lieutenant, 1824 ; lieutenant, 1827 ; licencié, 1830. Dans la milice : capitaine, 1834 ; major, 1841 ; ∞ en 1825 Marie-Josèphe-Marguerite-Casilda Zen Ruffinen (1800-1853) ; beau-père de Pierre de Werra ☛ : 14, 16.
- **Joseph-François-Auguste-Eugène (1784-1837)**, bapt. à Loèche ; frère du précédent ; neveu de Mgr *Sulpice-Augustin Zen Ruffinen* ☛ ; marquis d'Augustini, titre légué par son beau-père Antoine-Joseph-Marie d'Augustini (1743-1823). Vice-président, 1815-1817, vice-grand châtelain, 1817-1819, grand châtelain, 1819-1825, président du dizain de Loèche, 1825-1827. Député à la Diète, 1815-1817, 1819-1827 ; conseiller d'Etat, 1827-1837 ; ∞ en 1807 Geneviève Augustini ☛ ; beau-père de François-Joseph Willa ☛ : 36, 66, 152.
- Enfant :*
- **Joseph-Barthélemy-Ignace-Maurice-Eugène (1814-1878)**, bapt. à Loèche ; chevalier de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand ; décoré de la médaille *Pro Petri Sede* ; commandeur de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand ; officier de la Légion d'honneur ; commandeur de l'ordre de Pie IX ; décoré de l'ordre du roi Ferdinand de Naples ; etc. Au service du St-Siège a) dans le 2^e rgt étranger : 2^e sous-lieutenant, 1832 ; 1^{er} sous-lieutenant, 1835 ; 2^e lieutenant, 1836 ; 1^{er} lieutenant, 1848 ; b) après être devenu capitaine, puis major dans les troupes de nouvelle formation, il fut promu, en 1860, lieutenant-colonel et, en 1866, colonel commandant les zouaves pontificaux ; licencié, 1870 : 28, 32-38, 66, 146-152.
- Alvarez de Castro Mariano (1749-1810)**, E ; commandant l'armée espagnole de Catalogne ; défenseur de Gérone ; mort au fort de Figueras le 10 janv. des suites d'une fièvre contractée lors du siège de Gérone : 48, 49*.

Amey (brigade commandée par le suivant) : 48.

— François-Pierre-Joseph (1768-1850), originaire d'Albeuve, FR ; né à Sélestat, F ; mercenaire naturalisé Français ; promu général de brigade en 1793 ; créé baron de l'Empire en 1808 ; chef de brigade dans la division Verdier – le général et comte Jean-Antoine de Verdier (1767-1839) – qui se battit en Espagne dès 1809 : 48.

Amherd Joseph-Ignace-Aloys (1752-1825), bapt. à Glis ; ordonné prêtre en 1778 ; curé de Greniols, 1788-1795 ; chanoine du Chapitre de Sion ; curé de Naters, 1795-1807 ; curé de Sion, 1811-1816 : 52.

Ammann Hans-Robert, directeur des Archives de l'Etat du Valais : 3.

de Angelis Philippe (1792-1877), I ; évêque de Leucade *in partibus* en Thrace ; administrateur apostolique du diocèse de Forlì où il suppléa Mgr Brazzi ☞ dès 1826 ; archevêque de Carthage *in partibus*, 1830 ; nonce apostolique près la CH, 1830-1839 ; évêque de Montefiascone et Corneto, 1838 ; créé cardinal *in pectore* en 1838 (sa nomination fut rendue publique en 1839) ; archevêque de Fermo, 1842 ; sous la République romaine, il fut emprisonné dans la forteresse d'Ancône, y resta cent jours et fut délivré par les troupes autrichiennes ; en 1850, il fut membre de la Commission chargée provisoirement du gouv. des Etats pontificaux ; premier président du 1^{er} Concile du Vatican (1869-1870) ; camerlingue du Sacré-Collège : 19, 22*, 23, 26*, 31*.

Angoulême, Louis-Antoine de Bourbon (1775-1844), duc de F ; fils aîné du comte d'Artois qui deviendra roi de France sous le nom de Charles X ☞ ; commandant des troupes françaises qui intervinrent en Espagne en 1823 pour restaurer le roi Ferdinand VII ☞ dans ses pouvoirs : 15.

ANTONIETTI THOMAS : 136-137.

de Arizaga, Arizagua, Areizaga

— Juan, don ; général espagnol qui lutta contre les troupes napoléoniennes ; un bataillon formé de militaires étrangers, dont fit partie Louis Dufour ☞, se trouva sous son commandement et celui du général Cuesta ☞ : 5.

Augereau Pierre-François-Charles (1757-1816), duc de Castiglione, F ; succédant aux généraux Verdier (1767-1839) et Gouvion Saint-Cyr ☞, il fut le commandant en chef du 7^e corps d'armée de juin 1809 à avril 1811 et c'est lui qui reçut la capitulation de Gérone en déc. 1809 : 9*, 46, 49*.

Augustini Anne-Marie-Catherine-Josèphe-Geneviève-Antoinette (1781-1855), bapt. à Loèche ; fille d'Antoine-Joseph-Marie d'Augustini (1743-1823) ; ∞ Joseph-François-Auguste-Eugène Allet ☞ en 1807 : 66.

Aymon (famille) : 135.

— Charles (1834-1921), né vraisemblablement en Silésie autrichienne ; fils de Germain ☞ ; mercenaire au service de Naples ; agriculteur ; commandant de la gendarmerie cantonale, 1865-1873 ; président d'Ayent, 1867-1875 ; député au Grand Conseil, 1869-1877 ; ∞ 1) en 1859 Eugénie Dufour ☞ ; 2) Thérèse-Cécile Kuonen ; mort à Salquenen et enseveli à Sion : 94-95, 112*, 135*.

Enfants :

— Caroline, dite *Pépé* (1861-1938), bapt. à Sion ; ∞ 1) en 1886 Léon-Joseph-Marie-Germain de Cocatrix (1854-1904), ingénieur ; 2) en 1905 Louis-Philippe-Alphonse-Edouard de Torrenté, dit *Dodelet* (1869-1935), hôtelier ; décédée à Cannes, F : 94*.

— Charles-Henri-André (1862-1885), bapt. à Sion ; célibataire : 94*, 95.

— Félix-Louis-Joseph (1864-1932), bapt. à Sion ; imprimeur ; ∞ en 1892 Hedwige de Lavallaz (1866-1900) : 94*.

— Germain (1795-1867), bapt. à Ayent ; précepteur en Autriche ; député au Grand Conseil, 1852-1865 dont il fut vice-président en 1853-1861 et président, en tant que doyen d'âge, du 21 au 23 mai 1861 ; ∞ en 1831, à Graz, Caroline Schwarzleitner (1800/1802 - 1873), née à Vienne (voir notamment la *Gazette du Valais*, n° 49 de l'an 1873, pp. 2-3, et un monument funéraire dans l'ancien cimetière de Sion) ; père de Charles ☞ : 135*.

B

Barlaty Pierre-Michel-Cyprien (1821-1891), bapt. à Monthey ; avocat et notaire ; juge de Monthey, notamment en 1849 et au début de 1850 ; député au Grand Conseil, 1852-1857, 1869-

- 1873; député au Conseil des Etats, 1869-1871; président du tribunal de Monthey, 1857-1877; juge au Tribunal d'appel, 1857-1877, à la Cour d'appel et de cassation, 1877-1891; conservateur; ∞ en 1850 [Marie]-Mathilde-Zélie-Madeleine Delacoste (1828-1881): 96*.
- Barman Marie-Louis-Gaspard (1805-1890), bapt. à St-Maurice; frère du suivant; a) au service de France: 2^e sous-lieutenant, 1825; 1^{er} sous-lieutenant, 1829; licencié, 1830; b₁) dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège: 1^{er} lieutenant, 1832, il y devint capitaine adjudant-major, puis lieutenant-colonel en 1848; b₂) colonel commandant le 1^{er} rgt étranger au service du St-Siège, 1849; licencié, 1849. De retour en Suisse, il fit partie de l'Etat-major fédéral en tant que colonel, 1852-1867: chef de brigade, commissaire fédéral et inspecteur d'arrondissement; conseiller national, 1860-1878; député au Grand Conseil, 1865-1890 dont il fut le vice-président de 1865 à 1869; libéral-radical; célibataire: 28, 33*.
- Louis-Maurice (1808-1878), bapt. à St-Maurice; frère du précédent; notaire; président du CE désigné, en mars 1839, par l'Assemblée constitutive, dont il était l'un des députés, à la place de son frère Joseph-Hyacinthe (1800-1885) qui avait décliné son élection; conseiller d'Etat, élu en sept. 1839 par l'Assemblée constitutive, 1839-1840; député au Grand Conseil, 1840; conseiller d'Etat, 1840-1843; en mai 1843, il refusa sa réélection. Dans la milice: 2^e sous-lieutenant, 1827; 1^{er} sous-lieutenant, 1832; lieutenant, 1837; capitaine, 1838. Major fédéral, 1841; lieutenant-colonel, 1847. Commandant en chef des troupes bas-val. en 1840 et en 1844; le Tribunal central le condamna par contumace à 20 ans de détention et à la privation à vie de ses droits politiques; président du *Comité patriotique valaisan* créé à Bex le 1^{er} nov. 1847; député au Grand Conseil, 1847-1848, 1850-1853, 1857-1877; membre du gouv. provisoire qu'il présida, déc. 1847 - janv. 1848; conseiller d'Etat, 1848-1850, 1853-1857: président, 1848-1849, 1853-1854, 1856-57, et vice-président, 1849-1850, 1854-1855; conseiller national, 1848-1857; colonel fédéral, 1850-1852; radical; ∞ en 1831 [Marie]-Eugénie Morand (1806-1847): 114-115, 116*, 158-161.
- Beck Jacques-Charles-François (1785-1867), bapt. à Sierre; médecin; a) aide-chirurgien-major, 1811, puis chirurgien-major dans les troupes napoléoniennes jusqu'en 1814; b) chirurgien-major dans le bataillon 1 des milices, dès 1819; c) chirurgien-major dans un rgt suisse de ligne au service de France, 1825; d) chirurgien-major au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse, 1826; il fut actif lors des combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de chevalier de François 1^{er}; retraite, 1850; ∞ en 1818 Marie-Marguerite-Virginie Darbellay (1799-1875); beau-fils de Hyacinthe Darbellay ➡; mort à Naples: 79, 88, 159.
- Bégoz, Bégoz
- BÉGOS LOUIS-MARC-FRANÇOIS (1785-1859), VD; mercenaire au service de France; notamment capitaine adjudant-major au 1^{er} bataillon du 2^e rgt suisse intégré dans la 2^e brigade de la 3^e division du 2^e corps de la Grande Armée lors de la campagne de Russie: 104*.
- Bellune Victor de, voir Victor.
- Benoît Louis (certains pensent que telle n'est pas sa réelle identité), ecclésiastique français; administrateur de la paroisse de Monthey de 1848 à 1858: 97.
- Bernetti Thomas (1779-1852), I; après avoir été gouverneur de Ferrare, puis de Rome, il fut actif dans la diplomatie pontificale; nommé cardinal-diacre en 1826, il refusa cet honneur avant de l'accepter le 29 janv. 1827; secrétaire d'Etat, 1828-1829; nommé légat de Bologne, 1829; créé cardinal-légat de Bologne, 1831; ordonné prêtre en 1832; secrétaire d'Etat, 1831-1836, poste auquel Lambruschini ➡ lui succéda; vice-chancelier de l'Eglise, 1836; cardinal-prêtre de San Lorenzo in Damaso, 1844; lors des événements de 1848, il dut fuir Rome en nov. et se réfugia un temps auprès de sa famille avant de rejoindre Pie IX ➡ à Gaète; après que le pape eut regagné Rome, il finit ses jours dans sa ville natale à Fermo, dans les Marches d'Ancone, I: 29-30, 34*, 36, 37*, 38, 146*, 148-151.
- Berrut-Maréchal, Berrut-Maréchaud, Berrut Marezaut, Berrut-Marezzaud
- Hyacinthe-Maximien (1828-1864), bapt. à Troistorrents; ∞ en 1850 Marie-Pétronille Morand ➡: 120.
- Berthier Louis-Alexandre (1753-1815), duc de Valengin et prince de Neuchâtel, prince de Wagram, F; maréchal d'Empire. Major général de la grande armée en 1805, qualifié de «vice-connétable»: 47.
- Bertrand François-Benjamin (1783-1812), bapt. à St-Maurice; mercenaire au service de France dans le bataillon val.: il y entra en 1806; sous-lieutenant, 1807; lieutenant, 1809; mort lors de la campagne de Russie: 102*.

BERTRAND JULES-BERNARD (1882-1943) : 125.

Besse (famille) : 7, 10, 11*.

- Jean-François (1757-1827), bapt. à Bagnes; propriétaire foncier; ∞ en 1779 Marie-Ursule[-Angélique] Luisier (1757-1827); père du suivant : 8.
- Jean-Martin (1787-1835), bapt. à Bagnes; fils du précédent; il servit au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814; vice-grand châtelain du dizain d'Entremont, 1817-1819, 1831-1833; président de ce dizain, 1827-1831; député à la Diète, 1817-1821, 1823-1835. Dans la milice: capitaine, 1819; major, 1827; lieutenant-colonel, 1828-1833; ∞ en 1822 Anne-Catherine Bruchez (1802-1870) : 7-8, 10-11.

Biollay, Biolley, Bioley

- Joseph-Louis-Charles-Marie (1814-1890), bapt. à St-Maurice; au service du St-Siège, dans le 2^e rgt étranger: sous-lieutenant, 1832; 2^e lieutenant, 1837; 1^{er} lieutenant en 1848; ∞ en 1840 Marie-Josèphe-Victorine de Bons (1817-1894); beau-frère de Louis Riche ➡ : 28, 32-38, 97, 146-152.

Blanc Pierre-Joseph (1769-1850), bapt. à Ayent; a) dans le rgt de Courten au service de Sardaigne: cadet, 1793; enseigne, 1794; sous-lieutenant, 1796; b) adjudant-major dans les troupes helvétiques, 1799; chef de bataillon, 1800; c) au service de France dans le bataillon val.: sous-lieutenant, 1806; capitaine adjudant-major, 1807; major commandant le bataillon; d) major commandant le 3^e bataillon du 11^e rgt d'infanterie légère; ∞ 1) en 1791 Marie-Catherine-Thérèse Bovier († 1807), veuve de Jean-Philippe Bruttin (1746-1785); 2) en 1811, à Prats-de-Mollo, Anne-Marie Parès : 47-50.

Blatter Marie-Marguerite-Sarah (1711-1771), bapt. à Viège; ∞ en 1742 le veuf François-Joseph Burgener ➡ : 1*.

- Pierre-Joseph-François-Luc (1798-1846), bapt. à Sion; dans la milice: 2^e sous-lieutenant, 1819-1827; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 1^{er} sous-lieutenant, 1826 => la date de son brevet est antérieure à sa démission de la milice; lieutenant, 1830; mort à Naples: 75-77.

Bleuler (régiment) – Salomon Bleuler (1778-1832), ZH – : 15.

Blum Augustin – on trouve aussi Auguste – (1798-1854), de Schwytz; mercenaire dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: 2^e sous-lieutenant, 1848; 1^{er} sous-lieutenant, 1849; 1^{er} lieutenant, 1851; décédé à Naples: 124*.

BOISSARD CHARLES : 135.

Bolivar, général espagnol combattant les troupes napoléoniennes; ayant remplacé Alvarez de Castro ➡ qui était malade, il dirigea la défense de Gérone dès le 9 déc. 1809 et capitula peu après: 49*.

Bonaparte Joseph (1768-1844), F; frère de Napoléon I^{er}; roi de Naples de 1806 à 1808 et roi d'Espagne de 1808 à 1813; mort à Florence, I: 4, 46*, 47.

- Napoléon, voir Napoléon I^{er}.

Bondy Pierre-Marie Taillepie (1766-1847), comte de, F; préfet du département du Rhône, 1810-1815; préfet du département de la Seine durant les *Cent-Jours* : 7*, 10*, 11*.

de Bons Charles-Auguste-Anne-Antoine (1800-1877), bapt. à St-Maurice; a) au service de France, dans le 2^e rgt suisse de ligne: 2^e sous-lieutenant, 1818; 1^{er} sous-lieutenant, 1824; 2^e lieutenant, 1827; licencié, 1830; b) au service du St-Siège, dans le 2^e rgt étranger: 1^{er} lieutenant, 1832; capitaine, 1834. Conseiller bourgeoisial, 1852-1853, puis conseiller municipal de St-Maurice, 1852-1856; ∞ en 1819 Louise-Claudine-Zoé Preux (1798-1881) : 28.

- Charles-Louis-Alexis-Joseph (1809-1879), bapt. à St-Maurice; avocat et notaire. Dans la milice: porte-drapeau, 1830; 2^e sous-lieutenant, 1832; 1^{er} sous-lieutenant, 1837; lieutenant, 1838; capitaine, 1840-1848; major, 1874. Conseiller de la ville de St-Maurice, en 1836 notamment; secrétaire d'Etat, 1838-1843, 1848-1853; de mars 1839 à mars 1840, il participa à toutes les assemblées bas-val.; député au Grand Conseil, 1840-1845, 1847-1853 qu'il présida de 1852 à 1853; conseiller d'Etat, 1853-1871; président, 1855-1856, 1858-1859, 1864-1865, et vice-président, 1857-1858, 1863-1864. Juge au Tribunal d'appel, 1848-1849; président du tribunal du district de St-Maurice, 1872-1877; juge instructeur, 1877-1879. Premier rédacteur du *Courrier du Valais*, 1849-1850; libéral; ∞ en 1834 Marie-Patience-Adèle-Amélie de Rivaz (1813-1901), fille de Benjamin ➡ : 171.
- Charles-Joseph-Marie-Louis (1756-1841), bapt. à St-Maurice; chevalier de St-Louis. Au service de France: a) officier dans le rgt de Courten; licencié, 1792; b) lieutenant-colonel

commandant le bataillon val., RI. Alors qu'il était président de St-Maurice, il fut député à la Diète de 1817 à 1819; ∞ en 1792 Marie-Elisabeth-Adélaïde de Chaignon (1763-1832); beau-père d'Antoine Du Fay ➡ : 46-48, 102*, 104, 171.

de Bontemps (régiment du suivant): 15-18, 23.

de Bontemps-Lefort Auguste-François (1782-1864), GE; mercenaire qui fut lieutenant au service de France; lieutenant-colonel à l'Etat-major fédéral, 1815; chef de bataillon dans la Garde royale, F, dès 1816, avec grade de lieutenant-colonel dès 1820; colonel du 2^e rgt suisse de ligne au service de France, 1825-1830; licencié, 1830. Colonel à l'Etat-major fédéral, 1831-1837; député au Conseil représentatif de Genève, 1814, 1831; délégué à la Diète fédérale en 1832, 1833 et 1835: 16.

Bonvin Etienne-Henri-Bonaventure (1775-1863), bapt. à Sion; médecin; secrétaire de la CA, 1798-1802; professeur au collège de Sion, 1798-1801; secrétaire d'Etat adjoint et traducteur, 1815-1860; ∞ 1) en 1809 Marie-Louise-Lucie Blanchoud († 1823); 2) en 1837 Catherine Voeffray (*1808): 169-170.

Bordeaux, duc de; voir Chambord Henri, comte de.

Bourbon (musée à Naples): 155-156.

Bourbons (dynastie espagnole): 46.

Bourbons (dynastie française): 28*.

Bourbons (dynastie napolitaine): 98, 140*.

Bovier (famille): 85.

— Adrien-Antoine (1751-1831), bapt. à Vex; sautier du châtelain, RI; reçu bourgeois de Sion en fév. 1816; ∞ en 1780 Marie-Madeleine ou M^e-Marguerite Stalder ➡; père de Charles-Barthélemy ➡ et de François ➡ : 105-106.

— Charles-Barthélemy (1787-1863), bapt. à Vex; fils d'Antoine ➡; frère de François ➡; avocat et notaire; capitaine dans la milice, 1819-1822. Receveur, 1815-1821, grand châtelain, 1815-1817, vice-président, 1815-1819, président du dizain d'Hérens, 1819-1847. Membre du Tribunal suprême, 1817-1825; député à la Diète, 1817-1839; député à l'Assemblée constituante de janv. 1839, il siégea encore avec les Bas-Valaisans en fév., avant de rejoindre la Diète haut-val. en juillet 1839; député au Grand Conseil, 1841-1847; intendant des postes, 1832-1840, 1844-1847; député au Grand Conseil, 1852-1857; ∞ 1) avant 1812 Marie-Constance Dallèves ➡; 2) en 1817 Marie-Marguerite Dufour ➡ : 65, 105-112, 121, 132, 135, 170-172.

* *L'enfant du premier lit*:

— Catherine-Josèphe (1812-1887), bapt. à Sembrancher; prénommée – après le décès de sa mère – Catherine-Constance: 110.

* *Les enfants du second lit*:

— Charles-François-Joseph-Adolphe (*1830), bapt. à Sion; filleul de son oncle Joseph Dufour ➡ et de sa tante Pauline Dufour ➡; vivant en 1850: 112.

— François-Casimir-Alfred (1833-1859), bapt. à Sion; filleul de son oncle François Bovier ➡ : 112.

— Charles-Adolphe-François, né et mort en 1822 à Sion: 110.

— Charles-François-Antoine-Victor (1818-1842), bapt. à Sion; filleul de sa grand-mère Marie-Marguerite Du Fay ➡ : 110.

— Elisa – Marie-Marguerite-Caroline-Elisabeth – (1823-1856), bapt. à Sion; filleule de son oncle Pierre-Marie Dufour ➡ : 111.

— Marie-Louise-Henriette (1820-1908), bapt. à Sion; filleule de son grand-père Michel Dufour ➡; célibataire: 110.

— Marie-Hortense-Josèphe-Virginie (1825-1902), bapt. à Sion; filleule de son oncle Casimir Dufour ➡; ∞ en 1854 Gaspard-Etienne Gabioud ➡ : 111, 135.

— François-Barthélemy (1796-1870), bapt. à Vex; fils d'Antoine ➡; frère de Charles-Barthélemy ➡; dans la milice: 1^{er} sous-lieutenant, 1819; lieutenant, 1823-1827. Receveur du dizain d'Hérens, 1821-1827; vice-président de ce dizain, 1823-1827. Au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: lieutenant, 1826 => la date de son brevet est antérieure à sa démission de la milice; capitaine, 1832; retraite, 31 mars 1848. Député au Grand Conseil, 1851-1852; juge au tribunal du district d'Hérens, 1853-1859, qu'il présida de 1853 à 1857; ∞ en 1829 Marie-Patience-Marguerite Joris ➡; parrain de son neveu Alfred Bovier ➡ : 85-86, 105, 112, 121, 131-132, 135.

— Marguerite, voir Marguerite Dufour.

Bozzelli François-Paul (1786-1864), homme politique napolitain qui rédigea la constitution que le roi Ferdinand II ☛ accorda à son royaume en fév. 1848; ministre de l'Intérieur: 80.

Bratti André (1759-1835) I; évêque de Forlì de 1807 à sa mort; tombé en état de décrépitude, il se vit adjoindre comme administrateur apostolique Philippe de Angelis ☛: 31*.

Bron Rose (* en/vers 1827), de Vacheresse, F; domestique chez Pauline Dufour ☛ en 1880: 133.

Bruchez (famille): 7-8, 10, 11*.

— André-Nicolas (1760-1792), bapt. à Bagnes; ∞ en 1786 Anne-Bonne-Aimée Copt ☛; père du suivant: 8.

— Etienne-Nicolas[-Hercule] (1791-1856), bapt. à Bagnes; fils du précédent; adulte, il privilégia le prénom Etienne; a) il servit comme hussard au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814, passa aux gardes du corps du roi: lieutenant de cavalerie, 1814; licencié, 1815; b) lieutenant dans les troupes au service de la CH, 1815; c) lieutenant dans le 1^{er} bataillon du 1^{er} rgt suisse de la Garde royale au service de France dès 1816; ∞ en 1822, en France, Eve de Bradi: 7-8, 10-11, 114.

de Brunner (régiment du suivant): 85-92, 99, 154, 155*, 160-161, 164-169.

— Urs-Victor-Louis-Charles ou Joseph-Victor-François-Louis (1801-1871), SO; a) sous-lieutenant, puis capitaine dans le 2^e rgt suisse de ligne au service de France lors de la Restauration; b) officier du 2^e rgt suisse au service de Naples: capitaine, 1825; major, 1833; lieutenant-colonel, 1839; colonel, 1847; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de commandeur de St-Georges. Général de brigade, 1849; gouverneur des Abruzzes; retraite, 1856; mort à Lesnian, aujourd'hui Smetowo Graniczne en Pologne: 90, 154, 165-169.

Bruttin Marie-Josèphe-Sophie-Anaïs (1815-1880), bapt. à Sion; ∞ en 1849 Joseph-Antoine Copt ☛: 97.

Buchli, Buchly

— Jean (1818-1897), GR; mercenaire dans le 3^e rgt suisse au service de Naples, il participa aux combats du 15 mai 1848; 1^{er} sous-lieutenant, 18 mai 1848; il prit part à la campagne contre Messine et obtint la croix de grâce de St-Georges; 1^{er} lieutenant, 1850; capitaine, 1853: 122.

de Buman François-Joseph-Nicolas (1790-1871), FR; a) dans les troupes napoléoniennes; b) capitaine dans la compagnie de grenadiers du 2^e bataillon du 3^e rgt suisse de ligne au service de France, dès 1816; c) dans le 2^e rgt suisse au service de Naples: major, 1825; lieutenant-colonel, 1832; colonel, 1839. Général de brigade, 1847; maréchal de camp, 1855; gouverneur de Capoue, 1855; lieutenant-général, 1859; retraite, 1860; mort à Naples: 83-84.

Burgener François-Joseph (1697-1767), bapt. à Viège; châtelain du dizain de Viège et député à la Diète; gouverneur de Monthey, 1727-1729; capitaine du dizain de Viège dès 1721; commandant de la milice des Sept-Dizains dès 1731; grand bailli, 1742-1761; ∞ 1) en 1717 Anne-Marie-Patience Venetz (1696-1741); 2) en 1742 Marie-Marguerite-Sarah Blatter ☛; père de la suivante: 1*.

— Anne-Marie-Thérèse (1745-1820), bapt. à Viège; fille du précédent; ∞ en 1764 Pierre-F'-Louis Du Fay ☛: 1.

Busacca, général napolitain qui prit part à l'expédition contre Messine en sept. 1848: 122*.

C

Caamaño Joseph, ambassadeur d'Espagne en Suisse, 1791-1815: 4, 103.

de Calvello, duc, voir Ruffo.

CARLEN LOUIS: 99*, 139*.

Carraux Hyacinthe (1803-1872), bapt. à Troistorrents; curé de Troistorrents, 1839-1844; chanoine de Sion; auteur d'une chronique manuscrite sur les événements survenus dans le Bas-Valais de 1839 à 1845: 70-72, 97*.

de Chaignon Marie-Patience (1765-1821), bapt. à Sion; ∞ en 1794 Pierre-Louis Du Fay ☛; marraine de Casimir Dufour ☛: 112.

Chambord Henri (1820-1883), comte; duc de Bordeaux; son grand-père Charles X ☞ ayant abdiqué en sa faveur en 1830, il fut considéré comme l'héritier du trône de France par les légitimistes sous le nom d'Henri V; mort à Frohsdorf, en Autriche: 28.

Chapelet, Chappelet

— Pierre-Alexis-Innocent (1775-1844), bapt. à Troistorrents; ordonné prêtre en 1799; à Monthey, sans bénéfice, 1802-1803; recteur de St-Théodule à Monthey, 1803-1844; doyen du décanat de Monthey, 1839-1844: 45.

Charles IV (1748-1819), roi d'Espagne de 1788 à 1808; père de Ferdinand VII ☞: 4-5, 11*, 46*.

Charles X (1757-1836), frère de Louis XVIII ☞; comte d'Artois; roi de France de 1824 à 1830; père du duc d'Angoulême ☞; mort à Gorizia, en Vénétie, I: 18, 28, 57*, 121*, 140.

Charles-Albert (1798-1849), roi de Sardaigne de 1831 à 1849; le 23 mars 1849, il abdiqua; mort à Porto, P: 84.

de Chastonay Pierre-Joseph-Isidore (1795-1864), bapt. à Sierre; a) dans le 1^{er} rgt suisse au service de France, 1816; démission, 1820; b) dans la milice: porte-drapeau, 1821; 2^e sous-lieutenant, 1822; 1^{er} sous-lieutenant, 1824-1827; c) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 1^{er} lieutenant, 1827; capitaine, 14 janv. 1848; il participa à la campagne contre Messine et fut fait chevalier de grâce de St-Georges; retraite, 1850; célibataire: 99*, 124.

Clarke Henry-Jacques-Guillaume (1765-1818), duc de Feltre; d'origine irlandaise; ministre de la Guerre sous Napoléon I^{er}, 1807-1814: 7, 11.

Clauzel Bertrand (1772-1842), général français qui inspecta le 11^e rgt d'infanterie à Rennes en 1814 après la première abdication de Napoléon I^{er}: 12.

Clemenso, Clemenzo, Cléménso, Cléménzo

— Jean-Joseph-Florentin (*1805), bapt. à Ardon; médecin; a) dans la milice: aide-chirurgicalien, 1831-1834; b) dès 1834, aide-chirurgien – ou chirurgien en second – au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse; il participa à la campagne contre Messine et fut fait chevalier de l'ordre de François I^{er}; à la suite de la campagne de Sicile en 1849, il obtint la médaille de 4^e classe: 79, 124, 159.

Clemenzen Joseph-Antoine (1810-1872), bapt. à Viège; avocat et notaire; hôtelier à Zermatt. Député à la Diète, 1835-1839; vice-grand châtelain du dizain de Viège, 1835-1837; vice-grand châtelain de ce dizain, 1837-1838; grand châtelain, 1838-1839; membre du Tribunal suprême, 1835-1839; député à la Diète haut-val., 1839-1840; grand châtelain du dizain de Viège, 1839-1840; député au Grand Conseil, 1840-1843; grand châtelain du dizain de Viège, 1840-1841; président de ce dizain, 1841-1843; membre du tribunal du dizain de Viège et vice-président du Tribunal d'appel, 1841-1843; conseiller d'Etat, 1843-1847; député au Grand Conseil, 1847-1871, qu'il présida de 1857 à 1865; commissaire des guerres, 1848; conseiller national, 1848-1851; président du tribunal du dizain de Viège, 1848-1871; juge au Tribunal d'appel, 1851-1857, 1869-1872, dont il fut vice-président, 1853-1855, 1869-1870; député au Conseil des Etats, 1856-1857, 1861-1863 et 1865-1868; conseiller d'Etat, 1871-1872; député au Grand Conseil, 1872-1873; conservateur; ∞ 1) en 1835 Marie-Catherine Annexi (1812-1835); 2) en 1840 Antoinette-Geneviève-Thérèse-Célestine Andenmatten (1815-1891): 78*.

Closuit Louis-Ignace (1817-1885), né à Dijon, F; fils du suivant; petit tambour, puis sous-lieutenant au service de Naples; un des fondateurs de la section val. de la *Jeune Suisse*; membre du Conseil municipal de Martigny, 1848-1868, il en fut le président de 1865 à 1868; major du bataillon 40, 1852-1858; inspecteur en chef des milices cantonales, 1852-1854; instructeur en chef des milices, 1856-1859; commandant de l'arrondissement du Centre, 1858-1867; agent de la Banque du VS, 1859-1866; dès 1867, il reprit à son compte les affaires de cette banque à Martigny; après la dissolution de celle-ci, il fonda la première banque privée du VS en 1871 sous sa raison personnelle; administrateur du bureau postal de Martigny, 1869-1882; radical; ∞ en 1853 Marie-Joséphine Fox (1828-1882) dont le père, né à Carouge, GE, était venu s'installer à Martigny: 118.

— Pierre-Benjamin (1788-1845), bapt. à Martigny; a) au service de France: après avoir été sergent dans le bataillon val., il obtint le même grade dans la 1^{ère} compagnie – de voltigeurs – du 2^e rgt suisse de ligne en 1816; b) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: sergent, directeur de l'école mutuelle, 1827; sergent-major, directeur de l'école mutuelle, 1829; c) de retour en VS, il fut géomètre-arpenteur; ∞ en 1815 Jeanne-Claudine – dite Jeannette – Favre ☞; père du précédent: 60, 67*, 139.

de Cocatrix (famille): 7-8, 10, 11*.

- François-Joseph (1743-1808), bapt. à St-Maurice; a) au service de France; b) au service d'Espagne, dans le rgt de Courten où il était capitaine en 1801; ∞ en 1788 Marie-Catherine Preux (1757-1810): 8.

Enfants:

- François-Maurice (1792-1825), bapt. à St-Maurice; a) dans le bataillon val. au service de France: cadet, 1809; il fit le service de sous-officier dès 1810 et devint fourrier; b) dans le 11^e rgt d'infanterie légère, 1812; c) brigadier au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814; d) 1^{er} lieutenant dans le bataillon 1 du VS au service de la CH, 1815; e) capitaine de la compagnie de fusiliers 4 du bataillon 1, 1819-1825; ∞ en 1811 Louise-Marguerite de Preux (1789-1829): 7-8, 10-11.
- Jacques-François-Xavier (1789-1862), bapt. à St-Maurice; notaire. Vice-grand châtelain, 1819-1821, vice-président, 1819-1821, 1823-1826, président du dizain de St-Maurice, 1826-1839. Député à la Diète, 1827-1839; membre du Tribunal suprême, 1835-1839; député à la Diète de mai 1843, il fut élu conseiller d'Etat et démissionna peu après; vice-grand châtelain du dizain de St-Maurice, 1844-1845; député à la Diète, 1845-1847. Dans la milice: capitaine, puis adjudant-major du bataillon 2, 1819-1825; major du bataillon 3, 1825-1827, major du bataillon 1, 1827-1828; colonel commandant l'arrondissement occidental, 1828-1840; colonel commandant la brigade occidentale, 1846-1847. Juge suppléant au tribunal du district de St-Maurice, 1853-1857, dont il devint le vice-président, 1857-1861, et le président, 1861-1862; juge au Tribunal d'appel, 1857-1862; ∞ en 1819 Anne-Marie-Josèphe-Catherine de Courten (1794-1867): 18.
- Joseph-Adolphe-Maurice (1822-1897), bapt. à St-Maurice; frère d'Oscar-Louis ☛; a) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: porte-drapeau, 1841; 2^e sous-lieutenant, 1843; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de grâce de St-Georges; 1^{er} sous-lieutenant, 18 mai 1848; la campagne contre Messine lui valut d'être fait chevalier de droit de St-Georges; lieutenant adjudant-major (1^{er} lieutenant), 1850; capitaine, 1857; b) au 2^e bataillon étranger en 1859, comme capitaine. Dans la milice: major du bataillon 53, 1862-1867; commandant du bataillon 114, 1867-1868; instructeur en chef des milices, 1868-1875; promu colonel en 1878, il commanda la brigade d'infanterie 2 et la brigade de la landwehr 2; ∞ en 1859 Cécile-Germaine-Angélique-Athanase-Thècle Aymon (1838-1919), fille de Germain ☛ et sœur de Charles ☛: 88, 124.
- Oscar-Louis (1829-1907), bapt. à St-Maurice; frère de Joseph ☛; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 18 mai 1848; il participa à la campagne contre Messine et fut fait chevalier de grâce de St-Georges; 1^{er} sous-lieutenant, 16 sept. 1848; lieutenant en second; 1^{er} lieutenant, 1851; capitaine, 1859. Dans la milice: capitaine, 1862-1869; major du bataillon 53, 1869-1870; major du bataillon 114, 1870-1873. Sous-préfet du district de St-Maurice, 1874-1875; préfet de ce district, 1875-1880; ∞ en 1857 Marie-Henriette-Angeline de Quartéry (1836-1914), fille d'Edouard ☛: 124.

Codonnet, Codonet

- Jean-Pierre (1798-1843), d'origine tessinoise; menuisier; radical; ∞ 1) Catherine Riondet († 1829); 2) en 1833 Marie-Antoinette Pignat (1805-1874); abattu par un membre de la *Vieille Suisse*: 69-71.

Collin Marc, contrôleur général du canton de Berne en 1848; nommé par le Directoire fédéral commissaire, de même que Francini ☛, afin d'enquêter sur la conduite des troupes suisses à Naples le 15 mai 1848: 90-92, 165-166.

Consul sarde à Naples, logeant dans le Palais Gravina, en mai 1848: 161.

Copt Anne-Bonne-Aimée (1764-1842), bapt. à Orsières; ∞ 1) André-Nicolas Bruchez ☛ en 1786; 2) en 1793 Joseph-Etienne – ou Etienne-Joseph – Delasoie (1774-1849): 8.

Coquoz Elie-Marie-Françoise (1835-1899), bapt. à St-Maurice; ∞ 1) en 1857 Pierre-Justin Massard ☛; 2) en 1864 Florian Dufour ☛: 120.

de Courten (ancêtres): 144.

de Courten (un membre de la famille, non identifié): 31*, 32*.

de Courten (régiment au service d'Espagne): 4*, 8*, 9, 44.

de Courten (régiment au service de France): 9.

de Courten (2^e régiment étranger au service du Saint-Siège): 19, 21-29, 113, 142-146, 148-150.

- Antoine-Eugène de Courten (1788-1843), bapt. à Sion (pas de mention dans le Rp de cette

- paroisse); sous-lieutenant dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 1815; mercenaire; 2^e lieutenant dans la compagnie de grenadiers du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne au service de France, 1816; démission, 1818; ∞ en 1827 Marie-Louise Ganiot (1804-1866) qui épousera en 1844 Louis Délez (*1816): 14.
- Jean-Antoine-Adrien (1725-1803), bapt. à Sion; chevalier de l'ordre de St-Louis; a) au service de France, dans le rgt de Courten: sous-lieutenant, 1744; lieutenant, 1747; capitaine-lieutenant, 1757; capitaine, 1764; major, 1766; lieutenant-colonel, 1767; colonel par commission, 1770; brigadier, 1780; maréchal de camp, 1784; colonel commandant le rgt de son nom, 1790; licencié, 1792; b) au service d'Espagne: commission de colonel d'un rgt de nouvelle levée, 1796; retraite, 1801; ∞ 1) en 1757 Marie-Madeleine de Courten (1725-1799); 2) en 1803 Marie-Jeanne Duchemin († 1823), veuve de Joseph-Eugène-Adrien de Courten (1728-1779): 4*.
 - Antoine-Ignace-Joseph-Chrétien (1734-1796), bapt. à Sion; chevalier de l'ordre de St-Louis. Au service de France, dans le rgt de Courten: enseigne, 1749; sous-lieutenant, 1751; lieutenant, 1752; capitaine, 1754; commission de major, 1773; lieutenant-colonel par commission, 1780; lieutenant-colonel, 1784; licencié, 1792; ∞ en 1758 Marie-Marguerite-Elisabeth Du Fay (1734-1806), sœur de Pierre-François-Louis ➤ : 2.
 - Joseph-Hyacinthe[-Elie] (1733-1827), bapt. à Sierre; au service de France: a) dans le rgt de Courten: cadet, 1752; sous-lieutenant, 1754; b) dans le rgt Bouillon: lieutenant, 1758; aide-major, 1760; commission de capitaine, 1761; réformé, 1763; c) dans le rgt de Courten: major, 1763; capitaine, 1766; major, 1769; commission de lieutenant-colonel, 1779; licencié, 1792. Au service d'Espagne, dans le rgt de Courten: lieutenant-colonel, 1796; colonel, 1802; retraite, 1805; ∞ en 1776 Marie-Josèphe-Julie-Reine de Lovina (1758-1814): 4*.
 - Antoine-Joachim-Eugène-Louis (1771-1839), comte; bapt. à Sierre; frère de Pancrace ➤ ; chevalier de l'ordre de St-Louis; a) au service de France, dans le rgt de Courten: sous-lieutenant, 1785; sous-aide-major, 1786; aide-major, 1792; licencié, 1792; b) au service d'Angleterre, 1794-1807; c) colonel, il commanda une brigade suisse au siège d'Huningue, 1815; d) au service de France: lieutenant-colonel du 1^{er} rgt suisse de la Garde royale, 1816; colonel du 2^e rgt suisse de la Garde royale, 1818; maréchal de camp, 1822; aide de camp du comte d'Artois, le futur Charles X ➤ , 1824; aide de camp du duc de Bordeaux ➤ , 1824; licencié, 1830; e) au service du St-Siège: colonel du 2^e rgt étranger, avec le grade de général de brigade, 1832; démission, 1834; ∞ en 1798 Marie-Anne-Eugénie de Courten (1774-1814): 19-31, 32*, 36, 37*, 40, 113*, 138*, 142-153.
- Enfants:*
- Joseph-Eugène-Louis-Nicolas (1807-1866), comte; bapt. à Vercorin; chevalier de l'ordre pontifical de St-Sylvestre; a) au service de France, dans le 2^e rgt suisse de la Garde royale: 2^e sous-lieutenant, 1827; 1^{er} sous-lieutenant, 1828; licencié, 1830; b) lieutenant dans la milice du VS, 1831; c) au service du St-Siège: 1^{er} lieutenant, 1832; capitaine adjudant-major, 1844; capitaine, 1846; licencié, 1849; célibataire: 32-38, 146-152.
 - Louis-Eugène-Ignace-Joseph (1800-1874), comte; né à Venise; chevalier de l'ordre de Charles III d'Espagne; au service de France, dans le 1^{er} rgt suisse de la Garde royale: sous-lieutenant, 1816; lieutenant, 1825; licencié, 1830. Dans la milice: capitaine aide-major, 1831; major, 1834; lieutenant-colonel, 1837; nommé inspecteur des milices, il refusa et démissionna; colonel en chef de l'Etat-major cantonal, 1846-1847; ∞ en 1826, à Bazoncourt, F, Marie-Suzanne-Charlotte de Courten (1805-1886): 26, 28, 114.
- DE COURTEN EUGÈNE (1901-1975): 41*, 127.
- Marie-Elisabeth-Françoise (1775-1835), bapt. à Sierre; fille de Joseph-Eugène-Adrien et de Marie-Jeanne Duchemin qui se remaria avec Jean-Antoine-Adrien de Courten ➤ ; ∞ en 1803 Pancrace de Courten ➤ : 27, 31*.
 - Maurice-Joseph-Jacques-Christophe (1781-1847), bapt. à Sierre; créé comte en 1835 par le roi de Sardaigne Charles-Albert ➤ . Membre du CE, 1817-1839: grand bailli, 1833-1835, 1837-1839, et vice-grand bailli, 1835-1837; vice-grand bailli dans le gouv. du Haut-Valais et président de la Diète haut-val., 1839-1840; élu conseiller d'Etat en mai 1843, il se désista; député au Grand Conseil, 1843-1847, qu'il présida durant cette période; ∞ en 1803 Marie-Justine-Claire de Courten (1781-1863); décédé lors de la séance parlementaire du 5 oct.: 29-31, 37*, 66, 106*, 110, 135.
- Enfant:*
- Jean-François-Marie-Joseph-Antoine-Adrien-Maurice-Louis (1806-1887), comte; né à Sierre; dans la milice: 2^e sous-lieutenant, 1824-1826; au service de

France, dans le 2^e rgt suisse de la Garde royale : sous-lieutenant, 1826 ; licencié, 1830 ; il fut capitaine dans l'Etat-major fédéral, 1831 ; membre du Conseil de guerre, 1843-1846, il devint lieutenant-colonel, commandant la brigade du Centre, 1846-1847 ; il fit aussi une carrière politique aux niveaux communal, cantonal et fédéral : vice-président du dizain de Sierre, 1835-1837 ; président de ce dizain, 1841-1847 ; délégué à la Diète fédérale, 1844-1847 ; député au Grand Conseil, 1857-1869, et conseiller national, 1857-1866 ; conservateur ; ∞ en 1835 Laurette de Rivaz ♀ ; beau-frère d'Eugénie de Rivaz ♀ : 66, 135, 171-172.

- Jean-Joseph-Louis-Antoine-Pancrace (1774-1845), comte ; bapt. à Sierre ; chevalier de l'ordre de St-Louis ; a) au service de France, dans le rgt de Courten : sous-lieutenant, 1789 ; licencié, 1792 ; b) au service d'Espagne, dans le rgt de Courten : lieutenant, 1796 ; capitaine en second, 1797 ; démission, 1800 ; c) au service du St-Siège, dans le 2^e rgt étranger : capitaine, 1832 ; démission, 1833. Député à la Diète, 1829-1831 ; ∞ en 1803 Marie-Elisabeth-Françoise de Courten ♀ : 27-28, 31*.

Enfants :

- Joseph-Eugène-Pancrace-Joachim-Louis (1806-1880), comte ; bapt. à Sierre ; dans la milice : 2^e sous-lieutenant, 1824-1827 ; 1^{er} sous-lieutenant, 1827-1829 ; il entra au service de Piémont comme quartier-maître dans la Garde suisse, 1830 ; licencié de ce corps, 1831 ; lieutenant dans la milice, 1831-1832 ; sous-lieutenant dans le 2^e rgt de la brigade de Savoie, 1832 ; démission, 1835 ; conseiller bourgeoisial de Sion, 1850-1858 ; ∞ en 1843 Marie-Josèphe-Madeleine-de Sales Du Fay de Lavallaz (1820-1901), fille d'Antoine ♀ : 38*.
- Victor-Emmanuel-Maximilien-Joseph-Eugène (1810-1887), comte ; né à Solère dans le Piémont ; chevalier de l'ordre de St-Grégoire-le-Grand ; chevalier de l'ordre de Pie IX ; décoré de la médaille d'or émaillé *Pro Petri sedes* ; commandeur de l'ordre de Pie IX ; etc. Au service du St-Siège a) dans le 2^e rgt étranger : 2^e sous-lieutenant, 1832 ; 1^{er} sous-lieutenant, 1834 ; 1^{er} lieutenant, 1845 ; licencié, 1849 ; b) dans le rgt des gardes, avec le même grade, 1850 ; c) capitaine de 2^e classe dans le 1^{er} rgt étranger, 1852 ; capitaine de 1^{ère} classe, 1854 ; chef de bataillon, 1855 ; lieutenant-colonel, 1860 ; retraite, 1861 ; ∞ en 1870 Marie-Louise-Catherine-Lucie de Riedmatten (1850-1925) : 28, 32-38, 146-152.

Coutaz Marie-Véronique (*1859), bapt. à Vérossaz ; domestique, à Monthey, chez Eugénie Dufour, née de Rivaz ♀, à la fin de l'année 1880 notamment : 133*.

Cropt Joseph-Antoine (1803-1895), dit *Joson* ; bapt. à Martigny ; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse : 2^e sous-lieutenant, 1826 ; 1^{er} sous-lieutenant, 1829 ; 1^{er} lieutenant en 1838 ; suite aux combats du 15 mai 1848, il reçut la croix de grâce de St-Georges ; retraite, 18 mai 1848 ; ∞ en 1849 Marie-Josèphe-Sophie-Anaïs Bruttin ♀ : 88, 97.

- Pierre-Joseph-Lucien (1810-1879), bapt. à Martigny ; au service du St-Siège, dans le 2^e rgt étranger : sous-lieutenant, 1831 ; 2^e lieutenant, 1832 ou 1833 ; 1^{er} lieutenant, 1836 ; capitaine, 1848. Il termina sa carrière comme colonel, grade qu'il occupait quand Pie IX ♀ dut licencier définitivement ses troupes de zouaves ; ∞ en 1850, en Italie, la comtesse Delphine Dosi, de Bologne ; décédé à Rome (cf. notamment *Nouvelle Gazette du Valais*, n° 11 du 5 fév. 1879, p. 2) : 28, 32-38, 146-152.

Cuesta, de La Cuesta, de la Cuesta

- Gregorio Garcia (1740-1812), général espagnol ; un bataillon formé de militaires étrangers, dont fit partie Louis Dufour ♀, se trouva sous son commandement et celui du général Arizaga ♀ ; après avoir essuyé quelques défaites, Cuesta fut privé de son commandement par la junte de Séville en oct. 1809 et se retira sur l'île de Majorque : 5.

D

Dallèves, d'Allèves

Dallèves (famille) : 7-8, 10, 11*, 103.

- Joseph-Ignace (1762-1809), bapt. à Sion ; capitaine au service de Sardaigne, puis dans le bataillon valaisan au service de Napoléon 1^{er} ; ∞ en 1787 Marie-Christine de Torrenté (1767-1800) ; mort en Espagne : 48.
- Pierre-Joseph (1752-1811), bapt. à Sembrancher ; banneret sous l'Ancien Régime ; député à la Diète 1805-1807 ; ∞ en 1785 Marie-Madeleine Emonet († 1803), veuve de Jean-Bonaventure Ribordy (1739-1781) : 8, 110.

Enfants :

- Marie-Constance (1785-1814), bapt. à Sembrancher; ∞ avant 1812 Charles Bovier ➤ : 110.
- Joseph-Antoine-Maurice-Gaspard (1787-1813), bapt. à Sion; mercenaire dans le rgt de Preux au service d'Espagne; il servit plus tard comme hussard au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813; mort en Allemagne: 7-8, 10-11, 103.

Darbellay Pierre-Hyacinthe-Isidore (1774-1857), bapt. à Monthey; notaire; receveur du dizain de Monthey, vice-président de ce dizain, lieutenant du grand châtelain de Monthey, membre du tribunal du dizain de Monthey, greffier, RI; maire de Monthey sous le département du Simplon; receveur du dizain de Monthey, 1815-1824; vice-président de ce dizain, 1815-1835, 1839-1841; châtelain de la commune de Monthey, notamment en 1845; vice-grand châtelain du dizain de Monthey, 1845-1847. Il fut aussi président de la commune de Monthey; ∞ en 1797 Marie-Elisabeth-Domitille Du Fay (1779-1842), fille de Pierre-François-Louis ➤ : 6, 42*, 170.

Delacoste François (1782-1851), de Morillon en Haute-Savoie; a) receveur du dizain de Monthey, 1824-1827; b) dans la milice: quartier-maître dans l'Etat-major du bataillon 3, 1818-1827, avec le grade de capitaine dès 1822; c) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: capitaine adjudant-major ou capitaine quartier-maître, 1827; démission, 1838; d) conseiller d'Etat du gouv. bas-val. élu en sept. 1839, 1839-1840; conseiller d'Etat, 1840-1843; président du dizain de Monthey, 1843-1844; juge au tribunal du district de Monthey, 1848-1850; libéral; ∞ 1) en 1810 Marie-Julie-Patience – ou Marie-Julienne-Patience – Bertrand (1795 - vers 1813/1820); 2) en 1821 Marie-Josèphe-Madeleine Devantéry (1802-1864); père du suivant et beau-père de Cyprien Barlatey ➤ : 70-71.

— François-Adrien (1823-1883), bapt. à Monthey; fils du précédent; notaire; sous-préfet du district de Monthey, 1853-1857; capitaine dans la milice, 1856-1863; juge au tribunal du district de Monthey, 1865-1877; député au Grand Conseil, 1873-1877; radical; ∞ en 1853 Louise-Joséphine-Angeline-Amélie Du Fay de Lavallaz (1830-1888); beau-frère de Cyprien Barlatey ➤ : 70-71.

Delarageaz Louis-Henri (1807-1891), radical vaudois; conseiller d'Etat, 1845-1862, 1866-1878; député au Conseil national, 1857-1881. Vers le 20 oct. 1847, il se rendit à Fribourg comme commissaire fédéral pour tenter de convaincre les autorités de ce canton d'accepter la dissolution du *Sonderbund*; lieutenant-colonel à l'Etat-major fédéral de l'artillerie lors de la guerre du *Sonderbund*; après la victoire de l'armée fédérale, il fut nommé commissaire fédéral pour le VS, avec Franscini ➤ et Emile-Rémy – ou Rémy-Emile – Frey (1803-1889), 2 déc. 1847 - 1^{er} mars 1848: 119.

Delasoie Marie-Julie, voir Marie-Julie Du Fay.

Délétraz, Delétraz

— Madeleine, Savoyarde venant de Châtel; domestique, à Monthey, chez Pauline Dufour ➤ en 1870: 133.

Dériaz, Deriaz, de Riaz

Dériaz (régiment du suivant): 14-16, 121*.

— Jacques-François-Louis (1781-1838), VD; a) cadet dans l'artillerie helvétique, 1798, puis sous-lieutenant, 1799; b) dans les troupes helvétiques au service de France, 1803; réformé, 1803; c) adjudant-major dans l'artillerie du canton de Vaud, 1803; d) au service de France: capitaine au 2^e rgt suisse, 1807; chef de bataillon, 1813; licencié; lieutenant-colonel du 4^e rgt suisse de ligne, 1816; colonel commandant le 2^e rgt suisse de ligne, 1823-1825; colonel du 4^e rgt suisse de ligne, 1825-1830; licencié, 1830: 14, 16.

DERIVAZ ANDRÉ (1803-1871): 71*.

Derville-Malécharde Claude-Joseph-Parfait (1774-1842), F; chargé d'affaires et ministre plénipotentiaire à Lucques, 1803-1806; résident de France en VS, 1806-1810; préfet du département du Simplon, 1811-1813; il obtint un congé et fut remplacé par un administrateur provisoire, Jean-François Locard (1773-1833), de nov. 1811 à mai 1812; de retour en VS le 22 mai 1812, il le quitta définitivement à la fin avril 1813; remplacé par Rambuteau ➤; préfet du département de la Sarthe, 1813-1815, puis de celui du Doubs, 1815: 2, 6-7, 11*, 45-46, 49-50, 104*, 120.

Detorrenté Elie (1821-1893), bapt. à Monthey; notaire; vice-président du Conseil municipal de Monthey, 1850-1852; président de ce même Conseil, 1852-1853; vice-président du

Conseil bourgeois de 1853 à 1855, dont il fut le président de 1857 à 1868; juge au tribunal du district de Monthey, 1861-1865; sous préfet de ce district, 1865-1873; ∞ en 1851 *Amaranthe-Thérèse-Delphine* – *Delphine-Thérèse* – *Guerraty* (1825-1878): 96*.

DONNET ANDRÉ (1913-1989): 94*, 104*, 111*.

Duc (famille): 116, 135.

- *Pierre-Alphonse-Emmanuel* (1812-1893), bapt. à Sion; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1840; 1^{er} sous-lieutenant, 31 mars 1848; 1^{er} lieutenant, 18 mai 1848; il participa à la campagne contre Messine et fut fait chevalier de grâce de St-Georges; capitaine, 1856; célibataire: 124.
- *Jean-Séverin* (1769-1827), bapt. à Conthey; notaire; juge au tribunal du district de Sion et juge au tribunal cantonal, RH; châtelain de Conthey, 1802-1808; député à la Diète, 1804-1810; président de Conthey, 1805-1808; grand châtelain du dizain de Sion, 1809-1810; maire de Conthey sous le département du Simplon; grand châtelain du dizain de Conthey, 1815-1821, et président de ce dizain, 1815-1817, 1821-1827; membre du Tribunal suprême, 1815-1827; député à la Diète, 1815-1827; ∞ en 1816 *Marie-Sophie-Adélaïde-Amaranthe-Flavie Du Fay* (1772-1850), fille de *Pierre-François-Louis* et veuve de *Gabriel-Ignace de Werra* : 8, 107*.
- *Marie-Madeleine-Léonie* (1840-1899), bapt. à Sion; ∞ en 1870 *Charles Dufour* : 94.

Duchoud Pierre (1801-1871), bapt. à St-Gingolph; notaire; de janv. à mai 1839, il participa à toutes les Assemblées bas-val.; député au Grand Conseil, 1841-1844; en exil à la suite des événements de 1844; député au Grand Conseil, 1847-1861; juge au tribunal du district de Monthey, 1848-1853; radical.; ∞ *Louise Pittet*: 116*.

Du Coster, Ducoster, Du Cotterd, Ducotterd

- *Pierre*, mercenaire issu d'une famille de Rueyres-les-Prés, FR; délégué des anciens rgts suisses auprès du ministère de la Guerre à Paris, notamment en mars 1832: 15*, 18*.

Ducrey César-Marie (1811-1897), bapt. à Martigny; frère du suivant; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1832; 1^{er} sous-lieutenant, 1839; 1^{er} lieutenant, 14 janv. 1848; il participa aux combats du 15 mai 1848, fut nommé 1^{er} lieutenant adjudant-major le 18 mai et reçut la croix de grâce de St-Georges; il prit part à la campagne contre Messine et fut fait chevalier de droit de St-Georges; la campagne sicilienne de 1849 lui valut la médaille d'or; capitaine, 1850-1859; ∞ en 1875 *Marie-Josèphe-Catherine-Elisabeth* – dite *Elisa* – *Wuilloud* (1850-1917): 77-78, 81, 88, 124, 126.

- *Joseph-Eugène* (1824-1876), bapt. à Sion; frère du précédent; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 18 mai 1848; 1^{er} sous-lieutenant ou 2^e lieutenant, 16 sept. 1848; suite à l'expédition contre Messine, il reçut la croix de grâce de St-Georges; 1^{er} lieutenant, 1851; lieutenant adjudant-major, 1857. Il entra ensuite au 2^e bataillon étranger où il devint capitaine en 1860; ∞ *Amélie Mazzoni*, I; décédé à Naples: 124.
- *Jacques-Joseph* ou *Joseph-Jacques* (1772-1839), bapt. à Sallanches en Haute-Savoie; marchand; reçu bourgeois de Sion en fév. 1816; ∞ en 1798 *Marie-Josèphe Passy* (1777-1846); père du suivant: 106.
- *Joseph-Ferdinand* (1806-1887), bapt. à Sion; fils du précédent; au service du St-Siège: 2^e lieutenant, 1832; aide-major, 1834; 1^{er} lieutenant, 1837; ∞ en 1853 *Marie-Catherine-Cécile-Emilie Duc* (1818-1877), veuve de *Joseph-Ignace-Polycarpe Duc* (1806-1852) qu'elle avait épousé en 1835: 28, 32-38, 106, 146-152.

Du Fay (clan): 134.

Du Fay (famille): 1-2, 108, 135.

- *Emmanuel-Guillaume-Alexis* (1749-1798), bapt. à Monthey; fils d'*Antoine-Hyacinthe* (1716-1754); frère de *Louis-Hyacinthe-Joseph* ; banneret des élus, syndic, vice-châtelain de Monthey, officier au rgt de Courten en Espagne; décédé à Palma de Majorque; cousin germain de *Marie-Marguerite Du Fay* , entre autres: 2.
- *Joseph-Antoine-Louis* (1732-1764), bapt. à Monthey; frère de *Pierre-François-Louis* ; chanoine de St-Maurice; profès, 1751; ordonné prêtre en 1756; administrateur de Saxon, 1760-1764; beau-frère d'*Ignace de Courten* et de *Jean-Joseph Gay* : 2.
- *Louis-Hyacinthe-Joseph* (1753-1785), bapt. à Monthey; fils d'*Antoine-Hyacinthe* (1716-1754); frère d'*Emmanuel-Guillaume* ; lieutenant dans le rgt de Courten au service de France; décédé à Rueil près de Paris; cousin germain de *Marie-Marguerite Du Fay* : 2.
- *Marie-Patience*, voir *Marie-Patience de Chaignon*.
- *Pierre-François-Louis* (1736-1788), bapt. à Monthey; frère de *Joseph-Antoine* ; mercenaire; banneret, châtelain, syndic sous l'Ancien Régime; ∞ en 1764 *Anne-Marie-Thérèse Burgener* ; beau-frère d'*Ignace de Courten* et de *Jean-Joseph Gay* : 1-2, 135*.

Enfants :

- *François-Marie-Emmanuel-Joseph* (1770-1839), bapt. à Monthey ; a) au service de Piémont : enseigne dans le rgt de Courten ; b) au service de France : capitaine dans la 3^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816. Secrétaire et caissier de la CA ; secrétaire au département des Finances et trésorier de l'Etat, RI ; ∞ en 1795 Marie-Louise-Judith-Marguerite de Lavallaz (1775-1836) : 2, 14, 135*, 170.

Enfant du précédent :

- *Pierre-Marie-François-Xavier-Emmanuel* (1798-1829), bapt. à Sion ; neveu de Marie-Marguerite Du Fay ☞ ; au service de France : sous-lieutenant dans la 1^{ère} compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816 ; puis lieutenant ; mort à La Rochelle, F : 2, 14.
- *Antoine-François-Guillaume-Ambroise* (1775-1830), bapt. à Monthey ; a) dans le rgt de Courten, puis de Streng au service de Piémont : sous-lieutenant, 1794 ; lieutenant, 1794 ; démission, 1797 ; b) dans la 1^{ère} légion helvétique : sous-lieutenant, 1799 ; lieutenant, 1800 ; capitaine, 1803 ; incorporé dans la 3^{1/2} brigade helvétique devenue le 1^{er} rgt suisse au service de France, 1803 : quartier-maître trésorier, 1807 ; c) dans le bataillon val. au service de France ; d) capitaine quartier-maître au 1^{er} rgt suisse dans les armées napoléoniennes, 1813 ; e) officier payeur, puis major quartier-maître dans le 1^{er} rgt suisse de la Garde royale ; tué à Paris durant la Révolution de juillet 1830. Célibataire ; parrain de Casimir Dufour ☞ et de Frédéric Dufour ☞ : 11, 14*, 17-18, 112, 129.
- *Marie-Julie* (1774-1842), bapt. à Monthey ; ∞ 1801 Gaspard-Etienne Delasoie (1768-1844) ; marraine de Pauline Dufour ☞ : 132, 135*.
- *Marie-Catherine-Thérèse-Louise* (1765-1843), bapt. à Monthey ; ∞ en 1795 Isaac de Rivaz ☞ ; marraine de Frédéric Dufour ☞ : 129, 135*.
- *Marie-Marguerite* (1767-1852), bapt. à Monthey ; ∞ Michel Dufour ☞ en 1787 ; marraine de ses petits-fils Charles Bovier ☞ et Charles Dufour ☞ ; belle-sœur, notamment, de Jean-Séverin Duc ☞ : 1-3, 44, 48-49, 94, 105, 107*, 110, 112, 128, 131, 133-134, 135*, 140, 170-172.
- *Marie-Françoise-Patience* (1773-1850), bapt. à Monthey ; ∞ en 1799 François-Emmanuel-Boniface Joris (1761-1814) : 50, 135*.
- *Pierre-Louis-Basile-Bernard* (1768-1843), bapt. à Monthey ; dans le rgt de Courten au service de France ; membre du Comité provisoire d'administration de Monthey, membre de l'Assemblée des communes du Bas-Valais et du Comité général, membre du bureau de l'Assemblée représentative provisoire en 1798 ; sous-préfet du district de Monthey, 1798-1802 ; député à la Diète constituante, 1802 ; député à la Diète, 1802-1810, dont il fut le vice-président de 1802 à 1808 ; grand châtelain du dizain de Monthey, 1802-1805 ; président de ce dizain, 1805-1810 ; président du canton de Monthey et conseiller général sous le département du Simplon ; député à la Diète, 1815-1839 ; bien que désigné député du pouvoir législatif bas-val., 1839-1840, il n'y siégea pas ; député au Grand Conseil, 1840-1841 ; président du dizain de Monthey, 1815-1843 ; ∞ en 1794 Marie-Patience de Chaignon ☞ ; beau-père de Jean-Joseph Martin ☞ ; parrain de Pierre-Marie Dufour ☞ : 2, 5, 14, 50, 53-55, 107, 131, 135*, 170.

Enfant du précédent :

- *Joseph-Antoine-Louis* (1797-1861), bapt. à Monthey ; neveu de Marie-Marguerite Du Fay ☞ ; a) 2^e sous-lieutenant dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 1815 ; b) 1^{er} sous-lieutenant dans la compagnie de voltigeurs du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne au service de France, 1816 ; puis lieutenant dans la Garde royale ; c) dans la milice : capitaine, 1831, major, 1840-1841 ; d) secrétaire au département militaire, 1827-1839 ; e) il participa à l'Assemblée constituante de janv. 1839, y siégeant dès le 16 janv. ; f) grand châtelain du dizain de Monthey, 1841-1845 ; sous-préfet du district de Monthey, 1848-1853 ; président du tribunal du district de Monthey, 1848-1857 ; commandant le bataillon de réserve de l'arrondissement occidental, 1848-1852 ; officier supérieur de l'ordre judiciaire à l'Etat-major cantonal, 1852-1861 ; ∞ en 1826 Marie-Elisabeth-Henriette-Louise de Bons (1795-1849), fille de Charles-Louis ☞ : 14, 70.

Du Fay de Lavallaz, voir aussi Du Fay et de Lavallaz.

Du Fay de Lavallaz (famille): 135.

- Antoine-Joseph-Félix-Pierre-Guillaume (1786-1870), bapt. à Sion; chevalier de l'ordre des saints Maurice et Lazare. Notaire; député à la Diète, 1827-1829, 1835-1837; grand châtelain du dizain de Sion, 1837-1840; vice-président du Tribunal d'appel, 1844-1845, qu'il présida de 1845 à 1847; ∞ en 1816 Marie-Josèphe-Madeleine-Eléonore de Courten (1800-1869); beau-père de Joseph-Eugène-Pancrace-Joachim-Louis de Courten ➤ : 143*.
- Marie-Madeleine-Catherine-Louise (1788-1866), bapt. à Sion; ∞ en 1806 Pierre-Louis-Hyacinthe-Joseph-Antoine-Aloys de Riedmatten ➤; mère de Léon de Riedmatten ➤ : 38.
- Charles-Louis-Joseph-Adolphe (1840-1892), bapt. à Collombey; ingénieur; conseiller municipal de Monthey, 1867-1868; vice-président du Conseil municipal, 1869-1870; fondateur – avec son frère Pierre-Marie qui suit – de la *Manufacture de tabacs de Lavallaz* à Monthey, 1881; radical; ∞ en 1863 Léonie Dufour ➤ : 96.
- Pierre-Marie-Joseph-Antoine-Henri (1834-1905), bapt. à Collombey; propriétaire d'une carrière de marbre; fondateur – avec son frère Charles qui précède – de la *Manufacture de tabacs de Lavallaz* à Monthey, 1881; député au Grand Conseil, 1877-1897; libéral; ∞ en 1864 Marie-Louise-Elisabeth Detorrenté (1842-1900): 96.

Dufour (clan): 112, 134.

Dufour (famille): 2, 3*, 7-8, 10, 11*, 41, 44-45, 62, 71-73, 96, 98, 102-103, 108, 129, 133, 135, 140.

Dufour (régiment de Pierre-Marie ➤): 68-69, 72-79, 99, 116, 122, 135-136, 153-169.

Dufour (villa à Monthey, ancienne *Tour du Mayor*): 2, 70, 102, 133-134.

- Barthélemy (vers 1720 - 1800), de Vionnaz; propriétaire terrien; métral et curial de Vionnaz; ∞ 1) en 1761 Marie-Cécile Raboud (1740 - avant 1768); 2) avant 1768 Marie Raboud († avant le 3 juin 1793); père de Michel-Barthélemy ➤ : 1.
- Joseph, né en 1794 selon le recensement de 1829; de Vionnaz; homonyme d'un des fils de Michel Dufour ➤; mercenaire au service de France dans le 2^e rgt suisse où il se trouvait déjà au cours de l'an 1823; devenu adjudant-major, il fut licencié à la suite des journées de juillet 1830; il passa au service de Naples dans le 3^e rgt suisse et mourut avant le mois de sept. 1842, à une date que nous ignorons: 121*.
- Michel Dufour (1922-1998), médecin: 129*.
- Michel-Barthélemy (1767/1768 - 1843), fils de Barthélemy ➤ et de Marie Raboud; notaire et avocat; juge de Vionnaz et major de la bannière de Monthey sous l'Ancien Régime; membre du Tribunal cantonal, 1798-1802; inspecteur des milices de la partie francophone du VS, 1798-1802; châtelain de Vionnaz et premier assesseur au tribunal du dizain de Monthey, 1802-1804; grand châtelain siégeant de droit au Tribunal suprême, 1805-1806; député à la Diète val. dont il fut le secrétaire francophone, 1802-1806; conseiller d'Etat, 1806-1809; sous-préfet de l'arrondissement de St-Maurice, 1811-1813; un des signataires de l'acte d'union du VS à la CH, 4 août 1815; délégué à la Diète fédérale, grand juge ou président du TS et député à la Diète val. dont il fut le secrétaire francophone, 1815-1817; membre du CE, 1817-1839; grand bailli, 1829-1831, 1835-1837, et vice-grand bailli, 1821-1825, 1831-1835, 1837-1839; ∞ Marie-Marguerite Du Fay ➤ en 1787; parrain d'Henriette Bovier ➤ : 1-8, 18, 19*, 26, 29, 36, 38*, 42, 45-57, 58*, 62-63, 66, 70-72, 93-94, 97, 102-113, 117, 120, 128-135, 138*, 139-144, 151*, 152*, 170-172.

Ses enfants:

- Joseph-Adrien (1791/92 - 1812), né à Vionnaz; mercenaire au service d'Espagne et de France; incorporé dans le 11^e rgt d'infanterie légère; célibataire; mort à Polotsk, lors de la campagne de Russie: 1-3, 8, 45-46, 50, 102-105, 133-135, 139-140.
- Emmanuel-Casimir ou Casimir-Emmanuel (1797-1858), bapt. à Monthey; élève au Prytanée militaire de la Flèche, F, 1812-1814; a) lieutenant d'artillerie dans la milice; b) au service de France, dans le 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne dès 1819: 1^{er} lieutenant, 1826; licencié, 1830; c) capitaine d'artillerie dans la landwehr, 1831. Membre de l'*Arc-en-Ciel* et de la section val. de la *Jeune Suisse*. Major, 1841; inspecteur des milices, 1841-1843; lieutenant-colonel, 1843; commandant de l'artillerie de la *Jeune Suisse* aux combats de St-Léonard en 1840 et du Trient en 1844; en exil, 1844-1847; le Tribunal central le condamna par contumace à huit ans de détention et à la suspension de ses droits politiques pendant dix ans à compter de l'expiration de sa détention; vice-président du *Comité patriotique valaisan* créé à Bex le 1^{er} nov. 1847; membre du gouv. provisoire, déc. 1847 - janv. 1848; député au Grand Conseil, 1847-1852; inspecteur des milices, 1848-1852; colonel, dès 1850. Membre du

Comité de la *Société valaisanne des officiers*, élu en sept. 1848; célibataire; parrain de sa nièce Hortense Bovier ☞ : 1-3, 41-42, 71-73, 97, 105, 108, 111-120, 128, 132-135, 139-141, 170-172.

Enfant du précédent :

- François-Florian (1842-1900), bapt. à Monthey, issu de l'union de Casimir et de Marie-Pétronille Morand ☞ ; sous-chef de gare; ∞ en 1864 Elie Coquoz ☞, veuve de Pierre-Justin Massard ☞ : 120.
- Frédéric-Guillaume-Stanislas (1804-1839), bapt. à Monthey; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1827, 1^{er} sous-lieutenant, 1832; célibataire: 1-3, 104*, 105, 107, 112, 129-135, 139-140.

Neveux et nièces du précédent : 132*.

- Henriette, voir Pauline.
- Emmanuel-Joseph (1800 - après le début janv. 1865), né à Vionnaz; au service de France et au service de Naples (voir tableau, p. 128); il se maria en 1849/1850 (l'identité de son épouse – Elise ou Elisa Peter – donnée in PUTAL-LAZ III est fausse); parrain de son neveu Adolphe Bovier ☞ : 1, 3, 41, 105, 107, 112, 120-129, 132-135, 139-141.

Son épouse : 129.

Enfants, prénoms probables :

- Elisa: 129.
- Peter: 129.
- Louis-Michel (1788-1863), né à Vionnaz; au service d'Espagne, de France et du St-Siège (voir tableau, p. 44); célibataire: 1-44, 51-54, 96*, 103-105, 113, 128, 132-135, 139-141, 170.

Neveux et nièces du précédent : 41.

- Marie-Marguerite (1795-1843), née à Vionnaz; ∞ en 1817 le veuf Charles-Barthélemy Bovier ☞; marraine de sa nièce Léonie Dufour ☞ : 1, 3, 41*, 70-72, 105-112, 132, 134-135.
- Pauline ou Henriette – Marie-Julie-Pauline-Henriette – (1807-1887), bapt. à Monthey; célibataire; marraine de son neveu Adolphe Bovier ☞ : 1, 3, 41, 70-72, 107*, 112, 132-133.
- Pierre-Marie-Alexandre (1790-1862), né à Vionnaz; filleul de son oncle Pierre-Louis Du Fay ☞; 2^e sous-lieutenant dans les milices du dizain de Monthey, 1807; au service de France et de Naples (voir tableau, p. 93); conseiller municipal de Monthey, 1850-1852; ∞ en 1836 Eugénie de Rivaz ☞; parrain de sa sœur Pauline Dufour ☞ : 1-3, 8, 12*, 41-42, 44-105, 107, 111-112, 116, 122, 129, 132-135, 139-141, 154, 156-158, 160, 164*, 170-172.

Les enfants du précédent :

- Charles-Benjamin-Michel-Pierre-Marie (1839-1898), bapt. à Sion; filleul de Marie-Marguerite Du Fay ☞; géomètre; ∞ en 1870 Marie Duc ☞ : 94, 112*, 135.
- Eugénie (1837-1897), née à Naples; ∞ en 1859 Charles Aymon ☞ : 94-95, 112*, 135.
- Léonie-Caroline-Marie-Marguerite (1843-1884), bapt. à Monthey; filleule de sa tante Marguerite Dufour ☞; ∞ en 1863 Charles de Lavallaz ☞ : 96, 135.
- Marie-Louise (1841-1882), née à Naples; célibataire: 96, 135.
- Jean-Nicolas (1746-1809), bapt. à Monthey; fils de Nicolas qui suit; cousin de la famille de Michel Dufour ☞; chanoine de la cathédrale de Königsgrätz et de la collégiale de Nikolsburg – dans l'actuelle République tchèque – dont il sera le prévôt mitré; chanoine de la cathédrale de Sion; mort à Nikolsburg: 2.
- Nicolas († avant mars 1769), de Vionnaz; cousin de Barthélemy Dufour ☞; marchand; ∞ Françoise Raboud († avant juillet 1793); père du précédent: 2.

Dumoulin Maurice-Samuel (1797-1866), bapt. à Bagnes; ordonné prêtre en 1819; curé de Port-Valais, 1819-1820; curé de Riddes, 1820-1823; chapelain de Sembrancher, 1823-1824; curé de Vissoie, 1824-1833; pressenti, en 1832, pour devenir aumônier substitut dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège, il refusa; chancelier épiscopal, 1833-1836; chanoine du Chapitre de Sion dès 1837; curé de Monthey, 1837-1844; directeur du séminaire de Valère et professeur, 1844-1864: 70-71, 133.

Dupont de l'Etang Pierre (1765-1840), général français ; commandant en chef le 2^e corps d'observation de la Gironde, 3 nov. 1807, il fut battu par les Espagnols à Baylen le 19 juillet 1808 et signa la capitulation le 22 juillet : 4, 5*.

E et F

Evéquoz Jean-Pierre-Séverin (1793-1879), bapt. à Conthey ; notaire ; a) lieutenant dans la milice val. ; b) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse : 1^{er} lieutenant, 1826 ; capitaine, 1832 ; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de droit de St-Georges ; major, 18 mai 1848 ; il fit la campagne contre Messine et devint chevalier de St-Ferdinand (avec pension de St-Georges) ; retraite, 1850. Juge au tribunal du district de Conthey, 1853-1857 ; préfet de ce district, 1857-1861 ; ∞ 1816 Marie-Angélique Duc (1796-1866) : 88, 99*, 124, 158.

Eymann Jacques-Gabriel (1795-1848), BE ; a) au service des Pays-Bas : soldat, 1818 ; caporal, 1819 ; sergent, 1820 ; sergent-major, 1828-1829 ; b) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse : sergent-major, 1829 ; adjudant, 1832 ; 2^e sous-lieutenant, 1834 ; 1^{er} sous-lieutenant, 1838 ; 1^{er} lieutenant, 1842 ; tué à Naples le 15 mai : 164.

Favre Jeanne-Claudine (1795-1878), dite Jeannette ; née à Morzine, F ; ∞ en 1815 Pierre-Benjamin Closuit ➤ : 67*, 139*.

FAYARD DUCHÊNE JANINE : 3, 136*.

Fazy Jean-Jacob, dit James (1794-1878), GE ; journaliste et homme politique ; c'est en France qu'il commença sa carrière comme journaliste ; il fonda le *Journal de Genève* en 1826 et, en 1833, l'*Europe centrale* ; membre de l'Assemblée constituante de 1842 ; député au Grand Conseil, durant plusieurs législatures de 1842 à 1874 ; président du gouv. provisoire, 1846-1847, membre du Conseil d'Etat, 1847-1853, 1855-1861 ; membre de la Constituante de 1862. Délégué à la Diète fédérale, 1848, puis député au Conseil des Etat, 1848-1849, 1851-1854, 1856-1857, 1871, 1872 ; député au Conseil national, 1857-1866 ; radical : 165.

FÉLIX JOËLLE : 90-91.

Feltre, duc de, voir Clarke.

Ferdinand I^{er} (1751-1825), roi de Naples de 1759 à 1816, sous le nom de Ferdinand IV ; roi des Deux-Siciles de 1816 à sa mort, sous le nom de Ferdinand I^{er} ; père de François I^{er} ➤ : 57-58, 107.

Ferdinand I^{er} (1793-1875), empereur d'Autriche de 1835 à 1848, année où il abdiqua ; mort à Prague : 84.

Ferdinand II (1810-1859), fils de François I^{er} ➤ ; roi des Deux-Siciles de 1830 à sa mort ; père de François II ➤ : 67-69, 73, 80-88, 92-93, 98-99, 116, 122*, 123, 127, 137*, 153-161, 166, 168, 170.

Ferdinand VII (1784-1833), fils de Charles IV ➤ ; roi d'Espagne en 1808 et de 1814 à sa mort ; revenu au pouvoir en 1814, il abolit la constitution libérale de 1812 et restaura l'absolutisme ; à la suite d'une révolution survenue en janv. 1820, il dut rétablir la constitution et accepter un ministère libéral ; il retrouva les pleins pouvoirs grâce à l'expédition militaire menée par le duc d'Angoulême ➤ en automne 1823 ; ∞ en 1829, en quatrièmes noces, Marie-Christine (1806-1878), fille de François I^{er} ➤, roi des Deux-Siciles : 11*, 15, 46*.

Févoit Henri (1816-1860), VD ; avocat qui participa à la guerre du *Sonderbund* ; mercenaire au service de Naples : dès 1850, capitaine dans le 13^e bataillon de chasseurs qui devint le 3^e bataillon étranger ; capitaine de la batterie étrangère n° 15, 1859 ; mort à Mola, lors de la retraite vers Gaète : 128*.

Filangieri Charles (1784-1867), prince de Satriano, I ; général et ministre napolitain ; il fut commandant en chef de l'expédition contre Messine en sept. 1848 et de celle contre Catane et Palerme en avril-mai 1849 : 122, 127.

Filliez Maurice-Eugène (1811-1856), bapt. à Bagnes ; avocat et notaire ; en 1839-1840, il participa à sept des huit assemblées bas-val. et, notamment, aux Assemblées constituantes de 1839 ; député au Grand Conseil, 1840-1841 ; membre de la *Jeune Suisse* ; en exil, 1844-1847, il vit essentiellement dans le canton de Vaud, à Bex le plus longtemps ; le Tribunal central le condamna par contumace à huit ans de détention et à vingt ans de privation de

ses droits civiques; membre du *Comité patriotique valaisan* créé à Bex le 1^{er} nov. 1847; membre du gouv. provisoire, déc. 1847 - janv. 1848; député au Grand Conseil, 1847-1856; sous-préfet du district d'Entremont, 1848-1850; préfet de ce district, 1850-1856; conseiller aux Etats, 1854-1855; conseiller national, de 1855 à sa mort; radical; ∞ en 1839 Marie-Louise Nicollier (1822-1910) qui, en 1862, épousera Maurice Charvoz, alors âgé de quelque 24 ans; ce second mariage, qui fut malheureux, peut expliquer pourquoi, en 1868, Charvoz partit tenter sa chance sur le continent américain: 115, 116*.

Fischer Cyprien (*1802), GR; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1831; 1^{er} sous-lieutenant, 1838; 1^{er} lieutenant, 1844; suite à la campagne contre Messine, il reçut la croix de grâce de St-Georges. En mai 1850, il devint capitaine dans le 13^e bataillon des chasseurs; retraite, 1854: 122.

FLORELL YVES, voir ROBERT GAFNER.

de Flüe Ferdinand, originaire de Sachseln, dans le demi-canton d'Obwald; mercenaire qui fut major, puis lieutenant-colonel du 2^e rgt suisse de ligne au service de France sous la Restauration. Il s'agit vraisemblablement de Ferdinand de Flüe (1774-1833), né à Belfort, F; a) au service de France: cadet, 1^{er} janv. 1787; sous-lieutenant, 1790; licencié, 1792; b) au service de Piémont, dans le rgt de Bachmann; c) au service de France où il devint capitaine; d) au service de Naples où il obtint le grade de major en 1814; décédé à Belfort: 15.

de Flugi ou Flugi d'Aspermont

— Nicolas (1773-1856), GR; mercenaire dans le rgt des Grisons au service de Sardaigne où il devint aide-major; il fit plus tard partie des troupes napoléoniennes; en 1815, il entra au service du roi des Deux-Siciles: colonel d'un rgt en 1822; commandant d'armes d'une province des Abruzzes, 1831; il fut successivement gouverneur des provinces de Trapani, Chieti, Aquila et Avellino; lieutenant-général, 1849, puis maréchal: 62, 83*.

Franc Casimir-Emmanuel (1802-1871), bapt. à Monthey; cousin de la famille de Michel Dufour ☛; ami de jeunesse de Frédéric Dufour ☛; ∞ en 1828 Marie-Catherine-Sophie Carraux (1805-1865): 130.

François I^{er} (1494-1547), roi de France de 1515 à sa mort: 147.

François I^{er} (1768-1835), empereur du Saint Empire romain germanique de 1792 à 1806 sous le nom de François II; empereur d'Autriche de 1804 à sa mort sous le nom de François I^{er}: 58.

François I^{er} (1777-1830), fils de Ferdinand I^{er} ☛; roi des Deux-Siciles de 1825 à sa mort; père de Ferdinand II ☛ et de Marie-Christine (1806-1878), quatrième épouse du roi d'Espagne Ferdinand VII ☛: 19, 57-61, 64-67, 137*.

François II (1836-1894), fils et successeur de Ferdinand II ☛; roi des Deux-Siciles de 1859 à 1861; suite à la prise de Gaète par les troupes sardes, il dut s'exiler; mort à Arco: 92*.

Franscini Stéphane (1796-1857), historien, statisticien, publiciste, enseignant et homme d'Etat tessinois qui fut un des principaux auteurs de la réforme constitutionnelle de son canton en 1830; député au Grand Conseil; conseiller d'Etat 1837-1845, 1847-1848, dont il fut président; délégué à la Diète fédérale, 1841, 1843, 1845-1846; commissaire fédéral en VS, après la guerre du *Sonderbund*, de même que Delarageaz ☛ et Emile-Rémy – ou Rémy-Emile Frey – (1803-1889), déc. 1847 - 1^{er} mars 1848; nommé par le Directoire fédéral commissaire, de même que Marc Collin ☛, afin d'enquêter sur la conduite des troupes mercenaires suisses à Naples le 15 mai 1848; membre du premier Conseil national, il fut élu conseiller fédéral en déc. 1848 et fut en charge du département de l'Intérieur, 1848-1857; libéral dont l'esprit de conciliation fut notoire: 90-92, 165-166.

Frédéric-Auguste I^{er} (1750-1827), dit *le Juste*; Electeur de Saxe, 1763-1806; premier roi de Saxe de 1806 à sa mort: 171.

de Freuler (régiment du suivant): 14-15, 113, 120, 128, 131.

— Josse-Fridolin-Jacques-Antoine-Félix-Séraphin-Stanislas (1772-1841), GL; a) au service de France, dans le rgt de Salis-Samaden: sous-lieutenant, 1788; licencié, 1792; b) au service de Piémont, dans le rgt de Bachmann: lieutenant, 1793; capitaine, 1793; c) au service de France, dans la 1^{ère} légion helvétique: capitaine adjudant-major, 1798; d) au service d'Angleterre, dans le rgt de Bachmann: lieutenant-colonel, 1802; e) au service de France, dans le 4^e rgt suisse: 2^e colonel, 1806; fait prisonnier lors de la bataille de Baylen et empri-

sonné en Angleterre jusqu'en 1814; f) au service de France: colonel du 2^e rgt suisse de ligne, 1816; retraite avec grade de général de brigade, 1827: 14, 16, 120.

Frimont Jean-Marie (1759-1831), feld-maréchal autrichien, commandant l'armée alliée qui traversa le VS d'est en ouest au mois de juin 1815: 53*.

Fumeaux Jean-Pierre (1804-1878), bapt. à Conthey; mercenaire au service de Naples; il y était en 1829; une lettre de Pierre-Benjamin Closuit ➡ le mentionne comme sergent des voltigeurs en 1830; ∞ en 1837 Anne-Catherine Fontanaz – Fontaine – (1813-1851): 139*.

— Pierre-Joseph (1780-1860), bapt. à Conthey; a) au service de France, dans le bataillon val.: sous-lieutenant, 1806; lieutenant, 1809; b) au rgt de Walcheren qui devint le 131^e rgt de ligne et où il obtint le grade de capitaine en 1814; c) capitaine dans la milice, 1818; ∞ en 1800 Marie-Josèphe Duc (1778-1841): 48.

G

Gabioud Gaspard-Etienne (1830-1883), bapt. à Sembrancher; avocat et notaire; conseiller municipal de Sion, 1861-1864; député au Grand Conseil, 1869-1877; rapporteur substitut auprès du Tribunal d'appel, 1870-1877; sous-préfet du district de Sion, 1872-1873. A l'Etat-major fédérale: capitaine, 1864, puis major, 1869-1871; conservateur; ∞ en 1854 Hortense Bovier ➡: 111, 135.

Enfants:

— Joseph (1861-1916), notaire; propriétaire foncier; membre de la *Société sédunoise d'agriculture*, dont il fut 1^{er} vice-président de 1892 à 1894; conseiller municipal de Sion, 1889-1892; sous-préfet du district de Sion, 1898-1899; major à l'armée; conservateur; célibataire: 111*.

— Pierre-Marie-Frédéric (1866-1901); propriétaire foncier; ∞ en 1891 Elise Zimmermann (*1868): 111*.

GAFNER ROBERT († 1976), décédé à l'âge de 81 environ; originaire du Jura neuchâtelois; journaliste qui fut notamment rédacteur du *Journal de Sierre* et qui signa des articles sous le pseudonyme d'YVES FLORELL: 102.

Ganioz Germain-Eugène (1790-1871), bapt. à Martigny; notaire; a) 1^{er} sous-lieutenant dans un bataillon val., 1815; b) dans la milice val.: capitaine, 1818; major, 1829; lieutenant-colonel commandant le bataillon 1, 1829-1837. Lors de la guerre civile de 1840 il fit partie des troupes libérales; membre du tribunal du dizain de Martigny, 1841-1843; vice-président du tribunal du district de Martigny, 1857-1865; ∞ en 1842 Marie-Marguerite-Eugénie Robatel (1813-1893), nièce de Louis Robatel ➡, petite-fille de Pierre-Joseph Dallèves ➡: 114.

GANTER HENRI, probablement Philippe-Henri-Ferdinand Ganter (1826-1909), né à Vevey et mort à Genève: 85, 152*.

Gard Jean-Joseph-Arnold (1750-1828), bapt. à Bagnes; chevalier de l'ordre de St-Louis; a) au service de France, dans le rgt de Courten: cadet, 1767; sous-lieutenant, 1769; lieutenant, 1778; capitaine, 1790; licencié, 1792; b) au service d'Espagne, dans le rgt de Courten, puis de Preux: capitaine, 1796, major, 1806; lieutenant-colonel, 1807; fait prisonnier à Baylen, en 1808, par les Espagnols; c) délivré par les Français en 1810, il devint major dans la place de Séville, 1810, puis dans celle de Tolède, 1810, et dans celle de Guadalajara, 1812; fait prisonnier par les Anglais à Guadalajara en 1813, il fut amené en Angleterre qu'il ne put quitter qu'en 1814. Dans la milice: colonel commandant l'arrondissement occidental, 1819-1828; ∞ en 1780 Marie-Josèphe-Elie de Quartéry (1759-1807): 56.

— Laurent-Louis ou Louis-Laurent (1799-1854), bapt. à Bagnes; a) 1^{er} sous-lieutenant dans le contingent d'élite du VS à l'armée fédérale, 1815; b) dans la milice: 1^{er} sous-lieutenant, 1819-1824; c) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: sous-lieutenant; démission, 22 janv. 1832. Un des fondateurs de la section val. de la *Jeune Suisse*; député du pouvoir législatif bas-val., 1839-1840, il participa à toutes les assemblées bas-val. de janv. 1839 au 3 août 1839; député au Grand Conseil, 1840-1841; journaliste – écrivant dans *L'Helvétie* et dans *La Jeune Suisse* – et chansonnier politique; radical; ∞ en 1840 Anne-Marie-Rosalie Guigoz (1816-1887): 113*, 137-138.

— Pierre-François (1769-1839), bapt. à Bagnes; ordonné prêtre en 1792; à Sion, sans bénéfice, 1792-1793; vicaire de Bagnes, 1793-1799; curé de Vercorin, 1799-1800; curé de Monthey, 1800-1822; doyen du décanat de Monthey, 1809-1822; chanoine du Chapitre de Sion dès 1811: 52-53.

Garibaldi Joseph (1807-1882), révolutionnaire italien : 128*.

GATTLEN ANTON : 74*.

— Joseph-Christian – ou Chrétien – (1777-1866), bapt. à Rarogne; a) au service de Sardaigne; b) au service de France, dans le bataillon val.; c) receveur du dizain de Rarogne, 1817-1827; dans la milice: capitaine aide-major, 1819-1827; d) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: capitaine, 1827; retraite, 1^{er} mars 1848; e) préfet du district de Rarogne, 1852-1853; ∞ 1) en 1808 Anne-Marie-Barbara-Catherine Amacker (1791-1817); 2) en 1825 Anne-Marie-Josèphe ou Joséphine Bruttin (1806-1825); 3) en 1826 Anne-Marie-Catherine-Barbara Pfammater (1802-1832): 73-74.

Gay Jean-Joseph (1733-1776), bapt. à Martigny; dans le rgt de Courte au service de France: cadet, 1756; sous-lieutenant, 1757; lieutenant, 1758; ∞ Marie-Anne ou Anne-Marie Du Fay (1740-1815), sœur de Pierre-François-Louis ☛; pour la date de son décès, voir AEV, Courten, B 9, vol. 4, p. 53: 2.

Enfants:

— Jean-Joseph-Emmanuel (1768-1842), bapt. à Martigny; médecin; juge suppléant au tribunal cantonal; député à la Diète constituante, 1802; vice-conseiller d'Etat, 1806-1809; député à la Diète, 1809-1810, 1815-1817; conseiller d'Etat, 1821-1823; ∞ en 1797 Marie-Christine-Judith Zen Ruffinen (1769-1850): 65*, 107*.

— Joseph-Louis ou Louis-Joseph (1774-1833), bapt. à Martigny; a) au service de Sardaigne: sous-lieutenant, 1794; lieutenant, 1795; b) au service de France, dans le bataillon val.: lieutenant, 1806, capitaine, 1809. Capitaine au 11^e rgt d'infanterie légère; blessé à Leipzig et fait prisonnier le 19 oct. 1813, il rentra de captivité en fév. 1815: 48.

Gay du Borgeal Joseph-Elie-Hippolyte (1804-1863), bapt. à Martigny; originaire d'Orsières dont Borgeal, signifiant petit bourg, est un ancien quartier; neveu d'Emmanuel Gay ☛ et de Joseph-Louis Gay ☛; sous-lieutenant dans le contingent de réserve du VS au service de la CH; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: 1^{er} lieutenant, 1827; démission, 15 sept. 1829; ∞ Joséphine P., une Italienne qui lui a donné deux filles prénommées Virgilia et Anaïs et qui est décédée avant 1847, semble-t-il: 65*.

Gerli Félix (*1803), de Milan, I; mercenaire ayant acquis la bourgeoisie d'une commune val.; enseigne dans le 3^e rgt suisse au service de Naples, 1843; vivant au cours de 1848: 79.

Germanier (famille): 7, 9-10, 11*.

— Jean-Pierre (1750-1813), propriétaire; membre du Collège électoral et adjoint du maire de Conthey, Jean-Séverin Duc ☛, sous le département du Simplon; ∞ en 1789 Catherine Martenaz – ou Martenat, Martinat, Martinaz – (*1771) qui pourrait être décédée en 1845 si l'on considère qu'une notice, qui la concernerait dans le Rp des décès de Conthey, mentionne vraisemblablement une filiation inexacte; père du suivant: 8.

— Jean-Pierre-Joseph – nous avons trouvé une fois Pierre-Joseph – (1790-1854), bapt. à Conthey; fils du précédent; notaire; a) il servit comme hussard au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814; b) dans la milice: 1^{er} sous-lieutenant, 1819; lieutenant, 1822; capitaine, 1827-1832; c) receveur du dizain de Conthey, 1832-1847; ∞ en 1820 Marie-Madeleine Udry (1801-1869): 7-8, 10-11.

de Gingins (régiment du suivant): 85-92, 99, 154, 155*, 160-161, 164-169.

de Gingins-La Sarraz Henri-Victor-Louis (1792-1874), VD; a) au service d'Angleterre dès 1807; b) au service de France: lieutenant au 1^{er} bataillon du 3^e rgt suisse de ligne dès 1816; c) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: major, 1829; 1^{er} lieutenant, 1832; colonel, 1837; blessé lors des combats du 15 mai 1848, il reçut la croix de commandeur de St-Georges, ainsi que la retraite et le grade de général de brigade: 88*, 164-165.

Gizzi Pascal-Thomas ou Thomas-Pascal (1787-1849), I; ordonné prêtre en 1810; Dr *in utroque jure*, 1817; actif dans la diplomatie pontificale, il séjourna dans les Pays-Bas, à Lucerne, à Munich, à Turin, à Bruxelles, comme chargé d'affaires, internonce ou autre; sacré archevêque de Thèbes en 1839; nonce apostolique près la CH, 1839-1841; nonce apostolique auprès de Charles-Albert ☛, roi du Piémont, 1841-1844; créé cardinal *in pectore* en 1841 (sa nomination fut rendue publique en 1844); légat à Forlì, 1844-1846; secrétaire d'Etat du pape Pie IX ☛ dès 1846; président du Conseil des ministres, responsable des ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères durant quelques semaines en 1847; lors des événements de 1848, il dut quitter Rome; il mourut à Lenola, près de Fondi, I: 40-41.

Goumoens, Goumoëns

— Edouard-Louis-Charles (1814-1848), BE; au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1834; 1^{er} sous-lieutenant, 1838; 1^{er} lieutenant, 1843; lieutenant adjudant-major, 1846; tué à Naples le 15 mai: 164.

Gouvion-Saint-Cyr (1764-1830), comte; général français commandant le 7^e corps d'armée en Catalogne, il s'empara de Figueras et assiégea Gérone, avant d'être remplacé par le maréchal Augereau ➡; commandant du 2^e corps d'armée lors de la campagne de Russie en 1812; le 18 oct. 1812, les troupes du général de Wittgenstein ➡ l'obligèrent à évacuer Polotsk: 46-47, 104.

Grand Ferdinand-Paul (1822-1898), VD et BE; a) dans la milice vaudoise: 2^e sous-lieutenant, 1844; 1^{er} sous-lieutenant, 1845; lieutenant, 1852; capitaine, 1854; b) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1845; blessé lors de la journée du 15 mai 1848, il reçut la croix de droit de St-Georges; 1^{er} lieutenant, 18 mai 1848; lieutenant quartier-maître, 1850; démission, 1850; c) à l'Etat-major fédéral: capitaine, 1855; major, 1860; lieutenant-colonel, 1865; colonel, 1868-1875: 164.

Grégoire XVI (1765-1846), *alias* Bartolomeo Alberto – puis fra Mauro – Cappellari; pape de 1831 à sa mort; à peine élu, il dut faire face à des mouvements révolutionnaires qui embrasèrent les Etats pontificaux et qu'il ne put juguler que grâce au concours de l'Autriche; d'où la création de troupes de mercenaires: 19-21, 23*, 27, 29, 31*, 39-40, 113, 138*, 144, 148, 150-151, 152*.

Grevat Joseph-Hubert († 1803), ecclésiastique val. qui aurait quelque 65 ans en 1798; recteur de l'hôpital de Monthey; régent: 45.

Gross Etienne[-César] (1787-1838), bapt. à Martigny; notaire; un des fondateurs de la section val. de la *Jeune Suisse*; vice-grand châtelain du dizain de Martigny, 1833-1837; radical; ∞ en 1825 Marie-Louise-Caroline – dite Charlotte (?) – de Nucé (1789-1847), sœur d'Anne-Joseph-Melchior ➡ et veuve du notaire Joseph-Antoine-Emmanuel Tavernier (1789-1825) qu'elle avait épousé en 1811: 113*.

Guérin Jean-François (vers 1730/32 - 1808), de Vionnaz; précepteur; grand aumônier de la comtesse Frédérique Zichy de Vâsonkö; curé de Palota; chanoine du Chapitre de la Collégiale Saint-Michel de Szombathely (Sabarie) en Hongrie, 1772-1783; ecclésiastique qui seconda le curé de Vionnaz, 1782-1791; curé de Vionnaz de 1791 à sa mort: 44.

Guerraty Jean-Fabien-Adrien († 1807), vraisemblablement né dans les années 1771-1779; notaire; sous-lieutenant dans le contingent de la milice du dizain de Monthey, RI: 45.

H et J

Halter Jean-Joseph (1793-1846), du demi-canton d'Obwald; a) au service de France sous la Restauration dans le 2^e rgt suisse de la Garde royale: lieutenant; licencié en 1830; b) au service du St-Siège: capitaine en 1832; major commandant un bataillon en 1844; rappelé en 1845 par son gouv. en raison des tensions existant dans la CH, il rejoignit bientôt Rome où il fut promu lieutenant-colonel en remplacement de Louis Dufour ➡ devenu colonel; l'année suivante, il fut assassiné à Forlì: 39, 40*.

Hédiger, Hediger

HÉDIGER ALOYS (1796 - 1850/1851), du canton de Schwytz; a) au service de France: sous-lieutenant dans le 1^{er} bataillon du 1^{er} rgt suisse de la Garde royale, 1816; b) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: capitaine, 1826; major; il participa aux combats du 15 mai 1848, jour où il fut promu lieutenant-colonel, et il reçut la croix de droit de St-Georges; il prit part à la campagne contre Messine et obtint la croix de St-Ferdinand; mort à Naples: 122.

Hénin de Cuvilliers Etienne-Félix (1755-1841), F; commandant militaire du département du Simplon avec le grade d'adjudant-commandant (colonel): 10, 51.

Henri V (1820-1883), F; voir Chambord Henri, comte de.

d'Horrer Alexandre, mercenaire dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège: sous-lieutenant, 1832: 28.

HUBERT JOSEPH-NICOLAS (1809-1864): 73*.

Hussein ibn el-Hussein (vers 1773 - 1838), dernier dey d'Alger, 1818-1830 ; après le débarquement de l'armée française à Sidi-Ferruch le 14 juin 1830, il fut obligé de capituler le 5 juillet à la suite de la prise d'Alger et s'exila en Italie où il mourut à Alexandrie, dans le Piémont : 139*.

— *Sa famille et sa suite* : 139*.

Ischitella, prince de ; voir François Pinto.

Jongh Emmanuel-Auguste (1798-1854), SO ; mercenaire au service de Naples, dans le 2^e rgt suisse : capitaine d'habillement, 1826 ; il participa aux combats du 15 mai 1848, fut élevé au grade de major trois jours plus tard, avec la fonction d'adjudant-major et obtint la croix de droit de St-Georges ; il prit part à l'expédition contre Messine et reçut la croix de St-Ferdinand ; lieutenant-colonel, 1850, avec la fonction de major dans l'Etat-major général ; décédé dans le royaume de Naples : 154.

Joris François-Alexis-Emmanuel (1800-1867), bapt. à Monthey ; a) dans la milice : 2^e sous-lieutenant, 1819 ; 1^{er} sous-lieutenant, 1821-1822 ; b) mercenaire : sous-lieutenant dans le 1^{er} rgt suisse de la Garde royale au service de France, 1822 ; puis lieutenant ; licencié, 1830 ; c) dans la milice : capitaine aide-major, 1834/35. De janv. 1839 à mars 1840, il participa à six des huit assemblées bas-val., dont les deux Assemblée constituantes de 1839 ; un des chefs militaires de la *Jeune Suisse* en 1840 ; député au Grand Conseil, 1840-1843 ; un des chefs militaires de la *Jeune Suisse* en 1844 ; il prit le chemin de l'exil à la suite de la défaite du Trient de mai 1844 et s'installa dans le canton de Vaud, puis à La Baume-d'Hostun, dans la Drôme, F ; le Tribunal central le condamna par contumace à quinze ans de détention et à la privation à vie de ses droits politiques ; revenu dans le canton de Vaud, il fit partie du *Comité patriotique valaisan* créé à Bex le 1^{er} nov. 1847 ; chef de l'Etat-major cantonal avec le grade de lieutenant-colonel, 1848-1865 ; radical ; ∞ en 1843 Clarisse-Louise Grasset (1818-1901) ; décédé à La Marque, dans l'Aube, F ; frère de Marguerite ♡ et cousin de Louise Joris ♡ : 114, 135.

— Gaspard-Etienne (1806-1846), bapt. à Orsières ; mercenaire dans le 2^e rgt suisse au service de Naples comme simple soldat ; décédé à Capoue le 14 mai : 76*.

— *Les héritiers du précédent* : 76*.

— Jean-Nicolas, d'Orsières ; débiteur de Gaspard-Etienne Joris ♡ pour la somme de cent francs : 76*.

— Louise (1783-1823), bapt. à St-Maurice ; ∞ en 1803 Benjamin de Rivaz ♡ ; cousine d'Alexis Joris ♡ et de sa sœur Marguerite qui suit : 94, 171.

— Marie-Patience-Marguerite (1801-1883), dite *Guitton* (ou *Guiton*) ; bapt. à Orsières ; ∞ François Bovier ♡ en 1829 ; sœur d'Alexis ♡ et cousine de la précédente : 135.

Jütz Aloys (1789-1848), du canton de Schwytz ; mercenaire dans le 3^e rgt suisse au service de Naples : major ; lieutenant-colonel, 1840 ; démission, 31 mars 1848 : 64.

K

KEMPFFEN JOSEPH-ANTOINE-IGNACE-ALOYS (1784-1856), bapt. à Glis ; médecin-chirurgien ; chirurgien-major a) au service de France, dans le bataillon val., 1807 ; b) sous Napoléon I^{er}, dans le 11^e rgt d'infanterie légère, 1812-1814 ; c) au service de France : dans le 2^e rgt étranger, 1815 ; dans le 2^e rgt d'infanterie suisse (Freuler), 1816-1821 ; dans le 1^{er} rgt suisse de la Garde royale, 1821-1830. Puis médecin à Paris ; ∞ en 1813 à Wesel Joséphine-François Rochat († 1822), décédée à l'âge de 28 ans environ : 47*, 104.

— Pierre-Joseph-Théodose (*1780), bapt. à Glis ; a) au service de France, dans le bataillon val. : volontaire, 1807 ; caporal, 1807 ; sergent, 1809 ; sergent-major, 1811 ; b) fait lieutenant en janv. 1814 par Jean-François Simbschen (1781-1824), commandant les troupes autrichiennes stationnées en VS ; c) au service de France : 1^{er} lieutenant dans la 4^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816 : 14.

de Kalbermatten (bâtiment à Sion) : 6*.

de Kalbermatten (régiment de Théodose ♡) : 29-39.

— Elie-Joseph (1800-1869) ; a) au service de France, dans le 2^e rgt suisse de la Garde royale sous la Restauration : lieutenant ; licencié, 1830 ; b) au service du St-Siège : capitaine de 2^e classe, 1832 ; major, 1834. Frère des suivants : 22, 27-36, 39-40, 146*, 151-152.

— Guillaume-Théodore (1793-1875), né à Eidsen en Hollande ; frère du précédent et du suivant ; a) au service d'Espagne, dans le rgt de Preux : cadet, 1804 ; sous-lieutenant, 1807 ;

b) il passa du côté des Espagnols: lieutenant, 1809; capitaine, 1811; c) dans le 1^{er} rgt suisse qui servit Napoléon I^{er} en Espagne: sous-lieutenant, 1811; lieutenant à l'Etat-major de la province de Ségovie, 1812; d) au service de France sous la Restauration: capitaine dans le 1^{er} rgt suisse de la Garde royale; licencié, 1830. «Gérant» de la *Gazette du Simplon* du 25 juin 1842 au 12 avril 1843 (dans la nuit du 12 au 13 avril 1843, à St-Maurice, de Jeunes Suisses détruisirent les presses de ce périodique); commandant en chef des troupes haut-val. en 1844; membre du CE, 1844-1847 dont il fut le président en 1846-1847; général commandant les troupes val. lors de la guerre du *Sonderbund*; général de brigade dans les armées pontificales et membre du Conseil de guerre; mort à Rome: 39*, 41, 67, 78*.

- Joseph-Théodose-Alexandre ou Joseph-Théodore-Alexandre (1788-1866), baron; né à Saintes, F; frère des deux précédents; a) au service d'Espagne, dans le rgt de Courten, puis de Preux: cadet, 1800; sous-lieutenant, 1800; lieutenant, 1807; b) en 1808, il passa du côté des Espagnols: capitaine dans le rgt de Badajoz; c) au service de France: capitaine dans le 4^e rgt suisse, 1814-1815; capitaine dans le 2^e rgt suisse de la Garde royale, 1816; licencié, 1830; d) au service du St-Siège, dans le 2^e rgt étranger: lieutenant-colonel, 1832; colonel, 1834; e) nommé général en 1844, il se vit confier par Pie IX ➤ la présidence du ministère des Armes; ∞ en 1836 à Forlì la comtesse Anne-Hélène d'Auersperg (1815-1896), fille du comte Charles d'Auersperg-Purgstall, commandant des troupes autrichiennes stationnées en Romagne; décédé à Trieste: 21-41, 113*, 145-153.

L

Lacombe-Saint-Michel Jean-Pierre (1751-1812), F; général de division sous Napoléon I^{er}: 47*.
de La Cuesta, voir Cuesta.

Lambruschini, Lambruscini

- Louis (1776-1854), I; barnabite, ordonné prêtre en 1799; il servit la diplomatie pontificale; il devint archevêque de Gênes en 1819 et fut nonce à Paris de 1827 à 1831; créé cardinal en 1831, il succéda au cardinal Bernetti ➤ comme secrétaire d'Etat sous Grégoire XVI ➤, charge qu'il occupa de 1836 à 1846; à la suite des événements de 1848, il rejoignit Pie IX ➤ à Gaète; en 1850, il revint avec le pape dans la Ville éternelle; il y mourut, alors qu'il était préfet de la Congrégation des rites, bibliothécaire de la Sainte Eglise et doyen du Sacré Collège; conservateur aux idées absolutistes: 38-40.

Lanza Ferdinand (1788-1865), général napolitain commandant la 1^{ère} brigade de la division Nunzianta ➤ lors de l'expédition contre Messine en sept. 1848: 122*.

de Lavallaz Antoine, voir Antoine Du Fay de Lavallaz.

- Catherine, voir Catherine Du Fay de Lavallaz.
- Charles, voir Charles Du Fay de Lavallaz.
- François-Maurice-Fénelon (1795-1857), né en F; bapt. sous condition à Sion, 1799; entré à l'Ecole de St-Cyr par décret du 21 fév. 1812, avec rang de sous-lieutenant; il participa à la campagne de France, 1814; lieutenant dans le bataillon 1 du VS au service de la CH, 1815; officier au service de France sous la Restauration. Membre du tribunal du dizain de Monthey, 1843-1844; ∞ en 1827 Aglaé de Preux (1799-1891): 18.
- Pierre-Marie, voir Pierre-Marie Du Fay de Lavallaz.

La Valette ou Lavalette, F; chef de bataillon commandant la place de Grave, près de Nimègue, en 1814: 12.

Lebon Alexandre, F; imprimeur à Paris en 1848: 169.

Le Marois Jean-Léonor-François (1776-1836), comte, F; général commandant la garnison française de Magdebourg en 1813-1814, avec le titre de gouverneur; il y remplaça le général François-Nicolas Haxo (1774-1838) dès le 17 juin 1813 et capitula le 20 mai 1814: 51.

Loffing (compagnie commandée par Antoine qui suit): 39.

- Antoine-Bruno (1800-1862), bapt. à la paroisse de St-Nicolas, FR; a) dans la milice fribourgeoise: 2^e sous-lieutenant, 1819; 1^{er} sous-lieutenant, 1821; lieutenant, 1824; capitaine, 1827-1832; b) au service du St-Siège, dans la 2^e compagnie du 1^{er} bataillon du 2^e rgt étranger: capitaine 1832; major, 1848; c) inspecteur de l'arsenal, FR, 1857-1858; major dans l'Etat-major cantonal, 1857-1862; commandant d'arrondissement et préfet de la Singine, 1858-1862: 27*.

Lorétan Jean-Joseph-Hildebrand-André (1754-1837), bapt. à Loèche-les-Bains ; ordonné prêtre en 1777 ; curé d'Unterbach, 1778-1787 ; curé de Loèche-les-Bains, 1787 ; curé de Mörel, 1787-1799 et 1803-1805 ; aumônier dans les troupes helvétiques, 1799 ; curé de Venthône, 1799-1803 ; chanoine du Chapitre de Sion dès 1802 ; curé de Loèche, 1805-1817 : 52.

Louis XVI (1754-1793), roi de France de 1774 à 1792 ; guillotiné le 21 janv. : 160*.

Louis XVIII (1755-1824), frère du futur Charles X ☛ ; roi de France, 1814/1815, 1815/1824 : 12-14, 55-58, 64.

Louis-Philippe I^{er} (1773-1850), duc de Valois, 1773-1785 ; duc de Chartres, 1785-1793 ; duc d'Orléans, 1793-1830 ; proclamé lieutenant-général du royaume le 31 juillet 1830 et « roi des Français » le 7 août 1830, il régna sur la France de 1830 à 1848 ; mort à Claremont dans le Surrey, en Angleterre : 28*.

Lucciardi Dominique (1796-1864), I ; ordonné prêtre en 1820 ; prolégat de la province de Ravenne en 1835 notamment ; archevêque de Damas ; patriarche latin de Constantinople, 1851 ; archevêque de Senegaglia, 1851 ; créé cardinal en 1852 : 35*, 36.

M

Macdonald Etienne-Jacques-Joseph-Alexandre (1765-1840), duc de Tarente, F ; d'origine écossaise ; général, 1792 ; maréchal de France, 1809 ; il fut commandant du 7^e corps d'armée en Espagne et ses troupes s'emparèrent de Figueras le 16 août 1811 : 48*, 49.

Macognin de la Pierre (famille) : 103.

— Louis-François-Etienne ou Etienne-Louis (1789-1835), bapt. à St-Maurice ; frère de la suivante ; neveu de Charles-Emmanuel de Rivaz ☛ et d'Anne-Louis Tousard d'Olbec ☛ ; chevalier de l'ordre de St-Louis. Il fit profession à l'Abbaye de St-Maurice en 1805, revint à la vie séculière en 1808 par dispense du pape Pie VII ; a) sous Napoléon I^{er} : dans le 11^e rgt d'infanterie légère : sous-lieutenant, 1812 ; lieutenant, 1813 ; admis à la demi-solde de non-activité, 1814 ; b) lieutenant, puis capitaine dans la Garde royale de Louis XVIII. Ses vœux furent déclarés nuls par le pape Léon XII en 1824 ; ∞ en 1828 Marie-Françoise-Caroline-Joséphine-Gasparine-Virginie de Preux (1795-1873) : 103.

— Marie-Cécile (1785-1858), bapt. à St-Maurice ; sœur du précédent ; nièce de Charles-Emmanuel de Rivaz ☛ et d'Anne-Louis Tousard d'Olbec ☛ ; ∞ en 1804 Frédéric-Meinrad-Théodule-Léonce de Werra ☛ : 121, 171*.

Manin Daniel (1804-1857), né à Venise, I ; avocat ; patriote et républicain, il était emprisonné quand éclata la révolution de mars 1848 ; libéré par le peuple, il prit la tête de la révolution en compagnie de Nicolas Tommaseo (1802-1874) ; après avoir été notamment le premier président (mars - juillet 1848) de l'évanescence République démocratique de Venise, il reçut de l'Assemblée les pleins pouvoirs, le 2 avril 1849, et dirigea la défense de la cité, assiégée par les troupes autrichiennes ; la ville capitula en août 1849 et, le 27, selon les accords passés entre les belligérants, Manin dut partir en exil ; il se réfugia à Paris où il mourut : 85*.

Martin Jean-Joseph (1799-1866), bapt. à Monthey ; notaire ; membre du Conseil municipal de Monthey, 1850-1853, qu'il présida de 1850 à 1852 ; ∞ en 1828 Marie-Marguerite-Rosalie Du Fay (1805-1890), fille de Pierre-Louis-Basile-Bernard ☛ : 96*.

Massard Pierre-Justin (1830-1862), bapt. à Liddes ; ∞ en 1857 Elie Coquoz ☛ qui épousera Florian Dufour ☛ : 120.

Mazzini Joseph (1805-1872), I ; avocat et homme politique, partisan de l'unité italienne ; fondateur de la *Jeune Italie* à Marseille en 1831, de la *Jeune Europe* à Berne en 1834 ; en mars 1849, il fit proclamer la république à Rome et participa au triumvirat qui la dirigea avant qu'un corps expéditionnaire français contribuât à rétablir le pape Pie IX ☛ dans son pouvoir temporel : 113*.

de Mechel Jean-Luc – Johann Lukas – (1807-1873), du canton de Bâle ; a) au service de France, 1826-1829 ; b) au service de Naples : il intégra le 13^e bataillon de chasseurs, 1850 ; commandant de celui-ci, 1852 ; lieutenant-colonel, 1852 ; colonel, 1859 ; colonel du 3^e bataillon étranger, 1860 ; général de brigade, 1860 ; c) il passa au service du St-Siège en 1861, avant de mettre fin à sa carrière cette même année : 128*.

de Medici, de Medicis, de Médici, de Médicis

— Louis (1759-1830), dit *le chevalier de Medici*, I; prince d'Ottaviano ou d'Ottajano, duc de Sarto. Etudes de droit à Paris, 1784-1787. Ministre de la Police du royaume de Naples, 1791-1794. Après l'éphémère République parthénopéenne mise en place par les Français en 1799, Ferdinand IV (voir Ferdinand I^{er}, roi des Deux-Siciles), rentré à Naples, le nomma à la direction du Conseil des Finances; en 1806, il suivit la famille royale en Sicile et fut ministre des Finances en 1810-1811; au Congrès de Vienne, il alla négocier le rétablissement, sur le trône de Naples, de Ferdinand IV; de retour à Naples, il devint Premier ministre; à la suite de la révolution de 1820, il quitta le royaume des Deux-Siciles. De retour en 1822, il concentra bientôt entre ses mains tous les pouvoirs: président du Conseil des ministres, il fut aussi ministre de la Police, des Finances et des Affaires étrangères; il conserva ses charges sous François I^{er} ➡ qui succéda à son père en 1825; il mourut à Madrid, alors qu'il accompagnait la fille de son souverain, Marie-Christine (1806-1878), qui avait épousé en 1829 le roi d'Espagne Ferdinand VII ➡ : 60-65.

Mélanjoie Adolphe, d'origine neuchâteloise; après avoir servi dans un des régiments capitulés au service de Naples, il s'établit dans la capitale de cet Etat comme horloger; sa boutique fut forcée et pillée le 15 mai 1848: 90-91.

— *Son frère*: 91*.

Ménard Jean-Claude, chargé des relations extérieures au Prytanée national militaire de La Flèche, F: 113*.

Metternich (-Winneburg) Klemenz Wenzel Nepomuk Lothar (1773-1859), prince; homme politique qui fut notamment chancelier d'Autriche de 1821 à 1848: 57, 84.

Meuricoffre (palais à Naples): 156.

— Georges (1795-1858), agent général de la CH à Naples de 1824 à 1858: 89, 156.

Montalivet, Jean-Pierre Bachasson (1766-1823), comte de, F; ministre de l'Intérieur sous Napoléon I^{er}, 1809-1814: 6*, 7, 11*.

DE MONTET ALBERT (1845-1920): 15.

de Montheys Joseph-Alexis-Melchior (1785-1848), bapt. à Sion; chevalier de l'ordre de St-Louis et chevalier de l'ordre de St-Ferdinand d'Espagne; a) au service d'Espagne, dans le rgt de Preux: 2^e sous-lieutenant, 1806; 1^{er} sous-lieutenant, 1808; b) il passa du côté des Espagnols dans le rgt des volontaires étrangers: lieutenant, 1809; légèrement blessé, il fut fait prisonnier par les Français à la bataille d'Ocaña; c) sous Napoléon I^{er}: lieutenant dans la 23^e cohorte, 1812; lieutenant dans le 2^e rgt étranger, 1813; campagne dans les îles Ioniennes, 1813-1814; licencié; d) au service de France, dans le 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne: 1^{er} lieutenant, 1816; capitaine, 1825. Dans la milice: capitaine inspecteur de l'arsenal, 1840-1848; ∞ 1) en 1826 Marie-Catherine-Eugénie-Antoinette de Courten (1796-1827), belle-sœur d'Eugène de Riedmatten ➡; 2) en 1830 Joséphe-Catherine-Rosine-Laure ou Laurette Wolff (1807-1847), sœur d'Edouard ➡ : 5-6, 14.

Morand François-Joseph-Alphonse (1809-1888), bapt. à Martigny; ingénieur; rédacteur de l'*Echo des Alpes*, journal de tendance libérale, puis radicale; alors qu'il vivait en exil, le Tribunal central le condamna par contumace à cinq ans d'emprisonnement et à 460 francs d'amende; député au Grand Conseil, 1847-1857, 1861-1873; conseiller aux Etats, 1852-1854; sous-préfet du district de Martigny, 1869-1877; radical; ∞ en 1851 Marie-Albertine ou Jeanne-Albertine Dormond († 1856), d'Ollon, VD: 70*, 110*.

— Marie-Pétronille (1825-1860), bapt. à Monthey; mère de Florian Dufour ➡ dont Casimir Dufour ➡ est le père; ∞ en 1850 Hyacinthe-Maximien Berrut-Maréchal ➡ : 120.

Moret François-Mathieu ou François-Matthias (1795-1848), de Bourg-St-Pierre; a) dans la milice: 2^e sous-lieutenant, 1818; b) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1838; 1^{er} sous-lieutenant, 1841; il participa aux combats du 15 mai 1848, reçut la croix de grâce de St-Georges et fut promu 1^{er} lieutenant quartier-maître, 1848; mort à Messine, I: 88.

— Gaspard-Etienne (*1803), bapt. à Bourg-Saint-Pierre; a) dans la milice: 2^e sous-lieutenant, 1819; 1^{er} sous-lieutenant, 1824-1827; b) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1837; 1^{er} sous-lieutenant, 1840; il participa aux combats du 15 mai 1848, fut légèrement blessé et reçut la croix de grâce de St-Georges; 1^{er} lieutenant quartier-maître, 1848; il obtint la médaille de 4^e classe à la suite de la campagne de Sicile en 1849: 86, 88, 154, 157, 160.

de Müller (régiment du suivant): 14-15.

- Gaspard-Joseph-Jean-Népomucène (1767-1816), de Næfels, GL; a) au service de France, 1789-1792; b) au service de Piémont, 1793-1796; c) colonel à l'Etat-major de la CH, 1804; au service de France sous la Restauration: il fut le premier colonel du 2^e rgt suisse de ligne: 14.

de Muralt (régiment de Charles ☛): 122-123, 125-127, 165-169.

- Bernard-Rodophe-Amédée (1804-1848), BE; a) au service des Pays-Bas: cadet, puis sous-lieutenant, 1823-1829; b) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: capitaine, 1829; tué à Naples lors des combats du 15 mai: 164-165.
- Louis-Bernard-Charles de Muralt (1795-1854), BE; a) au service des Pays-Bas; b) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: major, 1829; lieutenant-colonel, 1837; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de chevalier de St-Ferdinand; colonel, 18 mai 1848, succédant à Henri de Gingins-La Sarraz ☛; il prit part à l'expédition contre Messine et obtint la croix de commandeur de St-Georges. Général de brigade, 1849; décédé à Naples: 90, 122, 165-169.

Murith Laurent-Joseph (1742-1816), bapt. à Sembrancher; chanoine du Grand-St-Bernard: profès, 1761; ordonné prêtre en 1766; curé de Liddes, 1778-1791; prieur à Martigny, 1791-1816: 52.

N et O

Napoléon I^{er} – Napoléon Bonaparte – (1769-1821), F; frère de Joseph Bonaparte ☛; Premier consul, 1799-1804; empereur, 1804-1814 et 1815; mort dans l'île de Ste-Hélène: 4-6, 8, 10, 11*, 12, 45, 46*, 47-51, 105, 113, 137*, 140.

Napoléon III – Charles-Louis-Napoléon Bonaparte – (1808-1873), F; neveu de Napoléon I^{er}; empereur des Français, 1852-1870; il décerna la médaille de Ste-Hélène, notamment, à Louis Dufour ☛ et à Pierre-Marie Dufour ☛; mort à Chislehurst dans le Kent, en Angleterre: 96.

Necker, hospice: 18.

Nicolas I^{er} Pavlovitch (1796-1855), empereur de Russie de 1825 à 1855: 96*.

de Nucé (famille): 16.

- Anne-Joseph-Melchior (1799-1869), bapt. à St-Maurice; a) entré dans le corps des chasseurs lombards le 1^{er} mars 1814; licencié le 8 juin 1814; b) sous-lieutenant dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 1815; c) au service de France: 2^e lieutenant de la 1^{ère} compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816; lieutenant, 1822; capitaine, 1826; licencié, 1830. Membre du tribunal du dizain de Sion, 1841-1847. Dans la milice: capitaine, 1838; major, 1841; commandant du bataillon 3, 1841-1843; commandant du bataillon 2, 1843-1848; commandant du bataillon 35, 1848-1860. Membre du Comité de la *Société valaisanne des officiers*, élu en sept. 1848; juge au tribunal du dizain de Sion, 1848-1865, dont il fut le président de 1853 à 1857; ∞ 1) à Metz, en 1830, Jeanne-Marie Troyer (1801-1832); 2) à Metz, en 1833, Madeleine-Virginie Buzy (1812-1866); beau-frère de César Gross ☛: 14, 16.
- Charles-Louis-Michel (1757-1842), bapt. à St-Maurice; au service du Piémont; c'est peut-être lui qui fut nommé 1^{er} lieutenant dans la compagnie de voltigeurs du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne au service de France en 1816, qui refusa cette place et qui fut remplacé par Adrien de Riedmatten ☛; ∞ en 1796 Urbaine-Bénédictine Garitta († 1840), de Turin, veuve de Gaspard-Antoine de Quartéry (1761-1793) qu'elle avait épousé en 1789; grand-oncle d'Eugénie de Rivaz ☛: 14, 171.
- Charles-Emmanuel (1797-1844), bapt. à St-Maurice; frère du suivant; élève au Prytanée militaire de la Flèche par décret du 8 nov. 1812; mercenaire dans la compagnie de voltigeurs du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne au service de France: 2^e lieutenant, 1816; licencié, 1830: 14.
- Louis-Hyacinthe (1800-1844), bapt. à St-Maurice; frère du précédent; chevalier de l'ordre de St-Ferdinand d'Espagne; a) élève au Prytanée de La Flèche, 1813; b) lieutenant au service de la CH, 1815; c) au service de France: lieutenant au 2^e rgt suisse de ligne; licencié, 1830. Dans la milice: capitaine quartier-maître, 1831; capitaine aide-major, 1832-1841. Il participa à la session de l'Assemblée bas-val. de mai 1839 et à la session extraordinaire du Grand Conseil bas-val. tenue en mars 1840; grand châtelain du dizain de St-Maurice, 1841-1842; mort au combat du Trient: 16.

- François-Louis-Xavier (1807-1842), bapt. à St-Maurice; 2^e sous-lieutenant dans le bataillon 3 de la milice, place dont il démissionna pour entrer comme mercenaire dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: enseigne, 1831; 2^e sous-lieutenant, 1831; 1^{er} sous-lieutenant, 1840; mort à Cava dei Tirreni, I: 68*.
- Nunziant Alessandro (1815-1881), duc de Mignano; général napolitain; commandant d'une division lors des campagnes de Sicile en 1848 et en 1849; nommé aide de camp du roi Ferdinand II ➤ en 1858, il se retira deux ans plus tard; il reprit du service en faveur du royaume d'Italie naissant et participa, en tant que lieutenant-général, à la guerre contre l'Autriche en 1866; député, 1867-1879, puis sénateur: 122*.
- d'Odet Pierre (1781-1808), bapt. à St-Maurice; mercenaire dans le rgt de Courten, puis de Preux au service d'Espagne: sous-lieutenant, 1805; assassiné près de l'hôpital de Baylen; neveu de Charles-Emmanuel de Rivaz ➤ et d'Anne-Louis Tousard d'Olbec ➤: 4*.
- Orléans, duc d', voir Louis-Philippe I^{er}.

P et Q

- Pepe Gabriel (1781-1850), député au Parlement de Naples et commandant de la garde nationale, avec le grade de général, en 1848: 159.
- Guillaume (1783-1855), général napolitain qui, en 1848, partit à la tête d'un corps d'armée en Italie du Nord pour combattre contre les Autrichiens et qui devint général en chef des forces de la République vénitienne, avant de connaître la défaite et de se réfugier au Piémont: 84, 85*.
- Perrig Joseph-Marie-Grégoire (*1817), bapt. à Glis; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1838; 1^{er} sous-lieutenant, 1843; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de grâce de St-Georges; 1^{er} lieutenant, 1848; il reçut la médaille de 4^e classe à la suite de la campagne de 1849 contre la Sicile: 88, 89*.
- Peter Elise ou Elisa, identité erronée de l'épouse de Joseph Dufour ➤, identité donnée in PUTALLAZ III: 129*.
- Pflugi, voir de Flugi Nicolas.
- Pie IX (1792-1878), *alias* Giovanni Maria Mastai Ferretti, I; pape de 1846 à sa mort; en nov. 1848, il fut obligé de quitter Rome alors aux mains des révolutionnaires; il se réfugia dans la citadelle napolitaine de Gaète; après que la République romaine fut instaurée en fév. 1849, puis balayée au début juillet par un corps expéditionnaire français, il attendit le mois d'avril 1850 pour regagner la Ville Eternelle: 40-41.
- Pignat Louis-Adrien (1772-1836), bapt. à Vouvry; a) dans le rgt de Courten, puis de Preux au service d'Espagne dès 1795: sous-lieutenant, 1796; lieutenant, 1801; b) fait prisonnier à la bataille de Baylen en 1808, il passa du côté de la junte de Séville: capitaine, 1808; lieutenant-colonel, 1809; il tomba aux mains des Français à Gérone en 1809; c) sous Napoléon I^{er}: capitaine dans le 11^e rgt d'infanterie légère; d) au service de France: capitaine dans la compagnie de grenadiers du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816; ∞ avant 1811 Marie-Antoinette Lehner († 1847); père du suivant: 14.
- Louis-Marie-François (1811-1883), bapt. à Châlons-sur-Marne, F; fils du précédent; il fut notamment 1^{er} lieutenant, puis capitaine au service de Naples; négociant; capitaine dans la milice, 1841-1849; député au Grand Conseil, 1845-1847; grand châtelain du dizain de Monthey, 1845-1847; ∞ en 1860 Marie-Faustine-Honorine Cornut (1842-1909): 128-129.
- Michel-Hippolyte-Antoine (1813-1885), de Vouvry; député à la Diète, 1819-1821, 1825-1827, 1831-1839; membre du Tribunal suprême, 1835-1839; en 1839-1840, il participa aux huit assemblées bas-val; membre du Tribunal d'appel reconnu par le gouv. du Bas-Valais, 1839-1840; un des officiers des troupes libérales au début avril 1840; député au Grand Conseil, 1840-1844; membre du Tribunal d'appel, 1840-1843/44; vice-grand châtelain du dizain de Monthey, 1841-1842; il vécut quelque temps en exil dans le canton de Vaud; il fut condamné par le Tribunal central à dix ans de réclusion et à la privation à vie de ses droits politiques; député au Grand Conseil, 1847-1848, 1852-1885; membre du gouv. provisoire, déc. 1847 - janv. 1848; conseiller d'Etat, 1848-1853; juge au tribunal du district de Monthey, 1853-1861; conseiller aux Etats, 1856-1857; radical; ∞ en 1841 Françoise – dite *Fanchette* – Roch (en/vers 1816 - 1902): 114-116.

Pinto François (*1788), I, prince d'Ischitella, titre dont il hérita, en 1823, à la mort de son père Pascal; secrétaire d'Etat à la Guerre et à la Marine du roi napolitain Ferdinand II ☛, 1848-1856; mort en exil: 84, 158*.

Porcelet Eugène-Félix (1805-1848), bapt. à Estavayer, FR; a) au service de France, dans le 3^e rgt suisse de ligne: 2^e sous-lieutenant; lieutenant, 1826; licencié, 1830; b) lieutenant dans la milice fribourgeoise, 1831-1832; c) au service du St-Siège, dans le 2^e rgt étranger: 1^{er} lieutenant, 1832; puis capitaine; d) dans la milice fribourgeoise: lieutenant, 1845; capitaine, 1847: 33.

Pottier Jean-Adrien-Félix ou Felix-Adrien (1792-1855), bapt. à Monthey; avocat et notaire; un des fondateurs de la section val. de la *Jeune Suisse* dont il fut le premier président; vice-grand châtelain du dizain de Monthey, 1839-1841; en 1839-1840, il participa à sept des huit assemblées bas-val.; lors de la guerre civile de 1840, il commanda une compagnie bas-val.; député au Grand Conseil, 1840-1844, 1847-1855; conseiller national, 1848-1855; radical; ∞ Claudine Juge (* vers 1800), originaire de Carouge, GE: 41, 113*.

de Preux, Preux

de Preux (régiment au service d'Espagne): 3-4, 8, 9*, 23*, 44-46, 102-104.

- François-Antoine (1768-1820), bapt. à Sierre; frère de François-Joseph ☛; a) au service de France, dans le rgt de Courten: cadet, 1787; lieutenant, 1790; b) il intégra l'armée de Condé en mai 1793; démission, 1793; c) au service d'Espagne, dans le rgt de Courten, puis de Preux: lieutenant, 1795; aide-major, 1796; capitaine en second, 1800-1808; d) il passa du côté des Espagnols: capitaine en premier, 1809; légèrement blessé, il fut fait prisonnier par les Français à la bataille d'Ocaña en nov. 1809. Lieutenant-colonel commandant le bataillon de l'arrondissement du Centre, 1818-1820: 5*, 56.
- Antoine-Ignace (1808-1865), né à Grenade, E; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 1^{er} sous-lieutenant, 1827; lieutenant, 1831; lieutenant adjudant-major, 1840; il participa aux combats du 15 mai 1848, fut blessé et reçut la croix de droit de St-Georges; capitaine, 18 mai 1848; retraite, 1850: 79, 86, 88, 124, 154, 156, 160.
- Charles (1737-1813), né à Moyenvic en Lorraine; a) au service de France, dans le rgt de Courten: cadet, 1754; sous-aide-major, 1763; capitaine, 1774; capitaine avec compagnie, 1786; licencié, 1792; b) au service d'Espagne, dans le rgt de Courten: capitaine, 1796; lieutenant-colonel, 1803; il exerça les fonctions de colonel du rgt dès la fin de 1804; colonel, janv. 1806 => le rgt porta désormais son nom. Maréchal de camp avec grade de brigadier, 1808; fait prisonnier à Baylen, en 1808, par les Espagnols; c) délivré par les Français, il fut nommé maréchal en 1810 avant de tomber entre les mains des Anglais en 1812; ∞ en 1770 Marie-Patience de Quartéry (1744-1814), veuve de Joseph-François-Emmanuel de Quartéry (1731-1769) qu'elle avait épousé en 1768; décédé en captivité à Bridgnorth en Angleterre: 4*, 103.
- Constantin-Eugène-Camille, qui était 2^e sous-lieutenant dans le 3^e rgt suisse au service de Naples en 1848: 124.
- François-Joseph-André (1787-1868), bapt. à Venthône; frère de François-Antoine ☛; a) au service d'Espagne, dans le rgt de Courten, puis de Preux: cadet, 1803; sous-lieutenant, 1804; b) fait prisonnier à Baylen, il passa du côté des Espagnols: lieutenant, 1808; légèrement blessé à la bataille d'Ocaña en nov. 1809; capitaine au rgt d'Alicante, 1812; c) capitaine dans le 2^e rgt suisse de ligne au service de France, 1816; célibataire: 5*, 14.
- Ignace-François-Xavier (1772-1824); a) au service d'Espagne, dans l'un des deux rgts de Reding: cadet, 1789; sous-lieutenant, 1790; lieutenant, 1793; capitaine de 2^e classe, 1807; capitaine de 1^{ère} classe, 1810; b) au service de France: capitaine dans une des compagnies de voltigeurs, 1816; major, 1819; ∞ 1) en Espagne Marie de Stedinger ou Steudinger; 2) en 1818 Anne-Marie de Courten (1776-1846): 14.
- François-Joseph-Xavier – ou Joseph-François-Xavier – (1740-1817), bapt. à Sierre; évêque de Sion de 1807 à sa mort; oncle du suivant: 51-53, 172-175.
- Pierre-Antoine-François-Joseph-Marie (1787-1880), bapt. à Sierre; neveu de l'évêque François-Joseph-Xavier de Preux ☛; ordonné prêtre, 1809; chapelain de Loèche, 1810-1812; chanoine du Chapitre de Sion dès 1810; chancelier épiscopal, 1812-1817; curé de Sierre, 1818-1825: 172-175.

Pronio Paul, général et maréchal de camp napolitain; commandant d'une division lors de l'expédition contre Messine en sept. 1848: 122*.

Puippe Bernard-Antoine (*1812), bapt. à Vollèges; mercenaire dans le 3^e rgt suisse au service de Naples; vivant en 1846: 74-75.

de Quartéry Maurice-Aloys-Alphonse-Aimé (1808-1840), bapt. à St-Maurice; demi-frère d'Edouard ☛ ; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: 1^{er} sous-lieutenant, 1827; lieutenant, 1831; marié; mort à Capoue: 121.

Son épouse, vivante en 1844: 121.

— Maurice-Henri-Edouard (1795-1882), bapt. à St-Maurice; demi-frère d'Alphonse ☛ ; élève au Prytanée militaire de La Flèche, du 1^{er} mai 1812 au 31 oct. 1814; 2^e sous-lieutenant dans un des bataillons val., 1815; a) dans la 3^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne au service de France: 2^e lieutenant, 1816; 1^{er} lieutenant, 1817; b) dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège: capitaine de 2^e classe, 1832; capitaine de 1^{ère} classe, 1838; major, 1846. Sous-préfet du district de St-Maurice, 1857-1874; ∞ en 1829, en France, Angeline Jubini († 1865), native d'Ancône, veuve du capitaine de frégate Bocay-Lachenais; beau-père d'Oscar-Louis de Preux ☛ : 14, 15*, 22, 23*, 24, 28.

— Louis-Hyacinthe-Joseph-Marie (1780-1837), bapt. à Sierre; a) dans le rgt de Courten, puis de Preux au service d'Espagne: sous-lieutenant, 1799; lieutenant, 1804; b) fait prisonnier à la bataille de Baylen, il passa au service de la junte espagnole comme lieutenant dans le bataillon des volontaires étrangers; légèrement blessé, il tomba aux mains des Français lors de la bataille d'Ocaña en nov. 1809; c) sous Napoléon I^{er}: capitaine au 11^e rgt d'infanterie légère, 1811; dans la Garde d'honneur, au 4^e rgt, 1813; d) capitaine dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 1815; e) au service de France, dans la Garde royale: lieutenant, 1816; capitaine, 1824; ∞ vers 1820/1821, en France, Gabrielle-Reine – ou Reine-Gabrielle – Lange († 1862) qui, selon le recensement de 1829, serait née en 1790: 5-6.

R

de Ræmy (régiment du suivant): 39-41.

— François-Prospér-Bruno (1795-1868), FR; a) au service de France, dans le 2^e bataillon du 3^e rgt suisse de ligne: sous-lieutenant, 1816; puis capitaine; licencié, 1830; b) au service du St-Siège, dans le 2^e rgt étranger: major, 1832; lieutenant-colonel, 1834; colonel, 1844: 21, 28-29, 31*, 32-35, 39-40, 143*, 151-152.

Rambuteau Claude-Philibert Barthelot (1781-1869), comte de, F; chambellan de Napoléon I^{er}; nommé préfet du département du Simplon le 12 mars 1813, il remplaça Derville-Maléchar d ☛ ; il arriva en VS le 17 avril 1813 et se trouva à Sion le 18; le 26 déc. 1813, il franchit le col de Balme et passa en Savoie, deux jours avant qu'une troupe autrichienne pénétrât en VS; préfet du département de la Loire, 1814-1815; préfet du département de l'Allier, puis de celui de l'Aude, enfin de celui du Tarn-et-Garonne, 1815: 6-7, 10-11.

de Rascher Wolfgang Adolph (1798-1885), GR; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: capitaine, 1828; capitaine adjudant-major; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de droit de St-Georges; major, 18 mai 1848; il prit part à l'expédition contre Messine et obtint la croix de François I^{er}; lieutenant-colonel, 1850; colonel, 1852; démission, 1855: 155.

Revet Françoise-Joséphine (1838-1894), bapt. à Massongex; domestique, à Monthey, chez Eugénie Dufour, née de Rivaz ☛ , dès oct. 1870; elle l'était encore au début déc. 1870; décédée à Vevey, VD: 133.

Rey François-Joseph (1803-1853), bapt. à Lens; notaire; vice-président du dizain de Sierre, 1838-1839; député au Grand Conseil, 1841-1843, 1845-1847, 1847-1848; membre suppléant du gouv. provisoire, déc. 1847 - janv. 1848; conseiller d'Etat, 1848-1853; radical; ∞ avant 1830 Anastasie Bonvin (*1806): 115, 116*.

REY PIERRE-MICHEL: 116, 119.

Ribordy Gaspard-Louis (1815-1887), bapt. à Sembrancher; avocat; en exil à la suite des événements de 1844; député au Grand Conseil, 1847-1857; rédacteur du *Confédéré*; radical; ∞ en 1850 Joséphine – Marie-Josèphe-Madeleine-Henriette-Louise-Philippine – de Torrenté (1832-1889): 116*.

Riche Louis-Maurice-Auguste (1800-1883), bapt. à St-Maurice; a) dans la milice: porte-drapeau, 1819; 2^e sous-lieutenant, 1820; 1^{er} sous-lieutenant, 1824-1827; b) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: lieutenant adjudant-major, 1827; capitaine, 1840; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de droit de St-Georges; démission, 18 mai 1848. Président du tribunal du district de St-Maurice, 1849-1857; juge au Tribunal d'appel, 1851-1857; conservateur; ∞ en 1833 Hortense-Marie-Antoinette[-Caroline] Biollay (1812-1843), sœur de Joseph-Louis: 74-76, 88, 97.

de Riedmatten (évêques de Sion), à savoir Adrien I (vers 1470/75 - 1548), de Viège, évêque de 1529 à sa mort; Hildebrand I (vers 1520/1525 - 1604), de Münster, évêque de 1565 à sa mort; Adrien II (vers 1550/1555 - 1613), de Münster, évêque de 1604 à sa mort; Adrien III (1610-1646), bapt. à Münster, évêque de 1640 à sa mort; Adrien IV (1613-1672), bapt. à Münster, évêque de 1646 à sa mort; Adrien V (1641-1701), bapt. à Münster, évêque de 1672 à sa mort: 9.

de Riedmatten (famille, maison): 7, 9-10, 11*, 36.

de Riedmatten (régiment d'Augustin de Riedmatten ☛): 93, 116*, 122-127, 158, 165.

- Pierre-Joseph-Adrien-Jean (1789-1870), bapt. à Sion; a) au service d'Espagne, dans le rgt de Preux: soldat distingué, puis cadet, 1806; sous-lieutenant, 1806; b) sous-lieutenant dans le rgt royal étranger au service de Joseph Bonaparte ☛, 1808; c) il passa du côté des Espagnols dans le bataillon des volontaires étrangers: lieutenant, 1810; d) capitaine dans le bataillon 1 du VS au service de la CH, 1815; e) au service de France: 1^{er} lieutenant dans la compagnie de voltigeurs du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816. Dans la milice val.: capitaine aide-major, 1819-1822, major, 1822-1827, dans le bataillon 1; lieutenant-colonel commandant le bataillon 2, 1827-1828. A l'Etat-major de la CH: lieutenant-colonel, 1827-1832; ∞ 1) en 1818 Marguerite-Josèphe-Aloysia-Crescence de Werra (1796-1832); 2) en 1833 Aloysia-Julienne-Patience Roten (1795-1882), veuve de Joseph-Eugène-Libérat de Courten (1751-1832), lui-même veuf de Marie-Patience-Cécile Wegener († 1797) et de Marie-Elisabeth-Constance de Kalbermatten (1771-1800): 14*, 56-57.
- Jean-Etienne-Augustin-Germain (1796-1867), bapt. à Sion; fils de Joseph-Augustin ☛; élève au Prytanée militaire de La Flèche, du 1^{er} mai 1812 au 17 août 1814; 2^e sous-lieutenant dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 18 juillet 1815; a) au service de France, dans le 2^e rgt suisse de ligne: 2^e lieutenant, 1816; 1^{er} lieutenant, 1818; démission, 18 août 1822; b) notaire; capitaine instructeur dans la milice, 1826; c) au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: capitaine, 1826; major, 6 mars 1848; suite aux combats du 15 mai, il reçut la croix de droit de St-Georges; colonel du 3^e rgt suisse, 18 mai 1848; il prit part à la campagne contre Messine et devint commandeur de l'ordre de François I^{er}. Général de brigade, 1852; maréchal de camp, 1860; lieutenant-général, 1860; il regagna définitivement le VS en 1861. Autres décorations: grand croix de l'ordre de St-Georges, chevalier des ordres de St-Ferdinand et de St-Grégoire-le-Grand; ∞ en 1822 Henriette de Torrenté ☛, fille de Joseph-Marie ☛: 14, 60-64, 74-77, 78*, 82, 86-93, 99, 116*, 124, 125*, 128*, 129*, 155-161, 165-169.

— *Enfants*: 62.

— *Beau-frère*: 82*.

DE RIEDMATTEN BERNARD: 62*, 63*.

- Eugène (1791-1862), bapt. à Sion (pas de mention dans le Rp des baptêmes); dans la milice: lieutenant, 1819; capitaine, 1821; major, 1833; lieutenant-colonel, dès 1837, ainsi qu'inspecteur des milices, 1843-1847; colonel, 1847. Député à la Diète, 1837-1839; député à l'Assemblée constitutive des 25-28 fév. 1839, il siégea aux six assemblées suivantes, 1839-1840, dont l'Assemblée constituante, 29 juillet - 3 août 1839; député au Grand Conseil, 1840-1841; grand châtelain du dizain de Sion, 1841-1847; ∞ 1) en 1814 Marie-Patience-Marguerite-Alexandrine de Courten (1791-1830), belle-sœur de Melchior de Montheys ☛; 2) en 1832 Marie-Madeleine Du Fay (1801-1876), fille de François-Marie-Emmanuel-Joseph ☛: 114.
- Pierre-Joseph-Grégoire (1782-1846), bapt. à Sion; décoré de la Légion d'honneur; a) dans le bataillon val. au service de France: cadet, 1806; sous-lieutenant, 1806; lieutenant, 1809; adjudant-major, 1810; démission, 1811; b) lieutenant au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814; c) capitaine dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 1815; d) capitaine dans le 2^e rgt suisse de ligne au service de France sous la Restauration; ∞ en 1824, à Landerneau dans le Finistère, F, Françoise-Louise-Nathalie de La Jonquière († 1862), veuve de l'amiral de Boulainvilliers: 7-11, 102*.
- Henriette, épouse d'Augustin de Riedmatten ☛; voir Henriette de Torrenté.
- Joseph-Augustin-Antoine (1751-1837), bapt. à Sion; frère de Pierre-Joseph ☛; au service de Sardaigne; conseiller général sous le département du Simplon; bourgmestre de Sion, 1814-1816; député à la Diète, 1815-1817, 1819-1820; vice-grand châtelain du dizain de Sion, 1817-1818; vice-président de ce dizain, 1818-1819; président, 1819-1820; ∞ en 1785 Marie-Josèphe-Elisabeth Ambuel (1761-1826); père d'Augustin ☛: 63*, 106*.
- François-Maurice-Joseph (1783-1834), bapt. à Münster; lieutenant au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814: 7, 9-11.
- Pierre-Joseph-Aloys-Michel (1744-1812), bapt. à Sion; frère de Joseph Augustin ☛; bourgmestre de Sion, 1797-1798 et 1807-1809; célibataire: 63*.

- Pierre-Joseph-Hyacinthe-Valentin (1749-1811), bapt. à Monthey ; gouverneur de Monthey, colonel commandant les troupes bas-val. sous l'Ancien Régime ; membre du Tribunal cantonal, RH ; ∞ 1) en 1772 Marie-Cécile-Marguerite Roten (1747-1774) ; 2) en 1779 Marie-Josèphe-Patience de Bons (1759-1826) ; beau-frère de Charles-Louis de Bons ; beau-père de Joseph-Marie de Torrenté : 47.
- Pierre-Louis-Hyacinthe-Joseph-Antoine-Aloys (1780-1866), bapt. à Münster ; commissaire des guerres de l'arrondissement de Sion, 1814 ; directeur de l'arsenal et commissaire des guerres, 1819-1840, avec le grade de capitaine, puis celui de lieutenant-colonel ; député à la Diète, 1821-1823, 1831-1835 ; vice-grand châtelain du dizain de Sion, 1827-1831 ; président du dizain de Sion, 1839-1847 ; président du Conseil de guerre, 1843 ; député au Grand Conseil, 1843-1847, 1847-1855 ; préfet du district de Sion, 1847-1852 ; ∞ en 1806 Catherine Du Fay de Lavallaz : 16-17, 31-32, 34*, 35*, 36, 38*, 56-57, 78*, 94*.

Enfants :

- Pierre-Antoine-Joseph-Victor-César (1811-1897), bapt. à Sion ; notaire et avocat. Dans la milice : porte-drapeau, 1834 ; 2^e sous-lieutenant, 1838 ; commissaire des guerres, 1841-1848, avec grade de capitaine dès 1843. Lieutenant-colonel, 1859. Vice-châtelain de Sion, 1843-1847 ; châtelain de Sion, 1847 ; membre du gouv. provisoire, déc. 1847 - janv. 1848 ; conseiller national, 1848-1857 ; député au Grand Conseil, 1852-1857, 1879-1885 ; conseiller d'Etat, 1857-1871 ; président, 1860-1861, 1868-1869, et vice-président, 1859-1860, 1865-1866, 1867-1868 ; juge au tribunal du district de Sion, 1853-1857 ; préfet du district de Sion, 1877-1893 ; ∞ en 1843 Elisabeth-Françoise-Stéphanie Asselin de Crève-cœur (1824-1905) : 69, 81, 115*.
- Pierre-Hyacinthe-Louis-Antoine-Léon-Joseph (1809-1843), bapt. à Sion ; a) au service de France sous la Restauration ; b) dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège : 1^{er} lieutenant, 1832 : 16-17, 26-28, 31-38, 145-151.
- Marie-Louise-Hyacinthe-Madeleine-Ermeline (1817-1893), bapt. à Sion ; ∞ en 1836 Edouard Wolff : 69, 94*, 123, 125.
- Pierre-Maurice-Joseph-Marie (1828-1891), bapt. à Sion ; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples : 2^e sous-lieutenant, 1847 ; il participa aux combats du 15 mai 1848, fut légèrement blessé et reçut la croix de droit de St-Georges ; 1^{er} sous-lieutenant, 18 mai 1848 ; 1^{er} lieutenant, 1850 ; démission, 1853 : 76, 86, 88, 157, 160.

de Rivaz (famille) : 135.

DE RIVAZ ANNE-JOSEPH (1751-1836), né à Paris ; frère d'Isaac ; ordonné prêtre en 1776 ; chanoine du Chapitre de Sion, dès 1811 : 51-55, 58-59, 97*, 98, 106*, 107, 109*.

— *Un membre éventuel de sa parenté*, non identifié : 108-109.

- Benjamin-Marie (1783-1830), né à St-Gingolph ; fils de Charles-Emmanuel ; frère de Charles-Louis ; officier aux gardes du corps à cheval de l'Electeur de Saxe Frédéric-Auguste 1^{er} ; lieutenant au 1^{er} bataillon val. des grenadiers, 1804 ; après avoir été nommé en 1810 lieutenant de l'ouvèterie par Alexandre Berthier, il devint officier d'ordonnance de celui-ci durant la campagne de Russie, 1812 ; député à la Diète, 1815-1817 ; il fut aussi vice-président de St-Maurice ; ∞ en 1803 Louise Joris : 94, 170.

Enfants :

- Constance-Marie-Cécile de Rivaz (1821-1894), bapt. à St-Maurice ; ∞ en 1844 Charles-Louis de Torrenté : 83*, 135.
- Eugénie-Eléonore-Adelaïde-Marie (1808-1903), bapt. à St-Maurice ; ∞ en 1836 Pierre-Marie Dufour ; belle-sœur d'Adrien de Courten, de Charles-Louis de Bons et d'Alfred de Werra ; nièce de Charles de Bons et de Charles-Louis-Michel de Nucé ; petite-nièce de Tousard d'Olbec : 69, 74, 83*, 93-97, 99, 129, 133, 135, 170-172.
- Hélène-Joséphine-Patience (1815-1888), bapt. à St-Maurice ; fille de Benjamin ; ∞ en 1835 Charles-Marie-Eugène-Meinrad de Werra : 135, 171*.
- Marie-Madeleine-Laurette – on trouve aussi Laurence – (1811-1895), bapt. à St-Maurice ; ∞ en 1835 Adrien de Courten, fils de Maurice : 66, 135.
- Claire-Urbaine-Léonie (1818-1885), bapt. à St-Maurice ; ∞ en 1836 Alfred de Werra : 133*, 135.
- Charles-Emmanuel (1753-1830), bapt. à St-Gingolph ; comte ; chevalier de l'ordre de Charles III d'Espagne et chevalier de la Légion d'honneur ; Dr en droit. Major, 1778-1784, puis capitaine général du gouv. de Monthey, 1792-1798 ; préfet national du canton du VS, 1798-1802 ; conseiller d'Etat, 1802-1806 ; député à la Diète, 1806-1810 ; grand châtelain du dizain de Monthey, 1806-1807 ; grand juge ou président du Tribunal suprême,

1807-1808; membre du Corps législatif français, 1811-1814; membre du CE, 1815-1821, 1823-1830; vice-grand bailli, 1815-1817, 1819-1821, 1827-1829, et grand bailli, 1817-1819, 1825-1827; député à la Diète val. et délégué à la Diète fédérale, 1821-1823; ∞ en 1776 Marie-Catherine de Nüc ☞; père de Benjamin ☞ et de Charles ☞; beau-frère d'Anne-Louis Tousard d'Olbec ☞; oncle de Louis Macognin de la Pierre ☞ et de Marie-Cécile Macognin de la Pierre ☞, de Pierre d'Odet ☞: 3*, 5*, 14, 15*, 16, 54-55, 66, 94, 103, 107, 120-121.

- Charles-Louis-Marie (1796-1878), bapt. à St-Maurice; fils du précédent; frère de Benjamin ☞; comte; chevalier de l'ordre de St-Ferdinand d'Espagne. Au service de France, dans le 2^e rgt suisse de la Garde royale: sous-lieutenant, 1816, lieutenant, 1820; licencié, 1830. Conseiller de la ville de Sion. Dans la milice: capitaine, 1831; major, 1837; lieutenant-colonel, inspecteur des milices, 1840-1841. Délégué à la Diète fédérale, 1839-1841; député au Grand Conseil, 1841; vice-président du CE, en charge du département de l'Intérieur, 1841-1843; reconduit en mai 1843, il refusa sa réélection; député au Grand Conseil, 1843-1845; conseiller aux Etats, 1850-1852; préfet du district de Sion, 1853-1865; de tendance libérale, il s'éloigna peu à peu de ses amis politiques; ∞ en 1821 Anne-Marie-Elisabeth de Lavallaz (1793-1857): 74*, 94, 171-172.
- Pierre-François-Isaac (1752-1828), né à Paris; frère d'Anne-Joseph ☞; notaire; ingénieur et inventeur; membre du bureau de l'Assemblée représentative provisoire en 1798; membre de la CA, 1798-1802; conseiller d'Etat 1809-1810; conseiller de préfecture du département du Simplon, 1810-1813; membre de la Direction centrale, puis du Directoire provisoire, 1814; député à la Diète, 1817-1819; délégué à la Diète fédérale, 1819-1821; secrétaire d'Etat, 1815-1828, avec le titre de chancelier dès 1817; ∞ en 1795 Louise Du Fay ☞: 129.

DE RIVAZ PAUL (1888-1959): 87, 97, 102.

Robatel (famille): 7, 9-10, 11*.

- Jacques (1763-1825), bapt. à St-Maurice; chirurgien-major dans le rgt de Courten, puis de Preux au service d'Espagne, 1796-1806; il reprit du service en France en 1821; ∞ en 1788 Anne-Marguerite-Cunégonde Seydoux – Saidoux – (1767-1840); mort à Montpellier, F; père du suivant: 9.
- ROBATEL LOUIS-VICTOR (1788-1877), né à Samoëns en Haute-Savoie; fils du précédent; dans le rgt de Courten, puis de Preux au service d'Espagne: cadet, 1803; sous-lieutenant, 1804. Après la bataille de Baylen, il passa du côté des insurgés espagnols et, en 1809, fut promu lieutenant dans le bataillon des volontaires étrangers au service de la junte de Séville; légèrement blessé, il tomba aux mains des Français à la bataille d'Ocaña en nov. 1809. Il servit ensuite comme sous-lieutenant au 11^e rgt d'infanterie légère, 1813; admis à la demi-solde de non-activité, 1814; lieutenant quartier-maître dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 1815. Dans le 2^e rgt suisse de ligne au service de France: 1^{er} lieutenant dans la compagnie de grenadiers du 2^e bataillon, 1816; capitaine adjudant-major, 1823; capitaine d'habillement, 1825; capitaine commandant le dépôt de recrues de Besançon, 1825-1828; licencié, 1830. Dans la milice: major commandant le bataillon de landwehr de Martigny et Entremont, 1830-1845, puis le bataillon de l'arrondissement occidental, 1845-1848; ∞ en 1821, à Dijon, F, Pauline-Marguerite Lechevallier (1803-1894): 5-14, 51.

Rodio († 1848), I; moine tué par un mercenaire suisse à Naples, le 16 mai, dans le couvent de Santa Teresa: 91, 166.

Rösselet, Rosselet

- ROSSELET ABRAHAM (1770-1850), d'une famille d'origine neuchâteloise, installée dans le canton de Berne; né à Toul; au service de France, 1783-1792; au service de Hollande, 1794-1796; sergent dans une compagnie de chasseurs bernois, 1796-1798; membre des troupes auxiliaires helvétiques, 1798-1799; au service de la République française, du Consulat et de l'Empire; lieutenant-colonel dans l'armée fédérale, 1815-1816; commandant de bataillon dans le 2^e rgt suisse de la Garde royale au service de France de 1816 à 1830, avec le grade de lieutenant-colonel dès 1817; licencié, 1830; ∞ en 1799 Anne-Catherine Relly qui suit; mort à Berne: 18.
- Anne-Catherine, née Relly, originaire de Baar dans le canton de Zoug; ∞ en 1799 Abraham Rösselet ☞: 18.

Roten Maurice-Fabien – on trouve parfois Fabien-Joseph-Maurice – (1783-1843), bapt. à Rarogne; ordonné prêtre en 1807; vicaire de Sankt German, 1807-1810; curé d'Unterbach et Bürenchen; chanoine du Chapitre de Sion dès 1812; évêque de Sion de 1830 à sa mort: 19-20.

Rousseau Jean-Jacques (1712-1778), né à Genève; écrivain et philosophe: 119.

Ruffo, Ruffo di Bagnara

- Paul (1791-1866), duc de Calvello, prince de Castelcicala; ministre plénipotentiaire du roi des Deux-Siciles près la CH, 1825-1832; vice-roi de Sicile et commandant en chef de l'armée napolitaine, 1855-1860: 59-65.

S

Saint-Sulpice Raymond-Gaspard de Bonardi (1761-1835), comte de, F; colonel commandant le 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813: 10-11.

de Salis-Soglio (régiment de Jérôme ☛): 60-64.

- Daniel (1795-1848), GR; frère de Jean-Ulrich ☛; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: capitaine adjudant-major, 1826; major, 1830; tué à Naples lors des combats du 15 mai: 86, 87*, 154-157, 160, 164.
 - *Enfant*. Il pourrait s'agir de Daniel qui servit dans le 13^e bataillon de chasseurs au service de Naples: 2^e sous-lieutenant, 1850; 1^{er} sous-lieutenant, 1851: 83.
- Jean-Ulrich (1790-1874), GR; frère de Daniel (1795-1848) ☛; a) capitaine à l'Etat-major de la CH, 1809; b) dans la cavalerie bavaroise, 1813-1814; c) au service des Pays-Bas, 1815-1840, où il devint colonel en 1828; d) colonel dans l'Etat-major de la CH, 1841-1847, il fut envoyé en VS lors des troubles de 1844; e) général de l'armée du *Sonderbund*, 1847; f) major général au service des Pays-Bas dès 1861: 154-155.
- Jérôme (1785-1828), GR; a) dans l'Etat-major de la CH: capitaine, de 1805 à une date antérieure à 1818; puis dès 1822: lieutenant-colonel, 1822; colonel, 1826; b) premier colonel du 3^e rgt suisse au service de Naples, 1827-1828: 60-63, 132.

de Salis-Zizers François-Simon-Fidèle-Rodolphe-Antoine (1777-1845), comte, GR; a) au service de Naples, 1814; b) au service de Piémont, 1815; c) au service de France: colonel commandant le 4^e rgt suisse de ligne, 1816; colonel commandant le 1^{er} rgt suisse de la Garde royale, 1825; maréchal de camp; licencié, 1830; d) commandant le 1^{er} rgt étranger au service du St-Siège, dès 1832: 19.

Saudan Pierre-Joseph (1803-1861), bapt. à Martigny; mercenaire au service de France; en exil à la suite des événements de 1844; député au Grand Conseil, 1847-1852. Dans la milice: aide-major; capitaine aide-major; major dans le bataillon de réserve de l'arrondissement occidental, 1848-1852, puis commandant de celui-ci en 1852; radical; ∞ en 1828 Anne-Marie-Euphrasie Chevillot (1802-1888): 116*.

Schaffter Ferdinand (1796-1848), de Delémont dans l'actuel canton du Jura; a) au service de France: soldat, 1815; b) au service des Pays-Bas: soldat, puis sergent, 1815-1829; c) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: sergent, 1829; fourrier, 1832; 2^e sous-lieutenant, 1833; 1^{er} sous-lieutenant, 1837; il démissionna en 1837 et réintégra le rgt en 1839; enseigne, 1839; 2^e sous-lieutenant, 1839; 1^{er} sous-lieutenant, 1843; 1^{er} lieutenant, 18 mai 1848, après avoir été blessé lors de la journée du 15 mai qui lui valut la croix de droit de St-Georges; lieutenant quartier-maître, 1849; capitaine d'habillement, 1850; mort à Gênes, I, lors d'un congé: 164.

DE SCHALLER HENRI-GASPARD (1845-1920): 15, 48, 104*.

Schmidt, Schmid

- Jean-Georges († 1817), originaire de Conches; tonnelier, reçu bourgeois de Sion en fév. 1816; ∞ en 1790 Marie-Catherine Walter († 1818); père du suivant: 106.
 - Michel-Joseph-Jean-Georges (1793-1869), bapt. à Sion; fils du précédent; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples, 1827-1831; géomètre arpenteur; ∞ 1) en 1816 Marie-Jeanne-Marguerite-Antoinette Fuchs (1789-1823); 2) en 1838 Marie-Elisabeth Vœffray (1811-1869): 106, 136, 139.
- de Sépibus Joseph-Gaspard-Léopold-Hildebrand-Jérôme (1788-1877), bapt. à Mörel; a) sous Napoléon I^{er}: sous-lieutenant au 32^e rgt d'infanterie légère, 1812; lieutenant, puis capitaine, 1813; capitaine au 13^e léger, 1813; campagne de 1814 dans l'armée du Nord; b) capitaine dans les troupes val. au service de la CH, 1815; c) vice-président du dizain de Rarogne, 1821-1823, vice-grand châtelain de ce dizain, 1824-1825; député à la Diète, 1822-1825; d) dans la milice: 2^e sous-lieutenant, 1838; 1^{er} sous-lieutenant, 1843; e) au ser-

- vice de Naples, dans le 3^e rgt suisse: capitaine d'habillement, capitaine recruteur; major gradué, 1850-1859; ∞ 1) en 1814 Anne-Marie-Christine-Joséphine de Kalbermatten (1791-1835); 2) en 1837 Marie-Ignace-Marguerite-Elisabeth-Esther Ambuel (1795-1871): 79.
- Hildebrand-Etienne-Léopold-Demetrius (1759-1832), bapt. à Mörel; chevalier de l'ordre de Léopold d'Autriche et chevalier de la Légion d'honneur. Gouverneur de St-Maurice sous l'Ancien Régime; membre du Tribunal cantonal, 1798-1799; député à la Diète dont il fut le secrétaire germanophone, 1802-1807; grand bailli, 1807-1810; membre de la députation val. qui se rendit à Paris en 1810 selon la volonté de Napoléon I^{er} qui souhaitait la rallier à son projet d'annexer le VS à la France; sous-préfet de Brigue, 1811-1813; membre de la Direction centrale, 1814. Conseiller d'Etat, 1815-1817, 1823-1832; grand bailli 1815-1817, 1827-1829, 1831-32, et vice-grand bailli 1829-1831. Député à la Diète, 1817-1823; grand juge ou président du Tribunal suprême, 1817-1823; vice-président du dizain de Rarogne, 1817-1819; président de ce dizain, 1819-1821; délégué à la Diète fédérale, 1823-1824; ∞ en 1786 Marie-Jeanne de Kalbermatten (vers 1766 - 1831); beau-père de François-Joseph Taffiner ➤ : 6, 12-14, 19*, 45-48, 54, 56*, 58, 65*, 66-67, 102-104, 142-143.
- Sigrist, Siegrist
Sigrist (régiment du suivant): 85-92, 99, 154, 155*, 160-161, 164-169.
- Joseph (*1791), LU; a) sous-lieutenant dans le 3^e bataillon du 3^e rgt suisse de ligne au service de France, sous la Restauration; b) dans le 1^{er} rgt suisse au service de Naples: capitaine adjudant-major, 1825; major, 1830; lieutenant-colonel, 1831; colonel, 1846; il prit part aux combats du 15 mai 1848 et obtint la croix de commandeur de St-Georges. Général de brigade, 1849; inspecteur des troupes suisses, 1852; maréchal de camp, 1855; lieutenant-général, 1859: 90, 165-169.
- de Sonnenberg Louis (1782-1850), LU; a) au service de France sous Napoléon I^{er}, où il devint capitaine adjudant-major; démission, 1811; b) lieutenant-colonel dans les troupes lucernoises, 1814; colonel dans les troupes fédérales, 1814; c) au service de Naples: colonel du 1^{er} rgt suisse, 1825; général de brigade, 1831; maréchal de camp, 1840: 56, 68.
- de Specker Gustave-Félix-Adolphe (*1799), GR; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse, capitaine grand-juge; retraite, 21 mars 1848: 74.
- Spinola Hugo-Pierre (1791-1858), I; ordonné prêtre en 1815; sacré archevêque de Thèbes en 1826; créé cardinal *in pectore* en 1831 (sa nomination fut rendue publique en 1832); légat pontifical à Bologne, 1835, 1841-1843: 31*.
- Stämpfli Samuel-Guillaume (1826-1848), BE; au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1844; tué à Naples lors des combats du 15 mai: 164.
- Stalder Marie-Madeleine[-Marguerite] (1749-1835), bapt. à Vex; ∞ Antoine Bovier ➤ : 105.
- DE STEIGER JEAN-RODOLPHE (1818-1872), BE; a) au service d'Autriche; b) dans le 1^{er} rgt au service de Naples: 2^e sous-lieutenant, 1840; 1^{er} sous-lieutenant, 1843; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de grâce de St-Georges; 1^{er} lieutenant, 18 mai 1848; démission, 1850: 86*, 91, 125, 153-155, 168*.
- de Stockalper (officiers): 99*.
- de Stockalper (régiment d'Eugène-Aloys-Ignace-Melchior ➤): 64-68.
- Louis-Antoine-François-Valentin-Ignace ou Antoine-Louis (1810-1892), bapt. à Loèche; dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège: 2^e lieutenant, 1832; 1^{er} lieutenant, 1838. Dans la milice: major dans le bataillon 35, 1854-1859. Député au Grand Conseil, 1857-1892; préfet du district de Brigue, 1857-1892; célibataire: 28.
- Eugène-Aloys-Ignace-Melchior (1783-1852), né à Brigue; baron; frère de Ferdinand-Guillaume ➤; chevalier de la Légion d'honneur. Conseiller d'Etat, 1815-1819; délégué à la Diète fédérale, 1823-1825. Dans la milice: capitaine, 1819; major, 1820; lieutenant-colonel, 1822. Dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: lieutenant-colonel, 1826, colonel commandant le rgt dès 1829. Général de brigade, 1840; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de commandeur de St-Ferdinand; promu maréchal de camp, inspecteur des rgts suisses, le 10 juin 1848; finalement, commandant en chef des armées de la province de Naples; ∞ 1) en 1805 Marie-Josèphe-Louise-Christine-Sophie Sigristen (1783-1813); 2) en 1814 Marguerite-Louise-Henriette de Quartéry (1796-1867); décédé à Naples: 59-66, 68, 74, 78-79, 82-86, 132, 153-155, 157.

* *Enfant du premier lit :*

- Eugène (1810-1872), né à Brigue; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: 2^e sous-lieutenant, 1827; 1^{er} sous-lieutenant, 1831; 1^{er} lieutenant, 1840; il participe aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de grâce de St-Georges; capitaine, 18 mai 1848; il prit part à l'expédition contre Messine, fut légèrement blessé et fut fait chevalier de droit de St-Georges (avec pension); licencié, 1859; ∞ Clelia de Verra-Artagona, fille du duc Louis Virzino et de la princesse Ligny de Capolese; décédé à Naples: 88, 99, 124.

* *Enfants du second lit :*

- Auguste-Jacques-Alexandre (1819-1878), bapt. à St-Maurice; a) dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège: cadet, 1836; 2^e sous-lieutenant, 1837; démission; b) au 3^e rgt suisse au service de Naples: 2^e sous-lieutenant, 1844; il participe aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de grâce de St-Georges; 1^{er} sous-lieutenant, 18 mai 1848; il prit part à l'expédition contre Messine et fut fait chevalier de droit de St-Georges; 1^{er} lieutenant, 1850; licencié avec le grade de capitaine, 1859; ∞ 1) en 1852 Marie-Anne-Célestine – ou Céleste – de Stockalper (*1826); 2) en 1862 Césarine de Gribaldi, veuve Bovet: 88, 124.
- Charles-Marie-Melchior (1821-1881), bapt. à St-Maurice; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: 2^e sous-lieutenant, 1840; 1^{er} sous-lieutenant, 31 mars 1848; il participe aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de grâce de St-Georges; 1^{er} lieutenant, 18 mai 1848; après l'expédition contre Messine, il fut fait chevalier de droit de St-Georges; capitaine, 1851-1859; ∞ en 1845 Catherine-Elisabeth-Sophie – dite Elise ou Elisa – Jost ou Yost (1824-1899): 124.
- Pierre-Paul-Julien-Ferdinand-Ignace (1817-1860), bapt. à Sion; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1837; 1^{er} sous-lieutenant, 1840; 1^{er} lieutenant, 31 mars 1848; il prit part aux combats du 15 mai et reçut la croix de grâce de St-Georges; blessé durant l'expédition contre Messine, il fut fait chevalier de droit de St-Georges (avec pension); capitaine, 1851-1859; ∞ en 1841 à Naples Marianne Tenchi ♣; mort lors du siège de Gaète: 74, 124.
- Ferdinand-Emmanuel-Charles-Antoine-Ignace (1803-1848), bapt. à Glis; a) dans la milice: 2^e sous-lieutenant, 1822-1824; b) au service de France: 1^{er} sous-lieutenant, 1823 => la date de son brevet est antérieure à sa démission de la milice; lieutenant en second, 1825; lieutenant en 1^{er}, 1829; licencié, 1830; c) dans la milice: lieutenant, 1831-1832; d) dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège: capitaine de 2^e classe, 1832; capitaine de 1^{ère} classe, 1834; e) quartier-maître à l'Etat-major fédéral, 1847; ∞ en 1824 Marie-Josèphe-Elisabeth-Julie de Courten (1804-1842); décédé à Forlì: 28.
- Ignace-Ferdinand-Guillaume-Balthasar (1785-1855), baron; frère d'Eugène ♣ (1783-1852); vice-président du dizain de Brigue, 1817-1819, 1825-1827, 1831-1833; président de ce dizain, 1819-1821, 1833-1839; grand châtelain du dizain de Brigue, 1821-1825, 1829-1831; député à la Diète, 1819-1839; membre du Tribunal suprême, 1833-1839; député à la Diète haut-val., 1839-1840; membre du Tribunal suprême reconnu par le gouv. haut-val., 1839-1840; député au Grand Conseil, 1840-1847; président du dizain de Brigue, 1839-1847; membre du tribunal du dizain de Brigue, 1841-1847; président du Tribunal central, 1844-1847; ∞ en 1810 Henriette-Casilda-Crésence – on trouve aussi Crésence-Henriette – Burgener (*1785); père de Joseph ♣: 74, 158.
- Gaspard-Eugène-Ignace-Etienne (1750-1826), bapt. à Glis; baron; chevalier de la Légion d'honneur. Membre de la CA, 1798-1799; conseiller d'Etat, 1802-1805, et grand bailli, 1810; député à la Diète dont il fut le président, 1805-1810; président du dizain de Brigue, 1805-1810; conseiller à la cour de justice de Lyon, 1811; président de la Direction centrale et du Directoire provisoire, 1814; député à la Diète, 1815-1819; conseiller d'Etat, 1819-1826; grand bailli, 1819-1821, 1823-1825, et vice-grand bailli, 1825-1826. Délégué à la Diète fédérale, 1815-1819; ∞ en 1773 Marie-Françoise – Du Fay – de Lavallaz († 1796): 53*, 58, 105*, 107, 131.
- Gaspard-Ignace (1799-1871), de Brigue; élève au Prytanée de La Flèche dès le 1^{er} mai 1812; 2^e lieutenant dans la 4^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne au service de France, 1816; ordonné prêtre en 1821; curé de Naters, 1821-1832; chanoine du Chapitre de Sion dès 1822; curé de Sion, 1832-1840 et 1848-1868: 14.
- Pierre-Paul-Joseph-Ignace-Melchior (1826-1899), bapt. à Glis; fils d'Ignace-Ferdinand-Guillaume-Balthasar ♣; a) dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: 2^e sous-lieutenant, 18 mai 1848; il prit part à l'expédition contre Messine et fut fait chevalier de grâce de St-

- Georges; 1^{er} sous-lieutenant, 16 sept. 1848; 1^{er} lieutenant, 1851-1859; b) capitaine au 2^e bataillon étranger, 1860; ∞ en 1866 Hortense-Sophie-Marie Chapelet (*1845): 124, 158.
- de Stürler Auguste (1802-1879), BE; a) au service des Pays-Bas; b) dans le 4^e rgt suisse au service de Naples: capitaine, 1829; capitaine adjudant-major, 1847; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de droit de St-Georges; major, 18 mai 1848; il prit part à la campagne contre Messine et obtint la croix de François I^{er}; retraite, 1849: 122.
- Gabriel-Rodophe-Charles (1809-1848), BE; a) au service des Pays-Bas: cadet, puis sous-lieutenant, 1826-1829; b) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1829; 1^{er} sous-lieutenant, 1832; 1^{er} lieutenant, 1837; capitaine, 1845; tué à Naples lors des combats du 15 mai: 164.
- de Sury Charles-Louis (1806-1868), SO; a) au service de France; b) dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: capitaine 1825; en tant qu'adjudant-major, il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de droit de St-Georges; major gradué, 18 mai 1848; major, 1849; lieutenant-colonel, 1850; colonel, 1852. Général de brigade, 1859: 128*.

T

- Tabin Georges-Ignace (1781-1845), bapt. à Vissoie; au service de France, dans le bataillon val.: sergent, 1806; sergent-major, 1806; adjudant sous-officier, 1808; sous-lieutenant porte drapeau, 1810; ∞ 1) en 1814 Catherine-Marguerite Loye (1784-1827); 2) en 1829 Marie Crettaz († 1849), née selon le recensement de 1829 en 1787 => il pourrait s'agir de Marie-Madeleine Crettaz née en 1788 (Rp Vissoie): 48, 102*.
- Taffiner (compagnie commandée par le suivant): 131.
- François-Joseph-Ignace – on trouve aussi Joseph-Ignace – (1790-1852), bapt. à Reckingen; chevalier de l'ordre de St-Louis et de l'ordre de St-Ferdinand d'Espagne; a) sous Napoléon I^{er}, dans le 11^e rgt d'infanterie légère: 1^{er} sous-lieutenant, 1812; lieutenant, 1813; admis à la demi-solde de non-activité, 1814; b) capitaine dans le bataillon 2 du VS au service de la CH; c) au service de France sous la Restauration: sous-lieutenant, 1816; 2^e lieutenant, 1821; capitaine dans la 4^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne; major, 1825; licencié, 1830; d) dans la milice: lieutenant-colonel, 1830; colonel, 1846. Député à la Diète, 1831-1839; président du dizain de Conches, 1831-1839; conseiller d'Etat dans le gouv. haut-val., 1839-1840; député au Grand Conseil, 1845-1847; il fut le commandant en second de l'armée cantonale lors de la guerre du *Sonderbund*; député au Grand Conseil, 1847-1852; président du tribunal du district de Conches, 1848-1852; conservateur; ∞ en 1816 Anne-Marie-Josèphe-Pélagie de Sépibus (1792-1871), fille de Léopold ➡ (1759-1832): 14, 16, 114.
- Taillepiep, voir Bondy.
- tailleur italien; jeune homme travaillant dans le monastère Santa Teresa de Capodimonte à Naples, tué par des mercenaires suisses le 16 mai 1848: 91.
- Talleyrand Auguste-Louis (1770-1832), comte de, F; ministre plénipotentiaire de France près la CH; lors de la Restauration, il prépara et signa les capitulations pour les rgts suisses au service de France: 13*, 14.
- Tenchi, Tanchi
- Marianne, I; ∞ Paul de Stockalper ➡ : 74.
- Torrent (famille): 7, 10, 11*.
- Jean-Joseph († 1798); ∞ en 1791 Marianne ou Marie-Anne Carraux (1767-1833) qui se maria en 1808 avec Louis-Yves Guerraty, vice-châtelain de Monthey: 9.
- Enfants:*
- Jean-Joseph (1795-1885), bapt. à Monthey; propriétaire foncier; 2^e sous-lieutenant dans un bataillon val., 1815; dans la milice: lieutenant, 1818; capitaine, 1822; major, 1834; en exil, 1844-1847; le Tribunal central le condamna par contumace à deux ans de prison et à 400 francs d'amende; commandant supérieur de l'arrondissement occidental, 1849-1851; lieutenant-colonel, 1851. Préfet du district de Monthey, 1853-1859; député au Grand Conseil, 1854-1877; conseiller national, 1860-1863; radical; ∞ 1) en 1828 Marie-Catherine-Domitille Du Fay (1782-1863), fille de Pierre-François-Louis ➡ ; 2) en 1874 Marie-Cécile Clausen (en/vers 1823 - 1894): 114-115, 170.

- Jean-Pierre (1792-1853), bapt. à Monthey; avocat et notaire; officier sous Napoléon I^{er}: au 11^e rgt d'infanterie légère, 1812; hussard au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814. Dans la milice: 1^{er} sous-lieutenant, 1820; lieutenant, 1821; capitaine, 1830-1832. Président de la bourgeoisie de Monthey; vice-grand châtelain du dizain de Monthey, 1826-1831; vice-président de ce dizain, 1835-1839; député à la Diète, 1835-1839; député à l'Assemblée constituante de janv. 1839, à l'assemblée des 25-28 février 1839; conseiller d'Etat, élu en mars 1839 par l'Assemblée constitutive dont il était un des députés; un nouveau CE ayant été désigné en sept. 1839, il participa comme député aux deux assemblées suivantes bas-val., 1839-1840; député au Grand Conseil, 1840-1844 qu'il présida de 1841 à 1843; vice-président du dizain de Monthey, 1841-1843; délégué à la Diète fédérale, 1842-1843; membre du Conseil de guerre, 1843; conseiller d'Etat dès la fin du mois d'août 1843 à la suite de la démission de Xavier de Cocatrix ➤, il démissionna à son tour au printemps 1844 et fut remplacé par Guillaume de Kalbermatten ➤; député au Grand Conseil, 1844, 1847-1853, dont il fut le président, 1847-1852; préfet du district de Monthey, 1847-1853; radical; ∞ en 1820 Marie-Josèphe-Antoinette-Catherine Du Fay (1786-1860), fille de Pierre-François-Louis ➤: 7, 9-11, 67, 170.

de Torrenté Jean-Joseph-Adrien-Marie-Siméon (1774-1837), bapt. à Sion; membre du Conseil communal de Sion dont il fut secrétaire, 1815-1818: il fut élu le 23 déc. 1814; grand châtelain du dizain de Sion, 1821-1823, 1831-1833; président de ce dizain, 1823-1825, 1835-1837; député à la Diète, 1823-1831, 1833-1837; bourgmestre de Sion, 1833-1834; ∞ en 1801 Marie-Josèphe de Riedmatten (1781-1835), fille de Pierre-Hyacinthe ➤: 106*.

Enfants:

- Adrien-Joseph-Jean-Alexandre (1815-1888), bapt. à Sion; ingénieur; membre de la section val. de la *Jeune Suisse*, section à la présidence de laquelle il succéda à Pottier ➤ en 1840. Dans la milice: officier d'armement et porte drapeau, 1841-1843. Membre du gouv. provisoire, déc. 1847 - janv. 1848; conseiller d'Etat, 1848-1853: président, 1851-1852, et vice-président, 1852-1853; député au Grand Conseil, 1852-1861, qu'il présida de 1853 à 1857; radical; ∞ 1) en 1838 Catherine Beeger († 1854); 2) en 1864 Eugénie Jaggi (1844-1917): 115, 116*.
- Joseph-Charles-Louis-Béat (1812-1879), bapt. à Sion; au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 2^e sous-lieutenant, 1831; 1^{er} sous-lieutenant, 1839; 1^{er} lieutenant quartier-maître, 1844; lieutenant d'artillerie, 1848; suite aux combats du 15 mai 1848, il reçut la croix de droit de St-Georges; capitaine, 1850; démission, 1856. Major dans le bataillon central-occidental de landwehr, 1861-1862; commandant de ce bataillon, 1862-1868; ∞ en 1844 Constance de Rivaz ➤: 79, 83, 88, 135, 157.
- DE TORRENTÉ FERDINAND – Maxime-Joseph-Louis-Pierre-Léon-F' – (1809-1873), bapt. à Sion; dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: 2^e sous-lieutenant, 1826; 1^{er} sous-lieutenant, 1830; lieutenant quartier-maître, 1838; capitaine quartier-maître, 1844; il participa aux combats du 15 mai 1848 et obtint la croix de droit de St-Georges; il prit part à l'expédition contre Messine et fut fait chevalier de grâce de St-Georges; retraite, 1851. En 1840, lors de la guerre civile, il se trouva dans les troupes bas-val. Sous-préfet du district de Sion, 1859-1865; préfet de ce district, 1865-1873; député au Grand Conseil, 1861-1865, 1869-1873; ∞ Pauline Giordano-Thomaso († 1875), fille du Napolitain Gaetano, décédée à l'âge de 58 ans environ: 72*, 79, 99*, 124-127.
- Patience-Josèphe-Henriette-Antoinette-Marie (1804-1876), bapt. à Sion; ∞ en 1822 Jean-Etienne-Augustin-Germain de Riedmatten ➤: 60-62, 64*.

Tousard d'Olbec Anne-Louis ou Louis-Anne-François (1757-1840), F; il s'établit à St-Maurice en 1789, à Sion en 1790; secrétaire du Comité général en 1798; secrétaire d'Etat, RI; directeur des Contributions du département du Simplon; secrétaire d'Etat, 1829-1833; ∞ en 1789 Marguerite-Marie-Elisabeth de Nuccé (1761-1841), veuve de Victor-Claude-Antoine Gauthier de Robert (1752-1784), comte de Paradès; beau-frère de Charles-Emmanuel de Rivaz ➤; oncle de Louis Macognin de la Pierre ➤, de Marie-Cécile Macognin de la Pierre ➤, de Pierre d'Odet ➤, de Benjamin de Rivaz ➤ et de Charles de Rivaz ➤; grand-oncle d'Eugénie de Rivaz ➤: 171.

Troxler Josse, LU; a) au service de France, dans le 3^e rgt suisse de ligne: 2^e lieutenant; b) au service du St-Siège, dans le 1^{ère} compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt étranger: 1^{er} lieute-

nant, 1832; capitaine, 1838. Sa date de naissance, selon MAAG II qui ne mentionne pas l'année de son décès, se situerait en 1799. Quant aux Archives cantonales de Lucerne, elles nous ont proposé comme fort vraisemblable l'identification suivante: Josse-Antoine-Ignace Troxler (1803-1870), né à Willisau et décédé à Bologne, I; c'est donc cette dernière que nous retiendrons: 32-33.

de Tschan, de Tschann

- Nicolas-Georges-Charles (1777-1847), SO; secrétaire de légation, puis ministre de Suisse à Paris sous l'Acte de Médiation; chargé d'affaires de la CH à Paris, de 1814 à sa mort: 13.

U et V

Ulrich François-Antoine (1781-1821), bapt. à Sion; maître boulanger; reçu bourgeois de Sion en fév. 1816; ∞ Marie-Josèphe Walter (en/vers 1782 - 1834) qui épousera en 1826 le veuf Melchior-Antoine Beger (1771-1832); père du suivant: 106.

- François-Michel-Joseph – on trouve aussi Joseph-François-Michel – (1803-1854), bapt. à Sion; fils du précédent; ordonné prêtre en 1826; curé de Niederwald, 1827-1832; curé de Biel, 1832; vicaire de Sion et curé de Sion *extra muros*, 1832-1836; aumônier dans le 3^e rgt suisse au service de Naples, 1836-1854; suite au 15 mai 1848, il reçut la croix de chevalier de François I^{er}; mort du choléra à Pallanza, I: 74, 79, 88, 106.

Venetz Jean-Antoine (1771-1828), bapt. à Tourtemagne; a) au service de France: volontaire dans le rgt de Courten, 1788; b) au service de Piémont, dans le rgt de Courten: sous-officier, 1783; officier, 1797; c) au service d'Espagne, dans le rgt de Courten: recruteur, 1797; d) 1^{er} sous-lieutenant dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 1815; e) au service de France: 1^{er} lieutenant dans la 2^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816; ∞ Catherine Durand († 1827): 14.

Victor Claude Perrin, dit Victor de Bellune (1764-1841), maréchal de France qui, notamment, prit part à la campagne d'Allemagne en 1813: 11.

Vogt Emile (1820-1883), BE; avocat qui fut secrétaire des deux commissaires Collin et Franscini envoyés à Naples par le Directoire fédéral pour enquêter sur la conduite des troupes suisses le 15 mai 1848: 90.

W et Z

Walker (famille): 103.

- Félix-Alexandre-Eugène (1785-1811), bapt. à Mörel; dans le rgt de Preux au service d'Espagne: cadet, puis sous-lieutenant, 1808; ∞ en 1809 Anne-Marie ou Marie-Anne-Barbe Wegener (1774-1833) qui épousera en 1817 Jean-Joseph Berchtold (1785-1823), veuf de Marie-Ignace Nellen (1790-1814), avec laquelle il s'était marié en 1806: 103.

- Jean-Joseph-Ferdinand-Louis (1795-1838), bapt. à Mörel; au service de France: 2^e sous-lieutenant dans la 3^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816; dans la milice: lieutenant, 1819-1824; vice-grand châtelain du dizain de Rarogne, 1829-1831; député à la Diète, 1831-1838; président du dizain de Rarogne, 1831-1833, 1837-1838; vice-président de ce dizain, 1833-1837; ∞ 1) en 1821 Cécile-Madeleine-Catherine Werlen (1801-1825); 2) en 1827 Catherine Ambord (1804-1833); 3) en 1835 Catherine Guntern (*1806): 14.

de Wattenwyl-Rubigen Louis-Frédéric (1810-1859), BE; a) au service des Pays-Bas: 2^e sous-lieutenant, 1827-1829; b) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: 1^{er} lieutenant, 1829; capitaine, 1839; blessé lors de la journée du 15 mai 1848, il obtint la croix de chevalier de St-Ferdinand; capitaine adjudant-major, 1849; retraite, 1850: 164.

Weger, Weguer, Veger, Veguer

- Joseph-Antoine-Adrien-Henri (*1810), bapt. à Münster; mercenaire dans le 2^e rgt étranger au service du St-Siège: 2^e lieutenant, 1832 ou 1833; 1^{er} lieutenant, 1834; démission, 1837: 28.

de Werra (famille): 7, 9-10, 11*, 125.

- François-Antoine-Ferdinand-Ignace de Werra (1809-1875), bapt. à Loèche; dans le 3^e rgt au service de Naples: enseigne, 1827; 2^e sous-lieutenant, 1830; 1^{er} sous-lieutenant, 1837; 1^{er} lieutenant, 1841; il prit part aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de droit de

St-Georges; capitaine, du 18 mai 1848 à 1859; il participa à l'expédition contre Messine et reçut la croix de François 1^{er}; après avoir été l'aide de camp du général Charles-Emmanuel von der Weid (1786-1845), 1832-1842, il fut incorporé dans l'Etat-major de l'armée napolitaine en 1842 et désigné aide de camp du général Henri Statella, entre autres; chef d'Etat-major dès 1851. Il entra ensuite au 2^e bataillon étranger: major, 1860; commandant du bataillon, 1860; lieutenant-colonel, 1860; ∞ en 1830 Laure Dupuy (vers 1809 - 1861), d'une famille belge établie en Sicile, décédée à Naples: 74, 99*, 122*.

- Jean-Joseph-Gabriel-Ignace ou Ignace-Gabriel (1769-1796), bapt. à Loèche; mercenaire; ∞ en 1790 Marie-Sophie-Adélaïde-Amaranthe-Flavie Du Fay (1772-1850), fille de Pierre-François-Louis ✎, qui épousera en 1816 Jean-Séverin Duc ✎ : 2.
- Joseph-Marie-François-Siméon (1793-1864), bapt. à Loèche; notaire; il servit au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814; lieutenant dans le bataillon 2 du VS au service de la CH, 1815; mercenaire a) au service de France: sous-lieutenant dans la 4^e compagnie du 2^e bataillon du 2^e rgt suisse, 1816; b) au 3^e rgt suisse au service de Naples: capitaine, 1826; major, 1840; retraite, 1847. Juge au tribunal du dizain de Loèche, 1853-1864; ∞ en 1820 Marie-Madeleine de Werra (1799-1863): 7, 9-11, 14, 62, 79.
- Frédéric-Meinrad-Théodule-Léon (1782-1841), bapt. à Loèche; notaire; a) au service de France, dans le bataillon val.: sous-lieutenant, 1806; lieutenant, 1808; b) capitaine au 11^e rgt d'infanterie légère, 1812; commandant le bureau de recrutement de Sion, 1812; c) commandant de la place de St-Maurice, 1814; d) au service de France: capitaine au 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne, 1816; e) dans la milice: capitaine aide-major, 1831-1832; ∞ en 1804 Marie-Cécile [Macognin] de la Pierre ✎ : 9, 14, 48, 121, 171*.

Enfants:

- Léonce-Maurice-Auguste-Alfred (1813-1844), bapt. à St-Maurice; dans la milice: porte-drapeau, 1832; 2^e sous-lieutenant, 1834; 1^{er} sous-lieutenant, 1838; lieutenant, 1841; ∞ en 1836 Léonie de Rivaz ✎; beau-fils de Benjamin de Rivaz ✎; beau-frère, notamment, de Pierre-Marie Dufour ✎ et d'Eugénie de Rivaz ✎ : 135, 171-172.
- Camille-Anne-Benjamin-Frédéric (1814-1875), bapt. à St-Maurice; mercenaire au service de Naples, dans le 3^e rgt suisse: 1^{er} sous-lieutenant, 1834; démission, 1836 ou 1837. Dans la milice: 1^{er} sous-lieutenant, 1837; lieutenant porte-drapeau, puis capitaine, 1843. Receveur du dizain de St-Maurice, 1840-1841; vice-grand châtelain, 1841-1844, puis grand châtelain de ce dizain, 1844-1847; député au Grand Conseil, 1843-1847; délégué à la Diète fédérale, 1846-1847; député au Grand Conseil, 1857-1875, dont il fut le président en 1869-1870; président du tribunal du district de St-Maurice, 1857-1860, et vice-président de ce tribunal, 1861-1865, 1866-1869; conseiller national, 1857-1860; conseiller aux Etats, 1868; préfet du district de St-Maurice, 1873-1875; conservateur; ∞ en 1839 Anne-Sophie-Louise Jost (1818-1860): 32-38, 146-152.
- Charles-Marie-Eugène-Meinrad (1805-1867), bapt. à St-Maurice; a) au service de France sous la Restauration; b) au service du St-Siège, dans le 2^e rgt étranger: 1^{er} lieutenant, 1832; capitaine, 1833. Juge au tribunal du district de St-Maurice, 1853-1857; ∞ en 1835 Joséphine de Rivaz ✎; beau-frère, notamment, de Pierre-Marie Dufour ✎ et d'Eugénie de Rivaz ✎ : 28, 135, 171.
- Pierre, major dans le 3^e rgt suisse au service de Naples (il l'était notamment en avril 1848). Il pourrait s'agir de Gaspard-Joseph-Félix-Pierre-Marie (1820-1859), bapt. à Loèche; notaire; député au Grand Conseil, 1845-1846; capitaine dans la milice, 1849-1859; député au Grand Conseil, 1852-1859; ∞ en 1846 Augustine-Josèphe-Geneviève-Christine Allet (1826-1855), fille d'Aloys ✎. Même si nous ne voyons pas d'autres de Werra, pré-nommés Pierre, qui pourraient être au service de Naples en 1848, nous n'avons malheureusement trouvé aucune preuve décisive qui puisse confirmer ou infirmer l'identification que nous proposons: 85*.

Willa, Villa

Willa (famille): 7, 9-10, 11*.

- Pierre-Joseph-Antoine (1756-1831), bapt. à Loèche; frère d'Eugène ✎; ∞ en 1778 Anne-Marie-Claire Chalamel – Chalemel, Challomel, Chalomel, Schalomel, Salomel – (1752-1836); père de François-Joseph-Antoine ✎ : 9*.

Enfant:

- François-Joseph-Antoine (1790-1878), bapt. à Loèche; a) au service d'Espagne; b) hussard au 4^e rgt des gardes d'honneur, 1813-1814; c) 1^{er} sous-lieutenant dans le bataillon 1 du VS au service de la CH, 1815; d) dans la milice: lieu-

tenant dans le bataillon 2, 1818; capitaine dans le bataillon 3, 1823; e) dans le 3^e rgt suisse de Naples: lieutenant, 1826; capitaine, 1831; retraite, 1847; ∞ en 1846 Célestine Allet (1815-1861), fille de Joseph-François-Auguste-Eugène ☛ : 7, 9-11.

- Joseph-Eugène-Alexis (1743-1812), bapt à Loèche; frère d'Antoine ☛ ; a) dans le rgt de Courten au service de France: cadet, 1763; sous-lieutenant, 1771; lieutenant, 1777; licencié, 1792; b) dans le rgt de Courten, puis de Preux au service d'Espagne: capitaine de fusiliers, 1796-1808. En 1812, qualifié de « veuf, sans enfant » : 9.
- Jean-Joseph-Casablance[-Meinrad] (1788-1869), bapt. à Loèche; a) sous-lieutenant dans le bataillon 1 du VS au service de la CH, 1815; b) sous-lieutenant dans la compagnie de grenadiers du 2^e rgt suisse de ligne au service de France, 1816; lieutenant, 1823; c) dans la milice: capitaine, 1835-1840. Vice-grand châtelain du dizain de Loèche, 1840-1844; juge au tribunal de dizain de Loèche, 1861-1869; ∞ en 1809 Thérèse In Albon († 1852) qui, selon le recensement de 1829, serait née en 1791: 14.

de Wittgenstein Pierre-Louis-Adolphe – Pierre Christianovitch – (1768/69 - 1842/43), comte; d'origine allemande; général commandant le 1^{er} corps russe chargé de protéger St-Petersbourg lors de la campagne de Russie; il obligea Gouvion Saint-Cyr ☛ à évacuer Polotsk, le 18 oct. 1812: 104.

Wœffray, Wœffray

- André (1786-1881), de St-Maurice; a) dans le bataillon val. au service de France: caporal, 1807; fourrier, 1807; sergent, 1808; sergent-major, 1808; adjudant sous-officier, 1809; b) incorporé dans le 11^e rgt d'infanterie légère en 1812: sous-lieutenant, 1813; lieutenant, 1813; admis à la demi-solde de non-activité, 1814; ∞ en 1816 l'Espagnole Catherine Guaspe, veuve Kadler: 12, 18.

Wolff, Wolf

- Joseph-Alexis-Edouard (1808-1881), de Sion; mercenaire – de tendance conservatrice – dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: lieutenant d'artillerie, 1827; capitaine, 18 mars 1848; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de grâce de St-Georges; gradué comme major, 18 mai 1848; il prit part à la campagne contre Messine et fut fait chevalier de François I^{er} (avec pension). Commandant l'artillerie des quatre rgts suisses, il fut promu major, 1850; lieutenant-colonel, 1852; colonel, 1855. Général de brigade, 1859. Lors d'un congé, il devint commandant de l'artillerie de la *Vieille Suisse* en mai 1844; il commanda également l'artillerie cantonale lors de la guerre du *Sonderbund*. Président du Conseil municipal de Sion, 1863-1866; député au Grand Conseil, 1865-1869; après qu'il fut revenu définitivement en VS, ses idées politiques évoluèrent peu à peu vers le libéralisme; ∞ en 1836 Marie-Louise de Riedmatten ☛ , fille de Pierre-Louis de Riedmatten ☛ : 69, 72-74, 78-84, 85*, 88, 93, 99*, 123-125, 153, 157.
— *Sa famille*: 125.
- Marie-Louise, voir Marie-Louise de Riedmatten.
- Pierre (1802-1867), de Sion; a) dans la milice: 2^e sous-lieutenant, 1825; b) dans le 3^e rgt suisse au service de Naples: 1^{er} sous-lieutenant, 1826; 1^{er} lieutenant, 1830; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de grâce de St-Georges; capitaine, 18 mai 1848; il prit part à l'expédition contre Messine et fut fait chevalier de droit de St-Georges; major, 1852-1859; ∞ en 1841/1842 Marianne Felicello, de Marcanise, village proche de Naples: 88, 99*, 124.

de Wyttenbach Jean-Charles-Albert (1810-1896), BE; a) au service de France, 1826-1829; b) au service de Naples, dans le 4^e rgt suisse: 1^{er} lieutenant, 1829; lieutenant adjudant-major, 1830; capitaine, 1839; il participa aux combats du 15 mai 1848 et reçut la croix de droit de St-Georges; il prit part à l'expédition contre Messine et obtint la croix de François I^{er}; capitaine adjudant-major, 29 déc. 1848; major, 1849; lieutenant-colonel, 1850; colonel, 1854. Général de brigade, 1859; démission, 1860: 128.

Zenkhusen Simon-Ignace[-Léon] (1773-1849), bapt. à Simplon-Village; a) au service de Piémont, dans le rgt de Courten, puis de Streng: 2^e sous-lieutenant, 1793; 1^{er} sous-lieutenant, 1793; lieutenant, 1794; b) au service de France, dans la légion helvétique, fin 1798; prisonnier de guerre des Autrichiens, 1799-1800; c) au service d'Angleterre, dans le rgt de Courten: lieutenant commandant la 3^e compagnie, 1800; capitaine, 1801; licencié, 1801; d) capitaine de grenadiers au service de sa patrie, 1803; commissaire des guerres, arrondissement de Brigue, 1814; capitaine en 1^{er} du bataillon 1 du VS au service de la CH, 1815; e) au service de France: major commandant le 2^e bataillon du 2^e rgt suisse de ligne,

1816; puis lieutenant-colonel du rgt, 1825. «Gérant» de la *Gazette du Simplon* du 6 nov. 1844 au 24 août 1847; membre du Tribunal central, 1845-1847; conservateur; ∞ en 1804 Catherine-Anastasie Mabillard (1780-1826): 14-16, 73*.

Zen Ruffinen Etienne-Sulpice-Augustin – on trouve aussi Augustin-Sulpice – (1765-1829), bapt. à Loèche; ordonné prêtre en 1790; chanoine du Chapitre de Sion dès 1790; vicaire à Viège, 1793-1794; évêque de Sion de 1817 à sa mort; oncle d'Aloys Allet et de Joseph-François-Auguste-Eugène Allet : 16, 59, 107*.

— **François-Gaspard-Joseph-Ignace** – François-Gaspard, François-Ignace, Gaspard-Ignace – (1803-1861), bapt. à Loèche; avocat et notaire; député à la Diète, 1837-1839; délégué à la Diète fédérale, 1837-1839; député à la Diète haut-val., 1839-1840; député au Grand Conseil, 1840; conseiller d'Etat, 1840-1847; président, 1843-1846, et vice président, 1846-1847; membre du gouv. provisoire, déc. 1847 - janv. 1848; député au Grand Conseil, 1847-1848; conseiller d'Etat, 1848-1855; président, 1849-1850, 1852-1853, 1854-1855, et vice-président, 1848-1849, 1850-1852, 1853-1854, 1855; juge fédéral, 1848-1861; conservateur devenu libéral; ∞ en 1843 Joséphe-Marie ou Marie-Josèphe Métry: 115, 116*, 153, 169-170.

Zimmermann Sébastien-Adrien-Christian-Ignace (1777-1829), bapt. à Viège; a) capitaine dans un bataillon val. au service de la CH, 1815; b) dans la milice: major dans le bataillon 1, 1818; lieutenant-colonel du bataillon 1, 1822; colonel, 1828-1829; ∞ en 1802 Anne-Marie Charvet, probablement Marie-Judith-Anne (1777-1853): 56.

— François, de Visperterminen; proposé par le CE pour repourvoir une place de sous-lieutenant dans le 3^e rgt suisse au service de Naples, 1846: 75.

Zumoffen Pierre-Antoine-Innocent (1797-1875), bapt. à Monthey; notaire; député à l'Assemblée constituante, 29 juillet - 3 août 1839, ainsi qu'à l'assemblée qui suivit et qui s'ouvrit le 29 août 1839; député au Grand Conseil, 1841-1845; membre du tribunal du dizain de Monthey, 1844-1845; en exil; député au Grand Conseil, 1847-1852; juge au Tribunal d'appel, 1848-1853; radical; ∞ Reine Rouiller-Souhier (en/vers 1804 - 1868): 116*.

Table des matières

Le service étranger vu à travers l'étude des enfants du grand bailli Michel Dufour

Louis, Pierre-Marie, Adrien, Marguerite, Casimir, Joseph,
Frédéric et Pauline, dite aussi Henriette

| | |
|--|-----|
| Introduction | 1 |
| 1. Louis Dufour (1788-1863) | 3 |
| 2. Pierre-Marie Dufour (1790-1862) | 44 |
| 3. Adrien Dufour (1791/1792 - 1812) | 102 |
| 4. Marguerite Dufour (1795-1843) et son époux Charles Bovier | 105 |
| 5. Casimir Dufour (1797-1858) | 112 |
| 6. Joseph Dufour (1800 - après le début janvier 1865) | 120 |
| 7. Frédéric Dufour (1804-1839) | 129 |
| 8. Pauline ou Henriette Dufour (1807-1887) | 132 |
| Quelques considérations en guise d'épilogue | 134 |
| Annexes | 142 |
| Principales abréviations. Sources et Bibliographie | 176 |
| Index des personnes | 189 |